



Cultiver son jardin, s'inscrire dans la ville : Approche anthropologique des community gardens de New York City

Sandrine Baudry

► To cite this version:

Sandrine Baudry. Cultiver son jardin, s'inscrire dans la ville : Approche anthropologique des community gardens de New York City. Anthropologie sociale et ethnologie. Université Paris-Diderot - Paris VII, 2010. Français. NNT : . tel-00962486

HAL Id: tel-00962486

<https://theses.hal.science/tel-00962486>

Submitted on 21 Mar 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UNIVERSITÉ PARIS VII – Denis DIDEROT

ÉCOLE DOCTORALE : Langue, Littérature, Image, civilisations et sciences
humaines (domaines francophone, anglophone et d'Asie orientale)

DOCTORAT d'études anglophones

SANDRINE BAUDRY

Cultiver son jardin, s'inscrire dans la ville
Approche anthropologique des *community gardens* de New York City

Sous la direction de Catherine COLLOMP et de Bernadette LIZET

Soutenance le 26 novembre 2010

JURY

Madame Catherine Collomp, co-directrice, Professeur émérite à l'Université Paris
VII- Denis Diderot

Madame Bernadette Lizet, co-directrice, Directeur de Recherches au CNRS/ Muséum
National d'Histoire Naturelle

Madame Catherine Pouzoulet, pré-rapporteur, Professeur à l'Université Charles de
Gaulle, Lille III

Madame Anne Raulin, pré-rapporteur, Professeur à l'Université Paris Ouest Nanterre

Monsieur Mark Meigs, Président, Professeur à l'Université Paris VII-Denis Diderot

Remerciements

Je tiens à remercier Catherine Collomp et Bernadette Lizet, non seulement pour m'avoir guidée, conseillée, soutenue au long de ce travail de thèse, mais pour m'avoir fait confiance aux commencements, pour avoir accepté le dialogue interdisciplinaire. Merci aussi aux commissions Lurcy et Fulbright pour avoir soutenu mon projet de recherche à New York.

Je remercie également tous les jardiniers de New York qui ont pris le temps de me parler, de m'expliquer, de me laisser entrer dans leur monde, et tout particulièrement Mary, Jon, Kate, Anne, Jane, Lisa, Annie, Zonia, sans qui mon travail de terrain n'aurait pas été possible. Et puis tous ceux que je n'ai jamais rencontrés, passés, présents et futurs, pour l'incroyable travail qu'ils font sur la ville.

Merci aussi à Françoise, Jacques et Lou pour leur patience, leur soutien, leurs relectures, leur conversation, leur cuisine. Benoît pour son exemple et la traversée du Kansas. Et mes amis des deux côtés de l'Atlantique, pour avoir supporté et adouci mes angoisses, de près ou de loin. Mes collègues de Charles V et d'ailleurs qui m'ont poussée à l'écriture, Bénédicte, Hélène et Céline pour les pauses café de la BNF.

Table des matières

Introduction.....	1
Partie 1.....	27
Des jardins et des hommes : les <i>community gardens</i> de New York City.....	27
<i>Chapitre 1</i>	<i>35</i>
<i>Le mouvement des community gardens, héritier d'une histoire et d'une culture nationales</i>	<i>35</i>
1. La <i>community</i> , pouvoir local alternatif.....	36
2. L'approche utopiste.....	48
3. La question environnementale.....	56
<i>Chapitre 2</i>	<i>65</i>
<i>Une nation dans le besoin, histoire des jardins collectifs aux États-Unis</i>	<i>65</i>
1. Les « ancêtres » des <i>community gardens</i>	66
2. Une nouvelle génération de jardins collectifs urbains.....	80
<i>Chapitre 3</i>	<i>87</i>
<i>New York City, métropole résiliente</i>	<i>87</i>
1. Petite histoire de New York	89
a. « Une catastrophe magnifique »	89
b. New York et ses espaces verts.....	102
2. « This land is your land » : l'appropriation de terrains par les <i>community gardens</i>	108
a. Les premiers <i>community gardens</i>	109
b. La bataille pour la pérennité.....	119
c. La place des <i>community gardens</i> dans la ville aujourd'hui	137
d. Un soutien associatif et institutionnel à plusieurs échelles.....	146
Partie 2.....	157
Quatre histoires, quatre communautés jardinières	157
<i>Chapitre 1</i>	<i>161</i>
<i>Clinton Community Garden, « une véritable institution de quartier »</i>	<i>161</i>
1. Hell's Kitchen, de <i>West Side Story</i> aux néons de Times Square	162
2. Un jardin modèle.....	168
a. Une « enclave fleurie »	173
b. De la diversité à la complexité.....	178
c. Un lieu de rassemblement festif pour l'ensemble de la <i>community</i>	189
<i>Chapitre 2</i>	<i>193</i>
<i>Pacific Street Bear's Garden, la difficile pérennité</i>	<i>193</i>
1. Un quartier en pleine mutation	194
2. Un jardin militant	197
a. Le jardin ressuscité	203
b. Une organisation conviviale	207
c. Les Bears, leur quartier, leurs réseaux	211
<i>Chapitre 3</i>	<i>217</i>
<i>Central Bainbridge Street Community Garden, le règne de la tranquillité</i>	<i>217</i>
1. Bedford-Stuyvesant, symbole du ghetto noir	218
2. Un lieu de repos et de sociabilité.....	221

Chapitre 4	233
La Isla, sujet de discorde	233
1. Le South Bronx se relève	234
2. Du jardin privé à l'oasis de quartier	238
Chapitre 5	249
Premiers éléments de comparaison	249
Partie 3.....	255
Les community gardens sont-ils des objets urbains légitimes ?	255
Chapitre 1	259
Vivre ensemble dans le jardin	259
1. Décider	261
2. Jardiner	270
3. Partager l'espace	289
4. Inclure / Exclure	301
Chapitre 2	309
Vivre ensemble dans la ville.....	309
1. Deux visions opposées de la ville.....	310
2. L'inscription dans le quartier et dans les réseaux.....	322
3. Comment intégrer les jardins dans la ville?.....	342
Chapitre 3	351
Think globally, act locally, les community gardens sont-ils un modèle de développement durable ?	351
1. Le rôle social et économique.....	353
2. Le rôle environnemental	362
3. Travailler ensemble pour vivre la ville autrement	371
Conclusion	383
Liste des acronymes.....	393
Annexes.....	395
Annexe 1 : Règlements du Clinton Community Garden.....	397
Annexe 2 : Grille d'évaluation de l'impact du projet de Ratner sur les espèces végétales et animales au Pacific Street Brooklyn Bear's Garden.....	401
Annexe 3 : Accord signé en 2002 entre la Ville et l'État de New York.....	407
Annexe 4 : Licence signée entre Green Thumb et les community gardens	415
Annexe 5 : Article satirique de The Onion sur les community gardens	425
Bibliographie	427
Filmographie	467
Table des figures	469
Table des photographies.....	471

Introduction

Le 14 septembre 2010, la municipalité de New York a publié le nouveau règlement concernant la gestion des *community gardens*, ces jardins urbains, lieux horticoles, artistiques, sociaux, politiques, entretenus à plusieurs et souvent sis sur des terrains publics. Ce document remplace un accord signé en 2002 par la Ville et l'État de New York qui statuait sur le sort de plusieurs centaines de ces espaces verts de quartier. Les jardiniers et leurs partisans, qui espéraient une pérennisation de leurs projets, s'inquiètent d'une possible dégradation de la situation car le nouveau texte autorise la municipalité à vendre, dès la moindre infraction, des terrains sur lesquels se trouvent des jardins collectifs¹. Comme durant le conflit qui a précédé la signature du document de 2002, l'actualité pousse aujourd'hui les divers acteurs urbains, le gouvernement comme les citoyens, à s'interroger sur la place que peut tenir, dans une métropole de portée économique et culturelle mondiale, une pratique ultra-locale, née d'une appropriation illégale de territoires urbains en réponse à une incompétence perçue du gouvernement, et glissée dans des interstices originellement délaissés par

¹ Melanie Grayce West, « City Gardeners Vocal Over Proposed Rules », *The Wall Street Journal*, Aug. 11, 2010 ; *Time's Up! Statement on New Garden Rules*, <http://times-up.org/index.php?page=time-s-up-statement-on-new-garden-rules>, consulté en septembre 2010.

les pouvoirs publics. La présente étude porte précisément sur l'histoire précaire de ce mode d'appropriation de l'espace, et sur les stratégies de défense qui sont malgré tout parvenues à faire perdurer ce phénomène à New York.

Le sociologue Pascal Nicolas-Le Strat souligne l'importance de ce questionnement dans l'étude de la ville et de la vie contemporaines :

« Les interstices représentent ce qui résiste encore dans les métropoles, ce qui résiste aux emprises réglementaires et à l'homogénéisation. Ils constituent en quelque sorte la réserve de "disponibilité" de la ville. Du fait de leur statut provisoire et incertain, les interstices laissent deviner ou entrevoir un autre processus de fabrication de la ville, ouvert et collaboratif, réactif et transversal. [...] C'est donc un contre-pouvoir qui se détermine au sein même de la réalité à laquelle il s'affronte »².

Gilles Clément, jardinier et paysagiste, vante quant à lui les mérites des délaissés urbains et autres « tiers paysages » dans l'entretien de la biodiversité, en comparaison des paysages trop maîtrisés par l'homme³. La gestion de ces délaissés, qui comme leur nom l'indique semblent devoir tenir peu de place dans les politiques urbaines, est pourtant fondamentale pour l'avenir politique, social et écologique des villes. Les *community gardens* représentent un type de gestion non gouvernementale et encore non uniformisée de ces espaces, et à ce titre constituent des « observatoires des enjeux de la métropole »⁴ autant d'un point de vue politique, social et spatial qu'environnemental.

Le rapport à la nature et au territoire physique a joué un rôle important dans la formation de la culture américaine, de cette démocratie analysée par Alexis de Tocqueville et dans laquelle « le principe de la souveraineté du peuple n'est point caché ou stérile comme chez certaines nations ; il est reconnu par les mœurs, proclamé par les lois ; il s'étend avec liberté et atteint sans obstacles ses dernières

² Pascal Nicolas-Le Strat, « Multiplicité interstitielle », *Multitudes*, n°31, 2008, pp. 115-121.

³ Gilles Clément, *Manifeste du Tiers Paysage*, 2004, disponible en ligne sur http://www.gillesclement.com/fichiers/tierspaypublications_92045_manifeste_du_tiers_paysage.pdf.

⁴ Sylvie Nail et Anne Raulin, « Le "vert" dans la pomme : les enjeux des jardins à New York », in Antoine Capet, Philippe Romanski et Aïssatou Sy-Wonyu, éd., *États de New York*, Rouen, Presses de l'Université de Rouen, 2000, pp. 43-59.

conséquences »⁵. Frederick Jackson Turner exprimait en 1893 sa « thèse de la frontière », selon laquelle l'esprit américain se démarquait de l'esprit européen par l'expérience de l'avancée de la frontière, c'est-à-dire par la conquête du territoire par les pionniers. Pour Turner, cette conquête de la nature sauvage par l'homme civilisé était assortie d'une idéologie de la liberté qui est à l'origine de l'idéal démocratique américain⁶. Thomas Jefferson quant à lui considérait la vie rurale comme « le terreau de la nouvelle civilisation, proprement américaine, et le garant d'une véritable démocratie »⁷. Pour lui, les terres vierges du nouveau continent offraient une palette de possibilités sociales que ne possédaient pas les Européens⁸, des opportunités qui ont donné lieu au 19^{ème} siècle à un fleurissement d'expériences utopiques religieuses ou intellectuelles⁹.

La conquête du territoire américain s'est faite contre « le désert et la barbarie [...] avec le soc du laboureur »¹⁰, mais elle est aussi à l'origine des premiers efforts de conservation au monde. Face à la beauté encore relativement vierge des paysages américains, des naturalistes comme John Muir ont œuvré pour les protéger de l'avancée agricole, afin que les générations futures puissent continuer à les admirer¹¹. Pour le transcendentaliste Henry David Thoreau, c'est dans le rapport contemplatif à la nature et le retour à un mode de vie agraire, plus simple et donc plus proche de la vérité, que l'individu peut espérer échapper à l'effet déshumanisant de la société industrielle¹². On trouve ici différentes attitudes face à la nature : dominer le sauvage et le dangereux, exploiter la terre nourricière, contempler les paysages, protéger les ressources naturelles, mais dans tous les cas, la nature est présentée comme

⁵ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, tome premier*, Paris, Librairie de Charles Gosselin, 1836, p. 90.

⁶ Frederick Jackson Turner, *The Frontier in American History [1893]*, New York, Henry Holt and Company, 1920.

⁷ Catherine Maumi, *Usonia ou le mythe de la ville-nature américaine*, Paris, Editions de la Villette, 2008, p. 55.

⁸ Leo Marx, *The Machine in the Garden: Technology and the Pastoral Ideal in America*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 121.

⁹ Nordhoff, Charles, *The Communistic Societies of the United States; from Personal Visit and Observation [1875]*, New York, Hillary House Publishers, 1961.

¹⁰ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, tome deuxième*, pp. 444-445.

¹¹ Michael Lewis, ed., *American Wilderness: A New History*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

¹² Henry David Thoreau, *Walden; or, Life in the Woods [1854]*, New York, Dover Publications, 1995.

l'antithèse de la civilisation, peu importe que l'on considère que celle-ci doive la dominer, la maîtriser, la protéger ou en tirer des leçons de vie.

Pourtant aujourd'hui la population des États-Unis est très largement citadine, la « frontière » comme marqueur démographique de la conquête de l'Ouest et comme mode de vie est bien loin, et les descendants d'immigrés européens ont perdu tout contact avec le monde rural lorsque leurs ancêtres ont traversé l'Atlantique. Les années 1960 et 1970 ont bien vu l'émergence d'une nouvelle vague de communautés utopiques rurales, dans lesquelles les jeunes citadins de la contre-culture espéraient trouver un mode de vie plus équilibré pour eux-mêmes et pour la société, mais la dureté de la vie agricole a mené nombre de ces tentatives à l'échec, bien que certaines subsistent encore aujourd'hui¹³. Les mouvements environnementalistes nés à la même époque pointent du doigt la surexploitation des ressources, les dégâts écologiques et sanitaires dus aux méthodes agricoles néfastes¹⁴, et les inégalités sociales et économiques en matière de qualité environnementale.

Comment, alors, envisager le rapport à la nature dans l'Amérique contemporaine ? Certes, les Parcs Nationaux existent toujours et servent de destinations de vacances, mais qu'en est-il de la vie quotidienne, cette vie précisément de plus en plus urbaine ? Il est admis que les espaces verts dans la ville contribuent à la qualité de vie des citadins non seulement par leur fréquentation, qu'elle soit contemplative ou sportive, mais également par leur rôle de régulation de la chaleur, du bruit ou de la pollution¹⁵. Inversement, puisque les métropoles ont une empreinte écologique de plus en plus vaste sur la planète, elles jouent un rôle important dans l'évolution de la biodiversité ou du climat par exemple, et deviennent donc des enjeux non seulement dans la recherche en écologie, mais dans la quête de solutions à la dégradation de l'environnement. Florence Rudolf rappelle que déjà pour les sociologues de l'École de Chicago, « la ville constitue le milieu naturel de l'homme : façonné par l'homme, il le façonne en retour », et est donc un laboratoire social idéal ; aujourd'hui, ce laboratoire est celui du développement durable, qui

¹³ Timothy Miller, *The 60s Communes: Hippies and Beyond*, Syracuse, Syracuse University Press, 1999.

¹⁴ Rachel Carson, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962.

¹⁵ Sherer, Paul M., *Why America Needs More City Parks and Open Space*, San Francisco, The Trust for Public Land, 2003.

selon l'auteur élargit la question écologique « à un problème de construction d'un monde commun plutôt qu'à une question d'impacts des systèmes anthropiques sur les écosystèmes »¹⁶.

Dans ce cadre aussi se combinent plusieurs visions de la place du naturel entre entité maîtrisée et entité subie, et des pratiques de cette nature, entre détente, activité physique, voire même productivité. Certains chercheurs se sont intéressés à l'incidence de la présence de nature sur la santé physique et psychologique des citoyens¹⁷, ou tout simplement sur leur qualité de vie¹⁸. Roy Rosenzweig et Elizabeth Blackmar, dans leur ouvrage sur Central Park, analysent en détails l'histoire de ce célèbre espace vert, mais également de ses usages au cours des décennies. Ils proposent ainsi une vision dynamique de ce rapport à la nature, qui a changé en fonction des modes de pensée dominants d'une époque, mais aussi de l'idéologie des décideurs ou tout simplement des pratiques quotidiennes des citoyens¹⁹. D'autres s'intéressent à la justice environnementale, la question de l'accès égalitaire aux ressources et surtout à un environnement sain²⁰. Les naturalistes, eux, étudient l'impact de l'urbanité sur les espèces naturelles, et vice-versa²¹. En écologie, où on s'inquiète de la perte de biodiversité, les trames vertes et bleues sont considérées comme un moyen de protéger la diversité des espèces en ville comme dans les

¹⁶ Florence Rudolf, « Les glissements de sens de l'écologie dans ses associations avec la ville : écologie urbaine, ville écologique et ville durable », in Philippe Hamman, dir., *Penser le développement durable urbain : regards croisés*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 47-68.

¹⁷ Kjell Nilsson, « Forests, Trees and Human Health and Wellbeing », *Urban Forestry & Urban Greening*, n°5, 2006, p. 109 ; Henk Staats, Arenda Kieviet and Terry Hartig, « Where to Recover from Attentional Fatigue: An Expectancy-Value Analysis of Environmental Preference », *Journal of Environmental Psychology*, n°23, 2003, pp. 147-157 ; Andrea Faber Taylor, Frances E. Kuo and William C. Sullivan, « Views of Nature and Self-Discipline: Evidence from Inner City Children », *Journal of Environmental Psychology*, n°22, 2002, pp. 49-63.

¹⁸ Jeffrey D. Kline, « Public Demand for Preserving Local Open Space », *Society & Natural Resources*, n°19, 2006, pp.645-659.

¹⁹ Roy Rosenzweig and Elizabeth Blackmar, *The Park and The People: A History of Central Park*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

²⁰ Daniel Faber, ed., *The Struggle for Ecological Democracy: Environmental Justice Movements in the United States*, New York, London, Guilford Press, 1998 ; Kurtz, Hilda E., « Scale Frames and Counter-Scale Frames: Constructing the Problem of Environmental Injustice », *Political Geography*, n°22, 2003, pp. 887-916.

²¹ Rob Maurizi and Tamar Friedner, « The Effect of City Living on Urban Wildlife », *ASCI*, n°122, May 2005, 1997, n.p. ; Terrell F. Dixon, ed., *City Wilds: Essays and Stories about Urban Nature*, Athens, London, University of Georgia Press, 2002 ; Anne Matthews, *Wild Nights: Nature Returns to the City*, New York, North Point Press, 2001 ; Ogden Tanner, *Urban Wilds*. New York, Little Brown & Co., 1975.

milieux ruraux, et on voit par exemple en France que les municipalités et les urbanistes eux-mêmes expriment un intérêt grandissant pour le passage à une gestion différenciée des espaces verts, « en rupture avec la grande tradition hygiéniste hexagonale »²².

Les jardins collectifs urbains s'inscrivent dans ces problématiques de relation entre ville et nature, et tout particulièrement ceux étudiés ici. Par le rôle politique et social qu'ils jouent, et par la remise en cause des manières de vivre et d'aménager la ville qu'ils provoquent, ils répondent à l'idée de Matthew Gandy selon laquelle « c'est seulement en retravaillant la relation entre nature et culture de manière radicale que nous pourrions produire des formes progressistes de sociétés urbaines »²³. Les *community gardens* sont une forme nouvelle de relation entre nature et culture dans la ville *cyborg*, définie comme « un organisme cybernétique, un hybride de machine et d'organisme »²⁴. Ce concept permet de dépasser la dualité ville/nature dans la réflexion sur le rapport à la métropole contemporaine. L'insertion dans le tissu urbain de jardins collectifs nés spontanément d'une culture d'appropriation de l'espace illustre cette hybridation, cet entrelacement de l'organique et du mécanique. Ces espaces eux-mêmes sont un hybride d'éléments de nature et de comportements culturels, et on y retrouve souvent des « morceaux » de la ville sous la forme d'objets de récupération : des baignoires utilisées comme jardinières, des objets de décoration ramassés dans les poubelles, etc.

Les *community gardens* sont nés dans les années 1970, mais ils n'ont commencé à faire l'objet de recherches académiques qu'à la fin des années 1990, et surtout depuis le début des années 2000. Les écrits antérieurs étaient le fait de militants qui visaient à expliquer et justifier leur existence, surtout à partir de 1997 lorsque Rudolph Giuliani, alors maire de New York, a commencé à faire savoir qu'il n'y avait pas de place pour de telles pratiques dans son projet urbain. Les articles

²² Bernadette Lizet, « Villes naturalisées », in Gaëlle Aggeri, dir., *Inventer les villes-nature de demain : gestion différenciée, gestion durable des espaces verts*, Dijon, Educagri, 2010, pp. 190-192.

²³ Matthew Gandy, *Concrete and Clay: Reworking Nature in New York City*, Cambridge, MIT Press, 2002, p. 5.

²⁴ Gandy reprend ici le concept développé par Donna Haraway pour dépasser la perspective essentialiste des études féministes : « [A Cyborg Manifesto: Science, Technology, and Socialist-Feminism in the Late Twentieth Century](#) » in [Simians, Cyborgs and Women: The Reinvention of Nature](#), New York, Routledge, 1991, pp.149-181.

militants, dont plusieurs ont été regroupés dans un ouvrage dirigé par Peter Lamborn Wilson et Bill Weinberg²⁵, étaient d'ailleurs souvent rédigés par des artistes qui ont joué un rôle important dans le mouvement par leur engagement et par leur capacité à exploiter l'effet visuel de ces espaces pour renforcer leur présence dans le tissu urbain. Ils ont également su transposer cet impact visuel dans les diverses manifestations fortement théâtralisées contre la politique de la ville à l'égard des jardins, en 1997 comme en 2010²⁶. Dans son ouvrage sur la pratique très politique et souvent artistique et contestataire du *guerilla gardening*, Richard Reynolds insiste cependant sur le fait que le passage au *community gardening*, c'est-à-dire à une certaine pérennisation qui s'accompagne nécessairement d'une institutionnalisation, doit s'accommoder d'une perte de l'expression libre et contestataire²⁷.

Il existe également des ouvrages pratiques sur la façon de créer et d'entretenir un jardin collectif, rédigés soit par des horticulteurs, soit par des associations ou des gouvernements, lorsque ceux-ci encouragent de telles initiatives. C'est le cas par exemple à Adélaïde, en Australie, où les services de la santé fournissent des conseils de cet ordre²⁸. La revue de l'American Community Gardening Association, qui regroupe des jardiniers de tous les États-Unis et du Canada, publie également de nombreux articles sur la question, notamment les modalités d'obtention d'un terrain, l'organisation du groupe, les techniques de culture biologique.

L'ouvrage de Laura Lawson, *City Bountiful*, est pionnier en ce qu'il replace les *community gardens* des années 1970 dans une perspective historique, remontant jusqu'aux jardins collectifs de la fin du 19^{ème} siècle, dont le but était d'occuper et de nourrir les pauvres, notamment les immigrants, et de les intégrer à la société de manière productive. Mais l'auteur ne consacre finalement qu'une partie minime de son livre aux jardins qui nous intéressent ici, donnant simplement des pistes de réflexion sur la

²⁵ Peter Lamborn Wilson and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999.

²⁶ Bill Brown, « Radical Gardening in NYC », *Earth First!*, June 30, 1998, vol. 18, n°5, p. 11 ; Rosenthal, Cindy, « The Common Green / Common Ground Performance Project: The Personal, the Political, the Gardens, and NYU », *The Drama Review*, vol. 46, n°3, Fall 2002, pp. 132-164 ; Jetpack, Jessi and Aresh Javadi, « Danger, Life, Death and Hope: Defending Harlem's Community Gardens », *Earth First!*, vol. 27, n°2, Jan/Feb. 2007, pp. 16-17

²⁷ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening: a Handbook for Gardening Without Boundaries*, New York, Bloomsbury, 2008.

²⁸ Claire Nettle, *Growing Community: Starting and Nurturing Community Gardens*, Adelaide, Department of Health, Government of South Australia, 2009.

spécificité du mouvement des années 1970 et de la façon de lui assurer une survie à long terme²⁹. Patricia Hynes offre une analyse plus détaillée de la naissance et des implications de ce mouvement à travers les exemples de quatre villes américaines et les récits de la création de certains de leurs jardins³⁰. Enfin, Michela Pasquali se concentre plus particulièrement sur le Lower East Side où le mouvement a commencé, pour présenter de manière plutôt descriptive les dynamiques de la mosaïque formée par les *community gardens* d'un même quartier³¹.

Tout comme les autres espaces verts urbains, les *community gardens* représentent une tentative de retrouver ou recréer de la nature en milieu urbain, là où elle manque cruellement, et produisent ainsi une « matrice hybride »³². Par rapport à des parcs urbains traditionnels, les *community gardens* ont cette particularité d'encourager la participation de la communauté à tous les stades du projet. Pour Mark Francis, qui a beaucoup travaillé sur les différents types d'espaces verts urbains, cela permet de développer la fierté et la satisfaction des résidents, qu'ils aient été directement impliqués dans le projet ou non³³. Il n'est donc pas étonnant qu'une grande part de la littérature sur ces jardins porte sur les rapports sociaux, de classe ou de genre³⁴, sur la consolidation de la *community*, le développement de la conscience citoyenne, l'entretien de la diversité culturelle ou au contraire la préservation dans un nouveau milieu d'une culture minoritaire³⁵. C'est le cas notamment de la culture

²⁹ Laura J. Lawson, *City Bountiful: A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005.

³⁰ Patricia Hynes, *A Patch of Eden: America's Inner-City Gardeners*, White River Junction, Chelsea Green Publishing Company, 1996.

³¹ Michela Pasquali, *Loisaida: NYC Community Gardens*, Milano, a+mbookstore edizioni, 2006.

³² William E. Doolittle, « Gardens Are Us, We Are Nature: Transcending Antiquity and Modernity », *Geographical Review*, Vol. 94, n°3, July 2004, p. 391-404.

³³ Mark Francis, « Community Design », *Journal of Architectural Education*, Vol. 37, n°1, Autumn 1983, p. 14-19.

³⁴ Diana C. Parry, Troy D. Glover and Kimberly J. Shinew, « 'Mary, Mary Quite Contrary, How Does Your Garden Grow?': Examining Gender Roles and Relations in Community Gardens », *Leisure Studies*, vol. 24, n°2, 2005, pp. 177-192.

³⁵ Lynn M. Westphal, « Growing Power?: Social Benefits of Urban Greening Projects », PhD thesis, University of Illinois at Chicago, 1999 ; Dena Sacha Warman, « Community Gardens: A Tool for Community Building », projet de fin d'année, University of Waterloo, 1999 ; Katherine Alaimo, Thomas M. Reischl and Julie Ober Allen, « Community Gardening, Neighborhood Meetings, and Social Capital », *Journal of Community Psychology*, vol. 38, n°4, 2010, pp. 497-514 ; Jonathan Y. Kingsley and Mardie Townsend (2006). « 'Dig In' to Social Capital: Community Gardens as Mechanisms for Growing Urban Connectedness », *Urban Policy and Research*, vol. 24, n°4, 2006, pp. 525-537.

portoricaine, dont les jardins à New York représentent une catégorie à part entière, souvent étudiée aussi bien par les sociologues ou les anthropologues que par les architectes ou les artistes³⁶. Troy D. Glover, chercheur canadien intéressé par la « santé » des communautés, s'est beaucoup penché sur ce que les jardins collectifs peuvent apporter pour la consolidation du capital social³⁷. Jac Smit, surnommé « le père de l'agriculture urbaine », s'intéressait lui aussi aux bienfaits apportés à la communauté au-delà de la production de nourriture³⁸.

Cette perspective n'est pas anodine dans un contexte de recherche sociologique qui s'interroge sur la pertinence même de la notion de communauté dans les métropoles contemporaines. En effet, l'École de Chicago, pilier de la sociologie américaine et initiatrice de l'idée d'écologie urbaine, ancrerait son analyse de la ville autour de celle de groupes ethniques ou religieux, souvent concentrés géographiquement. La notion de *community* faisait alors référence à une unité relativement homogène et solidaire, consolidée autour d'une langue et d'une culture communes. Aujourd'hui, les citoyens dépendent beaucoup moins d'un groupe unique, ils partagent leurs intérêts entre leur profession, leurs loisirs, leur lieu de vie et les personnes qu'ils côtoient dans chacun de ces cadres. Les dynamiques de cette écologie urbaine s'en trouvent bouleversées. Quelle peut être alors la communauté à laquelle font référence ces jardins ? Et celle dont ils doivent faciliter le développement ? Il serait peut-être plus pertinent ici de parler de cohésion sociale, puisqu'il s'agit de faire se rencontrer les résidents d'un même quartier, de susciter un sentiment de solidarité malgré des différences sociologiques potentielles, grâce à

³⁶ Laura Saldivar-Tanaka and Marianne E. Krasny, « Culturing Community Development, Neighborhood Open Space, and Civic Agriculture: The Case of Latino Community Gardens in New York City », *Agriculture and Human Values*, vol. 21, 2004, pp. 399-412 ; Suzanne Waldenberg, « Barrio Gardens: The Arrangement of a Woman's Space », *Western Folklore*, vol. 59, n°3/4, Summer/Autumn 2000, pp. 232-245 ; Joseph Sciorra and Martha Cooper, « "I feel Like I'm in My Country": Puerto Rican Casitas in New York City », *The Drama Review*, vol. 34, n°4, Winter 1990, pp. 156-168 ; Daniel Winterbottom, « Casitas: Gardens of Reclamation », disponible en ligne sur <http://www.cityfarmer.org/casitas.html>

³⁷ Troy D. Glover, « Social Capital in the Lived Experiences of Community Gardeners », *Leisure Sciences*, vol. 26, n°2, 2004, 143-162 ; Troy D. Glover, Diana.C. Parry and Kimberly J. Shinew, 2005. « Building Relationships, Accessing Resources: Mobilizing Social Capital in Community Garden Contexts », *Journal of Leisure Research*, vol. 37, n°4, 2005, 450-474.

³⁸ Jac Smit and Martin Bailkey, « Urban Agriculture and the Building of Communities », in van Veenhuizen, René, ed., *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*, Ottawa, Cairo, RUAF Foundation, 2006, pp. 145-171.

l'attachement à un même espace et à un intérêt commun par le biais d'une pratique accessible à toutes les catégories socio-économiques. Ce qui n'est pas une chose si fréquente. Mais cela pose néanmoins la question de l'emploi de ce terme de *community* dans un tel cadre.

Il est cependant un cas où on pourrait effectivement parler de communauté, celui des jardins rattachés à une institution – école, hôpital, prison. Ils intéressent les chercheurs par leur rôle bien précis d'éducation ou d'insertion économique et sociale, là où les *community gardens* plus classiques remplissent des rôles variés, liés à la diversité des attentes de leurs usagers. Ainsi, le rôle du travail de la terre dans l'éducation des enfants a intéressé les partisans du jardinage depuis le 19^{ème} siècle et aujourd'hui encore. On lui associe les vertus du grand air, du travail, mais également de l'apprentissage de la nutrition et du rapprochement avec les cycles de la nature, souvent ignorés dans les grandes villes³⁹. Les jardins de prison ou d'insertion de personnes en difficulté économique ou en situation de handicap sont vantés pour les possibilités qu'ils offrent de développer des compétences qui puissent se vendre sur le marché du travail, ou simplement le sens des responsabilités, le sentiment d'intégration à un groupe⁴⁰.

Les jardins urbains intéressent également les géographes par leur nature spatialisée, ancrée sur un territoire. De nombreux écrits ont traité à l'appropriation souvent illicite de l'espace urbain par les résidents⁴¹, qui entraîne la question soulevée par Henri Lefebvre du droit à la ville⁴² et de la production de l'espace social : qui peut et doit décider de l'aménagement d'une ville, de sa fonction, des activités qui

³⁹ Sally Gregory Kohlstedt, « 'A Better Crop of Boys and Girls': The School Gardening Movement, 1890-1920 », *History of Education Quarterly*, vol. 48, n°1, Feb. 2008, pp. 58-93.

⁴⁰ James Jiler, *Doing Time in the Garden: Life Lessons through Prison Horticulture*, Oakland, New Village Press, 2006 ; Agnès Fortier, « Les vertus du jardinage d'insertion », in Françoise Dubost et Bernadette Lizet, dir., *Bienfaisante nature*, Paris, Seuil, 2003, p. 85-102.

⁴¹ Voir par exemple LaDona G. Knigge, « Emerging Public Spaces in Marginalized Urban Places: The Political Economy of Community Gardens in Buffalo », NY, PhD Thesis, University at Buffalo, State University of New York, July 2006 ; Diane Hall, « Community Gardens as an Urban Planning Issue », mémoire de Master, University of British Columbia, April 1996 ; Martin Bailkey, « A Study of the Contexts within Which Urban Vacant Land is Accessed for Community Open Space », PhD thesis, University of Wisconsin-Madison, 2003 ; Seana Irvine, Lorraine Johnson and Kim Peters, « Community Gardens and Sustainable Land Use Planning: A Case Study of the Alex Wilson Community Garden », *Local Environment*, vol. 4, n°1, 1999, pp. 33-46 ; Laurence Baudelet, « Les jardins partagés : un nouvel espace public ? », *Urbanisme*, n°343, juillet/août 2005, pp. 42-43.

⁴² Henri Lefebvre, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

peuvent y être menées où et quand, et comment y parvenir ? Pour lui, cette question est fondamentale car « il y a plus, sur et dans l'espace, que des traces incertaines laissées par les événements ; il y a l'inscription de la société en acte, le résultat et le produit des activités sociales », et ainsi « l'espace devient l'enjeu principal des luttes et des actions visant un objectif »⁴³. En effet, l'espace urbain est un objet hautement politique et son occupation, que ce soit par une manifestation, un spectacle de rue, ou un projet à plus long terme comme celui d'un jardin, est un acte de prise de pouvoir. Sylvie Nail et Anne Raulin rappellent en effet, au moment des premiers passages de bulldozers en 1999, que le rapport de New York à ses espaces verts – y compris Central Park, le plus emblématique d'entre eux – est fonction d'une tradition de « course à la spéculation immobilière ». Pour elles, la lutte pour la préservation de ces lieux peut se lire comme « la volonté d'occuper sa place sur la scène politique en exerçant un contrôle du pouvoir, quelle que soit sa situation sur l'échelle sociale »⁴⁴.

Ce point de vue rejoint le champ plus large des études sur la gentrification des centres-villes auquel s'intéressent les géographes britanniques et américains, Neil Smith et Don Mitchell à leur tête⁴⁵. Le premier s'est d'ailleurs tout particulièrement intéressé à la politique de tolérance zéro du maire de New York Rudolph Giuliani qui visait l'éradication des comportements perçus comme déviants et symboliques de désordre, et dont les jardins ont pâti⁴⁶. Le second, qui a beaucoup écrit sur l'usage des espaces publics urbains notamment par les sans abri⁴⁷, a participé à l'étude des *community gardens* new yorkais en tant qu'usage contesté du territoire urbain avec Lynn A. Staeheli, elle aussi spécialiste des conflits relatifs à l'espace public⁴⁸. Karen

⁴³ Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, p. 131 et p. 471.

⁴⁴ Sylvie Nail et Anne Raulin, « Le "vert" dans la pomme ».

⁴⁵ Neil Smith, « Gentrification and Uneven Development », *Economic Geography*, vol. 58, n°2, April 1982, pp. 139-155 et « Contours of a Spatialized Politics: Homeless Vehicles and the Production of Geographical Scale », *Social Text*, n°33, 1992, pp. 54-81.

⁴⁶ Neil Smith, « Giuliani Time: The Revanchist 1990s », *Social Text*, n°57, Winter 1998, pp. 1-20 et « Which New Urbanism ? The Revanchist '90s », *Perspecta: Settlement Patterns*, vol. 30, 1999, pp. 98-105.

⁴⁷ Don Mitchell, « The Annihilation of Space by Law: The Roots and Implications of Anti-Homeless Laws in the United States », *Antipode*, vol. 29, n°3, 1997, pp. 303-335 et *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, London, The Guilford Press, 2003.

⁴⁸ Lynn A. Staeheli, Don Mitchell and Christina Gibson, « Conflicting Rights to the City in New York's Community Gardens », *GeoJournal*, n°58, 2002, pp.197-205 ; Lynn A. Staeheli and Albert Thompson, « Citizenship, Community and Struggles for Public Space », *Professional Geographer*, vol. 49, n°1, Feb. 1997, pp. 28-38.

Schmelzkopf, une autre géographe, s'est posé cette même question en 1995 et en 2002, c'est-à-dire avant que le conflit avec Giuliani ne souligne à quel point ces lieux pouvaient être conflictuels, puis au moment de la résolution de la crise. Ce regard dynamique lui a permis de mettre en lumière les arguments mis en avant par les défenseurs des jardins, c'est-à-dire essentiellement, dans la lignée de Henri Lefebvre, l'opposition entre la valeur d'échange des terrains et la valeur d'usage incommensurable de leur utilisation comme espaces horticoles de quartier⁴⁹. D'autres ont mis en avant la question des échelles, arguant que le conflit tenait au fait que les jardiniers avaient un point de vue local sur les apports de leur projet dans leur quartier et sur les efforts qu'il avait nécessité, alors que la municipalité avait un point de vue beaucoup plus global sur les terrains qui lui appartenaient et sur la meilleure stratégie à employer pour les rentabiliser⁵⁰.

Ces recherches sur les différences de perception de ce qu'est le droit à la ville, en posant la question de la légitimité des jardins collectifs comme usage du territoire, mènent à celle de la pérennité, qui revient de manière récurrente dans les conversations de jardiniers, le magazine de l'American Community Gardening Association ou les listes de diffusion sur internet. Dans la mesure où la situation diffère dans chaque ville, *a fortiori* dans chaque pays, en fonction des politiques municipales, les articles publiés ne peuvent que se baser sur un contexte particulier, comme par exemple celui de l'accord signé en 2002 à New York et décortiqué par le juriste Robert Fox Elder⁵¹. Un des arguments avancés pour justifier la pérennisation de ces jardins bien que leur valeur monétaire soit très inférieure à celle du terrain qu'ils occupent est leur influence sur le prix de l'immobilier alentour. Celle-ci est

⁴⁹ Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, pp. 364-381 et « Incommensurability, Land Use, and the Right to Space: Community Gardens in New York City », *Urban Geography*, vol. 23, n°4, 2002, pp.323-343.

⁵⁰ Christopher M. Smith and Hilda E. Kurtz, « Community Gardens and Politics of Scale in New York City », *The Geographical Review*, vol. 93, 2003, pp. 193-212.

⁵¹ Robert Fox Elder, « Protecting New York City's Community Gardens », *N.Y.U. Environmental Law Journal*, vol. 13, n°3, 2005, pp. 769-791. Voir aussi par exemple Robert Hersh, « Taking Root: Land Tenure and Community Gardens in Providence, Rhode Island », *Center for Public Environmental Oversight*, July 2010, <http://www.cpeo.org/pubs/TakingRoot.pdf>.

difficile à évaluer car de nombreux facteurs entrent en jeu, mais Vicki Been et Ioan Voicu, étudiants en droit à la New York University, l'estiment positive⁵².

Face aux inégalités flagrantes dans l'accès à la nourriture de qualité, mais également aux crises alimentaires d'envergure internationale, la question de la production maraîchère locale tient une place importante dans les réflexions autour des *community gardens*, aussi bien sur le terrain que dans les écrits académiques, dans la lignée de recherches plus générales sur l'agriculture urbaine, ses apports sanitaires et économiques⁵³. Certains ont étudié la consommation de fruits et légumes parmi les personnes impliquées dans des jardins collectifs, et les conséquences sur leur santé et sur leurs dépenses alimentaires⁵⁴. La question alimentaire, surtout le « manger » local, est d'ailleurs celle qui est la plus souvent abordée dans les magazines non spécialisés⁵⁵. L'incidence économique peut par ailleurs être liée à la vente de la production si elle se fait à une échelle suffisante, mais aussi par le développement de compétences utiles sur le marché du travail⁵⁶.

⁵² Vicki Been and Ioan Voicu, *The Effect of Community Gardens on Neighboring Property Values*, New York University School of Law, 2006. Disponible en ligne : http://lsr.nellco.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1049&context=nyu_lewp.

⁵³ René van Veenhuizen, ed., *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*, Ottawa, Cairo, RUAF Foundation, 2006 ; Thomas Macias, « Working Toward a Just, Equitable, and Local Food System: The Social Impact of Community-Based Agriculture », *Social Science Quarterly*, vol. 89, n°3, 2008, pp. 1086-1101 ; Kameshwari Pothukuchi and Jerome L. Kaufmann, « The Food System: A Stranger to the Planning Field », *Journal of the American Planning Association*, vol. 66, n°2, Spring 2000, pp. 113-124 ; William E. Rees, « Why Urban Agriculture? », notes pour une présentation au forum *Cities Feeding People: A Growth Industry*, Vancouver, BC, 20 mai 1997 ; Elena Domene and David Saurí, « Urbanization and Class-produced Natures: Vegetable Gardens in the Barcelona Metropolitan Region », *Geoforum*, vol. 38, 2007, pp. 287-298 ; André Fleury et Pierre Donadieu, « De l'agriculture péri-urbaine à l'agriculture urbaine », *Le courrier de l'environnement*, n°31, août 1997 ; Kate H. Brown and Andrew L. Jameston, « Public Health Implications of Urban Agriculture », *Journal of Public Health Policy*, vol. 21, n°1, 2000, pp. 20-39 ; Hassanein, Neva, « Practicing Food Democracy: a Pragmatic Politics of Transformation », *Journal of Rural Studies*, n°19, 2003, pp. 77-86.

⁵⁴ Katherine Alaimo, Elizabeth Packnett, et al., « Fruit and Vegetable Intake among Urban Community Gardeners », *Journal of Nutrition Education and Behavior*, vol. 40, n°2, March/April 2008, pp. 94-101 ; Scott G. Chaplowe, « Havana's Popular Gardens: Sustainable Prospects for Urban Agriculture », *The Environmentalist*, n°18, 1998, pp. 47-57.

⁵⁵ « Ma vie rêvée en ville », *Glamour*, n°78, sept. 2010, pp. 42-46 : cet article – qui ne manque pas par ailleurs de mettre en exergue les tendances vestimentaires des jardinières urbaines – présente les jardins collectifs de Toronto comme une nouvelle manière à la mode de vivre la ville, tout en se nourrissant sainement.

⁵⁶ Gail Whiting Feenstra, Sharyl McGrew and David Campbell, *Entrepreneurial Community Garden: Growing Food, Skills, Jobs and Communities*, Oakland, University of California Agriculture and Natural Resources Publication, 1999 ; Sue Reuther and Neil Dewar, « Competition for the Use of

Étrangement, bien qu'il s'agisse de lieux de nature initiés à une époque où la conscience environnementale des Américains se politisait dans le sillage des mouvements sociaux forts des années 1960, comme celui des droits civiques, et bien que les questions concernant les moyens d'éviter l'utilisation de produits phytosanitaires abondent dans les listes de diffusion, il existe encore très peu d'études sur l'impact écologique de ces espaces. Il n'existe à ma connaissance qu'une thèse d'entomologie qui s'y intéresse spécifiquement⁵⁷, alors qu'ils sembleraient pouvoir s'inscrire dans la réflexion sur la gestion durable des villes et sur les trames vertes urbaines.

Les *community gardens* ont également fait l'objet de documentaires filmés, dont la diversité reflète celle de leur objet. Ainsi, *Green Guerillas* de Sylvaine Dampierre s'inscrit dans un projet plus vaste de films consacrés aux jardins et cherche à « filmer la ville à hauteur d'homme, opposer cette vision à la démesure de la cité » en insistant sur l'aspect social des jardins comme lieux de rencontre⁵⁸. Maeva Aubert, quant à elle, propose un point de vue plus esthétisant, celui d'une « expérience personnelle, plastique, sonore et poétique »⁵⁹ représentée par des plans serrés sur les mains des jardiniers que l'on entend discourir en voix *off* au milieu des bruits de la ville. Dans *Healing Gardens of New York: Planting Seeds, Changing Lives*, Alexandra Isles présente la Taqwa Community Farm, dans le Bronx, parmi d'autres projets d'horticulture réparatrice dans la ville, collectifs ou non⁶⁰. Enfin, Anne-Marie Lallement et Scott Hamilton Kennedy racontent chacun l'expérience fortement émotionnelle d'un site et de ceux qui l'ont créé et entretenu, le Jardin

Public Open Space in Low-Income Urban Areas: The Economic Potential of Urban Gardening in Khayelitsha, Cape Town », *Development Southern Africa*, vol. 23, n°1, 2006, pp. 97-122.

⁵⁷ Kevin Cox Matteson, « Diversity and Conservation in Urban Gardens: Theoretical and Applied Implications », PhD thesis, Fordham University, August 2007.

⁵⁸ Sylvaine Dampierre, *Green Guerillas*, France, 2002 ; *Documentaire sur grand écran*, http://www.doc-grandecran.fr/film.php?id_article=323, consulté en août 2010.

⁵⁹ Maeva Aubert, *Loisaida, Avenue C*, France, 2004 ; *Spectacle*, <http://www.spectacle.com/rencontres-sons-de-plateaux-avec-maeva-aubert-jerome-nunes-the-kingfishers/118804/187050>, consulté en août 2010.

⁶⁰ Isles, Alexandra, *Healing Gardens of New York: Planting Seeds, Changing Lives*, United States, 2007.

Solidaire à Paris et la South Central Farm à Los Angeles, tous deux nés d'initiatives locales dans des quartiers difficiles, et tous deux victimes de projets immobiliers⁶¹.

La présence grandissante dans les librairies d'ouvrages liés aux questions de jardinage biologique, voire urbain, démontre leur importance croissante auprès du grand public – jusqu'aux enfants⁶² – et non plus seulement chez les spécialistes, les universitaires ou les penseurs radicaux. Même si de tels ouvrages sur les *community gardens* sont encore loin d'être légion, le sujet investit petit à petit la culture populaire, signe qu'ils trouvent leur place dans l'imaginaire collectif américain au quotidien. Le journal satirique *The Onion* a ainsi proposé une liste de conseils pour démarrer un jardin collectif dans son quartier, mettant en valeur l'effet de mode de ces pratiques⁶³. Des séries télévisées comme *Law & Order: Special Victims Unit*, *Parks and Recreation* ou *Sex and the City*, mettent en scène ces espaces dans des registres très différents – dans le premier cas, une jeune fille est agressée dans un de ces lieux, ni privés ni publics ; dans le deuxième, l'unique jardin collectif d'une petite ville du Midwest fait scandale car on y trouve des plants de marijuana ; dans le troisième, un mariage qui se veut branché et original se déroule dans un de ces petits jardins encore considérés par les New Yorkais les plus fervents comme exceptionnels et hors normes, trente ans après leur création. Il semble d'ailleurs que le nombre de mariages célébrés dans des *community gardens* ait augmenté suite à cet épisode de la série⁶⁴. Le personnage principal de la comédie romantique *Green Card* est membre des Green Guerillas, le groupe responsable de la création des premiers *community gardens* de New York. Le film *Joe's Apartment* offre un rôle plus central au phénomène, contrastant, dans une caricature du Lower East Side délabré des années

⁶¹ Anne-Marie Lallement, *Tours, détours, pourtours d'un jardin solidaire*, France, 2005 ; Scott Hamilton Kennedy, *The Garden*, United States, 2008.

⁶² Robin Koontz, *The Case of the Community Garden*, Edina, Magic Wagon, 2010.

⁶³ Le dernier « conseil » est par exemple d'utiliser des objets de récupération tels que des carcasses de voiture ou des postes de télévision cassés pour offrir aux médias une image symbolique de la revitalisation d'un quartier. « Making Your Block Greener », *The Onion*, April 17, 2009, voir annexe 5, p. 338.

⁶⁴ David Platt, « Undercover », *Law & Order: Special Victims Unit*, Season 9, Episode 15, 2008 ; Seth Gordon, « The Stakeout », *Parks and Recreation*, Season 2, Episode 2, 2009 ; Wendy Stanzler, « The Ick Factor », *Sex and the City*, Season 6, Episode 14, 2004 ; Heather Paster, « Garden Weddings Grow, Thanks to Miranda's Mishap », *The Village Voice*, June 9, 2004.

1980, l'inhumanité d'un projet de construction de prison sur un terrain vague et le romantisme d'un projet horticole sur le même site⁶⁵.

Les *community gardens* commencent donc à faire l'objet d'études académiques et de références populaires aux États-Unis et au Canada. En France, si les jardins collectifs tels que les jardins ouvriers ou familiaux ont été étudiés⁶⁶, le phénomène plus récent des jardins partagés intégrés au tissu urbain est encore à peu près neuf dans le milieu académique⁶⁷. Dans la mesure où les jardins collectifs urbains français doivent une partie de leur héritage à ceux de New York, il semble important d'étudier ces derniers pour mieux comprendre les premiers et saisir les différences liées aux cultures politiques et sociales des deux pays. Cette thèse n'a pas une vocation comparative, mais le cas français sera évoqué pour lancer des pistes sur ces différences et ce qu'elles peuvent signifier pour une tentative internationale de légitimation de ces espaces.

La revue de la littérature dans ce domaine démontre que, si le sujet n'a que récemment rejoint les rangs de la recherche académique, il n'en a pas moins été abordé sous tous les angles, depuis la production de nourriture jusqu'au droit à la ville, en passant par la création de lien social ou la baisse de la criminalité. Cependant, le jeu entre les échelles présenté dans cette thèse, allant des quatre terrains ethnographiques sélectionnés à l'ensemble de la métropole et jusqu'à une ouverture vers les réseaux nationaux et internationaux, et éclairé par une perspective historique, permet de prendre un certain recul disciplinaire et temporel. Ainsi la distance est-elle établie par rapport aux écrits militants fortement ancrés dans l'instant du conflit et de la réappropriation et par rapport aux études de cas particuliers de jardins choisis pour leur objectif particulier (par exemple l'insertion sociale ou économique) ou par le biais des critères sociologiques de leurs membres (*latinos*, femmes, immigrés récents). Le but de cette thèse est d'analyser la manière dont un phénomène ultra-

⁶⁵ Peter Weir, *Green Card*, United States, 1990 ; John Payson, *Joe's Apartment*, United States, 1996.

⁶⁶ Françoise Dubost, *Les jardins ordinaires*, Paris, L'Harmattan, 1997.

⁶⁷ L'ouvrage de Laurence Baudalet, Frédérique Basset et Alice Le Roy sur la question est davantage descriptif et pratique qu'analytique. Laurence Baudalet, Frédérique Basset et Alice Le Roy, *Jardins partagés: utopie, écologie, conseils pratiques*, Mens, Terre Vivante, 2008. Françoise Dubost y fait également référence dans son article encyclopédique, « Les Français et leurs jardins », *Encyclopædia Universalis*, Paris, Universalis, 2008, pp. 79-85.

local, initié de manière illégale, peut être reconnu par les instances au pouvoir, les décideurs, et avoir ainsi un impact à l'échelle globale. Le fait que le phénomène étudié se situe à la croisée de considérations politiques, sociales, esthétiques, économiques et environnementales doit *a priori* jouer un rôle dans ce basculement de l'illégalité à la reconnaissance, mais les choix stratégiques de visibilité et d'alliances dans une lutte inégale du point de vue du pouvoir et des moyens financiers ne sont pas non plus anodins. En comparaison d'autres initiatives locales militantes ou visant simplement à améliorer le quotidien urbain et les relations sociales, les *community gardens* ont l'avantage d'être présents dans le paysage à plus ou moins long terme. Ils sont ainsi bien plus visibles que des activités qui se déroulent à l'intérieur de bâtiments. Mais par rapport aux manifestations politiques ou artistiques investissant les rues ou les places publiques ils ont l'avantage d'être moins éphémères. Ces deux qualités sont aussi les raisons pour lesquelles le bien-fondé de leur présence est parfois contesté. Il est d'autant plus intéressant de chercher à comprendre comment, malgré de nombreux échecs individuels (jardins rasés), le mouvement réussit à perdurer face aux velléités de démantèlement du gouvernement et d'une partie de l'opinion publique.

Le choix de New York comme lieu d'étude tient à sa place pionnière dans le mouvement, mais également à ce qu'elle représente en tant que ville. Avec sa densité et ses gratte-ciel, Manhattan symbolise l'urbanité dans ce qu'elle a de plus extrême, de plus hostile au naturel. Mais surtout, New York et sa région ont un rayonnement économique et culturel mondial. Il s'agit d'un nœud de flux migratoires qui facilitent la transmission des idées et des pratiques à l'échelle nationale et internationale, et comme le souligne Mike Davis, « les très grandes villes, celles dont l'empreinte n'est pas seulement régionale mais globale, sont le résultat le plus spectaculaire [...] de l'évolution humaine dans la période holocène »⁶⁸. Les *community gardens* de New York sont le produit du croisement de cultures diverses sur une terre d'accueil historique, mais jouent également un rôle de modèle, d'inspiration ou de mise en

⁶⁸ Mike Davis, *Dead Cities*, New York, The New Press, 2002, p. 363.

garde, notamment pour les jardins partagés français. Les étudier peut donc offrir une perspective sur le phénomène en d'autres lieux, et il est particulièrement intéressant de voir que dans une ville mondiale de cette envergure, la localité, l'attachement au territoire et les prises de décision à l'échelle du quartier tiennent toujours une place importante. Une métropole aussi vaste et dense fait face à des problèmes environnementaux de taille, et il est d'autant plus pressant de s'intéresser aux solutions pour y remédier, qu'elles soient gouvernementales ou non. L'intérêt d'une telle étude est de s'interroger sur l'impact que peuvent avoir à l'échelle de la métropole des pratiques locales qui ne sont pas nécessairement maîtrisées par les institutions.

Il semble ici plus pertinent de ne pas traduire le terme de *community garden* pour plusieurs raisons. Tout d'abord, comme cela sera développé dans le premier chapitre, la *community* américaine est un objet complexe aux significations multiples. La notion peut désigner tout simplement un groupe de personnes partageant un territoire ou des intérêts, mais elle possède également le sens beaucoup plus politique de contre-pouvoir local. Employer la traduction française de « communauté » entraînerait la perte de cette richesse sémantique et politique. De plus, l'adjectif « communautaire », en France, est le plus souvent chargé de connotations négatives d'enfermement et d'exclusion et ne fait pas justice aux efforts de création de lien social et de promotion de la diversité socio-culturelle dont nombre de ces jardins font preuve. Laurence Baudalet explique d'ailleurs bien qu'il s'agit là de la raison pour laquelle la version française a adopté le terme de « partagé », bien que les Québécois parlent, eux, de « jardin communautaire ». Quant à l'adjectif « collectif », il est plus neutre que « communautaire », mais également trop vague et peut recouvrir plusieurs types de phénomènes, dès lors qu'il s'agit de cultiver une parcelle commune ; de plus, il escamote entièrement l'idée d'initiative par la base.

Ce travail de thèse se situe au croisement entre deux disciplines rarement associées, la civilisation américaine et l'ethnologie. Étant donnée la nature des *community gardens*, l'approche historique et l'analyse détaillée de quatre de ces espaces se complètent. En effet, ces jardins sont le produit d'une histoire et d'une

culture nationales, ce qui ne peut être mis en valeur que par une étude diachronique des concepts en jeu. Mais l'originalité et l'unicité de chacun d'entre eux ne peuvent être perçues que par un regard en détail sur le terrain. J'ai donc associé des entretiens et des observations de terrain à mes recherches bibliographiques dans des ouvrages et des revues académiques sur la nature en ville, les mouvements sociaux, l'histoire de New York, l'espace urbain, mais également dans les archives de journaux ou d'institutions. Ces archives représentent des sources primaires qui aident à établir l'histoire des jardins collectifs à New York et à recueillir des faits qui n'ont pas été relevés dans les articles de recherche, tout autant que de confronter les discours recueillis sur le terrain à d'autres sources d'information. J'ai pu interroger des représentants de plusieurs institutions, gouvernementales ou non, impliquées dans le mouvement, afin d'obtenir le point de vue des gestionnaires à l'échelle de la ville. J'ai également assisté à des forums, des réunions, des séminaires et des fêtes, des projections de films, organisés dans divers lieux new yorkais. Ceci a permis l'observation des interactions au sein des réseaux plus ou moins formels de *community gardens* de la ville, mais également une meilleure connaissance des questions qui intéressent ceux qui entretiennent ces espaces au quotidien. De plus, les sources en ligne, sites web et listes de diffusion, tiennent une place de taille dans l'étude d'un phénomène contemporain autour duquel des réseaux sont formés à diverses échelles : la communication entre jardiniers de la ville et du pays se fait essentiellement par ce biais, et l'analyse des discussions en ligne permet de relever les questionnements récurrents et communs à l'ensemble du réseau. Enfin, c'est la démarche de relevé ethnographique et d'observation participante dans quatre jardins au cours de l'année 2006-2007, puis brièvement durant l'été 2008, qui a permis une analyse fine de la vie dans ces lieux hybrides entre nature et société, entre privé et public. J'ai réalisé des entretiens avec des jardiniers, certains enregistrés mais la plupart effectués de manière plus informelle, en travaillant avec eux à entretenir le jardin ou à organiser des événements.

Le choix des jardins à étudier parmi les quelques 650 de la ville était évidemment fondamental, et ne pouvait se finaliser que sur place. Les quatre lieux sélectionnés sont décrits et analysés en deuxième et troisième parties. Il me semble

avoir ainsi composé un ensemble significatif, et l'étude individuelle et comparative de ces quatre jardins peut éclairer le mouvement tout entier. J'ai déterminé *a priori* des critères géographiques, institutionnels, historiques et socioculturels. Je savais ne pas pouvoir trouver de jardin-type – dans le sens de l'idéal-type de Max Weber – puisqu'il est apparent dans la littérature que chacun de ces lieux est né de conditions particulières dans des quartiers différents, au sein de populations aux besoins hétérogènes, et qu'il évolue au gré des fluctuations sociales et économiques propres à son environnement proche. Mes propres observations préliminaires, à l'occasion de promenades dans toute la ville, ont confirmé cette diversité. Mon intention était donc de choisir quatre *community gardens* suffisamment dissemblables pour illustrer cette variété des formes, des fonctionnements, des problèmes posés et des solutions développées, tout en cherchant à repérer des points communs. J'ai d'emblée éliminé le Lower East Side et Harlem comme zones géographiques, car les jardins y ont déjà été étudiés de manière relativement abondante⁶⁹. Il s'agit en effet de quartiers où ces jardins ont été plantés en nombre dès les débuts du mouvement, par les deux populations principalement impliquées à l'époque : les artistes militants qui y voyaient un geste politique et les familles pauvres, généralement noires ou *latinas*, qui y voyaient un moyen de subsistance et un lieu de sociabilité. J'ai également écarté les jardins gérés par des institutions (école, paroisse, hôpital) pour deux raisons. La première est que leur organisation et les relations entre jardiniers sont dictées par la nature de ces institutions. La seconde est que, puisqu'ils sont établis sur des terrains privés, ils ne soulèvent pas les mêmes questions de droit à l'espace urbain que ceux situés sur des terrains municipaux.

⁶⁹ Voir les deux articles de Sarah Ferguson dans Peter Lamborn Wilson and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999 : « The Death of Little Puerto Rico » pp. 60-79 et « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », pp. 80-90 ; Michela Pasquali, *Loisaida: NYC Community Gardens*, Milano, a+mbookstore edizioni, 2006 ; Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, pp. 364-381.

Sachant que les *community gardens* sont des espaces verts de proximité et reflètent donc la composition sociale, culturelle et économique des résidents proches, j'ai choisi des terrains localisés dans des quartiers diversifiés aujourd'hui dans leur population ou leur niveau de vie, mais également par leur évolution depuis le début des années 1970. Mon but était d'évaluer, grâce au terrain ethnographique, l'importance du contexte physique à un moment donné, mais également la nécessité d'adaptation à des conditions changeantes ou non et les éventuelles difficultés que cela pose. Pour cette même raison, j'ai posé l'hypothèse que l'âge des jardins pouvait être pertinent pour comprendre leur dynamique. Leur taille, en surface et en nombre de membres, semblait devoir jouer un rôle dans l'organisation de l'espace et du groupe, tout comme la nature institutionnelle du propriétaire du terrain, que ce soit la Ville ou un trust privé.

Dans cette perspective, le choix précis des jardins ne pouvait se faire que par les opportunités, les rencontres sur le terrain. En effet, opérer une sélection entièrement rationnelle au sein des 650 *community gardens* aurait nécessité non seulement de les visiter tous, mais également d'avoir une idée de leur fonctionnement, ce qui était infaisable en une année sur place. Mon premier choix a été celui de Clinton Community Garden, avec lequel j'avais pu commencer à me familiariser à distance grâce à son site internet et sa forte présence médiatique. Situé à Manhattan non loin de Times Square, un des carrefours les plus vibrants de l'île, il a été fondé en 1978 et il est donc parmi les plus anciens de New York, mais également parmi les plus célèbres et les plus fréquentés. Il semblait donc propice à éclairer la question de l'évolution dans le temps et de l'adaptation aux changements d'un quartier qui s'est fortement stabilisé et réhabilité en trente ans : décrépit et dangereux jusque dans les années 1980, il est devenu touristique et branché. La population a donc évolué, et le degré de fréquentation du jardin et les objectifs de ses membres également. Ayant été le premier à rejoindre le Parks and Recreation Department, il a par ailleurs joué un rôle historique et a participé à la recherche d'éléments de réponse sur la place que ces espaces peuvent tenir dans la ville contemporaine.

Le choix du Pacific Street Bear's Garden à Brooklyn a été déterminé par la rencontre d'une des membres qui a accepté de me parler, puis de me présenter aux

autres jardiniers. Il présente des points communs avec Clinton, notamment dans la composition socio-économique de la population qui le fréquente. Mais depuis sa création au début des années 1980, il a connu des péripéties – et continue à en connaître – qui soulignent la fragilité de ces espaces en dépit des changements de statut au cours des ans. Le terrain qu’il occupe appartient aujourd’hui à un land trust, donc à une entité privée qui en laisse la gestion à un groupe de résidents. Ces différences avec Clinton évitent la redondance dans l’analyse.

Toujours à Brooklyn, mais dans le quartier bien moins gentrifié de Bedford-Stuyvesant, le Central Bainbridge Street Community Garden est intégré au même land trust que le Bear’s Garden. Il a également été créé à la même époque, mais il a subi beaucoup moins de changements. Le quartier est calme et sa population constituée d’Afro-Américains de milieu modeste est restée homogène. Le faible nombre de membres contraste fortement avec Clinton et permet de supposer des choix différents dans les relations et les activités du groupe. J’ai été invitée dans ce jardin par une membre fondatrice, rencontrée lors d’un forum sur le verdissement de Brooklyn.

Quant à La Isla, dans le South Bronx, elle a en commun avec Clinton le fait d’être sous la juridiction du Parks Department, mais elle possède une grande originalité par son histoire. Ce jardin est situé dans un quartier *latino* encore pauvre et bien loin de tout passage touristique, et il est vite apparu qu’il offrait, pour l’analyse comparative entre les quatre lieux, des contrastes intéressants avec les autres : il n’avait pas l’eau courante, était géré de manière entièrement commune, sans individualisation des parcelles, et concentrait ses objectifs autour des enfants et des adolescents. Les conversations ont vite démontré qu’il avait été longtemps utilisé comme un terrain privé, et n’était exploité collectivement que depuis quelques années, ce qui permettait d’observer les difficultés d’un jardin naissant.

En complément des entretiens et des périodes d’observation, j’ai distribué des questionnaires aux usagers de Clinton et du Pacific Street Bear’s Garden. Le faible retour n’a pas permis d’analyse quantitative, mais les réponses données éclairent la perception et l’usage de ces espaces de nature et d’échange.

Les difficultés principales rencontrées sur le terrain tiennent à la nature même de ces espaces. L'aspect saisonnier de la pratique dans une ville où les hivers rigoureux interrompent la fréquentation des espaces verts, même pour simplement s'y reposer, a raccourci la période durant laquelle j'ai pu réaliser des observations et des entretiens sur place. D'autre part, le statut des personnes impliquées, bénévoles et souvent occupées par ailleurs, assure chez certains l'enthousiasme et l'envie de communiquer sur leur projet, mais les rend parfois peu disponibles, ou en tout cas de manière irrégulière, ce qui ne facilitait pas toujours les rencontres sans rendez-vous. J'ai eu beaucoup de mal à entrer en contact avec les jardiniers de La Isla, puis à maintenir ce contact, car les heures d'ouverture affichées n'étaient pas respectées et les rendez-vous eux-mêmes étaient souvent oubliés. Enfin, dans la mesure où ces lieux demeurent menacés par d'éventuels changements d'attitude de la part de la municipalité, certaines personnes ont été réticentes à me parler car elles craignaient que mes observations soient utilisées à leur encontre, malgré les explications données sur mon statut et la nature de mon travail.

J'ai fait le choix d'étudier quatre jardins plutôt qu'un seul pour avoir une meilleure idée des différences entre ces lieux et de ce qui les provoque. Mais, précisément à cause de ces différences, le recueil de données sur les quatre sites a été très inégal. Par exemple, seul Clinton Community Garden possède des archives et un site web, et de nombreux articles de presse en font mention, alors que La Isla, plus récent et plus éloigné des sentiers battus, mais également en pleine mutation, est plus difficile d'accès et il est presque impossible d'obtenir des informations à son sujet en-dehors du travail de terrain. La comparaison stricte est donc difficile mais demeure intéressante, car les difficultés et les lacunes représentent en elles-mêmes des informations sur les jardins et leur organisation.

Depuis mon dernier passage sur le terrain à l'été 2008, je suis restée en contact avec certains jardiniers, et j'ai continué à suivre les listes de diffusion de l'American Community Gardening Association et de la New York City Community Gardens Coalition, et à visiter les sites web de nombreuses associations ainsi que de la ville de New York et des journaux locaux. Étant donné le caractère contemporain du sujet d'étude, l'aspect dynamique du mouvement, mais également la formation de

réseaux à distance, cette utilisation des moyens de communication numériques est indispensable autant pour les acteurs que pour les chercheurs.

Cette thèse est divisée en trois parties qui permettent d'exposer les fondements du mouvement, son expression dans les quatre jardins ethnographiés, et les réflexions qui découlent de la mise en regard de la littérature et du terrain en ce qui concerne la place que pourraient avoir aujourd'hui les *community gardens* à New York et dans d'autres grandes villes américaines. La première partie débute par une présentation du contexte historique, social et culturel qui a permis l'émergence du *community gardening* à New York au début des années 1970. Ce mouvement a sa place dans la tradition de prise de décision et de mise en action par la base, pour pallier les manquements du gouvernement, en accord avec l'idée selon laquelle les problèmes locaux sont gérés au mieux par des solutions locales. Il s'inscrit également dans une réflexion utopiste sur les manières de vivre la ville au quotidien à travers une démarche de développement de la qualité de vie, des rapports sociaux, de l'attachement au territoire. Enfin, il se situe en plein cœur de la question environnementale : la qualité de l'air, la biodiversité, la production locale de nourriture, mais aussi le retour d'une pratique quotidienne de la nature dans des milieux où celle-ci fait défaut. Le deuxième chapitre expose brièvement l'histoire du jardinage collectif aux États-Unis au fil des crises nationales, et les particularités du mouvement actuel par rapport à ses ancêtres, à savoir son enracinement dans des initiatives locales et sa longévité. Le troisième chapitre examine plus particulièrement la ville de New York, et ce qui dans son histoire sociale et économique a permis l'émergence de pratiques de jardinage « sauvage » dans les interstices d'un tissu urbain dégradé. Ces pratiques ont survécu durant près de quarante ans, mais elles ont rencontré de nombreux écueils, souvent fonction des fluctuations économiques de la ville ; le récit de ces combats permet de comprendre les difficultés que rencontrent encore aujourd'hui ces espaces hors normes, face à l'urbanité qu'ils habitent. Enfin, la description du réseau actuel dans toute sa complexité institutionnelle et culturelle rappelle les origines très locales de ces lieux, en réponse à des situations originales ;

c'est cette diversité qui se confronte aujourd'hui aux efforts de longévité du mouvement des *community gardens*.

La deuxième partie prolonge cette exploration de la diversité des jardins en décrivant les quatre terrains de recherche dans leurs spécificités et leurs points communs. Ces descriptions sont basées sur mes observations – illustrées par des photographies prises lors des visites – et les entretiens menés avec des personnes sur place, mais également sur les archives tenues par les jardiniers eux-mêmes ou par les organismes qui les gèrent ainsi que, le cas échéant, sur des articles de presse. Un cinquième chapitre offre une première analyse comparative pour mettre en relief les différences et les points communs de chaque lieu et la pertinence des critères de choix, une fois mis à l'épreuve de la réalité.

La troisième partie poursuit cette analyse plus avant, autour des quatre terrains mais également d'autres jardins urbains à New York et ailleurs dans le monde. Le premier chapitre est consacré à la vie dans chaque jardin, les rapports entre usagers, les modalités de décision et d'action, les tensions entre individu et groupe, intérieur et extérieur, public et privé et les manières dont elles se résolvent, ou non. Le deuxième chapitre analyse l'histoire conflictuelle entre les *community gardens* et la municipalité, afin d'en déchiffrer les enjeux et d'en tirer les leçons. Ces espaces ne sont pas uniquement des sources de conflit, et ils ne sont pas en interaction uniquement avec les décideurs : il convient de s'interroger sur leur place esthétique, sociale et culturelle dans leur quartier, sur la façon dont ils sont perçus par ceux qui n'en sont pas membres, mais également sur leur inscription dans des réseaux à l'échelle de la ville, qui peuvent parfois les rapprocher de projets autres que ceux de jardinage. Ce regard sur les rapports qu'entretiennent les jardins collectifs avec leur environnement urbain permet de s'intéresser au statut et à la place physique qui peuvent leur être accordés aujourd'hui, en repérant ce qui se passe dans d'autres villes et d'autres pays. Le troisième chapitre examine les jardins, individuellement et en tant que mouvement, dans le cadre du développement durable en évaluant leurs apports sociaux, économiques et environnementaux effectifs ou potentiels. Ce dernier chapitre souligne également le fait que si ces projets ne sont pas la panacée, ils peuvent, si on les considère à l'échelle de la métropole et en parallèle à d'autres

actions à but social, environnemental ou contestataire, jouer un rôle important pour la qualité de vie des citoyens.

Cette thèse, en étudiant le phénomène des *community gardens* à des échelles spatiales et temporelles variées, vise à interroger la manière dont une pratique citoyenne motivée par une période de crise a pu dépasser son statut d'usage temporaire pour s'imposer dans le débat sur les politiques urbaines. Cette remarquable longévité et cette entrée graduelle dans les mœurs d'une activité illicite ont autant à voir avec la motivation et les stratégies des personnes impliquées ou avec son ancrage dans une culture politique qui valorise l'action locale, qu'avec le changement de regard sur la ville contemporaine et son rapport à l'environnement naturel.

Partie 1

Des jardins et des hommes : les *community gardens* de New York City

Françoise Choay définit ainsi la ville :

« Étymologiquement, le français « ville » vient du latin *villa*, désignant un établissement rural autarcique qui a souvent constitué le noyau des cités médiévales. Cette étymologie souligne l'appartenance de la ville européenne préindustrielle à la campagne. Dans le langage commun aujourd'hui ville continue de désigner le lieu ou le support statique d'une triple communication engageant l'échange des biens, d'informations et d'affects. Elle demeure conçue comme indissociable de ce que les Romains appelaient *urbs* (territoire physique de la ville) et *civitas* (communauté de citoyens qui l'habitent) ou encore comme appartenance réciproque d'une entité spatiale discrète et fixe d'une population »¹.

Si on considère la ville comme à la fois un territoire physique et une communauté de citoyens, il nous faut, pour comprendre tout phénomène urbain, nous pencher sur ces deux aspects. Or, les *community gardens* sont des phénomènes éminemment urbains, qui résultent de la conjonction, dans l'espace et le temps, de conditions physiques à la fois naturelles et urbanistiques, et de besoins humains d'ordres psychologique, culturel, écologique ou nutritif, puisque ces jardins offrent à la fois l'opportunité de produire de la nourriture, de créer du lien social, d'améliorer le cadre de vie et de participer à la marche vers un développement plus durable des métropoles.

Le choix de New York comme terrain de recherche n'est pas anodin. Comme en témoignent les interventions de la conférence annuelle de l'American Community Gardening Association², il existe des *community gardens* dans de nombreuses villes nord-américaines (Figure 1), de tailles, climats, géographies très variés. Ces jardins et ceux qui les cultivent rencontrent des problèmes similaires, notamment en ce qui

¹ Françoise Choay, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », in J. Dethier et A. Guiheux, dir., *La ville, art et architecture en Europe 1870-1993*, Paris, Editions du Centre G. Pompidou, 1994, p. 26-35.

² En 2007, à Boston, des intervenants sont venus d'endroits aussi divers dans leur environnement naturel et culturel que la Louisiane, la Californie, le Michigan, Toronto, pour présenter leurs jardins, associations et projets.

concerne l'organisation interne et les rapports avec les gouvernements et associations municipaux, ou les meilleures méthodes de culture biologique. Mais la diversité des histoires des mouvements de *community gardens* dans chacune de ces villes entraîne une égale diversité de types de jardins, d'associations, et de rapports avec la ville comme espace physique, lieu de vie, de rapports sociaux et enjeu de pouvoir.



Figure 1: Carte des villes dans lesquelles sont cultivés des *community gardens*, aux États-Unis et au Canada.

Source: American Community Gardening Association, <http://www.communitygarden.org/>

New York est l'une des premières villes dans lesquelles un mouvement de jardinage guérillero a été mis en place. Richard Reynolds, jardinier guérillero anglais et auteur d'un livre sur le sujet, définit le *guerilla gardening* comme « la culture illicite d'un terrain appartenant à quelqu'un d'autre. (...) une bataille pour l'acquisition de ressources, une bataille contre la rareté des terrains, le mauvais traitement de l'environnement et les opportunités délaissées »³. Il explique que de telles pratiques ont existé bien avant qu'on leur donne ce nom, partout où des peuples ont dû, pour se

³ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening: A Handbook for Gardening Without Boundaries*, New York, Bloomsbury USA, 2008, p. 16.

nourrir, s'approprier des territoires dont l'usage leur était interdit. Il décrit un cas en Angleterre en 1649, lorsqu'un marchand de textile rallia des citoyens affamés pour cultiver des terres abandonnées où il était interdit de faire pousser quoi que ce soit. Par cet acte, ils défiaient les lois d'occupation des terres de l'époque⁴.

C'est finalement à New York que le terme *guerilla gardening* a été utilisé en 1973 par Liz Christy, icône du mouvement dont nous reparlerons à propos de l'histoire des *community gardens* de la ville. Depuis, les termes et pratiques de *guerilla gardening* et de *community gardening* ont fait des émules non seulement dans d'autres villes américaines, mais également au Canada, en Amérique du Sud, en Europe, et, dans une moindre mesure, en Afrique, Asie et Océanie. Par exemple, le programme japonais GreenPal project, dont la mission est de « connecter la communauté mondiale du développement durable »⁵, a été mis en place suite à des échanges avec les États-Unis, et notamment San Francisco.

Les *community gardens* de New York ont quant à eux servi de modèle aux jardins partagés parisiens. Grâce au soutien de la Fondation de France, le réseau français des jardins partagés, « Le jardin dans tous ses états », a vu le jour au milieu des années 1990. Il a organisé des forums nationaux lors desquels des associations américaines et québécoises ont été invitées à témoigner de leurs expériences⁶. Et si « le caractère ambivalent du mot 'communautaire' en français a fait préférer le terme 'partagé' »⁷ pour cette incarnation française, la définition qui en est donnée fait bien écho à celle des *community gardens* américains :

« La philosophie du 'jardin partagé', telle qu'elle est explicitée dans la charte *La Terre en partage*, se fonde sur des valeurs 'd'échange, de créativité, de solidarité entre les communautés et de liens retrouvés avec le monde vivant'. À cela s'ajoute une démarche de projet qui repose sur la

⁴ *Ibid.* pp. 97-100.

⁵ GreenPal Project, <http://greenpal.org/>, consulté en novembre 2008.

⁶ Laurence Baudalet, Frédérique Basset et Alice Le Roy, *Jardins partagés: utopie, écologie, conseils pratiques*, Mens, Terre Vivante, 2008, p. 19.

⁷ *Ibid.*, p. 21. On peut cependant noter que les auteurs québécois ayant écrit sur la question emploient, eux, le terme « communautaire », comme par exemple Stefan Reyburn, « Le cadre de vie et les jardins potagers communautaires à Montréal », *VertigO*, vol. 3, n°2, octobre 2002, ou Manon Boulianne, *Agriculture urbaine, rapports sociaux et citoyenneté*, octobre 1999, rapport de recherche disponible en ligne sur <http://www.cityfarmer.org/manon.html#manon>.

mise en œuvre d'une concertation pour la création du jardin, sur une gestion participative qui 'fasse place à la diversité des points de vue', sur une pluralité des publics accueillis pour favoriser la mixité sociale, et sur le respect de l'environnement »⁸.

Le cas de New York City mérite également qu'on s'y attarde car cette « ville debout [...] raide à faire peur »⁹ décrite par Louis-Ferdinand Céline représente, pour le meilleur et pour le pire, les excès de l'urbanité, auxquels on associe rarement la présence de nature autre que celle des catégories les plus indésirées : rats, pigeons, blattes, herbes sauvages conquérant les terrains vagues. Certes, Central Park est entré dans l'histoire de l'urbanisme, dans l'imaginaire collectif, et dans les guides touristiques en tant que premier parc urbain planifié des États-Unis, et « son organisation [...], son règlement et surtout sa conception ont servi de modèle (et parfois de contre-modèle) » pour « des milliers de parcs municipaux »¹⁰. Mais peu nombreux sont les visiteurs, voire les résidents, de New York à connaître l'existence des *community gardens*, et encore moins leur fonctionnement ou leur raison d'être¹¹. Pour preuve de cette supposée incompatibilité entre l'urbanisme de New York et la présence de nature bienfaisante, la multitude de films catastrophes sis explicitement dans cette ville, le plus souvent à Manhattan : noyée par la fonte des glaces¹², envahie par les herbes folles et des créatures retournées à l'état sauvage après une catastrophe biologique¹³ ou après avoir été transformée en une immense prison¹⁴. Si le retour à l'état de nature cause la fin irrémédiable de la ville de New York, c'est que les deux sont conceptuellement irréconciliables. C'est en jouant irrespectueusement avec la nature (en provoquant le réchauffement climatique de la planète ou en créant des armes biologiques) que les hommes entraînent leur propre perte, et celle de leurs créations les plus ambitieuses, dont New York et ses gratte-ciels sont le symbole.

⁸ Laurence Baudalet, Frédérique Basset et Alice Le Roy, *Les jardins partagés*, p. 19.

⁹ Louis-Ferdinand Céline, *Voyage au bout de la nuit*, Paris, Gallimard, 1952, p. 184.

¹⁰ Roy Rosenzweig and Elizabeth Blackmar, *The Park and The People: A History of Central Park*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 1.

¹¹ Cette ignorance est d'ailleurs surprenante au vu de l'engagement intense des acteurs du mouvement des *community gardens* et de la formation de réseaux nationaux et internationaux.

¹² Roland Emmerich, *The Day After Tomorrow*, United States, 2004.

¹³ Francis Lawrence, *I Am Legend*, United States, 2007.

¹⁴ John Carpenter, *Escape From New York*, United States, 1981.

Cette première partie posera les fondements de l'analyse des observations de terrain en définissant les problématiques liées à la question des *community gardens* et en établissant le contexte historique et géographique des terrains de recherche. Le premier chapitre exposera en quoi les *community gardens* sont des produits d'une culture sociale et politique nationale dans laquelle la notion de pouvoir local alternatif, le rapport à la communauté urbaine et la conscience environnementale tiennent des places importantes. Le deuxième chapitre rappellera que la tradition de jardinage collectif aux États-Unis est plus que centenaire. Enfin, le dernier chapitre montrera en quoi l'histoire de la ville de New York en a fait un terrain propice à l'émergence de *community gardens*, et comment les relations entre la municipalité et ce mouvement expriment deux visions des manières de vivre la ville qui n'ont pas toujours été en accord

Chapitre 1

Le mouvement des community gardens, héritier d'une histoire et d'une culture nationales

Le mouvement des *community gardens* tel qu'on le connaît aujourd'hui dans les villes américaines est né à un moment spécifique de l'histoire du pays, une période de crise sociale et économique qui a touché l'ensemble de la nation, et plus particulièrement ses centres urbains. Mais ces initiatives étaient également le produit d'une tradition culturelle et politique nationale de plus longue date. Le terme de *community* est significatif aux États-Unis, et ne peut être traduit systématiquement par « communauté » sans perdre une partie de son sens et de son poids historique ; son utilisation pour désigner un phénomène de jardinage urbain n'est donc pas anodine. Les traditions utopiques et la place qu'elles ont pu donner aux relations ville/nature, ainsi que la question de l'environnementalisme et des problématiques « vertes » dans lesquelles les *community gardens* s'inscrivent de plus en plus, éclairent également la formation de ces projets.

1. La *community*, pouvoir local alternatif

La *civitas*, c'est-à-dire ces huit millions d'individus vivant sur les 790 km² qui constituent aujourd'hui le territoire physique de la ville de New York¹, est constituée de groupes, de communautés qui se superposent, cohabitent, se croisent ou s'ignorent, et chaque individu appartient à plusieurs de ces communautés, passant de l'une à l'autre au cours d'une vie ou d'une même journée, créant des réseaux distincts ou qui se recoupent sur leur lieu de travail, leur lieu de résidence, dans leurs activités de loisir, etc.

Pour comprendre les questions soulevées par le choix du terme *community garden*, il est indispensable de se replacer dans le cadre historique, social et culturel des États-Unis. Contrairement aux termes français de *communauté*, et surtout *communautaire*, qui évoquent souvent le renfermement, et donc l'exclusion des « autres », le terme américain de *community*, qu'il soit utilisé comme adjectif ou comme substantif, évoque l'inclusion et ses corollaires, la solidarité, le sentiment de sécurité, d'appartenance. Ce sont précisément ces valeurs positives qui servent de justification aux *community gardens*.

D'après le *Petit Robert*, une communauté est un « groupe social dont les membres vivent ensemble, ou ont des biens, des intérêts communs ; groupe de religieux qui vivent ensemble et observent des règles ascétiques et mystiques; état, caractère de ce qui est commun »². Pour le *Collins English Dictionary*, les définitions de *community* sont plus nombreuses :

« Des personnes vivant dans un même lieu; le lieu dans lequel elles vivent; un groupe de gens ayant en commun des caractéristiques culturelles, religieuses, ethniques, ou autres; un groupe de nations ayant certains intérêts en commun; le public en général, la société; la propriété ou la participation communes; un accord commun (communauté d'intérêt); la subdivision administrative d'un district; un groupe de

¹ Chiffres du recensement de 2000 sur *Official New York City Website*, <http://www.nyc.gov/html/dcp/pdf/lucds/nycprofile.pdf>, consulté en novembre 2008. Pour comparaison, la ville de Paris couvre une surface de 105 km² et compte un peu plus de deux millions d'habitants.

² Josette Rey-Debove et Alain Rey, éd., *Le nouveau Petit Robert*, Paris, Dictionnaires le Robert, 1993, p. 416.

plantes et d'animaux interdépendants vivant dans la même région et interagissant par le biais de la nutrition ou d'autres relations »³.

Le terme *community* peut être traduit en français de plusieurs façons, selon son usage et l'aspect dont il est question : communauté lorsqu'il s'agit d'un groupe de personnes partageant un lieu de vie ou un intérêt, lien social lorsqu'il s'agit des relations tissées entre individus (*community building*), ou localité lorsqu'il s'agit de désigner l'enracinement géographique ou des mouvements politiques ou militants privilégiant les prises de décision par la base (*community activism, community center*). Dans ce dernier cas, et tout particulièrement en ce qui concerne les *community gardens*, on peut parfois parler de quartier, compris comme l'espace que les individus identifient comme leur lieu de vie. Claude S. Fischer fait d'ailleurs la distinction entre la *Community*, avec une majuscule, qui désigne une « unité sociale intégrée », et *community* avec une minuscule, qui désigne un territoire physique⁴.

Harold F. Kaufman, dans un article sur le concept de *community* tel qu'il est utilisé en sciences sociales, cite la définition qu'en donnent Dwight Sanderson et Robert A. Polson⁵:

« Il existe un consensus sur au moins trois éléments de la définition de communauté. Un, la communauté est une unité sociale dont l'espace fait partie intégrante: la communauté est un lieu de relativement petite taille. Deux, la communauté indique la configuration d'un mode de vie, à la fois en ce qui concerne la façon dont les gens agissent et ce qu'ils désirent: leurs institutions et leurs buts collectifs. Une troisième notion est celle d'action collective. Les membres d'une communauté non seulement devraient pouvoir, mais de fait agissent fréquemment ensemble dans les domaines communs de leur existence »⁶.

Cette définition, alliant l'espace et les relations sociales, rappelle ce que Charles Fourier a appelé la Commune, « cette première agglomération, sans laquelle

³ *Collins English Dictionary*, Glasgow, HarperCollins Publishers, 1998, p. 325.

⁴ Claude S. Fischer, « The Study of Urban Community and Personality », *Annual Review of Sociology*, vol. 1, 1975, pp. 67-89.

⁵ Dwight Sanderson et Robert A. Polson, *Rural Community Organization*, New York, John Wiley & Sons, Inc., 1939, pp. 49-50.

⁶ Harold F. Kaufman « Toward an Interactional Conception of Community », *Social Forces*, vol. 38, n°1, Oct., 1959, pp. 8-17.

il n'y a pas de Société pratiquement réalisable », indispensable car aucun individu ne peut être en contact avec tous les autres, ce qui explique que toute société soit « formée de groupes ou agglomérations d'individus et de familles faisant corps et composant les premiers éléments sociaux »⁷.

Si lorsque l'on s'intéresse à un village ou à une communauté religieuse, les frontières semblent facilement définissables, l'analyse devient beaucoup plus compliquée en ville. La question est même posée de savoir si le concept est encore applicable aux milieux urbains, ou si ceux-ci entraînent, avec la disparition de la communauté, l'anomie et l'aliénation⁸. Dès la fin du 19^{ème} siècle, Ferdinand Tönnies postulait que l'industrialisation et l'urbanisation, en transformant de manière substantielle le caractère de la société, la faisait passer de la *Gemeinschaft*, fondée sur l'association organique d'individus, à la *Gesellschaft*, fondée sur des associations rationnelles⁹. Louis Wirth, sociologue fondateur de l'École de Chicago citait comme critère du caractère urbain d'une société l'augmentation de la population, de sa densité et de son hétérogénéité. Le tout conduisant à une mode de vie spécifiquement urbain dans lequel les rôles sont segmentés et les contacts primaires entre individus sont remplacés par des contacts secondaires, ce qui mène à un affaiblissement de la valeur sociale de la communauté locale. Dans ce contexte, il est essentiel de développer un contrôle formel là où la disparition des liens émotionnels entre individus risque d'entraîner le désordre et l'irresponsabilité¹⁰. Il soulignait cependant aussi que la diversité des villes, si elle engendre des conflits, est également source de stimulation et de tolérance des différences¹¹. Étudiant les Juifs de Chicago et leurs interactions avec les autres citoyens, il en a déduit qu'il était

⁷ *Bases de la politique positive: manifeste de l'école sociétaire fondée par Fourier*, Paris, librairie Phalanstérienne, 1847, p. 7.

⁸ Thomas Bender, *Community and Social Change in America*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1978, p. 4.

⁹ Ferdinand Tönnies, *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure* (1935), Paris, Presses Universitaires de France, 1977.

¹⁰ Louis Wirth, « Urbanism as a Way of Life », *The American Journal of Sociology*, vol. 44, July 1938, pp. 3-24.

¹¹ Louis Wirth, « The Urban Society and Civilization », *The American Journal of Sociology*, vol. 45, n°5, March 1940, pp. 743-755.

possible, malgré l'éclatement géographique de ce groupe culturel, d'agir collectivement de manière à former une véritable communauté¹².

D'autres sociologues membres de l'École de Chicago se sont attachés à étudier, par le biais de l'écologie humaine, la place des minorités ethniques en milieu urbain¹³. Ils se sont également penchés sur cette complexité encore inédite car « les villes, plus particulièrement les grandes villes, où la sélection et la ségrégation sont plus élevées, présentent des caractéristiques morphologiques que l'on ne trouve pas dans des agrégats de population plus réduits »¹⁴. Ils se sont intéressés à des groupes d'individus rassemblés autour d'un lieu ou d'un intérêt commun, qui ne pouvaient trouver naissance que dans l'effervescence et la diversité urbaines¹⁵.

Albert Hunter¹⁶, reproduisant vingt-cinq ans plus tard une enquête menée en zone urbaine par Donald L. Foley¹⁷, a mesuré l'évolution des trois indices développés par ce dernier pour mesurer l'attachement au local en milieu urbain : l'utilisation des équipements locaux, les relations informelles avec les voisins et le sentiment d'appartenir à une communauté. Il en conclut que bien que le premier indice ait baissé et que le second se soit maintenu, le sentiment d'appartenance semble avoir augmenté. Il émet l'hypothèse de l'émergence d'une force luttant contre la « perte de communauté », à savoir le développement de « communautés idéologiques », différentes des « communautés utopiques » dans lesquelles les individus sont entièrement impliqués, dans tous les aspects de leur existence. Il évoque la « communalisation de l'idéologie »¹⁸, par laquelle une idéologie est transformée d'un élément constitutif d'un mouvement social à un élément constitutif

¹² Louis Wirth, « The Ghetto », *The American Journal of Sociology*, vol. 33, n°1, July 1927, pp. 57-71.

¹³ Voir par exemple William Thomas and Florian Znaniecki, *The Polish Peasant in Europe and America: Monograph of an Immigrant Group*, Chicago, University of Chicago Press, 1920.

¹⁴ Robert Ezra Park, « La communauté urbaine, un modèle spatial et un ordre moral », in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, *L'École de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Editions Aubier, 1984, p. 198.

¹⁵ Voir par exemple Howard S. Becker, *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, New York, The Free Press, 1963 ; William F. Whyte *Street Corner Society*, Chicago, University of Chicago Press, 1943.

¹⁶ Albert Hunter, « The Loss of Community: An Empirical Test Through Replication », *American Sociological Review*, vol. 40, n°5, octobre 1975, pp. 537-552.

¹⁷ Donald L. Foley, *Neighbors or Urbanites?*, Rochester, University of Rochester Press, 1952.

¹⁸ Albert Hunter, « The Loss of Community », p. 550.

d'une communauté, et donc au fondement de ce sentiment d'appartenance. On peut effectivement arguer que, s'il existe un sentiment d'appartenance communautaire dans le cadre des *community gardens*, il est davantage motivé par une idéologie que par une implication totale des individus, puisqu'il ne s'agit que d'une facette de leur identité urbaine, autrement constituée de leur emploi, leur famille, leurs loisirs autres que le jardinage, etc.

En réponse à cet article de Hunter, A. E. Luloff et K. P. Wilkinson sont nettement moins optimistes sur la survie de la *community* en ville. Partant du principe qu'une communauté « devrait être en mesure de répondre à l'ensemble des besoins humains fondamentaux », ils réfutent le fait que l'échantillon étudié par Hunter réponde à cette définition. Pour eux, Hunter n'a fait que démontrer que les citoyens sont encore capables d'être aimables avec leurs voisins, et ils concluent un peu amèrement que « c'est peut-être tout ce qu'il reste de la communauté en Amérique, l'amabilité et la conscience de vivre les uns à côté des autres »¹⁹.

Si se pose la question de l'existence de la *community* dans les villes modernes, celle de la pertinence de la choisir comme objet d'étude doit suivre logiquement. Conrad M. Arensberg interroge l'usage qui a été largement fait en sciences sociales de la communauté comme « échantillon ou unité d'observation pour l'étude d'une culture ou d'une société, comme locus ou incarnation locale d'un problème ou phénomène social plus vaste, comme laboratoire d'essai pour des projets de changement, d'amélioration, de développement ». Il souligne la double difficulté d'identifier une communauté comme telle et de s'assurer de sa valeur représentative par rapport à la société dont elle fait partie²⁰. Albert J. Reiss discute de ces mêmes problèmes de définition de ce qu'est une communauté, et des risques de simplification lorsque ces communautés sont étudiées comme des systèmes clos²¹.

¹⁹ A. E. Luloff and K. P. Wilkinson, « Is Community Alive and Well in the Inner City ? », *American Sociological Review*, vol. 42, n°5, Oct. 1977, pp. 827-828.

²⁰ Conrad M. Arensberg, « The Community as Object and as Sample », *American Anthropologist*, New Series, vol. 63, n°2, part 1, avril 1961, pp. 241-264.

²¹ Albert J. Reiss, Jr., « Some Logical and Methodological Problems in Community Research », *Social Forces*, vol. 33, n°1, Oct. 1954, pp.51-57.

Plus récemment, Robert D. Putnam a mis à jour la diminution du capital social et de l'engagement civique aux États-Unis, qu'il attribue à diverses tendances dans la société contemporaine : la mobilité, qui tend à déraciner les individus et donc rompre leurs liens ; l'évolution du modèle familial traditionnel ; l'individualisation ou la privatisation des loisirs, notamment par la prééminence de la technologie²². Carolyn Boyes-Watson, prenant note des conclusions de Putnam, les tempère néanmoins par l'affirmation de Paul McCold et Benjamin Watchel que « la communauté n'est plus définie par un lieu mais par la perception d'une connection personnelle ». Pour elle, cela signifie que la communauté est devenue non plus un groupe humain vivant dans un même lieu, mais « un type particulier de lien social caractérisé par un sentiment de réciprocité, d'intérêt mutuel, de connexion, d'identité, de conscience et d'obligation envers autrui »²³. Cette nouvelle forme de communauté non contrainte géographiquement serait plus riche, plus diverse, et donc plus apte à répondre aux besoins humains.

Si la notion de *community* a été autant discutée en sciences sociales, et si sa disparition potentielle semble tant inquiéter les observateurs, c'est qu'elle tient une place prépondérante dans la pensée socio-politique américaine. Alexis de Tocqueville, dans son analyse de la démocratie en Amérique, identifiait la commune comme le premier des trois « foyers d'action » de la vie politique aux États-Unis, une entité « point trop étendue pour que tous ses habitants n'aient pas à peu près les mêmes intérêts » et le siège de « la force des peuples libres » :

« Les institutions communales sont à la liberté ce que les écoles primaires sont à la science ; elles la mettent à la portée du peuple ; elles lui en font goûter l'usage paisible et l'habituent à s'en servir. Sans institutions communales une nation peut se donner un gouvernement libre, mais elle n'a pas l'esprit de la liberté »²⁴.

²² Robert D. Putnam, « Bowling Alone America's Declining Social Capital », in Richard T. LeGates et Frederic Stout, *The City Reader*, New York, Routledge, 2003, pp. 105-113.

²³ Carolyn Boyes-Watson, « Community is Not a Place but a Relationship: Lessons for Organizational Development », *Public Organization Review: A Global Journal*, vol. 5, 2005, pp. 359-374.

²⁴ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, tome premier*, Paris, Librairie de Charles Gosselin, 1836, pp. 98-99.

Historiquement et politiquement, le concept de *community* s'oppose à celui de gouvernement fédéral, considéré comme trop éloigné, physiquement et dans la hiérarchie de pouvoir, pour savoir ce dont ont besoin les citoyens. Le Président Thomas Jefferson expliquait ainsi dans ses Mémoires la nécessité de multiplier les niveaux du gouvernement pour assurer le bon fonctionnement du pays :

« But it is not by the consolidation, or concentration of powers, but by their distribution, that good government is effected. Were not this great country already divided into States, that division must be made, that each might do for itself what concerns itself directly, and what it can so much better do than a distant authority. Every State again is divided into counties, each to take care of what lies within its local bounds; each county again into townships or wards, to manage minuter details; and every ward into farms, to be governed each by its individual proprietor. Were we directed from Washington when to sow, and when to reap, we should soon want bread. It is by this partition of cares, descending in gradation from general to particular, that the mass of human affairs may be best managed, for the good and prosperity of all »²⁵.

Cette conception de la répartition des pouvoirs, qui a régi la constitution du pays, est encore en vigueur aujourd'hui et justifie, à différentes échelles, une confiance en des prises de décision les plus locales possibles, de l'État au comté, à la ville, au quartier. Jusqu'à la *community* qui a ses centres de loisirs, ses cliniques, ses écoles. Il s'agit d'une communauté géographique, et l'usage de « ses » organisations

²⁵ Thomas Jefferson and Henry Augustine Washington, *The Writings of Thomas Jefferson, Volume I*, Wasington, D. C., Taylor & Maury, 1853, p. 82. « Ce n'est pas la consolidation ou centralisation des pouvoirs, mais leur distribution bien ordonnée, qui constitue un bon gouvernement. Si ce grand territoire n'était pas déjà divisé en plusieurs États il faudrait opérer cette division, pour que chacune de ces agrégations ainsi distribuées fit par elle-même ce qui l'intéresse directement, et ce qu'elle peut faire beaucoup mieux qu'une autorité éloignée. Chaque État est lui-même divisé en comtés, dont chacun prend soin des intérêts renfermés dans ses limites particulières; chaque comté se partage en districts ou cantons [*townships or wards*] pour la gestion d'intérêts encore plus spéciaux, et enfin chaque district se compose de fermes dont chacune est régie par l'individu qui en est propriétaire. Si nous attendions de Washington l'ordre de semer et de moissonner, nous manquerions bientôt de pain. C'est par cette répartition graduelle des soins de tous, en descendant des intérêts généraux aux intérêts individuels, que la masse des affaires humaines peut être administrée de la manière la plus conforme au bien et à la prospérité de tous. » Traduction de L.P. Conseil, *Mélanges politiques et philosophiques extraits des mémoires et de la correspondance de Thomas Jefferson*, Paris, Paulin Librairie éditeur, 1833, p. 235, cité par Catherine Maumi, *Usonia ou le mythe de la ville-nature américaine*, Paris, Editions de la Villette, 2008, p. 48.

et infrastructures se justifie par une proximité physique. Les membres de ce groupe sont unis par leur lieu de résidence, et ont donc en commun non seulement l'utilisation des infrastructures et organismes attachés à ce lieu, mais un intérêt à les protéger, tout comme à rendre leur espace de vie propre, sûr, économiquement attractif et esthétiquement plaisant. Ainsi, c'est la *community* qui va s'élever contre un projet de décharge municipale en son sein, ou en faveur de la construction d'une salle de sport²⁶.

Mais Jefferson insistait bien sur le fait que cette répartition des pouvoirs visait « au bien et à la prospérité de tous ». Le fait d'agir en son intérêt personnel, ou pour celui du groupe d'individus qui nous est le plus proche n'est donc pas une marque d'égoïsme, mais la garantie du bon fonctionnement de la société dans son ensemble.

La notion de localité dans le concept de *community* est importante car c'est cette proximité géographique qui, en permettant des rencontres quotidiennes entre individus, est à la base de la création de lien social. On retrouve alors la *Gemeinschaft* de Ferdinand Tönnies, évoquée plus haut. Dans le cas des *community gardens*, plusieurs individus se regroupent autour d'une activité et d'un intérêt communs, et travaillent ensemble à la protection de cet intérêt et au développement de cette activité. Ceci se fait par des échanges de savoirs et de pratiques, d'aide financière ou matérielle, et aboutit éventuellement à la capacité de dresser un front commun contre les attaques extérieures, fussent-elles émaner du pouvoir politique central²⁷.

Ce qui fait de la *community* une entité systématiquement positive dans la perception américaine est à la fois son rôle de créatrice de lien social, et donc de solidarité entre les individus, et l'idée qu'elle est mieux placée que le gouvernement pour savoir ce qui est bon pour elle, et est potentiellement capable de l'appliquer par ses propres moyens. Cette notion n'est pas si lointaine de celle de « self-made man » centrale dans le « rêve américain », c'est-à-dire de la capacité à rencontrer un succès

²⁶ Nous verrons plus loin, par exemple, comment un projet de construction très contesté et très médiatisé, en face du Pacific Street Bear's Garden, un des jardins étudiés ici, a engendré la création d'une coalition d'associations et individus du quartier. Ceci a permis d'amener l'affaire au tribunal, et donc d'exprimer publiquement l'opinion de la *community*, première concernée par le projet.

²⁷ Ces aspects seront développés dans le chapitre 3 de cette première partie.

exceptionnel malgré l'adversité et des conditions défavorables aux origines. Ce succès est atteint grâce à un dur labeur individuel et il est potentiellement accessible à tous, quelles que soient leurs conditions de vie au départ. Si l'on applique cette capacité à s'élever à la force du poignet à la communauté plutôt qu'à un individu seul, on retrouve bien cette idée qu'un petit groupe humain, pour peu qu'il soit prêt à fournir les efforts nécessaires, est en mesure d'améliorer son propre sort, quelles que soient les difficultés rencontrées en chemin.

Ces aspects positifs de solidarité et de prise en main ont été abondamment exploités par les tenants du mouvement des *community gardens*, notamment comme justification de leur existence. En effet, puisque la communauté est une bonne chose et que les *community gardens* travaillent à la développer et la protéger, ils doivent par conséquent être eux-mêmes considérés comme des entités positives, et donc protégés et encouragés. De plus, tout au moins à New York, la municipalité se félicitait de cette indépendance à ses débuts, car les caisses de la ville étant vides, elle ne pouvait assurer le service de maintenance effectué gratuitement par les jardiniers.

La *community* s'est avérée être un argument utile mais à double tranchant en temps de crise : elle s'est retrouvée au centre du débat dans les années 1990 lorsque Rudy Giuliani, alors maire de New York, a lancé une campagne agressive de destruction des jardins qui a soulevé de nombreuses questions de légitimité de l'usage de l'espace urbain. Les ayant qualifiés en 1999 de derniers bastions du communisme²⁸, il proposait de les remplacer par des logements à loyer modéré, invoquant lui aussi l'argument du bien-être de la *community* qui l'avait porté au pouvoir et dont il était donc responsable, dans une période de forte crise du logement.

Durant la présidence de Lyndon B. Johnson (1963-1969) cette idée d'attachement au local, considéré comme le meilleur moyen de lutter contre les inégalités, s'est exprimée politiquement dans le projet de Great Society, qui « repose sur l'abondance et la liberté pour tous » et « exige la fin de la pauvreté et de

²⁸ Interrogé sur la radio WABC en 1999, le maire de New York a déclaré : « Nous vivons dans une économie de marché. L'ère du communisme est révolue ».

l'injustice raciale »²⁹. Les programmes de la « guerre contre la pauvreté » de Johnson, plus encore que ceux du New Deal de Roosevelt, mettaient l'accent sur la nécessité locale d'aider les individus à trouver du travail, plutôt que de leur faire la charité : l'idée répandue dans les années 1960 était que le chômage était non pas un problème structurel, mais un problème personnel.

Cette philosophie de la prise de responsabilité par les individus était liée à l'idée que les réformes voulues par le Président ne pouvaient être efficacement mises en place que par ceux à qui elles s'adressaient. Il a ainsi créé les Community Action Agencies (CAA, Agences d'action locale), financées par l'Office of Economic Opportunity (OEO, Bureau des opportunités économiques), fondé en 1964. Ces agences établies dans les quartiers pauvres, avaient pour mission de déterminer quel ensemble de programmes gouvernementaux serait le plus efficace pour lutter contre la pauvreté dans un quartier donné, puis de mettre en place et de gérer ces programmes³⁰.

De plus, le gouvernement demandait à ces agences de rechercher le niveau de participation le plus élevé possible de la part des pauvres eux-mêmes. Ce dernier point rappelle les mouvements réformateurs de la fin du 19^{ème} siècle qui visaient, entre autres grâce à des programmes de jardinage collectif décrits plus loin, à aider les plus démunis à survivre économiquement, tout en évitant de leur faire la charité. L'accent mis sur la participation des membres de la communauté se retrouvera également dans les années 1970 avec les actions locales visant à pallier les manques du gouvernement.

Mais ces programmes qui encourageaient la participation des membres de la communauté ont vite été critiqués pour leur tendance à remettre en cause le pouvoir politique en place. Cette critique a mis en lumière l'ambiguïté des dirigeants vis-à-vis du pouvoir local, considéré à la fois comme un outil de gouvernance et une menace à l'encontre de l'ordre établi. Dès 1966, ces projets ont été supplantés par le

²⁹ Extrait des remarques de Lyndon B. Johnson à l'Université du Michigan, le 22 mai 1964, disponible en ligne sur <http://www.liblib.utexas.edu/johnson/archives.hom/speeches.hom/640522.asp>, consulté en juillet 2009.

³⁰ Maurice Isserman and Michael Kazin, *America Divided: The Civil War of the 1960s*, New York, Oxford University Press, 2004, p. 115.

Model Cities Act, qui serait « contrôlé par les maires des grandes villes, et non par les résidents des quartiers pauvres et des ghettos »³¹. L'aspect d'action locale restait cependant primordial, comme nous le rappelle Sean Savage :

« Un des buts des Model Cities était de rendre les projets de renouvellement urbains davantage sensibles et réactifs aux besoins et inquiétudes des citoyens les plus affectés par ces projets. Par conséquent, le Model Cities Act de 1966 voulait encourager la participation citoyenne dans ses programmes. [...] Les nouveaux programmes financés par les Model Cities [...] devaient être mis en place par des organisations locales déjà existantes »³².

La perte grandissante de la confiance que les Américains plaçaient dans leur gouvernement les a poussés à exprimer leurs griefs à travers de grandes manifestations, mais également à chercher à résoudre leurs problèmes eux-mêmes, par la multiplication de *grassroots movements*, c'est-à-dire d'actions menées à la base, par la communauté et pour la communauté. Ce terme particulièrement bien adapté à la problématique des *community gardens* en souligne l'ancrage local, la nécessité de « racines » comme vecteur de changement. Les mouvements contestataires des années 1960 ont confirmé le potentiel révolutionnaire de la prise de pouvoir par la base. Le mouvement des Civil Rights éclairait d'ailleurs un des sens de *community*, à savoir l'appartenance ethnique ; dans ce cas, ce ne sont pas les résidents d'un même quartier qui se sont battus pour améliorer leurs conditions de vie, mais les membres d'un même groupe « racial » à travers la nation. De même les mouvements féministes ou environnementalistes, qui transcendaient la localité dans leurs revendications.

John Lindsay, maire de New York de 1966 à 1973, était, bien que républicain, un fervent défenseur de la Great Society de Johnson³³. Une fois élu maire, une de ses premières tentatives de réforme a été la mise en place de mairies de quartier afin de « rapprocher le gouvernement du peuple » et de permettre aux

³¹ *Ibid.*, p. 201.

³² Sean J. Savage, *JFK, LBJ and the Democratic Party*, New York, SUNY Press, 2004, p. 136.

³³ Vincent J. Cannato, *The Ungovernable City: John Lindsay and his Struggle to Save New York*, New York, Basic Books, 2002, p. 11.

résidents de dialoguer directement avec la municipalité « lorsqu'ils veulent des réponses ou des actions concernant des problèmes pérennes tels que l'amélioration de l'éclairage public, [...], le vandalisme, les désaccords entre propriétaires et locataires »³⁴. Face au refus du conseil municipal, Lindsay a tout de même réussi à créer, grâce à des donations privées, six de ces mairies dans les quartiers les plus pauvres de la ville.

De fait, Catherine Pouzoulet souligne qu'à New York, « pour des raisons historiques, liées à la constitution de la métropole et à la politisation des immigrants, le lien intime des individus à la *polis* était ténu. L'espace politique auquel les habitants s'identifiaient le plus volontiers était l'espace infralocal du quartier, ou au mieux le *borough* »³⁵. Dans le cas des *community gardens*, cette notion de localité est fondamentale. D'une part, il a été établi par enquêtes que les membres de ces jardins habitent généralement dans un rayon de moins d'un demi-mile (environ 800 mètres) de ceux-ci³⁶. Ils sont donc de fait ancrés dans la localité et se doivent, pour fonctionner, de prendre en compte les ressources et besoins locaux. D'autre part, ils entrent dans la problématique de production locale de nourriture, de plus en plus présente dans le cadre des réflexions sur le développement durable, surtout aux États-Unis. Le développement de la *Community Supported Agriculture*, équivalent des AMAP (Associations pour le Maintien d'une Agriculture Paysanne) françaises, témoigne de cette volonté de consommer des aliments dont on connaît la provenance.

Bien sûr, aujourd'hui, cette notion de communauté ancrée dans un espace physique limité est mise au défi par l'avènement d'internet et des communautés dites virtuelles, basées sur des intérêts communs. Comme l'a expliqué Carolyn Boyes-Watson³⁷, la communauté n'est pas un lieu, mais une relation. Non seulement les

³⁴ *Ibid.*, p. 111.

³⁵ Catherine Pouzoulet, *New York, New York: Espace, pouvoir, citoyenneté dans une ville-monde*, Paris, Belin, 2000, p. 14.

³⁶ Cette distance correspond aux réponses de jardiniers au questionnaire développé par Green Thumb, l'agence municipale chargée de gérer les *community gardens*, afin de mieux connaître ceux-ci. Une étude effectuée en 1997 par Carole Nemoire, destinée au Sénat de l'État de New York, révèle que les membres des *community gardens* habitent la plupart du temps « dans le quartier », mais ne donne pas d'indication de distance.

³⁷ Carolyn Boyes-Watson, « Community Is Not a Place but a Relationship ».

membres peuvent en être éparpillés aux quatre coins du globe, mais un même membre peut voyager, déménager, sans perdre sa place dans la communauté. Il est également plus facile de multiplier les communautés auxquelles on appartient, par le travail, le lieu de résidence, les loisirs. Ainsi, la pression du contrôle social et du risque d'exclusion de chacune est moins grande. En ce qui concerne les *community gardens*, de nombreux sites web et listes de diffusion existent dans divers pays, permettant des échanges à distance d'histoires, d'images, de questions, de découvertes. Il existe donc une communauté idéologique de jardiniers qui ne seront jamais amenés à se rencontrer physiquement. Cependant, si l'information et l'entraide prennent facilement une forme virtuelle, ce n'est bien sûr pas le cas des jardins eux-mêmes, qui restent par nature ancrés dans le monde physique, et ancrent avec eux ceux qui les cultivent.

2. L'approche utopiste

Société modèle basée sur une spatialité modèle, l'utopie a été écrite comme fiction par Thomas More dès 1516. En Angleterre, elle a quitté le domaine de la littérature à partir du début du 19^{ème} siècle, en réponse à la forte dégradation des conditions de vie urbaines, liée à la Révolution industrielle³⁸. Cette entrée dans la réalité s'est faite essentiellement par le biais des théories du Phalanstère de Charles Fourier et de New Lanark de Robert Owen, en Écosse. Le projet européen d'Owen, initié en 1800, visait à améliorer les conditions de vie des ouvriers du textile en créant pour eux une cité modèle, notamment en leur permettant de participer au gouvernement du village³⁹. En France, Fourier recherchait l'harmonie par « l'Association du Travail, du Capital et du Talent. [...] En unissant les facultés humaines en un seul faisceau, sous le régime de l'Association, il en fait surgir le plan d'un nouvel état social reposant sur l'Ordre, la Justice et la Liberté »⁴⁰. Dans les deux cas, le but était de créer des unités autonomes non seulement politiquement et

³⁸ Françoise Choay, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil, 2006, p. 355.

³⁹ William Lucas Sargant, *Robert Owen and His Social Philosophy*, London, Smith, Elder and Co, 1860, p. 38.

⁴⁰ Jean-Baptiste-André Godin, *Solutions sociales*, Paris, A. Le Chevalier, 1871, p. 73.

socialement, mais également économiquement, notamment du point de vue de la production alimentaire. Les utopies européennes du 19^{ème} siècle rejetaient la « ville malade, où la pauvreté, l'insécurité, la précarité se conjuguent avec des conditions sanitaires déplorables... » Ainsi, pour Robert Owen en Angleterre, « la ville [...] joue donc le rôle de repoussoir, et les projets communautaires sont systématiquement présentés comme un antidote à la crise urbaine »⁴¹.

En traversant l'Atlantique, ces visions d'une société modèle et harmonieuse ont trouvé un vaste territoire sur lequel se concrétiser. Débarrassées des contraintes spatiales et de la forte urbanisation inhérentes à l'Europe, des communautés religieuses, politiques ou morales, voire intellectuelles, ont pu être bâties de toutes pièces et se développer indépendamment du reste de la société. Ces utopies visaient donc moins à pallier les conditions de vie dans les villes industrielles qu'à mettre à profit un monde nouveau où tout semblait possible, en en faisant un laboratoire social. C'est là-bas que Robert Owen a fondé en 1925 une communauté expérimentale à New Harmony dans l'Indiana ; son objectif était d'adopter « un système d'union et de coopération, basé sur un esprit de charité universelle, tiré d'une connaissance juste de la nature humaine »⁴², afin d'assurer le bonheur de tous les membres, mais aussi de créer « un prototype de l'humanité future, un modèle unique destiné à une planification universelle »⁴³. En 1941 dans le Massachusetts, les Transcendentalistes George et Sophia Ripley, accompagnés entre autres de l'écrivain Nathaniel Hawthorne⁴⁴ ont fondé la communauté agricole de Brook Farm, réorganisée en phalanstère fouriériste en 1844. Les difficultés liées à l'exploitation de la ferme étaient compensées par le succès économique de l'école, d'une qualité académique exceptionnelle⁴⁵.

⁴¹ Frédéric Moret, « De New Harmony aux cités-jardins », *Urbanisme*, n°336, mai-juin 2004, pp. 41-45.

⁴² *Ibid.*, p. 233.

⁴³ Ronald Creagh, *Laboratoires de l'utopie : les communautés libertaires aux États-Unis*, Paris, Payot, 1983, p.10.

⁴⁴ Ralph Waldo Emerson et Henry David Thoreau ont refusé de devenir membres, tenant que le progrès humain devait passer par l'individu et non par la communauté.

⁴⁵ Sterling F. Delano, *Brook Farm: The Dark Side of Utopia*, Cambridge, Harvard University Press, 2004, p.79.

Le journaliste Charles Nordhoff a visité plusieurs de ces communautés à la fin du 19^{ème} siècle, dont la plus ancienne, les Shakers, datait de 1794. Positivement impressionné par ces lieux, il les décrivait comme des enclaves tranquilles dans lesquelles les étrangers étaient rarement admis, et où le bien-être des habitants était assuré par l'indépendance économique, l'homogénéité des croyances, la coopération et la protection de tous les membres par le groupe. L'économie de la plupart d'entre elles était basée sur l'agriculture, et la mise en commun de tous les biens. Nordhoff insistait sur la nécessité d'une croyance partagée, la plupart du temps religieuse, mais parfois morale ou politique, pour que le groupe survive aux périodes difficiles, à la pauvreté, à la disparition de ses fondateurs. Il décrivait plusieurs formes de gouvernement dans ces lieux, élus démocratiquement ou désignés par des chefs spirituels, mais notait que le souci de l'égalité de tous les membres et de l'ascendant du bien commun sur les volontés individuelles était la base de chaque projet. Il décrivait les membres de ces communautés comme des personnes simples, généralement peu éduquées et nettement plus pragmatiques qu'idéalistes, ce qu'il expliquait par le besoin d'être habituées au travail et à la frugalité, tout au moins dans les début d'entreprises de ce genre. Il les décrivait également comme des gens honnêtes, charitables, travailleurs, propres, en bonne santé, etc. Pour lui, la vie en communauté leur permettait de vivre confortablement, longuement et moralement. Cette liste impressionnante de qualités attribuées tant aux individus qu'à leur mode de vie peut s'expliquer par le fait que Nordhoff n'ait comparé que des communautés à succès, c'est-à-dire ayant survécu plusieurs décennies. Lui-même admettait que si ces exemples permettaient de prouver qu'il était possible pour un groupe relativement homogène d'individus de se créer une existence plaisante en se libérant des contraintes du système de salariat en vigueur dans le reste de la société, il semblait toutefois peu probable que de telles pratiques se multiplient, étant données les nombreuses difficultés et les sacrifices nécessaires pour les instaurer et assurer leur pérennité⁴⁶.

⁴⁶ Charles Nordhoff, *The Communistic Societies of the United States ; from Personal Visit and Observation [1875]*, New York, Hillary House Publishers, 1961.

Il peut sembler difficile de rapprocher les *community gardens* de ce type d'expérience communautaire totale. Certes, ils représentent un désir commun de cultiver la terre, d'œuvrer ensemble au bien commun, mais ils ne sont pas des lieux de vie et ne peuvent donc régir de bout en bout l'existence de leurs membres ni leurs relations entre eux au même titre que les projets du 19^{ème} siècle qui, isolés physiquement du reste de la société, regroupaient dans un même espace résidence, emploi et loisirs. Ils n'ont pas non plus vocation, pour des raisons de superficie et de temps de travail des jardiniers, à nourrir ceux-ci à l'exclusion de toute autre ressource, et certainement pas à répondre aux autres besoins matériels de base, logement, vêtements, etc. Étant de plus pour la plupart résolument inscrits dans le tissu urbain, ils s'éloignent des utopies européennes du 19^{ème} siècle qui rejetaient la ville, mais également des utopies américaines, qui investissaient des territoires non urbains. Mais assez vite, des deux côtés de l'Atlantique, une tentative a été faite de réconcilier ville et campagne pour tirer le meilleur des deux mondes. En Angleterre, Ebenezer Howard a basé dès 1898 sa vision de la Cité Jardin sur « l'aimant ville-campagne », permettant d'allier l'énergie de la vie urbaine avec la beauté de la vie rurale dans une planification concentrique assortie d'un parc en son centre, et de terres agricoles à sa périphérie⁴⁷. Au début du 20^{ème} siècle en France, Le Corbusier proposait, avec la Cité Radieuse, une ville dense et verte. Un exemple extrême de cette tendance est la « communauté verticale » proposée en 1981 par James Wines, artiste et architecte américain, pour allier les avantages sociaux de la vie de centre ville avec le confort d'une maison suburbaine avec jardin. Le principe en était de bâtir l'armature d'un immeuble de dix étages, dans laquelle des parcelles individuelles seraient construites selon les goûts de chaque propriétaire (Photo 1).

Après la Deuxième guerre mondiale, le « rêve américain » semblait devoir passer par le pavillon de banlieue qui permettait d'échapper aux conditions de surpeuplement urbain et d'acquérir son propre lopin de terre, promis à tous lors de la conquête de cet immense pays. Les urbanistes se sont attelés à désaturer les centres urbains en développant les banlieues, afin d'améliorer les conditions sociales des

⁴⁷ Ebenezer Howard, *Garden Cities of Tomorrow*, London, S. Sonnenschein & Co., 1902.

classes moyennes et populaires⁴⁸. C'est à cette époque qu'ont été créées les Levittowns, représentant un nouveau mythe américain développé par William Levitt à partir de 1947. Il proposait aux GI rentrant de guerre et à leurs familles des maisons individuelles et non mitoyennes, identiques et à l'aménagement très simple, à prix modéré, notamment sur Long Island. Le succès de la formule a poussé à la construction d'autres villes sur ce modèle, et, petit à petit, à l'exode des classes moyennes blanches vers les banlieues. En effet, les contrats de location ou de vente des Levittowns excluaient explicitement les « non-blancs »⁴⁹, laissant ainsi les quartiers pauvres des grandes villes aux minorités ethniques et aux sièges des grandes entreprises.



Photo 1 : La « communauté verticale » de James Wines, exposition au Museum of Modern Art de New York, mai 2007⁵⁰.

Mais dès les années 1950, les critiques se sont élevées contre cet étalement suburbain qui faisait la part belle à l'automobile. Dans son célèbre plaidoyer pour les villes, Jane Jacobs notait que depuis l'époque d'Ebenezer Howard les progrès en

⁴⁸ Catherine Maumi, *Usonia ou le mythe de la ville-nature américaine*, Paris, Editions de la Villette, 2008, p. 131.

⁴⁹ Peter Bacon Hales, *Levittown's Palimpsest: Colored Skin*, July 14, 2004, disponible en ligne sur <http://tiger.uic.edu/~pbhales/races.html>, consulté en août 2009.

⁵⁰ Lorsqu'aucune source n'est précisée, les photos ont été prises par moi-même lors de mon travail de terrain.

médecine ou nutrition avaient « profondément révolutionné les conditions dangereuses et dégradantes autrefois inséparables de la vie urbaine dense »⁵¹. Elle défendait la nécessité de préserver une densité de population suffisante pour assurer services et diversité, souvent absents des petites villes de banlieue, mais également pour cesser de sacrifier les campagnes alentours⁵².

Dans les années 1960, alors que se formaient nombre des idées et expériences qui devaient mener aux débuts du mouvement des *community gardens*, la contre-culture, inspirée entre autres par la littérature de science fiction⁵³, a permis le renouveau d'expériences utopistes en Europe comme aux États-Unis. Thierry Paquot nous explique que « l'utopie est alors un acte politique de contestation du capitalisme et une tentative d'établir de nouveaux rapports interpersonnels (homme/femme, parents/enfants...) et d'autres relations au temps, aux énergies et à la nature (écologie) »⁵⁴. Il existait alors bel et bien une volonté de bousculer l'ordre établi pour tendre, à l'échelle de la communauté, vers une organisation plus égalitaire des groupes humains et une production locale des moyens de subsistance. La différence entre ce mouvement communautaire libertaire et ceux qui l'avaient précédé était qu'il n'affectait qu'une population assez restreinte, celle de jeunes Blancs de classe moyenne ayant fait des études universitaires⁵⁵.

La première de ces communautés a été créée en 1966 dans l'État du Massachussets. Les fondements de Sunrise Hill étaient une mise en commun des ressources financières et de l'éducation des enfants. Mais « la création de rapports nouveaux est plus malaisée qu'on ne l'imagine ; il faut découvrir que des tâches aussi simples que la vaisselle ont jusqu'à présent été réparties dans le noyau familial de manière autoritaire ; mais comment procéder dans une collectivité sans recourir à l'arbitraire ? »⁵⁶. Et l'expérience n'a pas survécu aux rigueurs de l'hiver. L'exemple apparemment anodin des tâches ménagères illustre bien un thème développé en

⁵¹ Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Books Edition, 1961, p. 218.

⁵² *Ibid.* p. 220.

⁵³ Ronald Creagh, *Laboratoires de l'utopie: les communautés libertaires aux États-Unis*, Paris, Payot, 1983, p. 158.

⁵⁴ Thierry Paquot, « Utopie(s) », *Urbanisme*, n°336, mai-juin 2004, p. 40.

⁵⁵ Ronald Creagh, *Laboratoires de l'utopie*, p.157.

⁵⁶ *Ibid.*, pp. 174-175.

troisième partie, à savoir les difficultés à organiser un groupe de façon à satisfaire tous les membres, sans avoir recours à une structure hiérarchique ou une figure autoritaire, dont essayaient justement de s'affranchir ces expériences utopistes.

Peut-être plus directement utile pour nous éclairer sur le mouvement des *community gardens*, Ronald Creagh présente le cas de Cold Mountain Farm, projet agricole anarchiste développé entre 1967 et 1969 dans l'État de New York par des résidents du Lower East Side, à Manhattan. Ils avaient pour but non seulement de vivre eux-mêmes de leur production agricole et de la cueillette, mais également de faire don de leurs surplus à une coopérative new-yorkaise⁵⁷. Par le biais de cet ancêtre de la *Community Supported Agriculture*⁵⁸, ils avaient pour but non pas de rejeter la ville en bloc, mais de transformer ses rapports à la campagne. Surtout, la ferme se construisait autour du rejet de l'autorité, de l'idée que le groupe était « un monstre redoutable »⁵⁹. Les membres de la communauté se refusaient à la concertation, même pour la distribution des tâches, et à la mise en place de frontières, de règles pour l'adhésion de nouveaux membres. Ainsi, en été, lorsque la vie à la ferme était plus agréable, les citadins ont afflué à la recherche de cette ambiance libertaire, mais sans s'impliquer à long terme dans les travaux, et sans respecter l'ambiance créée par les membres originels de la « tribu ». Cette volonté de n'admettre aucun meneur et de n'exclure personne de la communauté en a finalement sonné le glas, soulignant les limites du rêve libertaire. Cette question des frontières du groupe et des processus décisionnels se pose également dans le cadre des *community gardens* et elle y est parfois source de conflits.

La démarche des fondateurs de *community gardens* est particulière en ceci qu'ils ne bâtissent pas un nouvel espace conçu *a priori* pour une vie commune harmonieuse, comme le proposaient à la fois Fourier ou Owen, et Howard ou Le Corbusier. Les jardins investissent un espace existant. Ils se glissent dans les interstices d'un bâti qui, surtout dans le cas de New York City, a été davantage conçu en vue de gains financiers que dans l'espoir d'une vie harmonieuse pour tous,

⁵⁷ *Ibid.*, p.175

⁵⁸ Les CSA, dont nous reparlerons plus loin, promeuvent la réduction des intermédiaires entre producteur et consommateur.

⁵⁹ *Ibid.*, p.176

et utilisent ces espaces en creux, symboles d'un échec urbain, pour imprimer une vision nouvelle sur la ville. Ce mouvement procéderait donc davantage d'un utopisme semblable à celui d'Henri Lefebvre, qui ne propose pas une ville idéale mais part de la ville réelle, avec ses conditions sociales, économiques, architecturales existantes, pour proposer une ville possible meilleure⁶⁰. On peut également penser ici au célèbre slogan environnementaliste, « Think globally, act locally » :

« [Cette expression] fait référence à l'argument selon lequel les problèmes environnementaux mondiaux ne peuvent pousser à l'action que si l'on prend en compte les différences écologiques, économiques et culturelles de notre environnement local. [Elle] a été utilisée à l'origine par Rene Dubos, conseiller à la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement Humain, en 1972. En 1979, Dubos a suggéré que la conscience écologique devrait commencer chez soi. Dans les années 1980, Dubos s'en tenait à ses idées sur l'action locale, et pensait que les problèmes environnementaux devaient être gérés dans leurs 'contextes physiques, climatiques et culturels uniques' »⁶¹.

Les *community gardens* répondent effectivement à des questions globales en y apportant des réponses locales, dans des zones urbaines en déclin, idéales pour le développement d'œuvres sociales et de pensées radicales. Ernest Burgess explique, à propos de Chicago, que « l'aire de détérioration, bien qu'étant essentiellement une aire de délabrement, à population stationnaire ou en déclin, est aussi une aire de régénération, comme en témoignent les missions, les œuvres sociales, les colonies d'artistes, les centres radicaux – tous préoccupés par la vision d'un monde nouveau et meilleur »⁶². Il en est ainsi par exemple de l'utopie radicale d'un Loisaïda⁶³ Libre, ou Lower East Side indépendant, développée par Bill Weinberg dans les années

⁶⁰ Grégory Busquet, « Lefebvre, l'IS et la revue *Utopie* », *Urbanisme*, n°336, mai-juin 2004, p. 55.

⁶¹ Ruth A. Eblen and William Eblen, *The Encyclopedia of the Environment*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1994, p. 702.

⁶² Cité et traduit par Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, dir., *L'école de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1984, pp. 139-140..

⁶³ Il s'agit du terme utilisé pour designer le Lower East Side en nuyorican, cette langue métissée d'espagnol et d'anglais, développée par les artistes portoricains installés à New York.

1990 et incluant des jardins pour se rapprocher le plus possible de l'auto-subsistance⁶⁴.

3. La question environnementale

Le mouvement de jardinage des années 1970 se démarque de ceux qui l'ont précédé par l'émergence d'une conscience écologiste mondiale. Elle a notamment été motivée par la crise de l'énergie de 1973⁶⁵ et n'a cessé de se développer depuis ; elle joue aujourd'hui un rôle majeur dans la perception des *community gardens*. Sylvie Nail explique qu'au cours des trente dernières années :

« On est passé d'une conception d'une nature 'tolérante', capable de se remettre rapidement des perturbations engendrées par l'activité humaine, à celle d'une nature 'vulnérable' dont l'humanité détient la clé de l'équilibre. [...] Dès lors, la nature, lorsqu'elle est mise à mal par l'appât du gain, est une victime dont la disparition préfigure celle de l'humanité, et il importe donc pour notre propre survie d'appliquer le principe de précaution »⁶⁶.

L'idée de conservation de l'environnement n'était pas nouvelle aux États-Unis, puisque le Yellowstone National Park, une première mondiale, été créé dès 1872 pour préserver ce territoire face à l'avancée vers l'Ouest de l'agriculture, afin que tous puissent en profiter sans le détériorer. Il a été suivi par de nombreux autres parcs nationaux et d'État, notamment durant la présidence Theodore Roosevelt (1901-1909), inspiré par les efforts en ce sens du naturaliste John Muir⁶⁷. Mais la notion d'environnement s'est aussi inscrite dans le domaine urbain avec la densification des villes et la détérioration des conditions de vie urbaine par la

⁶⁴ Bill Weinberg, « ¡ Viva Loisaida Libre ! », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, pp. 38-56.

⁶⁵ Philippe Hamman, « Introduction : analyser le développement durable urbain, une problématique de la transversalité », in Philippe Hamman, dir., *Penser le développement durable urbain : regards croisés*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 11-44.

⁶⁶ Sylvie Nail, « L'idée de nature en milieu urbain », in Monica Charlot, *Nouvelles valeurs dans l'Angleterre d'aujourd'hui*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2003, pp. 55-87.

⁶⁷ Michael Lewis, ed., *American Wilderness: A New History*, Oxford, Oxford University Press, 2007. En 2008, 27,1 % du territoire national étaient protégés. *La Banque mondiale*, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/ER.LND.PTLD.TR.ZS>, consulté en juillet 2001.

pollution de l'air et de l'eau. La publication en 1962 du livre de Rachel Carson, *Silent Spring*⁶⁸, qui dénonçait les effets néfastes de l'utilisation des pesticides sur l'environnement, a poussé l'écologie à entrer dans le domaine du militantisme. Cette entrée en politique a mené à la naissance de l'environnementalisme, « un mouvement politique qui exigeait de l'État non seulement qu'il préserve la Terre, mais régule et punisse ceux qui la polluaient »⁶⁹.

New York a été pionnière en la matière, avec la création de la première agence environnementale municipale du pays dans le cadre du plan de réorganisation de la ville en 1966⁷⁰. Quatre ans plus tard, Richard Nixon signait le National Environmental Policy Act (NEPA) et créait l'Environmental Protection Agency (EPA). Le NEPA visait à transformer le gouvernement de « conservateur de la *wilderness* » en « protecteur de la terre, de l'air, du sol et de l'eau », afin « d'assurer à tous les Américains un lieu de vie sûr, sain, productif, tout en étant esthétiquement et culturellement plaisant »⁷¹. Cette loi oblige entre autres à fournir une déclaration d'impact environnemental (Environmental Impact Statement) pour obtenir l'autorisation de tout projet d'aménagement. L'EPA, quant à elle, est chargée non seulement de faire appliquer cette loi, mais également de mener des recherches afin d'améliorer les mesures de protection de l'environnement.

Ces transformations au niveau national ont eu lieu l'année même du succès retentissant du premier Earth Day, le 22 avril 1970, auquel vingt millions de personnes ont participé, mêlant musique, ateliers et conférences, en particulier à New York et à Washington, D.C.⁷² (Photo 2). Cet événement a véritablement marqué le début d'un engagement national du peuple américain pour la protection de l'environnement. Gaylord Nelson, sénateur du Wisconsin et instigateur de Earth Day, explique que son but était de « démontrer aux responsables politiques de la nation qu'il existait un soutien conséquent pour le mouvement environnemental.

⁶⁸ Rachel Carson, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962.

⁶⁹ U.S. Environmental Protection Agency, « The Guardian: Origins of the EPA », *EPA Historical Publication*, 1, Spring 1992, disponible en ligne sur <http://www.epa.gov/history/publications/print/origins.htm>

⁷⁰ Vincent J. Cannato, *The Ungovernable City*, p. 111.

⁷¹ U.S. Environmental Protection Agency, « The Guardian: Origins of the EPA ».

⁷² *United States Environmental Protection Agency*, <http://www.epa.gov/earthday/history.htm>, consulté en juillet 2009.

[...] Earth Day 1970 a bien montré que nous étions en mesure de mobiliser le soutien public, l'énergie et l'engagement nécessaires pour sauver notre environnement »⁷³.



Photo 2 : Première célébration de Earth Day à New York City, le 22 avril 1970, Peter Keegan. 27 Apr 1970. Getty Images.

Source: <http://elibrary.bigchalk.com>, consulté en juillet 2009.

« La Révolution Environnementale a changé notre milieu physique. Encore mieux, elle a effectué des changements remarquables au niveau du gouvernement, de la législation, de la politique et de l'économie. Elle a redéfini la philosophie de vie et les échelles de valeurs de nombreuses personnes. En termes très pratiques, la Révolution Environnementale rallonge des vies et diminue la misère humaine en réduisant l'empoisonnement de l'air, de l'eau et du sol. Mais peut-être plus

⁷³ Gaylord Nelson, « Earth Day '70: What It Meant », *EPA Journal*, avril 1980, disponible en ligne sur <http://www.epa.gov/history/topics/earthday/02.htm>

importante que tout est la manière peu visible pour la plupart des gens dont la Révolution Environnementale a revitalisé le processus démocratique »⁷⁴.

Cette définition enthousiaste de la Révolution Environnementale comme touchant à la fois à l'environnement physique et à l'engagement citoyen correspond tout à fait à la philosophie fondatrice des *community gardens* comme lieux de nature dans la ville, espaces d'embellissement et lieux de rencontre, de prise de pouvoir. Aujourd'hui, alors qu'Earth Day continue d'être un événement annuel incontournable à New York, les *community gardens* et leurs défenseurs y participent activement.



Photo 3 : Fair Park Lagoon, 1981.

Source : *Green Museum*, http://www.greenmuseum.org/content/artist_index/artist_id-98.html

La fin des années 1960 ont également vu se développer le land art qui, profitant des vastes espaces du continent nord-américain, utilise la terre comme toile de fond d'œuvres artistiques constituées d'éléments naturels, pierres, bois, eau⁷⁵. Des artistes comme Robert Smithson ou Peter Hutchinson cherchaient à « remodeler la terre » à travers leurs *earthworks*, à l'image de ce que des catastrophes géologiques ou des travaux humains – ponts, digues – avaient pu infliger à la planète,

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ *Green Museum*, http://www.greenmuseum.org/content/artist_index/artist_id-98.html, consulté en août 2010.

mais dans un but purement esthétique et non utilitaire⁷⁶. Eux n'expriment pas d'intérêt particulier pour l'écologie, mais d'autres le feront, par le biais de la réhabilitation des lieux dans lesquels ils inscrivent leur art. Patricia Johanson par exemple cherchait à ramener la nature, par le biais du jardin, dans la vie quotidienne, dans les villes et le long des autoroutes, plutôt que de la laisser cantonnée aux Parcs Nationaux⁷⁷. Par exemple, son projet de Fair Park Lagoon à Dallas, dans le Texas, vise à réintroduire de l'habitat et de la nourriture pour des espèces animales en danger, tout en permettant aux humains l'accès à un espace jusque là délaissé (Photo 3).

En 1991 la première rencontre interethnique sur l'environnement (*National People-of-color Environmental Leadership Summit*) a eu lieu à Washington, D.C. ; elle alliait les acquis de la lutte pour les droits civiques et ceux du mouvement environnementaliste. L'idée de cette rencontre est née de l'observation et de la reconnaissance officielle à partir des années 1970 des inégalités raciales face aux questions environnementales. La notion de racisme environnemental définit « toute politique, pratique ou directive qui affecte ou désavantage (intentionnellement ou non) des individus, groupes ou communautés en fonction de leur ethnie ou de la couleur de leur peau »⁷⁸.

Cette rencontre a donné lieu à la création de la New York City Environmental Justice Alliance, une institution alliant considérations environnementales et justice sociale basée à Harlem. Comme l'explique Matthew Gandy, le mouvement de justice environnementale des années 1990 visait à pousser les organismes traditionnels de protection de l'environnement comme le Sierra Club à cesser de « préserver les oiseaux, les arbres, les phoques et autres espèces en danger pour parler de ce qui touche les personnes réelles »⁷⁹.

⁷⁶ Peter Hutchinson, « Rêves et projets », *Les carnets du paysage*, n°15, automne 2007/hiver 2008, pp. 59-75, traduit par Xavier Carrière.

⁷⁷ Adeline Lausson, « Patricia Johanson : les sept manuscrits de 1969 », *Les carnets du paysage*, n°15, automne 2007/hiver 2008, pp. 76-93.

⁷⁸ Environmental Justice Resource Center, *Environmental Justice in the United States: Threats to Quality of Life*, Clark Atlanta University, 2002, disponible en ligne sur <http://www.ejrc.cau.edu/summit2/EJSummitIIFactSheet.pdf>, consulté en août 2009.

⁷⁹ Vernice Miller, co-fondateur de la West Harlem Environmental Action, cité par Matthew Gandy, *Concrete and Clay: Reworking Nature in New York City*, Cambridge, MIT Press, 2002, p.217.

En devenant non plus l'apanage des classes supérieures blanches mais un centre d'intérêt pour tous les groupes ethniques et pour les couches sociales les plus défavorisées, par exemple à Harlem et dans le Bronx, l'environnementalisme s'est éloigné des seules considérations écologiques pour intégrer la notion de confort de vie et d'égalité. La pertinence de cette nouvelle perspective sur l'environnement a été confirmée à l'échelle mondiale par la mise en place en 2001 du Millennium Ecosystem Assessment. Proposé en 2000 par Kofi Annan, alors secrétaire général de l'ONU ce programme international a pour but « d'évaluer les conséquences des changements dans les écosystèmes sur le bien-être humain, et de déterminer les bases scientifiques de l'action nécessaire pour développer la conservation et l'usage durable de ces systèmes et de leur contribution au bien-être humain »⁸⁰.

Les *community gardens* reflètent un autre aspect important de la conscience environnementale développée plus récemment : l'importance de la production locale de nourriture. On peut y retrouver en partie la notion de communautés utopiques autosuffisantes, mais la question contemporaine de la production locale se pose en des termes différents.

Le documentaire de Taggart Siegel, *The Real Dirt on Farmer John*⁸¹, raconte la vie d'un agriculteur dans l'Illinois, à une centaine de kilomètres de Chicago. Ayant repris la ferme familiale dans les années 1970, il l'a d'abord transformée en communauté hippy, invitant ses amis artistes à s'y installer et y cultiver ses terres pour se nourrir. Puis, après avoir perdu presque toute la ferme et avoir passé quelque temps au Mexique, il est revenu avec un projet d'agriculture entièrement biologique. Les difficultés inhérentes à cette méthode l'auraient de nouveau conduit à la faillite si des habitants de Chicago ayant trouvé ses produits dans un commerce de la ville, ne l'avaient contacté pour lui proposer de mettre en place une association de *Community Supported Agriculture* (CSA). D'abord réticent, il a fini par accepter, et sa ferme est aujourd'hui la plus grande CSA du pays ; environ 850 familles reçoivent des paniers hebdomadaires et participent régulièrement aux travaux de la ferme,

⁸⁰ Millennium Ecosystem Assessment, <http://www.millenniumassessment.org/en/About.aspx>, consulté en novembre 2009.

⁸¹ Taggart Siegel, *The Real Dirt on Farmer John*, United States, 2005.

semence, récolte, construction de bâtiments neufs⁸². Pour prouver leur soutien à l'agriculteur, les consommateurs ont même investi dans du terrain afin qu'il puisse étendre son exploitation.

Les raisons de cet engouement pour les productions locales sont à la fois la réduction de l'empreinte carbone par la réduction du transport des denrées, et des affaires de contamination alimentaire. En septembre 2006, des épinards infectés par une bactérie intestinale (*Escherichia coli*), produits et emballés en Californie et redistribués dans tout le pays, ont fait plusieurs victimes. Plus récemment, dans l'affaire de la mélamine en Chine, des poulets biologiques français, nourris au soja chinois, ont été contaminés à leur tour ; il est alors apparu clairement que même les consommateurs attentifs à ce qu'ils achètent ne sont pas à l'abri de problèmes. La notion de traçabilité devient alors importante, et l'idéal est de connaître personnellement la provenance de ses aliments.



Photo 4 : Un étal de tomates produites non loin de New York City et vendues sur le marché de Union Square, assurant aux consommateurs la réduction de la distance entre eux et le producteur, septembre 2006.

⁸² *Angelic Organics*,
<http://www.angelicorganics.com/Press/presscontent.php?contentfile=GoodEating-2000-10-18>,
consulté en juillet 2009.

Une émission diffusée sur Arte sur les « locavores » montrait que New York était pionnière dans cette tendance à privilégier la proximité des lieux de production, même face aux méthodes de culture biologique, comme l'expliquait une restauratrice française⁸³. Le recours aux jardins urbains et aux *farmers' markets* sur lesquels les agriculteurs des alentours de New York vendent leurs produits en découle directement (Photo 4).

De manière peut-être plus pressante, la production locale de nourriture est également importante en ville en raison de ce que l'on appelle les *food deserts* (déserts alimentaires). En effet, les quartiers les plus pauvres de New York connaissent une véritable pénurie de produits frais ; le problème n'est pas tant le prix des produits de qualité que leur absence totale sur le marché. Les grands distributeurs sont partis lors des émeutes des années 1960 et ne sont pas revenus, ce qui entraîne des inégalités grandissantes entre quartiers⁸⁴. La production de nourriture devient alors une véritable nécessité, et pas seulement le développement des espaces verts ou de lieux de rencontre.

Or, on ne peut faire plus local que son rebord de fenêtre ou le coin de la rue. La production des *community gardens* permet à la fois d'éliminer l'impact environnemental lié au transport des denrées et de maîtriser et connaître le système de production et l'origine de ce que l'on consomme. Le rendement de ces parcelles est bien sûr très limité, mais nous verrons en troisième partie que les jardins urbains ont leur place à tenir dans le système alimentaire de New York, et surtout qu'ils peuvent, par leur proximité, développer l'intérêt des résidents pour une nourriture plus équilibrée. La culture en ville, surtout dans une ville aussi dense que New York, soulève bien évidemment la question de la qualité des produits, étant donnés les niveaux de pollution de l'air, du sol et de l'eau. Mais le « local » et le « biologique », même s'ils sont liés dans l'idéal, relèvent finalement de deux problématiques différentes.

⁸³ « Les locavores de la grosse pomme », *Global Mag, une semaine sur la terre*, diffusé le 6 février 2009 sur Arte, Production CAPA/ARTE 2009.

⁸⁴ Catherine Pouzoulet, *New York, New York: Espace, pouvoir, citoyenneté dans une ville-monde*, Paris, Belin, 2000, p. 217.

Les *community gardens* américains des années 1970 sont le produit d'une histoire et d'une culture sociale et politique spécifiquement urbaine. Ils se situent au croisement de plusieurs problématiques développées et discutées au niveau national comme au niveau local, concernant notamment la gouvernance et la qualité de vie. Mais ils sont aussi, de façon plus directe, les héritiers d'une tradition de jardinage collectif qui remonte au 19^{ème} siècle.

Chapitre 2

Une nation dans le besoin, histoire des jardins collectifs aux États-Unis

Les *community gardens* de New York ne sont qu'une forme parmi d'autres de jardins collectifs¹ – définis très largement comme des terrains cultivés par plusieurs personnes ou plusieurs familles – et il est important pour comprendre la forme qu'ils prennent et les questions qu'ils posent aujourd'hui de s'intéresser aux formes qui les ont précédés. Laura J. Lawson² montre par son analyse historique des différents types de « jardinage en communauté »³ que malgré des différences majeures, notamment dans l'organisation et l'origine des programmes, certaines vertus attribuées à ce type de jardinage sont restées constantes au cours des décennies. Il est important de noter, comme le fait l'auteur, que la grande majorité des sources sur ces programmes de

¹ Voir l'article de Françoise Dubost dans l'*Encyclopaedia Universalis*, « Les Français et leurs jardins ».

² Laura J. Lawson, *City Bountiful: A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005. Avec ce titre jouant sur l'appellation du mouvement « *city beautiful* » de la fin du 19^{ème} et début du 20^{ème} siècles, l'auteur met l'accent sur l'importance d'une nature urbaine productive plutôt qu'uniquement esthétique.

³ J'utilise cette expression pour englober à la fois les *community gardens* dont il est question ici et les autres formes de jardinage collectif dans lesquelles la notion de communauté, de mise en commun des ressources et du travail, a tenu une place centrale.

jardinage provient de ceux qui en faisaient la promotion, et se concentrent donc sur les points positifs. Il n'y a donc pas de moyen définitif de s'assurer de l'efficacité de ces entreprises, mais il est néanmoins intéressant ici de noter la similarité des discours des personnes impliquées, depuis les organisations caritatives de l'Ère Progressiste riche en réformes sociales à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème}, jusqu'aux *community gardens* de New York aujourd'hui.

1. Les « ancêtres » des *community gardens*

Les jardins développés par vagues entre 1890 et la fin de la Deuxième guerre mondiale étaient initiés par le gouvernement fédéral ou par des associations caritatives qui mettaient en place les activités de jardinage, s'occupaient de se procurer les terrains nécessaires ou les donnaient. Ces organisations ont dû également, pour amener les citoyens à s'impliquer dans ces tâches lors des grandes crises nationales, animer leurs sentiments patriotiques et les convaincre qu'ils agiraient ainsi pour le bien commun. Depuis les années 1970, le mouvement est inverse : pour que les jardins préservent leur place dans la ville, les individus ou groupes locaux qui les ont mis en place doivent convaincre les gouvernements de leur bien-fondé en démontrant qu'ils œuvrent pour la *community*.

Les ancêtres des *community gardens* américains remontent aux années 1890. À l'époque où la révolution industrielle et le développement urbain entraînaient des problèmes de pauvreté et d'environnement, certains agents du mouvement réformateur cherchaient à les résoudre, entre autres initiatives, par le jardinage. Celui-ci était supposé allier les vertus de la nature, de l'exposition au grand air, et de l'apport d'un moyen de subsistance grâce à la nourriture produite, qui pouvait être consommée ou vendue. Comme l'explique Laura Lawson, les jardins urbains de la fin du 19^{ème} siècle exprimaient déjà une double volonté d'améliorer l'environnement urbain et de développer le sens moral et la responsabilité de ses résidents :

« Ancrés dans une philosophie de déterminisme environnemental, les programmes de jardinage urbain de la fin du 19^{ème} siècle étaient censés améliorer à la fois l'environnement et le comportement des participants. Ils

mettaient en contact terres inutilisées et mains inoccupées dans le but de satisfaire des impulsions mêlées vers l'éducation et l'esthétique »⁴.

Peu coûteux à mettre en place grâce à des « dons de terrains et de matériaux, et de la main-d'œuvre généralement gratuite »⁵, ces jardins étaient considérés comme une alternative bénéfique à la charité, visant à empêcher, dans une économie du laissez-faire, que les pauvres et les sans-emplois ne deviennent dépendants du reste de la société pour leur survie. Le jardinage était un moyen pour ces personnes non seulement d'avoir accès à de la nourriture, mais également d'en faire un profit par la vente, de développer de nouveaux savoir-faire utiles à long terme, et de se sortir, au moins durant la journée, des conditions de vie sordides et malsaines des taudis des grandes villes. Ce dernier bénéfice devait réduire les risques de maladie, mais aussi l'alcoolisme et la violence, corollaires supposés de l'inactivité⁶. Il s'agissait ainsi, aux yeux des associations de promotion de la mise en culture des terrains vagues⁷, de la solution idéale pour améliorer le sort des plus démunis sans ajouter au fardeau du public, et dans le même temps éliminer ceux qui, n'étant pas prêts à travailler pour leur propre subsistance, ne méritaient aucune aide. Cela allait parfois jusqu'à refuser de fournir une aide financière en hiver à ceux qui n'avaient pas travaillé la terre le reste de l'année⁸. Cette mesure était loin d'être exceptionnelle, il était fréquent en Europe comme aux États-Unis que les institutions qui fournissaient de l'aide aux pauvres le fassent à condition que ceux-ci se comportent de manière « appropriée », cette notion étant définie par les institutions elles-mêmes. Ils devaient ainsi par exemple renoncer à la fréquentation des tavernes afin d'obtenir une aide financière, et le plus souvent, le travail était obligatoire. L'idée qui sous-tendait cette attitude était que si les pauvres prenaient l'habitude de travailler dès leur plus jeune âge, ils risqueraient moins de

⁴ Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 21.

⁵ *Ibid.*, p. 31. Les dons mentionnés ici étaient effectués par des « individus charitables » répondant à l'appel médiatisé d'associations pour la promotion de la culture des terrains vagues qui se chargeaient ensuite de distribuer les fonds.

⁶ C'est ce même projet de remédier aux « vices » inhérents à des couches populaires incapables financièrement de quitter les villes insalubres qui a motivé l'établissement de grands parcs publics comme les Buttes Chaumont à Paris ou Central Park à New York. Voir Roy Rosenzweig and Elizabeth Blackmar, *The Park and The People: A History of Central Park*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

⁷ Ces associations pouvaient être des agences municipales, des comités privés, des associations caritatives, etc.

⁸ Laura J. Lawson, *City Bountiful*, p. 33.

devenir des agents de désordre en grandissant. C'est ainsi qu'ont été créées les *workhouses* en Angleterre, pour contrôler les comportements des bénéficiaires de l'assistance sociale tout en leur insufflant une éthique du travail⁹.

Les expériences américaines de jardinage collectif urbain n'étaient pas isolées à l'époque. Françoise Dubost a défini ainsi les jardins ouvriers développés en Europe à la fin du 19^{ème} siècle :

« [...] des lotissements collectifs regroupant des parcelles dissociées de la maison, et destinées aux habitants d'immeubles collectifs dans les zones urbaines. [...] l'origine des jardins-ouvriers, comme celle des jardins industriels, est étroitement liée à la politique paternaliste et à l'idéologie pavillonnaire »¹⁰.

La politique paternaliste était bien un élément du mouvement des jardins collectifs américains, mais ce qui faisait essentiellement leur spécificité par rapport aux jardins ouvriers européens était d'une part qu'ils étaient alloués par les associations à des familles sans emploi, et d'autre part qu'ils étaient situés dans les interstices du tissu urbain, sur des terrains vagues, et non en périphérie¹¹. Les textes de l'époque utilisent le terme de « *vacant-lot cultivation* » (culture de terrain vague) qui soulignait l'importance de rendre productifs des terrains inutilisés. Ainsi, en plus d'offrir aux citoyens une opportunité de travailler la terre, ces jardins étaient déjà un moyen, en remplaçant des terrains vagues, d'améliorer l'esthétique, la sécurité et les conditions sanitaires de la ville elle-même.

Paradoxalement, l'un des buts de ces jardins était de former les citoyens à la vie rurale afin qu'ils en viennent à quitter la ville trop dense pour s'installer, sinon à la campagne, tout au moins en banlieue sur un terrain privé dont ils pourraient tirer au moins une partie de leur subsistance. La réponse aux problèmes urbains était donc tout autant la diminution de la densité urbaine que la recherche de solutions au sein de la

⁹ Frances Fox-Piven and Richard A. Cloward, *Regulating the Poor: The Functions of Public Welfare*, New York, Vintage Books, 1971, pp. 22-24.

¹⁰ Françoise Dubost, *Les jardins ordinaires*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 47.

¹¹ Encore une fois, l'inventivité américaine appliquée à l'exploitation maximale du tissu urbain pour la production de nourriture n'est pas unique, et on trouve sur le site web de la Library of Congress l'exemple, à Londres en 1943, d'un jardin cultivé dans le cratère laissé par une bombe. (*American Memory from the Library of Congress*, <http://memory.loc.gov/ammem/index.html>, consulté en décembre 2008).

ville. En 1895, la New York Association for Improving the Conditions of the Poor (AICP), responsable du programme de jardinage de la ville, tenait pour preuve de son succès le fait que des familles impliquées dans ces programmes aient développé les compétences et le goût pour l'agriculture, qui était considérée à l'époque comme une grande opportunité d'indépendance économique¹².



Photo 5 : Jardin cultivé par des enfants à Cleveland, 1910.

Source : Laura Lawson, *op. cit.*, p.101.

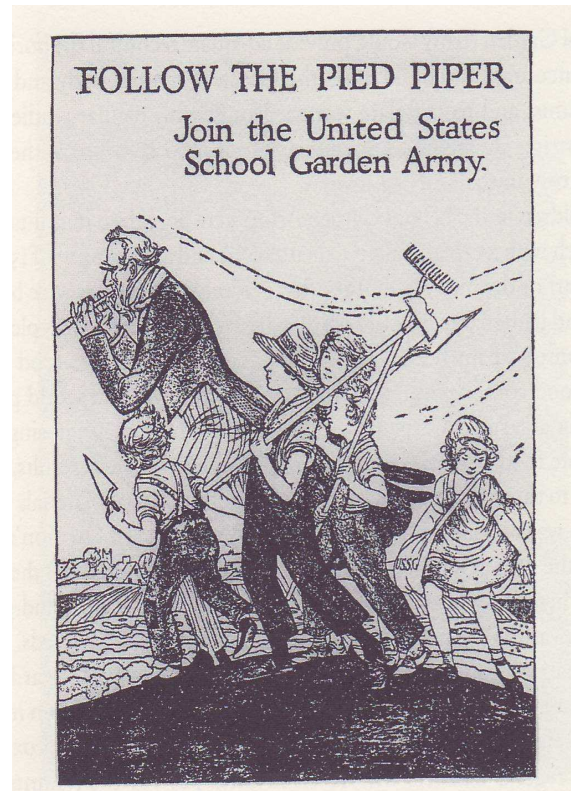


Figure 2 : Poster de la United States School Garden Army.

Source : *Ibid.*, p.127.

Les jardins scolaires de la fin du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècles (Photo 5), dont le United States Department of Agriculture comptait 75000 en 1906¹³, incarnaient cette même confiance en les vertus civilisatrices et sanitaires du jardinage collectif. Ils visaient de surcroît à mettre en pratique l'idée que plus ces principes de labeur au grand air et d'entraide étaient inculqués de bonne heure, plus ils avaient de chances d'être

¹² Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 30.

¹³ *Ibid.*, p. 52.

intégrés et appliqués par les enfants, leur évitant ainsi de sortir du droit chemin. Créée dans le même esprit en 1917, la United States School Garden Army (Figure 2) avait pour vocation non seulement de participer à la production de nourriture en temps de guerre, mais également d'instiller un sentiment patriotique chez les enfants.

Des jardins réformateurs ont également été mis en place dans les lieux où les problèmes sociaux, économiques et d'hygiène étaient les plus pressants : les prisons. Au 19^{ème} siècle, le but était de rendre les prisons aussi autonomes que possible, notamment en ce qui concernait la production de nourriture, afin que le reste de la société n'ait pas à payer pour nourrir des criminels. Les prisons étaient donc assorties de fermes dans lesquelles les détenus travaillaient de longues heures, dans de mauvaises conditions. Pourtant, « les employés de prison admettaient que les détenus exposés au grand air, au dur labeur et à de la nourriture fraîche avaient moins tendance à créer des problèmes en prison que ceux qui étaient enfermés dans leur cellule à longueur de journée »¹⁴.

Les programmes agricoles, moins durs qu'à cette époque, existent toujours et offrent des bénéfices financiers pour la prison et la société¹⁵ ainsi que des bénéfices d'ordre sanitaire et d'estime de soi pour les détenus. Une expérience menée à la prison de Paris, Texas, en 2001 a montré que parmi les détenus ayant pris part au programme de thérapie horticole, le taux de récidive était de 26 %, contre 49 % pour ceux ayant accompli des travaux plus classiques comme le ménage ou l'entretien du cimetière¹⁶.

De 1917 à 1945, des programmes similaires à ceux du tournant du siècle, mais à destination de l'ensemble de la population et désignés par d'autres noms, ont été instaurés par le gouvernement fédéral, sous la responsabilité du Ministère de l'Agriculture. Lors des deux guerres mondiales, il s'agissait de faire face, avec le soutien du Bureau de Défense Civile, aux difficultés liées au rationnement ; on parlait alors de *War gardens*, puis de *Victory gardens*¹⁷ dès 1919. Lors de la Grande

¹⁴ James Jiler, *Doing Time in the Garden: Life Lessons through Prison Horticulture*, Oakland, New Village Press, 2006, p. 23.

¹⁵ Le terme anglais utilisé pour désigner la société hors de prison est une fois de plus *community*, ce groupe pour le bien duquel chacun se doit d'œuvrer.

¹⁶ James Jiler, *Doing Time in the Garden*, p. 39.

¹⁷ Ce terme a été repris par la ville de San Francisco depuis 2007 pour désigner un projet d'aide à la création d'un réseau de jardins domestiques sur des terrains privés, des toits, des rebords de fenêtres. La

dépression des années 1930¹⁸, les jardins étaient désignés sous le terme de *Relief gardens*, pour les replacer dans le cadre de l'aide gouvernementale apportée aux familles les plus pauvres. Leur but était de produire de la nourriture et de permettre aux Américains les plus démunis de subvenir à leurs propres besoins, mais également de remonter le moral national par le biais du jardinage comme activité de plein air, et comme acte patriotique. Les *War Gardens* (Figure 5) visaient également, en produisant des denrées très localement et à l'échelle de la famille, à nourrir la nation sans accaparer la main-d'œuvre qui était déjà occupée aux champs à produire l'alimentation nécessaire aux soldats du front et à l'Europe en guerre, ou dans d'autres industries de défense, ni saturer, par le transport de ces denrées, les réseaux ferroviaires déjà exploités au maximum de leur capacité¹⁹.

Ce souci d'utiliser une force de travail alternative pour remplacer les hommes partis au front ou déjà occupés dans l'effort de guerre signifiait que les femmes devaient jouer un rôle prépondérant dans la production maraîchère domestique. C'est ainsi que de 1917 à 1921, la *Woman's Land Army of America* (Figure 3) a mis à contribution près de 20 000 citadines dans le secteur agricole²⁰. Rebaptisé *Woman's Land Army*, le programme a repris de 1942 à 1947 (Figure 4).

Un article du magazine *Outlook* publié en mai 1917 souligne la nécessité, pour gagner la guerre, de produire et conserver la plus grande quantité de nourriture possible, et donc non seulement de soutenir la production agricole rurale, mais également de développer la production périurbaine :

« Le succès de notre bataille contre la famine dépend essentiellement des événements des semaines à venir, durant lesquelles la majeure partie de nos cultures

ville fournit les matériaux de base et des cours de jardinages aux personnes intéressées, et encourage la formation d'une banque de graines.

Victory Gardens 2007+, <http://www.futurefarmers.com/victorygardens/>.

¹⁸ Françoise Dubost note une tendance similaire en Europe, à la même époque : « Le besoin des classes populaires de disposer d'un jardin est allé croissant avec l'exode rural et la pénurie de logements, et il s'est aggravé encore avec la crise des années trente : c'est à ce besoin essentiellement qu'il faut attribuer le développement massif, pendant la période de l'entre-deux-guerres, des lotissements collectifs. », *Les jardins ordinaires*, p. 50.

¹⁹ Charles Lathrop Pack, *The War Garden Victorious*, Philadelphia, Press of J.B. Lippincott Company, 1919, p. 1.

²⁰ *Victory Grower*,

http://groups.ucanr.org/victorygrower/Historical_Models/Womans_Land_Army_of_America_ca_WWI.htm, consulté en octobre 2009.

sera semée. Si ces cultures ne sont pas semées sur une surface suffisante, aucune économie future dans l'usage de nos réserves ne pourra compenser le fait d'avoir manqué l'opportunité présente. [...] De nombreuses communautés à travers le pays, comme celle de Lakewood, dans le New Jersey, prévoient de mettre en place des jardins collectifs cet été. Le *community garden* est peut-être la forme la plus sage d'effort agricole en périphérie urbaine car il assure, s'il est adéquatement géré, un gâchis minimal de graines et de main d'œuvre »²¹.



Figure 3 : Poster pour la Woman's Land Army of America, 1918
Auteur : Herbert Andrew Paus.



Figure 4 : Poster pour la Woman's Land Army, 1944.
Auteur : Hubert Morley.

²¹ « The Battle of the Plow », *Outlook*, vol. 116, May 2, 1917, p. 12.

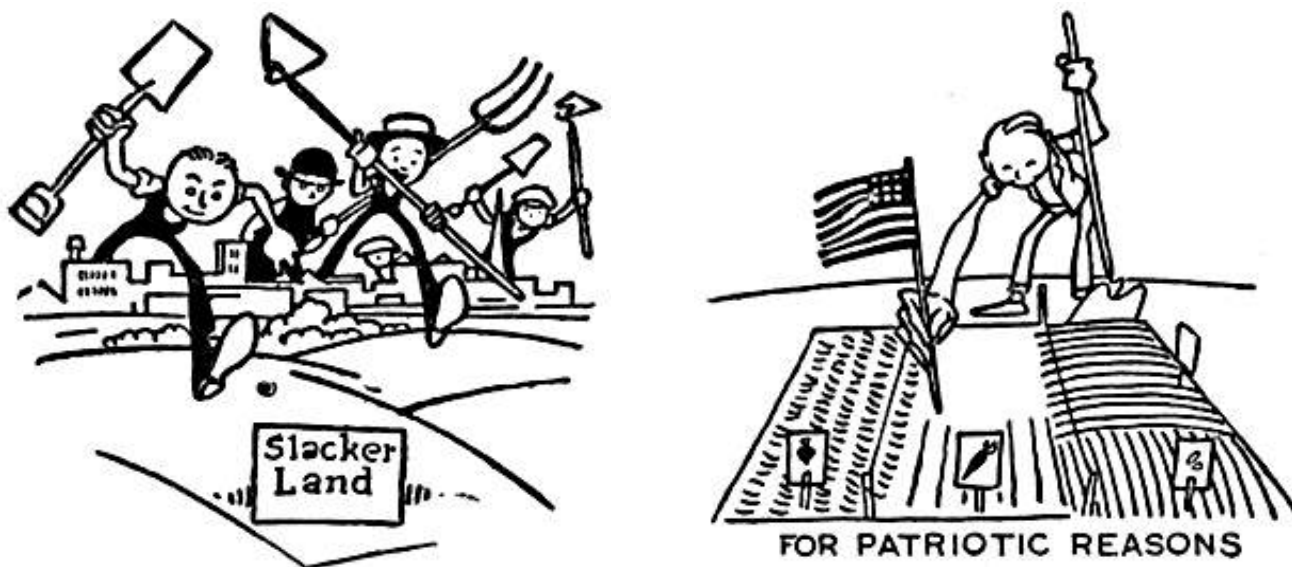


Figure 5 : Dessins de presse soutenant la campagne de *War Gardens* durant la Première guerre mondiale. Les citoyens restés aux États-Unis sont encouragés à cultiver la « terre tire-au-flanc » pour des raisons patriotiques.

Source : Charles Lathrop Pack, *The War Garden Victorious*, Philadelphia, Press of J.B. Lippincott Company, 1919.

Lors de la Deuxième guerre mondiale, le terme *community garden* était employé pour désigner les cas où en l'absence de terrains individuels, par exemple pour les personnes vivant en appartement, il était nécessaire de mettre en place un « arrangement selon lequel des individus ou des familles se mettent en commun pour exploiter une parcelle afin d'y cultiver des *Victory gardens* ». Malgré l'aspect enthousiasmant de cet arrangement, qui permettait à un plus grand nombre de familles de produire de la nourriture et offrait de « splendides opportunités de coopération »²², l'organisation de ces projets laissait une grande place à l'individualité et n'éliminait pas la hiérarchie :

« Comme dans n'importe quelle organisation civique, un individu doit assurer le rôle de meneur et de représentant du groupe. Il est également avantageux d'avoir une personne dans chaque groupe qui soit un jardinier expérimenté, et puisse donc aider les autres. (...) L'expérience montre que les *community gardens* qui ont le plus de succès sont ceux qui

²² L. Gordon Utter, « Community Gardens », *New York Times*, February 27, 1944, p. X10.

sont organisés de manière à ce que chaque individu, ou chaque famille, ait sa propre parcelle dont il est entièrement responsable. (...) De plus, pour éviter le piétinement des jardins, il est bon de séparer les parcelles par un sentier d'au moins 30 cm de large (Figure 6) »²³.



Figure 6 : La division des parcelles dans les *Victory gardens*.
Source : Charles Lathrop Pack, *The War Garden Victorious*.

À l'époque, le jardinage en communauté était tributaire du manque de terrains et des économies effectuées par une mise en commun des ressources et des savoirs. Mais tous les projets de *community gardens* passaient par le programme municipal de *Victory gardens*, qui facilitait l'obtention de l'autorisation de jardiner sur un terrain public ou privé. De plus, il était entendu que pour « coopérer avec succès »²⁴, il fallait conserver une certaine notion de parcelle privée (Figure 6) : la mise en commun ou l'indépendance totales n'étaient pas envisageables.

²³ *Ibid.*

²⁴ *Ibid.*



Figure 7 : Affiches du U.S. Department of Agriculture pour la promotion des programmes fédéraux de jardinage entre 1941 et 1943 (Hirshman, Louis et Bayer, Herbert).

Source : *American Memory from the Library of Congress*, <http://memory.loc.gov/ammem/index.html>, consulté en mars 2008.

Les affiches et brochures du Ministère de l'Agriculture attirant l'attention sur ces programmes utilisaient une propagande forte pour insister sur l'importance du front domestique, la possibilité d'aider à gagner la guerre en cultivant des légumes, la nécessité de préserver les ressources alimentaires, avec des slogans comme « Plant the seeds of victory » (plantez les graines de la victoire), « Our food is fighting » (notre nourriture se bat), « Can all you can » (mettez tout ce que vous pouvez en conserve) (Figure 7). Un manuel rédigé en Pennsylvanie par le Victory Garden Committee insistait également sur la carence en fruits et légumes du régime alimentaire américain, soulignant que le meilleur moyen d'y remédier était de développer les jardins domestiques dans le cadre des programmes de *Victory gardens*²⁵.

Non seulement les citoyens américains étaient encouragés à produire de la nourriture dans leurs propres jardins, ou sur des terrains vagues en ville, mais les parcs publics eux-mêmes étaient mis en jeu dans ces campagnes. Ainsi, le *New York Times* a publié, le 29 avril 1917, des images de femmes au foyer ou de troupes de scouts en route pour planter des légumes dans des parcs publics, East Potomac Park à Washington, D.C., le jardin botanique du Bronx ou Prospect Park à Brooklyn. On y

²⁵ Mack, Warren B., Helen M. Eliason et al., *Victory Gardens: Handbook of the Victory Garden Committee, War Services, Pennsylvania State Council of Defense*, The Ellen H. Richards Institute, Philadelphia, 1944.

voit également Cabot Ward, directeur des parcs de Manhattan, « repiquant des plantes dans un des potagers modèles commencés la semaine [précédente] à Madison Square, dans son rôle de guide et de source d'inspiration pour ceux qui résident ou travaillent à New York City » (Photo 6).

Char Miller voit dans les *Victory gardens* un moyen pour l'État non seulement de mettre la production individuelle à son propre service, mais également d'instaurer un sentiment d'ordre durant une période de chaos en établissant la primauté de l'ordre naturel du cycle des saisons sur le désordre humain de la guerre. Il souligne également le rôle du jardinage comme discipline domestique mise au service de l'État²⁶. La productivité maximale était encouragée, et donc l'exploitation maximale du temps et de l'espace ; aussi, chaque parcelle qui pouvait l'être était cultivée, en ville comme en banlieue ou à la campagne (Photo 7 et Photo 8). En 1918, un recensement mené par la National War Garden Commission avançait le nombre de 5 285 000 *War gardens*²⁷, qui auraient produit 528 285 000 livres de fruits et légumes²⁸. La campagne de la Deuxième guerre mondiale a eu un succès remarquable : Tom Connor, dans un article du *New York Times*, avance qu'en 1943 vingt-cinq millions de jardins produisaient un tiers des légumes du pays²⁹. Dans un rapport rédigé en 1945, M.L. Wilson, alors chargé de gérer les programmes de jardinage du Ministère de l'Agriculture, annonçait qu'en 1944, entre dix-huit et vingt millions de familles cultivaient des *Victory gardens*, produisant 40 % des légumes du pays³⁰. Il faut noter que ces chiffres impressionnants concernent les jardins ruraux et périurbains au même titre que les jardins urbains.

Durant la Grande dépression qui a fait suite au krach boursier de 1929, afin de pallier la crise financière qui a entraîné une perte en masse d'emplois et de tous moyens de subsistance, le gouvernement fédéral, dans le cadre de la Works Progress Administration (WPA), a encouragé la population à cultiver des *Relief Gardens*. Comme les programmes précédents, celui-ci devait permettre d'occuper les chômeurs

²⁶ Char Miller, « In the Sweat of Our Brow: Citizenship in American Domestic Practice during WWII – Victory Gardens », *The Journal of American Culture*, vol. 26, n°3, Sept. 2003, pp. 395-409.

²⁷ Ce nombre inclut des jardins individuels et collectifs, urbains et ruraux. Leur surface et leur répartition géographique n'est malheureusement pas précisée.

²⁸ Charles Lathrop Pack, *The War Garden Victorious*, p. 17.

²⁹ Tom Connor, « Community Gardening Finds Its Place in the Sun », *New York Times*, July 15, 1979, p. WC2.

³⁰ Laura Lawson, *City Bountiful*, p.171.

de manière constructive, tout en leur donnant accès à de la nourriture saine. En revanche, cette fois-ci, la vente de la production par les jardiniers était découragée ; les surplus éventuels étaient redistribués par les organismes de gestion des programmes³¹. Le discours sur les vertus du jardinage comme moyen de trier les pauvres dignes d'être aidés des autres avait également changé. En effet, face à l'ampleur de la crise et au nombre encore inégalé de chômeurs, cette condition n'était plus considérée comme la preuve d'une faiblesse personnelle, mais comme le résultat de la conjoncture économique nationale.



Photo 7: Victory garden créé dans l'interstice entre une allée et une clôture, février-mars 1943.

Source: Ann Rosener, *American Memory from the Library of Congress*,
<http://memory.loc.gov/ammem/index.html>



Photo 8: Un groupe de voisins se retrouve le dimanche matin pour travailler à leur Victory garden commun, mars 1943.

Source: Ann Rosener, *American Memory from the Library of Congress*,
<http://memory.loc.gov/ammem/index.html>

Une aide fédérale pour ces jardins a été mise à disposition par la Federal Emergency Relief Administration en avril 1934, et cette année-là 1 820 372 jardins ont été plantés pour un coût de 5,5 millions de dollars, et ont produit l'équivalent de 47 millions de dollars en nourriture³². Par exemple, un *community garden* a été créé dans un village d'Alaska où la faible population permettait une participation et une

³¹ *Ibid.*, p. 145.

³² *Ibid.*, p. 149.

collaboration totales : « Quasiment toute la communauté coopère pour ce nouveau projet, dont la production sera redistribuée à toutes les familles du village »³³. À New York, près de cinq mille de ces jardins, représentant près de trois cents hectares, ont investi des terrains vagues et des parcs publics³⁴. Cependant, cette aide fédérale au jardinage a pris fin après un peu plus d'un an seulement, en juillet 1935 ; les programmes de *work relief* qui employaient temporairement les plus pauvres dans les services publics lui ont été préférés.

L'histoire des jardins collectifs aux États-Unis montre que, malgré l'enthousiasme démontré lors de la création de ces programmes, ils n'étaient considérés que comme des mesures temporaires en temps de crise. Une fois les guerres finies ou la Dépression terminée, ces programmes, et les jardins avec eux, tombaient en désuétude car ils n'étaient plus perçus comme utiles à la survie de la nation. Il faut tout de même souligner qu'il existait des cas où les jardins collectifs étaient créés en-dehors des programmes institutionnels. À Chicago, un club de quartier appelé le X Club a été créé en 1921 à la suite de la mise en place spontanée de réseaux de solidarité. Lorsque les résidents ont commencé à se réunir pour réfléchir à la meilleure façon d'améliorer leurs conditions de vie, leur premier projet a été de débayer un terrain vague jonché de débris, d'ériger une clôture et de le transformer en *community garden*. Celui-ci existait toujours vingt-cinq ans plus tard, indépendamment des aléas des programmes gouvernementaux³⁵.

Les *community gardens* étudiés ici sont également nés d'une situation de crise dans les années 1970, mais la grande différence est que les personnes impliquées, bénévoles et motivées par des besoins locaux, ont fait tout leur possible pour qu'ils survivent à la fin de la crise financière.

³³ « Alaskan Town Plans a Community Garden », *New York Times*, January 8, 1934, p. 19.

³⁴ Patricia Hynes, *A Patch of Eden: America's Inner-City Gardeners*, White River Junction, Chelsea Green Publishing Company, 1996, p. xi.

³⁵ Alva B. Maxey, « The Block Club Movement in Chicago », *The Phylon Quarterly*, vol. 18, n°2, 2nd Quarter 1957, pp. 125-126.

2. Une nouvelle génération de jardins collectifs urbains

Après la Deuxième guerre mondiale, les jardins encouragés par le programme fédéral ont disparu une fois leur mission remplie. Si certains ont continué à être entretenus par des particuliers, il n'y en a pas trace dans la littérature. De plus, dans les années 1940 et 1950, les magazines de jardinage faisaient la promotion des pelouses bien tenues comme modèle de jardin pour les pavillons de banlieue, symboles de réussite sociale. À partir des années 1950, les services municipaux en charge du logement dans des villes comme Chicago, Philadelphie ou New York, encourageaient les locataires à créer des clubs de jardinage afin de rendre les ensembles d'immeubles plus attractifs visuellement, mais il n'était pas question de production maraîchère³⁶.

Il a fallu attendre une vingtaine d'années et une nouvelle crise économique pour que le jardinage collectif redevienne actif, sous une forme nouvelle. Les jardins étudiés ici font partie du mouvement des *community gardens*, initié dans les villes américaines dans le courant des années 1970, en réponse à la crise sociale et économique qui a durement touché les villes, et notamment New York. Sean Cosgrove explique qu'en ce qui concerne le Canada, bien que le jardinage collectif ait connu une histoire plus ou moins parallèle à celle des États-Unis, répondant aux mêmes périodes de crise, cette vague plus récente a eu nettement moins de succès dans les villes canadiennes car :

« Aux États-Unis, les efforts étaient plus vigoureux à cause des défis posés par le désengagement financier et la décadence des villes, les émeutes et les mauvais plans de renouvellement urbain, qui ont eu pour résultat une abondance de terrains vagues dans les centre-villes »³⁷.

Le terme de *community garden* en lui-même n'est pas nouveau à cette époque, mais, comme le souligne Laura Lawson:

« Auparavant, ce terme faisait référence à un type de jardin : une grande propriété divisée en jardins individuels. [...] Avec le regain des jardins urbains dans les années 1970, le *community garden* n'était plus

³⁶ Patricia Hynes, *A Patch of Eden*, p.xiii.

³⁷ Sean Cosgrove, « Community Gardening in Major Canadian Cities », communication présentée à la conférence internationale *Urban Agriculture Policy in Southern Africa*, Pretoria, Afrique du Sud, 3-5 mars 1998, p. 6. Cette communication est disponible en ligne sur <http://www.cityfarmer.org/canadaCC.html#canadianCC>.

seulement un type de jardin, mais était également l'expression d'un militantisme local »³⁸.

Ces jardins avaient donc à l'origine une portée politique, en plus d'un but de création de lien social et de moyen de subsistance, déjà présent dans les programmes réformateurs ou fédéraux. Cet aspect politique est important à la fois pour ce qu'il nous dit de la société américaine et new yorkaise de l'époque, mais également sur un changement fondamental vers une organisation basée sur la participation d'individus fortement impliqués. L'utilisation d'un terme ancien pour décrire une démarche nouvelle nous donne une clef essentielle pour comprendre ce qu'est la communauté dans le mouvement des jardins urbains développé entre les années 1970 et l'époque actuelle. Il s'agit, plus que de la simple mise en commun de ressources, de la nécessité de décentraliser les pouvoirs pour une plus grande efficacité de gestion par les résidents locaux.

Dès 1967, à Yonkers, juste au nord du Bronx, Jerry H. Mulcahy, alors coordinateur de la Westchester County Cooperative Extension Association, a contacté un propriétaire foncier qui l'a autorisé à utiliser une partie de son terrain pour y développer un jardin pour les enfants du comté³⁹. Même si le terme *community garden* n'a pas été utilisé, et si le jardin était spécifiquement destiné à l'éducation des enfants, la démarche préfigurait une tendance à l'initiative locale et à l'appropriation de terrains inutilisés.

En 1969, des étudiants de Berkeley⁴⁰ en Californie ont investi un terrain appartenant à l'université et qui tardait à être exploité, pour y bâtir le « Power to the People's Park ». Cette initiative ayant rencontré la désapprobation de Ronald Reagan, alors gouverneur de Californie, le parc a été presque immédiatement fermé par la police (Photo 9, Photo 10). Cet acte de répression a entraîné une émeute sanglante, puis des manifestations pacifiques mêlant revendication du droit à investir ce terrain et protestations contre la guerre du Vietnam.

³⁸ Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 206.

³⁹ Tom Connor, « Community Gardening Finds Its Place in the Sun ».

⁴⁰ Ce campus, traditionnellement de gauche, était dans les années 1960 un lieu important de mouvements de contestation.



Photo 9 : Confrontation entre manifestants et policiers, mai 1969.

Source : *The History of People's Park*,
<http://www.miracosta.edu/Apps/blogs/bbuster/post/The-History-of-Peoples-Park.aspx>.

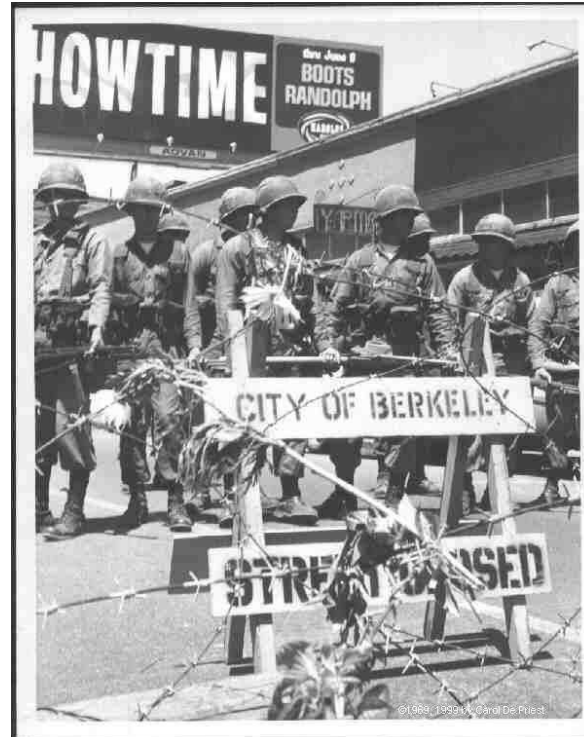


Photo 10 : Les autorités ferment l'accès au parc, 30 mai 1969.

Source : *Honest Intellectual Inquiry*,
<http://www.intellectual-inquiry.com/peoppark.htm>.

Le parc a finalement survécu jusqu'à aujourd'hui, mais des batailles quant à sa légitimité ont eu lieu périodiquement. Dans ce cas, il n'y a pas eu de jardinage à proprement parler, mais la confrontation de deux notions de ce que doit être la ville et de qui a le droit de la modeler, voire de la fréquenter. Pour les fondateurs du People's Park, il s'agissait de créer un véritable lieu public vert « contrôlé par les usagers », idéal pour les concerts et rassemblements politiques. Mais l'université et la municipalité y voyaient un lieu propice aux « activités inappropriées » de trafiquants de drogue et de sans logis, d'où étaient exclus les étudiants bien intentionnés et la classe moyenne. C'est à ces dernières catégories d'usagers que sera destiné en 1991 le projet de « terrains de volleyball, sentiers, toilettes publiques, et lumières de sécurité »⁴¹, perpétuant sur deux décennies cette opposition de conceptions de la ville

⁴¹ Don Mitchell, « The End of Public Space? People's Park, Definitions of the Public, and Democracy », *Annals of the Association of American Geographers*, 85(1), March 1995, pp. 108-133.

et des comportements citadins « appropriés », qui a également joué un rôle prééminent dans l'histoire des *community gardens* de New York.

Dans les années 1970, plusieurs facteurs ont à nouveau poussé les Américains au jardinage : la hausse des prix de la nourriture liée à la crise pétrolière, le développement de la conscience environnementale, la peur des pesticides. Si bien qu'en 1976, un sondage mené par l'institut Gallup à la demande de Gardens for All, une organisation de promotion du jardinage établie en 1972 à Burlington, dans le Vermont, révélait que 51 % des familles américaines avaient un potager, dont 10 % se trouvaient dans des *community gardens*. C'est à cette époque que le jardinage est passé du statut de loisir à celui d'outil de militantisme urbain pour agir contre les conditions de vie déclinantes dans les villes américaines. En effet, « bien que geste minime en apparence, le jardinage aidait à unir la communauté et à transformer un désavantage, le terrain vague, en une ressource »⁴².

Des groupes de résidents ont donc commencé à investir ces terrains vagues à Saint-Louis, Boston ou New York, avec ou sans l'accord des autorités. Ils les ont nettoyés et y ont créé des jardins, souvent sans moyens financiers. La plupart du temps, les plantes et les matériaux nécessaires leur étaient donnés, ou ils les ramassaient et recyclaient. Malgré leur enthousiasme, les jardiniers ont dû faire face à plusieurs problèmes inhérents au milieu urbain. Tout d'abord, la question de la qualité de l'air et du sol, rendant problématique la consommation de fruits et légumes cultivés en ville, à cause de la proximité du trafic automobile et parce que les sites investis étaient souvent contaminés par les peintures au plomb des bâtiments qui s'y trouvaient auparavant⁴³. Une solution trouvée au problème du sol était d'en importer de meilleure qualité et de le placer dans des parcelles surélevées. L'autre problème était celui des vols et du vandalisme, généralement réglé grâce à des grillages ou en impliquant le plus de résidents possibles dans le projet, afin de créer un attachement au jardin. Ces deux solutions témoignent de deux approches différentes de la notion de *community garden* et soulèvent la question de l'accessibilité qui sera souvent un point contentieux dans l'histoire du mouvement.

⁴² Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 216 et p. 218.

⁴³ *Ibid.*, p. 221.

Enfin, la question de la permanence de ces jardins, alors qu'ils occupaient leurs terrains illégalement ou grâce à l'obtention de baux à durée déterminée, s'est posée dès les débuts du mouvement⁴⁴. Elle a été la cause de nombreux conflits entre les municipalités qui estimaient avoir le droit de récupérer les parcelles lorsqu'elles en ressentaient le besoin, et les jardiniers attachés à un lieu qu'ils avaient fait l'effort de créer et de maintenir, et dont ils estimaient qu'ils avaient élevé leur qualité de vie. Nous verrons plus loin à quel point le conflit a pu être intense, et parfois douloureux, dans le cas de New York.

L'étape qui a suivi l'installation de jardins dans des quartiers a été la recherche de collaborations à l'échelle de la ville. Cela a donné lieu à la naissance de groupes comme les Green Guerillas de New York ou les Boston Urban Gardeners, qui se donnaient pour mission d'aider à la création et au maintien des jardins, mais également à la communication entre eux et avec la municipalité. Dans le cas de New York, cela a même mené à l'établissement en 1978 de Green Thumb, un programme municipal financé par des fonds fédéraux et chargé de coordonner et faciliter les demandes de résidents désireux de remplacer un terrain vague par un jardin.

Lorsque le mouvement a commencé à prendre de l'ampleur dans de nombreuses villes, la question a commencé à être posée au niveau national. Entre 1976 et 1993, le Ministère de l'Agriculture a créé le Urban Garden Program⁴⁵, dont le but n'était pas de mettre en place de nouveaux jardins, mais de financer des programmes éducatifs pour les enfants et d'enseigner des techniques de jardinage et de conservation de la nourriture, notamment à travers des jardins de démonstration⁴⁶. Il a été initié entre autres par Frederick Richmond, un membre du Congrès originaire de Brooklyn et inspiré par le travail des Green Guerillas⁴⁷. Un million et demi de dollars ont été assignés à la création de projets de jardinage urbain à Chicago, Détroit, Houston, Los Angeles, New York et Philadelphie. En 1978, le financement est passé à trois millions de dollars et Atlanta, Baltimore, Boston, Cleveland, Jacksonville, Memphis,

⁴⁴ Robert Hersh, « Taking Root: Land Tenure and Community Gardens in Providence, Rhode Island », *Center for Public Environmental Oversight*, July 2010, <http://www.cpeo.org/pubs/TakingRoot.pdf>, p. 2.

⁴⁵ Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 228.

⁴⁶ J. M. Stephens, M. L. Kelt and Nancy Seely, « The Jacksonville Urban Garden Program », *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, n°93, 1980, pp. 67-69.

⁴⁷ Sarah Ferguson, « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, p. 84.

Milwaukee, Newark, La Nouvelle Orléans et Saint Louis ont été ajoutées à la liste des villes concernées, et en 1985, Bridgeport, Denver, Indianapolis, Phoenix et Seattle ont rejoint le programme⁴⁸. Ce financement visait donc la promotion du jardinage collectif exclusivement dans les grandes villes, ce qui a participé au maintien du caractère principalement urbain du mouvement. En 1979, l'American Community Gardening Association (ACGA) a été fondée afin de faciliter les échanges entre les jardiniers de l'ensemble des États-Unis et du Canada.

En 1996, une enquête effectuée par l'ACGA recensait, parmi les 38 villes américaines qui ont répondu, 6 020 *community gardens*. Ceux-ci comprenaient, d'après la définition très large de l'association, aussi bien les « jardins de quartier », qui correspondent à ceux gérés par Green Thumb et étaient recensés au nombre de 840, que ceux gérés par des écoles ou inclus dans des complexes de logement public. New York était largement en tête avec ses 1 906 jardins recensés, mais seulement septième en nombre relatif, avec moins de trois *community gardens* pour dix mille habitants⁴⁹.

La ville de New York, dont l'histoire conflictuelle avec ses jardins fera l'objet du chapitre suivant, a été pionnière en la matière. Mais c'est paradoxalement dans les années 1990, alors que la municipalité commençait à détruire ses *community gardens* considérés comme des usages temporaires pour laisser place à des projets de développement plus lucratifs, que d'autres villes comme Philadelphie, qui souffre encore de la forte baisse de population qui a commencé en 1950, incorporaient l'idée des jardins comme espaces verts dans la planification des politiques de logement⁵⁰.

⁴⁸ Laura J. Lawson, *City Bountiful: A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005, pp. 225-226.

⁴⁹ American Community Gardening Association, *National Community Gardening Survey: 1996*, June 1998.

⁵⁰ Anne Raver, « Houses Before Gardens, the City Decides », *New York Times*, January 9, 1997.

Chapitre 3

New York City, métropole résiliente

Le concept de résilience désigne la capacité d'un objet, d'une personne ou d'un système à retrouver un état stable après une perturbation¹. Le concept peut être appliqué aux personnes, aux espèces, aux écosystèmes, aux villes dans leurs dimensions sociales, économiques, environnementales. Marianne E. Krasny et Keith G. Tidball en font un élément essentiel de la survie des communautés humaines et de leur environnement naturel et insistent sur la nécessité d'intégrer, en recherche et en action, les considérations sociales et environnementales. Ils définissent comme éléments fondamentaux de la résilience d'un système la quantité de changement qu'il peut supporter tout en gardant le contrôle de son fonctionnement et de sa structure ; sa capacité d'auto-organisation ; sa capacité à développer des moyens d'apprentissage et d'adaptation².

¹ Lance H. Gunderson, « Ecological Resilience – In Theory and in Practice », *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 31, 2000, pp. 425-439.

² Keith G. Tidball and Marianne E. Krasny, « From Risk to Resilience: A Role for Community Greening and Civic Ecology in Cities », in Wals, Arjen, ed., *Social Learning Towards a more Sustainable World*, Wageningen Academic Publishers, Wageningen, 2007, pp. 149-164.

New York City a parfois été nommée la « ville phénix »³, illustrant sa capacité à sortir des crises économiques, sociales ou démographiques qu'elle a traversées, sa « culture politique d'adaptabilité »⁴. La renaissance qui nous intéresse le plus ici est celle qui a suivi la crise des années 1970 : la relance économique, le « nettoyage » de la ville, la baisse de la criminalité ont renversé la tendance de fuite vers les banlieues qui avait laissé la ville brûlée, blessée, et ses résidents abandonnés à leur sort. Les *community gardens* nés à cette époque sont un symbole de la capacité de New York à se régénérer précisément dans le cadre décrit par Krasny et Tidball. Leur richesse a été de participer non seulement à la renaissance économique et sociale, mais également au renouveau environnemental, bien que ce point ait été peu exploité dans les discours militants. Ils s'inscrivent dans le concept de *eco-tipping point*, ou point de renversement écologique, défini comme « le moment où une ou plusieurs personnes agissent et, par leur action, poussent l'environnement dans une direction positive »⁵. Ici, l'environnement est pris au sens large, et les actions évoquées dans la définition recouvrent autant le rapport à la *community* et au quartier, qu'à l'environnement naturel.

Ce chapitre présentera d'abord la ville de New York et son histoire, notamment en ce qui concerne la politique des espaces verts et les fluctuations économiques et sociales qui ont eu une influence sur l'établissement des *community gardens*. La seconde sous-partie abordera l'histoire de ce mouvement à proprement parler, depuis les années 1970 jusqu'à nos jours, et finira par une brève description de l'état du réseau de jardins et d'institutions aujourd'hui.

³ François Weil, *Histoire de New York*, Paris, Fayard, 2005, p. 267 ; Xavier Delcourt et Michèle Decoust, « La ville phénix », *New York Haute Tension*, Paris, Autrement, 1982, p. 7.

⁴ Janet L. Abu-Lughod, *New York, Chicago, Los Angeles: America's Global Cities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999, p. 320.

⁵ Jennifer Pfeiffer, « Eco Tipping Point – What's in It For You », *Treehugger*, <http://www.treehugger.com/files/2009/04/ecotipping-point-whats-you.php>, consulté en juillet 2009.

1. Petite histoire de New York

Résumant bien le paradoxe qu'est la ville de New York, Le Corbusier a écrit dans le *New York Herald Tribune* en 1961: « Cent fois j'ai pensé que New York était une catastrophe, et cinquante fois : c'est une catastrophe magnifique ». Il est toujours difficile de décrire New York. Ville mosaïque, ville rêve, toile de fond de tragédies fictives et réelles, de comédies. Ville effervescente et créative, violente, angoissante, excitante. Ville racontée mille fois, analysée, décortiquée, croquée, chantée, peinte, maudite et montée aux nues. Ville de culture et de romance des films de Woody Allen, ville de sang, de racisme et de peur des films de Martin Scorsese ou Spike Lee. Tous les sujets peuvent être abordés en écrivant sur New York. On y trouve tout et tout le monde. Mais aimée ou haïe, New York a su, à l'époque où les centre villes américains se vidaient au profit des banlieues, symboles de réussite socio-économique avec leurs pavillons et jardins privés, trouver un second souffle et inspirer ses résidents à chercher les moyens de la sauver.

Il serait donc illusoire de penser ici pouvoir raconter tout New York, mais il importe de tirer du foisonnement de discours sur cette ville des pistes pour la compréhension du phénomène des *community gardens* dans leurs dimensions ethnique, sociale, économique, écologique et politique.

a. « Une catastrophe magnifique »

New York, et surtout Manhattan, a toujours été un laboratoire d'urbanisme et d'architecture, mais également un lieu de commerce, fonction qui en a d'abord aidé, puis dicté le développement. En effet, dès le 17^{ème} siècle, afin de se différencier de ses rivales Philadelphie et Boston, New York a centré son développement économique autour du commerce maritime avec l'Angleterre et les marchands coloniaux⁶. Cette vocation a gagné en ampleur avec l'ouverture en 1825 du canal de l'Erié, qui a permis à la ville de développer les marchés vers l'ouest du pays.

⁶ François Weil, *Histoire de New York*, p. 25.

Le plan de Manhattan dessiné en 1811 par Simeon De Witt, Gouverneur Morris et John Rutherford visait déjà cette destinée commerciale. Alors que seule la pointe Sud de l'île était urbanisée, il proposait déjà un plan en damier pour le reste du territoire, que Rem Koolhaas a décrit en des termes plutôt dépréciatifs :

« Au-dessus de la démarcation qui sépare le connu et l'impossible à connaître de la ville, 12 avenues orientées nord-sud et 155 rues orientées est-ouest. Avec cette simple action ils décrivent une ville constituée de $13 \times 156 = 2\,028$ blocs (en excluant les accidents topographiques) : une matrice qui capture, en même temps, l'ensemble du territoire restant et toutes les activités futures de l'île. Défendue par ses auteurs comme facilitant "la vente, l'achat et l'amélioration de l'immobilier", cette "Apothéose du quadrillage", "avec son attrait simple pour les esprits peu sophistiqués", est toujours, 150 ans après sa superposition sur l'île, un symbole négatif de la vue à court terme des intérêts commerciaux »⁷.

Dès le départ, l'île a été planifiée à long terme, devançant la croissance de la population. Un tel plan a eu des conséquences sur le développement des espaces verts et récréatifs de la ville, créant notamment des inégalités liées au statut socio-économique et à l'appartenance ethnique des résidents. En effet, comme le souligne Rem Koolhaas les concepteurs du plan en damier avaient une vision commerciale de l'avenir de la ville, qui s'est concrétisée par la suite. Selon Catherine Pouzoulet, « c'est aujourd'hui cette vocation financière précoce qui triomphe, et New York modèle de ville globale est devenue une référence omniprésente »⁸. Cette fixation de la première heure, toujours d'actualité, sur l'échange monétaire et la valeur du foncier dans la ville, sera en partie responsable dans les années 1990 des débats houleux sur la légitimité de l'existence des *community gardens*, puisqu'ils occupent cet espace si prisé sans apporter en retour de gains mesurables dans l'économie classique⁹.

⁷ Rem Koolhaas, *Delirious New York: A Retroactive Manifesto for Manhattan*, New York, The Monacelli Press, 1994, p. 18.

⁸ Catherine Pouzoulet, *New York, New York: Espace, pouvoir, citoyenneté dans une ville-monde*, Paris, Belin, 2000, p. 297.

⁹ Nous verrons en troisième partie que des efforts ont été faits pour quantifier le travail bénévole fourni et les apports en services sociaux et écosystémiques.

La création en 1898 d'un Greater New York par « l'annexion de fait »¹⁰ de la ville de Brooklyn, alors troisième du pays, est un moment clé dans le développement de la métropole. Elle finit de renforcer l'hégémonie nationale de la ville de New York qui « se dote d'une infrastructure monumentale destinée à célébrer sa grandeur »¹¹. Dans les quelques décennies qui ont suivi, de nombreux édifices sur lesquels repose la gloire de la ville ont en effet été construits : les gares de Grand Central et Pennsylvania, l'Empire State Building, le Rockefeller Center, etc. L'agrandissement de la ville a également entraîné le développement indispensable des transports urbains à une nouvelle échelle, ce qui a permis l'accès aux banlieues et leur développement. Ceci s'est fait notamment par l'avènement du métro, dont la première ligne a été inaugurée en 1904¹², et la densification des infrastructures routières sous l'impulsion dans les années 1930 du maire Fiorello La Guardia et de Robert Moses, urbaniste et directeur du Parks and Recreation Department à sa création. Les années 1930, avec l'aide du New Deal, ont également été une période de construction de logements publics, indispensable face à la crise et au nombre grandissant de sans abris ou de personnes vivant dans des Hoovervilles, ces taudis nés de la Grande dépression, nommés d'après le Président de l'époque et dispersés dans toute la ville, jusque sur ce qui deviendra le site de la Grande Pelouse de Central Park. La New York City Public Housing Authority a été créée en 1934 et, sous la direction de Langdon Post, a entrepris de réhabiliter les taudis du Lower East Side, notamment grâce à la main d'œuvre fournie par la Public Works Administration¹³. Nous verrons plus loin que la gestion des logements publics de la ville a joué un rôle dans le développement du jardinage collectif urbain.

Robert Moses, qui pensait que « l'on ne peut bâtir une ville meilleure sans déranger l'ordre établi »¹⁴, a joué un rôle de taille dans les mutations de New York au

¹⁰ François Weil, *Histoire de New York*, p. 176.

¹¹ *Ibid.*, p. 177.

¹² *Ibid.*, p. 201.

¹³ Janet L. Abu-Lughod, *New York, Chicago, Los Angeles*, p. 180 et Catherine Pouzoulet, « La question du logement social à New York : de l'utopie à la ghettoïsation », *Transatlantica*, n°1, 2006, <http://transatlantica.revues.org/222>.

¹⁴ Thomas Kessner, « Fiorello H. LaGuardia and the Challenge of Democratic Planning », in David Ward et Olivier Zunz, éd., *The Landscape of modernity: New York City, 1900-1940*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1992, p. 324.

20^{ème} siècle, dont un certain nombre sont pertinentes pour la question des *community gardens*. Des années 1930 aux années 1950, il a modelé la ville et ses alentours par le contrôle qu'il exerçait sur le développement des espaces verts et par son obsession pour l'automobile. Ses politiques urbaines utilitaristes ont également poussé au « nettoyage » par la rénovation de quartiers ouvriers comme celui du Lower East Side, surtout à partir de 1942, lorsque La Guardia l'a nommé à la City Planning Commission. Alors en charge de la rénovation des taudis, Moses s'est allié aux investisseurs privés pour réhabiliter les zones centrales de New York et y attirer les classes moyennes ou supérieures. Ainsi dans l'après-guerre, « la construction de logements sociaux fut réservée aux sites dédaignés par les investisseurs privés, et contribua ainsi à renforcer la ségrégation résidentielle »¹⁵. La carrière phénoménale de Robert Moses a été menacée lorsqu'il est devenu de notoriété publique qu'il chassait les locataires des quartiers pauvres sans leur trouver de logements de rechange, les forçant ainsi à aller s'entasser dans des quartiers encore plus insalubres¹⁶. Il a également été victime de la capacité des résidents à s'organiser : les protestations de *communities* dont ses plans menaçaient la qualité de vie, notamment par son projet d'autoroute traversant le sud de Manhattan, ont finalement eu gain de cause¹⁷. En 1966, l'arrivée au pouvoir de John Lindsay, attaché aux idées de consultation de la population forgées dans le cadre de la Great Society, a sonné l'heure du renversement des valeurs de Moses, entre autres à l'égard des espaces verts municipaux.

Outre la prédominance des intérêts financiers dans le développement de la ville, il ne faut pas négliger le rôle de New York en tant que capitale culturelle. Vers la fin du 19^{ème} et au début du 20^{ème} siècle, les réactions contre l'esprit victorien donnent naissance à de nouveaux cercles intellectuels libéraux, laïques et cosmopolites¹⁸. Dans les années 1920, Greenwich village devient « le cœur d'une véritable insurrection intellectuelle »¹⁹, lieu des cultures minoritaires et alternatives, alors qu'à la même époque, la Harlem Renaissance, avec l'essor du jazz, redéfinit la place des Noirs dans

¹⁵ Catherine Pouzoulet, « La question du logement social à New York : de l'utopie à la ghettoïsation », *Transatlantica*, n°1, 2006, <http://transatlantica.revues.org/222>.

¹⁶ Robert A. Caro, *The Power Broker: Robert Moses and the Fall of New York*, New York, Vintage Books Edition, 1975, p. 965.

¹⁷ Exposition « Robert Moses and the Modern City », au Museum of the City of New York, 2007.

¹⁸ François Weil, *Histoire de New York*, p. 251.

¹⁹ *Ibid.*, p. 257.

la culture américaine. La ville a également joué un rôle prédominant dans l'histoire du cinéma américain : lorsque les films n'y étaient pas directement tournés, des décors représentant les quartiers et monuments les plus reconnaissables de New York étaient reproduits à Hollywood²⁰.

Le conflit entre les puissances financières et les courants culturels contestataires, et leurs visions respectives de la ville, peut expliquer en partie l'effervescence des années 1960 et 1970 et la remise en question d'un mode de vie capitaliste. C'est de cette effervescence qu'ont pu naître des initiatives comme les *community gardens*. Ils ont vu le jour au début des années 1970 parce que la situation du pays et de la ville y était propice. Nous avons évoqué des mouvements précurseurs comme le People's Park, mais leur histoire est également étroitement liée aux conditions économiques et sociales de la ville à cette époque, ainsi qu'aux mouvements sociaux donnant la part belle à l'action locale et à l'indépendance économique.

Les années 1960 à New York City voient simultanément disparaître nombre d'emplois industriels et augmenter les dépenses municipales de façon spectaculaire, en raison du coût des programmes sociaux hérités du New Deal et de la Great Society²¹. En 1973, la récession entraîne la municipalité vers la faillite. Entre 1970 et 1980, la population de la ville est passée de 7 894 862 à 7 071 639 habitants, diminuant donc de 10,4 %, une baisse sans précédent²². De plus, à partir des années 1960 le taux de criminalité a cru de manière significative : le nombre de meurtres a augmenté de 137 % entre 1966 et 1973 et les agressions et les cambriolages se sont multipliés²³. La ville est ainsi devenue de moins en moins attrayante en comparaison d'une banlieue considérée comme possédant tous les attributs positifs de la vie en communauté et de l'accès à la nature.

²⁰ James Sanders, *Celluloid Skyline: New York and the Movies*, New York, Alfred A. Knopf, 2001, p. 62 et Anne Raulin, « Manhattan comme une île », *Ethnologie française*, vol. 36, n°3, 2006, pp. 467-474.

²¹ 200 % en dix ans, entre 1958-1959 et 1968-1969, d'après François Weil, *Histoire de New York*, p. 272.

²² *Official Website of the City of New York*, <http://www.nyc.gov>, consulté en décembre 2008. La seule autre période durant laquelle la population de New York a diminué était entre 1950 et 1960, avec une baisse bien inférieure, la population passant de 7 891 957 à 7 783 314.

²³ Vincent J. Cannato, *The Ungovernable City: John Lindsay and his Struggle to Save New York*, New York, Basic Books, 2002, p. 526.

À cette époque, surtout dans les quartiers les plus pauvres, les propriétaires d'immeubles de logement trouvaient leur investissement trop peu rentable et étaient dans l'impossibilité d'augmenter les loyers de peur que les locataires ne deviennent squatters. Ils ont donc commencé à refuser de payer les taxes municipales, tenant la ville pour responsable du délabrement de ces quartiers²⁴. C'est alors que des incendies suspects se sont déclenchés à répétition, laissant souvent dans leur sillage des terrains vagues jonchés de gravats, envahis par une végétation sauvage et bientôt investis par les activités criminelles ou déviantes : vente et consommation de drogue, rassemblements de gangs, etc. Plus encore que les autres quartiers, le South Bronx, symbole de décadence et de violence urbaines représenté dans des films comme *A Bronx Tale*²⁵ ou *Fort Apache, the Bronx*²⁶, a été victime de cette crise (Photo 11). Les incendies dus à l'état d'insalubrité des logements ou d'origine criminelle s'y sont multipliés. La fuite des Blancs vers le New Jersey ou le reste du Bronx a transformé le quartier en ghetto ethnique, essentiellement peuplé de Noirs et de Portoricains. Dans les années 1970, le South Bronx s'est littéralement mis à brûler : 68 500 incendies entre 1970 et 1975, qui ont détruit 16 % de l'habitat ; les immeubles en ruines ont laissé place à 3 000 terrains vagues²⁷.

Cette même période de fuite des classes moyennes blanches a vu le renouveau de l'immigration, suite à la loi de 1965 éliminant les quotas par origine en vigueur depuis 1924. Une population d'origines plus diverses s'est installée dans la ville. Mais cette diminution relative de la population blanche dans certains quartiers a également contribué à l'éclatement de tensions raciales violentes²⁸.

Abbie Hoffman, auteur de *Steal this Book*²⁹, était un militant de la contre-culture et des luttes contre la guerre du Vietnam et pour la protection de l'environnement, dont les actions ont inspiré nombre d'étudiants militants. Il a lui-même qualifié son ouvrage, publié à compte d'auteur en 1970, de « manuel de survie dans la prison qu'est l'Amérique (*sic*). Il prêche l'évasion. Il vous montre où et

²⁴ Pierre Benoit, « Incendies dans le South Bronx : l'argent du feu », *New York Haute Tension*, Paris, Autrement, 1982, p. 284.

²⁵ Robert De Niro, *A Bronx Tale*, United States, 1993.

²⁶ Daniel Petrie, *Fort Apache, the Bronx*, United States, 1981.

²⁷ Pierre Benoit, « Incendies dans le South Bronx ».

²⁸ Vincent J. Cannato, *The Ungovernable City*.

²⁹ Abbie Hoffman, *Steal This Book* (1971), New York, Avalon, 1996.

exactement comment placer la dynamite qui détruira les murs »³⁰. Ce livre était destiné à servir de guide pour une vie dissidente et gratuite dans plusieurs villes américaines, dont New York City. Caractéristique de la contre-culture, il visait à affranchir le lecteur de l'économie monétaire et du travail rémunéré. Il s'agissait d'un rejet catégorique de la société capitaliste, de ses échecs et de sa volonté de contrôle, voire d'aliénation, de l'individu. Cette vision des choses n'était pas sans rapport avec le jardinage guérillero, qui visait à transgresser la propriété privée et à baser le bien commun sur un travail commun.



Photo 11 : Les promesses non tenues. Immeuble du South Bronx devant lequel Jimmy Carter (en 1977) et Ronald Reagan (en 1980) ont fait campagne.

Auteur : John Fekner, 1980.

Les espaces verts publics ont joué un rôle important dans l'expression de l'esprit contestataire. Dans les années 1960 et 1970, l'atmosphère sociale et politique et la crise économique étaient telles que la ville ne pouvait plus entretenir Central Park, ni faire appliquer les restrictions d'activités et de comportement qui avaient prévalu jusqu'alors³¹. Le premier parc paysager du pays a été conçu en 1857 par Frederick

³⁰ *Ibid.* p. XXI.

³¹ John S. Berman, *Central Park*, New York, Barnes & Noble Publishing, Inc., 2003, p. 105.

Law Olmsted et Calvert Vaux comme un élément clef de la réputation internationale de New York et un moyen d'apporter en ville les vertus hygiénistes de la nature, à travers un paysage pastoral inspiré du romantisme anglais. Un peu plus d'un siècle plus tard, il était devenu un lieu privilégié à la fois pour de grandes manifestations politiques et pour des activités délictueuses en tous genres. Dans le même temps, la végétation et les infrastructures se dégradaient (Photo 12)³². Le 15 avril 1967, cent mille manifestants se sont retrouvés sur Sheep Meadow pour protester contre la guerre au Vietnam et suivre Martin Luther King jusqu'aux Nations Unies (Photo 13) :

« Les manifestants ont abîmé l'herbe et les buissons [...] et ont enfreint le règlement du parc en brandissant des bannières et en vendant des brochures. [...] Durant les cent années précédentes Central Park avait été un lieu où les présidents, de Rutherford B. Hayes à Harry Truman, étaient reçus chaleureusement. Il s'agissait désormais d'une plateforme pour ceux qui cherchaient à renverser le président, un espace public pour des manifestations politiques explicites »³³.

Ce qui aurait dû être le joyau vert de la ville et dont la vocation, exprimée par Calvert Vaux, était de « traduire les idées démocratiques en arbres et en terre »³⁴, était ainsi en état de déréliction avancé³⁵. Il n'est donc pas étonnant que les résidents, surtout dans les quartiers délaissés par les politiques d'aménagement de Robert Moses, aient éprouvé un sentiment de révolte face à l'incapacité de la municipalité à satisfaire leur besoin de verdure. Cette révolte ne s'est pas exprimée dans des actes destructeurs, mais au contraire dans une appropriation active du territoire. Et il n'est pas étonnant non plus que la Ville elle-même ait vu dans les *community gardens* une opportunité sociale et financière, puisque les jardiniers bénévoles étaient en mesure d'entretenir à moindres frais des terrains autrement laissés à l'abandon.

³² *Hair* (1979), la comédie musicale de Milos Forman dans laquelle un groupe de hippies erre, dort, manifeste, festoie, fume dans Central Park est une excellente illustration de l'ambiance de l'époque.

³³ Roy Rosenzweig and Elizabeth Blackmar, *The Park and The People: A History of Central Park*, Ithaca, Cornell University Press, 1998, p. 497.

³⁴ *Ibid.*, p. 136.

³⁵ Prospect Park, autre grande oeuvre de Olmsted et Vaux, était également en voie de délabrement à la même époque (*Prospect Park Alliance*, <http://www.prospectpark.org>, consulté en novembre 2008).



Photo 12: L'état de délabrement de Central Park dans les années 1970.

Source: John S. Berman, *Central Park, New York*, Barnes & Noble Publishing Inc., 2003, p. 119.



Photo 13: Manifestation du 15 avril 1967 contre la guerre au Vietnam.

Source : Roy Rosenzweig et Elizabeth Blackmar, *The Park and The People: A History of Central Park*, Cornell University Press, 1998, p. 496

Dans les années 1960, l'environnementalisme, compris comme à la fois la préservation des espaces naturels et la lutte active, parfois violente, contre les

pollueurs, s'est développé comme mouvement militant au même titre que le féminisme, l'opposition à la guerre au Vietnam ou la lutte pour les droits civiques. Nous avons vu l'exemple du People's Park sur le campus de Berkeley. À New York, les étudiants prenaient d'assaut les jardins publics comme Union Square, Tompkins Square ou Washington Square pour les transformer en plates-formes politiques et scènes en plein air.

Gordon Matta-Clark, artiste engagé qui a notamment participé à l'élaboration de La Plaza Cultural Garden dans le Lower East Side en 1976³⁶, protestait lui aussi contre la décadence de la ville. Au début des années 1970, alors membre du groupe Anarchitecture, il a élaboré un projet intitulé « Fake Estates » (faux domaines). Il a acheté et photographié des « parcelles » vendues par la municipalité pour renflouer ses caisses. Il s'agissait en fait de délaissés urbains, d'espaces minuscules, inaccessibles, irréguliers, résultant d'erreurs d'arpentage³⁷, comme par exemple une parcelle de 4,5 mètres carrés qu'il a achetée à Staten Island³⁸. Inexploitables, ces « propriétés » dénonçaient le mythe du « rêve américain » consistant en la possibilité, théoriquement accessible à tous, de posséder des terres³⁹.

À la même époque, sous l'impulsion du maire John Lindsay, New York est devenu une figure urbaine emblématique à travers son omniprésence au cinéma. Elle l'était déjà auparavant dans une certaine mesure, nous l'avons vu, mais en créant le premier service municipal spécifiquement consacré au cinéma en juin 1966⁴⁰ et en offrant aux cinéastes de multiples facilités, assurances et protections, Lindsay a attiré ceux qui désiraient tourner dans des décors réels⁴¹. Un effet néfaste et non anticipé de cette politique d'usage de décors réels fut de dégrader encore davantage l'image de la ville figée sur les écrans et dans les esprits du monde entier dans un état de dégradation avancée⁴².

Dans le courant des années 1980 et surtout 1990, la relance économique a permis un renouveau de la ville de New York, notamment grâce au développement

³⁶ Michela Pasquali, *Loisaida: NYC Community Gardens*, Milano, a+mbookstore edizioni, 2006, p. 99.

³⁷ Michael Kimmelman, « Inspiration From Real Estate Projects », *New York Times*, September 9, 2005.

³⁸ *Looking North*, <http://www.lookingnorth.com/fakestates.html>, consulté en décembre 2009.

³⁹ Exposition au Whitney Museum, 2007.

⁴⁰ Mayor's Office of Film, Theatre & Broadcasting.

⁴¹ James Sanders, *Celluloid Skyline*, pp. 343-344.

⁴² *Ibid.*, p. 366.

d'une économie de services. La construction d'immeubles de bureaux a repris, et la population est passée de 7 071 639 en 1980 à 8 008 278 en 2000⁴³. Malgré cette relance en partie due aux alliances forgées par le maire Edward Koch avec les élites économiques et assortie d'une diminution des investissements publics dans les services et l'entretien des infrastructures, les inégalités sociales et économiques n'ont pas disparu⁴⁴. Des groupes militants se sont élevés contre elles, entre autres dans le domaine environnemental. De plus, la relance économique a exercé une pression renouvelée sur l'occupation des terrains, et donc une augmentation de leur prix et une plus grande course à l'investissement immobilier. L'expérience des *community gardens*, mis en place et entretenus avec peu de moyens financiers, s'est trouvée menacée par cette compétition.

Matthew Gandy souligne de façon paradoxale que dans le même temps, Central Park est passé de l'état d'abandon à celui de splendeur grâce à des contributions financières privées, au point de devenir « une institution culturelle comparable au Musée d'Art Moderne, au Metropolitan Museum, et à d'autres symboles du prestige politique et social de la ville »⁴⁵. Il souligne pourtant l'impact néfaste à son sens de cette transformation sur les espaces verts, devenus objets de consommation :

« Il est frappant que les pressions qui ont contribué à la renaissance culturelle et financière de Central Park aient dans le même temps menacé l'avenir des centaines de *community gardens* de la ville, concentrés dans des quartiers plus pauvres »⁴⁶.

En effet, la pression économique de la relance immobilière a redonné aux terrains vagues une valeur financière ; la valeur d'usage des *community gardens* a dû s'y confronter, lui opposant celle de création de lien social, d'esthétisme, de prise de pouvoir.

⁴³ Official New York City Website, <http://www.nyc.gov/html>, consulté en décembre 2008.

⁴⁴ Catherine Pouzoulet, « Représenter les minorités par le découpage électoral. L'exemple de la nouvelle charte de New York », *Revue française de science politique*, vol. 43, n°4, 1993, pp. 613-634.

⁴⁵ Matthew Gandy, *Concrete and Clay: Reworking Nature in New York City*, Cambridge, MIT Press, 2002, p. 105.

⁴⁶ *Ibid.*

Étant données sa superficie et sa population, la ville de New York nécessite pour fonctionner la « distribution bien ordonnée » des pouvoirs. Elle est ainsi composée de cinq *boroughs*⁴⁷, qui correspondent à cinq comtés : Bronx County, Queens County, Kings County (Brooklyn), New York County (Manhattan) et Richmond County (Staten Island). En 1898, lors de la formation du Greater New York, la fonction de président de *borough* a été créée afin de conserver le lien affectif entre la population et les différentes municipalités incorporées dans la nouvelle ville. Chaque président est élu par les résidents de son *borough* pour la durée du mandat du maire, c'est-à-dire quatre ans⁴⁸. Ce président est le porte-drapeau des besoins des résidents de son *borough*⁴⁹ auprès du conseil municipal (*city council*), des diverses agences municipales, du gouvernement de l'État de New York, des institutions publiques et privées. Il peut entre autres faire des recommandations sur l'usage le plus approprié d'une parcelle donnée. Par exemple, le soutien de Ruth Messinger, présidente démocrate du *borough* de Manhattan de 1990 à 1997, a été bénéfique aux *community gardens* de l'île lorsqu'ils ont été menacés d'être rasés au profit d'immeubles de logement⁵⁰.

Le conseil municipal, actuellement majoritairement démocrate, est constitué de cinquante-et-un membres élus tous les quatre ans, représentant cinquante-et-un districts (*council districts*), seize à Brooklyn, quatorze dans le Queens, dix à Manhattan, huit dans le Bronx et trois à Staten Island. Il a vocation à équilibrer le pouvoir du maire, et il est chargé d'approuver le budget de la ville, de contrôler les performances des agences municipales et de gérer l'utilisation des sols.

Suite à la prise de conscience dans les années 1960 de l'importance de la concertation locale, la Charte de la ville de New York a été rédigée, puis retravaillée à diverses reprises, afin de définir les nouvelles modalités de pouvoir, de consultation et de prise de décision. Les cinq *boroughs* ont ainsi été divisés en 1975 en cinquante-neuf *community districts* (Figure 8), qui doivent « être compacts et contigus, et dont la

⁴⁷ Il s'agit des cinq grands quartiers constituant la ville, Manhattan, Brooklyn, Staten Island, Queens et le Bronx, autrefois des villes indépendante ou des portions d'autres comtés, intégrées en 1898 au Greater New York que l'on connaît aujourd'hui.

⁴⁸ City of New York, *New York City Charter, as Amended through July 2004*, 2004, §81-b.

⁴⁹ *Ibid.*, §81(6).

⁵⁰ Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.

population ne doit pas dépasser deux-cent cinquante mille personnes »⁵¹ : trois à Staten Island, douze à Manhattan et dans le Bronx, quatorze dans le Queens, et dix-huit à Brooklyn. Ces districts sont « censés donner une existence institutionnelle aux quartiers et favoriser la concertation des citoyens »⁵². Les services gérés à l'échelle de ces districts incluent les parcs, le nettoyage des rues, les patrouilles de police et les services sociaux⁵³.

Chaque district est géré par un *community board*, représentant « la revendication de contrôle communautaire des institutions locales »⁵⁴, et dont les membres sont nommés par le président du *borough*. Chaque année, la moitié des membres de ce conseil est nommée pour un mandat de deux ans, sans limite sur le nombre de mandats. Le rôle de ce conseil est de communiquer au président du *borough*, ainsi qu'au maire de la ville, les besoins et désirs locaux en matière d'urbanisme et de budget, en fonction des demandes et besoins locaux évalués par des consultations publiques⁵⁵ ; il est aussi d'aider les agences municipales à communiquer avec les résidents du district et à les informer⁵⁶. Les conseillers municipaux dont le *council district* couvre en partie un *community district* sont membres honoraires du *community board* correspondant, mais ne peuvent voter sur les décisions de celui-ci. Le président de chaque *community board* d'un *borough* fait également partie du *borough board*, aux côtés du président du *borough* et des membres du conseil municipal issus du *borough*. Ce conseil se réunit une fois par mois pour discuter de l'efficacité des services publics et de l'utilisation des terrains dans le *borough*. Les *community boards* ont la possibilité de proposer ou de soutenir un projet de *community garden*. Par exemple, en 1997, lorsque l'administration de Giuliani a commencé à détruire des jardins pour les remplacer par des logements, l'un d'entre eux, sur la 132^{ème} rue à Harlem, a été sauvé grâce au soutien du *community board* 10⁵⁷.

Enfin, de manière beaucoup moins formelle, il existe des associations de quartier (*block associations*), gérées par des bénévoles et chargées de faire la liaison

⁵¹ City of New York, *New York City Charter, as Amended through July 2004*, 2004, §2701(3).

⁵² Catherine Pouzoulet, *New York, New York*, p. 96.

⁵³ City of New York, *New York City Charter, as Amended through July 2004*, 2004, §2704(1).

⁵⁴ Catherine Pouzoulet, *New York, New York*, p. 96.

⁵⁵ City of New York, *New York City Charter, as Amended through July 2004*, 2004, §2800(12).

⁵⁶ *Ibid.*, §2800(4).

⁵⁷ Anne Raver, « Houses Before Gardens, the City Decides », *New York Times*, January 9, 1997.

entre les résidents ou des associations ou des projets locaux et le *community board*. Très nombreuses dans certains quartiers, les paroisses ont également la possibilité de jouer ce rôle. Il n'est d'ailleurs pas rare qu'un projet de *community garden* ait été proposé ou soutenu par une de ces deux entités, garantissant aux yeux de la municipalité le soutien de la population du quartier, et donc une certaine légitimité.



Figure 8 : Carte des 59 *community districts* de New York City

Source : *Official New York City Web Site*, <http://www.nyc.gov/html/dcp/html/lucds/cdstart.shtml>, consulté en janvier 2009.

b. New York et ses espaces verts

Le quadrillage dessiné en 1811 et décrit plus haut à travers les mots de Rem Koolhaas ne laissait que peu de place aux espaces verts, et les quelques petits parcs existants étaient d'usage privé, réservés aux résidents riverains. Matthew Gandy

explique cette dynamique entre le public et le privé, autour de la fréquentation des espaces verts urbains au début du 19^{ème} siècle :

« Avant la création de Central Park, l'usage de l'espace "public" dans la ville était nettement divisé : d'un côté, il y avait le patchwork de places et jardins privés jalousement défendus contre la menace d'usage public; de l'autre, il y avait des espaces récréatifs ou verts aux limites de la ville, fréquentés par la classe ouvrière urbaine, où on pouvait profiter de la musique, des jeux et des festivals traditionnels »⁵⁸.

Ce sont finalement des éditeurs de journaux new yorkais qui ont fait pression pour la création d'un grand parc urbain pour, comme l'a écrit Downing dans *The Horticulturalist*, promouvoir la connaissance et le raffinement, et participer à la démocratisation de la société⁵⁹. Mais à l'instar des grandes villes européennes, New York avait d'après eux aussi besoin d'un tel parc pour démontrer la grandeur de la ville et sa place au niveau international⁶⁰. Le poète Walt Whitman, rédacteur en chef du Brooklyn Daily Eagle de 1846 à 1848, menait d'ailleurs une campagne du même ordre à Brooklyn, ville alors indépendante. Dès 1846, il a poussé à l'établissement d'un parc d'envergure, et ses efforts en ce sens ont abouti en 1847 à la construction de Washington Park, le premier de la ville. Dans le cas de Central Park, il est intéressant de noter encore une fois la force des préoccupations financières dans le choix de son emplacement. Le site proposé à l'origine le long de l'East River a été rejeté, car ces terrains rapporteraient davantage en étant construits. En revanche, le site actuel au centre de l'île, alors couvert de bidonvilles, était trop accidenté pour être constructible et le parc ne représentait donc pas un obstacle au profit⁶¹.

Comme à Paris ou à Londres, dont les parcs ont servi d'inspiration à Frederick Law Olmsted, un des buts de Central Park était l'assainissement de la ville et de sa population, notamment dans l'idée que la fréquentation de nature empêcherait les

⁵⁸ Matthew Gandy, *Concrete and Clay*, p. 82.

⁵⁹ *Ibid.*

⁶⁰ Roy Rosenzweig and Elizabeth Blackmar, *The Park and The People*, p. 23.

⁶¹ Sylvie Nail et Anne Raulin, « Le "vert" dans la pomme : les enjeux des jardins à New York », in Antoine Capet, Philippe Romanski et Aïssatou Sy-Wonyu, éd., *États de New York*, Rouen, Presses de l'Université de Rouen, 2000, p. 50.

masses ouvrières de se perdre dans la consommation d'alcool⁶². On retrouve là une conception paternaliste, assez proche de celle des jardins collectifs réformateurs qui visaient à développer des habitudes salutaires à la classe ouvrière. L'idée répandue à l'époque était que les « masses » étaient les moins bien placées pour savoir ce dont elles avaient besoin, et devaient donc être guidées. La pratique de la concertation publique, en vigueur aujourd'hui pour les aménagements urbains, y compris les espaces verts, était alors inimaginable.

« Lorsque Frederick Law Olmsted et Calvert Vaux ont fait les plans et présidé à la construction de Central et Prospect Park au 19^{ème} siècle, l'idée que des membres de la communauté pouvaient décider de ce qui devait y être planté aurait été inconcevable. Après tout, les idéaux démocratiques qui guidaient les architectes paysagistes tournaient autour de l'éducation des masses sur l'art et la beauté, non pas autour d'une concertation du public »⁶³.

Rem Koolhaas explique la décision de bâtir Central Park par la crainte que « la population en pleine expansion de New York n'avale l'espace restant de la "grille" dans une énorme vague »⁶⁴. Il décrit le parc comme une « exposition taxidermique de nature qui démontre pour toujours le drame de la culture dépassant la nature »⁶⁵. Il met en garde contre la tentation de considérer Central Park comme un élément naturel de l'île :

« Si Central Park peut être lu comme une opération de préservation, c'est, encore plus, une série de manipulations et de transformations pratiquées sur la nature « sauvée » par ses concepteurs. Ses lacs sont artificiels, ses arbres (trans)plantés, ses accidents fabriqués, ses incidents soutenus par une infrastructure invisible qui contrôle leur assemblage. Un catalogue d'éléments naturels est tiré de son contexte originel, reconstitué

⁶² Roy Rosenzweig and Elizabeth Blackmar, *The Park and The People*, p. 26.

⁶³ *New York Parks and Recreation Department*, http://www.nycgovparks.org/sub_about/parks_history/gardens/gardens.html, consulté en novembre 2008.

⁶⁴ Rem Koolhaas, *Delirious New York*, p. 21.

⁶⁵ *Ibid.*

et comprimé dans un système de nature qui rend la rectilinéarité de la Promenade non moins formelle que l'informalité maîtrisée du Ramble »⁶⁶.

Central Park est néanmoins devenu un des symboles de New York, et un étendard vert pour la ville fréquenté le week-end par toutes les classes sociales, affranchies de la vision normative de Frederick Law Olmsted, pour qui le parc devait être un lieu où admirer passivement une nature très policée. On y voit aujourd'hui des familles pique-niquer en été, patiner en hiver, des enfants jouer au frisbee ou grimper sur la statue d'Alice au Pays des Merveilles. Mais malgré sa superficie impressionnante de 341 hectares et son succès incontestable, le parc ne sert d'espace vert au quotidien qu'à une partie de la population. Il est situé trop loin de beaucoup de quartiers, et les rues qui le bordent ayant la valeur foncière la plus élevée de la ville, ce sont les classes privilégiées qui en profitent le plus. Certes, la partie nord du parc, à la limite de Harlem, est bordée de logements à loyer modéré, mais elle est également nettement moins bien entretenue que le reste du parc, et moins d'événements culturels y sont sponsorisés.

Une grande partie des New Yorkais compte aussi sur une fréquentation régulière d'espaces verts et récréatifs locaux, de plus petits squares ou des terrains de jeu. Or, dans ce domaine aussi les inégalités abondent. Lorsque Robert Moses est devenu seul responsable de la planification des espaces verts de la ville en 1934, sa vision urbanistique orientée vers l'usage de l'automobile l'a poussé à négliger l'importance du verdissement des quartiers au profit des grands parcs de périphérie. Cette politique a eu un impact négatif sur les populations des quartiers les moins favorisés, qui n'avaient généralement pas les moyens de fréquenter ces espaces lointains. En effet, Moses ne se préoccupait guère de la classe laborieuse, et encore moins des personnes de couleur, et il a activement cherché à les empêcher d'accéder à « ses » parcs. Il a voté contre l'extension de la voie ferrée jusqu'à Jones Beach, à Long Island, puis a fait construire des ponts si bas que les bus ne pouvaient passer dessous.

⁶⁶ *Ibid.*, p. 23. Le Mall, seule ligne droite du parc, était destiné à la promenade en voiture à cheval des représentants des classes supérieures. Il s'agissait d'un lieu d'exhibition des dernières modes, où il était bon d'être vu. Le Ramble est la partie du parc à l'aspect le plus « naturel » : les sentiers y sont étroits et sinueux, la végétation bloque la vue, et c'est aujourd'hui l'un des plus importants sites d'observation d'oiseaux aux États-Unis. Il contraste avec les pelouses et les larges avenues du reste du parc, mais n'en a pas été moins planifié pour autant.

Ainsi, seules les personnes possédant une voiture, commodité inégalement répandue dans les années 1940 ou 1950, pouvaient y parvenir⁶⁷.

Si Robert Moses a effectivement augmenté d'un tiers le nombre d'espaces verts de la ville⁶⁸, les quartiers populaires de New York étaient les moins bien équipés en la matière. Durant les années 1930, Moses a construit 255 aires de jeux dans la ville, mais une seule à Harlem, où « deux cent mille enfants jouaient dans la rue, les ruelles, et les terrains vagues jonchés de verre brisé, d'excréments de chiens et d'ordures »⁶⁹. Pour Moses, l'effort nécessaire pour transformer des terrains vagues en parcs de petite taille était disproportionné par rapport aux bénéfices, et surtout à la gloire personnelle qu'il aurait pu en tirer⁷⁰.

Au milieu des années 1960, l'administration Lindsay s'est attelée à renverser les tendances instaurées par Moses, notamment vis-à-vis de l'hégémonie de l'automobile, à laquelle Lindsay préférait le développement des transports en commun⁷¹. Thomas P. F. Hoving, directeur du Parks and Recreation Department, a cherché à en démocratiser l'usage et a repris l'idée de créer des espaces verts et aires de jeux de petite taille dans les quartiers les plus pauvres, afin d'offrir aux enfants une alternative à la drogue et à la violence. Il a également interdit les automobiles dans Central Park le week-end⁷². Cependant nous avons évoqué plus haut l'incapacité de cette administration à faire face aux dégradations des espaces publics dues à la hausse de leur fréquentation et aux nombreuses manifestations contestataires qui y ont été organisées. C'est d'ailleurs grâce à la création en 1980 du Central Park Conservancy, une organisation caritative privée qui finance aujourd'hui plus de la moitié du budget du parc, que celui-ci a pu redevenir le joyau vert envisagé par Olmsted⁷³. Le rôle joué par les financements privés dans le développement et le maintien des espaces verts de

⁶⁷ Robert A. Caro, *The Power Broker: Robert Moses and the Fall of New York*, New York, Vintage Books Edition, 1975, p. 318.

⁶⁸ Thomas Kessner, « Fiorello H. LaGuardia and the Challenge of Democratic Planning », in David Ward and Olivier Zunz, eds., *The Landscape of Modernity: New York City, 1900-1940*, Baltimore, London, Johns Hopkins University Press, 1992, pp. 315-329.

⁶⁹ Patricia Hynes, *A Patch of Eden: America's Inner-City Gardeners*, White River Junction, Chelsea Green Publishing Company, p. 34.

⁷⁰ Robert A. Caro, *The Power Broker*, p. 489.

⁷¹ Vincent J. Cannato, *The Ungovernable City*, p. 94.

⁷² *Ibid.*, p. 113.

⁷³ Matthew Gandy, *Concrete and Clay*, p. 104.

la ville, qu'ils soient publics ou « communautaires », a eu pour les *community gardens* et autres projets locaux une double conséquence. Ils les ont affranchis en partie de la nécessité d'obtenir des fonds alloués par le gouvernement, et donc des aléas politiques. Mais cela a ajouté à la liste des compétences requises pour créer un jardin celle de récolter des fonds, et donc de convaincre les donateurs privés de l'intérêt de ces projets.

Depuis la réduction du budget de gestion des espaces verts de la Ville dans les années 1970, faisant de New York en 1990 la dix-neuvième grande ville américaine en termes de dépenses publiques pour ses parcs⁷⁴, les inégalités face à l'accès à ces espaces se sont multipliées. À ce déséquilibre se sont ajoutés plusieurs conflits de justice environnementale, notamment face aux questions de traitement des déchets. En 1993, un projet d'incinérateur de déchets à Brooklyn, près de Williamsburg, l'un des quartiers les plus pauvres de la ville, a provoqué un mouvement de résistance massive de la part des deux communautés majoritaires généralement peu unies du quartier, les Latinos et les Juifs hassidiques⁷⁵.

Aujourd'hui, New York est l'une des villes américaines les moins vertes relativement à sa population, avec seulement 6,2 acres (2,5 hectares) pour 1000 habitants, contre 14,9 (6 hectares) à Minneapolis, ou 8,1 (3,3 hectares) à Los Angeles⁷⁶. De plus, les espaces verts à proprement parler sont regroupés officiellement sous l'étiquette « open space » (espace ouvert, libre d'accès), au même titre que les terrains de baseball, les piscines, ou les aires de jeux pour enfants. Parmi les nombreux espaces que le Département des Parcs se targue de gérer, la présence de verdure est donc minimale.

⁷⁴ *Ibid.*

⁷⁵ Voir Matthew Gandy, *Concrete and Clay*, et Randy Shaw, *The Activist's Handbook*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1996.

⁷⁶ *New York City Oasis*, http://www.oasisnyc.net/resources/city_comparison/Park_1000_res.asp, consulté en juillet 2009.

2. « This land is your land » : l'appropriation de terrains par les *community gardens*

La plus ancienne occurrence du terme « *community garden* » que j'aie trouvée à New York est en 1936, dans un article du *New York Times* faisant référence à une visite de divers jardins de la ville, dont le Jones Wood Community Garden sur la 65^{ème} rue Est, à Manhattan⁷⁷. De même en 1954, une visite organisée par le Little Gardens Club of New York incluait les *community gardens* de St John's-in-the-Village et ceux de Sullivan-McDougal⁷⁸. Malheureusement, la brièveté de ces articles ne permet pas de déduire quels types de jardins étaient désignés de la sorte, s'ils étaient réellement partagés ou l'avaient été à un moment donné, lors d'une des campagnes de jardinage collectif.

À la fin du 19^{ème} siècle, New York a été la seconde ville, juste après Détroit, à lancer un programme de jardins urbains sous les auspices de la New York Association for Improving the Conditions of the Poor (AICP)⁷⁹, créée en 1843 par Robert Hartley, dans le but de lutter contre la pauvreté⁸⁰. En 1895, un comité chargé de la réhabilitation des terrains vagues de la ville est né au sein de cette association.

De 1902 à 1908, la DeWitt Clinton Farm School (Photo 14), située à Hell's Kitchen non loin d'un des jardins étudiés ici, visait à donner l'opportunité aux enfants de la ville de « toucher de véritables plantes »⁸¹. Cet usage agricole à but éducatif d'un terrain public destiné à devenir un parc urbain s'inscrivait dans une philosophie du développement de vertus essentielles chez l'enfant par l'activité physique et un mode de vie proche du monde rural. D'ailleurs, les jardiniers chargés de l'enseignement étaient des employés municipaux du Parks Department, et le potager a été intégré un temps au parc qui lui a succédé, ceci à l'encontre des plans originaux qui avaient considéré le jardin comme une mesure uniquement transitoire. Le parc éponyme de la ferme existe encore aujourd'hui au niveau de la 11^{ème} avenue et de la 53^{ème} rue, mais

⁷⁷ « City Garden Tours to Begin Tuesday », *New York Times*, May 3, 1936, p. N3.

⁷⁸ « Garden Tour in Village », *New York Times*, May 16, 1954, p. 62.

⁷⁹ Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 26.

⁸⁰ *Milestones in the Development of Social Work and Social Welfare*, http://www.socialworkers.org/profession/centennial/milestones_2.htm, consulté en mai 2009.

⁸¹ « These City Children Will Learn Farming », *New York Times*. 1902.

sans traces de potager. L'initiative à Clinton a vite fait des émules, et en 1908 on comptait quatre-vingt potagers scolaires dans la ville⁸². En 1917, les Services de l'éducation de New York City rédigeaient un programme de sciences de la nature pour les écoles publiques basé sur la mise en place de jardins, dans le but de réduire « l'influence pernicieuse » des « panoramas sordides » sur l'âme des enfants⁸³. En 1931, le nombre de ces jardins était monté à 302, représentant une surface totale de soixante-cinq acres, soit environ vingt-six hectares⁸⁴.

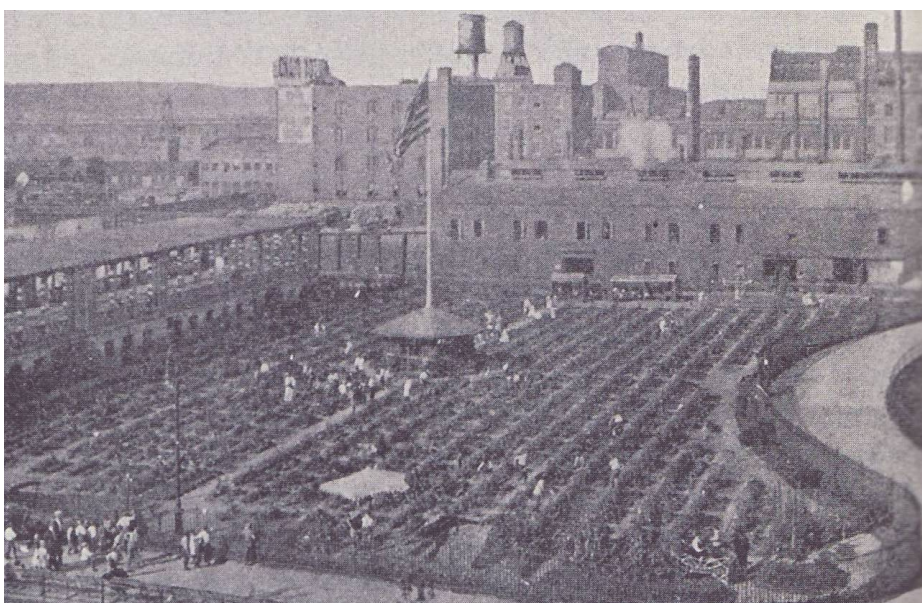


Photo 14 : La ferme pour enfants du DeWitt Clinton Park, 1904
Source : Sturgis and Walton Company.

a. Les premiers *community gardens*

Comme dans les autres grandes villes américaines, les programmes d'agriculture urbaine financés par le gouvernement fédéral ont pris fin après la Deuxième guerre mondiale. Mais les années 1960 et 1970 ont vu apparaître une crise sociale et économique d'envergure, à laquelle le gouvernement ne savait faire face. Les initiatives locales et alternatives ont pris le relais dans la lutte contre la crise urbaine. Parmi elles, pour compenser à la fois le manque de revenus et d'espaces verts et la

⁸² « 80 School Farms Now Running Here », *New York Times*, July 5, 1908, p. 5.

⁸³ Department of Education, *School Gardens for Public Schools of New York City*, New York, Division of Duplicate and Intermediate Schools, 1917.

⁸⁴ « 65 Acres Here Kept as School Gardens », *New York Times*, May 31, 1931, p. N2.

multiplication des terrains vagues, des *community gardens* ont été plantés. Ils devaient embellir la ville, lutter contre la criminalité, offrir des lieux de rencontre et d'échange et produire de la nourriture.

En 1969, le *New York Amsterdam News*, un journal afro-américain basé à Harlem, a publié un article sur la mise en place, par le Community Garden Committee de la Park Association of New York, d'un programme nommé « Rubble to Roses » (des gravats aux roses). Ce programme a été créé suite à « la demande d'organisations locales qui développent aux quatre coins de la ville des parcelles jardinées dans de petits parcs ou sur des parcelles appartenant à la municipalité, dans le cadre de projets avec des personnes âgées ou des adolescents »⁸⁵. Le but était d'enseigner à ces groupes des techniques de jardinage lors de sessions en anglais et en espagnol. Peu d'informations sont disponibles sur l'origine de cette initiative, mais elles suggèrent plus une filiation avec les projets des associations caritatives de la fin du 19^{ème} siècle qu'avec le mouvement qui s'est développé peu de temps après, au tout début des années 1970.

Tous les ouvrages sur la question s'accordent à désigner le début des années 1970 comme le début de l'histoire des *community gardens* tels qu'on les connaît aujourd'hui. La personne emblématique du mouvement était alors Liz Christy, une artiste travaillant dans un cabinet d'architecte⁸⁶. Elle a inventé la bombe à graines, *seed bomb* ou *seed grenade*, parfois orthographiée *seed green-aid*, symbole d'une volonté de réappropriation de l'espace urbain à travers une forme de guérilla⁸⁷. Le principe en était de remplir une boule de Noël ou un ballon de baudruche de graines, de terre et d'eau et de lancer le tout dans un terrain vague sur lequel les graines s'éparpillaient et germaient. La « recette » diffusée par Liz Christy (Figure 9) incluait une liste de fleurs appropriées selon les saisons, souvent colorées pour renforcer la visibilité de l'acte. Mais surtout, elle incluait la nécessité de lancer les « grenades » par dessus une palissade, sur un terrain abandonné et fermé au public.

⁸⁵ Anonyme, « Rubble to Roses Gardens Grow », *New York Amsterdam News*, vol. 19, April 12, 1969

⁸⁶ Deirdre Carmody, « Green Guerillas Plan to Dig », *New York Times*, February 24, 1976, p. 76.

⁸⁷ Le concept est encore utilisé aujourd'hui, les « grenades » changeant parfois de forme selon l'inspiration des jardiniers guérilleros. Ainsi, Christopher Humes et Noah Scalini, deux artistes de Virginie, ont créé un *seed gun* en forme de pistolet 9mm, autour duquel ils ont mis en place une performance artistique itinérante. (*Plant a Piece*, <http://threemiles.typepad.com/plantthepiece/>, consulté en novembre 2008, Reynolds, *On Guerilla Gardening*, p. 120).

Green Guerillas Fact Sheet

417 LAFAYETTE STREET
NEW YORK, NEW YORK 10003
212/ 674-8124

TWO SEED GRENADE RECIPES OR HOW TO HIDE ILLEGAL DUMPING SPACE

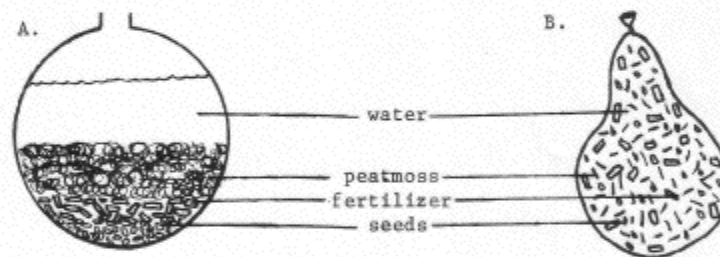
Assemble the following ingredients:

- | | |
|-------------------------------------|-------------------------------------|
| A. Old glass Christmas ornaments | B. Small balloons |
| Small funnel | Funnel |
| Pelletized, time-release fertilizer | Pelletized, time-release fertilizer |
| Peatmoss "crumbs" | Peatmoss "crumbs" |
| Tissue | Seeds - see below |
| Seeds - see below | sink faucet |

Add seed and fertilizer to grenade membrane:

Add seeds and fertilizer first, followed by moist peatmoss "crumbs". Stuff the opening at the top with a small piece of tissue. Gently shake to mix thoroughly.

Add seeds and fertilizer first, followed by moistened peatmoss "crumbs". Stretch the mouth of the balloon over the faucet mouth and carefully fill with water. Tie off the opening. Gently shake to mix thoroughly.



Instructions for use:

Choose a lot that has a fence and is legally inaccessible. Calculate in advance how many grenades will be needed to cover the area. Check carefully before throwing. Observe all normal safety precautions. Suggested throwing techniques are: for Christmas ornaments - use an underhand throw; for the water balloons - use an overhand throw.

Seed list

<u>for early fall</u>	<u>for early spring</u>	<u>for late spring</u>	<u>for early summer</u>
Soybeans	Batchelor Buttons	Cosmos	Sunflower
Clover	Dianthus	Portulaca	ornamental grass mix
Winter rye	Wildflower mix	Zinnia	Marigolds
Cleome	plain old grass	Nicotiana	Zinnia

Figure 9 : Recette des *seed grenades*, distribuée par les Green Guerillas

Source : Abbey Gardens, www.abbeygardens.org, consulté en novembre 2008.

L'intention de désobéissance civile était donc explicite : il s'agissait d'enfreindre la loi, d'une manière inoffensive mais visible, afin de protester contre l'abondance de terrains vagues appartenant à des individus qui les avaient abandonnés. C'était un moyen de faire savoir au gouvernement, « si vous ne le faites pas, nous le ferons »⁸⁸. Ces terrains étaient souvent investis par des groupes aux comportements déviants, alors que les résidents du quartier pouvaient en tirer profit en luttant contre la criminalité et en embellissant leur cadre de vie. Liz Christy et les paysagistes militants qui l'accompagnaient dans ses démarches de réappropriation de terrains vagues ont bientôt pris le nom de Green Guerillas. La référence aux techniques guerrières par embuscades évoque les démarches politiques et artistiques de l'époque comme par exemple le *guerilla theater* de R. G. Davis à San Francisco, qui militait pour la liberté d'expression dans les espaces publics⁸⁹. Tom Fox, membre du groupe à cette époque, a rappelé plus tard que le fait de pouvoir créer ces oasis pour un coût minime a montré aux New Yorkais qu'ils pouvaient agir sur leur cadre de vie. Il expliquait :

« On n'avait pas de permis [...]. On coupait les grillages avec des pinces et on cassait les trottoirs à coups de masse pour planter des arbres. On agissait en réaction à l'apathie du gouvernement »⁹⁰.

Faith Wright, coordinatrice d'un projet de *community garden* dans le Lower East Side, expliquait aussi en 1975 :

« C'est le problème dans ce quartier. La décadence, les décharges publiques et les rats. Il y a quatre ans il y avait quatre terrains vagues entre les avenues A et D et la 14^{ème} rue et Houston. Aujourd'hui il y en a plus de 100 »⁹¹.

En 1973, les Green Guerillas ont décidé de passer à l'étape suivante en déblayant des terrains vagues pour y installer des jardins. Leur première tentative, sur Elizabeth

⁸⁸ Amos Taylor, membre des Green Guerillas, cité par Sarah Ferguson, « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, p. 84.

⁸⁹ Michael William Doyle, « Staging the Revolution: Guerrilla Theater as a Countercultural Practice. 1965-68 », in Peter Braunstein and Michael William Doyle, eds., *Imagine Nation: The American Counterculture of the 1960s and '70s*, New York, Routledge, 2002, pp. 71-98.

⁹⁰ Cité par Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.

⁹¹ Citée par Olive Evans, « On City Lots, Tomato Plants Are Rising Out of The Ashes », *New York Times*, June 21, 1975, p. 22.

Street, a été un échec puisque le jardin a immédiatement été remplacé par un parking⁹². Loin d'être découragés, ils ont immédiatement investi un autre terrain du Lower East Side, au coin de Bowery et de Houston, « un des endroits les plus répugnants de la ville », d'après Bill Brunson, membre des Green Guerillas⁹³ (Photo 15). Quelques mois plus tard, le terrain vague était devenu un jardin (Photo 16) ; les Green Guerillas ont obtenu de la ville un contrat de location en 1974, après avoir fait intervenir les médias pour démontrer les bénéfices de leur entreprise, et le *Liz Christy Bowery-Houston Community Garden*, renommé ainsi en 1996 en hommage à sa fondatrice⁹⁴, existe encore aujourd'hui.



Photo 15 : Liz Christy et une poignée de guérilléros déblaient un terrain vague à l'angle de Houston et Bowery, au sud de Manhattan, 1973.

Source : *Liz Christy Community Garden*, <http://www.lizchristygarden.org/>, consulté en mai 2009.



Photo 16 : Liz Chrsity se repose dans le jardin fleuri, quelques mois plus tard.

Source : *Ibid.*

Adam Purple, artiste du groupe de land art eARTHwORK, dont la vocation était de créer « de l'art né de la terre » était une autre figure de proue du mouvement. Personnage mythique et haut en couleurs, éternellement vêtu de violet, il remettait en question, comme Abbie Hoffman, la toute-puissance du modèle de vie capitaliste. Il a vécu dans un immeuble abandonné sur Forsyth Street dans le Lower East Side, sans

⁹² Sarah Ferguson, « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », p. 83.

⁹³ *Ibid.*

⁹⁴ Nancy Berner et Susan Lowry, *Garden Guide: New York City*, New York City, The Little Bookroom, 2002, p. 189.

eau ni électricité, ramassant des cannettes vides pour récupérer la consigne. Il en a été tiré de force en 1998⁹⁵. En 1974, il a commencé à créer son Garden of Eden au pied de l'immeuble, au fur et à mesure que les bâtiments alentours étaient détruits par la municipalité. Il déblayait les terrains laissés vacants puis les fleurissait, ce qu'il appelait « convertir les débris [des immeubles] en terre »⁹⁶, et qu'il considérait comme une forme de sculpture dynamique lui servant à exprimer sa vision de la ville idéale. Grâce à l'aide de plus en plus fréquente de curieux et de militants qui se sont baptisés la « Purple Guard », le jardin, organisé en huit cercles concentriques et au centre duquel se trouvait un symbole yin-yang, a atteint 1400 m² (Photo 17). Pour le fertiliser, il parcourait à vélo les cinq kilomètres qui le séparaient de Central Park afin d'y récupérer presque chaque jour environ trente kilos de crottin des chevaux tirant les calèches (Photo 18), qu'il mélangeait ensuite à un compost de feuilles mortes et d'épluchures de fruits et légumes⁹⁷. Le jardin, qui attirait des touristes du monde entier mais dont la popularité gênait les plans de la ville, a été détruit le 8 janvier 1986, malgré les lettres de soutien envoyées à la municipalité par des résidents du quartier qui soulignaient la valeur artistique, sociale et environnementale du lieu⁹⁸. Adam Purple a replanté un jardin sur une parcelle adjacente, qui a à son tour été rasé trois ans plus tard, mais il a continué à répandre la bonne parole horticole, définissant ainsi son engagement : « C'est le serment athénien. Le devoir ou la responsabilité de chaque citoyen de laisser derrière lui un cadre de vie un peu meilleur qu'à son arrivée, d'améliorer un peu les choses »⁹⁹. Après l'attaque contre le World Trade Center, une pétition a circulé pour demander à ce qu'un nouveau Garden of Eden soit planté sur le site des tours, car « un jardin est un lieu sacré et donc particulièrement approprié pour honorer les morts »¹⁰⁰.

Le Garden of Eden a commencé comme un projet individuel conçu plus comme une œuvre d'art que comme un *community garden*, mais Adam Purple le

⁹⁵ Bill Brown, « Radical Gardening in NYC », *Earth First!*, June 30, 1998, volume 18, Issue 5, p. 11.

⁹⁶ Cité par Boyd Gibbons, « Do We Treat Our Soil Like Dirt? », *National Geographic*, vol. 166, n°3, septembre 1984, p. 384.

⁹⁷ Gillian Zoe Segal, *New York Characters*, W. W. Norton & Company, New York, 2001, p. 76, et Amy Brost, *Adam Purple & the Garden of Eden: A True Story*, non publié.

⁹⁸ *Earth Celebrations*, <http://www.earthcelebrations.com/gardens/eden.html>, consulté en février 2009.

⁹⁹ Jesse McKinley, « Adam Purple's Last Stand », *New York Times*, February 22, 1998.

¹⁰⁰ *Electart*, <http://www.electart.com/newgarden.html>, consulté en février 2009.

voulait ouvert à tous. Il s'agissait bien d'un acte de *guerilla gardening*, l'expression d'une vision de la ville allant à l'encontre de celle ordonnée par les pouvoirs publics, et jusqu'au refus de négocier un contrat avec Green Thumb pour tenter d'assurer une certaine pérennité au projet¹⁰¹. Il était également la démonstration flamboyante d'une idéologie anticapitaliste de la récupération et du recyclage et de la vie en marge des circuits monétaires. Adam Purple travaillait uniquement à la main, récupérait les briques des immeubles détruits pour paver les sentiers de son jardin, consommait sa production maraîchère.



Photo 17 : Le Garden of Eden, par Carl Hultberg, 1984.
Source : *Electart*,
<http://www.electart.com/gallery4.html>.



Photo 18 : Adam Purple ramasse du crottin de cheval pour fertiliser son jardin.
Source : Richard Reynolds, *op. cit.*, p. 171.

Les projets de Liz Christy et d'Adam Purple soulignent le rôle prédominant des artistes dans l'essor premier donné au mouvement de réappropriation de l'espace

¹⁰¹ Voir *infra*, p. 313.

urbain par le jardinage. La dimension esthétique et symbolique de ces espaces ainsi investis, l'expression d'une vision alternative de l'urbanité par des œuvres d'art, demeure aujourd'hui encore une composante importante de certains *community gardens*, surtout dans le Lower East Side, où se tiennent fréquemment des concerts, des expositions, des pièces de théâtres.

Le passage du *guerilla gardening* empreint de volonté de désobéissance civile au *community gardening* moins contestataire s'est fait rapidement grâce aux efforts de négociation des Green Guerillas avec la ville, qui ont mené à la création de Green Thumb en 1978. Ce passage s'est assorti d'une recherche de légitimité qui reposait essentiellement sur l'obtention du droit d'user du terrain, et si possible d'un contrat de location, pour des raisons de légalité et d'assurance. La procédure consistait à repérer un terrain vague approprié à l'installation d'un jardin, de vérifier le cadastre pour en trouver le propriétaire, et de négocier le contrat. Dans les cas où le terrain appartenait à la ville, il fallait contacter le département foncier et décrire le projet envisagé¹⁰². Mais tous les jardiniers n'ont pas pris cette précaution, ou ils ont passé outre l'absence d'autorisation, profitant d'un moment d'incertitude sur le sort d'une parcelle, du retard dans un projet de construction, ou se fiant à l'indifférence d'un propriétaire absentéiste. Malheureusement, une fois le projet officialisé ou le propriétaire retrouvé, ces jardiniers n'avaient aucun recours, conscients d'avoir « déversé leur amour [sur] une terre en sursis »¹⁰³. Ces jardins s'implantaient dans des interstices spatiaux mais également temporels, entre deux utilisations du terrain plus classiques et financièrement plus rentables¹⁰⁴.

Cependant, la mise en place de ces jardins dédouanait en partie la municipalité de ses obligations, puisque les jardiniers entretenaient et sécurisaient gratuitement des

¹⁰² Anonyme, « Some Hints On Leasing Lots », *New York Times*, June 21, 1975, p. 22.

¹⁰³ Carter B. Horsley, « High-Rise Complex Planned on W. 96th », *New York Times*, May 24, 1981, p. 29.

¹⁰⁴ Ce même drame s'est déroulé à Paris, lorsque le Jardin Solidaire dans le 20ème arrondissement a été rasé en 2005 pour laisser place au gymnase qu'il était prévu de bâtir sur ce terrain. Créé en 2001, il avait adhéré à la Charte Main Verte de la ville de Paris en 2004, mais le projet d'urbanisme précédait cette décision et a été maintenu. *Comité du quartier du Coteau*, <http://cdq-coteaux-cachan.over-blog.com/categorie-10782903.html>, consulté en novembre 2009 ; Aubert Olivier, <http://www.aubertolivier.org/?lg=fr&re=b54tnj1&so=ksben81&ru=7uhwy91&do=dfmh1p1>, consulté en novembre 2009 ; Laurence Baudalet, Frédérique Basset et Alice Le Roy, *Jardins partagés: utopie, écologie, conseils pratiques*, Mens, Terre Vivante, 2008 et le film d'Anne-Marie Lallement, *Tours, détours, pourtours d'un jardin solidaire*, 2005.

terrains autrement laissés à l'abandon et ouverts aux activités criminelles. En 1978, la ville a donc créé Operation Green Thumb (expression anglaise équivalente à celle française de « main verte »), au sein du Department of General Services, chargé d'administrer le patrimoine foncier de la municipalité. Financé par le gouvernement fédéral par le biais des Community Development Block Grants¹⁰⁵, Green Thumb était chargé de louer des terrains en friche aux groupes de résidents enclins à y jardiner pour un dollar annuel symbolique et pour une durée allant d'un à dix ans. Ainsi, et malgré les difficultés techniques, le mouvement a rapidement pris de l'ampleur et intéressé la presse qui s'est plu à décrire le succès des jardiniers, mais également le dur travail nécessaire avant de semer la première graine : le déblaiement du terrain.

« Avant la récolte, il faut travailler. Ça commence généralement sur une parcelle sans terre et jonchée de débris, comme celle au coin de la 9^{ème} rue et de l'avenue B. Là, un samedi matin il y a peu de temps, sept adultes et à peu près quinze enfants du voisinage ramassaient et empilaient, traînaient et soulevaient les briques, les bouteilles cassées, les boîtes de conserve et autres produits dérivés de la société de consommation »¹⁰⁶.

Les récits des origines font rarement mention des problèmes de pollution inhérents à l'usage de terrains anciennement bâtis. Il s'agit pourtant d'une considération importante dans les entretiens aujourd'hui, peut-être développée avec la conscience grandissante que le public a des questions environnementales.

La participation grandissante de *community gardens* à des concours de jardinage ou d'initiatives locales a permis de créer des opportunités de rencontres entre membres de jardins de toute la ville et donc de création de réseaux¹⁰⁷. Ces concours pouvaient porter sur l'apport esthétique d'un jardin, comme par exemple le Mollie Parnis Dress Up Your Neighborhood Award, fondé en 1972 par une créatrice de mode.

¹⁰⁵ Ce programme, créé en 1974 et toujours en place, vise à fournir à des groupes locaux les ressources nécessaires pour répondre à des besoins locaux spécifiques. Voir *U.S. Department of Housing and Urban Development*, <http://www.hud.gov/offices/cpd/communitydevelopmentprograms/>, consulté en avril 2010.

¹⁰⁶ Olive Evans, « On City Lots, Tomato Plants Are Rising Out of The Ashes », *New York Times*, June 21, 1975, p. 22.

¹⁰⁷ Ces réseaux, nécessaires au développement d'une solidarité dans le mouvement, ont également permis d'en mesurer l'ampleur. Ils s'avéreront indispensables durant la bataille qui les opposera à la municipalité dans les années 1990, et aujourd'hui pour une réflexion sur le phénomène à l'échelle de la métropole et non plus seulement du quartier.

Elle le définissait comme récompensant des associations de quartier « qui ont travaillé avec les plus gros handicaps et ont obtenu les meilleurs résultats » en termes de paysage¹⁰⁸. En 1985, 151 *community gardens* se sont inscrits au concours, pour y être jugés sur « leur créativité, leur beauté, et l'impact du projet sur son quartier. Quarante-six d'entre eux ont été primés et se sont partagé \$ 8 475¹⁰⁹. D'autres concours portaient sur la production des jardins, la qualité ou la taille des fruits et légumes, par exemple lors de la City Gardeners Harvest Fair ou du festival de la Société Horticole de New York¹¹⁰.

C'est ainsi que se sont mis à proliférer, selon les termes des auteurs de l'annuaire des *community gardens*, ces lieux « où l'on trouve le meilleur des New Yorkais. Des gens qui voient au-delà de la dureté de l'environnement urbain, qui décident non seulement de l'adoucir avec des arbres et du lierre, mais également de soigner leurs quartiers en faisant pousser des fleurs, des amitiés, de la communauté »¹¹¹. Les recensements sont difficiles étant donnée la nature illicite et spontanée de la création de nombreux jardins, mais dans les années 1990, soit vingt ans après le début du mouvement, le nombre de *community gardens* était établi entre 800 et 1000, selon que les jardins d'écoles, paroisses ou hôpitaux étaient comptés ou non. Aujourd'hui, Green Thumb compte plus de 600 jardins inscrits, ce qui représente près de 20 000 jardiniers et en fait le programme de jardinage urbain le plus vaste du pays. La taille médiane des parcelles cultivées est de 6 000 pieds carrés¹¹², soit environ 550 m², et elle peut aller jusqu'à 4 000 m², ce cas restant exceptionnel¹¹³.

¹⁰⁸ Citée par Linda Yang, « A Bountiful Crop for City Farmers », *New York Times*, August 25, 1983, p. C10.

¹⁰⁹ Vukani Magubane, « 46 Community Gardens Win Parnis Honors », *New York Times*, December 13, 1985, p. B3.

¹¹⁰ Linda Yang, « A Bountiful Crop for City Farmers ».

¹¹¹ *New York City Community Gardens Neighborhood Directory*, New York, 2000.

¹¹² Vicki Been and Ioan Voicu, *The Effect of Community Gardens on Neighboring Property Values*, New York University School of Law, 2006, p. 6. Disponible en ligne : http://lsr.nellco.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1049&context=nyu_lewp.

¹¹³ *New York City Department of Parks and Recreation*, http://www.nycgovparks.org/sub_about/parks_history/gardens/community.html, consulté en décembre 2009.

b. La bataille pour la pérennité

Malgré l'enthousiasme indispensable des personnes impliquées, les défis ne se sont pas fait attendre. Officiellement voués à une fonction transitoire, les *community gardens* ont dû faire face dès leur apparition à des risques de destruction et à leur concrétisation. En 1975, la ville parlait déjà de mettre fin au programme Green Thumb de location de ses parcelles pour des raisons financières. Certains jardins étaient également directement visés par des projets de construction¹¹⁴. Au printemps 1975, un jardin planté depuis un an sur un terrain acheté entre-temps par un promoteur immobilier a disparu ; les jardiniers et le propriétaire s'accusaient réciproquement d'employer des tactiques « surnoises », les premiers en abusant du statut de site historique de Greenwich Village, le second en envoyant un ouvrier détruire le jardin sans préavis (Photo 19)¹¹⁵. Mais ce n'est que dans les années 1990, alors que le mouvement avait atteint une ampleur remarquable avec plus de 700 jardins répartis dans l'ensemble de la ville, qu'une véritable bataille a commencé entre les jardiniers et la municipalité. En 1997, le rapport au Sénat de l'État de New York, rédigé par Carole Nemore, en recensait 738. En 2000, le *New York City Community Gardens Neighborhood Directory*, compilé par un ensemble de coalitions luttant pour la protection des jardins, faisait référence à l'existence de plus de 800 *community gardens*.

Dans son ouvrage sur le *guerilla gardening*, Richard Reynolds, porte-parole du mouvement en Angleterre, fait bien la distinction entre les jardins « guérilleros » et les jardins légitimes. Pour lui, il n'est pas nécessaire d'officialiser la culture d'un terrain, car « ce que l'on fait bénéficie de toute façon à tout le monde, sans nuire à personne; il n'est donc pas nécessaire de demander la permission »¹¹⁶. L'obtention de la permission du propriétaire devient inévitable lorsque le jardin ne peut passer inaperçu, et qu'il vise une survie à long terme. Comme le dit un jardinier new yorkais cité par l'auteur, « le

¹¹⁴ Olive Evans, « On City Lots, Tomato Plants Are Rising Out of The Ashes », *New York Times*, June 21, 1975, p. 22.

¹¹⁵ Joseph P. Fried, « Community Garden Dug Up at Contested 'Village' Plot », *New York Times*, May 13, 1975, p. 39.

¹¹⁶ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening*, p. 223.

jardinage de guérilla sert à mettre les choses en mouvement, mais le jardinage en communauté est ce qui permet de durer »¹¹⁷.



Photo 19 : Un ouvrier employé par le propriétaire du terrain essaie de déterrer les plantes du jardin de Jane Street, pendant que les jardiniers essaient de les protéger.

Source : Joseph P. Fried, « Community Garden Dug Up at Contested 'Village' Plot », *New York Times*, May 13, 1975, p. 39.

À New York, cette démarche de légalisation s'est faite dès les débuts du mouvement, lorsque les Green Guerillas ont négocié avec la ville la possibilité de location annuelle renouvelable des parcelles pour un dollar symbolique. Mais cet arrangement, dont la ville reconnaissait l'utilité en temps de crise, n'offrait pas de solution à long terme. Et lorsque la relance économique a entraîné une forte hausse de la valeur des terrains, les jardins sont apparus comme des occupations « trop peu rentables » de parcelles en plein cœur de la ville. Ainsi, à propos de la vente aux enchères d'un jardin en 1999, le *Washington Post* écrivait :

« La vente aux enchères sera un exemple criant de l'incroyable renaissance de la ville, alors que des spéculateurs immobiliers se battent pour acheter des parcelles autrefois lugubres dans des quartiers autrefois

¹¹⁷ *Ibid.*, p. 225.

lugubres. La marche implacable de la gentrification¹¹⁸ a même atteint le célèbre quartier de taudis du Lower East Side, aujourd'hui parsemé de bars à sushis, de boutiques à la mode et de clubs avec des noms comme le Luna Lounge. Les enchères pour une parcelle de 4300 pieds carrés (400 m²) commenceront à la somme phénoménale de 262 000 dollars »¹¹⁹.

La volonté de profiter de la relance économique pour renflouer les caisses de la ville en vendant des terrains à bâtir se doublait du désir de Rudolph Giuliani de « nettoyer » New York en partant en croisade contre toutes les formes de marginalité, surtout les plus visibles, c'est-à-dire celles qui avaient investi les espaces publics :

« Voici l'histoire de l'incroyable succès de New York en 1999 : Giuliani a gagné une réputation nationale comme l'homme ayant dompté Gotham, et ses croisades enragées – contre les sex shops, les laveurs de pare-brises, les vendeurs ambulants de hot-dogs, les messagers à vélo, même les piétons traversant en-dehors des clous – sont entrées dans le domaine du mythe »¹²⁰.

Il a souvent été reproché à Giuliani de chercher surtout à supprimer des lieux qu'il considérait comme potentiellement subversifs. Un jardinier déclarait dans ce même article : « Nous unissons les gens, et c'est pour ça que Giuliani ne nous aime pas. Il est du genre à diviser pour conquérir. Il veut détruire la cohésion partout où il la voit »¹²¹. Cette entreprise de « nettoyage » passait également par une politique active cherchant à attirer les classes moyennes supérieures qui n'était d'ailleurs pas nouvelle. Déjà dans les années 1980, un accord avait été signé entre le Housing and Preservation Department (HPD) et le *community board* du Lower East Side : la ville autorisait des associations à but non lucratif à investir des bâtiments abandonnés, et en échange le

¹¹⁸ Dans un numéro de la revue *Espaces et sociétés* intitulé « La gentrification urbaine », l'urbaniste Alain Bourdin propose comme traduction le terme de « gentilhommissation » et dénonce les carences de la théorie, selon lui trop générale, développée par exemple par Neil Smith dans le contexte des villes américaines. Alain Bourdin, « Gentrification : un "concept" à déconstruire », *Espaces et sociétés*, n°132, 2008, pp. 23-37 ; pour Neil Smith, voir par exemple « Gentrification and Uneven Development », *Economic Geography*, vol. 58, n°2, April 1982, pp. 139-155. Pour ma part, j'ai opté pour conserver le terme anglophone, aujourd'hui utilisé par les géographes français.

¹¹⁹ Michael Grunwald, « Mayor Giuliani Holds a Garden Sale – As New York's Hot Housing Market Engulfs Community Oases, Protests Grow », *Washington Post*, May 12, 1999, p. A1.

¹²⁰ *Ibid.*

¹²¹ Pagan Hernan, cité par Michael Grunwald, *Ibid.*

HPD pouvait autoriser au plus vite la construction de logements sur les terrains vagues du quartier, dont certains étaient en fait devenus des jardins. De ces logements, 80 % devaient être loués au prix du marché, et 20 % seulement à loyer modéré, afin de développer une population de classe moyenne, plus rentable pour la ville car payant des impôts plus élevés¹²². C'est en réponse à ce type de politique amorcée avant lui mais poursuivie plus agressivement encore par Giuliani, que Bill Weinberg, journaliste new-yorkais, a rédigé son manifeste pour un Lower East Side autonome et écologique, duquel les automobiles et les propriétaires absenteïstes seraient bannis. L'un des buts professés était que le quartier devienne au moins en partie auto-suffisant du point de vue alimentaire grâce à la transformation de tous les terrains vagues et jardins privés en *community gardens*¹²³.

En 1994, le conseil municipal de Giuliani a accompli un recensement des 11000 parcelles non utilisées appartenant à la ville, afin de déterminer leur usage futur. Le HPD en a choisi 3 000 sur lesquelles bâtir des logements, sur 300 desquelles se trouvaient des jardins du programme Green Thumb. Toutes ces parcelles étaient proposées comme sites potentiels à des sociétés désirant construire, et leur étaient décrites comme des terrains vagues (*vacant lots*), qu'un jardin y soit planté ou non¹²⁴. Tous les efforts des jardiniers, non inscrits sur le cadastre, étaient donc niés, et leur fruit voué à disparaître.

En 1997, la ville de New York a fait part de sa décision de vendre des *community gardens* situés sur des terrains municipaux, afin de construire des immeubles d'habitation. Cette année-là, vingt jardins ont été détruits, d'autres se sont vu refuser le renouvellement de leur contrat de location¹²⁵. Green Thumb avait été prévenu que dans les années à venir, près de la moitié de ses *community gardens* devraient être détruits¹²⁶. La New York City Partnership (NYCP), créée en 1979 par David Rockefeller et destinée à favoriser la coopération entre les hommes d'affaires de la ville et le gouvernement, avait prévu de détruire quatre *community gardens* du

¹²² Bill Brown, « Radical Gardening in NYC », *Earth First!*, June 30, 1998, volume 18, Issue 5, p. 12.

¹²³ Bill Weinberg, « ¡ Viva Loisaida Libre ! », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, pp. 38-56.

¹²⁴ Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.

¹²⁵ Anne Raver, « Houses Before Gardens, the City Decides », *New York Times*, January 9, 1997.

¹²⁶ Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? ».

Lower East Side pour les remplacer par 98 appartements de luxe. La New York City Coalition for the Preservation of Gardens (NYCCPG), créée en novembre 1994 et regroupant des jardins mais également des associations de quartier, des écoles, des organisations religieuses, culturelles ou environnementales¹²⁷, a mené l'affaire l'opposant à la ville et la New York City Partnership devant la Cour Suprême de l'État de New York. Le Juge Jeffrey Atlas, a alors accordé un sursis aux quatre jardins directement menacés¹²⁸, mais des centaines d'autres demeuraient à la merci de la municipalité.

Inquiété par la menace grandissante, John Sampson, alors sénateur démocrate de l'État de New York, a commissionné en 1997 Carole Nemore, analyste des politiques environnementales pour le Sénat, pour mener une enquête auprès des membres de *community gardens* dans les cinq *boroughs*. Elle a synthétisé les résultats de son enquête dans un rapport adressé au Sénat, afin de rendre compte de l'importance et de la portée de ces initiatives locales¹²⁹. Elle comptait 738 *community gardens* à protéger, 358 à Brooklyn, 189 à Manhattan, 154 dans le Bronx, trente-trois dans le Queens et quatre à Staten Island. Les représentants de 229 de ces jardins ont répondu à son questionnaire portant sur l'âge du projet, le nombre de personnes le fréquentant et leurs caractéristiques sociales, les activités proposées, les plantes et objets présents, la visibilité et la valeur esthétique du jardin.

Les réponses apportées à ce questionnaire ont fait conclure à Carole Nemore que « les *community gardens* sont plus basés sur la "communauté" que sur le "jardinage" », ne serait-ce que parce que les jardiniers sont loin d'être les seules personnes à profiter des jardins. Elle insiste sur le fait que « leur diversité et leur richesse ne peuvent pas être aisément remplacées par des espaces récréatifs alternatifs tels que des terrains de jeux ou des parcs, qui sont plus formellement structurés dans leur aménagement et en termes d'activités autorisées ». Elle en conclut que le projet de la ville visant à détruire des jardins pour les remplacer par des logements était néfaste, car :

¹²⁷ *Earth Celebrations*, <http://www.earthcelebrations.com/gardens/gardens.html>, consulté en avril 2010.

¹²⁸ Kemba Johnson, « No Garden Party for Developers », *City Limits*, October 13, 1997.

¹²⁹ Ce rapport, « Rooted in Community: the Community Gardens of New York », est retranscrit en ligne sur *City Farmers*, <http://www.cityfarmers.org/NYcomgardens.html>, consulté en décembre 2008.

« Leur destruction détruira plus que des plantes, arbres et bancs. Elle arrachera le cœur de la communauté et portera pour toujours le souvenir d'une administration bureaucratique sans cœur, sans nom et sans visage qui peut aussi facilement tourner la page, classer un dossier, et peut détruire l'esprit d'un quartier de manière aussi lamentable »¹³⁰.

Suite à ce rapport, le Sénat de l'État de New York, sous l'impulsion du Sénateur Sampson, a proposé cette même année une loi pour accorder le statut de *parkland* aux *community gardens*, ce qui aurait assuré leur pérennité en les inscrivant au cadastre comme des espaces verts. Le texte reconnaissait à la fois la valeur de ces espaces et l'importance du travail des bénévoles. Il soulignait ainsi explicitement l'incompétence de la municipalité à accomplir un travail équivalent :

« Les *community gardens* de New York City participent au maintien de la qualité de vie dans ces communautés. Des centaines de terrains vagues ont été transformés de lieux de décadence et d'activités criminelles en espaces productifs offrant de splendides jardins d'ornement et potagers et des espaces récréatifs pour les résidents de tous âges. De telles transformations ont été menées à l'initiative et sous la responsabilité de bénévoles locaux. Ces bénévoles ont réussi à transformer des terrains abandonnés en parcelles offrant les avantages de parcs et de lieux de récréation à un coût bien inférieur à celui qui aurait été nécessaire à la ville de New York pour en accomplir autant. Ces *community gardens* ont été développés par des bénévoles en réaction au refus ou à l'incapacité de la ville à remédier à la décadence urbaine dans ces espaces »¹³¹.

Par conséquent, le Sénat proposait que ces jardins soient considérés comme des parcs municipaux, pour les protéger :

« (...) Les parcelles communément appelées *community gardens*, louées par la ville de New York à ses résidents pour y développer un *community garden* ou l'utiliser à des fins de récréation depuis au moins un an avant la date à laquelle cette loi prend effet, seront désignées comme

¹³⁰ *Ibid.*

¹³¹ New York State Senate, « An Act to Dedicate Community Gardens as Parkland in the City of New York », April 16, 1997

parcs de la ville de New York. Ces parcs ne pourront être remplacés par des bâtiments ou vendus par la ville de New York à moins que le *community board* ayant juridiction sur l'emplacement du jardin approuve le retrait de la parcelle du programme de *community gardens* »¹³².

Malheureusement, cette proposition de loi n'a pas été approuvée, et c'est cette même année que des actions spectaculaires de désobéissance civile ont commencé à être mises en œuvre par les défenseurs des jardins afin d'exprimer leur opposition aux projets de la ville. Deux cents membres de la New York City Coalition for the Preservation of Gardens se sont rendus à la mairie, chargés de fleurs et de légumes cultivés en ville. Ils offraient à la municipalité de l'aider à inventorier les jardins pour trouver des moyens de préserver ceux qui avaient le plus grand impact positif sur la qualité de vie de leur quartier et qui touchaient le plus grand nombre de personnes, et dont ils demandaient que la valeur soit reconnue. Une journaliste indépendante a été arrêtée et accusée de harcèlement pour avoir envoyé plus de trois mille pages de fax à la New York City Partnership, portant simplement, et à répétition, les phrases « Leave our Gardens Alone » et « Don't Bulldoze the Gardens ! »¹³³. Des initiatives individuelles ont également été prises ; Ms. Harris à Harlem, s'est par exemple mobilisée pour contacter les autorités municipales et essayer de négocier un sursis pour le jardin de son quartier¹³⁴. Six artistes auteurs des peintures murales du Chico Mendez Mural Garden dans l'East Village, ont porté plainte contre la ville qui voulait détruire le jardin, pour violation de la loi sur les Droits des Artistes Plasticiens de 1990, qui interdit « la mutilation ou l'altération non autorisée d'œuvres d'art publiques »¹³⁵. Des affiches et prospectus ont également été diffusés, pourfendant pour la plupart les ennemis des jardins, tout autant l'administration de Giuliani que les investisseurs privés prêts à acheter les terrains. Ces derniers étaient par exemple comparés à des vers de terre (Figure 10).

¹³² *Ibid.*

¹³³ Jesse McKinley, « Fax Attack Puts Garden Defender in Legal Paper Jam », *New York Times*, November 23, 1997, p. 14.

¹³⁴ Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.

¹³⁵ Jesse McKinley, « Browning of Hope for Village Gardens », *New York Times*, October 19, 1997, p. 14.



Figure 10 : Prospectus pour la lutte contre la destruction de *community gardens*.

Source : Archives du Clinton Community Garden.

Le 24 avril 1998, le Department of Housing Preservation and Development a réquisitionné 741 *community gardens* alors sous la juridiction de Green Thumb, un transfert qui menaçait leur avenir immédiat¹³⁶. Dans certains cas des sites alternatifs étaient proposés, ce qui posait la question du déracinement au sens propre¹³⁷. Mais le plus souvent, la solution envisagée était la destruction pure et simple. Cette démarche, et la volonté qu'elle exprimait d'indiquer clairement que « l'utilisation de ces sites pour des jardins Green Thumb est un statut temporaire »¹³⁸, a déclenché la bataille pour la survie des jardins, menée par la New York City Coalition for the Preservation of Gardens et les Green Guerillas.

¹³⁶ Brad Tuttle, « Hanging Gardens », *City Limits*, May 11, 1998.

¹³⁷ David Gonzalez, « The Serpent in the Garden of Renewal », *New York Times*, August 26, 1998, p. B1. Nous verrons en troisième partie quelles sont les implications du « déménagement » d'un *community garden*, en termes du rapport d'un groupe humain au lieu.

¹³⁸ Richard T. Roberts, commissaire au logement, cité par Douglas Martin dans « City Takeover Looms for Gardens on Vacant Lots », *New York Times*, May 1, 1998, p. B1.

Les *community gardens* avaient aussi des détracteurs parmi les résidents. Une chronique publiée dans le *New York Times* résume bien les reproches faits à la présence de *community gardens* dans les quartiers denses de la ville. L'auteur, qui reproche aux résidents de Manhattan de vouloir plus d'espaces verts alors que l'attrait de la ville est justement sa densité et son extrême urbanité, décrit ainsi le jardin qui se trouvait en face de son immeuble avant d'être rasé pour laisser place à un immeuble de dix-huit étages :

« Il y avait de vieux pneus et des meubles et des bidons d'huile et du verre brisé un peu partout, des graffitis sur les immeubles autour, des fils barbelés sur le grillage. La nuit, c'était la parfaite toile de fond obscure et sans vie pour les ventes de drogue qui se déroulaient sur le trottoir. (...) On aurait plutôt dit une décharge de quartier, comme beaucoup d'autres terrains vagues utilisés comme *community gardens* en attendant que la ville décide quoi faire des terrains »¹³⁹.

De même, une lettre de lectrice écrite en réponse à un article sur la menace à l'encontre des *community gardens* exprime des doutes sur le caractère « commun » de ces jardins, et pointe l'égoïsme de ceux qui veulent les préserver au lieu de laisser place à des logements prévus depuis longtemps :

« S'agit-il d'un *community garden* ou de plantations privées pour quelques-uns ? Lorsque les résidents d'un quartier en ont marre de vivre avec des terrains vagues appartenant à la ville et se les approprient pour y jardiner, les choses se passent généralement ainsi : un projet immobilier sur le site, au repos depuis longtemps, devient finalement applicable. Lorsque la ville essaie de se réapproprier la parcelle, le laps de temps écoulé a donné naissance au syndrome de la propriété. Les jardiniers refusent d'abandonner leur privilège temporaire, qu'ils considèrent à présent comme un droit permanent »¹⁴⁰.

À East Harlem, quartier à prédominance *latina*, un représentant du *community board* se plaignait que le programme Green Thumb ait « conduit au délabrement » de

¹³⁹ John Tierney, « No Bed of Roses », *New York Times*, August 9, 1998, p. SM20.

¹⁴⁰ Mary Brendle, « Community Garden May Be Planting for Just a Few », *New York Times*, June 30, 1996, p. CY15.

son quartier car les jardins étaient souvent en mauvais état, et généralement fermés au public. En effet, à l'époque, les jardiniers étaient tenus d'ouvrir le jardin au public lorsqu'ils y étaient eux-mêmes présents, mais il n'existait pas de règle établissant un minimum d'heures d'ouverture hebdomadaires¹⁴¹. Leur statut purement transitionnel était un autre argument fort en faveur de la destruction des jardins. Ainsi pour le *New York Sun*, journal conservateur, les protestations des défenseurs des jardins n'avaient aucun fondement, et s'opposaient même aux valeurs de la vie urbaine :

« L'argument a été avancé, d'après nous de manière peu convaincante, que les *community gardens* représentaient un service public à une époque où la ville avait sombré dans le désespoir et la décadence. Quoi qu'il en soit, nous sortons d'une décennie de forte croissance, et les jardiniers sont plus que jamais un obstacle au progrès et se tiennent en travers du chemin des valeurs urbaines, parmi lesquelles se trouvent la densité de population et de logement, et le besoin d'un développement de marché »¹⁴².

Ce genre de réaction mettait en doute le bien-fondé d'une entreprise établie sur des terrains publics mais qui ne semblait bénéficier qu'à quelques-uns. C'est la raison pour laquelle le mouvement des *community gardens* a dû au long de son histoire et doit toujours, sans cesse, justifier son existence en insistant sur ce terme de *community*. Les jardins sont utiles car ils servent la communauté en offrant des espaces verts de détente et de calme, des lieux de rencontre et de culture. Mais l'ambiguïté du terme permet de renverser l'argument : les jardins sont une mauvaise utilisation des terrains, tout au plus légitime en l'attente d'un projet immobilier, car ils ne servent qu'au plaisir d'une poignée de jardiniers, alors que des immeubles d'habitation satisferaient un plus grand nombre de personnes, et donc une plus grande part de la *community*¹⁴³. Cette opposition entre les *community gardens* et les logements à loyer modéré ne se résumait d'ailleurs pas à une opposition entre gouvernement municipal et militants locaux. En

¹⁴¹ Jennifer Kingston Bloom, « Main Crop At Gardens: Trash and Ire », *New York Times*, September 17, 1995, p. CY7.

¹⁴² « Vital No More », *New York Sun*, September 20, 2002.

¹⁴³ Argument à son tour renversé par les partisans des jardins car le « logement inclut l'extérieur comme l'intérieur (...). Un appartement n'a que peu de valeur sans un jardin pour remonter le moral, répondre aux besoins récréatifs et offrir une vue à la fenêtre. », Barry Benepe, « We Need Gardens to Give a Room a View », *New York Times*, November 1, 1984, p. A30.

1998 dans le South Bronx, un jardin devait être détruit pour laisser place à des logements construits par une organisation religieuse à but non lucratif. Les défenseurs du *community garden*, comme ceux du besoin de logements à loyer modéré, avaient en vue, de bonne foi, le bien-être d'une communauté dont ils faisaient partie¹⁴⁴.

Lorsque Rudy Giuliani a commencé à mettre aux enchères des terrains sur lesquels des *community gardens* étaient établis, parfois depuis vingt ans, les réactions ont été immédiates et diverses, cherchant à compenser l'infériorité financière des jardiniers par une grande visibilité et des actions aptes à attirer la sympathie (Photo 20). Par exemple, en mars 1998, des militants du Lower East Side Collective, une organisation créée en 1997 par de jeunes activistes cherchant à s'impliquer localement¹⁴⁵, se sont rendus à la vente aux enchères d'une parcelle de leur quartier en prétendant vouloir l'acheter. La parcelle a été vendue trois fois à des manifestants qui ont été mis à la porte une fois qu'il est apparu qu'ils ne pouvaient pas payer¹⁴⁶. En mai de la même année, un grand spectacle ambulant à l'occasion du huitième « Rites of Spring: Procession to Save Our Gardens », mettait en scène l'enlèvement de Gaia par des promoteurs immobiliers portant des masques de gargouilles. Gaia a finalement été libérée et les promoteurs transformés en papillons¹⁴⁷.

En mai 1999, cent quatorze *community gardens* ayant été mis aux enchères, des militants déguisés en légumes, fruits et fleurs se sont rendus à la mairie en jouant du kazoo, et 75 d'entre eux ont été arrêtés. Cette action n'a pas convaincu le maire d'annuler la vente, mais c'est à ce moment que le Trust for Public Land, un organisme national à but non lucratif créé en 1972 pour préserver des espaces naturels dans l'ensemble du pays, a offert trois millions de dollars pour l'achat de 63 parcelles. Le New York Restoration Project, créé en 1995 par la chanteuse et actrice Bette Midler pour restaurer des espaces verts, offrait quant à lui 1,2 millions de dollars pour 51 parcelles, dans le but d'en confier l'entretien à des associations de quartier¹⁴⁸. Le choix des jardins à sauver n'a pas été facile ; il a été fait après des visites de chaque jardin, et

¹⁴⁴ Douglas Martin, « A Garden Caught in a Housing Squeeze », *New York Times*, May 18, 1998, p. B4.

¹⁴⁵ Sarumathi Jayaraman and Immanuel Ness, éd., *The New Urban Immigrant Workforce: Innovative models for Labor Organizing*, New York, M. E. Sharpe, 2005, p. 60.

¹⁴⁶ Ellen Sersanous, « Impostors Get Piece of the Auction », *City Limits*, March 23, 1998.

¹⁴⁷ Laurel Graeber, « Celebrating Flower Power », *New York Times*, May 22, 1998, p. E2.

¹⁴⁸ Josh Getlin, « N.Y.'s Slices of Heaven in Trouble Despite Deal », *Los Angeles Times*, May 18, 1999, p. 5.

la priorité a été donnée à ceux qui se trouvaient dans des quartiers pauvres en espaces verts et qui étaient ouverts à leurs voisins¹⁴⁹.



Photo 20 : Manifestation en réaction à la politique de Giuliani concernant les *community gardens* organisée en 1999 par Time's Up !, une association new yorkaise d'action environnementale créée en 1987, et More Gardens! Coalition, créée en 1998¹⁵⁰.

Source : *Time's Up!* <http://times-up.org>, consulté en février 2009

Quelques mois plus tard, la U.S. Court of Appeal (Cour d'Appel) a émis une injonction suspendant la vente des quelques 600 *community gardens* restants sur la liste des enchères, pour donner le temps à leurs défenseurs de fournir les preuves du fondement discriminatoire de la destruction de ces espaces¹⁵¹. En novembre 1999, le Jardín de la Esperanza au nom emblématique, fondé vingt-deux ans auparavant dans le Lower East Side, s'est trouvé à son tour menacé : la conseillère municipale représentant le quartier avait proposé le site à un promoteur immobilier comme alternative à une parcelle voisine, sur laquelle se trouvait une fresque murale qu'elle voulait protéger. Les défenseurs du jardin y ont construit un immense *coqui*, petit

¹⁴⁹ Entretien avec Joanne Morse, du Trust for Public Land, le 31 mai 2007.

¹⁵⁰ *Time's Up!*, <http://times-up.org/index.php?page=time-s-up-20th-anniversary-timeline>, consulté en novembre 2009. *More Gardens! Coalition*, <http://www.moregardens.org/node/141>, consulté en novembre 2009.

¹⁵¹ Karen Schmelzkopf, « Incommensurability, Land Use, and the Right to Space: Community Gardens in New York City », *Urban Geography*, vol. 23, n°4, 2002, pp. 323-343.

batracien natif de Porto Rico. Les légendes racontent qu'il est en mesure d'effrayer des ennemis qui font maintes fois sa taille en poussant un cri qui semble provenir d'un animal bien plus gros (Photo 21). L'analogie a plu aux jardiniers qui ont affirmé : « Nous les jardiniers sommes minuscules, mais nous voulons sauver ce jardin en faisant beaucoup de bruit ». Cette déclaration résume bien l'ensemble des tactiques employées durant cette bataille souvent comparée à celle opposant David à Goliath : chaque action visait à contrer le pouvoir politique et financier de la municipalité par des actions bruyantes et visibles destinées à éveiller la sympathie du public.

De manière plus pragmatique, le *coqui* géant pouvait contenir jusqu'à cinq personnes en même temps, et ses yeux servaient de fenêtres permettant de surveiller les deux extrémités de la rue. Les jardiniers et les résidents du quartier se relayaient pour y dormir et s'assurer que les bulldozers n'interviendraient pas en pleine nuit. Ils avaient même prévu des blocs de béton auxquels s'enchaîner en cas de besoin : « La police devrait alors monter ici et nous déloger avec des scies »¹⁵². Richard Reynolds, qui rend compte d'autres cas de « mécanismes de défense des jardins » explique que si se menotter à des clôtures ou des canalisations n'empêche pas forcément la destruction du jardin, cela permet au moins de la retarder le temps que les médias arrivent sur place. L'exposition médiatique, surtout lorsqu'elle permet de souligner l'inégalité des forces en jeu – des bulldozers escortés par la police contre des jardiniers désarmés – est un outil important dans les efforts pour pérenniser les *community gardens*¹⁵³. Malheureusement, cela n'a pas empêché le jardin d'être détruit quelques mois plus tard (Photo 22), au moment même où la Cour Suprême de l'État de New York donnait raison à Eliot Spitzer, Avocat Général de l'État, qui arguait que les *community gardens* ne devaient pas être « vendus ni altérés physiquement » par la municipalité, tant qu'il n'aurait pas été décidé si ces jardins étaient couverts par le State Environmental Quality Review Act¹⁵⁴. Cette loi, votée par l'État de New York en 1995 et mise en

¹⁵² Julie A. Lobbia, « The Coqui vs. the Bulldozer: 7th Street Gardeners Plan Amphibious Attack », *The Village Voice*, November 23, 1999.

¹⁵³ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening*, p. 181.

¹⁵⁴ « Death of a Garden », *New York Times*, February 17, 2000, p. A28 ; C. J. Chivers, « After Uprooting Gardeners, City Razes Garden », *New York Times*, February 16, 2000.

application le 1^{er} janvier 1996, vise à intégrer des considérations sur l'impact environnemental de tout projet dans les processus décisionnels d'aménagement¹⁵⁵.



Photo 21 : Le coqui géant protège le Jardín de la Esperanza.

Source : Julie A. Lobbia, « The Coqui vs. the Bulldozer : 7th Street Gardeners Plan Amphibious Attack », *The Village Voice*, November 23, 1999.

Les arguments des défenseurs des *community gardens* étaient multiples¹⁵⁶. La plupart avaient trait aux qualités sociales et environnementales de ces jardins, ou à l'immense travail bénévole fourni pendant des décennies, comme le soulignait le Sénat. Mais ce qui frustrait également les jardiniers était la présence massive de véritables terrains vagues tout aussi propices à la construction d'immeubles. De plus, contre l'argument de Giuliani selon lequel tous les jardins seraient remplacés par des logements à loyer modérés, dont la ville avait effectivement grand besoin, Howard Golden, alors président du *borough* de Brooklyn, répondait dans une lettre adressée au Washington Post :

¹⁵⁵ New York State Department of Environmental Conservation, <http://www.dec.ny.gov/regs/4490.html>, consulté en avril 2010.

¹⁵⁶ Voir par exemple Karen Schmelzkopf, « Incommensurability, Land Use, and the Right to Space: Community Gardens in New York City », *Urban Geography*, vol. 23, n°4, 2002, pp.323-343 ; Lynn A. Staehli, Don Mitchell and Christina Gibson, « Conflicting Rights to the City in New York's Community Gardens », *GeoJournal*, n°58, 2002, pp.197-205 ; Christopher M. Smith and Hilda E. Kurtz, « Community Gardens and Politics of Scale in New York City », *The Geographical Review*, vol. 93, 2003, pp. 193-212.

« Plus tôt cette année, j'ai diffusé une étude menée sur des terrains vagues similaires dans le *borough* de Brooklyn, vendus aux enchères par la ville. Sur les 440 propriétés étudiées, seulement 6 % ont été utilisées de manière productive pour des logements ou autres constructions à portée économique. Mon rapport a également montré que plus de 60 % de ces propriétés vendues aux enchères sont désormais des terrains non bâtis dans lesquels on jette des véhicules et des ordures.

En nous basant sur cette étude, de nombreux New Yorkais et moi-même avons conclu qu'il est probable que la plupart des sites de *community gardens* ne soient pas convertis en usages plus productifs une fois vendus, contrairement à ce qu'affirme M. Giuliani. Il est plus probable qu'ils retournent à l'état déplorable dans lequel ils étaient jadis »¹⁵⁷.



Photo 22 : Un bulldozer, protégé par une présence policière, détruit le Jardin de Esperanza sous les yeux des jardiniers, en février 2000.

Source : *Time's Up* !, <http://times-up.org/index.php?page=defending-gardens>.

Dans ce conflit opposant la ville de New York à ses résidents jardiniers bénévoles, c'est finalement l'État de New York qui a facilité la recherche d'un compromis. D'abord grâce au sursis obtenu suite à l'argument environnemental

¹⁵⁷ Howard Golden, « A Garden Grows in Brooklyn », *Washington Post*, June 6, 1999, p. B6.

présenté par Eliot Spitzer, puis parce que Michael Bloomberg, nouveau maire de la ville élu en 2002, cherchait à résoudre tous les procès intentés à la ville au cours du mandat de son prédécesseur. Il a donc relancé les démarches à la recherche d'une solution satisfaisante pour la ville, l'État et les défenseurs des jardins. Finalement, le « drame new yorkais profond, opposant les deux objets de désir les plus communs pour beaucoup de New Yorkais – un logement et des espaces verts non restreints – et mettant en scène certains des personnages les plus irascibles de la ville »¹⁵⁸ a pris fin le 18 septembre 2002. Un accord, dont le but était de « préserver autant d'espaces verts que possible, tout en permettant de construire sur des sites appropriés »¹⁵⁹, a été signé entre Michael Bloomberg et Eliot Spitzer.

Cet accord, effectif jusqu'en septembre 2010 et éventuellement renouvelable, vise à protéger deux ressources urbaines de première importance, l'accès au logement à des prix raisonnables et les espaces verts¹⁶⁰. Il assure le prolongement du programme Green Thumb, à condition que l'État fédéral continue de le financer à travers le Community Development Grant Program. Si ce financement devait cesser, la ville pourrait mettre fin à l'existence de Green Thumb, à condition de prévenir tous les individus et tous les organismes concernés au moins soixante jours à l'avance¹⁶¹. À l'époque, il prévoyait la sauvegarde de 391 *community gardens* (représentés en vert foncé sur la Figure 11 ci-dessous) alors que trente-huit (en rouge) seraient détruits immédiatement pour permettre la construction de 2000 logements à loyer modéré. 114 jardins (en jaune) restaient susceptibles d'être détruits par le futur, mais seulement à la suite d'un processus d'évaluation et après que la ville aurait cherché des sites de construction alternatifs. Les 295 jardins restants (en vert pâle) étaient exclus de l'accord car enregistrés après 1999 – date du début du procès – situés sur des terrains privés ou encore achetés par le Trust for Public Land ou le New York Restoration

¹⁵⁸ Jennifer Steinhauer, « Ending a Long Battle, New York Lets Housing and Gardens Grow », *New York Times*, September 19, 2002, p. A1.

¹⁵⁹ Eliot Spitzer, cité sur *Gotham Gazette*, <http://www.gothamgazette.com>, consulté en janvier 2009.

¹⁶⁰ Robert Fox Elder, « Protecting New York City's Community Gardens », *N.Y.U. Environmental Law Journal*, vol. 13, n°3, 2005, pp. 769-791.

¹⁶¹ Eliot Spitzer, Attorney General of the State of New York, and Michael A. Cardozo, Corporation Counsel of the City of New York, « Memorandum of Agreement », September 17, 2002, § 1. Voir Annexe, p. 338.

Project¹⁶². En revanche, il spécifiait qu'aucun jardin n'obtiendrait le statut officiel de parc¹⁶³, et il n'abordait pas du tout la question de l'éventuelle création de nouveaux *community gardens*¹⁶⁴. L'accord n'a pu rendre tous les *community gardens* permanents, entre autres parce que certains d'entre eux sont encore enregistrés au cadastre comme terrains vagues, ce qui empêche de les inscrire comme des espaces verts permanents, comme le voudrait Michael Bloomberg, davantage intéressé par le sort de ces jardins que ne l'était son prédécesseur¹⁶⁵.

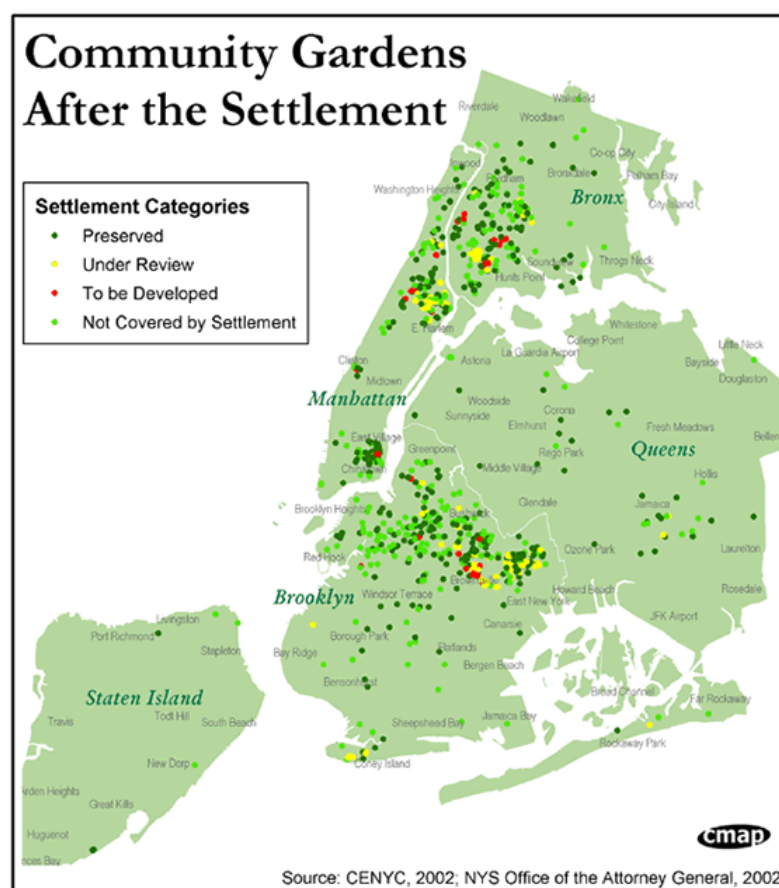


Figure 11 : Carte du statut des *community gardens* de la ville, suite à l'accord signé en 2002.
Source: *Gotham Gazette*, <http://www.gothamgazette.com>, consulté en janvier 2009.

¹⁶² *Gotham Gazette*, <http://www.gothamgazette.com>, consulté en janvier 2009

¹⁶³ Eliot Spitzer, Attorney General of the State of New York, and Michael A. Cardozo, Corporation Counsel of the City of New York, « Memorandum of Agreement », September 17, 2002, § 3.

¹⁶⁴ Adam Honigman, témoignage présenté devant le comité des parcs et jardins du conseil municipal de New York, 19 novembre 2002, non publié.

¹⁶⁵ Edie Stone, Actes du forum « Quatre jours pour les jardins partagés », 16,17,18,19 juin 2005, Paris, p. 36.

Ce compromis, bien évidemment décevant pour les jardins promis à la destruction, était basé sur la demande souvent formulée d'une analyse au cas par cas, permettant de déterminer la « valeur » non monétaire de chaque jardin par rapport à la valeur monétaire d'une construction potentielle. L'idée venait de l'extrême hétérogénéité des jardins car, comme le suggérait une journaliste du *New York Sun* :

« Tous les jardins ne servent pas d'oasis urbaines, comme le voulaient leurs créateurs dans les années 1970. Nous savons que nombre d'entre eux sont devenus des décharges, ou les fiefs personnels d'une poignée de gens, et que trop souvent, la communauté n'y a pas accès. Cependant, il est également vrai que nombre de ces sites ont fourni des espaces de récréation indispensables et des espaces verts de valeur. Ces jardins-là améliorent leur quartier et devraient être préservés »¹⁶⁶.

La difficulté était bien sûr de qualifier et de quantifier les apports d'un jardin à un quartier et ses résidents, en termes de création de lien social, d'amélioration de l'esthétique des lieux. L'accord de 2002 obligeait les promoteurs immobiliers intéressés par une parcelle occupée par un *community garden* à procéder à une étude d'impact environnemental et à obtenir l'accord de la ville ou du *community board*, après avoir exposé en détails leur projet et son apport au quartier. Les promoteurs devaient également prouver qu'ils avaient bien contacté les jardiniers et qu'ils avaient essayé de trouver un site alternatif où ils pourraient s'installer. Si ce procédé ne garantissait pas la sauvegarde des jardins, il offrait au moins la possibilité d'un réel débat entre les personnes concernées sur les mérites comparés de différents usages d'une parcelle, et évitait l'arrivée inopinée de bulldozers laissant après eux des terrains vagues inexploités pendant plusieurs mois, voire plusieurs années. Un article du *Gotham Gazette*, quotidien local créé en 1999, expliquait d'ailleurs en 2006 que les jardins voués à être détruits immédiatement ne l'avaient pas tous été. En effet, le Department of Housing and Preservation, chargé des projets de construction, et le Parks Department ont travaillé ensemble afin de préserver le plus grand nombre de

¹⁶⁶ C. Virginia Fields, « When It Comes to Our City Gardens, New York Is Stuck in the Mud », *New York Sun*, May 6, 2002.

jardins actifs possible, notamment en trouvant des sites de construction alternatifs. À cette date, seuls 45 avaient effectivement été remplacés par des immeubles¹⁶⁷.

c. La place des *community gardens* dans la ville aujourd'hui

Edie Stone, directrice du programme Green Thumb décrivait ainsi lors d'un forum sur les jardins partagés à Paris organisé en 2005 par la mairie, les motivations des New Yorkais pour s'investir dans des projets de *community gardens*, qu'elle considèrait d'ailleurs comme similaires à celles des Parisiens :

« Les habitants de la « Grosse Pomme¹⁶⁸ » s'impliquent dans un jardin communautaire prioritairement pour embellir leur quartier en créant des espaces verts et des lieux de détente, pour transformer des terrains à l'abandon amenant de l'insécurité, et enfin pour les enfants. Le fait de devenir un acteur de la transformation de son environnement quotidien constitue aussi une motivation importante »¹⁶⁹.

Il est difficile de savoir exactement combien de *community gardens* sont toujours actifs aujourd'hui dans la ville de New York. Green Thumb, qui regroupe le plus grand nombre d'informations sur ces jardins, avance le nombre de 650, tout en mettant en garde contre les facteurs d'inexactitude, notamment la diversité des statuts et l'aspect instable d'une structure telle qu'un jardin. Tout d'abord, s'il existe encore des occupations illégales et non enregistrées auprès de Green Thumb, elles ne peuvent de toute évidence pas être inventoriées. De même, les écoles et les paroisses gèrent leurs jardins, qui ne figurent pas au rang de ceux suivis par Green Thumb¹⁷⁰. Enfin, et malgré les inspections annuelles, il arrive que par négligence ou suite au départ des jardiniers, une parcelle horticole retourne à l'état de terrain vague (Photo 23).

¹⁶⁷ Anne Schwartz, « Community Gardens », *Gotham Gazette*, July 2006.

¹⁶⁸ Le surnom de « Big Apple » pour designer la ville de New York est né dans les années 1920 sous la plume de John J. Fitz Gerald, journaliste sportif du *New York Morning Telegraph*, en référence aux courses de chevaux. Il a été largement popularisé dans les années 1970, suite à une campagne menée par le New York Convention and Visitors Bureau. Voir *The Big Apple*, <http://www.barrypopik.com/>, consulté en décembre 2009.

¹⁶⁹ Edie Stone, actes du forum « Quatre jours pour les jardins partagés », 16,17,18,19 juin 2005, Paris.

¹⁷⁰ Ils ne sont pas gérés par Green Thumb, puisqu'ils ne peuvent par exemple pas répondre à l'exigence d'ouverture hebdomadaire au public.

Contrairement aux cas où les jardins sont rasés pour laisser place à des immeubles, les abandons ne sont pas nécessairement enregistrés immédiatement.



Photo 23 : Terrain à Coney Island, recensé encore aujourd'hui comme le Boardwalk Garden sur <http://www.oasis.net>. Février 2007.

Malgré cette incertitude sur le nombre total de parcelles jardinées en commun, il est possible de donner une idée de la situation actuelle du mouvement et de ses représentants, dans leur grande diversité. La Figure 12 montre par exemple qu'aujourd'hui encore, les zones de concentration des *community gardens* correspondent aux quartiers qui ont le plus souffert de la crise des années 1970 : le Lower East Side, Harlem et Washington Heights à Manhattan, le nord de Brooklyn et le South Bronx. C'est là que les terrains vagues et les carences en espaces verts étaient les plus flagrants à cette époque, permettant l'implantation de ces jardins qui ont survécu dans des quartiers dont l'évolution au cours de trente dernières années a pourtant été bien différente, puisque le niveau socio-économique du Lower East Side et de l'ouest de Brooklyn, par exemple, est monté bien plus rapidement que celui du nord de Manhattan ou du sud du Bronx.



width of map is **41.5 miles**



Figure 12 : Répartition géographique des *community gardens* de New York City en 2009.

Source : OasisNYC <http://www.oasisnyc.net>, consulté en novembre 2009.

Aujourd'hui, on peut trouver des *community gardens* dans tous les *boroughs*, même si un seul est recensé sur Staten Island. Le Lower East Side possède un statut particulier par son rôle historique, puisque certains des plus vieux jardins s'y trouvent, dont celui de Liz Christy, mais ils sont loin de représenter une forme unique de *community garden*. Dans de nombreux cas, c'est la constitution socio-culturelle et économique de la communauté géographique qui influence l'organisation et le rôle joué par un jardin. Ceux du Lower East Side bénéficient d'un environnement à la fois artistique et touristique, et ils sont des lieux de culture tout autant que de jardinage : on y trouve des sculptures, il s'y déroule des représentations théâtrales et musicales, des projections de films, etc. Dans certains cas, le jardin semble servir de décor à la scène, plutôt que d'être l'élément primordial du lieu.

Mais dans d'autres quartiers les priorités sont tout autres, par exemple produire de la nourriture ou offrir un espace et une activité à des adolescents, ce que reflète l'aspect des lieux. De même, l'âge des jardins ou l'aide institutionnelle reçue, sa nature

(monétaire ou matérielle) et son importance, influencent l'organisation de l'espace et du groupe. Souvent enregistrée par des objets, des peintures ou des plantes, l'histoire même laisse sa marque et fait de chaque parcelle un lieu unique.

Certains jardins ont été installés par des groupes de résidents qui ont parfois occupé le terrain illégalement avant la signature d'un accord avec la ville ou le propriétaire. Mais d'autres sont attachés à une école, un hôpital ou une paroisse. Les dynamiques sont alors différentes, puisque la gestion est assurée par l'institution propriétaire du terrain dans un but précis, éducatif ou thérapeutique. C'est le cas de celui de Rikers Island, la prison insulaire située au sud du Bronx, dans la East River. Elle abrite des personnes en attente de jugement, ou condamnées à une peine inférieure à un an, pour des délits et non des crimes. Ces peines courtes, souvent liées à la drogue, nécessitent des programmes de réinsertion rapides et efficaces, pour lutter contre le taux élevé de récidive. Le jardinage permet aux détenus hommes et femmes de passer du temps à l'extérieur, d'améliorer leur alimentation quotidienne, de fabriquer des produits d'hygiène de qualité à base de plantes, ce qui manque cruellement dans le milieu carcéral. Il permet également de développer des connaissances et des compétences horticoles. Les détenus font pousser des végétaux d'ornement qui sont ensuite transplantés dans différents parcs publics à New York, créant un lien physique et symbolique entre la prison et l'extérieur. Mis en place en 1996, ce programme est administré par la New York Horticultural Society ; il offre un emploi aux détenus à leur sortie de prison, afin de les aider à retrouver une place productive dans la société¹⁷¹. Dans son documentaire sur les jardins « réparateurs » de New York, Alexandra Isles a consacré une section au GreenHouse Project de Rikers. Elle a suivi des femmes dans leur travail au jardin, puis à leur sortie dans leur métier d'agents des espaces verts de la ville. Les femmes interrogées expliquent que

¹⁷¹ James Jiler, *Doing Time in the Garden*, p. 13, et entretien lors de ma visite en août 2007. Il n'existe pas à New York de programme de jardins d'insertion comme en France (voir le site du Réseau Cocagne, qui gère « des jardins maraîchers biologiques à vocation d'insertion sociale et professionnelle », <http://www.reseaucocagne.asso.fr> et Agnès Fortier, « Les vertus du jardinage d'insertion », in Françoise Dubost et Bernadette Lizet, dir., *Bienfaisante nature*, Paris, Seuil, 2003, p. 85-102). Mais certains *community gardens* mettent individuellement l'accent sur des groupes sociaux à risque ou en difficulté, qu'il s'agisse d'adolescents des quartiers difficiles, de personnes handicapées mentales ou physiques, de chômeurs ou de personnes âgées.

l'apprentissage de nouvelles techniques en prison et l'obtention d'un emploi gratifiant leur ont permis de reprendre pied¹⁷².

J'ai visité ce jardin en compagnie du responsable du programme, James Jiler, un jour où les femmes y travaillaient (elles alternent avec un groupe de jardiniers hommes, la mixité n'étant pas permise). Les détenues faisaient preuve d'indépendance dans les tâches de jardinage comme dans la préparation du repas, constitué d'une salade de tomates et de concombres cultivés par leurs soins, qu'elles étaient fières de partager avec moi¹⁷³. Une certaine concertation était également visible entre Jiler et les femmes, notamment dans une participation à la décoration du lieu ; mais dans un tel cadre, la coopération est forcément limitée, et toute enfreinte au règlement est immédiatement sanctionnée par l'exclusion. Mais malgré le cadre strict, le tri des détenus autorisés à participer au programme, la présence visible de clôtures infranchissables¹⁷⁴, les vertus généralement vantées des *community gardens* semblent effectives ici : l'air frais, la nutrition, l'exercice, l'intégration, l'apprentissage, la créativité.

Une différence majeure avec les jardins situés à l'extérieur et qui pose problème aux jardiniers, est que leur présence est limitée à quelques mois ; ils ne peuvent donc pas apprécier les projets à long terme, dont les résultats ne sont visibles que sur plusieurs saisons. La rotation stricte de la présence des détenus désorganise les travaux, qui ne sont pas toujours effectués exactement quand ils devraient l'être. Le temps passé sur place ne peut pas être modulé en fonction des besoins, comme par exemple lorsque Bonnie et Clyde, les deux lapins, étaient malades.

Les jardins à *casitas* (petites maisons), présents essentiellement à East Harlem, dans le South Bronx et dans le Lower East Side, représentent un genre à part entière. Ces structures de bois et autres matériaux de récupération sont typiques de la culture

¹⁷² Alexandra Isles, *Healing Gardens of New York: Planting Seeds, Changing Lives*, 2007. Il faut cependant noter que lors de ma visite en août 2007, une des femmes du reportage, filmée après sa sortie, était de retour à Rikers, et de nouveau impliquée dans le programme, avec un certain statut d'ancienneté.

¹⁷³ Elles m'ont également donné des tomates et des concombres à emporter.

¹⁷⁴ Le paysage est véritablement apaisant en comparaison du reste de l'île. Seule note discordante : des mouettes aux ailes brisées. Attirées par les lumières de la prison, elles sont nombreuses à s'emmêler dans les fils barbelés. Le jardin devient alors un lieu de convalescence pour elles. C'est un bon exemple de la difficulté à faire coexister – voire à intégrer – ville et nature. Il en est de même des oiseaux migrateurs qui meurent en se cognant aux vitres illuminées des tours de Manhattan.

latina, et surtout portoricaine, dans laquelle, héritières d'un métissage culturel et architectural entre indiens Taino natifs de l'île et esclaves africains, elles représentent le cœur de la vie sociale et religieuse¹⁷⁵. Généralement sises au centre d'un cercle de terre battue inspiré du *batey* taino, l'espace de vie commune et spirituelle du village, elles sont à New York « le centre de la vie de quartier, on peut s'y reposer, y faire la fête, y donner des représentations d'art vivant et, de temps en temps, y rôti un cochon »¹⁷⁶. Facilement démantelables, ces édifices ont en fait toujours été interdits par la Ville, de peur qu'ils deviennent de véritables lieux de résidence. Mais la municipalité a toutefois longtemps fermé les yeux car, comme l'a indiqué Jane Weissman, ancienne directrice de Green Thumb, « il est admis que les *casitas* remplissent une tradition culturelle, surtout pour les gens qui viennent de Porto Rico »¹⁷⁷. Daniel Winterbottom, architecte paysagiste, précise :

« Pour de nombreux Portoricains, pour qui l'expérience de l'immigration a été celle du déracinement plutôt que de l'assimilation, les *casitas* [...] représentent un effort conscient de recréer leur pays natal et par là-même de soutenir leur identité et leur fierté culturelles »¹⁷⁸.

Lors de la vague de destruction de jardins dans les années 1990, il était admis que ces parcelles étaient les plus vulnérables, car « les bureaucrates vont baser leurs décisions sur l'apparence des jardins. Les jardins avec *casitas* ne sont pas forcément les plus beaux »¹⁷⁹. Ils abritent souvent des animaux en liberté (Photo 24), qui contribuent à l'apparence de « désordre » si insupportable à Rudy Giuliani¹⁸⁰.

¹⁷⁵ Daniel Winterbottom, *Casitas: Gardens of Reclamation*, disponible en ligne sur <http://www.cityfarmer.org/casitas.html>, consulté en novembre 2009.

¹⁷⁶ Mireya Navarro, « A Little Houseful of Performances », *New York Times*, August 20, 2003, p. E1.

¹⁷⁷ Elena Martinez, « Los Amigos Garden and Casita. *Mi casa es su casa* », *New York Restoration Project*, http://www.nyrp.org/pdf/nyrp_losamigos.essay.102004.pdf, consulté en juillet 2009 ; « The Roots of Sustainable Gardens: For Permanent GreenThumb Gardens on Parks & Recreations Property », November 17, 1997, non publié ; Jennifer Kingston Bloom, « Main Crop At Gardens: Trash and Ire », *New York Times*, September 17, 1995, p. CY7.

¹⁷⁸ Daniel Winterbottom, *Casitas: Gardens of Reclamation*. Sur les *casita gardens*, voir aussi Laura Hansen and Steve Zeitlin, « With Greenspace for All », *New York Folklore Society Newsletter*, Fall/Winter 1998 ; Joseph Sciorra and Martha Cooper, « "I feel Like I'm in My Country": Puerto Rican Casitas in New York City », *The Drama Review*, vol. 34, n°4, Winter 1990, pp. 156-168.

¹⁷⁹ David Lutz, directeur de programmes de la Neighborhood Open Spaces Coalition, cité par Douglas Martin dans « A Garden Caught in a Housing Squeeze », *New York Times*, May 18, 1998, p. B.4.

¹⁸⁰ La même problématique a été posée autour des jardins ouvriers français. Traditionnellement, les cabanes à outils y étaient faites de matériaux de récupération, ce qui contribuait à leur hétérogénéité esthétique. Après la Deuxième guerre mondiale, cette hétérogénéité a été interprétée comme un signe de



Photo 24 : United We Stand Garden, dans le Bronx.

Source : *New York Times*, 23 février 2009

La destination de la récolte est une question importante pour les membres d'un *community garden*. Dans les jardins constitués de parcelles individuelles ou familiales, le consensus est généralement que chacun récolte ce qu'il a semé. S'il existe des zones communes ou des arbres fruitiers, soit la récolte se fait collectivement et elle est partagée, soit chacun se sert à son gré, soit, comme pour les fleurs en général, la cueillette est interdite. Mais parfois la récolte, ou une partie, peut être vendue ou donnée. Dans le premier cas, comme à la East New York Farm à Brooklyn (Photo 25) ou Taqwa Community Farm dans le Bronx¹⁸¹, un marché est organisé pour rapporter des fonds au jardin. À East New York, le programme sert également à enseigner le commerce et les responsabilités aux jeunes jardiniers (Photo 26). Chaque année, vingt adolescents apprennent à jardiner et à gérer leur propre lopin, aident les jardiniers âgés pour les tâches plus difficiles, et vendent eux-mêmes leur production de la semaine au marché¹⁸². Lorsqu'il y a don, il est fait à une *food pantry*, équivalent de la soupe

désordre, d'anarchie, et a été comparée aux bidonvilles ; cet argument a été utilisé à l'époque pour justifier la destruction en masse de ces jardins. Françoise Dubost, *Les jardins ordinaires*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 81.

¹⁸¹ Voir *infra*, p. 234.

¹⁸² East New York Farms, http://www.eastnewyorkfarms.org/youth_internship.html, consulté en juillet 2009.

populaire, gérée par une église ou une autre association locale qui la redistribue ensuite aux nécessiteux, généralement privés de nourriture de qualité¹⁸³.



Photo 25 : East New York Farm, Brooklyn, juillet 2007.



Photo 26 : Marché de la ferme dans la rue attenante, juillet 2007.

Les différences entre jardins sont largement liées à leurs histoires respectives et aux besoins socio-économiques, culturels et nutritionnels de leurs membres et des quartiers où ils se trouvent. J'ai évoqué les cas situés sur un terrain appartenant à une institution édictant les règles. Sur les terrains rachetés par le Trust for Public Land ou le New York Restoration Project, il faut également suivre leurs directives concernant l'ouverture au public, la participation aux activités avec les autres jardins appartenant à ces organismes. Mais ils doivent aussi se soumettre aux normes de Green Thumb pour être comptabilisés et profiter des ressources municipales. Ce qui, au vu de la grande hétérogénéité de taille, du nombre de membres, des objectifs des jardins, pose parfois problème ; par exemple, l'obligation d'avoir au moins dix membres officiels n'est pas forcément adaptée aux plus petits jardins.

L'organisation physique de la parcelle et le fonctionnement du groupe de jardiniers sont interdépendants, et tous deux liés à l'histoire du jardin. L'organisation actuelle dépend des choix effectués au cours des ans, notamment sur la visée

¹⁸³ Linda Yang, « It's Harvest Time for Urban Gardeners », *New York Times*, September 3, 1997, p. C1 et Lauren Raheja, « NYC Food Pantries Go Green », *City Limits*, August 19, 2010, <http://www.citylimits.org/news/articles/4153/nyc-food-pantries-going-green>.

principale, éducation, insertion sociale, formation professionnelle, lieu culturel, production maraîchère. Ceci entraîne une surveillance plus ou moins stricte de la participation des jardiniers et du respect des règles. Rikers Island en offre un cas extrême, puisque les détenus impliqués sont choisis en fonction de leur délit et de leur comportement ; ils sont de plus surveillés de près dans leur pratique horticole et leurs horaires. À l'opposé, dans certains sites peu actifs et voués principalement à la détente de leurs membres, le règlement est souvent mis noir sur blanc à la seule fin de répondre aux critères de Green Thumb ou des trusts, et il est assez peu appliqué. Entre ces deux extrêmes, à peu près tous les cas de figure existent, le degré de rigueur étant souvent proportionnel au succès rencontré, et donc au besoin de faire cohabiter un grand nombre de personnes et de s'assurer que ceux qui ont le privilège de posséder une parcelle le « méritent », c'est-à-dire qu'ils fournissent un travail jugé par le groupe comme étant qualitativement et quantitativement approprié.

Une différence majeure entre *community gardens* est celle entre *community* et *communal*. Dans le premier cas, le plus courant, il s'agit d'un espace commun divisé en parcelles individuelles ou familiales. Dans le second cas, l'ensemble du jardin est partagé, c'est-à-dire que tous les travaux, décisions et récoltes sont collectifs. Encore une fois, il n'existe pas de statistiques sur la question, mais d'après mes propres observations, cette seconde option est de loin la plus rare – sauf dans les jardins attachés à une institution – ce qui souligne la volonté des jardiniers de partager une partie des ressources et des investissements, tout en préservant leur domaine privé.

Il est donc impossible de décrire un *community garden*-type, même en se plaçant à l'échelle d'un quartier. Il est possible cependant de souligner quelques points communs qui justifient la mise en place de regroupements, réseaux, associations plus ou moins formelles, et la mise en commun de savoirs et techniques.

Le plus souvent¹⁸⁴ dans les *community gardens*, quelle que soit leur organisation par ailleurs, les parcelles individuelles consistent en du sol importé, acheté par les jardiniers ou donné par des associations ou organisations environnementales, et déposé entre quatre planches de bois fournies par Green Thumb.

¹⁸⁴ Les chiffres étant encore une fois inexistant, seuls les témoignages oraux et la littérature sur le sujet permettent de déduire que cette pratique est dominante.

On parle alors souvent, de « boîtes » ou *raised beds* (parterres surélevés) plutôt que de parcelles (*plots*). En plus de ces emplacements qui mesurent en général 2m² et qui sont réservés à la culture des fruits, légumes et herbes aromatiques, on trouve aussi des parterres de fleurs, d'arbres et d'arbustes ornementaux, et, selon l'espace disponible, des pelouses, des bancs, des plans d'eau, des structures bâties tels que cabane à outils, kiosque, serre, etc.

d. Un soutien associatif et institutionnel à plusieurs échelles

Une des difficultés de l'appréhension de la place du concept de *community* dans le mouvement des *community gardens* de New York City est la multiplication, au cours des années et à mesure du processus de légalisation, d'organismes qui se sont impliqués dans le mouvement. Ils agissent à des échelles diverses, du quartier au continent nord-américain, et sur des aspects différents tels que l'aide logistique, l'apport de matériaux, l'expertise environnementale comme par exemple le test de la pollution des sols ou l'installation de systèmes de récolte des eaux de pluie. Ils sont également plus ou moins proches du gouvernement officiel de la ville. Leur existence et les relations qu'ils entretiennent avec un jardin donné ont un impact sur la constitution de la communauté qui s'y attache. La multiplicité de ces organismes révèle le dynamisme des adhérents et des activistes du mouvement.

On l'a vu, les Green Guerillas ont été le premier groupe à travailler à la promotion des *community gardens* à New York, l'un des premiers aux États-Unis. Liz Christy et ses compagnons militants ont pris ce nom en 1973 et ils ont joué un rôle historique. Ils ont participé à la mise en place de nombreux jardins et le nom qu'ils ont adopté et leurs méthodes, notamment le lancer de *seed grenades*, ont posé les fondations d'un mouvement protestataire, fondé sur des activités illégales. Aujourd'hui le terme de *guerilla gardening* et les pratiques transgressives qu'il désigne existent toujours aux États-Unis et ailleurs, notamment la Grande Bretagne et la France¹⁸⁵. Subversifs au départ, les Green Guerillas de New York ont suivi la tendance générale

¹⁸⁵ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening*.

vers la légalisation. Il est de plus en plus difficile de créer de nouveaux jardins¹⁸⁶, et l'association se concentre désormais sur l'aide logistique à ceux qui existent déjà. Les bénévoles organisent des ateliers pour informer et former au jardinage et aident parfois à monter tel projet d'installation d'un système de recueil des eaux de pluie ou de construction d'une cabane à outils. Leur réunion annuelle est ouverte à tous. Les Green Guerillas y présentent leurs idées et leurs innovations autour d'un buffet. L'association est maintenant reconnue par la ville et travaille conjointement avec Green Thumb.

Lorsque le programme Green Thumb a été créé en 1978, son but était de recenser et de gérer les *community gardens*. Il a d'abord été intégré au Department of General Services, dont la mission est de contrôler l'utilisation des terrains vagues de la ville, puis a rejoint le Parks and Recreation Department¹⁸⁷. Dans les années 1970, le soutien apporté au mouvement prenait la forme de l'autorisation d'occuper une parcelle pour le loyer symbolique de \$1 par an, en échange de l'entretien de ces parcelles et de l'assurance que les jardiniers quitteraient les lieux sous trente jours si un projet immobilier venait à être développé sur le site. Avec le renouveau économique de la ville, l'offre a disparu, mais Green Thumb existe toujours. Sa mission est aujourd'hui de gérer les *community gardens* installés sur des terrains municipaux et rattachés au Parks Department ; mais tous les jardins, quel qu'en soit le statut, peuvent se faire connaître, tous les deux ans, auprès de Green Thumb. Cela permet à la ville d'effectuer un recensement plus exact de ces lieux, des activités qui y sont proposées et de leurs membres. En échange, les collectifs de jardiniers peuvent participer aux ateliers de formation organisés par Green Thumb et recevoir de l'aide matérielle des plantes, des planches, des abris, etc. En complément des informations fournies par les jardiniers, quatre des neuf employés de Green Thumb vont une fois par an visiter les jardins enregistrés, afin de s'assurer de leur bon fonctionnement. Dans le cas de dysfonctionnements, Green Thumb peut émettre un avertissement et éventuellement retirer le terrain du programme de *community gardens*.

La participation aux activités de Green Thumb comme les ateliers ou la fête du printemps, qui ont généralement lieu dans un jardin volontaire, permet l'intégration

¹⁸⁶ À la réunion annuelle de 2007 de l'association, la création d'un nouveau jardin à Brooklyn a été présentée comme une opportunité unique.

¹⁸⁷ Entretien avec Cara Monaco, de Green Thumb, le 1^{er} juin 2007.

dans un réseau à l'échelle de la ville, et donc des échanges avec d'autres jardiniers. GT aide également à la médiation en cas de conflits internes, ou avec des riverains ou des services de la ville¹⁸⁸. Par nature vouée à homogénéiser les règlements, la politique de Green Thumb reste néanmoins attachée à la richesse née de la grande diversité des jardins.

Green Thumb tient donc lieu d'organisation cadre, mais chaque jardin est également lié à l'institution qui possède ou gère le terrain sur lequel il se trouve. Ainsi, les jardins protégés par l'accord de 2002 et situés sur des terrains municipaux dépendent maintenant du Parks and Recreation Department¹⁸⁹, qui gère les « espaces récréatifs » de la ville de New York. Ces espaces, qui représentent 25,2 % du territoire, incluent les parcs publics, les aires de jeux pour enfants, les terrains de sport, les zoos et aquariums, les promenades vertes, et, à travers le programme « Million Trees NYC »¹⁹⁰, les arbres plantés sur les trottoirs et les éventuels jardinets qui poussent à leur pied. Green Thumb dépend également de ce département.

En 1934, le maire Fiorello La Guardia a nommé Robert Moses administrateur d'un département unique et centralisé des parcs de toute la ville. Une gestion unifiée des espaces récréatifs des cinq *boroughs*¹⁹¹, centrée autour de la notion chère à Moses de la nature comme lieu d'exercice physique, se met alors en place. Le fait que les *community gardens* soient passés sous le contrôle de cet organisme prouve bien le changement de regard de la municipalité : lorsqu'ils étaient sous la juridiction du Department of General Services, ces jardins étaient mis au même rang que n'importe quel terrain à bâtir ; ils sont désormais recensés comme des espaces verts, même s'ils n'ont pas le statut plus permanent de parcs municipaux.

La New York Housing Authority a été le premier organisme de logements publics du pays, établie en 1934 par La Guardia¹⁹². En 1962, elle met en place le

¹⁸⁸ Intervention de Edie Stone, directrice de Green Thumb, actes du forum « Quatre jours pour les jardins partagés », 16,17,18,19 juin 2005, Paris, p. 36.

¹⁸⁹ *New York City Parks and Recreation Department*, <http://www.nycgovparks.org/>, consulté en novembre 2008.

¹⁹⁰ *Million Trees NYC*, <http://www.milliontreesnyc.org/html/home/home.shtml/>, consulté en novembre 2008.

¹⁹¹ Matthew Gandy, *Concrete and Clay*, p. 127.

¹⁹² *Official Website of New York City*, <http://www.nyc.gov/html/nycha/html/home/home.shtml>, consulté en février 2009.

Tenant Garden Program, visant à « encourager les résidents de logements publics à aider à entretenir leur communauté »¹⁹³. Le principe en était que des individus ou groupes volontaires recevaient une parcelle au pied de leur immeuble et vingt-cinq dollars pour acheter des plantes et des graines. Le programme ne concernait au départ que les jardins ornementaux, puis il a été étendu aux potagers en 1974. Il a permis de mettre en valeur la « fierté personnelle manifestée dans les jardins »¹⁹⁴ et leur capacité à créer du lien social. La Housing Authority a joué un rôle précurseur dans la perception de l'intérêt du jardinage urbain, mais elle a également tenu une place importante dans le processus de destruction de nombreux *community gardens*. Lorsque Rudolph Giuliani a tenté de les vendre aux enchères pour faire place à des projets immobiliers, il les a placés sous l'autorité de ce département, chargé des ventes. C'est également à la Housing Authority qu'a été confié en 2002 le choix à effectuer entre sauvetage ou destruction.

La ville n'est pas seule à posséder des terrains sur lesquels se trouvent des *community gardens*. Les deux trusts qui en ont sauvé certains de justesse en 1999 sont encore actifs aujourd'hui. Le New York Restoration Project (NYRP)¹⁹⁵ créé par Bette Midler a commencé dès 1995, comme son nom l'indique, par restaurer des parcs urbains mal entretenus, à commencer par Washington Park et Fort Tryon Park, au nord de Manhattan, dans des quartiers populaires. Pour les *community gardens* sous sa juridiction – c'est-à-dire dont le terrain lui appartient – NYRP fait appel à des dons privés et emploie des paysagistes professionnels afin de « développer des aménagements appropriés, innovateurs et écologiques qui répondent aux besoins présents et à venir de la communauté ». Cette démarche de « restauration » est donc nettement plus interventionniste que celle des autres organismes qui possèdent ou gèrent des *community gardens*. Lorsque le jardin « restauré » est remis aux mains des résidents, le NYRP reste présent au travers de programmes éducatifs, de dons de matériel et d'une assistance technique permanente.

¹⁹³ Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 209.

¹⁹⁴ *Ibid.*, p. 210.

¹⁹⁵ *New York Restoration Project*, <http://www.nyrp.org>, consulté en juillet 2009.

L'autre organisme salvateur en 1999 a été le Trust for Public Land (TPL)¹⁹⁶. TPL ne se limite pas à fournir de l'aide aux *community gardens*. Sa mission est de préserver des sites naturels dans l'ensemble du pays en rachetant des terrains pour y empêcher tout projet de construction. New York a été son premier terrain d'action urbain en 1984, lorsque, le Clinton Community Garden était menacé de destruction¹⁹⁷. Il a également accordé des bourses à des jardins pendant plusieurs années, ce qui lui a permis de se familiariser avec le mouvement. En 1999, TPL a racheté soixante-trois parcelles sur lesquelles se trouvent des *community gardens*, pour les sauver d'une disparition certaine. Un soixante-quatrième, le Pacific Street Bears Garden, a été intégré plus tard. TPL a également fourni des accès à l'eau courante, des clôtures, des abris à outils, etc.

Le principe du Land Trust est que les terrains deviennent des propriétés privées¹⁹⁸, mais sont confiés à un groupe de personnes impliquées dans l'entretien pour qu'ils en fassent un espace utile à la communauté. L'idée qu'une institution privée possède ces terrains pose problème car en théorie, elle peut en redéfinir l'usage précis¹⁹⁹. Tant que TPL reste attaché à sa mission de verdissement de la ville, seuls des jardins pourront toutefois être développés sur ces parcelles. Comme l'expliquait Andy Stone, alors directeur du « chapitre » new yorkais de TPL, la mission principale était de trouver des moyens de « sauvegarder des espaces verts et les rendre permanents tout en apportant des bénéfices concrets à la ville »²⁰⁰.

TPL n'est pas spécialiste des questions de préservation du territoire urbain ; aussi trois organismes ont-ils été créés en 2004 pour prendre la relève sur le terrain : le Manhattan Land Trust (quatorze jardins), le Bronx Land Trust (seize), et le Brooklyn-Queens Land Trust²⁰¹ (vingt-neuf à Brooklyn et cinq dans le Queens). Cela devait également permettre une certaine cohérence géographique, faciliter la rencontre et

¹⁹⁶ *Trust for Public Land*, <http://www.tpl.org/>.

¹⁹⁷ Voir *infra*, p. 170.

¹⁹⁸ Le nom de cet organisme est trompeur : il ne fait pas référence à une notion de propriété publique, mais à celle d'usage collectif de terrains acquis dans ce but.

¹⁹⁹ Schmelzkopf, Karen, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, pp. 364-381.

²⁰⁰ Cité par Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.

²⁰¹ *Brooklyn Queens Land Trust*, <http://www.neighborhoodlink.com/org/bqlt/>.

l'entraide entre responsables de jardins. Certaines activités, telles que la coupure des arrivées d'eau au début de l'hiver, sont ainsi effectuées collectivement, et la proximité géographique facilite la tournée des jardins. Les Land Trusts de Manhattan et du Bronx sont actuellement en cours de fusion pour rassembler un plus grand nombre de jardins, et donc de jardiniers.

Le Brooklyn-Queens Land Trust, qui nous intéresse le plus ici pour ses liens avec deux des jardins étudiés, a établi ses quartiers dans le Magnolia Tree Earth Center (MTEC), à côté du Hattie Carthan Community Garden, ce qui lui permet de s'inscrire dans une tradition environnementale militante de quartier. Hattie Carthan a fait partie des membres fondateurs des Green Guerillas, et, face à la détérioration de son quartier, elle a créé le Tree Corps en 1971, un mouvement de plantation d'arbres qui en a ajouté 1500 dans le quartier et qui préfigurait, trente ans plus tôt, le projet de la ville, Million Trees. Elle a milité pour conserver le *Magnolia grandiflora*, espèce rare au nord-est des États-Unis, qui est devenu le symbole du quartier et un point d'intérêt officiel de la ville. Le MTEC a été créé en 1972 afin de promouvoir la conscience environnementale et la solidarité parmi les Afro-Américains et les Caribéens du quartier de Bedford Stuyvesant. L'institution a aujourd'hui une mission différente, celle de fournir des plantes et des outils aux jardiniers du quartier²⁰². Créé en 1981, le jardin a été baptisé en l'honneur de Hattie Carthan en 1998.

Le Brooklyn-Queens Land Trust s'est fixé pour objectif de mettre en commun les ressources de « ses » jardins, par des échanges d'idées et de savoirs et par la mise en commun de l'abattage d'arbres en mauvais état et de demandes de financement par exemple. Comme dans le cas de Green Thumb, mais à une échelle moindre, la diversité des jardins placés sous l'autorité du BQLT et la multiplicité de leurs attentes rend parfois difficiles le dialogue et la coordination au sein d'une structure née d'une rationalité financière et géographique plus que d'un sentiment d'appartenance commune.

Depuis la création des Green Guerillas, d'autres associations non gouvernementales ont été créées, souvent localement, pour répondre à une demande précise. Je n'en citerai que quelques-unes pour donner une idée de la vitalité du

²⁰² L'histoire de Hattie Carthan est affichée sur un panneau à l'entrée du jardin qui lui a été dédié.

mouvement. La Neighborhood Open Space Coalition (NOSC)²⁰³ a vu le jour en 1981 à la suite d'une étude intitulée « Community Open Space »²⁰⁴, dans le but de mettre en place un réseau d'information et de protection des *community gardens* de New York. Son argument était le suivant : ces jardins représentent une surface bien inférieure à celle occupée par les parcs de la ville, mais leur valeur réside dans leur nombre et leur intégration dans les quartiers. L'étude avait ainsi identifié, comme le souligne Tom Fox, fondateur de NOSC :

« 446 jardins sur 121 acres (49 hectares), dans lesquels étaient investies plus de 10 000 personnes. Le prix moyen de construction d'un parc à l'époque était de \$ 50 par pied carré. Le prix d'un *community garden* était de \$ 5 par pied carré, et l'entretien se payait par la sueur »²⁰⁵.

NOSC s'intéresse aujourd'hui à la promotion de tous les espaces ouverts de la ville, *community gardens*, promenades vertes, bords de rivières ou parcs. Depuis 1992, la coalition s'est associée à Friends of Gateway, un groupe visant la promotion et la protection de Gateway National Recreation Area, un parc naturel situé non loin de l'aéroport JFK. Elle a également élaboré le programme Take a Walk, New York!, qui propose des promenades guidées le week-end, dans divers types d'espaces verts de la ville.

La New York City Community Gardens Coalition²⁰⁶ (NYCCGC), association à but non lucratif, est née en 1998. Elle fonctionne à l'échelle de la ville et vise à être le pendant alternatif de Green Thumb dans la *community*. Green Thumb est très utile aux *community gardens*, mais il ne s'agit pas moins d'une agence municipale, et donc tributaire des aléas politiques. NYCCGC cherche à regrouper les jardiniers de New York pour leur permettre d'exprimer leurs savoirs et aussi leurs griefs, à la seule fin d'améliorer les conditions de vie des jardins. S'y exprime donc ouvertement ce que les jardiniers considèrent comme les lacunes de la politique de la ville en matière de *community gardens*, par exemple la carence en eau courante. Lors de leur conférence annuelle de mai 2007, plusieurs personnes ont expliqué devoir utiliser les bornes à

²⁰³ Neighborhood Open Space Coalition, <http://www.treebranch.com/>.

²⁰⁴ Étude rédigée par Mark Francis, Lisa Cashdan et Lynn Paxson, Island Press, 1984.

²⁰⁵ Cité par Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.

²⁰⁶ New York Community Gardens Coalition, <http://www.nyccgc.org/>.

incendie, qui fonctionnent souvent mal, au vu et au su de la municipalité. NYCCGC a également négocié avec un certain succès lorsque la décision de Green Thumb de faire passer le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaires de dix à vingt a soulevé des inquiétudes pour les plus petits jardins²⁰⁷. More Gardens! Coalition²⁰⁸, une association extrêmement active, a été fondée en 1998 par l'artiste Aresh Javadi. Elle organise des campements sur les jardins en danger et des manifestations. Elle milite pour la mise en place de nouveaux jardins dans le Bronx. C'est probablement aujourd'hui l'association la plus proche de l'état d'esprit contestataire et militant du mouvement des années 1970. La Familia Verde²⁰⁹, une coalition formée en 1998 en réaction à des menaces de destruction, défend l'environnement dans le Bronx à travers l'éducation et l'horticulture. Elle est donc bien née d'un intérêt pour les *community gardens*, mais s'intéresse à la communauté d'une manière plus générale, par exemple en participant à des campagnes de dons de nourriture ou d'inscription sur les listes électorales. Créé en 2003, le Olympus Garden Club²¹⁰ est quant à lui basé à Brooklyn. Son but est de fournir des informations aux *community gardens*. Ses membres se déplacent dans les jardins à la demande afin de proposer des ateliers ou des démonstrations sur divers sujets liés au jardinage et à la nutrition. Les réunions mensuelles du club ont lieu au Brooklyn Botanic Garden.

L'American Community Gardening Association (ACGA), association à but non lucratif, joue un rôle important à l'échelle nationale depuis 1979. Son but est d'apporter des informations et de l'aide logistique aux *community gardens* des États-Unis et du Canada, par le biais d'un site internet, d'une liste de diffusion par e-mails, d'une publication sur papier, *Community Greening*, et d'une conférence annuelle rassemblant des intervenants venus des quatre coins du continent nord-américain. Elle a de plus l'avantage de mettre en contact des universitaires, des employés municipaux, des responsables d'associations, des jardiniers, des personnes travaillant avec des enfants, des personnes âgées ou handicapées, des groupes ethniques ou religieux. C'est une plate-forme d'échange de savoirs et de savoir-faire balayant les registres

²⁰⁷ Voir *infra*, p. 338.

²⁰⁸ More Gardens! Coalition, <http://www.moregardens.org/>.

²⁰⁹ La Familia Verde, <http://www.lafamiliaverde.com/>.

²¹⁰ Olympus Garden Club, <http://www.olympusgardenclub.org/>.

écologique, éducatif, économique et législatif. Les articles de sa revue annuelle créée en 1982 abordent ainsi des sujets aussi divers que la qualité du sol, le compost, la question de l'obtention et de la sauvegarde de terrains, la diversité culturelle au sein du jardin, ou l'enseignement dispensé aux enfants. La description sur son site web des objectifs de l'ACGA met bien en avant la prééminence de la communauté dans le mouvement :

« La mission de l'ACGA est de bâtir du lien social en développant et améliorant le jardinage collectif et la création d'espaces verts à travers les États-Unis et le Canada »²¹¹.

Pour l'ACGA, « toute parcelle de terrain sur laquelle jardine un groupe de gens » constitue un *community garden*. Elle en énumère les vertus :

« L'association reconnaît que le jardinage collectif améliore la qualité de vie en offrant un catalyseur pour le développement du quartier et de la communauté, en stimulant les interactions sociales, en encourageant l'indépendance, embellissant les quartiers, en produisant de la nourriture saine, en réduisant le budget familial consacré à la nourriture, en conservant les ressources et créant des opportunités de récréation, d'exercice, de thérapie et d'éducation »²¹².

L'ACGA assure une visibilité nationale, démontrant au gouvernement le poids et la diversité du mouvement. Ces efforts semblent d'ailleurs être en bonne voie depuis l'élection de Barack Obama, grâce à l'accent mis sur le jardinage et l'agriculture urbaine avec la création très médiatisée du potager de la Maison Blanche, et le soutien aux *community gardens* exprimé par Michelle Obama²¹³.

Situés au croisement de nombreuses problématiques, les *community gardens* peuvent être engagés avec d'autres institutions, qui ne leur sont pas dédiées mais sont susceptibles de les aider sur un aspect ou l'autre de leur fonctionnement. Just Food²¹⁴ est basé sur le système de la *Community Supported Agriculture* et met en contact des consommateurs citadins et des agriculteurs périurbains. Il défend un principe d'égalité

²¹¹ American Community Gardening Association, <http://www.communitygarden.org/>, consulté en novembre 2008.

²¹² *Ibid.*

²¹³ Marian Burros, « Obamas Plant Vegetable Garden at White House », *New York Times*, 19 mars 2009.

²¹⁴ Just Food, <http://www.justfood.org/jf/>.

face à la qualité des aliments et combat les *food deserts* en développant des marchés urbains en connexion directe avec des agriculteurs. Certains marchés sont également développés en partenariat avec des *community gardens*, afin d'aider à la vente des denrées cultivées par les résidents dans le quartier. C'est le cas par exemple de la Taqwa Community Farm, dans le Bronx.

Le Brooklyn Botanic Garden²¹⁵ est une institution d'importance dans la vie de New York. Depuis 1897, il offre un parc botanique, mais aussi des services éducatifs, pour adultes et pour enfants²¹⁶. Il est également impliqué dans les entreprises de développement des espaces verts de Brooklyn, notamment les *community gardens*. Il abrite le salon/conférence annuel de « Brooklyn Greenbridge », défini comme le programme communautaire d'horticulture du Jardin Botanique de Brooklyn, qui permet un échange actif entre les diverses organisations intéressées par le sujet. En 2007, le salon proposait des informations, en anglais et en espagnol, sur le compost, les techniques biologiques de jardinage, l'utilisation des eaux de pluie, les commerces de matériel de jardinage, le meilleur moyen de gagner le concours « Greenest Block in Brooklyn » (pâté de maisons le plus fleuri), etc. Plusieurs représentants de *community gardens* étaient présents pour faire connaître leurs jardins.

La New York Horticultural Society, société horticole de New York, est responsable du programme de réinsertion des détenus de Rikers Island par l'horticulture. Mais elle propose également son aide financière et son expertise à d'autres jardins, et organise une fête annuelle des récoltes à laquelle sont conviés tous les jardiniers urbains, qu'ils cultivent un espace collectif ou leur propre jardin sur un toit, un balcon²¹⁷. Le Council on the Environment of New York City (CENYC)²¹⁸ a été créé en 1970. Il s'agit d'une agence du bureau du maire financée par des fonds privés, et visant à améliorer l'environnement de la ville et l'éducation à ce sujet. Ses principaux projets sont les marchés, le recyclage, et l'aide à l'entretien des *community gardens* et des parcs et aires de jeux par les membres d'une communauté donnée. Ceci se fait à travers des ateliers et des dons de plantes et d'outils.

²¹⁵ Brooklyn Botanical Garden, <http://www.bbg.org/>.

²¹⁶ Laura Lawson, *City Bountiful*, p. 210.

²¹⁷ Linda Yang, « It's Harvest Time for Urban Gardeners », *New York Times*, September 3, 1997, p. C1.

²¹⁸ Council on the Environment of New York City, <http://www.cenyc.org/>, consulté en novembre 2008.

Enfin, l'université Cornell, qui compte un important département d'agronomie, a mis en place une extension dédiée à l'agriculture urbaine. Elle offre ses services à des groupes de jardiniers urbains, par exemple en mesurant gratuitement la pollution des sols ou en fournissant des informations sur la nutrition. Elle s'intéresse fondamentalement aux questions de nutrition et elle est présente sur le marché de la East New York Farm pour y proposer des recettes et des renseignements. Le programme Mosaic²¹⁹ a pour mission l'éducation environnementale et il propose des fiches scientifiques sur les activités pour enfants. Leur but est de « combiner l'apprentissage de la science, les relations intergénérationnelles, la compréhension interculturelle et l'action locale » en utilisant à la fois les connaissances scientifiques des chercheurs et les « connaissances locales » des jardiniers.

Les *community gardens* sont donc des objets complexes. Lieux urbains de nature et de sociabilité, outils d'expression politique et de développement économique, paysages, ils se situent à la croisée de nombreuses problématiques et impliquent de nombreuses institutions aux interactions parfois complémentaires, souvent conflictuelles. Le mouvement des *community gardens* de New York constitue un ensemble hétérogène : même s'il existe des traits communs, il est composé de jardins uniques, créés individuellement dans des circonstances propres à l'histoire de leur quartier et de sa population.

²¹⁹ Garden Mosaics, <http://www.gardenmosaics.cornell.edu>, consulté en juillet 2009.

Partie 2

Quatre histoires, quatre communautés jardinières

« Inch by inch, row by row, gonna make this garden grow. »

The Garden Song, traditionnel

Après avoir évoqué le cadre historique et culturel dans lequel se situe le mouvement des *community gardens* tel qu'il s'est développé à New York City dans les années 1970, il est indispensable de décrire en détail les quatre jardins étudiés sur le terrain. Cela permettra, en troisième partie, d'analyser la place que tiennent les *community gardens* dans la ville aujourd'hui et ce qu'ils nous disent des manières de la vivre. Cette analyse s'appuiera sur les caractéristiques individuelles de ces quatre jardins, qui en font à la fois des objets uniques de par leur histoire et leur fonctionnement actuel, mais également les éléments de réseaux allant jusqu'à l'échelle nationale.

Dans la mesure où les *community gardens* sont fréquentés par des personnes résidant pour la plupart à moins de 800 mètres alentour, leur analyse doit inclure une description géographique et sociale du quartier. La forte ségrégation socio-économique et ethnique qui prévaut aujourd'hui encore dans la répartition de la population new yorkaise renforce les liens entre les singularités d'un jardin donné et celles de sa *community*, considérée dans le sens d'unité spatiale ou quartier.

Un rappel des conditions de mon accès à chacun de ces jardins durant le travail de terrain permettra d'expliquer la disparité quantitative des données récoltées dans chaque cas. Cette disparité doit être prise en compte pour tout essai d'analyse comparative, mais ne diminue en rien, à mon sens, l'intérêt du choix de quatre lieux si différents.



Figure 13 : Plan de New York avec les emplacements respectifs des quatre jardins.

Source : *Google Earth*, mars 2008.

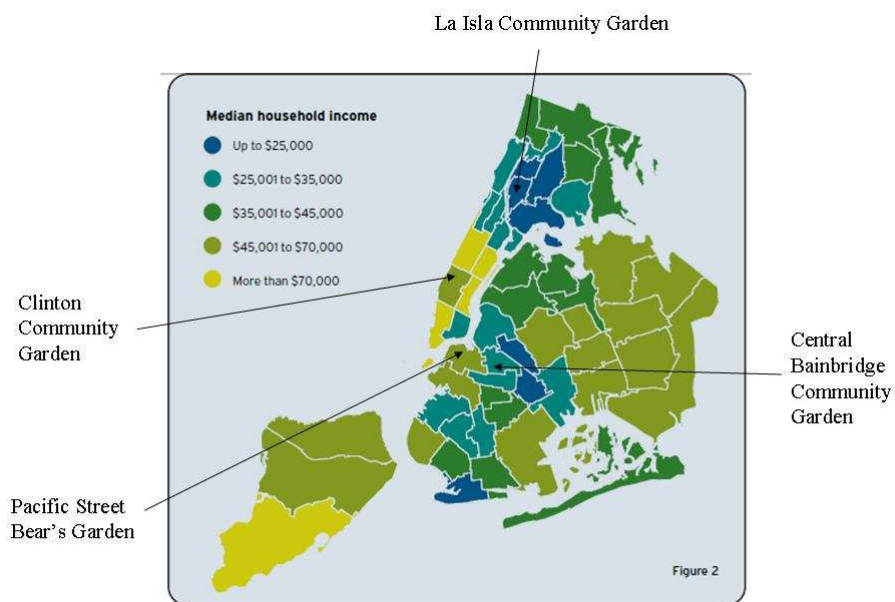


Figure 14 : Revenu médian par foyer.

Source : Community Service Society, *Mapping Poverty in New York City: Pinpointing the Impact of Poverty, Community by Community*, s. d., p. 4.

Chapitre 1

Clinton Community Garden, « une véritable institution de quartier »

Clinton, le plus grand et le plus fréquenté, est également celui sur lequel j'ai pu récolter le plus de données, de nature très variée. D'une part, il est parmi les plus célèbres et les plus actifs de la ville, et les articles de presse, les discours des acteurs du mouvement, les photographies abondent à son sujet, ainsi que les occasions d'assister à des événements impliquant des membres du jardin et des résidents du quartier. D'autre part, il est très organisé et ses membres ont compris très tôt l'importance de son rôle dans le quartier. Ils ont donc pensé dès les débuts à archiver non seulement des articles de journaux, des tracts et des photographies, mais également les minutes des réunions du bureau, les lettres des membres, les études réalisées sur le jardin. Mais je dois surtout cette abondance d'informations à l'accueil qui m'a été fait : j'ai pu assister à autant de réunions du bureau que je le désirais ; j'ai eu accès à toutes les archives ; j'ai pu acheter une clef de la grille principale, au même titre que les autres résidents du quartier puisque je vivais à quelques rues de là, mais j'ai aussi obtenu une clef de la grille du fond, privilège normalement réservé aux personnes cultivant une parcelle.

Bien que de nombreux articles situent ses débuts en 1978, Clinton Community Garden¹ a en fait vu le jour en 1977 : il a donc été créé parmi les premiers de la ville. Il est situé sur la 48^{ème} rue Ouest, entre la 9^{ème} et la 10^{ème} avenues, dans le quartier historique de Hell's Kitchen. CCG a été, en 1984, le premier *community garden* de New York à passer sous la juridiction du Parks and Recreation Department de la ville ce qui lui a permis d'échapper plus tard à la vague de ventes aux enchères initiée par Rudy Giuliani. Il est situé à quelques rues de l'ancien emplacement de la DeWitt Clinton Children's Farm évoquée dans le chapitre précédent².

1. Hell's Kitchen, de *West Side Story* aux néons de Times Square

Délimité par la 34^{ème} rue au sud, la 59^{ème} au nord, la 8^{ème} avenue à l'est et la Hudson River à l'ouest, le quartier est officiellement nommé Clinton mais plus connu sous le nom de Hell's Kitchen. Les guides touristiques, t-shirts et autres objets commémoratifs témoignent de cette préférence. Il existe aux États-Unis une tradition qui consiste à afficher ses opinions, choix, goûts, etc. par le port de vêtements, l'utilisation d'objets, d'autocollants, de badges ornés d'images ou slogans. Ainsi, proclamer que l'on « réside à », ou que l'on a visité tel ou tel endroit est monnaie courante. Les universités, les villes, les quartiers, les monuments ont tous leur série d'objets qui permettent de faire savoir au monde où l'on a étudié, vécu, passé ses vacances. Hell's Kitchen ne fait pas exception à la règle et vient ajouter sa contribution aux pléthores d'objets à la gloire de la « Grosse Pomme », les « I Love New York », les taxis jaunes, les Empire State Buildings sous toutes les formes. Le Clinton Community Garden lui-même a confectionné des t-shirts estampillés « Gardeners from Hell » (Photo 27), faisant ainsi référence au nom mythique du quartier.

¹ Pour plus de concision et éviter les répétitions, j'appellerai ensuite ce jardin CCG ou Clinton.

² Voir *supra*, p. 108.



Photo 27 : T-shirt vendu par le Clinton Community Garden.

Ce quartier fait partie du *community district* n°4 de Manhattan qui englobe également le quartier artistique de Chelsea (voir *supra*, Figure 8, p. 102). D'après le recensement de 2000, ce district avait alors une population de 87 479 habitants (contre 82 162 vingt ans plus tôt), dont 60,3 % de Blancs non hispaniques, 7,3 % de Noirs non hispaniques, et 20,85 % d'Hispaniques. 2 % seulement de son territoire étaient dédiés aux « espaces ouverts », parcs, jardins, et terrains de sport, c'est-à-dire plus de dix fois moins que pour l'ensemble de la ville. Il s'agit donc d'un espace urbain densément peuplé et relativement opulent, puisqu'en 2000, seuls 14,7 % de la population bénéficiaient d'une assistance financière sociale³ contre 19,3 % pour l'ensemble de la ville⁴. Et d'après la Community Service Society, le revenu médian par foyer y est parmi les plus élevés de New York City⁵ (voir *supra*, Figure 14, p. 160).

Hell's Kitchen a subi de fortes transformations sociales, économiques, ethniques et architecturales depuis les années 1970. En 1976, alors que New York célébrait le bicentenaire de la Déclaration d'Indépendance, le quartier était à l'abandon. T.J. English, auteur d'un ouvrage sur les Westies, gang irlandais du quartier qui a sévi jusque dans les années 1980, le décrit ainsi :

³ Ces aides sont de trois sortes : *public assistance*, *supplemental security income* et *Medicaid*.

⁴ *Official New York City Website*, <http://www.nyc.gov/html/dcp/pdf/lucds/mn4profile.pdf>, consulté en mars 2009.

⁵ Community Service Society, *Mapping Poverty in New York City: Pinpointing the Impact of Poverty, Community by Community*, 2009.

« À Hell's Kitchen, le terrain commençait à ressembler fortement au South Bronx, le ghetto le plus célèbre de la ville. Les résidents et les propriétaires de petits commerces baissaient le rideau de leurs boutiques, les verrouillaient et partaient en masse. Même durant ses plus beaux jours, le quartier avait souvent été en mauvais état, l'air délabré. Mais maintenant, alors que la situation financière de la ville empirait, il semblait être sur le seuil de l'abandon total »⁶.

La pauvreté, le taux de criminalité, la drogue, la dégradation physique des lieux ont alors poussé les résidents à opter pour des solutions locales à leurs problèmes, que le gouvernement municipal n'était pas en mesure de régler. Parmi ces solutions facilement réalisables, il y eut par exemple la décoration en trompe-l'œil de façades d'immeubles murés⁷ (Photo 28). C'est également dans cet esprit qu'une parcelle de terrain laissée à l'abandon par la destruction de plusieurs immeubles d'habitation a été déblayée, afin d'y créer un *community garden*⁸.

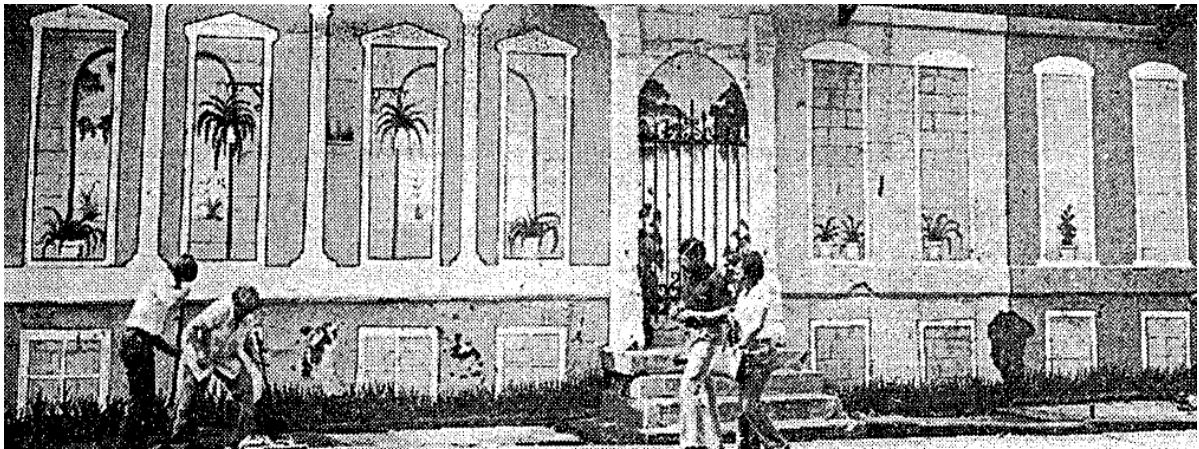


Photo 28 : Des résidents du quartier ont peint une fresque sur la façade d'un immeuble muré sur la 48^{ème} rue ouest.

Source : Neal Boenzi, *New York Times*, 1978.

⁶ T. J. English, *The Westies*, New York, N.Y., St. Martin Griffin, 2006, pp. 128-129.

⁷ Neal Boenzi, « Brushing Up the Urban Landscape on 48th Street », *New York Times*, July 25, 1978, p. B1.

⁸ Bernadette Cullen, « Community Gardens: Planting a Future in the Big Green Apple », *The Wisdoms Child New York Guide*, July 23-29, 1979, pp. 5-6.

Hell's Kitchen est le cadre de nombreux récits hauts en couleurs, dont la célèbre comédie musicale esthétisant les guerres de gangs, *West Side Story*⁹. Souvent sordides et tenant parfois autant du mythe que de la mémoire, ils ne manquent pas de faire la fierté des résidents de longue date¹⁰. En effet, dans une ville aussi gigantesque que New York, l'appartenance géographique se définit souvent à une échelle bien plus locale que celle de la municipalité. On connaît les rivalités entre résidents des différents *boroughs*, ceux de Manhattan se considérant comme les « vrais » New Yorkais, les autres se sentant plus authentiques, moins minés par le tourisme et l'argent. Et de nombreux New Yorkais n'ont jamais traversé les frontières de leur *borough*, dans la mesure où cela n'est pas nécessaire à leur survie sociale ou économique. Ceci n'a rien d'étonnant dans une ville où il est possible de vivre toute une vie sans jamais apprendre l'anglais, comme en témoignent les commerçants de Chinatown à Manhattan ou ceux de Little Odessa à Brooklyn. Mais les New Yorkais s'identifient à des espaces encore plus restreints, des quartiers ou des *communities* plus ou moins officiellement définis, dont les noms résonnent dans l'imaginaire de tous : Chelsea, the East Village, Astoria, Bedford-Stuyvesant, East New York, le South Bronx, etc. Chacun de ces noms évoque des images, des préjugés, des souvenirs, des fantasmes évoluant dans le temps, selon le rythme des mutations de la ville.

Un quartier au nom aussi chargé d'images que « la Cuisine de l'Enfer » ne pouvait bien évidemment pas échapper à la règle. Les péripéties du nom lui-même reflètent non seulement les changements survenus dans les images associées au quartier dans l'esprit de ceux qui n'y vivent pas, mais également la volonté de ceux qui y vivent de contrôler ces images. D'après le guide de New York réalisé par le Federal Writers Project en 1939, le nom de « Hell's Kitchen » a été employé pour la première fois dans un article du *New York Times* de 1881. Il est donc apparu à une époque où le crime organisé, principalement dirigé par les Irlandais et nourri par la présence de l'activité portuaire, régnait entre la Hudson River et Times Square, territoire de toutes les débauches. Le quartier a été présenté comme « un des lieux les plus dangereux du

⁹ Robert Wise et Jerome Robbins, 1961.

¹⁰ Voir par exemple l'ouvrage de T. J. English, *The Westies*.

continent américain »¹¹. Les explications sur la genèse du nom ne manquent pas ; elles évoquent par exemple la mauvaise prononciation du nom d'un restaurant allemand populaire, « Heil's Kitchen ». Une anecdote plus colorée met en scène un policier déclarant à son coéquipier que le quartier était plus chaud que l'enfer¹². On m'a aussi raconté, lors d'un entretien, la légende d'une émeute populaire ayant fini par la cuisson d'un policier dans un énorme chaudron, en pleine rue.

Le quartier tient son nom officiel de l'ancien propriétaire du terrain, DeWitt Clinton, maire de New York City de 1803 à 1815, puis gouverneur de l'État de New York de 1817 à 1822. Les deux désignations, Hell's Kitchen et Clinton, coexistent, mais la seconde est beaucoup moins chargée symboliquement ; son retour a été voulu pour tenter de faire oublier la mauvaise réputation. Il est d'ailleurs intéressant que le *community garden*, dont le but était de combattre la déchéance, la laideur et le manque de sécurité, ait pris le nom de Clinton Community Garden. Mais aujourd'hui, « Clinton » n'évoque rien ou presque à ceux qui ne connaissent pas le quartier, contrairement à « Hell's Kitchen », présent en littérature¹³, au cinéma¹⁴, et dans l'imaginaire de New York. L'usage semble en être revenu en force dans les années 1990¹⁵, alors qu'en plein processus de gentrification, le terme relevait davantage de la nostalgie que de la description¹⁶.

Aujourd'hui, Le quartier est en plein essor, perpétuellement en travaux, densément peuplé. En 2000, la surface d'espaces non bâtis (espaces verts et terrains de jeu) représentait seulement 2 % du district, contre 5,2 % par exemple pour les parkings¹⁷. Deux *community gardens*, situés sur la 52^{ème} et la 53^{ème} rue, ont été récemment rasés pour faire place à des immeubles d'habitation. Il avait également été prévu que le village olympique serait installé dans le quartier si New York était élue

¹¹ *The WPA Guide to New York City: The Federal Writers Project Guide to 1930s New York [1939]*, New York, The New Press, 1992 et Alexander J. Reichl, *Reconstructing Times Square*, Lawrence, Kansas, University Press of Kansas, 1999.

¹² T.J. English, *The Westies*, p. 27.

¹³ Jeffery Deaver, *Hell's Kitchen*, New York, Pocket Books, 2001 ; John H. Hanzl, *Out of Hell's Kitchen*, iUniverse, Inc., 2006.

¹⁴ Michael Curtiz, *Angels With Dirty Faces*, United States, 1938 ; Martin Scorsese, *Bringing Out The Dead*, United States, 1999.

¹⁵ Notamment avec la création de la Hell's Kitchen Neighborhood Association (<http://hknanyc.org>, consulté en septembre 2008).

¹⁶ Bruce Lambert, « Hell's Kitchen Hotter With Revivalist Fans », *New York Times*, December 4, 1994.

¹⁷ Chiffres tirés de la description du district par le New York City Department of City Planning

pour les jeux de 2012. La population y est de plus en plus aisée, même si des résidents d'origine plus modeste, issus de l'immigration européenne, essentiellement irlandaise, parviennent à y rester grâce au système des loyers contrôlés en vigueur dans certains immeubles. La population demeure donc mixte, mais nettement dominée par la classe moyenne, les artistes¹⁸ attirés par la proximité de Broadway. Vitrine de la politique de nettoyage de Rudolph Giuliani, la rénovation exhaustive de Times Square au cours des années 1980 et 1990, à laquelle un groupe de résidents de Clinton s'est d'ailleurs opposé¹⁹, a transformé un des lieux les plus dangereux des États-Unis en un carrefour perpétuellement scintillant et mouvant, temple élevé aux dieux de la consommation et de la finance (Photo 29). C'est également un nœud de transports qui attire touristes et New Yorkais en transit ou en quête de spectacles, de restaurants, d'endroits à la mode où sortir le soir.



Photo 29 : Times Square, après les travaux de rénovation, août 2008.

¹⁸ L'article de Wikipedia sur Hell's Kitchen affirme d'ailleurs que « le Clinton Community Garden est l'œuvre d'acteurs vivant dans le quartier. Puisqu'ils travaillaient essentiellement la nuit dans les théâtres locaux, ils ont pris le temps de créer un jardin sur une parcelle jonchée de débris. Au bout du compte, c'est devenu un argument pour la gentrification en fournissant aux agents immobiliers un argument de vente supplémentaire. » (http://en.wikipedia.org/wiki/Hell%27s_Kitchen%2C_Manhattan) L'auteur simplifie et exagère, mais un lien existe bien entre le quartier, les artistes, et le jardin.

¹⁹ Alexander J. Reichl, *Reconstructing Times Square*, Lawrence, Kansas, University Press of Kansas, 1999, p. 137.

Le quartier de Clinton est donc devenu particulièrement attirant pour les résidents comme pour les visiteurs, et cela n'a pas manqué d'avoir un impact sur la fréquentation de CCG, tant en ce qui concerne les membres que les personnes de passage. Cela amène avantages et inconvénients au jardin, deux notions qui ne font d'ailleurs pas nécessairement l'unanimité.

2. Un jardin modèle

L'histoire de Clinton Community Garden a été racontée à maintes reprises par les journalistes²⁰, les membres du jardin et les représentants des institutions impliquées²¹. Ces récits varient parfois, mais il est possible d'en tirer les grandes lignes sur lesquelles se fait le consensus. Le projet initial a été porté par une personne particulièrement impliquée dans la vie du quartier, comme c'est souvent le cas. Mallory Abramson, résidente de la 48^{ème} rue ouest et responsable entre autres du projet de trompe-l'œil évoqué plus haut, était membre de la Block Association de la 48^{ème} rue, entre la 9^{ème} et la 10^{ème} avenues. À ce titre, elle a été signataire de pétitions adressées au maire, concernant l'état de décrépitude, les problèmes de drogue et de vandalisme de cette partie de la ville. Les échos concernant Mallory Abramson révèlent une personnalité autoritaire, et on m'a souvent répété qu'à cette époque, pour pouvoir devenir membre du jardin, le seul critère était de « plaire à Mallory », ce qui n'était guère aisé. Tous les changements potentiels devaient également recevoir son approbation. Si cela mettait parfois des bâtons dans les roues communautaires du projet, puisqu'elle était réticente à autoriser l'usage du jardin aux personnes qui ne travaillaient pas à l'entretenir²², personne ne nie que sans son énergie et son

²⁰ Voir *infra*, p. 170, le rôle joué par la visibilité du jardin dans la presse lorsqu'il a été menacé de destruction.

²¹ J'ai recueilli ces récits lors d'entretiens durant mon travail de terrain, mais ils ont également été faits à des journalistes, ou lors de présentations face à des membres d'autres jardins, par exemple au Brooklyn Botanical Garden.

²² Entretien du 13 mars 2007 avec une artiste noire de 60 ans, membre du jardin depuis le milieu des années 1980 et plusieurs fois membre du comité directeur.

engagement, le jardin n'aurait probablement pas prospéré au point de connaître le succès qu'il rencontre aujourd'hui²³.



Photo 30 : Vue vers le nord-est du Clinton Community Garden

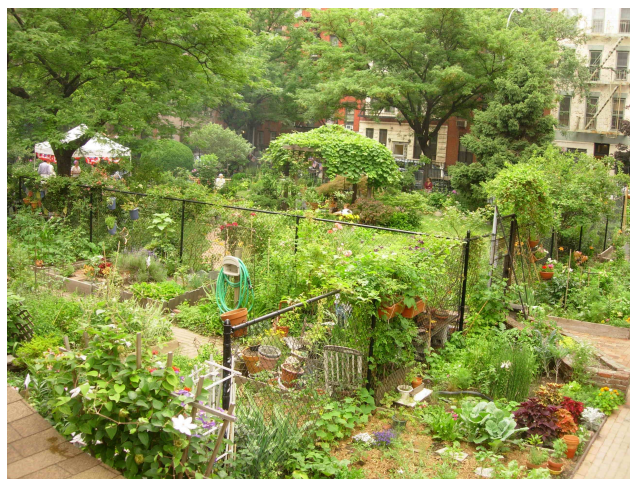


Photo 31 : Vue du coin sud-est du Back Garden

La clef du succès du jardin a été son énorme exposition dans les médias locaux et nationaux. Cette visibilité a été remarquable tout au long de son existence. Plus de quarante articles de presse évoquent spécifiquement le Clinton Community Garden, ce qui est bien supérieur à ce qui existe sur la plupart des autres jardins. Ils ont été publiés dans des magazines de jardinage aussi bien que dans des gazettes locales spécialisées dans l'annonce d'événements culturels ou des journaux nationaux faisant découvrir à leurs lecteurs la nouvelle tendance des *community gardens*, les difficultés et les succès qu'ils rencontrent. Clinton a également été l'objet d'études municipales, notamment sur l'accessibilité des *community gardens* par rapport aux parcs publics, réalisés par le New York Open Space Task Force²⁴ et par le Parks Council²⁵. Une recherche sur

²³ La question des rapports entre groupe et individus dans le fonctionnement d'un jardin collectif sera développée en troisième partie.

²⁴ The New York Open Space Task Force, *Innovations in Open Space Provision and Management*, New York City, 1987. Le groupe de travail chargé de mener cette étude était composé de représentants de divers organismes, municipaux et privés, intéressés par les questions d'aménagement de la ville et des

Google concernant le jardin renvoie 662 résultats. CCG est également mentionné par Laura Lawson²⁶ dans son ouvrage sur l'histoire des jardins collectifs aux États-Unis. Il a reçu en 1984 le Community Service Award, une récompense accordée par le Parks Council aux individus et institutions qui travaillent à préserver et améliorer les espaces verts à New York²⁷.

Mais cette visibilité (Figure 15) a surtout payé lors de la « Inch Campaign » lancée par Mallory Abramson en 1984, au moment où le jardin était menacé dans le cadre de la rénovation en profondeur des alentours de Times Square. Le principe était, pour récolter l'argent nécessaire à l'achat du terrain lors de la vente aux enchères prévue par la ville, de « vendre » le jardin à des particuliers au prix de \$ 5 le pouce carré. En échange de cette somme symbolique, les acheteurs recevaient un « titre de propriété »²⁸. Au cours de la campagne, le « Inch Worm »²⁹ (Photo 32), encore visible aujourd'hui (Photo 33)³⁰, a été peint sur le mur est du jardin, s'allongeant à mesure que les pouces carrés étaient vendus. Grâce à la multitude d'articles publiés sur le sujet, notamment au niveau national et jusqu'à une revue française³¹, la campagne a eu un succès considérable. Les personnes qui avaient investi, souvent originaires d'États ruraux, justifiaient leur soutien en exprimant leur admiration pour un tel projet au sein d'une ville comme New York, insistant sur le fait que tout le monde devrait avoir accès à un lopin de terre à cultiver³². \$ 84 000 ont ainsi pu être récoltés en vue de

espaces verts : Department of City Planning, Department of General Services, Department of Parks and Recreation, Mayor's Community Assistance Unit, Neighborhood Open Space Coalition, Department of Housing, Preservations and Development, Office of the City Council President, Office of the Comptroller, The Parks Council, et le Trust for Public Land.

²⁵ The Parks Council, *Covered Ground: A Summary of Eight Contracts for New York City Parks and Public Spaces*, New York City, 1998.

²⁶ Lawson, *City Bountiful: A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005, p. 259.

²⁷ « Awards Given for Aiding City's Open Spaces », *New York Times*, May 27, 1984, p. 46.

²⁸ Nancy Strogoff, « Inching to Paradise », *Chelsea Clinton News*, July 12, 1984 ; Jan Bartelli, « Clinton for \$5 an Inch », *Chelsea Clinton News*, April 26-May 22, 1984, p. 1.

²⁹ Il s'agit d'un jeu de mots entre *inchworm*, qui désigne une espèce de chenille, et la référence au *square inch*, ou pouce carré, de terrain mis en vente.

³⁰ L'état de la fresque est d'ailleurs un sujet de discussion entre les jardiniers, opposant ceux qui veulent la laisser en l'état pour illustrer le passage du temps, l'évolution du jardin qui a survécu à la crise dont la chenille est née, et ceux qui voudraient la restaurer justement pour entretenir le souvenir de cette crise et de son issue victorieuse.

³¹ J'ai trouvé cet article découpé dans les archives du jardin et n'ai pu en retrouver les références.

³² Extraits de lettres de soutien, archives du Clinton Community Garden.

l'achat du terrain, une somme que le Trust For Public Land avait promis de doubler³³. Mais face au soutien national massif exprimé par des lettres envoyées au maire Edward Koch, celui-ci, qui avait par ailleurs lui-même « acheté » le premier pouce carré³⁴, a renoncé à la vente. Il a placé Clinton Community Garden sous la juridiction du Parks and Recreation Department de la ville, lui permettant d'être inscrit au cadastre en tant qu'espace vert, chose exceptionnelle à l'époque.

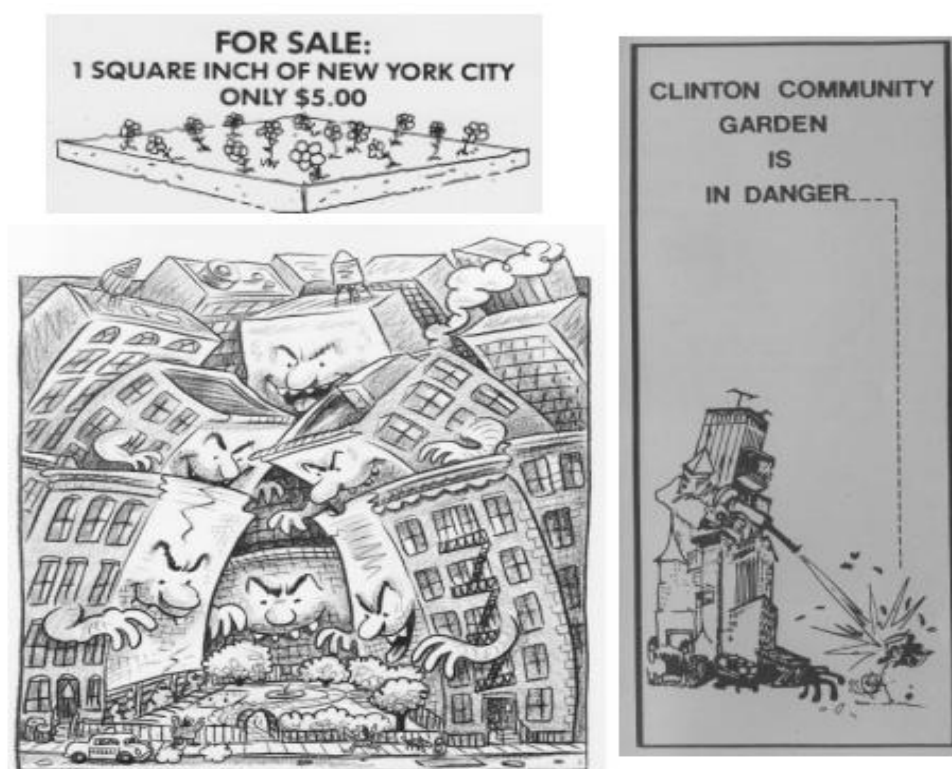


Figure 15 : L'iconographie développée durant la campagne de collecte de fonds, 1984.
Source : Archives de Clinton Community Garden.

Le jardin, devenu à la suite de cette crise une association exemptée d'impôts et dotée d'un compte en banque, a néanmoins gardé l'argent récolté ; il sert encore aujourd'hui à son fonctionnement et lui confère une rare indépendance financière vis-à-vis de la ville.

³³ George W. Goodman, « Trust Fund Presses for Open Spaces in Cities », *New York Times*, June 24, 1984, p. R7.

³⁴ Barbara Glasser, « A Community at Its Best », *Clinton Community News*, 1984.

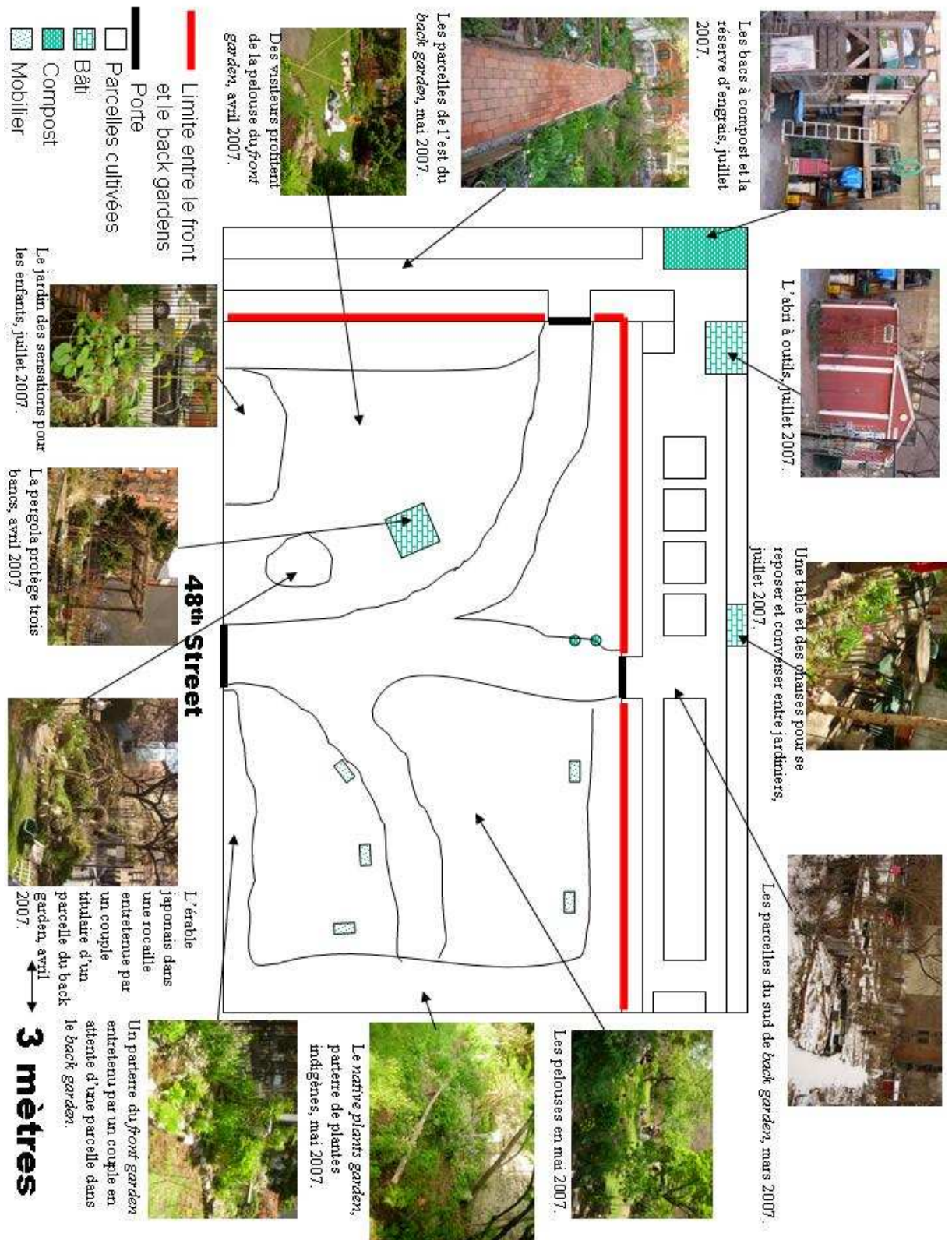


Figure 16 : Plan du Clinton Community Garden.



Photo 32 : Mallory Abramson peint le « Inch Worm » au fur et à mesure des contributions financières à la campagne, 1984.

Source: Archives du Clinton community Garden.



Photo 33 : La fresque en février 2007, passablement dégradée et cachée par des plantes grimpantes à la belle saison.

a. Une « enclave fleurie »

Dans leur guide des jardins new yorkais ouverts au public, Nancy Berner et Susan Lowry décrivent ainsi le Clinton Community Garden :

« L'enclave fleurie est empreinte de personnalité, avec un bon équilibre entre espace public commun et parcelles privées. [...] Aménagé de façon intelligente, il est divisé en zones discrètes avec des thèmes différents, mais les pelouses lient les sections disparates du jardin, et il garde une unité générale dans la conception »³⁵. (Figure 16)

³⁵ Nancy Berner et Susan Lowry, *Garden Guide: New York City*. New York City, The Little Bookroom, 2002, pp. 152-153.

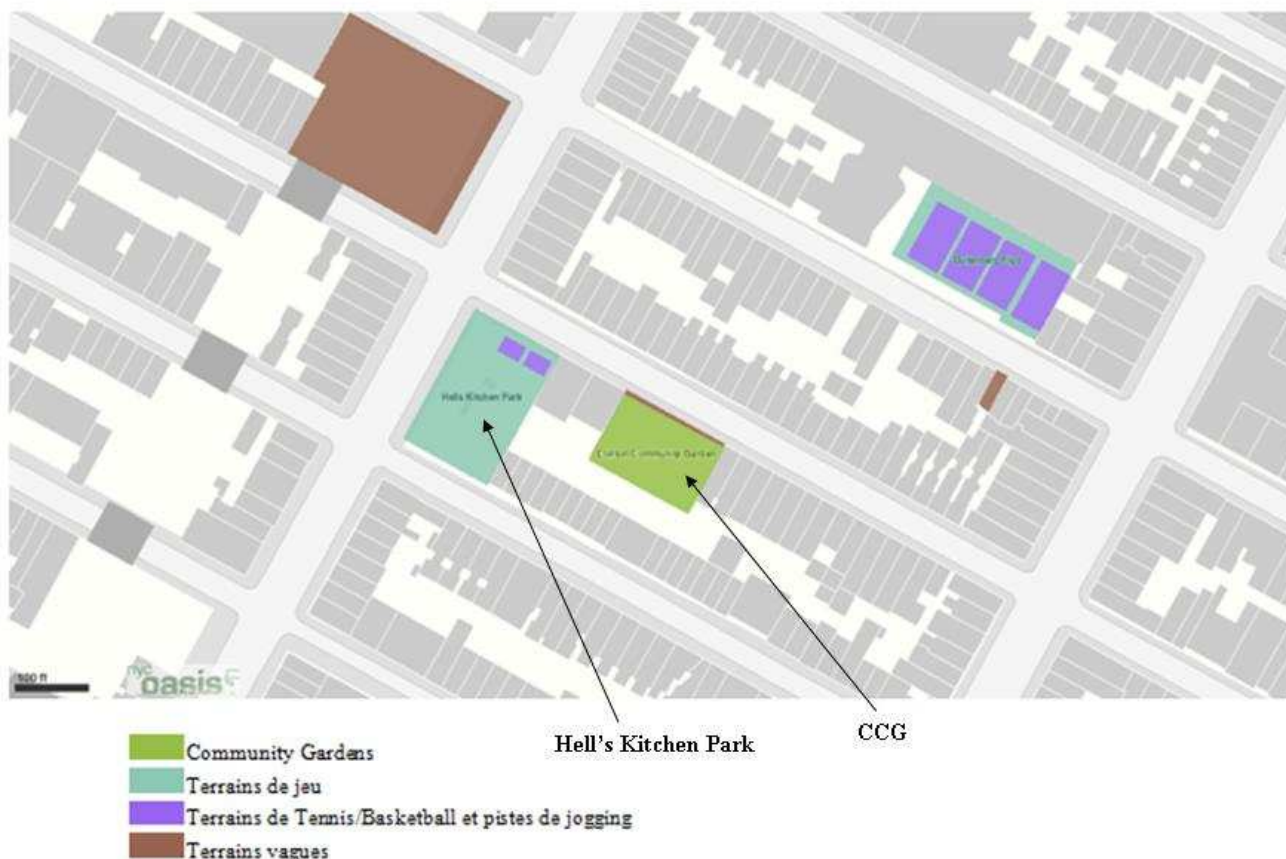


Figure 17: Plan des alentours de Clinton Community Garden.

Source : New York City Oasis, www.OASISnyc.net, plan créé en février 2010.

Le jardin (Figure 16, Figure 17), planté sur un site anciennement occupé par trois immeubles abandonnés puis détruits, mesure 100 pieds sur 150, soit à peu près 30,5 mètres sur 45,7, et fait ainsi partie, avec ses 1 400 m², des plus grands *community gardens* de Manhattan, où l'espace se fait rare. Une particularité de CCG est la possibilité d'obtenir une clef de la grille principale contre un paiement de \$ 5. Ce privilège est toutefois réservé aux membres de la « communauté » définie très clairement comme l'ensemble des personnes résidant ou travaillant dans un secteur compris entre la 34^{ème} et la 59^{ème} rues ouest, et la 8^{ème} avenue et la Hudson River. Cette clef donne accès, du lever au coucher du soleil, à la partie antérieure (*front garden*), conçue pour que les usagers s'y reposent sur les bancs ou sous les arbres, y amènent leurs enfants. Ils sont notamment bienvenus dans le « jardin des sensations » où ils

peuvent toucher et sentir les plantes. Cet espace est géré collectivement par des volontaires, et dans certaines sections les végétaux y sont étiquetés à des fins didactiques, aux frais du jardinier chargé de leur entretien. Les usages y sont plus ou moins ceux d'un parc public³⁶. Il n'est nul besoin de participer à l'entretien ni à la vie du jardin pour pouvoir profiter des bienfaits de cette partie commune ; la seule exigence est d'obéir aux règles, qui ont varié en fonction des comportements des utilisateurs et de la patience des membres du comité de direction.



Photo 34 : Le jardin vu d'un immeuble du côté nord de la 48^{ème} rue.

Source : Archives de Clinton Community Garden, auteur inconnu, 1998.

Ce *front garden*, où l'on profite des plantes, du calme et de la fraîcheur (voir *infra*, Photo 37, p. 180)³⁷ joue un rôle de parc de quartier, tout comme le Hell's Kitchen Park, situé au bout de la rue sur la 10^{ème} avenue, entre la 47^{ème} et la 48^{ème} rues

³⁶ On peut noter, sur la Figure 19, les « parties à thèmes » mentionnées par Nancy Berner et Susan Lowry : le jardin des enfants (W), le jardin d'herbes (S), le jardin de plantes natives (N), la rocaille (R), la pergola (A), le magnolia (O), et tous les autres parterres de fleurs.

³⁷ Nous verrons plus loin qu'il s'agit d'un plaisir passif, rarement accompagné chez les visiteurs d'un désir de participer à l'entretien.

(Photo 35). Malgré cette appellation de *park*³⁸, il s'agit en fait d'une aire de jeux et de sports agrémentée de quelques plantes, qui jusqu'en 2004 était laissée à l'abandon par la ville et réappropriée par des vendeurs de drogues. Elle était donc inutilisable par les enfants qui fréquentaient uniquement le CCG et y pratiquaient des activités mouvementées et bruyantes incompatibles avec le désir de calme et de préservation de la faune et de la flore exprimé par de nombreux membres et usagers. Ceci a entraîné des conflits (documentés par des lettres conservées dans les archives) qui semblent être plus ou moins résolus maintenant que l'aire de jeux est redevenue praticable.



Photo 35 : Hell's Kitchen Park, le terrain de jeux nouvellement rénové au coin de la rue.

Le *back garden* (voir *infra*, Photo 38 p. 181), partie réservée aux cultures gérées par les membres à part entière, est séparé de la partie « parc » par une autre grille, dont seuls les *plottolders*, jardiniers bénéficiaires des 108 parcelles (*plots*), de surfaces inégales allant de 2 à 4 m² (Figure 18), ont la clef. Il existe donc une hiérarchie entre usagers « actifs » et usagers « passifs », très nettement marquée par cette frontière physique infranchissable. Elle est également soulignée par la tendance des « vrais » jardiniers à traverser la première partie d'un pas pressé ; ils marquent ainsi clairement leur véritable but, « leur » jardin, celui dans lequel ils travaillent, dans lequel ils font pousser leurs fruits et légumes.

³⁸ Terme employé pour désigner les espaces verts municipaux, en opposition avec les jardins privés ou institutionnels et les *community gardens*.

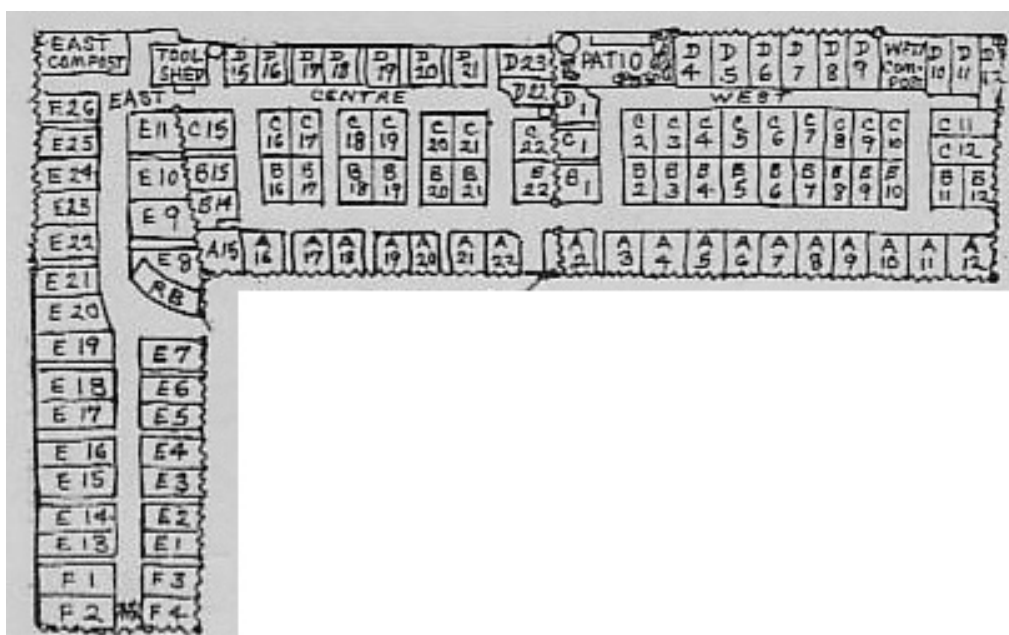


Figure 18 : Plan des parcelles du *back garden*, assorti à l'origine de la liste nominative des *plottolders*.

Source : Archives du Clinton Community Garden.

Des volontaires, dont certains cultivent une parcelle dans le *back garden*, sont chargés d'entretenir la partie antérieure, découpée en parcelles allouées à une ou deux personnes. La liste d'attente pour obtenir l'accès au *back garden* est particulièrement longue, puisqu'il faut parfois patienter plusieurs années³⁹ ; s'occuper de la partie antérieure est une solution transitoire qui permet au jardinier de se faire connaître. La différence majeure est que cela ne permet pas de cultiver des plantes pour la consommation personnelle. Et même si chaque volontaire est responsable de sa zone du *front garden*, l'avis collectif entre souvent en jeu. Il existe également des règles cadrant les usages possibles des parcelles individuelles du *back garden*, mais dans la limite de ces règles, chaque jardinier est libre de planter ce qu'il veut.

³⁹ À l'été 2010, cette liste contient encore une personne ayant fait sa demande en 2003.

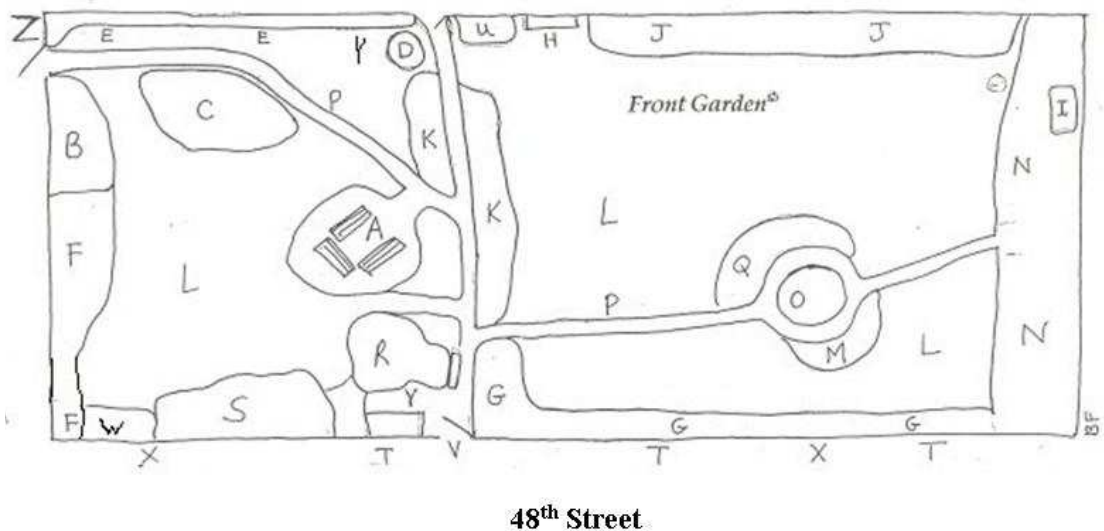


Figure 19 : Plan de la partie « parc » du jardin, avec délimitation de parcelles entretenues par différents jardiniers.

Source : Archives du Clinton Community Garden.

b. De la diversité à la complexité

À la division physique du jardin correspondent donc différents statuts d'usagers. D'autres divisions sont plus symboliques, voire subjectives, notamment en fonction de l'engagement des personnes. Les usagers « passifs », on l'a vu, utilisent la partie antérieure du jardin comme ils le feraient un parc de la ville, le choisissant pour sa proximité. Il ressort des entretiens et des conversations entendues sur place qu'ils apprécient d'avoir trouvé un lieu « à soi », « secret ». Le nombre effectif de personnes qui connaissent et fréquentent le jardin n'a aucun impact sur cette perception, qui paraît plutôt liée au statut semi-privé du lieu. Cette impression semble d'ailleurs être renforcée dans le cas des usagers détenteurs d'une clef, qui ont la sensation de « posséder » un peu le jardin.

La plupart d'entre eux ne prête jamais main forte aux jardiniers, malgré les fréquents appels au volontariat sur le site internet et par des affichages sur place. Il est également possible d'offrir son aide au moment de l'achat de la clef. Cependant, ceux

qui possèdent une clef⁴⁰ se sentent différents de ceux qui ne peuvent entrer que lorsque quelqu'un leur ouvre la grille en raison de leur contribution de \$5 au moment de l'acquisition de cette clef. Ils s'autoproclament généralement membres de « cette partie-ci »⁴¹, à savoir l'espace utilisé comme un parc, car ils n'ont pas accès aux parcelles individuelles du *back garden*. Il semble donc que le sentiment d'appartenance ait davantage à voir avec l'accessibilité qu'avec un engagement quelconque dans l'entretien de l'espace ou la prise de décisions. Cependant, certains usagers « passifs » s'impliquent dans les actions collectives de nettoyage, organisation d'événements⁴². Cela reflète une envie de participer au bon fonctionnement d'une institution dont ils bénéficient, et qu'ils apprécient.

Les usagers « actifs » sont principalement les « *plotholders* », qui ont accès à une parcelle⁴³ du fond du jardin pour usage privé, et des volontaires auxquels est assignée une partie du *front garden*. En 2007, il y avait 129 *plotholders*, dont 70 femmes, soit un peu plus de 50 %. Vingt-trois parcelles étaient entretenues par deux personnes, des couples ou des amis, et quatre n'avaient pas de jardinier attitré. Ces usagers actifs fréquentent le jardin principalement pour y travailler et sont d'ailleurs généralement désignés par le terme générique de « *gardeners* », qui souligne leur rôle dans l'entretien du lieu. Eux-mêmes désignent les usagers « passifs » simplement par le terme « *people* » ou « *visitors* » ; ils les rendent ainsi anonymes et soulignent l'idée qu'ils sont des invités dans un espace entretenu par les jardiniers. Ce sont également les *gardeners* qui forment le noyau des membres du jardin, puisqu'ils ont le droit de voter pour élire le comité de direction. Ils ont donc, en plus de leur rôle de jardiniers,

⁴⁰ Les membres du comité directeur que j'ai interrogés estiment à plusieurs milliers le nombre de clefs vendues au cours des ans, mais il est impossible de savoir combien de personnes s'en servent durant une saison donnée.

⁴¹ Plusieurs personnes que j'ai abordées dans la partie antérieure en leur demandant s'ils étaient membres de CCG m'ont répondu « I am a member of *this* part ».

⁴² Même si d'après mes observations et les discours des jardiniers, c'est tout de même relativement rare et ponctuel,

⁴³ Dans ce jardin, les membres parlent de parcelles et de non de « boîtes », car le système de lit surélevé entre quatre planches est loin d'être le plus fréquent. De par son ancienneté et son évolution historique, Clinton est moins formaté que de nombreux jardins, notamment parce qu'il a eu beaucoup moins recours, depuis qu'il est devenu permanent, aux ressources municipales. Nous verrons notamment dans la troisième partie que cela a un impact sur le paysage, mais également sur la question des frontières, de l'équité, et donc sur les conflits entre individus.

celui de décideurs, tout au moins en théorie car il s'avère difficile de pousser les membres à s'impliquer dans cet aspect du travail.

Parmi ces usagers actifs, il existe différents niveaux d'implication personnelle, significatifs au regard de la question de communauté. Certains se contentent d'entretenir leur parcelle, d'autres participent à l'entretien des parties collectives, du compost, des abris ; d'autres encore s'impliquent dans l'organisation d'événements et dans la gestion du jardin. Ces divers degrés d'investissement, plus ou moins individualistes, vont de pair avec une communication plus ou moins active avec les autres membres. De plus, l'implication de chacun peut varier au cours du temps, en fonction de sa motivation ou de ses disponibilités changeantes.



Photo 36 : Des membres du *back garden* resèment la pelouse, avril 2007.



Photo 37 : Des visiteurs se reposent sur la pelouse du *front garden*, entre les zones ressemées le matin.

Comme dans de très nombreux jardins collectifs, dans la mesure où les usagers tendent à vivre dans un rayon réduit autour du jardin⁴⁴, la composition socio-économique et ethnique de l'ensemble des usagers reflète plus ou moins celle du

⁴⁴ Les réponses faites par les membres des *community gardens* de la ville au questionnaire de Green Thumb montrent que la majorité des membres vivent dans un rayon de un mile autour du jardin, soit environ 1 600 mètres. Pour le CCG cette proximité est une règle, ce qui est rare. Il s'agit le plus souvent d'une simple question pratique, l'intérêt d'un jardin de quartier par rapport à un parc public étant un accès facilité par sa proximité géographique.

quartier. Si Hell's Kitchen est en plein essor économique et culturel, il conserve une partie de sa population des décennies passées grâce au système des loyers contrôlés. Ce lieu central attire aussi les nouvelles vagues d'immigration. Les usagers du jardin (actifs ou passifs) forment donc un ensemble relativement bigarré, mais néanmoins dominé par les adhérents blancs et de classe moyenne. On compte bon nombre d'artistes (musiciens, comédiens, plasticiens et danseurs) ce qui reflète les opportunités du quartier en la matière, mais également l'ancien caractère plutôt « bohème » d'un quartier où les loyers ont été longtemps relativement peu élevés. Ils ont un mode de vie flexible, ce qui leur permet de passer du temps au jardin en journée, et pas seulement le week-end. De nombreuses personnes travaillent aussi dans l'administration, l'enseignement, ou sont retraitées.



Photo 38 : Le back garden en juillet 2008.

Des quatre jardins étudiés ici, et très certainement au regard de la majorité des *community gardens* de New York, Clinton a de loin l'organisation la plus complexe et la plus institutionnalisée. Cela ne s'est pas produit d'emblée, mais a été la conséquence du danger auquel CCG a fait face au début des années 1980 et de l'issue heureuse du combat. Le rattachement du jardin au département des parcs de la ville l'a placé dans une position institutionnelle privilégiée. La stratégie adoptée pour le combat a

provoqué un enrichissement soudain et sans commune mesure avec le budget moyen d'un *community garden*⁴⁵, ce qui a nécessité des compétences en matière de gestion.

Comme tout jardin faisant partie du programme Green Thumb, Clinton a dû se plier aux règles de cet organisme, dont la plus notable est l'obligation d'ouvrir ses grilles au public pendant au moins dix heures par semaine, et d'afficher ces horaires pour en informer les passants. Green Thumb s'assure ainsi que le jardin ne fonctionne pas comme un espace privé, mais bien comme un lieu bénéficiant à l'ensemble de la *community*. Clinton va en fait au-delà du minimum requis, en laissant la grille ouverte le week-end du lever au coucher du soleil. Le reste du temps, il faut soit posséder une clef, ce qui est le cas de nombreuses personnes, soit demander à quelqu'un qui se trouve déjà à l'intérieur d'ouvrir la porte, comme les y invite un panneau situé près de la porte.

Les personnes non familières avec le jardin n'osent pourtant guère y pénétrer, et se contentent généralement de regarder à l'intérieur à travers les barreaux. Pour ceux qui ne connaissent pas l'existence des *community gardens*, il est loin d'être évident de saisir ce concept de lieu ni privé ni public, et donc de s'y sentir les bienvenus, dans la mesure où ils sont face à une porte fermée. Durant la nuit, la grille principale est renforcée par une chaîne maintenue par un cadenas, ce qui empêche les détenteurs de clef eux-mêmes d'entrer. Seuls quelques membres « actifs » du jardin peuvent ouvrir ce cadenas et s'en charger à tour de rôle. Cette mesure instaurée au début des années 2000⁴⁶ est due à des abus d'usagers utilisant le jardin de nuit, souvent de manière bruyante et pour y avoir des pratiques illicites comme la consommation de drogue ou d'alcool. Or, ce genre de comportement est strictement interdit par les règlements de Green Thumb et du Parks and Recreation Department, sous peine de rupture de contrat. Cependant, Clinton Community Garden, de par sa notoriété et son succès, semble bénéficier d'une certaine latitude. Lors des fêtes et des rassemblements qui s'y tiennent, y compris ceux auxquels sont présents des représentants de la ville ou de Green Thumb, la présence d'alcool, considérée comme un élément de convivialité, est

⁴⁵ Si certains jardins font payer une cotisation annuelle, celle-ci ne dépasse pas dix dollars, et le bon fonctionnement dépend largement de dons matériels et de ventes de plantes ou de nourriture lors de fêtes de quartier.

⁴⁶ J'ai récolté cette information orale auprès de plusieurs personnes, notamment une de celles qui avaient investi le jardin la nuit illégalement, mais je n'ai pu obtenir de date plus précise.

qui doit être enthousiaste, dévoué, respectueux de la communauté, et connaître les plantes et leurs besoins.

Dans un jardin aussi grand, aussi varié et surtout aussi populaire que Clinton, il est fondamental d'assigner les tâches de manière à ce que l'ensemble soit convenablement entretenu. Il faut aussi éviter les conflits, qui naissent souvent de l'irritation de ceux qui ont le sentiment de « tout faire », une problématique propre à toute association. Comme dans le cas des règlements, l'organisation du travail a évolué en fonction des besoins et des problèmes rencontrés. Ils ont été de deux ordres : la pression des demandes liée à la popularité croissante du lieu, et la question du volontariat.

Sans salarié, il était nécessaire de trouver des moyens de motiver des bénévoles, qui exercent souvent un métier par ailleurs et qui ont plus ou moins envie de s'impliquer dans le fonctionnement général du jardin. Pour les personnes « possédant » une parcelle à l'arrière du jardin, le principal devoir est son entretien. Le choix des plantes, de leur distribution spatiale, de leur usage, incombe à chacun, ce qui participe à l'éclectisme du jardin et constitue son paysage si particulier (Photo 38). Cette liberté s'exerce cependant dans les limites du règlement, à savoir ne pas envahir les parcelles avoisinantes ni leur faire ombrage, et ne pas laisser sa parcelle en friche. Le temps d'attente pour obtenir une parcelle oblige à assurer son bon entretien pour ne pas en perdre le privilège au bénéfice de quelqu'un figurant sur la liste des demandeurs. Cette notion de « bon entretien » en ce qui concerne les parcelles elles-mêmes et pour la section du chemin de briques qui borde chacune d'elles et dont le désherbage incombe à la personne cultivant la parcelle est subjective (Photo 40), ce qui a pu mener à des conflits violents⁴⁹.

La répartition du travail dans le fond du jardin est tout de même assez claire et découle logiquement de la position privilégiée des *plottolders*. En revanche, tout ce qui concerne le *front garden*, et, dans le *back garden*, ce qui est relatif au compost et à l'abri à outils, est nettement plus délicat à mettre en place. Si de toute évidence l'ensemble des usagers perçoit le bénéfice d'un entretien efficace de tout le jardin, il est beaucoup plus difficile de motiver le travail bénévole pour tout ce qui n'est pas

⁴⁹ Voir *infra*, p. 277.

directement « à soi ». Le rapport à la parcelle individuelle se rapproche parfois du comportement à l'égard de la propriété privée.



Photo 40 : Une parcelle organisée principalement autour de murets de pierre et d'herbes aromatiques et médicinales paraît abandonnée à certains jardiniers⁵⁰. Mai 2007.

Tous les usagers, qu'ils soient ou non en charge d'une parcelle, sont encouragés à participer aux *volunteer days*, annoncés sur le site internet et par affichage dans le jardin. Ces journées ont souvent un but précis déterminé par les membres du bureau : nettoyage de printemps, réception et rangement de sacs d'engrais, reconstruction du sentier de briques. Tous ceux qui le désirent peuvent se présenter au jardin et prêter main forte, l'idée étant que quiconque aime profiter du jardin et de ses bienfaits devrait offrir son aide en échange. Cela est plus fortement attendu des privilégiés qui ont accès à une parcelle. Mais dans un groupe de plus de 120 personnes, il est difficile d'encourager un tel investissement et de garder trace de ceux qui participent. Plusieurs méthodes ont été utilisées, par exemple donner le choix

⁵⁰ Entretien du 30 mars 2007 avec une artiste blanche de quarante-cinq ans.

entre payer un loyer annuel de vingt dollars et aider aux tâches communes. Il semble que le loyer l'ait emporté dans ce cas ; or, le jardin a besoin de bras plus que d'argent. Au moment où je quittais le terrain en août 2007, il a été décidé de noter précisément qui participait aux journées de volontariat. Cela devait permettre de les en remercier officiellement, et d'éviter qu'ils se découragent ; on saurait par ailleurs plus ou moins qui accomplit son « devoir », une notion encore non définie dans le règlement et dont la transgression n'entraîne pas de sanction établie.

Malgré les difficultés à prendre et à faire appliquer ce genre de décision, Clinton fait preuve en ce domaine d'une sophistication remarquable par rapport à la majorité des *community gardens*. Étant donné le nombre élevé de membres, même si on ne prend en compte que les « actifs », il serait impossible de réunir tout le monde et de faire voter à main levée sur les décisions importantes, comme cela se fait souvent ailleurs. Ici, un comité de direction est élu chaque année lors d'une réunion plénière au mois de mars, uniquement par les *plottolders* et par les volontaires du *front garden*. En 2007, le comité était composé de neuf membres. Parmi eux figuraient la présidente, la personne chargée de la tenue des archives, une autre de la correspondance relative au jardin, et la trésorière. D'après les témoignages que j'ai pu recueillir, il est de plus en plus difficile de trouver des volontaires pour ces postes, et le vote est généralement superflu. Lors de la séance plénière de mars 2007 à laquelle j'ai assisté, seules deux personnes n'appartenaient ni au comité sortant, ni au comité nouvellement élu. Un appât créé récemment consiste à garantir que toute personne élue au comité de direction soit automatiquement placée en tête de la liste d'attente pour les parcelles au bout d'un an de service. L'idée est donc de motiver les nouveaux arrivants. Cela semble fonctionner, puisque trois des membres du comité élu en 2007 ne possédaient alors pas encore de parcelle. Ils en ont tous obtenu une en 2008.

Pour être valides, les réunions nécessitent la présence d'au moins six membres du comité. Elles suivent un processus strict, propre à toute association. Elles commencent avec l'approbation, par vote, des minutes du mois précédent et de l'ordre du jour, et finissent par une motion pour clore la réunion. Les minutes sont archivées par la présidente et envoyées à tous les membres du comité, mais pas au reste des membres du jardin. Le trésorier présente et explique les comptes du mois précédent,

chaque proposition concernant le fonctionnement du jardin est discutée puis soumise au vote de la majorité. Ces réunions sont également le lieu de résolution de conflits entre les membres, qui peuvent présenter le litige au comité, chargé de le résoudre. Chacun peut faire par exemple une proposition d'événement pour le jardin ; après une présentation argumentée devant le comité, elle est mise au vote.

La *Inch Worm Campaign* a fait rentrer beaucoup d'argent, et il a fallu élaborer un système de gestion relativement complexe. Les finances sont également alimentées par les bourses annuelles accordées par des fondations, dont le Trust for Public Land, des donations effectuées par certains membres, les bénéfices de vente de t-shirts et de miel au 9th Avenue Food Festival, la vente de clefs, etc. Les propriétaires des immeubles alentour contribuent aussi au financement du jardin, en reconnaissance du fait que sa présence leur a permis d'augmenter leurs loyers⁵¹. De plus, le jardin fait lui-même des dons annuels à divers organismes, qui viennent donc s'ajouter aux dépenses de fonctionnement : achat de plantes et de terreaux, de matériaux de construction pour l'abri à outils ou le sentier de briques, organisation d'événements. Son statut d'organisme à but non lucratif 501(c)(3), c'est-à-dire exempté d'impôts, lui permet d'effectuer ces achats hors taxes, et permet à ses mécènes de déduire leurs dons de leurs impôts⁵².

La sécurité financière et institutionnelle dont bénéficie Clinton Community Garden entraîne une grande indépendance. Pour survivre, il a moins besoin que les autres jardins des réseaux formels et informels d'information et d'entraide. Mais il n'est pas pour autant entièrement détaché du mouvement et de sa communauté d'intérêt ni des institutions, puisqu'il dépend du Parks and Recreation Department. Le terrain appartient à la ville, qui garantit son usage en tant que jardin. Tous les deux ans, CCG signe un contrat avec Green Thumb, avec des règles à la clef et en échange de services dont il profite finalement très peu, notamment pour ne pas « prendre ce dont d'autres ont davantage besoin »⁵³. CCG est également membre de l'American Community Gardening Association et a il donc accès à ses ressources, aux échanges de

⁵¹ Témoignage présenté par Adam Honigman, un membre du CCG, devant le comité des parcs et jardins du conseil municipal de New York, 19 novembre 2002, non publié.

⁵² « Green Thumb Garden Resource Packet », sans date.

⁵³ Entretien avec la présidente du comité de direction, 3 juin 2007.

savoirs et d'informations. Enfin, il est impliqué dans un jumelage informel avec un jardin londonien, Culpeper Community Garden⁵⁴, qui semble s'être limité jusqu'à présent à quelques visites de la part de jardiniers londoniens à Clinton, sans réciproque.

Pour communiquer avec ses membres, visiteurs, ou simples curieux, Clinton Community Garden dispose de plusieurs outils. En premier lieu, son site web relativement complet reflète la notoriété du jardin et son degré d'organisation⁵⁵. Même s'il n'est pas toujours mis à jour, il regroupe des informations générales sur l'histoire de CCG, ses modalités de fonctionnement, mais aussi des photographies, des informations pratiques et des informations ponctuelles à travers l'agenda des événements à venir et la lettre d'information trimestrielle. Ce site permet de s'informer à distance et d'entrer en contact avec le comité de direction pour demander des renseignements ou formuler des réclamations. C'est d'ailleurs par ce biais que j'ai moi-même initié le premier contact. Il existe également une liste de diffusion électronique pour les membres du jardin et une autre pour ceux du comité de direction, afin de faire circuler les informations pertinentes avant et après chaque réunion mensuelle.

Cependant, tout le monde n'a pas accès régulièrement à internet, ou ne pense pas forcément à consulter le site. D'autres moyens de communication sont donc employés. Une lettre d'information en version papier est envoyée aux membres, et des affiches collées dans le jardin annoncent les événements à venir, les demandes de volontariat ou des changements de règlement. Les informations pratiques sont présentées à l'extérieur, à destination des passants. Les instructions concernant le compost ou les ordures sont pareillement placardées aux endroits appropriés. Pour les visiteurs qui ne liraient pas ces informations, il reste le bouche à oreille, ce qui explique la présence lors de certains événements de personnes qui ne fréquentent jamais le jardin, mais connaissent des gens qui le font.

⁵⁴ Culpeper Community Garden, <http://www.culpeper.org.uk/>, consulté en mars 2008.

⁵⁵ Clinton Community Garden, <http://www.clintoncommunitygarden.org/>, consulté en mars 2008.

c. Un lieu de rassemblement festif pour l'ensemble de la *community*

Le statut de *community garden* est reconnu par la ville à condition que les membres fassent preuve d'ouverture vers l'extérieur. Ils autorisent l'accès à ceux qui n'y travaillent pas et ils organisent un certain nombre d'activités ouvertes à l'ensemble de la *community*, c'est-à-dire aux résidents du voisinage. Dans le cas de Clinton, ces activités sont nombreuses et variées, même si elles peuvent être controversées. Certaines manifestations sont organisées au bénéfice du jardin lui-même. Ainsi, les journées de volontariat visent à obtenir de l'aide dans son entretien. Durant la participation annuelle au 9th Avenue Food Festival au mois de mai, les membres de Clinton vendent des t-shirts et des porte-clefs pour gagner de l'argent, et font de la publicité pour le jardin, au même titre que les commerçants du quartier (Photo 41). D'autres événements annuels permettent de rassembler les habitants du quartier dans le jardin même, dans une ambiance festive autour de thèmes et activités auxquels l'ensemble des personnes présentes peut rattacher du sens. Les festivités de printemps organisées le jour de la fête des mères mettent par exemple en scène une *maypole celebration* (Photo 43). Cette danse de l'arbre de mai, traditionnellement exécutée le premier de ce mois et durant laquelle les participants tressent des rubans colorés en dansant autour d'un arbre ou d'un mât, symbolise le renouveau, la fécondité⁵⁶. Elle est effectuée ici par des enfants portant des couronnes de fleurs confectionnées avec leurs mères durant l'après-midi. Le barbecue du 4 juillet (Photo 42) célèbre la fête nationale à l'unisson du pays. Depuis septembre 2002, un pique-nique est organisé en l'honneur des pompiers de Hell's Kitchen, célébrés pour leur rôle après les attaques du 11 septembre 2001. Il y a aussi, comme dans de nombreux *community gardens* du sud de Manhattan, un certain attachement aux arts, pour lesquels le jardin offre un cadre original et agréable. Dans les années 1980 avait lieu une exposition/vente annuelle d'œuvres de peintres du quartier. Depuis 2003, une troupe de ballet dirigée par une résidente du quartier s'y produit annuellement.

⁵⁶ Les origines de l'arbre de mai, <http://racines.traditions.free.fr/these/index.htm>, consulté en décembre 2009.



Photo 41 : Deux membres de Clinton tiennent le stand du jardin au 9th Avenue Food Festival, en 1999.
Source : Archives de CCG.



Photo 42 : Barbecue du 4 juillet, auquel tout le quartier est convié, 2007.



Photo 43: Danse de l'arbre de mai, le jour de la fête des mères, 2007.



Photo 44 : Un hommage artistique est rendu à un membre éminent du jardin après son décès, en présence de sa famille, juin 2007.



Photo 45 : Un mariage est célébré sous la pergola en 1998.
Source : Archives de CCG.

De façon moins régulière, des visites naturalistes sont organisées par des membres du jardin plus ou moins spécialistes des oiseaux, des insectes ou de botanique. Elles sont annoncées par affichage et tous sont bienvenus, mais je n'y ai généralement vu que des membres actifs, sauf dans le cas des activités organisées pour les enfants, comme la recherche d'insectes. De même, des manifestations uniques comme le mariage d'un membre sont organisées pour ses proches. Le jardin est alors ouvert et des personnes de passage peuvent être également présentes.

C'est une particularité de Clinton d'autoriser l'organisation d'événements privés. Quiconque peut demander la permission d'utiliser les lieux pour un mariage, un baptême ou l'obtention d'un diplôme (Photo 44, Photo 45). Les sollicitations sont de plus en plus nombreuses et nécessitent l'approbation du comité directeur après justification du demandeur, qui doit expliciter son attachement au jardin. Un membre du comité doit être présent lors de ces fêtes afin d'en assurer le bon déroulement. Le jardin reste alors ouvert au public et le comité exige que si l'activité privée concerne des enfants, les enfants des visiteurs soient invités. Cette pratique d'autoriser la privatisation festive du jardin est cependant de plus en plus discutée en raison de la popularité grandissante de Clinton. Ces manifestationss mettent à mal les pelouses, et

bien que l'accès ne soit pas officiellement restreint lors d'une fête privée, elle rend les lieux moins accueillants pour les autres usagers.

Chapitre 2

Pacific Street Bear's Garden, la difficile pérennité

Le Pacific Street Bear's Garden¹ étant moins souvent accessible que Clinton, j'y suis entrée grâce à un contact avec une des membres, qui m'a donné les indications nécessaires pour obtenir une clef. Elle m'a présentée au reste des jardiniers et invitée à leurs réunions. La plupart des informations historiques que j'ai obtenues en-dehors des entretiens avec les membres proviennent des archives de Green Thumb, qui regroupent leurs rapports annuels, ainsi que divers documents, des photographies et des brochures donnés par PSBG.

Le Bear's Garden a été créé au début des années 1980 dans un quartier résidentiel de Brooklyn et il est actuellement membre du Brooklyn Queens Land Trust. Il diffère de Clinton sur de nombreux points, sur le plan historique, dans son fonctionnement et son organisation spatiale. Mais la sociologie des membres est relativement similaire.

¹ Par la suite, il sera désigné sous le nom de Bear's Garden.

1. Un quartier en pleine mutation

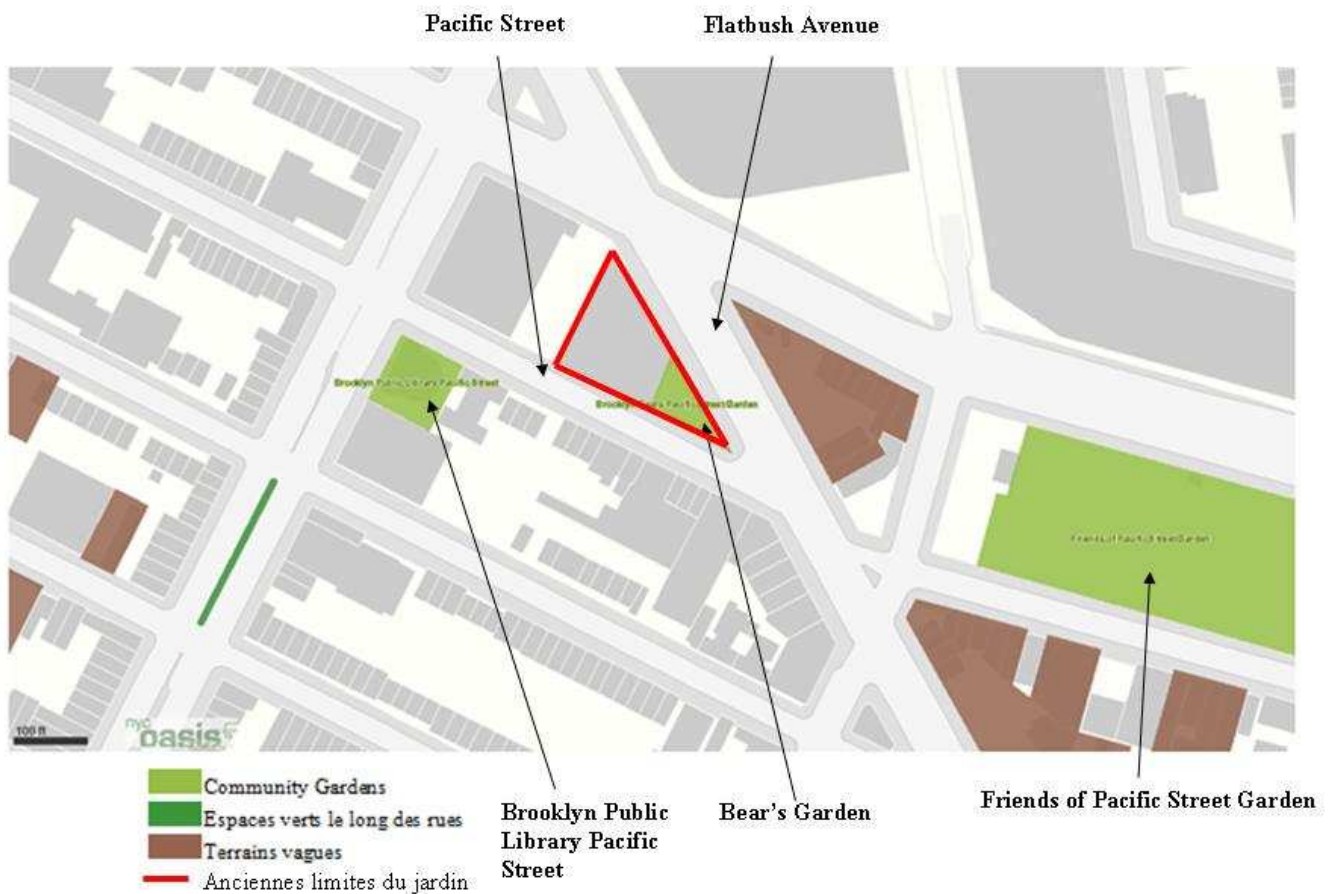


Figure 20: Plan du quartier du Pacific Street Bear's Garden. Les deux autres *community gardens* représentés ici n'existent plus.

Source: New York Oasis, <http://www.oasisnyc.net>, plan, créé en février 2010.

Le Bear's Garden est situé au croisement de Pacific Street et de Flatbush Avenue (Figure 20), à la limite entre les quartiers de Prospect Heights et de Boerum Hill. Le premier tire son nom du plus grand parc de Brooklyn. Extrêmement populaire, Prospect Park a été dessiné, comme Central Park, par Frederick Law Olmsted et Calvert Vaux. Boerum Hill porte le nom d'une famille de fermiers dont les terres s'étendaient ici. Les deux quartiers sont connus pour leur diversité ethnique et

culturelle, pour leur aspect résidentiel et pour leur vie de style « village urbain »². On y trouve de nombreux *brownstones*, maisons mitoyennes à trois étages datant de la seconde moitié du 19^{ème} siècle, nommées ainsi en référence à la couleur du grès dont elles sont bâties ; elles sont situées sur des rues bordées d'arbres (Photo 46). C'est typiquement le genre de quartier qui fait la fierté des résidents de Brooklyn, leur faisant préférer ce *borough* à Manhattan et ses tours de bureau, ses rues trop encombrées, tout son clinquant et ses néons ; l'environnement du PSBG est donc l'antithèse de Times Square ou Broadway.



Photo 46 : Rangée de *brownstones*, maisons typiques de cette partie de Brooklyn.

Si Pacific Street, qui borde le jardin, correspond bien à cette image, les alentours abritent essentiellement des centres commerciaux, des friches et de larges artères très passantes (Photo 47). Le Bear's Garden est également proche d'un nœud majeur de transports en commun, métro et train de banlieue. Il y a donc énormément de trafic automobile et piétonnier dans le secteur, notamment le long de Flatbush avenue ; mais les promeneurs sont peu nombreux et le jardin lui-même est peu visible

² C'est le genre de vie de quartier représentée dans les films écrits par Paul Auster, résident de Park Slope, et réalisés par Wayne Wang, *Smoke* et *Blue in the Face* (1995). Les données du site oasisnyc.net placent même le Bear's Garden à Park Slope, ce qui est géographiquement inexact, mais évoque probablement plus d'images que Prospect Heights ou Boreum Hill.

de loin, sauf en pleine saison, lorsque les branches d'arbres et d'arbustes dépassent de la grille.



Photo 47 : Flatbush Avenue et le centre commercial avec une friche au premier plan.

A priori, le Pacific Street Bear's Garden est situé dans un quartier qui évoque une vie de communauté au sens le plus rassurant, où tout le monde se connaîtrait et serait solidaire, en opposition notamment à la dureté toute urbaine et à l'anonymat de Manhattan. Un jardin de ce type aurait donc là sa place et devrait favoriser l'entretien de bonnes relations entre les résidents. Mais une fois sur place, il devient évident qu'il s'agit d'un îlot de verdure égaré dans un espace de circulation rapide et de surconsommation. Cela lui a valu tout au long de son histoire, et lui vaut toujours, de devoir lutter pour sa survie au milieu de changements radicaux. L'exemple le plus frappant en est le projet Atlantic Yards, dont je développerai plus loin les conséquences, d'une ampleur sans précédent et qui mobilise toutes sortes de coalitions contestatrices.

Administrativement, le Bear's Garden est à la limite du *community district* n°2 de Brooklyn (voir *supra*, Figure 8, p. 102), dont la population lors du recensement de 2000 était de 98 620 personnes, dont 34,4 % de Blancs, 40,5 % d'Afro-Américains et 16,8 % d'Hispaniques. Il était donc plus peuplé et plus mixte sur le plan ethnique que le district de Clinton. 17,4 % de la population bénéficiait d'une assistance financière, soit à peine 3 % de plus que dans le district du CCG, et le district se trouve dans la même tranche de revenu médian par foyer que ce dernier (voir *supra*, Figure 14, p.160) 7,5 % de la surface était dédiée aux espaces ouverts, c'est-à-dire presque quatre

fois plus que dans le district de Clinton. Mais l'importance de ces statistiques par district doit être relativisée, dans la mesure où le jardin est situé à la frontière entre trois d'entre eux.

2. Un jardin militant

Localisé dans une zone en plein développement commercial, le Pacific Street Bear's Garden a connu une histoire particulièrement mouvementée. Créé en 1982 d'après le document distribué aux volontaires potentiels, en 1983 d'après les archives de Green Thumb, il tire son nom d'un ours en peluche trouvé sur le site lors du déblaiement par les premiers jardiniers³. Aujourd'hui, cet ours symbolique est toujours présent dans le nom de trois jardins, mais également comme logo du PSBG, et dans les décorations (par exemple la silhouette lumineuse de l'animal installée pour Noël (Photo 48), ou des gâteaux en forme de tête d'ours vendus lors d'une fête (Photo 49)).

Le Bear's Garden a donc été établi le long de Flatbush Avenue, une artère majeure de Brooklyn, sur un parking inutilisé de la Brooklyn Academy of Music (Photo 50), sise non loin de là et qui a accepté de sous-louer le terrain à la East Pacific Street Block Association et au North Flatbush Avenue Betterment Committee⁴, dans le but spécifique d'y installer un jardin. Green Thumb a apporté son aide pour sa conception et sa mise en place en fournissant de la main-d'œuvre et des éléments de base : la grille, du terreau, de l'engrais. À l'époque, le terrain faisait à peu près le double de sa taille actuelle et, comme le montre le plan archivé par Green Thumb (voir *supra*, Figure 20, p. 194 et Figure 21), la partie commune était beaucoup plus vaste et les parcelles individuelles plus nombreuses.

³ Nancy Berner et Susan Lowry, *Garden Guide: New York City*. New York City, The Little Bookroom, 2002, p. 281 proposent une version légèrement différente, selon laquelle l'ours aurait été lancé par-dessus le grillage pendant le déblaiement du site, à la suite de quoi les jardiniers auraient installé un panneau demandant de ne pas jeter d'ours dans le jardin.

⁴ Deux associations de résidents dont la vocation est de protéger et d'améliorer la vie de quartier.



Photo 48 : Ours de Noël, février 2007.



Photo 49 : Oursons comestibles, juillet 2007.



Photo 50 : Vue du parking avant l'installation du jardin, sans date.

Source : Archives de Green Thumb.

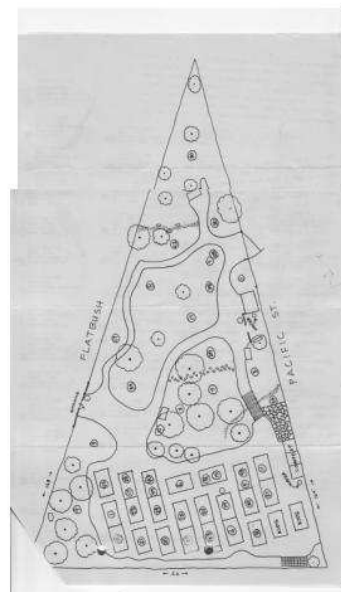


Figure 21 : Plan du jardin dans sa première version. La légende et l'échelle manquent au document.

Source : Archives de Green Thumb.

À partir de la fin des années 1980, un projet menaçant se profile : la construction d'un centre commercial. Conscients que ce genre de problème risquait de

se reproduire, les adhérents se sont mobilisés pour obtenir une protection à long terme. Ils ont cherché à faire du Bear's Garden un site permanent, qui fasse partie intégrante des plans de construction à venir, quels qu'ils soient. Ce statut avait été négocié avec le promoteur ; la ville, reconnaissant la valeur et le succès du jardin, avait offert un emplacement temporaire situé à quelques rues de là, à exploiter durant les travaux. La nouvelle réalisation date de 1991 et a été nommée le Brooklyn Bear's Carlton Avenue Community Garden (Photo 51), pour bien souligner ses liens de parenté avec le jardin originel. Malgré l'abandon du projet de centre commercial et le fait que le PSBG n'ait donc pas été rasé à l'époque, ce deuxième jardin de l'Ours existe encore aujourd'hui. Cette même année, un autre jardin du quartier a été abandonné par ses membres ; la ville a donc demandé aux « Bears »⁵ d'en reprendre la gestion. Il a été rebaptisé Brooklyn Bear's Rockwell Place Community Garden (Photo 52)⁶.

Le Pacific Street Bear's Garden, désormais doté de deux « frères »⁷, n'était cependant pas tiré d'affaire. En 1997, un nouveau projet a été engagé et cette fois-ci mis à exécution. Les jardiniers n'en ont été prévenus que quelques jours avant l'arrivée du premier tracteur, qui a arraché les plantes aromatiques⁸. Jon Crow explique :

« Nous sommes tout à fait en faveur du développement urbain, mais lorsque des jardiniers dans un *community garden* viennent et rendent un quartier vivable, je pense que ça devrait être respecté et récompensé. Je pense qu'il faut commencer à enregistrer la présence des jardins actifs de manière permanente. Ici on a un groupe local actif, et c'est exactement ce qui devrait être encouragé. On ne peut pas simplement les séparer et les pousser dehors, il faut essayer de leur faire plaisir. Nous avons toujours cru que nous aurions un rôle à jouer dans n'importe quel projet de construction à venir. Mais on ne nous a même pas donné l'occasion de faire connaître nos idées »⁹.

⁵ Terme employé pour désigner les membres actifs du jardin, par eux-mêmes et dans la presse.

⁶ Pour l'emplacement de ces jardins par rapport à celui de Pacific Street, v. *infra*, Figure 24 p. 214.

⁷ Les trois jardins sont gérés de manière indépendante, mais entretiennent des liens de solidarité et d'échange privilégiés comme nous le verrons plus loin.

⁸ Anne Raver, « Houses Before Gardens, the City Decides », *New York Times*, January 9, 1997.

⁹ *Ibid.*



Photo 51 : Le Brooklyn Bear's Carlton Avenue Community Garden, juin 2007.



Photo 52 : Le Brooklyn Bear's Rockwell Place Community Garden, juin 2007.

Une campagne de soutien accompagnée d'une pétition a permis de garder la pointe du terrain (voir *infra*, Figure 23, p. 204)¹⁰. Durant cette campagne, les personnes qui voulaient sauvegarder le jardin écrivaient leur nom sur un ruban et l'attachaient à la grille, produisant une mesure visuelle immédiate de l'ampleur du mouvement. Un article du *New York Times* citait le nombre de 4 000 rubans¹¹ (Photo 53). Un communiqué de presse daté du 13 janvier 1997 est reproduit sur des prospectus distribués dans le cadre de la campagne. Intitulé « le *community garden* préféré du centre de Brooklyn », il en rappelle l'histoire et les enjeux :

¹⁰ Jon Crow, « A Disappearing Garden », *New York Times*, October 9, 1997, p. F18.

¹¹ Mark Francis Cohen, « Half a Garden Better Than None », *New York Times*, March 9, 1997, p. CY9.

« Le Pacific Street Bear's Garden a reçu de nombreux prix et bourses depuis qu'un groupe de jardiniers visionnaires a commencé à dégager de l'ancien parking les gravats, les ordures et l'asphalte en 1982. Depuis, le jardin est devenu un modèle pour les jardins communautaires de toute la ville, récoltant récompenses et renommée pour son programme de compost, ses efforts éducatifs, son aménagement et son sens de la responsabilité envers la communauté. [...] Les Brooklyn Bears ont également reçu le Prix du Service Communautaire décerné par le Service des Parcs, et ont figuré dans un reportage de la Chaîne 13. »

Forest City Ratner Companies, responsable du projet immobilier, a accepté de le réduire de 5000 pieds carrés, laissant ainsi de la place aux jardiniers, qui ont tout de même dû arracher 5 000 bulbes, des arbustes rares et des plantes pérennes et abandonner leurs arbres, car le terrain devait être excavé le temps de la construction¹². Le moment venu, Ratner devait rebâtir le jardin, réduit en fait de moitié, et fournir une compensation financière. Mais d'après les entretiens que j'ai menés avec des membres du Pacific Street Bear's Garden, le travail a été particulièrement bâclé, et la terre trop tassée était impraticable (Photo 54).



Photo 53 : Les rubans noués à la grille du jardin témoignent du soutien dont il bénéficie dans le quartier, 1997.

Source : Archives des Bears.

¹² Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.



Photo 54 : Le jardin rasé à gauche, puis rendu aux jardiniers mais impraticable, 1998.
Source : Archives des Bears.

À cette époque, le terrain appartenait donc à Ratner, qui devait en céder les droits après les travaux, mais les choses ont traîné et ce n'est qu'en 2005 que le terrain a finalement été cédé au Trust for Public Land¹³, et peu à peu transféré au Brooklyn-Queens Land Trust, dont le Bear's Garden fait désormais partie. Techniquement, le terrain est donc parfaitement protégé, puisqu'il appartient maintenant à une association à but non lucratif et à vocation communautaire, dédiée au développement de jardins urbains. Cependant, un nouveau projet de Ratner appelé Atlantic Yards et qui doit regrouper un stade de basket, des parkings et des immeubles d'habitation, menace à présent l'ensemble du quartier. Si le jardin ne peut plus être détruit, il peut néanmoins subir les multiples effets néfastes d'un tel aménagement : l'augmentation de la circulation automobile (Figure 22), la perte ou l'excès de luminosité avec l'ombre des tours le jour et les lumières artificielles du stade la nuit, l'augmentation des courants d'air, etc. Le confort de la fréquentation du jardin en serait amoindri, tout comme la qualité de l'habitat pour la faune et la flore¹⁴. Les membres du jardin se sont associés à d'autres groupes du quartier, tels Develop Don't Destroy Brooklyn et des associations de commerçants ou de résidents (Photo 61), pour combattre l'énorme projet. La presse et les associations de résidents en suivent le développement de très près. Il prend d'ailleurs de plus en plus de retard suite à la série des poursuites judiciaires qui ont été engagées.

¹³ Entretien avec Joanne Morse de TPL, le 31 mai 2007.

¹⁴ Margaret Roach, « The Bounty of the Bears », *City Living New York*, 2003, p. 63.

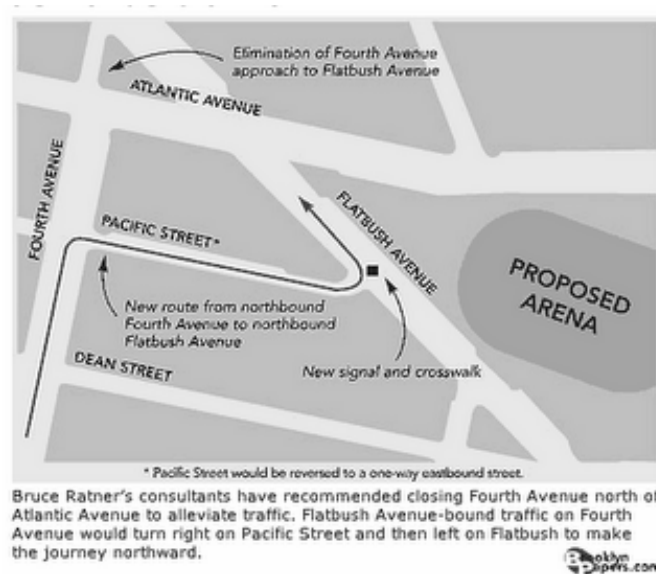


Figure 22 : Le projet de Ratner propose de fermer la 4^{ème} avenue au nord de Pacific Street, et de détourner le trafic automobile sur celle-ci, ce qui nuirait grandement à la tranquillité du jardin.

Source : Atlantic Yards Report, <http://atlanticyardsreport.blogspot.com/2006/08/brooklyn-bears-garden-faces-shadowy.html>, consulté en février 2010.

a. Le jardin ressuscité



Photo 55 : Le jardin vu depuis Flatbush Avenue, mai 2007.

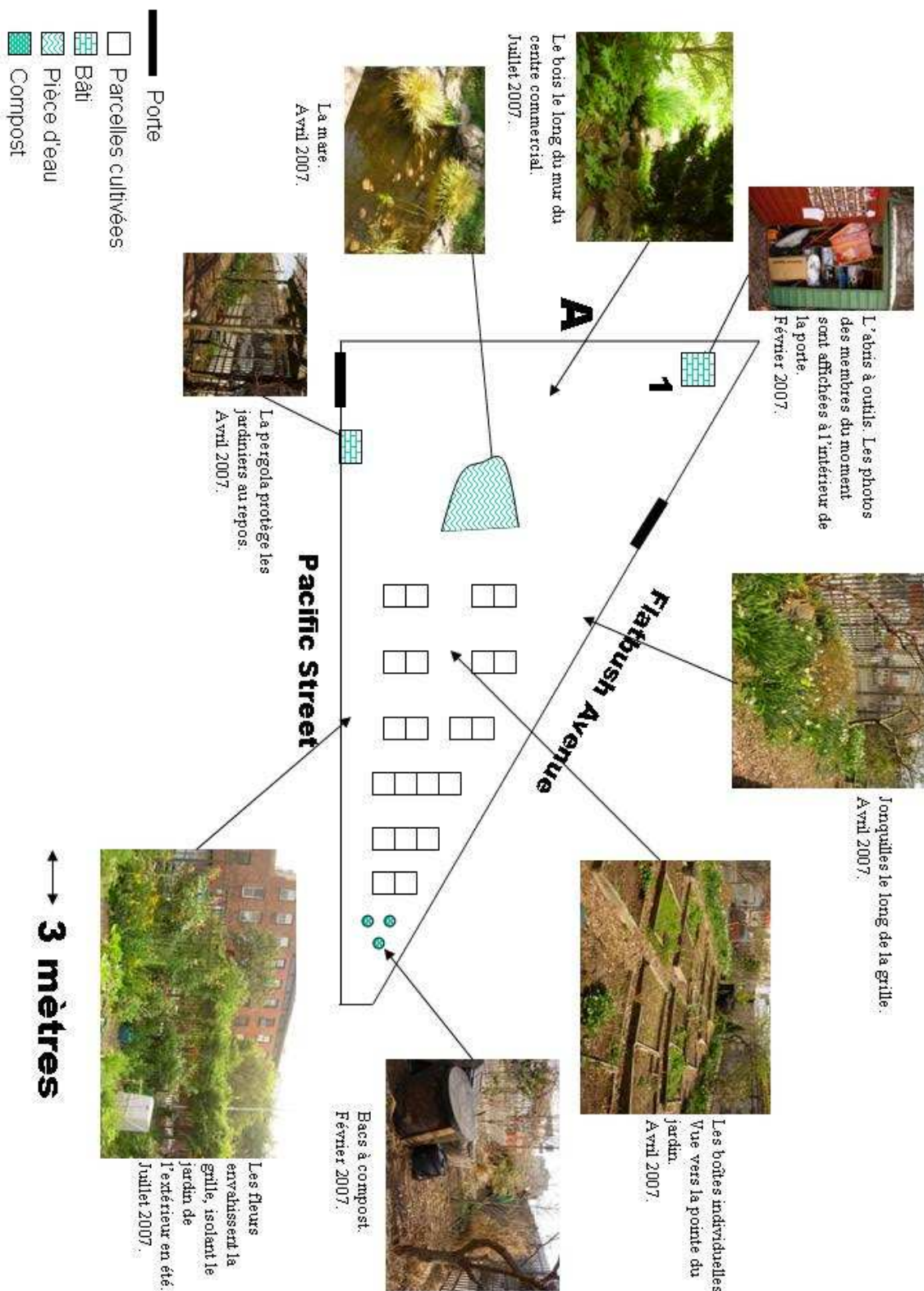


Figure 23 : Plan actuel du Pacific Street Bear's Garden.

Le Bear's Garden (Photo 55, Figure 23) est un triangle d'environ 400 m², bordé d'une avenue extrêmement passante, d'une rue à sens unique et d'un mur. Vingt-et-une « boîtes » individuelles, des carrés en bois d'environ 1,20 m de côté, occupent le centre du terrain ; les plantes et arbustes ornementaux (dont le recensement effectué par les jardiniers compte plus de quarante espèces, dont du lilas, des roses, des iris, des hortensias) et les arbres fruitiers et ornementaux (avec une dizaine d'espèces recensées, dont un pêcher, un prunier, un magnolia, des bouleaux), entretenus collectivement, s'alignent en bordure (Photo 58). L'abri à outils, la pergola, les toilettes en été, des tables, des bancs, le barbecue, se trouvent le long du mur. Cette partie commune, très boisée, comporte également une mare ornée de nénuphars (Photo 56).



Photo 56 : La mare, en février 2006 et juillet 2007.

Certaines boîtes – souvent attribuées à un couple ou une famille, en fonction des saisons et du nombre de membres – peuvent être dédiées à une production et une récolte communes : tous les jardiniers sont alors responsables et bénéficiaires de leur entretien. Pour la saison 2007-2008 par exemple, c'était le cas des deux boîtes les plus proches du compost. Pour les carrés d'usage privatif, le choix des plantations est laissé à chacun, et on y trouve des légumes (des épinards, des citrouilles, des tomates, des poivrons, des haricots, entre autres) et des herbes aromatiques (de la menthe, du persil, de la coriandre, du basilic, de la sauge). Ils sont plus ou moins bien soignés – question

complexe qui sera discutée en troisième partie – et dans un état de développement plus ou moins avancé, selon le travail fourni par les jardiniers (Photo 57). Le reste du jardin est entretenu par des volontaires à qui une section est assignée ou il bien est géré en commun, souvent lors de journées de travail et de formation, à l’occasion desquelles les plus aguerris transmettent leur savoir aux néophytes.

Dans le cadre des multiples manifestations et actions judiciaires visant à contrer le projet Atlantic Yards, les Bears ont procédé à un inventaire et à une évaluation de sa faune et de sa flore, dans le but de mesurer l’impact environnemental du nouvel aménagement. En 2006, sur les 400 m², ils ont dénombré soixante-sept espèces et variétés de plantes cultivées (arbres ornementaux et fruitiers, fleurs, légumes, herbes aromatiques), et vingt-et-une espèces animales plus ou moins désirées, des papillons aux rats, en passant par les poissons rouges de la mare¹⁵. En 2003, un relevé d’espèces spontanées et cultivées¹⁶ organisé à Central Park par l’Explorers Club et des organisations environnementales new yorkaises relevait 836 espèces animales et végétales sur 341 hectares, soit une surface plus de huit mille fois supérieure à celle du PSBG¹⁷.



Photo 57 : Boîtes individuelles dont seulement certaines ont commencé à être cultivées, mai 2007.



Photo 58 : Partie commune ornementale le long de la grille, côté Pacific Street, juillet 2007.

¹⁵ Voir annexe 2, p. 338 pour une liste complète.

¹⁶ Les Bears, quant à eux, s’ils ont bien comptabilisé toutes les espèces animales, ne semble pas s’être intéressés aux espèces végétales spontanées.

¹⁷ John Roach, « ‘Bio Blitz’ Finds 800-Plus Species in New York Park », *National Geographic News*, July 8, 2003.

b. Une organisation conviviale

D'après les réponses faites au questionnaire de Green Thumb en 2005, est considérée comme membre toute personne possédant une clef qu'il suffit de demander au jardin. Officiellement, il faut résider entre Flatbush et la 4^{ème} avenue, condition qui ne semble pas strictement appliquée. Mais les membres véritables (dont le nombre est donné dans ce même questionnaire) sont ceux qui participent à l'entretien : ils cultivent les boîtes, taillent les arbres, retournent le compost, sortent les poubelles, organisent des rencontres festives. Il n'y a pas de contrainte géographique officielle, mais les jardiniers habitent tous suffisamment près pour venir à pied. Seul un couple qui a déménagé récemment continue à y venir à vélo ; ils sont parmi les plus actifs, bien qu'ils vivent désormais dans une maison avec jardin. Il n'y a pas de liste d'attente, entre autres parce que de nombreux jardiniers impliqués dans le jardin avant sa destruction ont perdu de leur motivation et ne sont pas revenus lorsqu'il a réouvert, sa surface diminuée de moitié. Aucune participation financière n'est exigée, et la seule condition pour intégrer le groupe est de participer à deux journées de travail collectif au moins et de choisir une boîte au début de la saison. Le fait d'être adhérent engage donc à contribuer à l'entretien et à assurer la permanence durant les heures d'ouverture au public, ainsi qu'à l'organisation d'activités ouvertes à la communauté.

Depuis 1998, le nombre de membres a varié selon les années. D'après les archives de Green Thumb, on est passé de quinze adultes en 1999 à trente lors de mon étude en 2007, dont un nombre égal d'hommes et de femmes. Un document de 1989, précédant donc la destruction d'une partie des lieux, mentionne cinquante-huit personnes. Le Bear's Garden se trouve, comme Clinton Community Garden, dans un quartier en pleine mutation, avec une tendance à l'augmentation du niveau de vie. Au début de la saison 2007, tous les nouveaux membres étaient des couples blancs d'une trentaine d'années, avec de jeunes enfants ou sur le point d'en avoir. Ils étaient également nouveaux résidents dans le quartier et avaient activement recherché un jardin auquel s'intégrer. Mais certaines personnes sont là depuis plusieurs années,

voire depuis l'origine. Il en est ainsi de Jon Crow, souvent cité comme co-fondateur et coordinateur dans les articles et autres documents sur le jardin.

Il y a nettement moins d'usagers passifs qu'à Clinton, tout simplement parce qu'il y a beaucoup moins de place où s'asseoir pour lire ou se reposer – quelques chaises sous la pergola et pas de pelouse – et sa situation géographique ne le place pas sur la trajectoire de promeneurs de hasard. Les résidents du quartier s'y arrêtent parfois, notamment pour apporter leur compost, une mesure encouragée pour réduire la production de déchets domestiques, mais également pour lutter contre les infestations de rats dans les logements.

En 1993, une liste détaillée de règles, nécessaire du fait du nombre plus grand de membres, a été publiée dans la lettre d'information. Y étaient spécifiées l'interdiction de cueillir des fleurs ou de récolter la production d'autrui, l'obligation de garder les animaux domestiques en laisse, l'interdiction d'organiser des fêtes privées, ce dernier point étant la principale différence avec Clinton. Mais, tel qu'il fonctionne actuellement, la vie au jardin est régulée de manière plus informelle. Le dépliant de présentation définit ainsi le concept de jardiner « en communauté », tel qu'il est appliqué au Bear's Garden :

« Nous pratiquons le jardinage biologique : le jardin n'utilise pas d'engrais artificiels, de pesticides chimiques ou de graines génétiquement modifiées. Les membres font des projets et travaillent collectivement et individuellement. Nous demandons que si vous récoltez dans le jardin, vous donniez de votre temps et énergie en échange. »

On est ici bien loin des panneaux en quatre langues et des contrats signés de Clinton. Une lettre d'information non datée indique qu'« il n'y pas de règles, seulement des amabilités », soulignant le désir d'une coopération basée sur la confiance plutôt que sur les obligations ou la surveillance. L'insistance mise sur l'emploi de méthodes biologiques est importante : bien qu'il s'agisse d'une philosophie souvent exprimée dans le mouvement des *community gardens*, peu de

jardins en font une règle, et Green Thumb ou le Trust for Public Land ne font qu'inciter à l'usage de méthodes non chimiques, sans en faire une obligation¹⁸.

Le nombre relativement réduit de jardiniers permet une organisation précise et une connaissance des efforts fournis par chacun, chargé du bon état de sa parcelle personnelle. Comme pour Clinton, un constat d'abandon entraînerait la perte des privilèges sur cette parcelle, mais un seul cas de ce genre, développé en troisième partie, m'a été rapporté. Depuis quelques saisons un système de trois équipes responsables des tâches communes selon un principe de rotation entre mai et novembre a par ailleurs été instauré. Ces tâches comprennent la présence aux heures d'ouverture au public, le nettoyage de la pompe de la mare, l'arrosage et le désherbage des parties communes, le retournement régulier du compost, le ramassage des ordures et l'organisation d'événements. Chacune des équipes, composée de huit membres¹⁹ et en charge de huit ou neuf semaines au cours de la saison, est dirigée selon les cas par un ou deux « capitaines » chargé(s) d'indiquer ce qui doit être fait à un moment donné et de noter la participation de chacun. Le message électronique envoyé aux jardiniers pour indiquer leur répartition dans les équipes souligne bien que le fait de ne pas participer aux tâches assignées est un motif de perte des droits de jardinage. Il est donc nécessaire de prévenir de toute absence et d'essayer de s'arranger avec des membres d'autres équipes pour échanger des permanences. Le choix de ce système est justifié ainsi : « Le système par équipes est la manière dont notre groupe partage les tâches liées au jardinage en commun. C'est également un excellent moyen de connaître nos co-jardiniers et d'apprendre ce qui est nécessaire pour que notre jardin reste aussi beau ! »²⁰. Il semble donc allier l'efficacité du travail, l'importance de l'apprentissage, et le renforcement des liens entre les membres du jardin. La différence est bien faite avec le jardinage sur parcelle privée, il n'est pas question d'échapper à l'aspect collectif du jardin.

¹⁸ La Charte Main Verte de la ville de Paris, elle, insiste sur la nécessité de respecter l'environnement en évitant l'usage de produits phytosanitaires, et de participer à la protection de la biodiversité urbaine. Mairie de Paris, *Dossier technique des jardins partagés*, sans date.

¹⁹ C'était le cas pour la saison 2007, mais le nombre de membres par équipe varie en fonction du nombre de membres du jardin.

²⁰ Message électronique envoyé à tous les jardiniers par Jon Crow le 23 mai 2007.

Ici, il n'y a ni élections, ni comité de direction. Jon Crow est généralement désigné comme coordinateur auprès de Green Thumb, mais cela tient plus à son ancienneté, son expérience et son militantisme qu'à une quelconque position officielle. Des réunions ont lieu une fois pas mois, auxquelles tous sont conviés ; une dizaine participent, souvent les mêmes. Le schéma en est beaucoup plus informel qu'à Clinton : elles se déroulent dans le jardin quand la météo le permet, dans un café ou chez un membre le reste du temps. Chacun propose les sujets dont il veut parler, et les décisions sont prises collectivement, sans véritable vote. Un résumé de la réunion, avec les conclusions, est ensuite envoyé par email à tous les adhérents.

Le jardin a reçu diverses bourses qui lui ont permis de financer son fonctionnement. Il bénéficie également des aides en nature de Green Thumb et du Brooklyn-Queens Land Trust (BQLT) aujourd'hui propriétaire du terrain : planches pour les boîtes, paillis, etc. Une autre rentrée financière provient de la vente de plantes et de pâtisseries le jour de la fête des mères ou durant d'autres événements impliquant les résidents du quartier. Le jardin possède un compte en banque, mais aucune information précise ne circule à ce sujet, et en 2007 il n'existait pas plus de trésorier officiel que de président ou de personnes attitrées aux autres fonctions habituelles d'une association. Contrairement à Clinton, les Bears n'ont pas adopté le statut d'organisation à but non lucratif et fonctionnent donc de manière moins institutionnelle.

Le nombre d'adhérents est bien inférieur à celui de Clinton, ce qui facilite la communication : elle peut se faire de façon relativement efficace par le bouche à oreille, le téléphone ou les messages personnels. Mais les membres ont depuis peu mis en place une liste de diffusion par internet, sur laquelle tout le monde peut s'inscrire. Elle permet d'être tenu au courant des activités, des idées, des lieux et heures de rendez-vous, des problèmes dans une équipe de travail, des informations sur l'avancée du projet Atlantic Yards, sur d'autres structures dédiées au jardinage collectif telles que BQLT ou la New York City Community Gardens Coalition²¹. Cette liste semble avoir pris le relais de la lettre d'information sur papier qui existait autrefois. Pour

²¹ Pour plus de détail sur l'histoire et la fonction de ces organismes, voir *supra*, p. 151 et p. 153.

communiquer avec le reste du quartier, notamment pour informer de la tenue d'événements publics, des prospectus sont apposés sur la grille du jardin.

c. Les Bears, leur quartier, leurs réseaux

D'après les archives de Green Thumb et les entretiens menés auprès des membres les plus anciens, dans son implantation précédente (au même endroit, donc, mais sur une surface deux fois supérieure) le jardin mettait l'accent sur les activités artistiques. Aujourd'hui, d'une manière générale, les Bears semblent plutôt privilégier l'usage du lieu comme point de rencontre festive. De nombreux barbecues sont organisés, sans autre motif que le plaisir de profiter de l'espace et de la compagnie de chacun. Mais certains événements visent plus particulièrement à attirer des visiteurs, futurs membres potentiels, ou à récolter un peu d'argent. J'ai déjà mentionné les ventes de la fête de mères, annoncées dans le quartier par des prospectus. La Fête Nationale est également l'occasion d'une célébration ouverte à tous. En août 2007, un hommage a été rendu à Ellen Kirby, figure importante du Brooklyn Botanic Garden (BBG), qui a beaucoup œuvré pour la promotion des *community gardens* dans ce *borough*, notamment en prenant la direction de GreenBridge, le programme de *community horticulture* du BBG²². Les Bears, mais également des membres d'autres jardins ou des employés du jardin botanique se sont réunis, avec nourriture et musique, pour marquer son départ en retraite. Pacific Street a été fermée à la circulation pour l'occasion, et les festivités ont pu déborder et envahir la rue (Photo 59). Pour attirer des personnes qui ne connaissaient pas Ellen Kirby et ne s'intéressaient pas forcément aux jardins, une *bake sale*²³ était annoncée à la craie sur le trottoir.

Nous avons vu que le jardin appartient désormais au Brooklyn-Queens Land Trust (BQLT), l'un des trois trusts urbains mis en place par le Trust for Public Land (TPL) pour gérer, de manière plus locale et spécialisée, les terrains achetés à New York. À cause des ennuis avec Ratner, les Bears ont été intégrés après les autres, ce qui ne semble pas aller de soi pour eux. Lorsque j'ai assisté à des réunions du BQLT

²² Elle a depuis dirigé un ouvrage sur la question : Ellen Kirby and Elizabeth Peters, eds., *Community Gardening*, New York, Brooklyn Botanic Garden, 2008.

²³ Vente de gâteaux, moyen dont usent de nombreuses causes aux États-Unis pour collecter des fonds.

au Magnolia Tree Earth Center, je n'y ai jamais vu de représentant des Bears, et lors des réunions des Bears, qui avaient d'ailleurs parfois lieu en même temps que celles de BQLT, j'ai plutôt entendu des critiques sur la gestion du groupe. De nombreux jardins sis sur des terrains qui appartiennent au BQLT sont en effet situés dans des quartiers plus pauvres et à dominance afro-américaine ou *latina*, et les cultures et les besoins y sont différents : les jardiniers de ces quartiers n'ont souvent pas la possibilité d'utiliser des fonds personnels pour acheter des plantes ou du matériel, et il est également plus difficile d'y collecter des fonds auprès des résidents alentour. On a notamment souligné l'incohérence géographique dans le fait de regrouper Brooklyn et le Queens dans le même organisme, ce qui force des jardins physiquement très éloignés les uns des autres à coopérer, par exemple pour la recherche de fonds ou de l'entraide technique, des échanges de main-d'œuvre.



Photo 59 : Célébrations en l'honneur d'Ellen Kirby, juillet 2007.

De ce fait, les Bears préfèrent cultiver des liens de proximité. Déjà, au moment de la première menace, il était fait mention d'un projet de Central Brooklyn Garden Coalition (CBGC), dont les mérites étaient ainsi vantés :

« Dans un effort pour unifier les travaux de verdissement grandissants de notre partie de Brooklyn, nous essayons en ce moment d'organiser une coalition de groupes de jardinage collectif. Nous serons

ainsi en mesure de partager ressources et informations, des bras forts et des sourires chaleureux, et de rencontrer de nouveaux amis jardiniers »²⁴.

Je n'ai plus trouvé trace de cette coalition, mais la tentative illustre bien le rapport des Bears à la communauté. À l'opposé des regroupements artificiels des institutions, ils optent pour une solidarité organique et une organisation par la base, rendue possible par une proximité géographique favorable aux échanges. En 2008, une nouvelle coalition, la Brooklyn Community Gardeners' Coalition (BCGC)²⁵, semblait devoir se constituer sur le modèle de la CBGC.

J'ai déjà mentionné les deux autres « Brooklyn Bears », sur Carlton Avenue et Rockwell Place (Figure 24). Ils ont un lien historique et une tradition d'échange avec les jardiniers de Pacific Street, mais ils ont été placés sous la tutelle du Parks and Recreation Department, et non du BQLT. La différence institutionnelle est de taille, puisque les jardins dont le terrain appartient à un trust sont privés, alors que ceux de la ville sont publics, mais cela ne semble pas affecter la gestion quotidienne des trois lieux, qui doivent de toute façon se plier aux exigences de Green Thumb. Des liens moins officiels perdurent entre eux ; ainsi, tous les jardiniers utilisent la même clef, ce qui signifie que les membres d'un des jardins peuvent facilement fréquenter les autres, sans obligation de travail là-bas. Ce qui revient à dire qu'un effort fourni dans un jardin permet de bénéficier de privilèges dans les deux autres, et fait donc du trio une petite communauté aux échanges peu formalisés. D'autre part, un blog commun a été créé²⁶, afin de faire circuler plus facilement les informations sur les activités. Jusqu'à présent, les jardiniers de Pacific Street y ont toutefois été inactifs : le premier message a été posté le 17 avril 2008, après un atelier commun sur la gestion du site web, soit plus d'un an après son ouverture. Le jardin a participé à plusieurs « Garden Tours »²⁷, visites à pieds ou à vélo de plusieurs *community gardens*, qui permettent de découvrir d'autres sites et de rencontrer d'autres personnes. La liste de diffusion par courrier électronique annonce régulièrement des activités dans d'autres jardins de Brooklyn, indépendamment de leur appartenance au BQLT.

²⁴ Prospectus déposé dans les archives de Green Thumb, sans date.

²⁵ Il y est fait référence dans les listes de diffusion des Bears et de la New York City Community Gardens Coalition, mais rien de précis ne semble en avoir été fait depuis.

²⁶ *Brooklyn Bears Community Gardens*, <http://brooklynbears.wordpress.com>, consulté en mars 2008.

²⁷ Le premier, intitulé « Green with envy tour », a été organisé au printemps 2006 par Jon Crow.

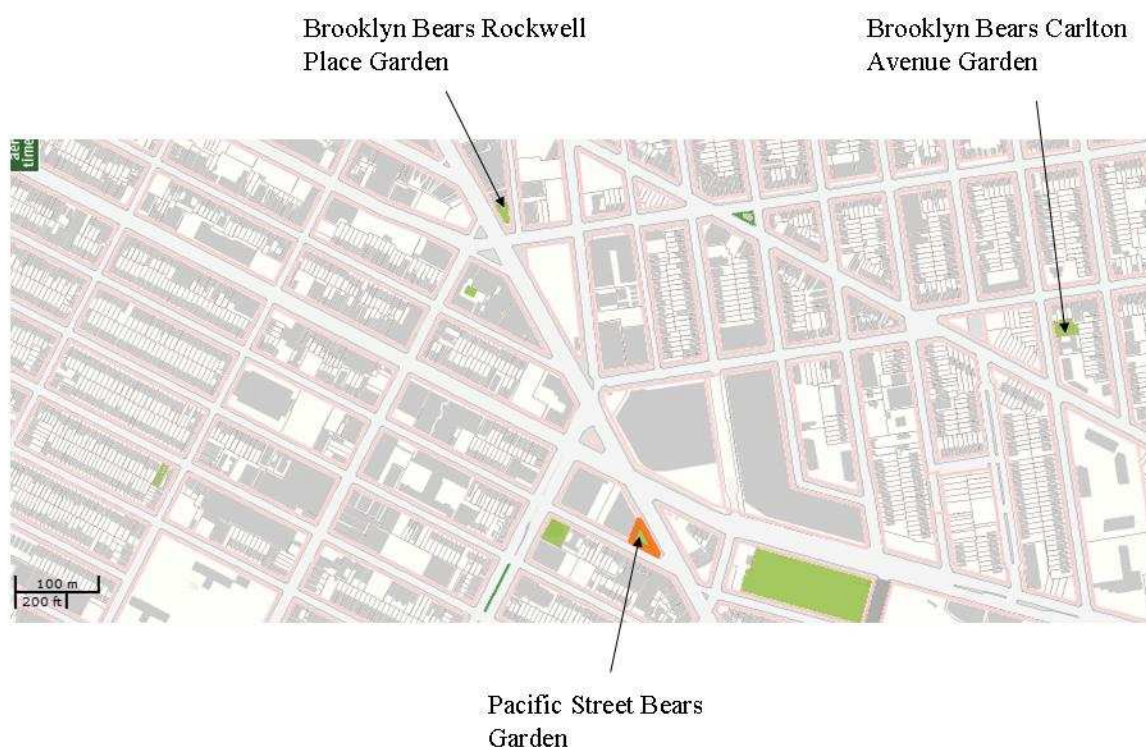


Figure 24 : Emplacement des trois jardins.

Source : *New York Oasis*, <http://www.oasisnyc.net>, plan, créé en février 2010.

Mais les Bears ont également des rapports avec des organisations à l'échelle du *borough* ou de la ville. Ils sont inscrits auprès de Green Thumb, participent à certains de leurs ateliers et festivités, notamment la célébration annuelle, Grow Together. Ils utilisent ses ressources matérielles : en 2007, ils ont demandé des planches pour reconstruire leurs boîtes. La fête en l'honneur d'Ellen Kirby a également révélé les liens avec le Brooklyn Botanical Garden. Il ne s'agit pas à strictement parler d'une institution centrée autour des *community gardens*, mais le jardin botanique joue depuis des décennies un rôle primordial d'éducation ; il s'est engagé dans des entreprises d'embellissement de Brooklyn par l'horticulture, que ce soit dans les jardins, sur les toits ou les rebords de fenêtres, et sert également de point de rassemblement de toutes

les coalitions vertes du *borough*²⁸, qui y partagent leurs savoirs et leurs idées une fois par an, lors de Making Brooklyn Bloom. Jon Crow est actif dans la New York City Community Gardens Coalition (NYCCGC), ce qui confère aux Bears une place importante dans le réseau à l'échelle de la ville. La logique de ce rapprochement n'est pas institutionnelle : il s'agit d'une coalition établie par la base, pour la défense des intérêts des jardiniers, sans attachement politique²⁹.

Cette prédilection pour les associations d'intérêt local et non institutionnel explique l'implication du jardin avec des organismes qui n'ont pas de rapport avec le jardinage. Le danger menaçant actuellement les Bears est le gigantesque projet de Forest City Ratner, qui illustre l'opposition soulignée par Catherine Pouzoulet entre la dynamique citoyenne des résidents attachés au caractère villageois de leur quartier d'immeubles à trois étages, et la dynamique financière du promoteur³⁰. S'il est mené à bien, il aura un impact énorme sur l'ensemble du quartier, et pas seulement pour le jardin³¹. Malgré la signature d'un Community Benefit Agreement dans lequel Ratner s'engage à inclure 50 % de logements à destination de familles à revenus faibles ou moyens, l'opposition au projet reste forte et organisée³². Les Bears se sont donc alliés à des associations de quartier – notamment Develop Don't Destroy Brooklyn, un groupement créé précisément dans le but de veiller à ce que les projets de développement de cette zone se fassent en accord avec les désirs et les besoins des résidents – pour lancer une attaque judiciaire contre l'entreprise. Le jardin a joué un rôle primordial dans cette lutte en servant de symbole sur les enjeux des impacts environnementaux négatifs du projet³³ et en prêtant sa visibilité pour l'affichage des griefs de la communauté (Photo 60, Photo 61).

²⁸ En premier lieu, GreenBridge Brooklyn, mais également des *community gardens* ou des associations intéressées par les questions de nutrition, comme l'Olympus Garden Club, qui intervient dans les jardins pour promouvoir des régimes alimentaires intégrant plus de fruits et légumes.

²⁹ Pour plus d'informations sur la place de la NYCCGC et du Brooklyn Botanical Garden dans le mouvement des *community gardens*, voir *supra*, p. 152 et p. 155.

³⁰ Catherine Pouzoulet, « Zonage et mixité urbaine : la question de la requalification des zones industrielles à travers les exemples new-yorkais du Far West Side à Manhattan et des Atlantic Yards à Brooklyn », *Hérodote*, n°122, 2006, p. 96.

³¹ Laura Wolf-Powers, « Atlantic yards », *Urbanisme*, n°350, septembre-octobre 2006, p. 46.

³² Kim Moody, *From Welfare State to Real Estate: Regime Change in New York City, 1974 to the Present*, New York, London, The New Press, 2007, pp. 235-237.

³³ La base de la première action en justice contre Ratner était le manque de rigueur de l'étude environnementale, légalement requise pour tout projet de construction.



Photo 60 : Une bannière accrochée à la grille du jardin suggère à Ratner d'aller voir ailleurs.

Source : *Atlantic Yards Report*, <http://atlanticyardsreport.blogspot.com/2006/08/brooklyn-bears-garden-faces-shadowy.html>, consulté en février 2010.



Photo 61: Le « mur des griefs », à l'extrémité du jardin, affiche les noms des associations mobilisées et leurs motivations pour attaquer Ratner en justice, avril 2007. Toutes les affiches ont été arrachées quelques jours après avoir été placardées.

Source : Liste de diffusion du Pacific Street Brooklyn Bear's Community Garden.

Chapitre 3

Central Bainbridge Street Community Garden, le règne de la tranquillité

Mon premier contact s'est fait au Brooklyn Botanical Garden, lors du forum annuel de Brooklyn GreenBridge, le programme d'horticulture à destination des résidents du *borough*. Plusieurs associations et institutions impliquées dans le verdissement de Brooklyn y étaient représentées. Mary Jones¹ s'y trouvait pour répondre aux questions concernant le Brooklyn Queens Land Trust ; elle m'a parlé de son jardin et m'a invitée à m'y rendre un jour de réunion des jardiniers.

J'y ai toujours été bien accueillie car Mary Jones avait parlé de moi, mais contrairement à Clinton et aux Bears, la fréquentation du jardin est faible, et dans ce quartier à très forte majorité afro-américaine beaucoup de résidents se connaissent au moins de vue, ce qui a rendu ma présence particulièrement visible, voire incomprise par les visiteurs qui eux ne savaient pas qui j'étais. Par ailleurs, je n'ai jamais pu avoir

¹ Coïncidence, cette personnalité importante du jardin porte le même nom que Mary Harris « Mother » Jones : figure militante de la fin du 19^{ème} et du début du 20^{ème} siècle, elle était très active dans les mouvements ouvriers et elle a participé à la fondation du Social Democratic Party en 1898 et des Industrial Workers of the World en 1905. Aujourd'hui, un magazine politique d'investigation porte son nom. *Mother Jones*, <http://motherjones.com/>.

de clef du jardin². Tous ces facteurs ont conféré à mon terrain une aura d'officialité qui a rendu ici presque impossibles les conversations anodines. Il existe également peu de documents écrits en-dehors des rapports de Green Thumb sur cet endroit à l'histoire paisible, dont les membres ne se placent pas dans une perspective militante.

Central Bainbridge Community Garden³, nommé d'après la rue sur laquelle il est situé (Figure 25), diffère grandement des deux précédents par sa composition sociale, son organisation, ses activités.

1. Bedford-Stuyvesant, symbole du ghetto noir



Figure 25: Plan du quartier du Central Bainbridge Street Community Garden.

Source : New York Oasis, <http://www.oasisnyc.net>, plan créé en février 2010.

² Je n'ai jamais eu de refus direct à ma demande, mais les choses ont traîné en longueur jusqu'à ce que le sujet ne soit plus abordé.

³ Je le désignerai ensuite simplement par le nom de Bainbridge.

La parcelle de 106 pieds sur 53, soit à peu près 32 mètres sur 16 (512 m²), est située à Brooklyn, dans le quartier de Bedford-Stuyvesant, souvent surnommé « Bed-Stuy », et rendu célèbre par les films de Spike Lee⁴. Économiquement modeste, il très majoritairement afro-américain. Le jardin se trouve d'ailleurs en face d'un complexe d'immeubles d'habitations à loyer modéré (Photo 63), dans lequel vit une des membres. Le reste de la rue est composé de *brownstones* (Photo 62) et de maisons individuelles. Il s'agit d'une des nouvelles « frontières » new yorkaises, soumises à un mouvement de gentrification sporadique. Longtemps problématique, voire dangereux, Bedford-Stuyvesant se trouve désormais à la limite de l'avancée du phénomène. Les quartiers de Brooklyn les plus proches de Manhattan, y compris celui du Pacific Street Bear's Garden, ont déjà dépassé cette étape car la « frontière » se déplace vers l'est, notamment en direction de « Bed-Stuy ». Mais les résidents et les commerçants qui ont tenté leur chance en devançant la hausse du niveau de vie semblent devoir l'attendre longtemps dans ce quartier « où les taux de criminalité et de saisie de logements hypothéqués sont élevés, les rues jonchées de déchets et la vie nocturne inexistante »⁵.



Photo 62 : Le carrefour entre Bainbridge Street et Patchen Avenue.



Photo 63 : Ensemble d'immeubles à loyer modéré en face du jardin, vu à travers sa grille.

⁴ Spike Lee, *Joe's Bed-Stuy Barbershop: We Cut Heads*, United States, 1983 et *Do the Right Thing*, United States, 1989. Ce dernier décrit les tensions raciales du quartier, entre Afro-Américains, Italiens et Coréens, au cours d'une de ces journées d'été particulièrement suffocantes, typiquement les plus violentes.

⁵ Manni Fernandez « Growing Pains Come and Go in Bed-Stuy », *New York Times*, July 27, 2008.

Ce qui frappe lors d'une promenade estivale ici, à une heure de métro de Times Square, c'est l'investissement des espaces extérieurs par les résidents. Lorsqu'il fait beau, les trottoirs se meublent de chaises (Photo 64), les perrons deviennent des gradins offrant un point de vue privilégié sur le spectacle de la rue. Les passants saluent les observateurs assis et inversement, on échange des commentaires, on s'interpelle par son nom. Cette relation directe et cette surveillance bienveillante entraînent les sentiments de sécurité et d'appartenance à la communauté de la ville décrits par Jane Jacobs⁶.



Photo 64 : Sur Patchen Avenue, juillet 2007.

Administrativement, Bedford-Stuyvesant fait partie du *community district* n°3 de Brooklyn (voir supra, Figure 8, p. 102). D'après le recensement, la population totale s'élevait à 143 867 en 2000 et était constituée à 76,8 % d'Afro-Américains, 18,1 % de personnes d'origine hispanique, et 1,4 % de Blancs non-hispaniques⁷. 18,5 % de la population était d'origine étrangère, essentiellement des Caraïbes (54,6 %) et 10,6 % de la population ne parlait pas couramment anglais. Il s'agit donc d'une population très différente de celles des quartiers des deux jardins décrits précédemment, du point de vue de l'origine ethnique et nationale, mais également du point de vue économique. En 2000, 32,7 % de la population bénéficiait d'une aide financière pour survivre, soit plus

⁶ Jane Jacobs, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Books Edition, 1961.

⁷ Ces informations ont été obtenues sur le site internet de la ville de New York: <http://www.nyc.gov/html/dcp/pdf/lucds/bk3profile.pdf>, consulté en mars 2008.

du double par rapport au *community district* de Clinton, alors que le revenu médian par foyer est deux fois moins élevé (Figure 14, p. 160).

2. Un lieu de repos et de sociabilité

Le projet de *community garden* au carrefour entre Bainbridge Street et Patchen Avenue a été officiellement lancé en 1982 par la Bainbridge Block Association, l'association de quartier avec laquelle la ville a alors signé un bail d'un an renouvelable. Cependant certains jardiniers investis de longue date ont évoqué lors d'entretiens le vol d'une première clôture en 1978 ou 1979, indiquant une occupation antérieure. Une fois le bail signé, le jardin a pu compter sur l'aide logistique et matérielle de Green Thumb et des Green Guerillas. La dépendance à leur égard est encore très forte, notamment à cause des difficultés à attirer de nouveaux membres, ou même de simples visiteurs.



Photo 65 : Le terrain en 1983, photographié par Green Thumb.
Source : Archives de Green Thumb.

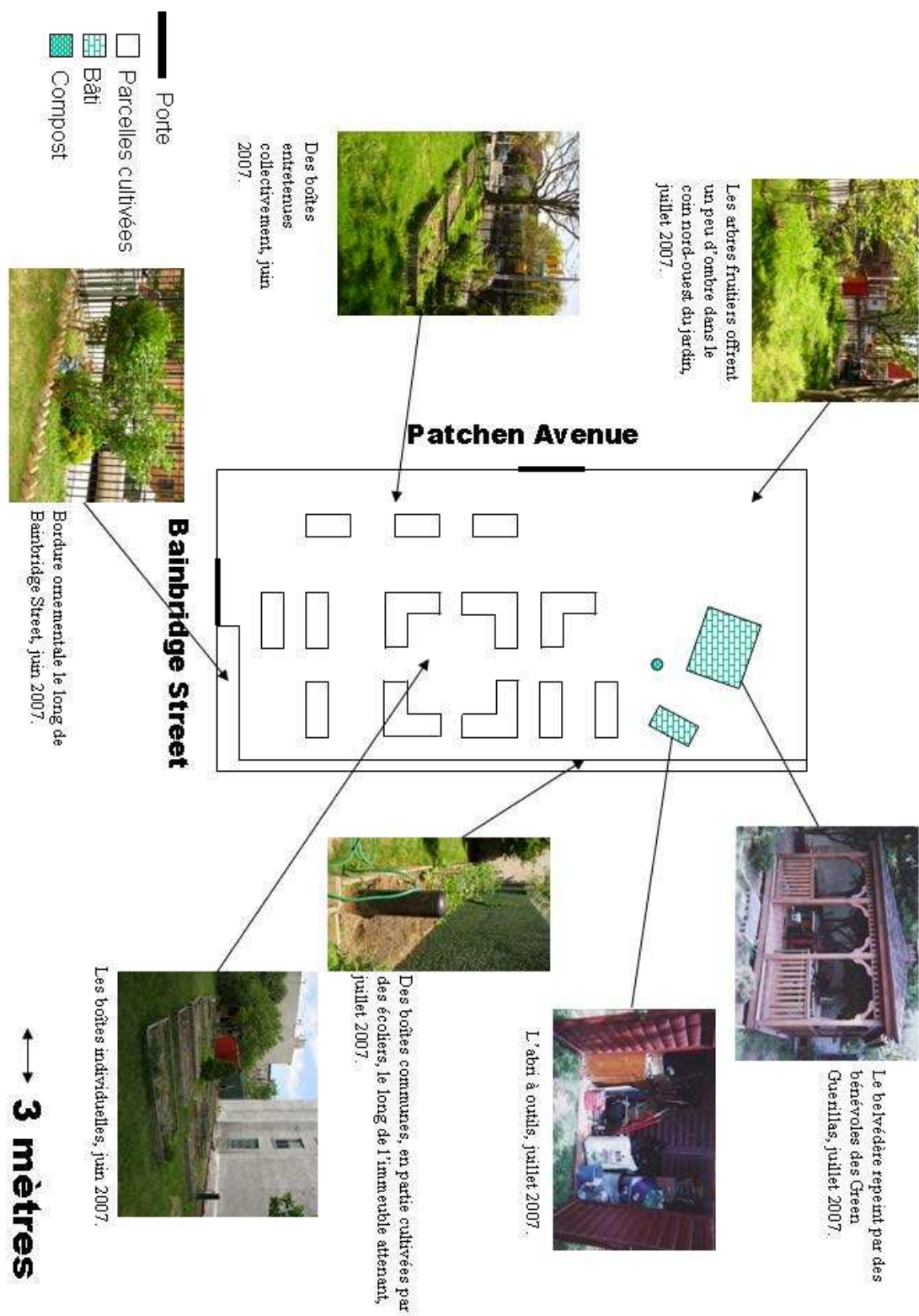


Figure 26 : Plan de Central Bainbridge Street Community Garden.

La première année, l'association a demandé à Green Thumb de l'aide pour nettoyer le terrain (Photo 65), qui mesurait alors 2 500 pieds carrés, soit à peu près 230 m², ainsi que de la terre, des outils, le matériel nécessaire à la construction de bancs et de parterres surélevés, une nouvelle clôture pour protéger le jardin du vandalisme, des graines, un pommier¹. Les débuts du jardin ont été un peu lents selon les critères de Green Thumb, qui notait en 1985 que la terre livrée au jardin n'était pas immédiatement répartie dans les boîtes.

Le jardin a néanmoins continué à se développer, et il a été acheté par le Trust for Public Land lors de la vente massive organisée par Rudy Guliani en mai 1999. Les besoins des jardiniers sont donc tombés sous la juridiction de TPL, puis du Brooklyn Queens Land Trust. Par exemple, en 2000 TPL a fourni une nouvelle grille, un abri à outils et un belvédère en bois pour se protéger lors de leurs réunions et stocker le mobilier en hiver². Au moment de l'achat, TPL a inclus le terrain adjacent, pensant à tort que le jardin s'y étendait. En 1998, lorsque le garage qui se trouvait sur cette parcelle a brûlé puis a été rasé par le Housing and Preservation Department le terrain a été investi par les jardiniers et le belvédère s'y trouve aujourd'hui. Il s'est également avéré que le jardin avait le droit d'avancer sur le trottoir à hauteur des escaliers des immeubles adjacents, et lorsqu'une nouvelle grille a été posée, il a ainsi gagné quelques mètres carrés³.

Central Bainbridge fait partie de ces *community gardens* dont l'image est portée par une personne, comme ça a été le cas de Clinton lorsqu'il a été créé puis dirigé par Mallory Abramson. Les membres d'autres jardins l'appellent souvent « le jardin de Mary Jones », en l'honneur d'une cofondatrice, aujourd'hui encore bien présente. Officiellement présidente par intermittence pour répondre aux demandes administratives de Green Thumb et de BQLT, elle mène les réunions hebdomadaires : elle est seule maîtresse de l'ordre du jour et il est bien rare que ses propositions soient rejetées.

L'organisation physique de la parcelle (Figure 26) reflète bien l'usage qui en est fait, les rapports des membres entre eux et avec le reste du quartier. Les treize boîtes

¹ J'ai recueilli ces informations dans les archives de Green Thumb.

² Trust for Public Land, « Central Bainbridge Community Garden », prospectus non daté.

³ Cette information provient d'entretiens ; je n'ai pu obtenir de date pour cette nouvelle expansion.

disposées au milieu de la pelouse laissent une large place aux espaces communs propices aux rassemblements autour d'une table ou à l'ombre d'un arbre pour discuter. Au plus chaud de l'été, le belvédère protège du soleil lors des réunions hebdomadaires. La grille est ici libre de toute végétation, contrairement à celle des Bears, bordée de hauts arbustes fleuris ; la vue sur les deux rues à l'angle desquelles est situé le jardin reste donc entièrement dégagée, ce qui facilite le dialogue de part et d'autre. Les passants peuvent repérer d'un coup d'œil qui est présent à l'intérieur, et inversement. Bainbridge Garden offre donc une alternative ombragée aux chaises sorties sur le trottoir (Photo 64) et aux marches à l'entrée des immeubles, positions de surveillance sociale à Bed-Stuy.

Pour devenir adhérent, il suffit de se présenter lors des heures d'ouverture hebdomadaires ou lorsqu'un jardinier est présent, et de s'acquitter des dix dollars annuels exigés – alors que l'adhésion est gratuite dans les deux jardins étudiés précédemment – après avoir été accepté par vote majoritaire des membres. Il n'y a donc pas de critère géographique comme à Clinton, mais tous les membres habitent de fait à proximité⁴ et reflètent particulièrement bien la composition ethnique du quartier : à l'exception d'une femme dominicaine, ils sont tous afro-américains et sont pour la plupart originaires des états ruraux du Sud, ce qui joue un rôle important dans leur choix de participer à un *community garden*, d'après ce qu'ils m'ont révélé durant nos entretiens.

En 1995, le jardin a fait l'objet d'un article du *New York Times* en raison de la parcelle de coton plantée par Mary Jones. Pour elle, née et élevée à Brooklyn, le coton était une réminiscence plaisante de vacances passées chez son oncle en Caroline du Nord ; mais pour d'autres habitants du quartier, y compris son mari, la parcelle évoquait le désagréable souvenir d'enfances passées à travailler dans les champs laissés derrière eux avec leur venue à New York. Cet exemple illustre bien la charge symbolique d'une plante comme le coton, et les risques d'ambiguïté ou de conflits lorsqu'elle est mise en culture dans un espace partagé, évoquant des expériences

⁴ D'après le formulaire rempli pour Green Thumb en 2003, la distance au jardin est inférieure à un bloc.

personnelles différentes. Mary Jones a finalement renoncé à son coton, dont la présence perturbait trop les autres membres du jardin⁵.

La majorité des membres sont retraités, contrairement à ceux de Clinton dont les statuts professionnels sont beaucoup plus divers et aux Bears qui sont tous actifs, et le Bainbridge Garden joue pour eux un véritable rôle de socialisation. Assis sur les chaises, ils sont souvent tournés vers la rue et saluent les passants ou commentent la présence d'inconnus au quartier. Ils échangent des informations sur la présence d'individus louches devant l'école, ou sur l'achalandage du jour à l'épicerie. Mary Jones raconte que c'est à force d'observer des accidents au carrefour et de s'en plaindre à la police qu'elle a réussi à faire installer des feux de circulation. En-dehors du grand ensemble de logements situé en face, les rues attenantes sont composées de maisons à trois étages avec petits terrains privatifs. Une femme y vit et elle explique qu'elle cultive son terrain privé. Mais ses petits-enfants ont investi son potager pour y apprendre à jardiner, avec plus ou moins de succès ; elle préfère donc cultiver, seule, une parcelle du *community garden* afin d'assurer une certaine production. Cela lui permet de satisfaire ses besoins en poivrons, salades et tomates pour l'été.

Le règlement, dont une copie a été déposée auprès de Green Thumb, consiste en quelques règles griffonnées sur un morceau de papier, attestant probablement du fait qu'elles ont été mises noir sur blanc davantage pour satisfaire les critères de Green Thumb que pour répondre à un besoin des membres eux-mêmes. Les règles sont élémentaires et concernent essentiellement le comportement des visiteurs, plus que l'entretien du jardin : comme dans les deux autres jardins, il est interdit de consommer de l'alcool ou des drogues ou de ramasser la récolte d'autrui. Ce qui est exigé des membres, outre les dix dollars annuels, c'est une présence régulière aux réunions chaque mardi après-midi, ce qui n'est pas favorable aux personnes exerçant une activité professionnelle. Il est donc difficile d'attirer de nouveaux membres plus jeunes, ce qui renforce la sensation d'utilisation du jardin comme club de rencontre en plein air pour retraités. De plus, les réunions hebdomadaires doivent commencer et finir par une prière protestante, et il est interdit de travailler dans le jardin le dimanche,

⁵ « Through the Eyes of Mary Jones », *New York Times*, Nov. 5, 1995, p. CY10.

afin de « préserver la sacralité du sabbat »⁶. Ces règles spécifiques à Bainbridge, soulignent l'importance de la religion comme ciment de la communauté. Mais elles bloquent aussi le renouvellement et le développement, en risquant de faire fuir de nouveaux membres potentiels qui seraient pourtant nécessaires ici.

Il n'existe pas véritablement de règles sur la répartition des tâches ou les devoirs de chacun à cet égard. À Clinton on l'a vu, le nombre grandissant d'adhérents et d'utilisateurs occasionnels nécessite une régulation des usages et une gestion du travail de chacun, afin de s'assurer que chaque jardinier « mérite » l'accès à sa parcelle. Ici toutes les bonnes volontés sont acceptées. Il y a moins de membres que de parterres, et la plupart n'ont pas la capacité physique de jardiner. Cependant, cela n'aurait aucun sens de rejeter ces personnes alors même qu'il semble peu probable de pouvoir en recruter de nouvelles. En effet, Green Thumb exige la présence d'au moins dix membres officiels pour qu'un terrain jardiné conserve le titre de *community garden* et ses droits, conformément à l'accord mis en place en 2002 par Michael Bloomberg et Eliot Spitzer⁷.

Chaque membre a la charge d'une boîte individuelle. Il y a dix jardiniers pour treize boîtes, trois d'entre elles ne sont donc pas attribuées et elles sont entretenues collectivement au même titre que la pelouse, les arbres fruitiers et les arbustes ornementaux qui longent la grille du jardin. Cependant, plusieurs personnes ne sont pas en état physique de jardiner et elles viennent essentiellement en quête de rencontres et de repos ; le gros de la charge de travail est donc laissé à deux ou trois personnes. En compensation, les autres membres sont chargés de l'organisation des événements et des repas auxquels sont conviés les résidents du quartier.

Les décisions concernant le fonctionnement sont prises par vote lors des réunions hebdomadaires du mardi après-midi. Si tous les membres sont tenus d'y assister d'après le règlement, seuls cinq ou six d'entre eux sont en fait présents à chaque fois. L'ordre du jour est toujours proposé par Mary Jones et discuté après la prière réglementaire. La plupart des objets de discussion concernent les moyens de récolter des fonds et de satisfaire aux exigences de BQLT, à savoir l'ouverture au

⁶ Règlement déposé dans les archives de Green Thumb.

⁷ Voir *supra*, p. 134.

public et l'organisation d'animations auxquelles sont conviés les résidents du quartier. Les votes sont toujours unanimes et les réunions ponctuées par des déclarations et des gestes officiels propres à toute réunion de bureau d'association. Elles ont lieu pour répondre aux critères institutionnels mais le groupe restreint n'a pas besoin de telles circonstances pour communiquer. Les réunions sont d'ailleurs généralement consacrées à des discussions sur la vie de quartier plus que sur la gestion du jardin.

Le petit nombre de jardiniers, les faibles revenus financiers, et la dépendance vis-à-vis des institutions qui en découle, influencent le choix des activités ouvertes au public. La plupart des événements organisés dans le jardin ont pour but de récolter de l'argent, soit par la vente de nourriture, soit par la mise en place de tombolas dont les lots sont généralement des objets obtenus gratuitement grâce à des catalogues de vente par correspondance⁸ (Photo 66). Seule l'ouverture officielle du jardin (Photo 67) au début de l'été est un événement entièrement gratuit, ostentatoirement destiné à faire connaître le jardin dans le quartier et attirer de nouvelles personnes. Comme nous l'avons vu, ce genre de démarche en accord avec les attentes du BQLT est démenti par l'attitude par ailleurs peu ouverte du groupe à l'égard de nouveaux jardiniers potentiels.



Photo 66 : En août 2008, les participants à une fête du jardin étaient invités à essayer de deviner la somme contenue dans le pot en plastique pour gagner un système d'« *express cooking* ».

⁸ Parmi ces objets, j'ai vu des parapluies, des ustensiles de cuisine ou des brosse pour la vaisselle.



Photo 67 : Ouverture officielle du jardin pour la saison, en juin 2007, avec une vingtaine de participants.



Photo 68 : Assiette de poulet frit, haricots verts et riz, servie gratuitement en juin 2007, à l'ouverture pour la saison.



Photo 69 : Friteuse électrique utilisée pour les sandwiches au poisson, 14 juillet 2007.

Comme pour Clinton et les Bears, la convivialité autour du repas est importante. Il s'agit d'ailleurs d'une tradition américaine dont témoignent les barbecues présents dans les parcs publics. Bainbridge n'échappe pas à la règle, ajoutant à la

tradition l'aspect culturel de la « soul food »⁹, caractéristique des cultures afro-américaines du Sud des États-Unis. Ainsi, malgré la présence à la fête d'ouverture de membres de l'Olympus Club venus expressément pour démontrer les vertus nutritives des potagers urbains et proposer des recettes équilibrées visant à lutter contre les problèmes cardiaques et de cholestérol chez les populations afro-américaines de New York, le menu était basé sur des fritures de poisson et de poulet, parfois servies en sandwich (Photo 68, Photo 69).



Photo 70 : Des membres bénévoles des Green Guerillas repeignent le belvédère en juillet 2007.
Auteur : Mary Jones.

La faiblesse numérique du groupe et les difficultés à recruter et à alimenter les caisses poussent le Bainbridge Garden à rechercher l'aide d'institutions et d'associations, et donc à s'intégrer autant que possible dans les réseaux. Contrairement aux Bears, les jardiniers de Bainbridge sont représentés à toutes les réunions du Brooklyn Queens Land Trust. Et lors des réunions hebdomadaires, les exigences de

⁹ Née du croisement entre la cuisine africaine importée par les esclaves et celle des Amérindiens du sud du pays, il s'agit d'une nourriture grasse et hautement calorique qui permettait de supporter le rythme de travail exténuant sur les plantations. Les éléments principaux en sont les viandes frites, le riz, le pain de maïs et le gruau.

celui-ci en matière d'ouverture aux résidents du quartier sont souvent évoquées. Les Green Guerillas sont également sollicités, par exemple lorsque leurs bénévoles sont venus nettoyer et repeindre le belvédère en bois durant l'été 2007 (Photo 70).

TPL écrit ainsi :

« Il faut savoir utiliser le système, et Mme. Jones est un génie en la matière. Depuis la première clôture érigée par Green Thumb, jusqu'au travail de transformation effectué par TPL et aux graines et plantes données par Greenbridge (un programme du Brooklyn Botanic Garden), les jardiniers obtiennent de l'aide de toutes les sources possibles. [...] C'est cette aptitude à capturer les rares ressources disponibles pour les *community gardens* qui a permis à Central Bainbridge de prospérer »¹⁰.

Au printemps 2007, le jardin a créé un partenariat avec l'école primaire du quartier, réservant aux enfants le parterre étroit longeant l'immeuble limitrophe. Une classe y est venue deux ou trois fois pour planter des carottes et des tomates, puis les voir pousser. Mais une fois les vacances arrivées, les enfants n'ont plus gardé contact avec leur parcelle et ils ne sont pas venus récolter leur production, sauf dans quelques cas isolés, si leurs parents les y amenaient (Photo 71).



Photo 71 : Un enfant et sa mère viennent récolter des carottes dans le parterre de l'école, juillet 2007.

Auteur : Mary Jones.

¹⁰ Trust for Public Land, « Central Bainbridge Community Garden ».

Le Central Bainbridge Street Community Garden concrétise bien l'un des paradoxes des jardins et de leur place dans la ville et dans la communauté. Contrairement au CCG, Bainbridge est à l'écart des quartiers touristiques ou commerçants ; il ne subit donc pas la pression d'une trop grande fréquentation. Les seuls utilisateurs potentiels sont les résidents du quartier proche, il n'y a ni liste d'attente pour l'obtention d'une parcelle, ni surexploitation des parties communes. Le quartier est encore peu coté du point de vue immobilier ; le terrain ne subit donc pas de pressions financières particulières. Il y a moins d'urgence qu'ailleurs à prouver l'utilité d'un jardin à cet endroit. Mais le nombre de jardiniers est à peine suffisant pour être accepté par Green Thumb, et surtout pour assurer les heures d'ouverture et l'organisation d'événements auxquels peu de monde assiste finalement. Le jardin est bien entretenu et agréable à fréquenter grâce au travail d'une poignée de jardiniers, mais pour Green Thumb il illustre un des risques de disparition des *community gardens*, à savoir le manque d'habitants suffisamment intéressés par le jardin pour accepter de travailler à le maintenir en bon état.

Chapitre 4

La Isla, sujet de discorde

L'histoire de La Isla est la plus récente et ses moyens sont les plus limités, ce qui lors de mon terrain à la saison 2006-2007 se ressentait fortement dans l'état de la végétation asséchée et des infrastructures vétustes ou abîmées par les intempéries. J'ai rassemblé peu d'informations car il n'existe pas de documents écrits sur ce jardin d'environ 400 m², et son histoire conflictuelle rend difficile le contact avec certains membres. D'autre part, les horaires officiels d'ouverture sont peu respectés, et je n'ai donc pu entrer dans les lieux que tard dans le courant de l'année 2007. Je n'ai jamais pu obtenir de clef et je n'ai pu y aller que sur rendez-vous qui n'étaient pas non plus toujours respectés. Cependant, les particularités de ce jardin si différent des trois autres justifient l'intérêt de l'intégrer dans l'analyse comparative.

1. Le South Bronx se relève

La Isla est située dans un quartier du South Bronx appelé Highbridge, sur la 163^{ème} rue (Figure 27), à deux rues de la Taqwa Community Farm (Photo 72)¹. Au début des années 1990 l'emplacement où elle se trouve était jonché de seringues et de déchets, et les bâtiments alentours, dont plusieurs avaient été incendiés, abritaient trafic et usage de drogue. Plusieurs résidents ont décidé de nettoyer le terrain et ont réussi à faire détruire deux immeubles abandonnés qui s'y trouvaient encore. Aujourd'hui, la Taqwa Community Farm est sous la juridiction du Service des parcs de la ville ; quatre-vingt familles y cultivent cinquante parcelles, et un programme implique les élèves de trois écoles. C'est le plus grand site d'agriculture urbaine du Bronx ; il peut produire jusqu'à deux cent cinquante kilos de nourriture par semaine et il a notamment mis en place une collaboration efficace avec Just Food² et des agriculteurs de la région. Dans ce *food desert* typique, un marché hebdomadaire offre des produits frais à faible prix. Des repas sont organisés gratuitement pour les membres de la communauté. On y cultive du maïs, des pommes de terre, des haricots, des épinards, des courges, des carottes, des salades, des petits pois, du gombo, des choux, des myrtilles, des framboises³.

Highbridge fait partie du *community district* n°3 du Bronx (voir *supra*, Figure 8, p. 102), qui abrite notamment le Yankee Stadium vers lequel se précipitent des flots de fans de baseball venus en métro de Manhattan (Photo 73). Les après-midi de match, les abords du stade changent de visage, ils se peuplent de New Yorkais et de touristes, en grande majorité blancs, arborant les couleurs de leur équipe favorite. Et s'ils arrivent sans l'équipement nécessaire pour exprimer visuellement leur enthousiasme, plusieurs boutiques situées à la sortie du métro sont là pour y remédier, proposant des t-shirts, des casquettes, des objets divers proclamant la grandeur des Yankees. Quelques bars retransmettent la rencontre en direct pour les malchanceux n'ayant pu se

¹ Taqwa et ses jardiniers ont connu une certaine notoriété lorsque la ferme a été présentée dans un documentaire sur les jardins de New York réalisé par Alexandra Isles, *Healing Gardens of New York: Planting Seeds, Changing Lives*, États-Unis, 2007.

² Voir *supra*, p. 154.

³ Cynthia Magriel Wetzler, « Where Beauty and Tranquility Reign », *New York Times*, July 18, 1999, p. WE9, et conversations avec Abu Talib, fondateur du jardin.

procurer un billet et, le temps du match, ces établissements retentissent de cris et de discussions animées, avant de retrouver le calme des jours sans match⁴. Un nouveau stade est en cours de construction juste en face, occasionnant la destruction d'un parc autrefois utilisé par les résidents pour courir, se reposer et... jouer au baseball⁵.



Photo 72 : Taqwa Community Farm, mai 2007



Photo 73 : À la fin du match, tout le monde retourne vers la station de métro pour rejoindre Manhattan.

⁴ David Gonzalez, « Melancholy in Bronx, but not Because of Stadium », *New York Times*, September 19, 2008.

⁵ George Vecsey, « Sports of The Times; a Stadium Is In, and a Park Is Out » *New York Times*, August 17, 2006.

Les quelques rues fréquentées par ces visiteurs occasionnels habités d'une passion exclusive sont balisées par la présence de policiers. Il suffit de traverser la rue, dans une direction quelconque pour que le paysage humain se transforme du tout au tout. Sur le trottoir qui fait face aux bars accueillant les fans des Yankees se trouve un *diner* à bon marché fréquenté par des habitués locaux, à prédominance afro-américaine et *latina*. De l'autre côté du stade, il n'y a plus trace des visiteurs du dimanche, mais les jours de beau temps les résidents de tous âges investissent les espaces publics, parcs, aires de jeux et trottoirs, jouant, parlant, écoutant de la musique diffusée par des autoradios ou des chaînes hifi portables. Comme à Bedford-Stuyvesant, la rue est un lieu de sociabilité important que les résidents s'approprient à la moindre occasion.



Figure 27 : Le quartier autour de La Isla. Il y a plusieurs *community gardens* à proximité, mais pas d'espaces verts municipaux ni de terrains de jeu.

Source : New York Oasis, <http://www.oasisnyc.net>, plan créé en février 2010.

Mais Highbridge, qui a fait partie dans les années 1970 de ce Bronx en flammes décrit par Pierre Benoit⁶, est aussi un quartier résidentiel difficile (Photo 74), l'un des plus pauvres du pays.

« [Le quartier] lutte chaque jour contre des logements en mauvais état, des violences conjugales, un taux d'illettrisme à deux chiffres, des écoles aux taux de réussite les plus faibles, et un taux de mortalité lié au SIDA, au cancer, à la violence et aux maladies cardiaques qui en fait la communauté la moins saine de New York City. Highbridge est synonyme de pauvreté intergénérationnelle, léguée d'une génération à la suivante »⁷.

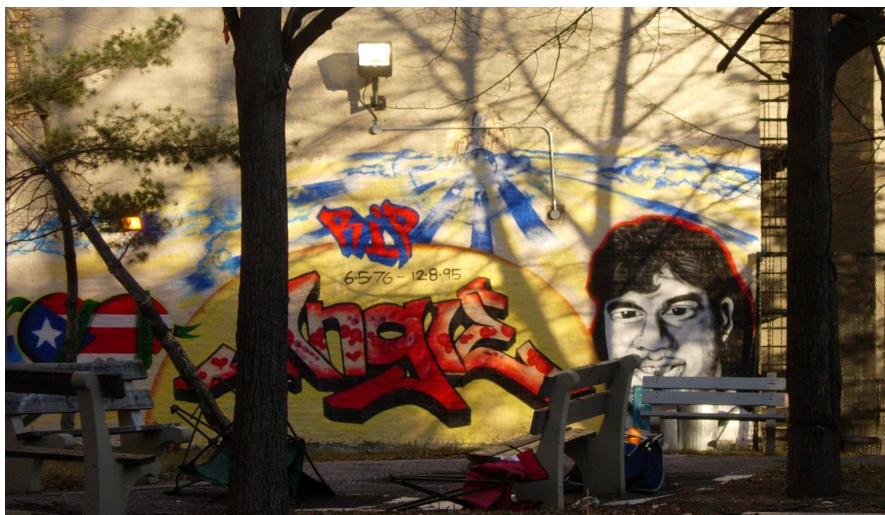


Photo 74 : Dans un square public, une fresque murale rend hommage à une jeune fille du quartier, décédée à 19 ans, probablement de causes violentes. Février 2007.

En 2000, la population du district s'élevait à 139 563, dont 1,4 % de Blancs non-hispaniques, 36,1 % d'Afro-Américains et 58,4 % d'Hispaniques. 39,9 % de cette population bénéficiait d'aides financières, soit deux fois plus que dans l'ensemble de la ville, et le revenu médian par foyer était parmi les plus faibles (Figure 14, p. 160). Le

⁶ Pierre Benoit, « Incendies dans le South Bronx : l'argent du feu », *New York Haute Tension*, Paris, Autrement, 1982.

⁷ *Highbridge Community Life Center*, <http://www.highbridgelife.org/aboutus/history.asp>, consulté en juillet 2009.

quartier demeure donc beaucoup plus pauvre que ceux de Clinton ou des Bears, et la présence *latina* se fait bien sentir, par exemple dans les commerces. Avec 17,4 % de sa superficie consacrée aux espaces ouverts, dont fait partie le Yankee Stadium, il s'agit également d'un district bien moins dense que celui de Clinton. Trente *community gardens* ont pu s'y installer, contre cinq seulement dans le district du CCG.



Photo 75 : Un « espace vert » à deux rues de La Isla, février 2007.

2. Du jardin privé à l'oasis de quartier

L'histoire de La Isla traduit bien les enjeux sociaux posés par la définition même des *community gardens*. Les rapports écrits de Green Thumb et leurs illustrations photographiques en attestent : la parcelle occupée par La Isla (Photo 76), qui est enregistrée comme *community garden* depuis au moins 1987⁸ n'a pas toujours répondu aux critères établis par la ville. Pendant de nombreuses années, elle a été utilisée à des fins strictement personnelles par la famille propriétaire de l'immeuble attenant, et elle tenait lieu d'aire de jeu pour les enfants, d'habitat pour leurs chiens, et de décharge pour le reste. La porte en était constamment verrouillée et personne d'autre que les membres de cette famille n'en possédait la clef.

⁸ Je n'ai pas trouvé de date précise de mise en place du jardin ni dans les archives de Green Thumb, ni lors des entretiens. 1987 est la date de la première mise en garde de Green Thumb à laquelle j'ai eu accès, suivie en 1988 de l'annonce du renouvellement de l'accord sur le terrain.

En 1988 et 1989, Green Thumb a constaté que le site ressemblait à une décharge publique, que rien n'y poussait et que le trottoir était mal entretenu et a menacé de mettre fin au statut de *community garden* du terrain (Photo 77, Photo 78). Mais en 1992, grâce au soutien du *community board* n°4, la *Woodycrest tenants association* (association de locataires du quartier), du nom de l'avenue perpendiculaire à la rue dans laquelle se trouve le jardin, obtenait un nouveau bail de Green Thumb pour la parcelle. En avril 1993, elle adressait une lettre demandant à ce que le terrain soit débarrassé de tuyaux, pièces de voitures, vieux meubles et tapis. Un an plus tard, ce qui ressemblait enfin à un jardin et s'appelait alors Hilltop Garden, s'est muni d'une grille. En 1999, Green Thumb notait la présence de vingt à vingt-cinq parcelles surélevées en bois vieilli et d'une *casita* en contre-plaqué, mais peu de plantes ornementales.



Photo 76 : Le terrain avant qu'il ne devienne un *community garden*, sans date.

Source : Archives de Green Thumb.

Le jardin a été rebaptisé La Isla en 2000, témoignant, tout comme la requête adressée à Green Thumb concernant le choix de l'espagnol pour les échanges, de la

prédominance *latina* dans le jardin. À cette époque, le jardin avait toujours un fonctionnement très informel : il suffisait, pour en devenir membre, d'entrer et de le demander ; il n'y avait que sept personnes actives vivant toutes juste à côté du jardin et il n'y avait ni règles écrites ni réunions officielles. Il semble que cette année-là encore, malgré l'investissement du *community board* quelques années plus tôt, la famille portoricaine vivant dans l'immeuble attenant ait conservé sa main-mise. Green Thumb notait dans son rapport que les parcelles n'étaient pas entretenues et qu'aucune activité ouverte au public n'avait lieu dans le jardin.



Photo 77 : Le jardin en décembre 1988.
Source : Archives de Green Thumb.



Photo 78 : Le jardin en 1990.
Source : Archives de Green Thumb.

Dès 2002 les choses avaient bien changé : Green Thumb relevait la présence de tables et bancs, d'un système de compost, de plantes ornementales et de légumes⁹ dont la récolte était partagée avec le quartier. Un coin était aménagé pour accueillir les enfants à la sortie de l'école et des repas étaient organisés, par exemple pour la fête des mères. À partir de 2003, des réunions régulières ont été tenues, les membres se sont vu attribuer un minimum de devoirs : assister aux réunions, tenir propres les parties communes, être présents pendant les heures d'ouverture statutaires. Petit à petit, ces

⁹ Les rapports de Green Thumb ne donnent malheureusement pas de listes de ces cultures.

obligations se sont développées en même temps que les activités, par exemple l'organisation d'événements destinés à faire rentrer de l'argent.

Toutes ces informations factuelles sont fournies par le dossier de Green Thumb, qui comporte des observations faites sur place par ses employés et des formulaires remplis par les jardiniers. Elles ne permettent pas vraiment de comprendre le tournant qui a été pris vers 2000 et a mené à la réalisation d'un jardin maintes fois menacé de fermeture en raison du mauvais entretien et de l'absence d'ouverture à la communauté, mais l'enquête a été éclairante. Zonia, résidente du quartier impliquée dans la *community* par le biais d'activités avec les enfants et les adolescents, m'a expliqué qu'en tant que présidente du syndicat de locataires de son immeuble, elle a pris l'initiative de contacter Green Thumb pour se plaindre de l'état du jardin et du non respect des horaires d'ouverture. Elle arguait du fait qu'elle saurait quoi en faire dans le cadre de ses activités bénévoles avec les enfants. Elle a obtenu l'ouverture à d'autres membres que la famille voisine et mis au point toutes les activités destinées aux résidents du quartier. Elle a lancé le projet des *Greenies*, nom qu'elle donne aux enfants et adolescents qui viennent entretenir le jardin ou simplement s'y retrouver à l'ombre des arbres, au lieu de traîner dans la rue après l'école (Photo 79, Photo 80).



Photo 79 : Deux *Greenies* arrachent les mauvaises herbes, août 2007.



Photo 80 : Les *Greenies* récoltent et partagent les pêches avec un voisin.

Le jardin mesure 103 pieds sur 47, soit approximativement 31 mètres sur 14, ce qui représente un peu plus de 440 m², à peu près la même surface que le Pacific Street Bear's Garden. Il est flanqué sur deux côtés de petits immeubles d'habitation. Au fond il donne sur un jardin privé et l'entrée se fait par une petite rue tranquille à sens unique. Comme au Central Bainbridge Street Community Garden, la clôture de ce côté n'est bordée que de quelques arbustes bas qui ne gênent pas la vue sur la rue (Photo 81). On se surveille et on communique d'un côté à l'autre de la clôture ; ainsi, la nouvelle de ma venue, dans les cas où le jardin était fermé et désert, faisait rapidement le tour du quartier jusqu'à ce que quelqu'un prévienne, à mon insu, la personne en charge.

La Isla est pour l'essentiel un *communal garden* : tout est mis en commun, les prises de décision et le travail comme la récolte. Il y a bien des boîtes surélevées comme ailleurs, mais elles sont entretenues par tout le monde. N'importe qui peut, sans être membre du jardin, y planter quelque chose et revenir en constater l'évolution. Cette invitation s'étend à tout visiteur, mais ceux-ci sont en fait très rares, voire inexistantes dans ce quartier résidentiel souffrant d'une mauvaise réputation. La seule exception à la mise en commun totale est celle de la famille habitant à côté du jardin, qui a tenu à conserver sa propre parcelle.



Photo 81 : La clôture le long de la 163^{ème} rue permet une visibilité complète d'un côté à l'autre, août 2008.

Il est difficile de décrire l'aménagement intérieur du site (Figure 28), car il change constamment en fonction des moyens (voir *infra*, Photo 87 et Photo 88, p. 247). En cela, il diffère grandement des trois autres, plus ou moins figés dans une forme définitive, où les travaux relèvent de l'entretien. Ici, le jardin évolue en fait comme s'il était né avec l'arrivée de Zonia, et chaque changement témoigne de sa capacité à obtenir des aides financières ou matérielles de diverses sources.

En 2007, la saison durant laquelle j'ai effectué mon terrain, le jardin avait trente-et-un membres, dont vingt-et-un enfants entre cinq et dix-huit ans. Il y avait donc beaucoup plus de personnes impliquées qu'à Bainbridge, mais l'entretien était très peu avancé. La seule source d'eau venait en effet de l'immeuble attenant, où réside la famille qui s'était approprié le terrain. Après l'ouverture du jardin, la famille a évidemment refusé de partager son eau. Sa parcelle « privée » était donc la seule à être arrosée et en bon état. Lorsque les jardins n'ont pas d'arrivée d'eau directe, ils se connectent généralement à une borne à incendie sur la rue, comme le fait par exemple le Woodycrest Garden voisin (Photo 82). Mais dans le cas de La Isla, la borne se trouve de l'autre côté de la chaussée et il n'est donc pas possible d'en faire venir un tuyau. Les parcelles communes étaient donc plus ou moins laissées à l'abandon, et n'avaient pas encore été désherbées au mois de juillet. De plus la serre habituellement utilisée pour développer des plantes à repiquer plus tard dans les boîtes avait été emportée par une violente tempête quelques mois plus tôt et était inutilisable. Les efforts des *Greenies* s'étaient donc concentrés sur la rocaille du coin sud-ouest du jardin, une nouveauté apportée en 2007 et destinée entre autres à servir de cadre pour les séances photographiques de jeunes mariés (Photo 83).

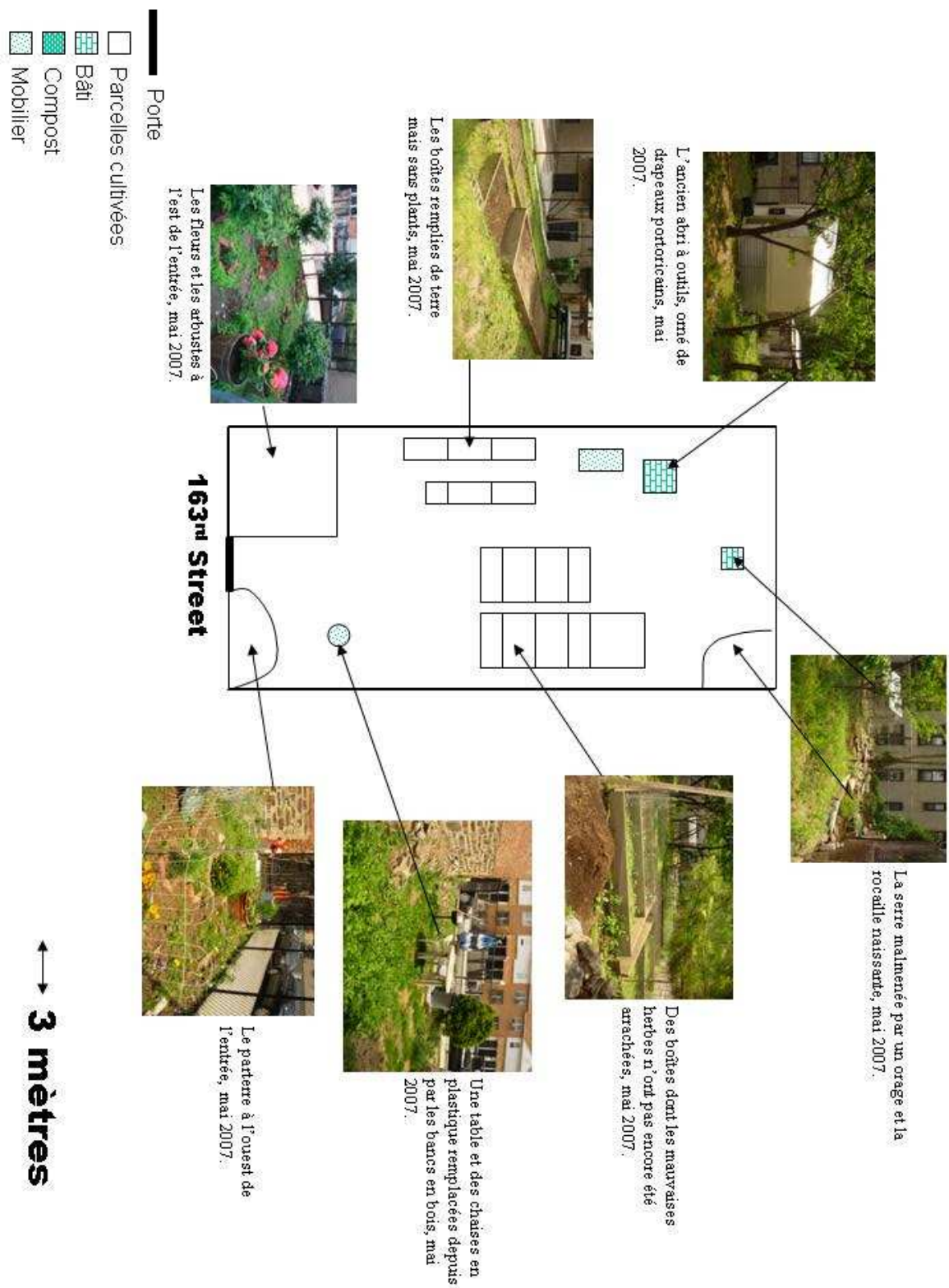


Figure 28 : Plan de La Isla.



Photo 82 : Le Woodycrest *community garden* dans le Bronx, à deux rues de La Isla, tire son eau de la borne à incendie sur le trottoir, juillet 2007.

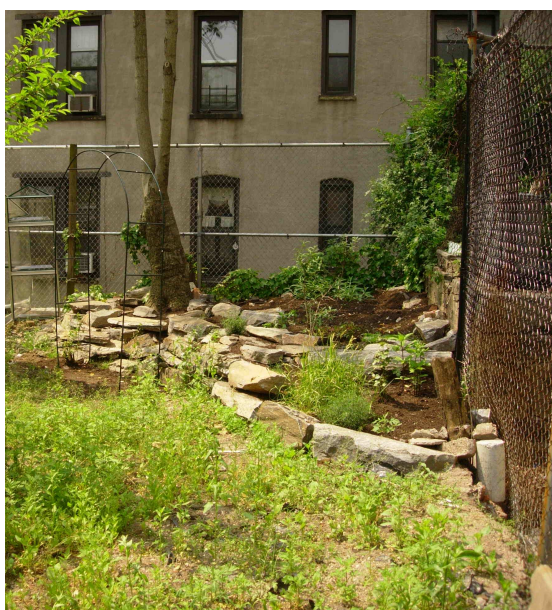


Photo 83 : La rocaille en mai 2007 et en août 2008.

C'est finalement lors de mon passage en août de l'année suivante que j'ai pu constater de nombreux changements, grâce aux efforts de Zonia pour inclure et

solliciter cette fameuse *community*. Par exemple, des bancs flambant neufs dédiés aux *Greenies* (Photo 84) ont été offerts par une association locale prenant à sa charge des enfants retirés de leurs familles. La Isla sert désormais de lieu de rencontre surveillée entre ces enfants et leurs parents, comme alternative aux habituels locaux fermés.

Un nouvel abri à outils a été installé. Il s'agit bien sûr d'une amélioration matérielle, mais également d'un changement symbolique. Deux drapeaux portoricains étaient peints sur l'ancien abri, et un troisième flottait sur un poteau adjacent (Photo 85), comme c'est le cas dans de nombreux jardins du quartier. Mais c'est la famille portoricaine accapareuse qui avait fait ce choix, que Zonia désapprouvait ouvertement. Durant l'été 2007, un des drapeaux peints et le drapeau en tissu avaient déjà été retirés. Tous ces emblèmes ont disparu avec le nouvel abri (Photo 86), marquant le changement de direction et d'objectifs du jardin vers une plus grande ouverture culturelle. En 2008, le jardin était également en attente d'un don destiné à l'achat d'un système de collecte des eaux de pluie, afin de résoudre le problème de l'absence d'eau courante.



Photo 84 : Les nouveaux bancs, août 2008.



Photo 85 : L'ancien abri à outils, février 2007.



Photo 86 : Le nouvel abri, sans drapeaux, août 2008.

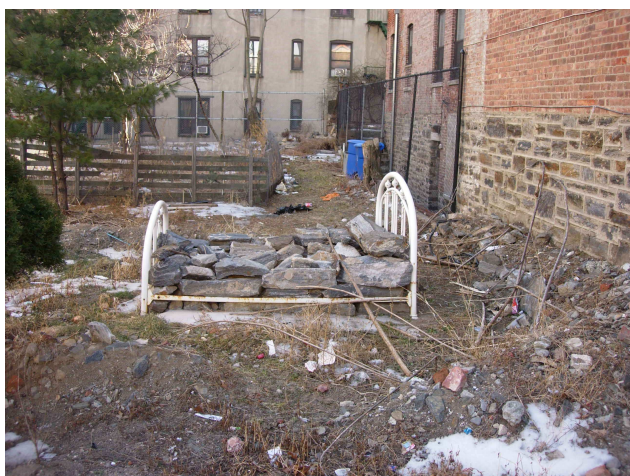


Photo 87 : Le jardin en février 2007.

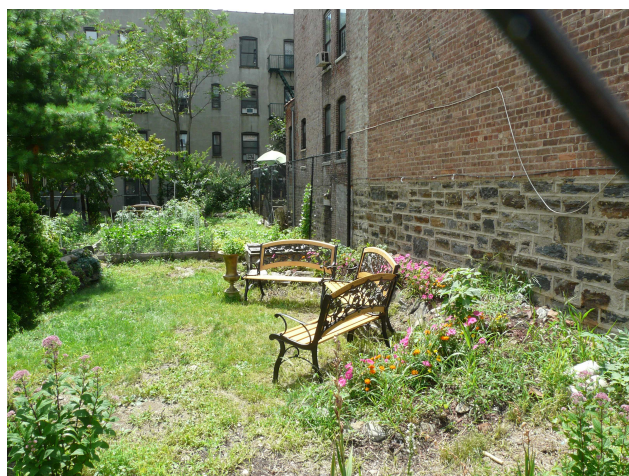


Photo 88 : La même vue en août 2008.

Des quatre jardins, La Isla est celui qui évolue le plus rapidement. Les difficultés dans lesquelles il s'est trouvé récemment, tant du point de vue de l'entretien matériel que des relations entre les personnes, ont nécessité beaucoup d'ingéniosité, de

faculté d'adaptation et de recours aux réseaux. Si les Bears ont besoin des réseaux de quartier pour lutter contre le projet de construction de Atlantic Yards, et si Bainbridge utilise les ressources des trusts et autres associations de jardinage urbain pour pallier le faible effectif de jardiniers et les faibles revenus financiers, La Isla doit encore faire tout cela à la fois pour assurer son fonctionnement, mais également pour répondre à la définition de *community garden* établie par Green Thumb.

Chapitre 5

Premiers éléments de comparaison

Les critères retenus pour le choix des jardins à étudier et définis en introduction se sont avérés, à l'épreuve du terrain, ne pas avoir tous la même pertinence. L'ancienneté de la structure (créée en 1977) et l'effectif impressionnant du Clinton Community Garden (en 2007, il y avait 129 *plottolders*, cinq jardiniers chargés uniquement de l'entretien du *front garden*, et un nombre indéfini de détenteurs de clefs) ont effectivement un impact sur l'organisation et les relations interpersonnelles. Le règlement est strict et complexe, une rançon de son succès. Central Bainbridge est à peu près aussi ancien mais il est beaucoup moins fréquenté. À l'image de son quartier, il affiche un fonctionnement bien plus tranquille et c'est surtout un lieu de rencontre pour ses membres qui y trouvent de l'ombre, du calme et de la familiarité. Cela reflète la culture de sociabilité du quartier, mais également une certaine inertie, peut-être née du confort de la protection fournie par BQLT, ainsi que des personnalités des jardiniers. Les Bears et La Isla sont tous les deux des créations plus récentes, mais surtout, leurs histoires mouvementées font qu'ils sont encore aujourd'hui dans un processus d'adaptation. C'est évident à La Isla, où les faibles moyens matériels ont un

impact direct sur la croissance du jardin en tant qu'institution et de lieu de nature. Mais c'est aussi le cas des Bears, occupés à protéger leur jardin et leur quartier contre des projets immobiliers. L'âge du jardin, le nombre de membres, l'histoire et l'inscription géographique jouent donc bien un rôle dans le développement de ces quatre *community gardens*. En revanche, je n'ai pas trouvé de caractéristiques fortes liées à l'appartenance institutionnelle. Les deux jardins rattachés au BQLT sont également inscrits auprès de Green Thumb et doivent donc obéir à son règlement au même titre que les deux autres. Les différences notables viennent de l'utilisation qui est faite de ces ressources institutionnelles, plutôt que de leur nature.

Le choix de faire l'ethnographie de ces quatre jardins-là s'est avéré intéressant surtout parce que chacun illustre des difficultés différentes du statut de *community garden* à New York City. Clinton a été l'un des premiers à devoir se battre contre les bulldozers et à le faire avec succès, démontrant l'importance de s'insérer dans des réseaux et de médiatiser la cause des jardins urbains. Il a également été le premier à passer sous la juridiction du Parks Department, prouvant que le statut illicite ou intérimaire de ces sites n'est pas une fatalité. Aujourd'hui, il sert de leçon sur les dangers d'un trop grand succès, la pression physique sur un lieu fragile et entretenu par des bénévoles, et les risques de discorde alors que le nombre de participants devient trop élevé pour permettre des discussions de groupe et la résolution sereine des litiges. Plus le groupe est nombreux, plus sa sociabilité est complexe et potentiellement conflictuelle, comme nous le verrons en troisième partie.

Les Bears sont un exemple intéressant de gestion d'un groupe suffisamment restreint pour que l'obligation de participation soit vraiment applicable. Mais leur histoire montre aussi que rien n'est jamais acquis pour un jardin, surtout dans un quartier en pleine gentrification. La première attaque de Ratner a été contrée avec un certain succès, démontrant qu'il est possible de s'imposer face aux promoteurs, mais les Bears ont alors perdu la moitié de leur terrain et l'autre moitié était impraticable lorsqu'elle leur a été retournée, après être restée à l'état de terrain vague durant toute une saison. Aujourd'hui, alors que son affiliation à BQLT constitue une assurance contre le risque d'être rasé de nouveau, le jardin fait face à des menaces environnementales liées à l'impact du projet sur la luminosité et la pollution

automobile. Les *community gardens*, souvent comparés à des enclaves ou des havres dans la ville, ne sont évidemment pas isolés, en dehors de l'urbain ; ils subissent pleinement les conséquences des politiques d'urbanisme au même titre que les autres institutions du quartier.

Bainbridge, dont l'entretien repose essentiellement sur deux jardiniers et sur l'aide matérielle et financière de diverses institutions, semble éloigné de tout conflit. Les votes sont toujours unanimes, la population est homogène et à l'image de celle du quartier, et le terrain n'est plus menacé. En revanche il pose la question du sort de ces jardins lorsque le nombre de membres se maintient difficilement au-dessus de dix, minimum requis par Green Thumb mais également nécessaire pour assumer les travaux d'entretien. Alors que les membres vieillissent et sont de moins en moins capables de cultiver et de tenir propres leurs parcelles individuelles, quel peut être l'avenir du lieu¹ ? À trop se reposer sur les institutions, ne risque-t-il pas de perdre son caractère de *community garden* ?

Enfin, La Isla, officiellement établie à la fin des années 1980, donne une idée des difficultés rencontrées aux origines d'un tel projet. Les années 1980 et 1990 ont apporté la preuve que les sites détenteurs d'une licence de Green Thumb n'étaient pas tous orientés vers la communauté, un reproche souvent formulé par certains détracteurs du mouvement. Dans la mesure où il est difficile de contrôler toutes les parcelles enregistrées, car le personnel de GT est réduit, il a été possible à une famille de profiter d'un terrain municipal pour son usage personnel. Si l'on considère que les débuts véritables du jardin collectif remontent à l'arrivée de Zonia et à sa volonté d'ouvrir le terrain au reste du quartier, La Isla constitue un laboratoire des difficultés rencontrées par un *community garden*. Tout d'abord, obtenir l'accès au terrain, ce qui a été fait grâce au soutien de Green Thumb. Ensuite, obtenir des moyens matériels, de l'eau, du mobilier, des plantes, ce qui a été fait grâce à l'aide et aux dons de diverses associations du quartier. Enfin, assurer le bon entretien des lieux, impliquer la communauté, développer des activités. Surtout, La Isla démontre l'importance de l'impulsion initiale par la base. Green Thumb avait conscience du mauvais usage qui

¹ Dans son prospectus descriptif du jardin, le Trust for Public Land souligne l'importance de Mary Jones dans la création, le développement et le maintien de Central Bainbridge, et il pose également la question du devenir lorsque le leader ne sera plus là.

était fait de la parcelle et avait émis plusieurs avertissements à cet égard. Mais c'est seulement parce que des résidents du quartier étaient déterminés à en prendre possession et à développer un projet que cela a été possible. GT a simplement servi à faciliter les choses, reprenant le rôle qui lui était assigné à sa création.

Les deux tableaux suivants (Figure 29, Figure 30) sont un rappel des caractéristiques de chaque jardin et de leurs *community districts* respectifs, leur population et l'utilisation des terrains. On voit par exemple que Clinton, qui est le plus grand jardin, doté du plus grand nombre de membres, est également situé dans une zone urbaine beaucoup plus dense que La Isla : les espaces ouverts y sont rares, ce qui ne fait qu'augmenter la pression sur CCG. On remarque également que la répartition ethnique de la population de chaque district se reflète bien dans celle des jardiniers, puisque ceux-ci vivent tous à proximité de la parcelle qu'ils cultivent.

	CCG	Bears	Bainbridge	La Isla
Date de création	1977	1982/1997	Entre 1978 et 1982	Environ 1987
Surface en m²	1 500	400	500	400
Nombre de membres adultes	134	24	10	18
Statut institutionnel	Parks	BQLT	BQLT	Parks

Figure 29 : Comparaison des caractéristiques des quatre jardins en 2007.

	C.D. 4 de Manhattan : CCG	C.D. 2 de Brooklyn : Bears	C.D. 3 de Brooklyn : Central Bainbridge	C.D. 4 du Bronx : La Isla	Ensemble de la ville de New York
Population totale en 2000	87 479	98 620	143 867	139 563	8 008 278
% de Blancs non hispaniques	60,3	34,4	1,4	1,4	35
% de Noirs non hispaniques	7,3	40,5	76,8	36,1	24,5
% d'Asiatiques	8,3	4,7	1	1,4	9,8
% d'Hispaniques	20,8	16,8	18,1	58,4	27
% autres	3,3	1	2,7	2,6	3,7
% de logements occupés par leur propriétaire	18,8	28,1	19,5	6,8	30,2
Surface totale en 2008, en km²	4,5	7,5	7,5	5	790
% consacré aux espaces ouverts	2	7,5	2,8	17,4	25,2
% de terrains vacants	6	3,1	5,7	4,5	7,1

Figure 30 : Comparaison des statistiques de population et d'utilisation des terrains dans les *community districts* des quatre jardins et dans l'ensemble de la ville en 2000.

Source : Official New York City Website, <http://www.nyc.gov>, consulté en janvier 2010.

Ces quatre exemples, si différents, ne sont pas représentatifs du mouvement dans son ensemble, si ce n'est de la grande diversité qui le caractérise. Dans la partie suivante, ils serviront de point de référence au développement de l'analyse de la place que peuvent tenir les *community gardens* dans la ville, à New York et ailleurs.

Partie 3
**Les *community gardens* sont-ils des objets
urbains légitimes ?**

Le jardinage urbain s'est très largement présenté comme une réponse politique et sociale à des moments de crise, peu onéreuse, accessible à tous et rapide à mettre en place. Il a l'avantage d'attaquer de front divers effets néfastes de ces périodes comme la multiplication des terrains vagues, les difficultés économiques et surtout la baisse générale de la qualité de vie – à travers la hausse du taux de criminalité et de la pollution, la dégradation esthétique, le difficile accès à de la nourriture de qualité – dans les centres des villes américaines. Mais, comme le souligne Laura Lawson en conclusion de son ouvrage, les *community gardens* souffrent de l'ambiguïté du statut de « bonne » initiative. Leur présence est rarement remise en cause par principe, personne ne nie qu'un jardin soit plaisant à voir, et par conséquent peu d'efforts sont faits pour étudier et expliquer plus en profondeur l'intérêt qu'ils suscitent et les avantages qu'ils représentent pour les citoyens¹. Ce manque de clarté sur les apports des efforts de jardinage collectif urbain à long terme explique en partie le fait qu'ils aient toujours pris fin avec les crises qui avaient justifié leur mise en place. Les *community gardens* d'aujourd'hui font toutefois exception à la règle. La relance économique des années 1990 a remis leur existence en cause, comme en témoignent les articles écrits en soutien à la politique de Rudy Giuliani, arguant que la ville était par essence un milieu densément bâti dans lequel les initiatives locales de verdissement, si elles sont de bons usages transitoires en temps de crise, n'ont peu ou pas leur place en période de prospérité. Mais, grâce à des actions spectaculaires qui ont gagné la sympathie du public, et par des efforts de qualification et de quantification de la valeur des jardins urbains, le mouvement actuel perdure.

La question se pose donc de savoir si les *community gardens*, nés d'initiatives locales afin de répondre à des problèmes locaux et investissant les interstices du tissu urbain, c'est-à-dire des espaces négatifs, négligés par le gouvernement municipal, sont des objets urbains légitimes et pour qui. Sont-ils un apport indispensable à la ville, ou un acte de rejet de celle-ci ? Les arguments avancés pour démontrer qu'ils sont

¹ Laura. J. Lawson, *City Bountiful: A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005, p. 292.

« bons » sont-ils fondés ? Cette troisième et dernière partie examinera quelques points qui me semblent cruciaux pour répondre à la question de la place des *community gardens* dans la ville du 21^{ème} siècle. Pour cela, elle mettra en regard la littérature scientifique sur la ville, la nature et la communauté, avec les données récoltées au cours du travail de terrain à travers des observations, des entretiens avec des jardiniers et des représentants institutionnels, mais également par la participation à des réunions, des séminaires et des tables rondes entre acteurs du mouvement.

Le premier chapitre consistera en l'analyse du fonctionnement interne des jardins et des questions qu'il pose sur le rapport entre l'individu et le groupe, entre les contraintes et les libertés, ainsi que sur les frontières de la communauté. Cette analyse sera basée sur les quatre jardins décrits dans la partie précédente, mais également sur des informations ponctuelles concernant d'autres jardins de New York et d'ailleurs. Le deuxième chapitre abordera le rapport entre les *community gardens* et leur environnement urbain. D'abord le quartier et les réseaux dans lesquels ils sont impliqués, puis la ville en tant qu'espace et entité politique. Cela posera la question de l'institutionnalisation et des risques qu'elle représente pour l'individualité des projets et des communautés, mais également celle du droit à la ville, du droit à investir et façonner son environnement. La question sera alors posée de la place qui peut être donnée aux *community gardens* à New York City et ailleurs. Enfin, dans le troisième chapitre, ils seront replacés dans la question plus large du développement durable, des mouvements environnementalistes, de production locale de nourriture, d'efforts pour l'amélioration de la qualité de vie dans les villes. Elles sont en effet devenues le lieu de vie de la moitié de la population mondiale – un chiffre qui s'élevait à 81,7 % pour les États-Unis en 2008² – et jouent donc un rôle fondamental pour son avenir.

² La Banque mondiale, <http://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SP.URB.TOTL.IN.ZS>, consulté en juillet 2010.

Chapitre 1

Vivre ensemble dans le jardin

Dans la littérature sur les *community gardens*, la notion de *community* est centrale dans la définition et la perception de ces jardins. Mais lors de la confrontation avec la réalité de terrain, l'ambiguïté du terme et les difficultés qu'avaient à le définir ceux-là même qui le brandissent en étendard de la valeur de leur action sont apparues dès les premières discussions avec les personnes impliquées. La notion fonctionne notamment à plusieurs échelles, depuis le groupe de personnes intervenant directement dans les parcelles, jusqu'aux réseaux nationaux. Ce premier chapitre vise à comprendre l'organisation de la communauté des usagers des jardins, qu'ils soient activement impliqués ou non, et les difficultés relationnelles qu'elle peut rencontrer.

Si l'on prend le sens très large de *community garden* donné par l'American Community Gardening Association, le critère principal est de cultiver un terrain en commun. La question du vivre ensemble dans ces petits espaces est donc primordiale pour la bonne marche de l'entreprise. Dans le cas de jardins privés, ou même de jardins ouvriers, la séparation des espaces cultivés par chacun minimise le risque de conflits, tout en augmentant la liberté de choix dans cette gestion. Mais lorsque

l'espace est partagé, les choix doivent être faits en commun, ce qui est loin d'être évident. Même si dans de nombreux cas il existe des délimitations entre parcelles « privées », celles-ci sont si petites et si proches, et inévitablement insérées dans un espace commun, que les influences mutuelles, bonnes ou mauvaises, désirées ou subies, sont inéluctables. Une femme qui cultive une parcelle du Clinton Community Garden résume ainsi la situation :

« It's like a tiny little democratic society, where there's always people butting heads, everybody just tries to tolerate everyone else »¹.

Les membres d'un jardin n'ont pas l'obligation d'obtenir un statut d'association à but non lucratif comme l'a fait le Clinton Community Garden, mais c'est une étape nécessaire pour être exemptés d'impôts fédéraux ou d'État, ce qui permet de faire des achats hors taxe pour l'entretien de la parcelle. C'est également une étape importante pour obtenir des dons : ceux-ci sont alors déductibles des impôts du donateur, et certains organismes² ne financent que des associations de ce type. Mais comme l'explique Green Thumb, c'est un procédé compliqué qui ne se justifie que si les jardiniers ont l'intention de se lancer dans de grandes entreprises de récoltes de fonds³. Dans de nombreux cas, le seul lien entre les membres d'un même jardin est constitué par le règlement et l'inscription auprès de Green Thumb⁴. Cependant, quel que soit le degré d'officialisation de leur relation, ces personnes doivent jardiner ensemble un espace commun, ce qui dans l'idéal devrait aller de paire avec de la solidarité et de la bonne entente, mais ne manque pas dans la vie quotidienne de générer des conflits et des frustrations. Ceci n'a rien d'exceptionnel et se retrouve dans

¹ « C'est comme une minuscule société démocratique, où il y a toujours des gens qui se disputent, chacun essaie simplement de tolérer tous les autres. » (Entretien du 15 mars 2007 avec une femme blanche d'une cinquantaine d'année, musicienne, membre du jardin depuis plus de quinze ans et trésorière du jardin).

L'emploi des italiques indique que la citation est tirée d'un entretien mené lors de mon travail de terrain. Contrairement à celles tirées d'articles et de monographies, ces citations seront présentées en anglais et traduites en note de bas de page, afin de conserver les expressions d'origine utilisées par les personnes interrogées.

² Ces organismes donateurs peuvent être de natures très diverses, depuis des entreprises locales intéressées par l'amélioration de la qualité de vie de leur quartier, jusqu'à des groupes nationaux comme le Trust for Public Land.

³ *Green Thumb Garden Resource Packet*, sans date.

⁴ Ce n'est pas le cas à Paris, par exemple, où les personnes qui désirent mettre en place un jardin partagé doivent commencer par constituer une association, qui signera avec la ville de Paris une « convention d'occupation et d'usages pour la gestion d'un jardin collectif de quartier ».

toutes sortes d'associations, définies comme un groupe de gens « qui ont décidé de s'unir pour coopérer en vue d'apporter une solution à un problème ou de répondre à un besoin »⁵. Mais, le jardinage étant une activité pratique qui permet de laisser libre cours à la fantaisie des uns et des autres, il est intéressant de constater la manière dont ces relations humaines, ces conflits potentiels ou leur résolution, se reflètent physiquement dans l'espace.

Le défi posé aux jardiniers – après avoir déblayé des terrains vagues, sorti des carcasses de voitures, des bouteilles cassées, des seringues, après avoir apporté du terreau, des graines, des arbres, après avoir fabriqué des abris à outils, des bancs, des pergolas, après avoir organisé l'espace – est l'entretien à long terme. Le danger le plus évident et le plus médiatisé est celui des bulldozers, de la perte du soutien municipal garanti par l'accord de 2002. Mais la gestion quotidienne dans ces lieux vernaculaires, qui sont le produit de la pratique et non de la théorie⁶, n'est pas moins problématique. Quels processus de décision adopter ? Comment répartir le territoire et les tâches ? Quels comportements accepter et lesquels bannir ? Comment faire face aux mutations du quartier et de la ville, aux changements de population ? Comment résoudre les conflits ? Quelle nature inviter dans l'enceinte du jardin ? La diversité des réponses possibles et leur évolution au cours du temps en fonction des changements font l'originalité de chaque *community garden*. Le dilemme pour les jardiniers est que l'institutionnalisation grandissante du mouvement, en offrant des réponses à certaines questions, menace cette originalité.

1. Décider

L'idée de « leadership » dans les *community gardens*, c'est-à-dire les modalités de prise de décisions et de leur mise en application, par quelles personnes, est fondamentale dans toute association et souvent soulignée par l'ACGA (American

⁵ Bruno Hautenne, « Contribution à une sociologie de l'association », *Pensée plurielle*, n°7, 2004, pp. 11-16.

⁶ Clarissa Kimber, « Gardens and Dwelling: People in Vernacular Gardens », *Geographical Review*, vol. 94, n°3, July 2004, pp. 263-283.

Community Gardening Association) sur son site internet et dans sa revue. Comment faire travailler ensemble des personnes qui peuvent venir de milieux culturels, sociaux ou économiques très différents ou qui n'attendent pas la même chose d'un même espace ? Les partisans de ces jardins vantent à juste titre la multiplicité des services qu'ils peuvent rendre, mais cette multiplicité entraîne justement l'interaction problématique de personnes motivées par des objectifs très différents, voire contradictoires. Et la petite taille de la plupart des espaces concernés rend les compromis d'autant plus difficiles et nécessaires.

Dans son enquête nationale de 1996, l'ACGA rassemble sous le terme de *community garden* les jardins d'écoles, les jardins de grands ensembles de logement et ce qu'elle appelle les jardins de quartier. Cette dernière catégorie correspond à ceux étudiés ici et plus généralement à ceux qui sont placés sous l'égide de Green Thumb, qu'ils soient situés sur des terrains municipaux ou sur des terrains achetés par des trusts privés. La distinction est importante lorsque l'on veut étudier la gestion de ces différentes formes de jardins collectifs. En effet, les choses sont facilitées dans les cas où le jardin est géré par une institution, une école ou une prison, car leurs dirigeants ont l'autorité nécessaire pour mener les opérations. Dans le cas des jardins achetés par le New York Restoration Project (NYRP), les décisions se prennent d'en haut, tout au moins juste après l'achat des terrains : le principe est le même que pour la restauration de parcs publics accomplie par des bénévoles de l'AmeriCorps qui nettoient, redessinent, replantent le jardin avant de le livrer aux résidents du quartier. Et la supervision du NYRP demeure constante dans la gestion des jardins. Ce n'est pas le cas avec le Trust for Public Land (TPL), qui joue un simple rôle de négociateur dans l'achat des terrains, puis en fait immédiatement don à la communauté, ici par le biais des trois trusts urbains⁷.

C'est dans le cas où la gestion revient entièrement aux jardiniers eux-mêmes que les choix peuvent être plus complexes et que la présence d'un petit groupe de meneurs peut s'avérer utile. Les décideurs doivent avant tout rechercher l'intérêt commun aux personnes qui pratiquent le jardin en le cultivant ou en s'y reposant, mais également aux voisins et passants qui le voient, le sentent, le subissent ou apprécient sa

⁷ Entretien avec Joanne Morse, du Trust for Public Land, 31 mai 2007.

présence dans leur espace de vie. Jeremy Person, un étudiant en urbanisme, a mené une étude à ce sujet auprès de trois jardins, dont le Clinton Community Garden. Il souligne la nécessité pour les meneurs de favoriser un sentiment de propriété commune, de déléguer les responsabilités, de développer des techniques de débrouille, surtout dans les jardins les moins fortunés. Il faut aussi savoir communiquer avec l'ensemble des personnes impliquées⁸.

Malgré l'accent mis dans la communication sur les vertus de ces jardins pour la cohésion de la communauté, les échanges et l'entraide, ces projets sont en fait souvent portés par une personnalité forte, dotée de l'énergie et de la vision d'avenir nécessaires pour entreprendre de nettoyer un terrain vague et de le transformer en oasis, mais dont les motivations ne sont pas forcément toujours basées sur le bien commun. Mary Jones, Jon Crow, Zonia Ortiz et Mallory Abramson font partie de ces figures clefs. Mary Jones a fondé le Central Bainbridge Street Community Garden et elle en est aujourd'hui encore considérée comme l'organisatrice principale, au point que des membres d'autres jardins font parfois référence au « jardin de Mary Jones ». Elle est créditée comme ayant su faire un bon usage des ressources institutionnelles disponibles, et aucune opposition ne s'élève contre elle. Jon Crow a également fait partie des membres fondateurs du Pacific Street Bear's Garden et c'est son militantisme, son engagement politique dans diverses associations⁹, qui ont permis de sauver le jardin en 1997 et qui maintiennent ses liens avec d'autres institutions du quartier. Présidente de l'association de locataires de son immeuble, dévouée aux enfants et aux adolescents du quartier, Zonia Ortiz est un pilier de la communauté. Sans elle, La Isla, qui dans les années 1990 ne répondait pas aux exigences d'ouverture de Green Thumb, n'existerait sûrement plus aujourd'hui. Mallory Abramson dont on m'a tant parlé était à l'origine du Clinton Community Garden. Elle a mené le déblaiement du site et l'installation du jardin, elle a eu dans les années 1980 l'idée de la *Square Inch Campaign* pour le sauver, et elle a dirigé les opérations d'une main de fer pendant des années. Mais elle manifestait un certain autoritarisme : elle était peu

⁸ Jeremy Person, « Successful Leadership Techniques in Community Gardens », Seminar on Planning, Spring 2002, non publié.

⁹ Il est membre de la New York City Community Gardens Coalition, mais également très actif dans la coalition de riverains contre les projets de Ratner.

favorable à l'ouverture à la communauté, elle interdisait les piques-niques, elle était la seule à connaître la liste d'attente pour les parcelles individuelles, elle arrachait les plantes qui lui déplaisaient dans les parcelles d'autrui¹⁰. Sans elle, le jardin n'aurait probablement jamais vu le jour, mais son attitude individualiste et très protectrice n'était plus acceptable lorsque CCG a rejoint le Parks Department et qu'il a dû se plier aux exigences d'ouverture qui lui posent d'ailleurs aujourd'hui des problèmes.

Cette nécessité d'accepter des visiteurs dans la parcelle, considérée positivement ou non par les jardiniers, les pousse en tout cas à vivre en groupe, ce qui à son tour nécessite l'établissement et l'application de règles. Certaines sont imposées par Green Thumb ou le Brooklyn-Queens Land Trust, mais la plupart sont choisies par chaque jardin en fonction de ses projets propres, de ses besoins, de ses obligations. Benjamin J. Oxley a examiné les logiques qui gouvernent l'établissement de ces règles. Pour lui, elles n'ont besoin que d'être minimales, car chacun bénéficie du bon fonctionnement et de la bonne entente générale. Inversement, chacun souffre des conséquences des infractions potentielles, et sait que si lui-même les commet, par exemple en volant la récolte de son voisin, il peut en être fait de même à son encontre¹¹. Mais ce raisonnement ne tient que si tous nourrissent les mêmes attentes et si la surveillance est suffisamment efficace pour assurer cette peur de la riposte. Cela n'est envisageable que dans les groupes suffisamment homogènes et de petite taille, ce qui est effectivement le cas de beaucoup de *community gardens* mais pas de tous. Du point de vue des jardiniers, la mise en place d'un règlement permet d'assurer le bon ordre des choses, mais elle est rendue d'autant plus nécessaire qu'il s'agit d'espaces menacés dans la ville : toute infraction ou tout accident pourrait mener à des poursuites judiciaires, et donc fournir des armes à ceux qui considèrent ces espaces comme inutiles, voire nuisibles¹².

Comme dans toute association humaine au sens large, le choix doit être fait entre des discussions incluant tous les membres ou une démocratie représentative. La formule adoptée dépend de la taille de l'association et de la parcelle. Dans le cas de

¹⁰ Entretien du 13 mars 2007 avec une femme qui a rejoint le jardin à ses débuts.

¹¹ Benjamin J. Oxley, « The Economic Rationale Behind Community Garden Bylaws », May 5, 2003, devoir de fin d'année en « Property Theory ».

¹² Lettre du comité directeur de Clinton Community Garden à une mère qui se plaignait que les enfants ne soient pas laissés libres de courir dans le jardin, 6 juillet 1999.

Clinton, avec ses cent huit boîtes individuelles ou familiales auxquelles s'ajoutent les parties communes à entretenir, la concertation de l'ensemble du groupe n'est pas praticable. De plus, son statut d'organisation à but non lucratif exemptée d'impôts l'oblige à une certaine rigueur dans l'organisation. C'est pourquoi un comité directeur élu par les membres du jardin se réunit tous les mois pour débattre des différentes questions de gestion du site, des finances, et des éventuels conflits. Comme l'explique Anne Raulin, « il faut se résigner à "désigner un chef", à distribuer les rôles et les activités, à comprendre qu'il n'est pas indiqué de "se mettre autour d'une table" pour discuter un projet », ce qui peut causer bien des désillusions¹³. Ces désillusions s'expriment dans la rancœur éprouvée par certains jardiniers à l'égard du comité, parfois accusé d'effectuer des décisions arbitraires, de manquer de transparence, et d'être inaccessible au reste des adhérents¹⁴. Certains membres de longue date expriment leur nostalgie pour une époque plus détendue, moins bureaucratique¹⁵. À l'inverse, les membres du comité se plaignent de la difficulté à motiver des volontaires, tout d'abord pour le comité lui-même. Plusieurs d'entre eux m'ont raconté leur expérience en la matière, confirmant ce que j'ai pu observer lorsque j'ai assisté à l'élection annuelle :

« When I walked in, there were about six people sitting there, I was imagining dozens of people. They asked if I wanted to be on the committee, they needed more people. They had bylaws, because TPL had said you have to organize as a group, they needed seven people and there were six. I couldn't believe it, there was no voting, no campaigning »¹⁶.

« It was kind of the last thing on earth that I wanted to do. The last time I was on the committee was when my daughter was a newborn, and I

¹³ Anne Raulin, « Utopies locales et laboratoire social : l'exemple du 13^e arrondissement de Paris », *L'année sociologique*, vol. 58, n°1, 2008, pp. 62-63.

¹⁴ Lettre anonyme adressée au comité directeur de CGG en 2000.

¹⁵ Lettre adressée au comité par une jardinière accusée d'avoir empiété sur la parcelle de ses voisins, 2 mai 1994.

¹⁶ « Lorsque je suis entrée, il y avait à peu près six personnes assises là, j'imaginais qu'il y en aurait des dizaines. On m'a demandé si je voulais faire partie du comité, ils avaient besoin de plus de gens. Ils avaient un règlement, parce que TPL avait dit, vous devez vous organiser en tant que groupe, ils avaient besoin de sept personnes et ils étaient six. Je n'y croyais pas, il n'y a pas eu de vote, pas de campagne. » (Entretien du 13 mars 2007 avec une femme noire de soixante ans, artiste, membre du CCG depuis le milieu des années 1980).

don't know why I allowed myself to be talked into it. But I don't really remember much, it was sort of a blur, but I mostly remember lots of arguing. Nobody really having a plan, and having meetings where we discussed things that never, nothing ever came out of it. [...] But it was actually N. S. who asked me, she was stepping down and she'd already put in four years and she worked really hard, and she called a few days before the election and said, could you please consider running for the steering committee? As it turns out, you don't really run for the steering committee, I mean, if you show up... Nobody wants to do it »¹⁷.

« [It gives me] a feeling of doing something that's needed, basically. And being involved in this group. You get to know people on the committee, and most of the time they're quite likeable people. It's a good thing. But when my term is up, I'll be happy to take a break, 'cause it's also a lot of work »¹⁸.

Lors des réunions, le comité directeur du CCG aborde des sujets aussi divers que la trésorerie, l'organisation d'évènements, le contenu de la lettre d'information, l'état général du jardin, les travaux à effectuer ou l'emploi du temps pour la distribution des clefs¹⁹. De manière plus ponctuelle, des conflits entre personnes

¹⁷ « C'était à peu près la dernière chose au monde que je voulais faire. La dernière fois que j'ai fait partie du comité, c'était quand ma fille venait de naître, et je ne sais pas pourquoi je me suis laissée convaincre de le faire. Mais je ne me souviens pas de grand-chose, c'est un peu flou, mais je me souviens surtout de toutes les disputes. Personne n'avait vraiment de projet, on avait des réunions où on discutait de choses qui ne sont, dont on n'a jamais rien fait. [...] Mais en fait c'est N. S. qui me l'a demandé, elle se retirait et elle avait déjà donné quatre ans et elle avait travaillé dur, et elle a appelé quelques jours avant l'élection et a dit, est-ce que tu peux te présenter pour le comité ? En fait, on ne se présente pas vraiment pour être élu au comité. Je veux dire, si on est là... Personne ne veut le faire. » (Entretien du 3 juin 2007 avec la présidente du comité directeur, femme blanche d'une quarantaine d'années).

¹⁸ « [Ça me donne] le sentiment de faire quelque chose d'utile, en gros. Et d'être impliquée dans ce groupe. On en vient à connaître les gens, dans le comité, et la plupart du temps ce sont des gens vraiment sympathiques. C'est une bonne chose. Mais à la fin de mon mandat je serai contente de faire une pause, parce que c'est beaucoup de travail. » (Entretien du 15 mars 2007 avec la trésorière). Lorsque je présenterai des extraits d'entretiens déjà cités, je ne répéterai pas les descriptions sociologiques des personnes interrogées, sauf s'ils sont pertinents au regard de la citation en question.

¹⁹ Il est possible d'acheter une clef de la grille principale le premier mardi et le premier samedi de chaque mois entre mai et septembre. Un ou deux membres du comité doivent alors être présents pour informer les personnes intéressées, effectuer la transaction et gérer les sommes récoltées.

peuvent être évoqués, parfois en leur présence, ou une demande pour une fête privée peut être examinée. Toutes les propositions sont soumises au vote à main levée²⁰.

Dans les trois autres jardins le processus est beaucoup plus simple et plus serein, vu le petit nombre de personnes impliquées. La pression venue de l'extérieur est moindre aussi et l'homogénéité socio-culturelle plus grande. Chez les Bears, les réunions mensuelles ont le ton de conversations enthousiastes mais cordiales, suivies de votes à main levée comme à Clinton. Les minutes sont rédigées sur tout support qui se trouve à portée de main, telle une assiette en carton. Une adhérente m'explique :

*« It's very group oriented, but we have a few people who are in charge of the veggie boxes, two people. And then there are a couple of people in charge of membership, and then, I don't know, we have a big meeting usually in march, where we talk about what worked last year, what didn't work [...] So it's pretty loose, whoever's interested can do stuff »*²¹.

À Bainbridge, les réunions sont hebdomadaires, ce qui requiert de la part des participants un engagement rare. Mais elles sont en fait essentiellement l'occasion de se rencontrer et d'échanger sur la vie du quartier, ou la vie privée de chacun. Les sujets relatifs au fonctionnement du jardin sont expédiés par nécessité, parce que statutaires lors de ce genre de rencontres. Il en va de même pour les étapes obligatoires des réunions d'associations, approuver les minutes de la semaine précédente et l'ordre du jour, ouvrir et fermer officiellement la réunion, qui sont exécutées mécaniquement et avec peu d'enthousiasme. La conversation dérive rapidement vers des questions plus intéressantes sur la vie locale.

À La Isla, il n'y a pas de réunions régulières, simplement une affiche sur la grille du jardin lorsque quelque chose doit être discuté, comme une fête pour Halloween, ou l'adhésion d'un nouveau membre²². Puisque la famille qui occupait le

²⁰ Agendas et minutes de réunions, archives de CCG.

²¹ « C'est très orienté vers le groupe, mais on a quelques personnes en charge des boîtes à légumes, deux personnes. Et puis il y a deux ou trois personnes en charge des adhésions, et puis, je ne sais pas, on a une grande réunion généralement en mars, où on discute de ce qui s'est bien passé l'année précédente, ce qui s'est mal passé. Donc c'est plutôt informel, si quelqu'un est intéressé, il peut faire quelque chose. » (Entretien du 16 octobre 2006 avec une horticultrice membre du jardin depuis trois ans, femme blanche de trente-cinq ans).

²² Entretien du 5 août 2007 avec une femme noire de quarante ans.

terrain à l'origine refuse de participer aux réunions, et d'une manière générale évite le jardin lorsque d'autres s'y trouvent, elle ignore tout des décisions prises. Mais dans la mesure où cette famille rejette l'idée de jardiner collectivement et d'ouvrir le lieu à la communauté, elle se contente pour l'essentiel de cultiver sa parcelle personnelle, et vit plus ou moins en dehors des décisions concernant le reste du jardin²³.

Une fois les décisions prises, se pose le problème de les faire appliquer. Plus le groupe est restreint, plus la surveillance est aisée et plus le risque d'être pris en flagrant délit d'infraction au règlement pèse sur les individus. De plus, si les membres ont le sentiment d'être inclus dans le processus décisionnel, d'avoir leur mot à dire et d'être entendus, ils tendent à respecter ces décisions. Clinton combine toutes les difficultés ; nombreux sont ceux qui ne participent pas aux choix de gestion, soit parce qu'ils n'en ont pas le droit soit parce qu'ils déclinent ce droit, ce qui ne les empêche pas d'exprimer leur désaccord *a posteriori*. De plus, le nombre élevé de personnes rend la surveillance, et donc les sanctions, quasiment impossibles. Il semble cependant à la lumière des archives, que les lettres dénonçant certains comportements délictueux auprès du comité ne soient pas rares. Une membre du *back garden* a par exemple reçu un avertissement parce qu'un de ses amis avait été vu en train d'arroser sa parcelle pendant qu'elle était en vacances, alors qu'il est interdit de laisser entrer seul dans cette partie du jardin quelqu'un qui ne soit pas lui-même un *plotholder* (voir *infra*, Photo 111, p. 291)²⁴.

Lors d'une de mes visites, la présidente du comité directeur de Clinton m'expose son point de vue après avoir expliqué à un visiteur qu'il ne pouvait rentrer son vélo dans le jardin mais qu'il pouvait l'attacher à l'extérieur et que nous garderions un œil dessus :

« That's a very good example of how to talk to people instead of yelling at them. It works, it was very effective. Technically, it's our job, I mean the job of anybody who's a member of the garden is supposed to also help make sure that the rules are followed, to sort of... I always find that to be an unpleasant task. But there are different ways of handling it and if

²³ Je n'ai pu parler à aucun membre de cette famille ; toutes les informations que j'ai recueillies viennent des autres jardiniers, et l'état de tension au sein du groupe invite à la prudence.

²⁴ Email de cette femme au comité directeur, en réponse à l'avertissement, 11 juillet 2000.

*you handle it like that, then you'll have friends. [...] Other people have a history of just blowing up and yelling and screaming and it's horrible. [...] The garden is a really delicate place. And I also see more and more, from my own perspective, that you really have to see it as a miniature environment that we're guarding and protecting, but I don't necessarily feel that it has to be done by being policemen. I think we also have to guard and protect our community relations and develop those relationships »*²⁵.

Cette référence au comportement policier n'est pas anodine. Plusieurs usagers du jardin se sont plaints du zèle de certains membres à faire respecter le règlement, surtout à l'égard des enfants. Une mère raconte par exemple que son fils de cinq ans s'est fait réprimander violemment, et qu'elle-même a été traitée de mauvaise mère par ceux qu'elle appelle des « *self-appointed rulers* » (des dirigeants auto-proclamés) et « *hateful enforcers* » (des hommes de main haineux), soulignant que le jardin appartient à tous, et non à ces quelques individus prompts à la réprimande et connus pour cela²⁶.

Entre la protection du jardin comme lieu de nature, et la protection des liens sociaux dont il est censé faciliter la formation, l'équilibre est délicat. Le problème revient souvent, notamment lorsqu'il est question de décider quelles activités sont permises, et pour qui. Dans les cas extrêmes où les infractions sont perçues comme invivables par le groupe ou trop dommageables pour le lieu, l'exclusion s'impose.

²⁵ « C'est un très bon exemple de la manière dont on doit parler aux gens, au lieu de leur hurler dessus. Ça marche, c'est très efficace. Techniquement, c'est notre boulot, je veux dire le boulot de tout membre du jardin, qui est aussi censé aider à s'assurer que les règles soient respectées, à... Je trouve toujours que c'est une tâche désagréable. Mais il y a plusieurs façons de s'en charger, et si on le fait comme ça, on se fait des amis. [...] D'autres sont connus pour exploser et hurler et crier et c'est horrible. [...] Le jardin est un lieu vraiment fragile. Et je vois aussi de plus en plus, de mon point de vue, qu'on doit vraiment le considérer comme un environnement miniature que nous surveillons et protégeons, mais je ne pense pas nécessairement que ça doive être fait en agissant comme des policiers. Je pense que nous devons surveiller et protéger nos relations avec la communauté et développer ces relations. » (Entretien du 3 juin 2007, avec la présidente du comité directeur).

²⁶ Lettre adressée au comité directeur, 26 avril 1999.

2. Jardiner

Les *community gardens* sont des lieux de rencontre, d'échange, d'éducation, autant que des espaces cultivés. Le terme « jardiner » peut être employé au sens large de « soigner le jardin ». L'entretien des plantes et des animaux, celui du mobilier aussi, mais encore l'organisation de concerts, d'expositions, de repas, font partie des soins nécessaires au fonctionnement d'un *community garden*. Mais la prise de décision n'est pas toujours aisée, on l'a vu. Ce n'est pas plus facile pour la répartition des responsabilités et l'indulgence à inculquer dans le rapport au travail des autres. Il est difficile de trouver des volontaires pour toutes les tâches communes : les bénévoles ont par ailleurs un emploi, d'autres activités, ils manquent donc de temps, et tout le monde ne se sent pas concerné par l'entretien du jardin en-dehors de sa propre parcelle²⁷ :

« There's so much to do. This lock was supposed to be replaced last year, and there's the flooding problems, sowing the grass, and turning the compost, taking out the garbage, organizing the toolshed, organizing events. [...] We're always looking for more volunteers. The people that garden in the back, we don't make a requirement for people to volunteer to have a garden. We thought maybe we should do that, but... A lot of people don't do much. It's just like anything, a few people tend to always show up for all the volunteer days, and most people never go at all »²⁸.

« That is sort of a misnomer, the volunteer day, because usually it ends up being... I guess the intention of volunteer day is really everybody who's got some stake in the garden should be helping to clean up the garden, prepare it for whatever season is coming up. But it should also be a time when we get new volunteers. That doesn't always happen because

²⁷ Nathalie Bouvier-Daclon et Gilles Sénécal rappellent en effet que le jardinage est un plaisir solitaire, une manière de se retirer du monde extérieur. Nathalie Bouvier-Daclon et Gilles Sénécal, « Les jardins communautaires de Montréal : un espace social ambigu », *Loisir et Société / Society and Leisure*, vol. 24, n°2, automne 2001, pp. 507-531.

²⁸ « Il y a tellement de choses à faire. Ce cadenas devait être remplacé l'année dernière, et il y a les problèmes d'inondation, il faut semer l'herbe, retourner le compost, sortir les ordures, ranger l'abri à outils, organiser des événements. [...] On cherche toujours plus de bénévoles. Les gens qui jardinent dans le fond, on ne demande pas aux gens de se porter volontaires pour avoir le droit à un jardin. On pensait que ce serait une bonne idée, mais... Beaucoup de gens ne font pas grand-chose. C'est comme partout, une poignée de personne a tendance à être toujours là pour les journées de volontariat, et la plupart des gens ne viennent jamais. » (Entretien du 15 mars 2007 avec la trésorière).

*one problem is that people don't always read signs. [...] I really try to instil in people that they do have to take the initiative and find out. If they don't read signs, then come in and ask somebody »*²⁹.

La difficulté à trouver des personnes prêtes à investir du temps et de l'énergie dans les parties communes du jardin se double de la nécessité de contrôle. Si les initiatives individuelles étaient les bienvenues durant les premières saisons du jardin, lorsque tout était à faire, elles sont maintenant plutôt mal perçues :

*« But it's also, the other thing that people may think that they can do, that they can't really do, they can't come in and just start weeding something, they have to be supervised. I think that's perhaps what people feel disgruntled about, that they'd like to just come in and start doing something, planting something, and that may have been possible in the beginning, when the garden was just starting, it's not possible anymore, we really do have everything planted up, so... And now it has to be done at the right time, and it has to be done with care »*³⁰.

Lorsque des volontaires se présentent, leur statut de bénévoles pose parfois problème. Le temps ou le savoir-faire peuvent leur manquer, et il est difficile de leur en faire reproche sans décourager les initiatives. On me raconte ainsi, à propos d'un membre clef du jardin, compétent mais alors gravement malade et dont les projets sont restés inachevés :

²⁹ « C'est un peu un terme trompeur, la journée du volontariat, parce qu'en général ça finit... Je suppose que le principe de la journée du volontariat est que tous ceux qui ont un intérêt dans le jardin devraient aider à le nettoyer, à le préparer pour la saison qui vient. Mais ça devrait aussi être l'occasion d'avoir de nouveaux bénévoles. Ça n'arrive pas toujours parce qu'un des problèmes est que les gens ne lisent pas toujours les affiches. [...] J'essaie vraiment de faire comprendre aux gens qu'ils doivent prendre l'initiative et se renseigner. S'ils ne lisent pas les affiches, qu'ils entrent et posent la question à quelqu'un. » (Entretien du 3 juin avec la présidente).

³⁰ « Mais en plus, une chose que les gens pensent peut-être qu'ils peuvent faire, qu'ils ne peuvent pas vraiment faire, ils ne peuvent pas entrer et commencer à arracher les mauvaises herbes quelque part, on doit les superviser. Je pense que c'est peut-être pour ça que les gens sont mécontents, ils aimeraient pouvoir venir et commencer à faire quelque chose, et c'était peut-être possible au début, quand le jardin commençait tout juste, ce n'est plus possible, on a vraiment tout planté, donc... Et maintenant il faut que les choses soient faites au bon moment, et avec soin. » (*Ibid.*)

« He was in charge of the brick path project, so this is what happens 'cause it's all volunteers. Since he's sick and he can't do it right now [...] we have to find somebody to replace him »³¹. (Photo 89)

La multiplicité des points de vue, des perceptions et des attentes de chacun n'aide en rien à la résolution des conflits. On m'a raconté à diverses occasions l'histoire des bancs installés aujourd'hui sous la pergola, dans le *front garden*, qui n'y étaient pas encore au début de mon travail de terrain.

« We are supposed to have benches under that arbor there. Last spring the benches were falling apart, they had nails sticking out, and we were for months talking about repairing these benches. So finally J. said he would do it. But as you can see there still are no benches there. That bald patch in the grass was caused by J.'s lumber and other stuff that was there all summer long while he worked on the benches. Unfortunately, he's one of those people that, everything has to be exactly right, and you have to buy the best wood, and then you have to sand it seven times and then you have to varnish it seven times and let it dry between each coat. And meanwhile he moved to Boston, he comes back sometimes on the week-end. So maybe some time this summer we will have those benches back. And then he's one of these people, people volunteer to work with him, but everyone would end up quitting because he would make everybody angry by insisting they do things his way, whether they agreed or not. And then he decided he was gonna put new flagstones down underneath on the floor. And then he got these flagstones and they got dumped on the path and bags of sand for under the flagstones were dumped on the path and they stayed there all summer and people were complaining. And actually the head of the steering committee quit because he had been defending J., he had given him permission to do the new flagstones without asking anyone else »³².

³¹ « Il était chargé du projet du sentier de briques, alors voilà ce qui arrive parce qu'on est tous bénévoles. Puisqu'il est malade et qu'il ne peut pas s'en occuper tout de suite, on doit trouver quelqu'un pour le remplacer. » (Entretien du 15 mars 2007).

³² « On est censés avoir des bancs sous cette pergola. Au printemps dernier les bancs tombaient en ruines, il y avait des clous qui dépassaient, et ça faisait des mois qu'on parlait de réparer ces bancs. Alors finalement J. a dit qu'il le ferait. Mais comme vous voyez il n'y a toujours pas de bancs. Ce coin



Photo 89 : En février 2007, des tas de briques et des sacs de sable encombrant le lieu de détente du back garden en attendant que le sentier soit refait. Il le sera cinq mois plus tard.

Les difficultés rencontrées tout au long de ce projet ont donc entraîné la démission du président du comité directeur, qui avait défendu le bénévole en charge des travaux. La même anecdote provoque de la part d'une autre adhérente de longue date une réaction tout aussi émotionnelle mais exactement inverse :

« Like that man who volunteered to put the stones under the arbor, the grief that man got! He volunteered, and those stones are heavy, and people were bitching because it wasn't going fast enough, you couldn't sit down. Well, either you pay somebody to do it, and you have every right to say, this is the deadline, or someone volunteers and it takes the whole

dénudé dans la pelouse, c'est parce que J. a laissé ses planches et tout le reste là tout l'été, pendant qu'il travaillait sur les bancs. Malheureusement, il fait partie de ces gens pour qui tout doit être absolument parfait, et il faut acheter le meilleur bois, et puis il faut le poncer sept fois et puis il faut le vernir sept fois et laisser sécher entre chaque couche. Et entre temps il a déménagé à Boston, il revient parfois le week-end. Alors peut-être qu'à un moment cet été on récupérera ces bancs. Et puis il fait partie de ces gens, des gens se portent volontaires pour travailler avec lui, mais tout le monde a fini par laisser tomber parce qu'il fâchait tout le monde en insistant pour que tout soit fait à sa manière, quelle que soit l'opinion des autres. Et puis il a décidé de mettre des dalles de pierre par terre. Alors il a acheté ces dalles et il les a abandonnées sur le chemin et des sacs de sable pour mettre sous les dalles ont été abandonnés sur le chemin et y sont restés tout l'été et les gens se plaignaient. Et d'ailleurs le président du comité directeur a démissionné parce qu'il lui avait donné la permission de mettre les nouvelles dalles sans en parler à personne. » (*Ibid.*)

winter, well that's the time it takes. I remember one time he was livid, and I said calm down. And he did a very good job, and the other thing is, you couldn't get anyone to help him »³³.

Il peut également être frustrant pour les volontaires de voir leurs projets si difficiles à mettre en place à cause des réticences ou de l'inertie du groupe. Le jardin des sensations, à Clinton, a ainsi connu des débuts difficiles :

« The one thing that I thought we should be doing would be to be doing some kind of education in the garden and it seemed to me like there wasn't that much to involve children and I really kept talking about the children's garden and every time I brought it up people said, basically, we hate children. Not in so many words, but we don't really want more of them around »³⁴.

Ce genre de conflits au sein du groupe illustre bien le constat fait par Christian Bromberger à propos des « passions ordinaires » :

« Cette expérience communautaire et fervente a pour compléments fréquents l'*opposition* et le *conflit*, deux attributs de l'aventure passionnelle intense qui ne s'accommode pas de demi-mesures. [...] L'histoire de ces groupes défendant ardemment une même cause est ainsi faite, comme celle des sectes et des partis extrémistes, de scissions, de coups d'État au nom de la *pureté* de l'engagement, du bénévolat et de la sauvegarde de l'idéal »³⁵.

Mais ces tensions ne sont pas inévitables. Dans les trois autres jardins, où il est beaucoup plus aisé de contrôler la quantité de travail fournie par chacun pour le bien

³³ « C'est comme cet homme qui s'est porté volontaire pour mettre des dalles de pierre sous cette pergola, les ennuis qu'on lui a fait subir ! Il s'est porté volontaire, et ces pierres sont lourdes, et les gens râlaient parce que ça n'allait pas assez vite, on ne pouvait pas s'asseoir. Eh bien, soit on paie quelqu'un pour le faire, et alors on peut dire, voilà les délais, ou alors quelqu'un se porte volontaire et ça prend tout l'hiver, et bien c'est le temps que ça prend. Je me souviens un jour il était livide, et je lui ai dit de se calmer. Et il a fait du très bon boulot, et en plus, c'était impossible de trouver quelqu'un pour l'aider. » (Entretien du 13 mars 2007).

³⁴ « Ce que je pensais que nous devrions vraiment faire serait de faire quelque chose pour l'éducation dans le jardin et il me semblait qu'il n'y avait pas grand-chose pour inclure les enfants et je n'arrêtais pas de parler d'un jardin pour les enfants et à chaque fois que j'abordais le sujet les gens disaient, en gros, on déteste les enfants. Pas dans ces termes, mais on n'en veut pas vraiment plus dans les parages. » (Entretien du 3 juin 2007 avec la présidente du comité directeur).

³⁵ Christian Bromberger, dir., *Passions ordinaires, du match de football au concours de dictée*, Paris, Hachette, 1998, pp. 32-33.

commun, elles semblent à peu près inexistantes³⁶. Chez les Bears, le système des équipes assure une répartition égale du travail au cours de la saison. À Bainbridge, les gros travaux sont généralement effectués par les organismes de soutien aux *community gardens*, comme lorsque des bénévoles des Green Guerillas sont venus repeindre le belvédère, sans aucune aide des jardiniers. Cela évite les conflits, mais cela entraîne une certaine inertie ; un jour où un jeune Jamaïcain est venu demander s'il pouvait venir jardiner, expliquant qu'il avait grandi dans une ferme et que le travail de la terre lui manquait, la réaction de Mary Jones a été si peu encourageante qu'il n'est jamais revenu, alors qu'il aurait sans doute été très utile au groupe. À La Isla, l'absence d'eau courante l'année de l'enquête sur le terrain avait grandement réduit la quantité de travail nécessaire dans le jardin, et le principe des Greenies est que chacun fait ce qu'il peut, sans véritable obligation de résultat : le jardinage est une sorte d'excuse pour occuper les enfants et les adolescents, plus qu'une fin en soi.

Dans ces quatre jardins, tout comme à Green Thumb ou au Brooklyn-Queens Land Trust, les règlements concernent essentiellement le comportement social, et assez peu l'utilisation de l'espace ou la gestion des plantes. Dans tous les cas, le vol et la consommation de substances contrôlées sont interdits. Chez les Bears, la participation aux journées de travail d'équipe est indispensable pour obtenir une parcelle l'année suivante. D'une manière générale, le principe est que chacun peut cultiver ce que bon lui semble dans sa parcelle, à condition de ne pas gêner ses voisins. À Clinton, on m'explique :

« *You can't put trees because they'll shade your neighbor's plot. You can't grow certain kinds of invasive plants that we're trying to get rid of in the garden. There's not a whole lot of rules other than that* »³⁷.

Mais la règle d'or, surtout lorsque la demande pour des parcelles est grande, est de les entretenir convenablement pour ne pas perdre le privilège de les cultiver. Or, cette notion de bon entretien au jardin est grandement subjective, nous l'avons déjà

³⁶ Il est important de noter que, si les conflits sont certainement plus nombreux à Clinton en raison du nombre d'adhérents et de visiteurs, cette impression est probablement amplifiée par le fait que j'aie eu accès à leurs archives, y compris les lettres de plaintes, d'insultes, d'accusation, alors que pour les trois autres jardins j'ai dû me fier uniquement aux histoires orales qui m'ont été rapportées.

³⁷ « On ne peut pas planter d'arbres, parce que ça fait de l'ombre à la parcelle du voisin. On ne peut pas planter certaines plantes envahissantes dont on essaie de se débarrasser dans le jardin. À part ça, il n'y a pas vraiment beaucoup de règles. » (Entretien du 15 mars 2007).

souligné. À Clinton la liste d'attente est longue, et le comité directeur a donc instauré des rondes menées par des « inspecteurs » de parcelles chargés de juger de leur état et le cas échéant de demander aux personnes à qui elles sont attribuées de venir y travailler, voire de les leur retirer :

« We've always had them, even under Mallory. If you have a plot, you have to show that you're doing something with it. Every month we would go around right before the steering committee meeting. Because we would get complaints, someone had a plot, they wouldn't use it, and someone else was on the waiting list who was more than willing to »³⁸.

Ceci pose évidemment des problèmes, et nombreux sont les jardiniers accusés de laxisme qui se justifient soit par le choix d'un projet de jardinage peu orthodoxe, soit par des circonstances de leur vie privée :

« I am an herbalist and I work mostly with medicinal and edible wild plants. My plot may not look like it is being worked because wild plants do best when one doesn't disturb them too much »³⁹.

« I have been a gardener at the Clinton Community Garden for some seven or eight years. In that time I have faithfully tended my plot and never received a plot warning. Over the past year, I haven't gardened as avidly as usual. That's because last June I gave birth to my second child. Having a baby in tow can restrict one's time and gardening activities, but that is not a permanent state of affairs »⁴⁰.

³⁸ « On en a toujours eu, même à l'époque de Mallory. Si vous avez une parcelle, vous devez montrer que vous en faites quelque chose. Chaque mois on faisait la tournée juste avant la réunion du comité directeur. Parce qu'on recevait des plaintes, quelqu'un avait une parcelle, ne s'en servait pas, et quelqu'un d'autre sur la liste d'attente aurait été ravi de s'en charger. » (Entretien du 13 mars 2007).

³⁹ Lettre adressée le 12 mai 1998 au comité directeur en réponse à une carte postale d'avertissement : « Je suis herboriste et je travaille surtout avec des plantes sauvages médicinales et comestibles. Ma parcelle peut sembler ne pas être travaillée parce que les plantes sauvages se débrouillent mieux si on ne les dérange pas trop. »

⁴⁰ Lettre adressée au comité directeur, 28 mai 1999 : « Je jardine au Clinton Community Garden depuis sept ou huit ans. Durant toutes ces années j'ai fidèlement cultivé ma parcelle et n'ai jamais reçu d'avertissement. Depuis un an je ne jardine pas aussi avidement que d'habitude. C'est parce qu'en juin dernier j'ai accouché de mon deuxième enfant. La présence d'un bébé peut restreindre le temps libre et les activités de jardinage, mais ce n'est pas un état de fait permanent. »

Démontrant la subjectivité de ces jugements sur le « beau » et le « bien entretenu », la même personne, alors devenue présidente du comité directeur, me dit à propos de la parcelle de sa voisine :

« So this is sort of an example of what happens, there are very different things that people are trying to do [...] I would never have a garden to do this. I can appreciate what she's trying to do, but I would just never think of having my place taken up with shrubs, there's just not enough space as it is »⁴¹.

Plusieurs incidents plus brutaux ont poussé à l'emploi du terme de « nazi des parcelles ». Un jardinier raconte ainsi être revenu travailler sur sa parcelle après plusieurs semaines d'absence, et avoir découvert que quelqu'un d'autre se l'était appropriée, sans avertissement⁴². Un incident violent, qui a choqué car il a été perçu comme symptomatique du poids grandissant des règles par rapport aux considérations humaines, a mené à la démission de la personne en charge de l'inspection :

« We had a big problem with a steering committee member two years ago, where he was accosting people. He was very unpleasant, and he just took his position a little too seriously. [...] And that person became known as the plot nazi. This particular guy was not nice, I saw him in action. He forgot that the plots were run by people, so he would go up and accost those people, some of them older people, they do the best that they can. [...] Mallory had rules about what could be planted, but now, as long as it doesn't shade your neighbor it's fine. He would berate those people, he has this old woman in tears, seventy-eight years old. [...] She lost her husband, this is her only little joy. When we confronted him, he said well, look at the plot. But there's a story behind it, and it wasn't that it had been

⁴¹ « Alors voilà un exemple de ce qui peut se passer, les gens essaient de faire des choses très différentes, et ça c'est vraiment... Je n'aurais jamais un jardin pour y faire ça. Je peux comprendre ce qu'elle essaie de faire, mais ça ne me viendrait jamais à l'idée de laisser les buissons envahir ma parcelle, il n'y a tout simplement pas assez de place. » (Entretien du 3 juin 2007).

⁴² Lettre adressée au comité directeur le 8 juillet 1988.

abandoned, it just wasn't done well. That's why people don't come around.

With Mallory it was different, maybe because there were less people »⁴³.

Chez les Bears le privilège de cultiver une parcelle n'est pas automatiquement reconduit d'année en année. Les *veggie boxes* (boîtes à légumes, nom parfois donné par les Bears à leurs parcelles surélevées) sont attribuées à chaque nouvelle saison, en priorité aux personnes qui se sont fortement impliquées l'année précédente, c'est-à-dire qui ont rempli toutes les tâches définies dans la répartition des responsabilités entre les différentes équipes. Le petit nombre d'adhérents permet des échanges individuels, et les absences peuvent plus facilement être justifiées et compensées à travers ces dialogues directs :

« In the spring, we give priority to people who've been there before.

If you didn't come to your team meetings or workdays, if you don't come and clean your box... if you're away, make arrangements. But if you blow that off all year, you don't get a chance to have a box again »⁴⁴.

À Bainbridge, la pression pour l'usage des boîtes est tellement faible puisque leur nombre est supérieur à celui des membres, qu'il est inutile d'établir des critères de bon entretien. Dans le cas de La Isla, l'entretien de toutes les boîtes se fait en commun, donc l'ensemble du groupe est responsable en cas de négligence, et les sanctions sont donc impraticables.

Dans un contexte où la subjectivité des jugements sur le travail de chacun peut avoir des conséquences aussi radicales que l'exclusion, quelle est la place à laisser à l'expression de l'individualisme de chacun ? Certains aimeraient coordonner

⁴³ « On a eu un gros problème avec un membre du comité directeur il y a deux ans, où il accostait les gens. Il était très désagréable, et il prenait son rôle un peu trop au sérieux.[...] Et cette personne s'est fait appeler le nazi des parcelles. Ce type n'était pas sympa, je l'ai vu faire. Il a oublié que les parcelles étaient gérées par des personnes, alors il abordait ces gens, certains étaient des personnes âgées, ils font ce qu'ils peuvent. [...] Mallory avait des règles sur ce qu'on pouvait planter, mais maintenant, tant que ça ne fait pas d'ombre au voisin, ça va. Il grondait ces gens, il a fait pleurer cette femme de soixante-dix-huit ans. [...] Elle a perdu son mari, c'est son seul petit plaisir. Lorsqu'on en a parlé à l'inspecteur, il a répondu, ok, mais regardez sa parcelle. Mais il y a une histoire derrière, ce n'était pas qu'elle avait été abandonnée, elle n'était juste pas bien entretenue. C'est pour ça que les gens ne viennent plus. Avec Maloory c'était différent, peut-être parce qu'il y avait moins de monde. » (Entretien du 15 mars 2007 avec la trésorière).

⁴⁴ « Au printemps, on donne la priorité à ceux qui étaient déjà là. Si vous n'avez pas participé aux rencontres ou aux journées de travail de votre équipe, si vous ne venez pas nettoyer votre boîte... si vous partez, arrangez-vous. Mais si vous négligez ça toute l'année, vous n'avez aucune chance d'avoir de nouveau une boîte. » (Entretien du 18 octobre 2006).

l'ensemble des parcelles afin de créer un paysage uni, alors que d'autres sont attachés à la « beauté spontanée » du jardin⁴⁵. La taille du site et le nombre de personnes qui le gèrent sont bien sûr un critère de choix, parfois par défaut. Nous avons vu la difficulté à prendre des décisions en commun et à les faire appliquer par tous. S'il est déjà difficile de convaincre les jardiniers de ne pas envahir la parcelle de leur voisin ou de lui faire trop d'ombre, il apparaît impossible d'imposer un choix de plantes, ou d'interdire les signes distinctifs tels que les drapeaux ou autres décorations plus ou moins symboliques. C'est d'autant plus vrai à Clinton, où les parcelles ne sont pas toutes équivalentes, notamment par leur exposition au soleil, ce qui a bien sûr une incidence sur ce qui peut y être cultivé. Une femme dont la parcelle se trouve près du mur à l'ouest du jardin m'explique : « *Cucumbers I've done, but I don't get that much sun, and they really need three hours consistently of direct sun* »⁴⁶.



Photo 90 : À Clinton, un jardinier profite d'avoir accès à la clôture pour ajouter des bacs à fleurs à sa parcelle, février 2007.



Photo 91 : À l'est du CCG, le mur de l'immeuble adjacent sert à faire grimper des rosiers, avril 2007.

⁴⁵ Andrea Kannapell, « The Plots, and Subplots, of a City Garden... », *New York Times*, May 28, 1995, p. CY1.

⁴⁶ Entretien du 13 mars 2007 : « J'ai déjà planté des concombres, mais je n'ai pas tellement de soleil, et ils ont vraiment besoin d'au moins trois heures de soleil direct. »



Photo 92 : Ces deux parcelles voisines, l'une bordée de pierres et de briques, l'autre de tulipes artificielles, sont visiblement de tailles inégales, mars 2007.

Plusieurs facteurs exacerbent l'expression de l'individualisme à Clinton. Le nombre élevé de membres rend difficile le contrôle de la participation aux tâches communes : ceux qui désirent se contenter de cultiver leur parcelle le peuvent. Tant que les règles principales d'entretien sont respectées, il est quasiment impossible au comité directeur de sanctionner une telle pratique égoïste. L'individualisme est également très visible dans le paysage. Contrairement aux autres jardins, il n'y a ici pas de boîtes aux normes de Green Thumb. Qu'elles aient été mises en place ainsi à l'origine, ou qu'elles aient évolué avec le temps, les parcelles sont de tailles inégales (Photo 92). En cas de disputes à ce propos, il est d'ailleurs parfois question des « limites historiques »⁴⁷. Certains jardiniers ont également accès à un mur ou à une portion de clôture, ce qui leur permet d'étendre leur zone de jardinage, par exemple en accrochant des jardinières (Photo 90) ou en faisant grimper des plantes (Photo 91). Le problème ne se pose pas à Bainbridge ou chez les Bears : l'utilisation des boîtes assure une égalité de surface des parcelles, et celles-ci sont suffisamment éloignées les unes

⁴⁷ Échange de lettres entre le comité directeur et une jardinière accusée d'avoir empiété sur la parcelle de ses voisins, 1994.

des autres pour limiter le risque d'invasion par les plantes voisines. Le conseil donné dans les manuels adressés aux jardiniers des *Victory gardens* années 1940 de garder leurs distances les uns par rapport aux autres afin d'éviter l'empiètement semble justifié, même dans un contexte d'idéologie de partage du terrain.



Photo 93 : Une parcelle bordée de tulipes en plastique, Clinton Community Garden, février 2007.



Photo 94 : Simple bordure de béton, juillet 2007.

Outre la question de la taille des parcelles, le fait de ne pas utiliser les planches fournies par Green Thumb permet à l'individualité des jardiniers de s'exprimer dans le choix des moyens d'enclorre leur terrain (Photo 93, Photo 94). Certains plantent même des haies minuscules qui rappellent l'idéal du pavillon de banlieue (Photo 95). Malgré le statut d'espace partagé, la volonté d'appropriation d'une parcelle donnée s'exprime par l'ajout d'objets distinctifs qui ont parfois une histoire, provenant par exemple d'une autre parcelle dont le « propriétaire » est parti sans les emporter, d'un lieu cher, ou ont été déterrés sur place, lors du bêchage. La présidente du comité directeur me parle des objets qu'elle a choisi d'exposer sur sa parcelle :

« I just found things, I mean at a store, and the birds I got in Maine and the flowers in the garbage over there. People recycle things that they

find and they like. Any time someone leaves a plot, usually people will take things, try to salvage whatever is there to use for their own gardens... »⁴⁸.



Photo 95 : Une haie miniature entoure une parcelle de terre nue, mai 2007.



Photo 96 : Au mois de mars, ces flamands roses en plastique égaient une parcelle gelée au Clinton Community Garden.

Certains objets, comme le nain de jardin ou l'épouvantail, sont plus ou moins traditionnels et on peut les trouver dans les jardins individuels aussi bien que sur des parcelles de *community gardens* (Photo 97, Photo 98). D'autres forment des univers miniatures qui semblent, par un jeu d'échelle, agrandir la parcelle qu'ils habitent (Photo 99, Photo 100). Ces objets sont peut-être aussi un moyen de pallier le cours des saisons : aussi luxuriant soit-il à la belle saison, un jardin est toujours triste l'hiver, et leur présence signale qu'il n'est pas abandonné, elle singularise la parcelle ou le parterre en l'absence de plantes distinctives (Photo 96).

⁴⁸ « J'ai trouvé des choses, dans un magasin je veux dire, et les oiseaux je les ai eus dans le Maine, et les fleurs je les ai ramassées dans la poubelle là-bas. Les gens recyclent des choses qu'ils trouvent et qu'ils aiment. Dès que quelqu'un quitte une parcelle, en général les gens prennent des choses, ils essaient de récupérer ce qui se trouve là pour leur propre jardin. » (Entretien du 3 juin 2007).



Photo 97 : Le traditionnel nain de jardin, février 2007.



Photo 98 : Un épouvantail, mars 2007.



Photo 99 : Un univers miniature, juillet 2007.



Photo 100 : Dans une parcelle voisine, juillet 2007.

Clinton n'est pas le seul jardin à exhiber ce genre de trésors, mais c'est là encore que le phénomène est le plus répandu, en partie à cause de l'âge du jardin et du nombre d'années que certains ont passées à cultiver une même parcelle. Si l'on peut arguer avec certains défenseurs des *community gardens* que les jardiniers, par le simple fait d'avoir occupé et entretenu un espace pendant plusieurs années, gagnent un

certain droit de propriété, le même raisonnement peut être appliqué aux parcelles à l'intérieur d'un jardin. Les jardiniers eux-mêmes parlent d'ailleurs toujours de « leur » parcelle, et non pas de la parcelle dont ils s'occupent. Le contraste est évident avec les parterres qu'ils entretiennent éventuellement dans le *front garden* : le possessif n'est alors jamais employé.

L'individualité s'exprime aussi dans le choix des cultures. Nous avons vu que cela peut poser des problèmes, soit que le projet d'un jardinier soit mal perçu ou mal compris, soit que cela conduise à de véritables nuisances comme dans le cas d'arbres trop hauts ou de plantes envahissantes. Mais c'est également ce qui contribue à l'originalité et à la diversité du jardin, inégalable dans des parcs publics. On trouve ainsi des différences entre le choix des plantes cultivées, leur organisation sur la parcelle, leur diversité, la place qu'elles y tiennent, la liberté qui leur est accordée pour pousser à leur gré (Photo 101). Un membre de Clinton, comédien, me dit par exemple avoir obtenu une parcelle rapidement car celle-ci, trop ombragée pour y cultiver des légumes, n'intéressait personne d'autre ; il y a installé un aquarium dans lequel il élève des poissons rouges, des tortues et des écrevisses (Photo 102), et vient y répéter ses rôles et se reposer⁴⁹.



Photo 101 : Une parcelle entièrement consacrée aux plantes ornementales, Clinton, juin 2007.



Photo 102 : Une autre parcelle est occupée par un aquarium, juillet 2007.

⁴⁹ Entretien du 3 juin 2007 avec un comédien blanc de 60 ans, membre depuis trois ans.

L'exemple le plus frappant est celui de deux boîtes contiguës, représentant deux conceptions radicalement différentes du jardinage urbain. Sur la photo de gauche ci-dessous (Photo 103), la parcelle cultivée par un couple d'Amérindiens illustre la méthode traditionnelle de cultures associées : le maïs, la courge et les haricots grimpants, les « Trois Sœurs » qui jouaient un rôle important dans le régime alimentaire de plusieurs tribus, sont plantés à proximité les uns des autres et se rendent mutuellement service. Le maïs offre une structure sur laquelle peuvent grimper les haricots, qui fournissent le sol en azote⁵⁰, et les feuilles de la courge protègent le sol du soleil et y retiennent l'humidité, fonctionnant comme du paillis vivant et assurant la fertilité du sol à long terme. Les trois plantes sont également complémentaires du point de vue nutritif et offrent ensemble un régime équilibré⁵¹.



Photo 103 : Les « Trois Sœurs », juillet 2007.



Photo 104 : La parcelle voisine, le même jour.

⁵⁰ L'azote, indispensable à la croissance des plantes, est l'un des éléments de base des engrais. Le système de cultures associées des Trois Sœurs permet donc d'éviter, ou tout au moins de limiter l'apport d'engrais artificiels.

⁵¹ John Vivian, « The Three Sisters: The Nutritional Balancing Act of the Americas », *Mother Earth News*, February/March 2001.

Cette tradition agricole a été transmise de génération en génération par des légendes et des rituels. C'est un système qui permet de tirer le plus grand profit de parcelles aussi petites que celles de Clinton, et une fois les graines des Trois Sœurs plantées, le couple de jardiniers les laisse se développer naturellement. Leurs voisins ont une toute autre vision du vivant, beaucoup plus maîtrisée, privilégiant l'ornemental plutôt que le productif. Une large part de l'espace est occupée par des briques, des pierres et de la terre nue, rien ne dépasse du dessin original formé par deux variétés de Coleus (Photo 104). Je n'ai malheureusement pas pu parler au couple qui cultive cette parcelle pour en apprendre plus sur leur projet.

Les conflits nés de la manière dont chacun entretient sa parcelle, notamment lorsque des plantes dépassent des boîtes, que le chemin de brique est mal désherbé, ou qu'un espace individuel projette une image de désordre, sont si fréquents qu'ils ont poussé le comité directeur à afficher dans le jardin des instructions pour les résoudre, conseillant avant tout une communication sereine et une certaine flexibilité, dans la mesure où « il est impossible de surveiller la pousse de chaque feuille ».



Photo 105 : Construction d'une nouvelle cabane à outils au Clinton Community Garden, 1998.
Source : Archives de CCG.



Photo 106 : L'effort collectif est récompensé par une célébration collective.
Source : Archives de CCG.

Malgré ces visions divergentes et ces difficultés à se comprendre et accepter les différences, le travail collectif demeure le fondement du *community gardening*. Certaines tâches, comme l'installation et l'entretien des infrastructures, ne pourraient être effectuées par une seule personne (Photo 105). De plus, le partage et la création de liens demeurent des motivations majeures pour participer à une entreprise de jardinage collectif, et donnent souvent lieu à des réjouissances en récompense du travail accompli (Photo 106).



Photo 107 : Élagage en commun chez les Bears, février 2007.



Photo 108 : Une jardinière a développé ses connaissances sur les mauvaises herbes et transmet son savoir à un groupe de jardiniers, CCG, juin 2007.

Les échanges et la coopération s'effectuent aussi, phénomène classique dans l'univers jardinier, par les savoirs. Certains ont grandi dans une ferme, ou dans une maison avec jardin, et ils connaissent le monde des plantes depuis leur plus jeune âge. Mais beaucoup ont grandi à New York et se lancent dans l'aventure en néophytes. Il est donc important pour eux de s'appuyer sur des personnes ressources (Photo 107, Photo 108). Même pour les plus expérimentés, la multiplicité des expertises, professionnelles ou non, encourage l'échange⁵². Cet échange peut d'ailleurs être aussi bien d'ordre matériel : une adhérente de Clinton me raconte que ses plants de tomates

⁵² Christian Bromberger, dans *Les passions ordinaires*, souligne ce désir d'expertise dans les cercles pratiquant un loisir passionné (p. 29).

lui sont donnés chaque année par une de ses amies au jardin⁵³. Une femme membre des Bears est fleuriste, et son savoir sur les plantes ornementales lui permet par exemple de sélectionner celles qui attireront les papillons, mais aussi de répondre aux questions de ses co-jardiniers⁵⁴. À Clinton, lorsque je pose la question des échanges de savoir, on me répond :

« N., who is one of the people who's the backbone of the garden, he's a landscaper, so he knows how to do everything, and what should be done. [...] It's pretty loose. Nobody's in charge. But we try to seek out those people that know what they're doing, it's just common sense. If I want to know why my basil is wilting, I will ask N. If he doesn't know, I'll ask my brother, because I have a brother who's an organic farmer »⁵⁵.



Photo 109 : La parcelle accessible aux handicapés, mars 2007.

Dans cet esprit de travail en commun et d'inclusion, Green Thumb encourage les jardiniers à faciliter l'accès aux handicapés. Pour quelqu'un qui se trouve en fauteuil roulant, ou qui a tout simplement du mal à se baisser, cultiver un jardin peut être douloureux, voire impossible. On peut installer des parcelles surélevées à la

⁵³ Entretien du 3 juin 2007.

⁵⁴ Entretien du 18 octobre 2006.

⁵⁵ « N., qui est un des piliers du jardin, est paysagiste, alors il sait tout faire, ce qui devrait être fait. [...] C'est assez détendu. Personne n'est responsable. Mais on essaie de rechercher ceux qui savent ce qu'ils font, c'est une question de bon sens. Si je veux savoir pourquoi mon basilic est flétri, je demande à N. S'il ne sait pas, je demande à mon frère, parce que j'ai un frère qui fait de l'agriculture bio. » (Entretien du 15 mars 2007).

hauteur voulue. Clinton est cependant le seul des quatre jardins qui en possède une ; elle est de taille visiblement inférieure aux autres, mais sa forme allongée et étroite doit permettre de la jardiner entièrement depuis un fauteuil (Photo 109). Durant la saison où j'ai effectué mon terrain, elle n'était assignée à personne, et je n'ai donc pu vérifier l'efficacité de la conception.

Les modalités de la consommation de la récolte font également partie de la gestion du jardin, et les choix varient de groupe en groupe. Les membres du Clinton Community Garden tendent à consommer leurs productions individuellement. Une exception notable est la personne qui cultive le parterre d'herbes à l'est du *front garden* et en permet la récolte à ceux que cela intéresse. À l'opposé, les jardiniers de La Isla partagent toutes les tâches et responsabilités (à l'exception de la fameuse famille qui fait bande à part) et ils en font autant de la récolte. Pour les Bears et les membres de Bainbridge, seule la production des arbres fruitiers est mise en commun, et celle de chaque boîte revient aux personnes qui s'en occupent. Durant les saisons où il y a plus de boîtes que d'adhérents, certaines d'entre elles sont cultivées collectivement, et la récolte est distribuée de même. Dans tous les cas, la générosité spontanée parfois mêlée de fierté n'est pas rare, et j'ai souvent pu ramener des fruits et légumes de mes différents terrains.

3. Partager l'espace

Entretenir l'espace collectivement est indispensable, mais il faut également y être présents ensemble, une tâche rendue plus difficile par la multiplicité des motivations des usagers. Certains veulent être en contact avec la terre et voir pousser les plantes, d'autres produire une partie de la nourriture qu'ils consomment, d'autres encore veulent être dehors, à l'abri des bruits et de la frénésie de la ville, sortir en famille, retrouver leurs amis, et la présence de verdure n'est qu'un arrière-plan. Chez les Bears, on m'explique :

« There are different people interested for different reasons. I've had people come during open hours saying they just wanted a place to bring

their compost. I said, yeah, sure. We have members, they have this little boy, they do some work, but they just want a place for their child to be outside, and they wanna be part of the community. So that's great. He comes in, he hangs out, he digs around, and he's good »⁵⁶.

Le père de ce petit garçon me raconte en effet qu'il n'avait jamais vraiment songé à jardiner, jusqu'à ce qu'il cherche un lieu où sortir faire jouer son enfant. Il s'est alors mis à cultiver une parcelle parce que cela faisait partie des activités principales du lieu :

*« Then, I passed by many gardens in NYC during the years. But I only entered a few, when something was calling my attention. mainly people, art or music in the gardens. I didn't care about the green, but of course, the green was always beautiful, was part of the mise en scène, I took it for granted. [...] In December 2005, R. started walking. but it was winter. As soon as the spring came we started going out to Prospect Park as much as possible and in one of our trips we found the garden open, with Jon inside and a few other people. Right away, M. and R. fell in love with the garden. R. was elated, he was all over the place, watering the plants and grabbing little tomatoes and eating them like bread. We had a great time. And it was then, when we officially joined »*⁵⁷.

Une femme qui jardine à Clinton depuis plus de quinze ans et vit à New York par nécessité professionnelle, m'explique pourquoi elle vient au jardin. Pour elle aussi,

⁵⁶ « Différentes personnes sont intéressées pour différentes raisons. Il y a des gens qui viennent pendant les heures d'ouverture en disant qu'ils veulent juste un endroit où amener leur compost. Je dis oui, bien sûr. On a des membres, ils ont un petit garçon, ils travaillent un peu, mais ils veulent juste un endroit pour que leur enfant soit dehors, et ils veulent faire partie de la communauté. C'est super. Il vient, il reste un moment, il creuse un peu, il se débrouille bien. » (Entretien du 18 octobre 2006).

⁵⁷ « À l'époque, je suis passé devant beaucoup de jardins à New York, au cours des années. Mais je suis entré seulement dans quelques-uns, quand quelque chose attirait mon attention, essentiellement des gens, des œuvres d'art ou de la musique. Je ne m'intéressais pas à la verdure, mais bien sûr, la verdure était toujours magnifique, faisait partie de la mise en scène, je la considérais comme allant de soi. [...] En décembre 2005, R. a commencé à marcher, mais c'était l'hiver. Dès que le printemps est arrivé nous avons commencé à aller à Prospect Park autant que possible et un jour nous avons trouvé le jardin ouvert, et Jon à l'intérieur avec d'autres personnes. Immédiatement, R. et M. sont tombés amoureux du jardin. R. était ravi, il allait partout, il arrosait les plantes, attrapait de petites tomates et les mangeait comme du pain. On a passé un très bon moment. Et c'est là que nous avons adhéré officiellement. » (Courrier électronique du 2 novembre 2006, qui m'a été envoyé par un homme de trente-cinq ans, venu d'Uruguay dans les années 1980, et membre du jardin depuis cette année-là).

le jardinage est surtout une excuse pour être dehors, et une nécessité pour se conformer aux règles du lieu :

« I'm from the country, we always had a garden outside the house. I just miss the country a lot. Without the garden being here, I would be miserable, I think. This place is very important. So I said sure, give me a plot, I'll be here, just so I can be here and dig in the dirt. I kinda got more into gardening, I was more motivated because if I didn't garden they'd take away my plot, so... It's just an excuse to be here, I'm the kind of person that can just come and hang. I don't need to be doing something »⁵⁸.



Photo 110 : Panneaux accrochés à la clôture entre le front et le back gardens : « Pas d'enfants non accompagnés d'un adulte au-delà de cette porte » et « Ne pas claquer la porte », février 2007.



Photo 111 : Une affiche ajoutée en 2008 précise qu'aucun visiteur ne peut entrer dans le back garden à moins d'être accompagné d'un jardinier, alors tenu pour responsable du comportement de ses invités, août 2008.

Une fois de plus, la richesse née de cette diversité est assortie de difficultés, voire de conflits et de la nécessité de faire des compromis. Une des rançons du succès de Clinton est l'impact de sa fréquentation sur les plantes, notamment la pelouse. Elle

⁵⁸ « Je viens de la campagne, on a toujours eu un jardin à la maison. La campagne me manque beaucoup. Si le jardin n'était pas là, je pense que je serais vraiment malheureuse. Cet endroit est très important. Alors j'ai dit bien sûr, donnez-moi une parcelle, je viendrai, juste pour pouvoir être ici et creuser la terre. Je me suis un peu plus intéressée au jardinage, j'étais plus motivée parce que si je ne jardinais pas, ils reprendraient ma parcelle, donc... C'est juste une excuse pour être ici. Je suis le genre de personne qui peut se contenter de venir y passer du temps, je n'ai pas forcément besoin de faire quelque chose. » (Entretien du 15 mars 2007).

doit être resemée tous les ans (voir *supra*, Photo 36, p. 180) car le piétinement du sol, entraîne des inondations annuelles au moment de la fonte de la neige (Photo 112). Il arrive également que les visiteurs négligent de jeter leurs ordures ou de sortir la poubelle lorsqu'elle est pleine, ou utilisent mal les bacs à compost mis à leur disposition. En effet, les *community gardens*, par définition, ne sont pas pratiqués uniquement par ceux qui les créent et les entretiennent. Il est décidément difficile de faire cohabiter les différentes visions et attentes de jardiniers, et les choses se compliquent encore lorsque le fruit de leur labeur doit être ouvert à tous. À Clinton, cette invasion se limite au *front garden*, car la partie réservée aux parcelles individuelles est très clairement gardée contre toute intrusion (Photo 110, Photo 111). Cela n'a d'ailleurs pas toujours été le cas, mais la clôture séparant les deux parties a été ajoutée dans les années 1980 à cause des problèmes de vol de fruits et légumes⁵⁹.



Photo 112 : À la fonte des neiges, le *front garden* est inondé et la pelouse impraticable.

Aujourd'hui, c'est donc la partie antérieure qui subit toute la pression du succès du jardin. Le problème généralement soulevé par les jardiniers est que s'ils doivent être prêts à travailler pour la communauté, à lui ouvrir leur espace pour en justifier l'usage, la communauté ne semble pas prête en retour à mettre la main à la pâte en remerciement du service qui lui est rendu. Ceci est en partie dû au fait que sont encore nombreux les New yorkais qui ne connaissent pas le fonctionnement de ces jardins. Ils

⁵⁹ Entretien du 13 mars 2007.

n'ont pas conscience qu'ils sont entretenus par des bénévoles et que leur aide serait la bienvenue. D'autres visiteurs y voient tout simplement des espaces verts, ils les utilisent comme lieux de repos et de sociabilité, sans aucun désir de contribuer au travail lui-même. Lorsque j'ai demandé à la présidente du comité directeur de Clinton si les visiteurs répondaient souvent aux appels aux bonnes volontés – affichés dans le jardin – elle a répondu :

« Some of them. A lot of them don't though. They just come here to sunbathe, and read the paper, have a cup of coffee. Some of them come here on their lunch break I think... »⁶⁰.

Plusieurs mésaventures ont également eu lieu lors de fêtes privées, autorisées dans un effort d'ouverture à la communauté :

« But in the effort to advertise the garden more, because it was understood that it had to be seen as a community resource, a lot of the things that were done to make it that started growing. I'm of mixed feelings about it. I like that kind of things, I just think the space isn't really designed for large events »⁶¹.

Ce sont ces sentiments ambigus, partagés par beaucoup, qui ont poussé à un renforcement des règles à cet égard. Par exemple, il est maintenant nécessaire d'expliquer au comité directeur son attachement au jardin pour pouvoir y organiser une réjouissance collective. Il faut également préciser combien de personnes seront présentes, quelles activités seront pratiquées, et bien sûr accepter de respecter les règles de vie en ce lieu. De plus, les dons monétaires sont fortement encouragés. Mais malgré ces précautions, il peut y avoir de mauvaises surprises :

« One woman said she wanted to get married, it would be twenty-five people. Try... two hundred. [...] There were people with high heels. That was a zoo. Then there was a big fight, because there were people on the

⁶⁰ « Certains. Beaucoup ne le font pas. Ils viennent seulement ici pour bronzer, et lire le journal, boire un café. Certains viennent pendant leur pause déjeuner, je crois. » (Entretien du 3 juin 2007 avec la présidente).

⁶¹ « Mais quand nous avons fait des efforts pour faire plus de publicité pour le jardin, parce qu'on comprenait bien qu'il devait être perçu comme une ressource pour la communauté, beaucoup des choses faites pour cela ont commencé à prendre de l'ampleur. Je suis partagée sur la question. J'aime ce genre de choses, mais je pense que cet espace n'est pas vraiment organisé pour accueillir des événements d'envergure. » (Entretien du 13 mars 2007).

steering committee who thought it could be a way to raise money, others said no, no. And this one didn't even live in the neighborhood »⁶².

La présidente du comité directeur me raconte quant à elle :

« Also, now that the garden is very popular, people wanna have special parties here, and a week ago, we allowed this wedding party to take place here, it turned out to be horrible. They were supposed to be here for three hours, and at eight o'clock at night they were still here, and very drunk, and many more people than were supposed to be here. They basically took advantage of the garden, and they got it all for free. They weren't members. [...] There was supposed to be a champagne toast, that's how it was portrayed. People were drunk out of their mind. And there's no way that you can be careful about plantings if you're that drunk. So there's that sense of entitlement which is very strange, if you've barely set foot in the garden to pick up a piece of trash even, and then you assume that it should be where you can have your wedding »⁶³.

Pour les jardiniers, surtout ceux qui œuvrent sur les parties communes, le sentiment d'appropriation développé par les visiteurs par le seul fait de vivre à proximité du jardin est incompréhensible. Du point de vue des visiteurs, l'accès au jardin est souvent considéré comme un privilège et un plaisir secret, par rapport aux autres citadins. Fréquenter un parc public est, par définition, à la portée de tous, mais posséder la clef d'un *community garden* donne l'impression de le posséder en partie et de pouvoir intégrer un groupe de privilégiés : « *You feel special to be a part of it and*

⁶² « Une femme a dit qu'elle voulait se marier, il y aurait vingt-cinq personnes. Il y en avait plutôt... deux cents. [...] Il y avait des gens en talons hauts. C'était un vrai zoo. Il y a eu une grosse dispute, parce que certains membres du comité directeur pensaient que ce serait un bon moyen de récolter de l'argent, d'autres ont dit non, non. Et cette femme ne vivait même pas dans le quartier. » (Entretien du 13 mars 2007).

⁶³ « Et puis, maintenant que le jardin est populaire, les gens veulent organiser des fêtes spéciales ici et il y a une semaine on a autorisé ce mariage ici, et ça s'est avéré être horrible. Ils étaient censés passer trois heures ici, et à 20h ils étaient encore là, très éméchés, et il y avait beaucoup plus de gens que prévu. Ils ont profité du jardin, et ils l'ont eu gratuitement. Ils n'étaient même pas membres. [...] Il devait y avoir un toast au champagne, c'est ce qu'ils nous avaient dit. Les gens étaient complètement saouls. Et c'est impossible de faire attention aux plantes si on est aussi saoul que ça. Il y a donc ce sentiment d'avoir droit à quelque chose qui est vraiment étrange, si vous avez à peine mis les pieds dans le jardin ne serait-ce que pour ramasser un déchet, et vous partez du principe que vous devriez pouvoir vous marier ici. » (Entretien du 3 juin 2007).

take care of it as if it's your own »⁶⁴. Ces jardins sont également souvent appréciés comme étant plus fleuris, plus calmes, voire « plus privés », et plus proches que des parcs⁶⁵.

Une autre source majeure de conflits à Clinton est le comportement des parents et de leurs enfants. Les premiers sont accusés d'utiliser le jardin comme une garderie ou un terrain de jeux, et les seconds de courir, arracher les fleurs, menacer le calme du lieu. Plusieurs incidents mentionnés dans des échanges de lettres entre le comité directeur et des parents en sont témoins, tout comme le fait qu'un document proposant une liste de recommandations en cas d'infractions répétées au règlement vise clairement à limiter l'impact des jeux d'enfants sur le jardin. En effet, parmi les « solutions créatives » proposées, on trouve : donner des brosses aux enfants pour qu'ils nettoient le chemin de briques, indiquer aux parents où se trouvent les aires de jeux les plus proches, installer de petits bancs et laisser des livres à disposition des visiteurs⁶⁶. Dans les trois autres jardins, beaucoup moins fréquentés et dans lesquels des jardiniers sont forcément présents en même temps que les visiteurs, je n'ai entendu aucune plainte sur des dommages qu'ils auraient commis.

Mais il ne faut pas oublier que ces espaces sont également partagés avec la faune et la flore qui y vivent, plus ou moins désirées, importées et maîtrisées (Photo 115, Photo 116). La liberté laissée aux jardiniers des *community gardens*, en comparaison avec les parcs publics, engendre des paysages uniques, sans doute associés à une biodiversité intéressante. Pour Gilles Clément, ce qu'il appelle le « tiers-paysage », c'est-à-dire l'ensemble des territoires urbains, industriels ou ruraux délaissés par l'homme, « constitue un territoire pour les multiples espèces ne trouvant place ailleurs »⁶⁷. Certes, les *community gardens* représentent précisément la reprise en main de ces interstices délaissés, mais d'une main bien moins ferme, plus créative, que celle qui régie la création et l'entretien de la plupart des espaces urbains, y compris les parcs municipaux, où « l'espace de maîtrise et de décision sélectionne la diversité et

⁶⁴ Questionnaire rempli par une femme qui possède la clef de Clinton mais ne participe à aucune activité de groupe, juillet 2007 : « On se sent spécial, d'en faire partie et de s'en occuper comme si c'était le nôtre. »

⁶⁵ Réponses de plusieurs visiteurs au questionnaire que j'ai distribué à Clinton et lors d'entretiens.

⁶⁶ Document archivé du 14 juillet 1993.

⁶⁷ Gilles Clément, *Manifeste du Tiers Paysage*, 2004, p. 6, disponible en ligne sur http://www.gillescllement.com/fichiers/tierspaypublications_92045_manifeste_du_tiers_paysage.pdf.

parfois l'exclut totalement »⁶⁸. Mais un environnement moins maîtrisé que celui des parcs publics signifie également que des intrus peuvent s'y glisser. Un des fléaux de New York dans son ensemble est le nombre de rats que l'on y croise. Ils sont réputés être plus nombreux que les résidents humains de la ville. Il est impossible de prendre le métro ou de se promener le soir dans une rue dans laquelle se trouvent des restaurants sans en croiser quelques-uns. Ils sont généralement peu farouches, et ce n'est pas très étonnant, vu le nombre de sacs poubelles qui envahissent les trottoirs. La recommandation imprimée sur les bacs, de bien les fermer pour éviter les invasions (Photo 113), paraît bien futile puisque lesdits bacs ne peuvent contenir tous ces déchets (Photo 114).

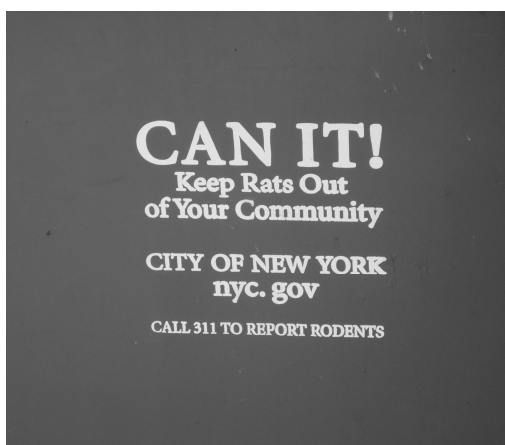


Photo 113 : Poubelle de Bedford-Stuyvesant, mai 2007.

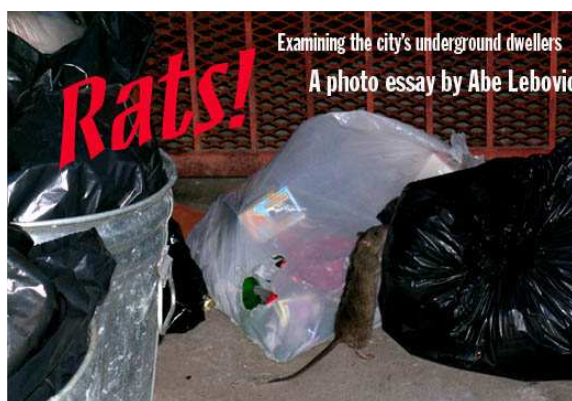


Photo 114 : Un rat fouille dans les sacs poubelles qui jonchent le trottoir.

Auteur : Abe Lebovic⁶⁹.

« The block association is always fighting the city because of the rats problem, because of the subway, and the garbage. We used to have a lot of rats, but not too much this year, I don't know why. I'm always freaked out by rats. At one point last winter, some people come in the winter because they drop off their compost, and this guy saw this bird, he thought it was

⁶⁸ Gilles Clément, <http://www.gillesclement.com/cat-tierspaysage-tit-le-Tiers-Paysage>, consulté en juin 2010.

⁶⁹ Kylene Kiand and Abe Lebovic, « Exterminators Look Underground to Explain City's Growing Rat Population », *NYC 24*, vol. 2, 2006, <http://www.nyc24.org/2006/issue2/story09/index.html>, consulté en janvier 2010.

like a plastic owl, but then he saw it was a hawk that was eating rats in the garden. It was this big bird of prey that got a rat in our garden, yeah! »⁷⁰.

La présence des rongeurs, aussi désagréable soit-elle, a au moins le mérite d'attirer des espèces prédatrices bien mieux accueillies par les jardiniers. Quant aux animaux domestiques, ils sont généralement interdits pour éviter tout dommage aux plantations. Mais s'il est possible de dire aux propriétaires de chiens de ne pas les introduire lors de leur promenade, il est plus difficile de raisonner avec les chats, et on m'a raconté plusieurs cas d'oiseaux retrouvés morts dans le jardin. Les jardiniers de Clinton ont même proposé de grillager à leurs frais la fenêtre d'un immeuble adossé au jardin, afin d'empêcher les chats de sortir.



Photo 115 : Des poissons dans une mare au milieu d'une parcelle de Clinton, juin 2007.



**Photo 116 : Une tortue vit dans un aquarium de CCG, juillet 2007.
Auteur : Lisa C.**

Les oiseaux, comme les papillons, sont très largement bienvenus et leur présence est souvent encouragée par l'installation de baignoires, de nichoirs et de mangeoires. Une femme membre de Clinton travaille à la Audubon Society et propose

⁷⁰ « L'association de quartier passe son temps à se battre contre la municipalité à cause du problème de rats, à cause du métro, et des ordures. On avait beaucoup de rats avant, pas tellement cette année, je ne sais pas pourquoi. J'ai vraiment la phobie des rats. À un moment l'hiver dernier, certaines personnes viennent l'hiver pour déposer leur compost, et ce type a vu un oiseau, il pensait que c'était un hibou en plastique, mais ensuite il a vu que c'était un faucon qui mangeait des rats dans le jardin. C'était un gros oiseau de proie qui avait attrapé un rat dans notre jardin, ouais ! » (Entretien du 18 octobre 2006 chez les Bears).

tous les ans des visites ornithologiques du jardin⁷¹. Les institutions telles que Cornell University ou la Audubon Society, qui effectuent des comptages annuels d'oiseaux, contactent d'ailleurs les *community gardens* afin de recueillir leurs données. Cornell fournit au jardiniers, en anglais et en espagnol, des documents sur les espèces qu'ils sont susceptibles d'observer et sur les moyens de les attirer et de les protéger : mettre à leur disposition de l'eau fraîche, des graines et des nichoirs ; ne pas laisser sortir les chats ; éteindre les lumières en période de migration⁷². Malheureusement, les résultats fournis par l'université ne différencient pas les données reçues de *community gardens* de celles récoltées dans d'autres types d'espaces verts. Chez les Bears, on me décrit ainsi la faune du jardin :

« *We don't have squirrels, occasionally. We have tons of birds, bird nests. I try to plant things that birds like, and that butterflies like. We have really great butterflies, in September they migrate through here. [...] Different kinds of bugs, insects, birds. It's a whole other world that lives there. The fish that live in the pond all year... We had a frog this year, how did it get in here? I think we probably planted some plants in the pond that had eggs in them* »⁷³.

Les enfants de La Isla aiment observer les papillons dans la rocaille et ont « adopté » un écureuil qui fréquente régulièrement le jardin. Mais ils regrettent que les mangeoires à oiseaux semblent inefficaces⁷⁴.

⁷¹ Entretien du 21 avril 2007. Établie en 1886, la National Audubon Society a pour mission de préserver et restaurer des écosystèmes naturels et les populations animales qu'ils abritent. *National Audubon Society*, <http://www.audubon.org/>.

⁷² « Celebrate Urban Birds », document distribué par Cornell University aux citoyens pour faciliter le comptage d'oiseaux, 2007 et Urban Birds Celebration, <http://www.urbanbirds.org>, consulté en février 2010.

⁷³ « On n'a pas d'écureuils, ou de temps en temps. On a des tonnes d'oiseaux, de nids. J'essaie de planter des choses que les oiseaux aiment, et que les papillons aiment. On a des papillons vraiment beaux, en septembre ils passent par ici en migrant. [...] Différentes sortent de bêtes, d'insectes, d'oiseaux. C'est vraiment un autre monde qui vit là. Les poissons qui vivent dans la mare toute l'année... On a eu une grenouille cette année, comment elle est arrivée là ? Je pense qu'on a dû mettre des plantes dans la mare qui portaient des œufs. » (Entretien du 18 octobre 2006).

⁷⁴ Entretien du 5 août 2007 avec deux Greenies, enfants *latinos* de onze et treize ans.



Photo 117 : La ruche désertée le long du mur ouest de Clinton, février 2007.



Photo 118 : La récolte collective du miel sous la direction du maître apiculteur, 1994.
Source : Archives de CCG.

L'apiculture est interdite dans la ville de New York depuis 1999, lorsque l'administration Giuliani a ajouté les abeilles à la liste des animaux « naturellement enclins à faire du mal », aux côtés des lions et des crocodiles. Cela n'a pas empêché son maintien dans certains *community gardens*, notamment le Clinton Community Garden, dont la colonie avait malheureusement entièrement disparu en 2007 (Photo 117, Photo 118) ou sur des toits d'immeubles. Sous la pression des militants, la légalisation de la pratique a été votée à l'unanimité par le Department of Health and Mental Hygiene au mois de mars 2010⁷⁵. D'autres grandes villes américaines comme Denver et Los Angeles encouragent l'apiculture dans le cadre du développement durable, et la ville de Chicago a même installé des ruches sur le toit de sa mairie⁷⁶. À

⁷⁵ Mireya navarro, « Bees in the City ? New York May Let Hives Come Out of Hiding », *New York Times*, March 14, 2010 et Crystal Gammon, « Sweet News: New York City Dumps Beekeeping Ban », *Onearth*, March 16, 2010, <http://www.onearth.org/article/sweet-news-new-york-city-dumps-beekeeping-ban>, consulté en mars 2010.

⁷⁶ Lindser Konkett, « Big Apple Poised to Legalize Beekeeping », *One Earth*, December 17, 2009, <http://www.onearth.org/article/nycbees>, consulté en janvier 2010.

Paris et à Saint-Denis, le « Miel Béton » tiré de ruches placées sur les toits de la ville s'est avéré être de qualité supérieure grâce à l'absence de pesticides en milieu urbain et a gagné plusieurs médailles au Concours Régional Agricole depuis 2001. Ce projet mis en place par Olivier Darné, plasticien et agriculteur, vise à interroger les relations entre l'homme et son environnement, entre ville et nature⁷⁷.

Ce n'est le cas dans aucun de ces quatre jardins, mais Just Food encourage depuis 2005 les *community gardens* à élever des poules pour la production d'œufs frais, leur valeur éducative et d'amusement pour les enfants, le recyclage de déchets de cuisine, l'aération du sol, etc⁷⁸. En revanche, les coqs sont interdits en raison de leur chant matinal, et Just Food n'encourage pas la consommation des poules elles-mêmes. Owen Taylor, responsable du programme, explique que cette pratique est surtout populaire parmi les Portoricains et les Dominicains pour des raisons culturelles, mais commence également à intéresser les locavores, toujours en quête de moyens de réduire l'empreinte carbone liée à leur consommation alimentaire⁷⁹.

En ce qui concerne les plantes, les choix personnels des jardiniers créent une grande diversité. Les seules restrictions portent sur les arbres et les mauvaises herbes, celles-ci n'ayant pas forcément le même statut aux yeux de tous, puisque certains peuvent voir une plante décorative, nutritive ou médicinale là où d'autres voient une menace à leurs cultures :

« I've been battling the tree, the fence and the morning glory for a very long time. I may have won over the morning glory because I don't see any. It's a very beautiful flower which is great if you're not trying to grow anything else, but otherwise it strangles everything in its path. So every summer I would have this fight with the morning glory and I would try to

⁷⁷ Le Parti Poétique, <http://www.parti-poetique.org/parti-poetique2.html>, consulté en août 2010. Voir aussi, pour un autre exemple de production de miel à Paris, *Un apiculteur près de chez vous*, <http://www.miel-paris.com/>, consulté en mars 2010.

⁷⁸ Just Food, <http://www.justfood.org>, consulté en janvier 2010.

⁷⁹ Voir *supra*, p. 62. Elizabeth Passarella, « Urban Agriculture: Raising Chickens in New York City », March 19, 2008, *The Kitchn*, <http://www.thekitchn.com/thekitchn/green-ideas/urban-agriculture-raising-chickens-in-new-york-city-045764>, consulté en février 2010.

grow other things that would beat it out, but nothing beats it out. But I may have won this time, I'm not sure »⁸⁰.

4. Inclure / Exclure

Un aspect fort de la définition d'une communauté est la limite entre inclusion et exclusion. Qui appartient à cette communauté et selon quels critères? Cette frontière est-elle perméable? Comment et par qui est-elle définie? Dans le cas d'une congrégation religieuse par exemple, la réponse est simple, les règles d'inclusion et d'exclusion sont strictes. Il en est de même pour les jardins d'écoles, d'églises et de prisons : les jardiniers sont les écoliers, les paroissiens, les détenus. Si le jardin de Riker's Island est bien appelé un *community garden*, dans le sens large de terrain cultivé par plusieurs personnes, seuls les prisonniers et les responsables du programme y ont accès. Dans le cas des jardins situés sur des terrains municipaux ou achetés par des trusts, la question est plus délicate. En théorie, la communauté intègre toute personne désireuse d'y accéder. Dans les faits, le critère de la proximité géographique joue un rôle important pour des raisons pratiques, mais il ne peut servir de critère d'exclusion de la part des jardiniers. À Clinton, pour devenir membre ou obtenir une clef, il faut vivre ou travailler dans une zone nettement délimitée, mais aucune restriction ne peut être émise à l'égard des visiteurs occasionnels.

D'une manière générale, Green Thumb interdit strictement toute discrimination dans les jardins dotés d'une licence⁸¹ :

« Le titulaire de la licence accepte de n'établir aucune discrimination envers quiconque désire assister ou participer aux activités ou aux programmes du titulaire de la licence en raison de sa race, ses croyances,

⁸⁰ « Je me bats depuis longtemps contre l'arbre, la clôture et la belle-de-jour. J'ai peut-être gagné la bataille contre la belle-de-jour, parce que je n'en vois pas. C'est une très belle plante qui est parfaite si on ne veut rien faire pousser d'autre, mais sinon, elle étouffe tout sur son passage. Alors chaque été je devais me battre contre la Belle-de-jour et je devais trouver ce qui pourrait la vaincre, mais rien ne peut la vaincre. Mais j'ai peut-être gagné cette fois, je ne sais pas trop. » (Entretien du 3 juin 2007 avec la présidente).

⁸¹ La licence est ce qui sert de contrat aujourd'hui entre un groupe de jardiniers et Green Thumb, et permet l'utilisation du terrain comme *community garden*. Elle remplace, depuis l'accord de 2002, le contrat de location mis en place en 1978. Voir annexe 4, p. 338.

sa religion, sa couleur, son sexe, son âge, sa nationalité d'origine, son handicap, sa situation familiale ou son orientation sexuelle. Le titulaire de la licence ne peut pas interdire les services comme bénévolat ou l'accès au site dans le but d'une récréation passive sur la base des critères précités »⁸².

Cependant, malgré cette politique officiellement intégratrice, une certaine discrimination s'opère par la présence de signes ostentatoires qui définissent l'appartenance à une communauté culturelle ou religieuse. Les *casitas*, par exemple, sont clairement le fait de familles portoricaines et le choix de noms hispaniques tels que La Isla, El Jardín de la Esperanza, Little Puerto Rico, et l'exhibition de drapeaux nationaux sont autant de marqueurs culturels forts (Photo 119). Rien n'indique formellement que les personnes d'autres origines nationales ou ethniques n'y soient pas les bienvenues, mais ces affichages sont forcément dissuasifs. Il est même parfois difficile de pouvoir aborder les membres de ces jardins sans parler couramment espagnol⁸³. Karen Schmelzkopf notait en 1995, alors que de nombreux *casita gardens* occupaient encore leur parcelle illégalement et n'étaient donc pas sous la juridiction de Green Thumb, n'avaient pas à se plier à ses règles, que les jardiniers squatters reconnaissaient leur désir d'exclusivité⁸⁴. C'est pour cette raison que Zonia aimerait changer le nom de La Isla, et en a déjà éliminé les drapeaux portoricains, trop restrictifs pour elle⁸⁵.

Il y a des marques plus discrètes. À Bainbridge, le règlement très succinct reprend essentiellement les interdictions de base édictées par Green Thumb et le Brooklyn-Queens Land Trust : la consommation d'alcool ou le vol. Le seul ajout notable est celui de la prière au début et à la fin de chaque réunion hebdomadaire. Rien n'est précisé sur la nature de cette prière, mais elle est généralement menée par une « évêque »⁸⁶ protestante. Le règlement n'interdit en rien à des athées ou des personnes

⁸² Accord de licence entre Green Thumb et Clinton Community Garden, 1998.

⁸³ Sarah Ferguson, « The Death of Little Puerto Rico », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, p. 63, et Eduardo Ricart, « Ensalada Mixta », *Community Greening Review*, vol. 13, 2004-2005, p.144.

⁸⁴ Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, p. 376.

⁸⁵ Entretien du 14 mai 2007.

⁸⁶ C'est ainsi que l'appellent les autres membres du jardin. Je n'ai pas réussi à connaître son statut officiel, mais elle officie dans une église du quartier.

adhérant à d'autres religions d'obtenir une parcelle, mais ils doivent signer un contrat stipulant leur acceptation de participer à ces prières hebdomadaires. De fait, là encore, la définition trop précise de la *community* empêche des jardiniers potentiels de développer un sentiment d'appartenance. C'est d'autant plus regrettable dans le cas de Bainbridge que le nombre d'adhérents va en diminuant et qu'il leur devient de plus en plus difficile d'entretenir le lieu.

Un jardinier des Bears exprime l'hypothèse que l'homogénéité socio-économique et ethnique grandissante liée à l'évolution du quartier s'entretient probablement elle-même, car elle est visible de l'extérieur et peut provoquer un sentiment d'exclusion chez les individus issus d'autres catégories sociales ou culturelles :

« In the garden there is age diversity, but there's not much socio-economic diversity, I mean most people are... with very few exceptions, most people are white, middle-class, professional but not in the financial sector, and politically liberal. Partially, that's because it's driven by what it costs to live here, nobody could afford to move to the Meatpacking district even if they wanted to, but everybody can afford to live here, as opposed to a housing project in the Bronx. So that drives some of it, but also, I do think in the garden it's a self-fulfilling prophecy, because most of the time, we all do what white middle-class people do in the garden. I see people come by when the gate is open, walking along Flatbush Avenue, who are from other economic groups, who would look in and not come in. I would invite, say "Come in, you can stay". Occasionally, someone would come in and say "Thanks, every day I walk by here, on the way to my job, and it's a fresh breath of air to see this green space in the city". But... they don't respond to an invitation to join, or to be more involved. And I don't know if it's because of time pressures or a feeling of exclusion, but I suspect that it's both »⁸⁷.

⁸⁷ « Dans le jardin il y a une certaine diversité dans les âges, mais pas tellement de diversité socio-économique, je veux dire que la plupart des gens sont... à quelques rares exceptions près, la plupart des gens sont blancs, de la classe moyenne, et travaillent mais pas dans le secteur financier, et sont plutôt de gauche politiquement. C'est en partie dû à ce que ça coûte de vivre ici, personne n'aurait les moyens



Photo 119 : Las Casitas, Bronx, juillet 2007. Le drapeau portoricain est très visible, même de l'extérieur.

Ces divers signes visibles d'appartenance à une communauté culturelle reflètent souvent une réalité du quartier alentour. Les jardins à *casitas* sont dans les secteurs à prédominance hispanique. Dans l'environnement de Bainbridge, les églises de toutes confessions abondent et jouent souvent le rôle de catalyseur social, tout comme le jardin lui-même. Le risque que ces critères identitaires entraînent un sentiment d'exclusion est donc tempéré par le fait qu'ils répondent bien aux attentes des populations proches géographiquement, et donc susceptibles de fréquenter le jardin. Les problèmes surgissent dans les quartiers mixtes ou en cours de mutation sociale. Des conflits naissent de l'hétérogénéité du groupe⁸⁸, entre anciens et nouveaux résidents notamment. À Clinton, plusieurs membres racontent les tensions

d'aller vivre dans le Meatpacking District [quartier de Manhattan, autrefois celui des abattoirs mais aujourd'hui très gentrifié] même s'ils le voulaient, mais tout le monde à les moyens de vivre ici plutôt que dans un HLM du Bronx. Alors ça joue, mais je pense aussi que dans le jardin c'est un peu une prophétie auto-réalisatrice, parce que la plupart du temps, on agit tous dans le jardin comme des Blancs de la classe moyenne. Je vois passer des gens quand la grille est ouverte, le long de Flatbush Avenue, qui appartiennent à d'autres groupes économiques, qui regardent à l'intérieur mais n'entrent pas. Je les invite, je leur dis "Entrez, restez". Parfois, quelqu'un entre et dit "Merci, je passe ici chaque jour en allant travailler, et c'est une bouffée d'air frais de voir cet espace vert dans la ville". Mais... ils ne réagissent pas aux invitations à devenir membre ou à s'impliquer. Et je ne sais pas si c'est à cause du manque de temps ou d'un sentiment d'exclusion, mais je pense que c'est les deux. » Entretien du 7 novembre 2006 avec un homme Blanc de 35 ans, employé dans une association à but non-lucratif et membre du jardin depuis 2004.

⁸⁸ Gordon S. Black, « Conflict in the Community: A Theory of the Effects of Community Size », *The American Political Science Review*, vol. 68, n°3, Sep. 1974, p. 1260.

occasionnées par l'arrivée de familles yéménites, nouvellement installées à Hell's Kitchen :

« Right before I left the steering committee, we had the first influx of Yemenites, I call them the scourge of God. They came over in 88 or 89. [...] They would come like locusts, and there would be nothing left. That's when they really tightened the security. They would go to everyone's plot and just pick everything that was there. [...] They were literally like locusts. We tried the polite approach, we tried the not polite. We got translators. They were so... impoverished they couldn't even communicate where they were from. They'd speak of their clan. We went to a Yemeni mediator down in Brooklyn. We said this is America, you don't just pick. Even in your country you wouldn't go to someone's garden and just pick things. It's not nice, people don't like it. We're not anti-Muslim, you're being unkind, that's why they don't like you, that's why they yell at you. [...] That was the first big culture clash. Now they're model users, they sit and chat, at events sometimes they bring food »⁸⁹.

La gentrification du quartier a provoqué des changements dans la population, et donc dans les comportements et les attentes des usagers du jardin. La même femme, employant des termes violents et méprisants pour designer cette nouvelle population, m'explique :

« The yuppie parents were no better [than the Yemenites], they would be changing their kid's diaper on the lawn. One mother told her kid to use the garden as a bathroom. I said no, no animal ways. And those

⁸⁹ « Juste avant que je quitte le comité directeur, nous avons reçu la première vague de Yéménites. Je les appelle le fléau de Dieu. Ils sont arrivés en 88 ou 89. [...] Ils arrivaient comme des sauterelles et il ne restait plus rien. C'est à ce moment qu'on a vraiment renforcé la sécurité. Ils allaient sur les parcelles de tout le monde et récoltaient ce qui s'y trouvait. [...] Ils étaient littéralement comme des sauterelles. On a essayé l'approche polie, on a essayé de manière moins polie. On a trouvé des traducteurs. Ils étaient tellement... appauvris qu'ils ne savaient pas comment dire d'où ils venaient. Ils parlaient de leur clan. On est allés voir un médiateur yéménite à Brooklyn. On a dit, c'est l'Amérique ici, vous ne pouvez pas simplement cueillir ceci ou cela. Même dans votre pays vous n'iriez pas dans le jardin de quelqu'un d'autre pour y faire la cueillette. Ce n'est pas gentil, les gens n'aiment pas ça. On n'est pas antimusulmans, vous n'êtes pas gentils, c'est pour ça qu'on ne vous aime pas, qu'on vous crie dessus. [...] Ça a été le premier grand choc culturel. Maintenant ce sont des usagers modèles, ils s'assoient et discutent, ils amènent parfois de la nourriture pour les événements collectifs. » (Entretien du 13 mars 2007).

people could read the signs. People would have their picnic, and all the stuff that was left over, they would put in the compost »⁹⁰.

Mais mon interlocutrice souligne le côté positif de la confrontation :

« The positive about it, is it forced the steering committee and the gardeners to look at what the garden means to the community, and what does community mean. Some people were really pissed, and understandably, if your plot has been scavenged. But it really pointed out the changes the neighbourhood was going through, the attitude a lot of people had, and how to deal with that »⁹¹.

Le choix de faire traduire en arabe les règles de vie dans le jardin exprime l'effort d'inclusion d'un nouveau groupe, mais traduit également la volonté de contrôle et de normalisation des comportements, au-delà des clivages culturels. Les Yéménites, et dans une moindre mesure les « Yuppies », appartiennent à des communautés culturelles. La question se pose donc de l'intégration dans la *community* du jardin de personnes venant de plusieurs *communities*, qui n'ont en commun que le fait de vivre dans une même zone géographique mais dont les normes sociales, la langue, les expériences de vie, confrontées dans le petit espace du jardin, sont différentes au point d'engendrer l'incompréhension et la frustration. La définition des frontières et du statut d'une communauté est subjective. Si les jardiniers urbains ont le sentiment d'appartenir à une sous-culture de la société plus large des citadins, les Yéménites et les autres groupes d'immigrants s'identifient comme sous-culture d'une société plus large de New Yorkais anglophones par exemple, dont la plupart des jardiniers font partie. Le défi ici, pour former une communauté dans le jardin, est de définir « des buts, normes et moyens communs qui donnent au groupe [...] la conscience d'un lien

⁹⁰ « Les parents yuppies n'étaient pas mieux [que les Yéménites], ils changeaient les couches de leurs enfants sur la pelouse. Une mère a dit à son gamin d'utiliser le jardin comme toilettes. J'ai dit non, on ne se comporte pas comme des animaux. Et ces gens-là savent lire les affiches. Les gens pique-niquaient et tout ce qui restait, ils le mettaient dans le compost. »

⁹¹ « Ce que ça a eu de positif, c'est que ça a forcé le comité directeur et les jardiniers à réfléchir à ce que le jardin représente pour la communauté, et ce que signifie la communauté. Certaines personnes étaient vraiment furieuses, et ça se comprend, si votre parcelle a été pillée. [...] Mais ça a vraiment souligné les changements que le quartier était en train de subir, l'attitude de beaucoup de gens, et la façon de gérer tout ça. »

qui constitue leur unité »⁹². Plus la composition sociale et culturelle du groupe d'usagers est hétérogène, plus cela est difficile. Si l'on en croit les récits que je viens de rapporter, Clinton paraît cependant bien remplir son rôle de brassage et d'intégration culturelle.

L'exclusion peut également être une sanction appliquée à un membre dont le comportement est jugé inadmissible par le groupe. À Clinton, une femme qui avait été prise en flagrant délit de vol sur les parcelles d'autres jardiniers, et qui, sous de faux noms, entretenait trois parcelles différentes, s'est vu interdire l'accès au jardin et retirer ses privilèges de membre⁹³. Mais les lieux étant par définition ouverts à tous, tout au moins pendant les heures hebdomadaires prévues à cet effet, une personne officiellement exclue peut forcer le passage. Le cas s'est produit chez les Bears, où on me parle d'un vieil homme dont le comportement est devenu asocial et problématique :

« He used to be in the garden every single day. Then we started having problems because he was doing non community things, like hauling up plants he thought were weeds, and they weren't, and he'd hide the evidence. People would catch him and he'd feign not to understand English. Everyone gave him the benefit of the doubt, but then it really became a problem. So we took his key away and he could only come with his daughter. But then he was getting in anyway, or throwing newspapers over the fence and stuff. [...] He had a big ornamental area that he stopped taking care of. I think he even ripped plants out of it to make it worse, when he could get in there »⁹⁴.

À La Isla, les règles essentielles sont le respect des autres, du matériel et des plantes. Toute infraction entraîne des remontrances et une tolérance zéro est appliquée

⁹² Joseph P. Fitzpatrick, « The Importance of 'Community' in the Process of Immigrant Assimilation », *International Migration Review*, vol. 1, n°1, Autumn 1966, p.9.

⁹³ Lettre du comité directeur adressée à cette femme, 26 juillet 1996.

⁹⁴ « Il venait dans le jardin tous les jours. Et puis on a commencé à avoir des problèmes parce qu'il faisait des choses non communautaires, comme arracher des plantes qu'il croyait être des mauvaises herbes, mais qui ne l'étaient pas, et il cachait les preuves. Des gens le prenaient en flagrant délit et il faisait semblant de ne pas comprendre l'anglais. Tout le monde lui accordait le bénéfice du doute, mais c'est devenu un véritable problème. Alors on lui a retiré sa clef et il ne pouvait plus venir qu'en compagnie de sa fille. Mais il arrivait quand même à entrer, ou alors il balançait des journaux par-dessus la clôture. [...] Il avait une grande zone ornementale dont il avait cessé de s'occuper. Je crois même qu'il arrachait des plantes pour que ça ait l'air encore pire, quand il pouvait entrer. » (Entretien du 18 octobre 2006).

à l'encontre des actes violents ou destructeurs. Les membres se réunissent alors pour voter, soit pour l'exclusion immédiate, soit pour un avertissement assorti d'une période d'essai⁹⁵. Mais dans la mesure où le jardin est cultivé collectivement et sa production distribuée entre tous, le vol paraît peu probable. Des plaintes ont été formulées à l'égard de la famille d'origine, qui pillerait les arbres fruitiers en l'absence des autres jardiniers ; mais comme elle se tient à l'écart du fonctionnement du jardin, une sanction ne ferait qu'envenimer la situation⁹⁶.

La vie en communauté dans le jardin est statutaire et elle est de fait souvent recherchée. Elle n'en est pourtant pas toujours facile, surtout lorsque le groupe est hétérogène et instable, les attentes et les projets des uns et des autres variant trop. Il en est de même dans les relations entre le jardin et l'extérieur, le quartier, les réseaux, les institutions municipales. Le contact et la solidarité sont recherchés, mais ils ne sont pas toujours faciles à trouver. Et les *community gardens*, nés comme des projets transitoires et interstitiels, ont parfois du mal à trouver leur place dans le projet urbain plus général et dans la durée.

⁹⁵ Entretien du 5 août 2007.

⁹⁶ Informations fournies à Green Thumb.

Chapitre 2

Vivre ensemble dans la ville

Le conflit entre Rudolph Giuliani et les *community gardens* a été remarquable par sa violence et par l'ampleur des réactions engendrées ; il est une illustration exacerbée de l'opposition entre deux visions de la ville, l'une marchande et fondée sur la valeur d'échange des espaces, l'autre visant la qualité de vie et fondée sur la valeur d'usage de ces mêmes espaces¹. Les fluctuations de la valeur d'échange ont un impact sur la manière dont la valeur d'usage est tolérée ou appréciée. Il est donc important pour les *community gardens*, s'ils veulent survivre à ces fluctuations, de faire la démonstration politique de leur utilité sociale auprès d'un public le plus large possible, en offrant des services variés et en s'inscrivant dans la vie urbaine.

¹ Deux notions développées par Henri Lefebvre, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000, et reprises par plusieurs auteurs américains pour les appliquer aux questions de l'espace public urbain aux États-Unis. Voir par exemple Eugene J. McCann, « Race, Protest, and Public Space: Contextualizing Lefebvre in the U.S. City », *Antipode*, vol. 31, n°2, 1999, pp. 163-184 et Don Mitchell, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, London, The Guilford Press, 2003. .

1. Deux visions opposées de la ville

Le mouvement de jardinage collectif amorcé dans les années 1970 se démarque de ses prédécesseurs par sa composante d'activisme local et par son inscription urbaine. Comme l'indique le titre de l'ouvrage de Laura Lawson, *City Bountiful*, en faisant référence à la productivité des villes, les programmes philanthropiques ou fédéraux de jardinage investissaient déjà, à la fin du 19^{ème} siècle et au début du 20^{ème}, le milieu urbain. Les citoyens pauvres étaient considérés comme des clients privilégiés pour ces programmes à cause de leurs conditions de vie insalubres. D'autre part, la quasi impossibilité de cultiver des terres privées en ville justifiait le recours à l'exploitation collective de « dents creuses » dans le tissu urbain. Lors des campagnes patriotiques des deux guerres, le territoire urbain était inclus au nom de l'engagement absolu du pays dans l'effort de guerre. Mais ces programmes, surtout durant la Grande dépression et les deux guerres mondiales, visaient à maximiser la production agricole nationale, et ils n'étaient donc pas spécifiquement urbains (Photo 120 et Photo 121).



Photo 120 : Les femmes cultivent les champs pendant que les hommes sont à la guerre, c. 1918.
Source : *The Smithsonian Magazine*,
<http://www.smithsonianmag.com/>, consulté en janvier 2010.



Photo 121 : Des hommes travaillent dans un relief garden de Cleveland durant la Grande dépression, 1932.
Source : *The Cleveland Memory Project*,
<http://www.clevelandmemory.org/>, consulté en janvier 2010.

Le mouvement des années 1970 a commencé en ville, le milieu où les besoins et les opportunités se trouvaient réunis : c'est là que les résidents manquaient d'espaces verts, d'espaces publics et de nourriture fraîche, et c'est là que la population possédait la culture de l'activisme local utile pour lutter contre la dégradation de la qualité de vie. La densité de population rendait à la fois nécessaire et possible la mise en commun de ressources matérielles et de savoirs. Cette naissance horticole urbaine est due à des initiatives locales, et de 1976 à 1993, un financement fédéral géré par le Urban Garden Program a suivi, certes restreint mais concentré sur les grandes villes². Aujourd'hui le phénomène n'est pas exclusivement urbain mais la carte de la répartition des *community gardens* aux États-Unis et au Canada dressée par l'American Community Gardening Association montre une nette concentration dans les zones hautement urbanisées des deux pays (voir *supra*, Figure 1, p. 30). La ville de Philadelphie par exemple assurait déjà la promotion du jardinage urbain en 1899 et elle possède aujourd'hui plus de quatre cents *community gardens*, gérés par le programme Philadelphia Green de la Pennsylvania Horticultural Society³. Une comparaison entre la répartition géographique des jardins de la Vacant Lots Cultivation Association au début du 20^{ème} siècle et celle des *community gardens* aujourd'hui montre bien ce mouvement vers le centre urbain, caractéristique du phénomène actuel (Figure 31 et Figure 32).

Par conséquent, les questions posées par le phénomène sont elles-mêmes de nature urbaine. Le cas de New York – en particulier les conflits avec Rudy Giuliani – en est un excellent exemple, à commencer par ce qui préoccupe le plus les défenseurs du jardinage urbain : la pérennité des jardins, que Richard Reynolds considère comme un critère majeur de différenciation entre *guerilla gardening* et *community gardening*. Cette pérennité dépend de l'équilibre entre la valeur sociale et environnementale des jardins et la valeur marchande des parcelles qu'ils occupent, mais également de l'attitude du gouvernement municipal face à la politique de gestion de l'espace urbain, qui peut accorder ou non du prix à cet usage alternatif.

² Voir *supra*, p. 84.

³ Philadelphia Horticultural Society, <http://www.pennsylvaniahorticulturalsociety.org/phlgreen/index.html>, consulté en janvier 2010.

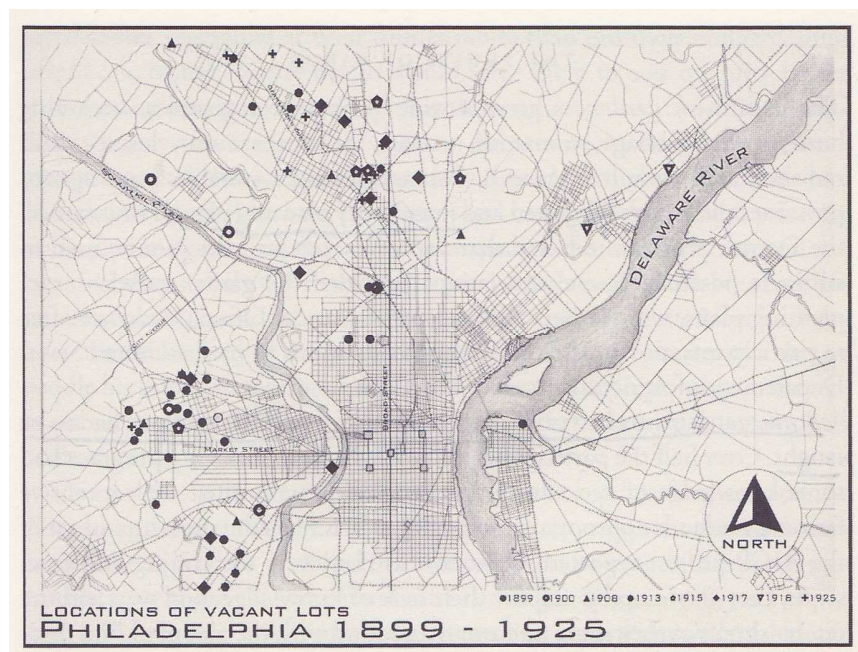


Figure 31 : Évolution de la répartition des jardins de la Vacant Lots Cultivation Association, à Philadelphie, entre 1899 et 1925.

Source : Laura Lawson, *City Bountiful: A century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005, p.41.

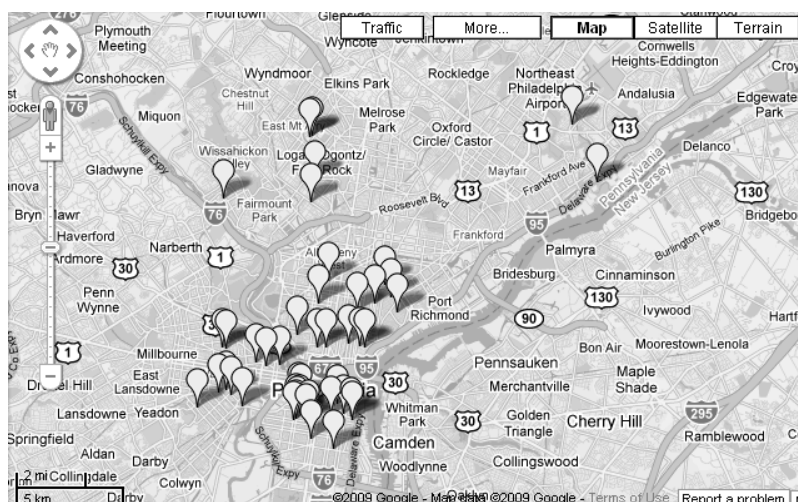


Figure 32 : Répartition géographique des *community gardens* du programme Philadelphia Green aujourd'hui.

Source : Google maps, <http://maps.google.com>, consulté en décembre 2009.

Lorsque Liz Christy et les Green Guerillas ont commencé à déblayer des terrains vagues pour en faire des jardins, et à encourager d'autres résidents à en faire autant, la municipalité était en faillite et incapable de fournir les services publics à sa

charge. La situation était exacerbée par le fait que des terrains dont les propriétaires ne payaient plus leurs impôts revenaient à la Ville qui ne savait qu'en faire. Elle a d'abord exprimé une réticence face à ces jardins, qui représentaient bel et bien une occupation illégale de l'espace urbain ; mais elle a vite reconnu l'utilité de ces projets sociaux. La création du programme Green Thumb en 1978 a été reconnue par beaucoup de jardiniers comme une avancée pour le mouvement, puisqu'elle permettait d'obtenir des contrats de location pour une somme symbolique. Elle a cependant été perçue par certains militants comme un moyen développé par le gouvernement municipal pour contrôler la réappropriation de l'espace urbain par les résidents⁴. En effet, ces contrats incluaient une clause selon laquelle les jardiniers devaient quitter les lieux sous trente jours si un projet immobilier venait à se concrétiser. Adam Purple a toujours refusé de demander un contrat à Green Thumb pour son Garden of Eden, arguant que la ville avait abandonné ces terrains pendant des années et qu'ils revenaient donc de droit au peuple, à la *community*. Pour lui, la municipalité avait perdu tout droit sur cet espace et elle n'avait donc pas à donner sa permission pour que quelqu'un d'autre l'utilise⁵. Nous avons vu également que les jardins portoricains se sont longtemps tenus en marge de l'institutionnalisation, ce qui leur permettait de rejeter explicitement le devoir d'ouverture et de non-discrimination imposé par Green Thumb. Cette attitude préfigure un argument brandi plus tard face à la politique destructrice de Giuliani : ceux qui exploitent un espace ont le droit de se définir comme propriétaires autant que ceux qui le sont légalement mais le laissent se dégrader. C'était également l'argument employé par les résidents et les commerçants de Berkeley lorsqu'ils ont créé le Power to the People's Park sur un terrain inexploité de l'université.

Malgré la peur du contrôle institutionnel exprimée par certains jardiniers, et malgré les destructions ponctuelles de jardins à la fin de leur contrat de location, l'existence du programme Green Thumb au sein du Service des Parcs de la ville assurait une certaine facilité pour l'installation de jardins sur des terrains vagues, en

⁴ Michael S. Jamison, « The Joys of Gardening: Collectivist and Bureaucratic Cultures in Conflict », *The Sociological Quarterly*, vol. 26, n°4, 1985, pp. 473-490. Françoise Dubost souligne dans son article de l'*Encyclopædia Universalis*, qu'en France aussi, les efforts faits par les pouvoirs publics pour faciliter la mise en place de jardins partagés révèlent souvent une volonté de contrôle de la réappropriation de l'espace par les citoyens, Françoise Dubost, « Les Français et leurs jardins », *Encyclopædia Universalis*, Paris, Universalis, 2008, pp. 79-85.

⁵ Cité par Sarah Ferguson, « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », p. 87.

tout cas jusqu'à l'élection de Rudy Giuliani⁶. Ceci reflétait la position de la municipalité : les *community gardens* constituaient des solutions temporaires, comme en témoignait la durée limitée des contrats ; mais la reconnaissance de leur utilité comme nouveaux espaces verts travaillant à améliorer le cadre de vie des citoyens leur garantissait un traitement bienveillant.

Des visions conflictuelles de la qualité de vie en milieu urbain ont mis ce *statu quo* à rude épreuve et l'élection de Giuliani en 1994 a marqué un changement dans la manière de considérer la place des *community gardens* dans la ville. L'iconographie utilisée par les jardiniers de Clinton dix ans plus tôt le préfigurait : ces espaces verts communautaires n'étaient plus les bienvenus dans le tissu urbain (voir *supra*, Figure 15, p. 171). Nous l'avons vu, les arguments officiels les plus souvent avancés étaient la relance économique et le besoin de logements à loyer modéré. Une analyse de la politique urbaine de celui que certains ont surnommé « Benito » Giuliani⁷ pour souligner sa manière forte de gouverner montre que sa volonté de raser les jardins s'inscrivait dans sa vision plus générale de ce que devrait être une ville d'envergure mondiale telle que New York City. Une vision qui lui a valu au cours de ses deux mandats d'être régulièrement comparé dans la presse aussi bien à Benito Mussolini qu'à Adolph Hitler.

Neil Smith, géographe théoricien de la gentrification, souligne l'influence de la théorie de la « fenêtre brisée » développée par James Q. Wilson et George Kelling⁸ sur la politique de tolérance zéro de Giuliani⁹. L'idée exprimée par les deux chercheurs est que l'image du désordre, ne serait-ce qu'une fenêtre brisée dans un quartier, engendre le désordre et la criminalité, car « une fenêtre brisée que l'on ne répare pas est le signe que cela n'intéresse personne, et briser d'autres fenêtres ne coûte donc rien. (Ça a toujours été amusant) »¹⁰. La fenêtre brisée n'est qu'un exemple emblématique de

⁶ C'est-à-dire sous les mandats de ses trois prédécesseurs, tous démocrates : Abraham Beame, Edward Koch et David Dinkins.

⁷ Voir par exemple Corey Robin and Steve Fraser, « Benito Giuliani », *The American Prospect*, November 30, 2002, ou Dan Barry, « Mussolini of Manhattan? Giuliani Grins and Bears It », *New York Times*, June, 24, 1998.

⁸ James Q. Wilson and George Kelling, « Broken Windows: The Police and Neighborhood Safety », *The Atlantic*, March 1982, pp. 29-38.

⁹ Neil Smith, « Global Social Cleansing: Postliberal Revanchism and the Export of Zero Tolerance », *Social Justice*, vol. 28, n°3, Fall 2001, p. 68.

¹⁰ James Q. Wilson and George Kelling, « Broken Windows », p. 31.

désordre, mais les auteurs citent également « l'ivrogne qui sent mauvais, l'adolescent turbulent, ou le mendiant importun » dont la présence effraie les citoyens¹¹. Ces exemples dénotent une vision particulière de l'ordre et du désordre, des comportements acceptables ou non dans l'espace public, que Giuliani partageait et qui rappelle encore une fois le conflit entre Reagan, alors gouverneur de Californie, et les fondateurs du Power to the People's Park : l'usage « correct » du terrain pour le gouvernement était l'établissement de logements pour étudiants ou de terrains de sport, et non la distribution de nourriture et de vêtements aux sans abris ou la mise en place de plateformes politiques. La conclusion de Wilson et Kelling est que si une fenêtre brisée suffit à engendrer le désordre et la criminalité dans une communauté, le devoir du gouvernement, par le biais de la police, est de ne permettre la présence d'aucune fenêtre brisée. D'où la politique de tolérance zéro développée par Rudolph Giuliani et William Bratton, le chef de la police de New York, dans leur *Police Strategy* n°5. Cette stratégie était explicitement dédiée, comme l'indique son sous-titre, à la « réappropriation de l'espace public de New York »¹². Le rapport soulignait la présence de « signes visibles d'une ville sans contrôle, une ville qui ne peut protéger ses espaces ni ses enfants ». Il attribuait le fait que les New-Yorkais avaient la sensation que leur qualité de vie déclinait à ces « signes de désordre dans l'espace public de la ville » autant qu'à la réelle hausse du taux de criminalité¹³. Le « nettoyage » de l'espace public urbain, c'est-à-dire l'éradication des signes visibles de désordre, était donc présenté comme la solution aux problèmes d'insécurité. Pour le maire, ces signes comprenaient les prostituées, les sans-abris, les vendeurs de rue, les chauffeurs de taxi qui ne respectent pas le code de la route et jusqu'aux piétons qui traversent en-dehors des passages cloutés. Or, la plupart de ces usages de la rue désignés comme dégradants marquaient un très net clivage de classe et de race, l'ordre urbain désiré étant clairement celui de la classe moyenne blanche¹⁴. Giuliani a mis la police de la ville au service de cet ordre blanc de manière ostentatoire et souvent violente. Tant et si bien qu'en juillet 1998, au début de son second mandat, une

¹¹ *Ibid.*, p. 33.

¹² Neil Smith, « Giuliani Time: The Revanchist 1990s », *Social Text*, n°57, Winter 1998, p. 2.

¹³ *Ibid.*, p. 3.

¹⁴ Kim Moody, *From Welfare State to Real Estate: Regime Change in New York City, 1974 to the Present*, New York, London, The New Press, 2007, pp. 132-136.

douzaine de procès étaient intentés contre le maire pour violation du Premier Amendement, qui garantit la liberté d'expression¹⁵.



Photo 122 : Objets de récupération et déchets aux Surfside Gardens, Coney Island, février 2007.

Les *community gardens* ne correspondaient pas à l'ordre voulu par Rudolph Giuliani. Là où les jardiniers et leurs défenseurs voyaient des jardins florissants offerts à la vue des passants en lieu et place d'anciens terrains vagues jonchés de déchets et fermés par des palissades, le maire voyait des *casitas* et autres édifices composés de matériaux de récupération (voir *supra*, Photo 24, p. 143), des espaces de nature non paysagés, anarchiques et sans plan d'ensemble, parfois effectivement mal nettoyés (Photo 122)¹⁶. Le fait que nombre de ces jardins se trouvent dans des quartiers peuplés de minorités pauvres et que les usagers reflètent cette composition socio-économique ne pouvait que les rendre antipathiques aux yeux du maire et le pousser à « déflorer New York »¹⁷. L'un des procès intentés à l'encontre de la Ville par les coalitions de

¹⁵ *Ibid.*, p. 1.

¹⁶ Ce point de vue négatif sur l'esthétique hétérogène des espaces verts privés ou semi-privés n'est d'ailleurs pas propre à Giuliani. En France, les Conseils d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE), institués par la loi sur l'architecture de 1977, ont été chargés entre autres de veiller à l'uniformisation des clôtures de jardins pour lutter contre l'impression de désordre créée par leur hétérogénéité dans les zones pavillonnaires. Pauline Frileux, « À l'abri de la haie dans le 'bocage' pavillonnaire », *Ethnologie française*, vol. 4, 2010, sous presse.

¹⁷ Julia A. Lobb, « Rudy Deflowers New York », *The Village Voice*, may 11, 1999, p. 53.

défense des *community gardens* portait sur l'atteinte aux droits civiques. Puisque les quartiers pauvres et à minorités ethniques avaient été délaissés par la politique de création et de gestion des espaces verts de Robert Moses, les jardins *grassroot* y étaient d'autant plus nécessaires, et les détruire équivalait à appliquer une politique discriminatoire¹⁸. Cette plainte a cependant été rejetée par le juge car les plaignants n'avaient à son avis pas fourni suffisamment d'éléments pour prouver une réelle discrimination¹⁹.

Les jardins étaient donc perçus comme des lieux de désordre et ils offraient en plus aux résidents une alternative aux espaces publics. C'étaient des sites de rencontre, d'échange et de discussion, potentiellement politiques comme à Berkeley. Basant son discours sur une rationalité de marché, le maire arguait que les jardiniers n'avaient aucun droit à occuper des espaces appartenant à la ville. De fait, puisque les contrats de location passés entre la ville et les jardins étaient à durée déterminée, la municipalité avait la loi de son côté en annonçant qu'elle reprendrait ses droits sur les terrains à la fin de ces contrats, ce qu'a confirmé la Cour Suprême de l'État en 1999²⁰. Cette même Cour a cependant ordonné en 2000 la suspension des ventes aux enchères de jardins, acceptant l'argument d'Eliot Spitzer selon lequel les *community gardens* étaient des espaces verts, et donc potentiellement soumis à la loi d'État sur les études d'impact environnemental²¹. Cet argument avait déjà été avancé en 1997 par la New York City Coalition for the Preservation of Community Gardens, mais le Housing Department avait répondu en faisant référence à une clause de cette loi selon laquelle les études d'impact ne sont pas nécessaires si le projet est de remplacer ou reconstruire sur un même site des bâtiments préexistants ou équivalents. Puisque dans la plupart des cas des logements se trouvaient sur les parcelles investies par les jardins, la reconstruction de logements devait être exempte d'études d'impact environnemental²².

¹⁸ Ce n'est pas le seul cadre dans lequel Giuliani ait été accusé de racisme. Voir Dan Barry, « Butts, Harlem's Prominent Pastor, Calls Giuliani a Racist », *New York Times*, July 9, 1998, p. A1.

¹⁹ Lynn A. Staehli, Don Mitchell and Christina Gibson, « Conflicting Rights to the City in New York's Community Gardens », *GeoJournal*, n°58, 2002, p. 199.

²⁰ Julie A. Lobbia, « The Coqui vs. the Bulldozer: 7th Street Gardeners Plan Amphibious Attack », *The Village Voice*, Nov. 23, 1999.

²¹ Voir *supra*, p. 131.

²² Robert Fox Elder, « Protecting New York City's Community Gardens », *N.Y.U. Environmental Law Journal*, vol. 13, n°3, 2005, p. 778.

En 1999, la New York City Environmental Justice Alliance, dont la mission est d'assurer l'équité environnementale entre les quartiers, quelle que soit leur population²³, a présenté devant la United States District Court (tribunal fédéral de première instance) un ensemble de statistiques et d'arguments montrant que la destruction de six cents *community gardens* causerait des « dégâts irréparables » pour les résidents des quartiers où se trouvaient ces jardins. Le juge a rejeté l'argument, évaluant que les gains pour les résidents en termes d'infrastructures bâties à la place des jardins contrebalanceraient les pertes en espaces verts. Il concluait : « Il est clair que la Ville agit dans l'intérêt du public »²⁴.

Cette succession de décisions juridiques qui alternaient les faveurs données à un camp et à l'autre démontre la complexité de la question du droit à l'espace urbain. Le fondement de la plainte déposée par Spitzer était que ces espaces étaient des parcs au même titre que les espaces verts municipaux, et ne pouvaient donc être détruits. Or, la plupart n'avaient pas ce statut officiellement, et le fait que Giuliani fasse passer Green Thumb de la juridiction du Parks Department à celle du Department of Housing and Preservation signalait bien qu'il ne les considérait pas comme tels et qu'il voulait éviter le risque d'amalgame. La seule chose qui en faisait des parcs était la durée de leur investissement par les jardiniers, qui leur donnait un sentiment de pérennité. Surtout, le fait que dans de nombreux cas la Ville soit devenue propriétaire de ces parcelles suite à la négligence et l'abandon de propriétaires privés et n'en ait ensuite rien fait durant des années, faute de moyens, alors que les jardiniers les avaient investies, y avaient dépensé du temps, de l'énergie et parfois de l'argent sur le long terme, permettait de douter de la légitimité d'un droit de propriété purement contractuel par rapport à un droit gagné par l'usage.

D'un point de vue légal, et comme l'ont fait remarquer différents juges au long des péripéties procédurières entre la Ville et les défenseurs des jardins, les jardiniers ne pouvaient espérer faire valoir leur droit de propriété, puisqu'il n'avait jamais été

²³ New York City Environmental Justice Alliance, <http://www.nyceja.org/>.

²⁴ New York City Environmental Justice Alliance, et al., Plaintiffs, - against - Rudolph W. Giuliani, Mayor of the City of New York, et al., Defendants, June 4, 1999 et Robert Fox Elder, « Protecting New York City's Community Gardens », p. 782.

évoqué dans les contrats passés dans le cadre du programme Green Thumb²⁵. Henry J. Stern, qui dirigeait le Parks Department en 1997, explique la position de la Ville :

« Pendant des années, Green Thumb était l'endroit où on pouvait classer des terrains pour un usage transitoire. [...] C'étaient des sites où des bâtiments abandonnés avaient été démolis, laissant des vides dans le quartier. [...] On ne veut pas d'une parcelle pleine de gravats, alors on confie ces terrains à Green Thumb et on laisse des jardins s'y installer. Mais le mot-clé ici est "transition" »²⁶.

Cependant l'argument du besoin indéniable en logements à loyer modéré s'est vite avéré fallacieux. Lorsque des logements étaient construits ils étaient généralement luxueux, et, comme nous l'avons vu, l'étude menée à l'initiative de Howard Golden, alors président du *borough* de Brooklyn, a révélé que seuls 6 % des terrains vendus aux enchères par la Ville étaient utilisés de manière productive pour y bâtir des logements ou des commerces²⁷. L'argument intuitif avancé par les partisans des jardins selon lequel ils amélioreraient les conditions de vie dans un quartier et contribueraient ainsi à faire monter le prix de l'immobilier a été confirmé par une étude économique menée à New York sur plusieurs décennies. Les auteurs concluent que l'établissement d'un *community garden* a un effet positif sur la valeur des propriétés situées dans un périmètre de trois cents mètres autour du jardin. Ils en déduisent que l'augmentation des impôts payés à la Ville sur ces propriétés rentabiliseraient un investissement municipal dans le développement et le maintien d'espaces verts de quartier²⁸. L'argument purement financier était donc lui aussi battu en brèche. Des tentatives ont également été faites pour quantifier la valeur du travail fourni et des services rendus par les jardiniers. Par exemple, lorsqu'en 1977 1,2 millions de dollars de fonds fédéraux et d'État ont été offerts pour le développement de *community gardens* et de parcs dans le South Bronx, il a été exigé que des fonds locaux soient débloqués pour compléter cette somme. La Ville alors en faillite était bien en peine de remplir sa part

²⁵ Robert Fox Elder, « Protecting New York City's Community Gardens », p. 783.

²⁶ Anne Raver, « Houses Before Gardens, the City Decides », *New York Times*, January 9, 1997.

²⁷ Voir *supra*, p. 132.

²⁸ Vicki Been and Ioan Voicu, « The Effect of Community Gardens on Neighboring Property Values », New York University School of Law, 2006. Disponible en ligne : http://lsr.nellco.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1049&context=nyu_lewp, consulté en janvier 2010.

du contrat et les jardiniers ont donc additionné leurs heures de bénévolat, leur travail de recyclage de matériaux et la production de compost ; ils en ont ensuite évalué la valeur monétaire à trois cent mille dollars²⁹.

Le conflit entre Giuliani et les partisans des jardins était dû à des conceptions différentes de ce dont la ville avait besoin pour être plus vivable. Giuliani avait une vision globale de New York et de ses besoins, alors que les jardiniers avaient une vision très locale des bénéfices apportés à un quartier par leur travail. Pour Giuliani, la municipalité avait besoin de revenus financiers pour sortir de la crise et remédier aux problèmes attribués à la gestion trop libérale de ses prédécesseurs. Il pensait également que le meilleur moyen d'améliorer la qualité de vie d'un quartier était d'y attirer des propriétaires qui apporteraient des investissements et seraient selon lui plus motivés que des locataires pour protéger et améliorer leur environnement, s'assurer que les signes de désordre soient les plus rares possible. Pour les jardiniers et leurs partisans, dont certaines associations en faveur de la construction de logements à loyer modéré, les quartiers en difficulté avaient surtout besoin de la création de lien social, d'espaces verts, de lieux de rencontre et d'expression, de régulation des conflits potentiels liés aux différences culturelles, ce que les *community gardens* étaient à même d'assurer pour un coût minimal.

La combinaison du poids politique du procès intenté par Eliot Spitzer au nom de l'État de New York et du poids financier du Trust for Public Land et de New York Restoration Project a permis un rééquilibrage entre David et Goliath. Giuliani savait qu'il aurait pu vendre ces parcelles à des promoteurs privés pour un prix plus avantageux que ce qu'il obtenait de TPL et NYRP. Mais une vente rapide lui permettait d'espérer la fin de ce litige avec l'État et d'arrêter « ce genre de mauvaise publicité qui naît lorsque des manifestants sont prêts à risquer de se faire arrêter au nom de lilas et de plants de tomates »³⁰. Les réactions des jardiniers à la destruction de leurs œuvres, même dans les rares cas où des sites alternatifs étaient proposés, exprime bien leur attachement à l'espace investi émotionnellement et physiquement. En 1997,

²⁹ Sarah Ferguson, « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », in Peter Wilson Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, p. 85.

³⁰ Dan Barry, « Giuliani Seeks Deal to Sell 63 Gardens to Land Group and End Suits », *New York Times*, May 12, 1999, p. B1.

Ms. Barrios-Paoli, du Housing and Preservation Department, exprimait l'idée que seuls les jardins susceptibles d'obtenir un statut permanent devraient pouvoir signer un bail, en expliquant que « ce statut temporaire brise le cœur de tout le monde. Les gens s'attachent à ces jardins, et puis ça leur brise le cœur »³¹.

Dans un effort pour minimiser le nombre de destructions pures et simples, l'accord de 2002 prévoyait qu'en cas de destruction d'un jardin, un site alternatif soit proposé à proximité, ainsi qu'une aide au déplacement. C'est une solution difficile à mettre en place à Manhattan où la place manque, mais dans le Bronx cela s'est fait à plusieurs reprises, notamment grâce au militantisme de More Gardens ! Edie Stone, directrice de Green Thumb, expliquait dans une intervention lors de la conférence annuelle de l'ACGA que les déménagements sont possibles car les jardins sont dans les individus qui les cultivent plus que dans le lieu où ils se trouvent³². Cependant le déracinement, au sens propre comme figuré, reste douloureux ; un jardinier du Bronx exprime cette douleur, surtout dans les jardins les plus vieux, où le travail effectué est perdu :

« Qu'est-ce qu'on est censé faire, déraciner nos pêchers? Là-bas, le sol est caillouteux. Ça nous a pris plus de vingt ans pour faire ça. On sera morts avant de voir un arbre comme ça là-bas »³³.

Les Bears ont connu un sort similaire en 1997. Ils se sont réimplantés sur le même site après leur déracinement, qui n'en a pas été moins dévastateur. Ils expliquent :

« La réalité c'est que si vous avez un jardin depuis dix ans et que les arbres atteignent le ciel, vous établissez vos racines – littéralement et métaphoriquement parlant »³⁴.

³¹ Citée par Anne Raver, « Is the City Big Enough for Gardens and Houses? », *New York Times*, March 27, 1997.

³² Edie Stone et Erika Svendsen, « Starting Over – Lesson Learned from the Relocation of Community Gardens in NYC », présenté à la 28^{ème} conférence annuelle de l'American Community Gardening Association, 12 août 2007.

³³ Un jardinière cite par David Gonzalez, « The Serpent in the Garden of Renewal », *New York Times*, August 26, 1998, p. B1.

³⁴ Jon Crow, cité par Anne Raver, « Houses Before Gardens, the City Decides », *New York Times*, January 9, 1997.

Une conséquence collatérale du déracinement, en plus de la perte de certaines plantes, est la perte de jardiniers qui passent à autre chose ou abandonnent par dépit :

« They lost a lot of members when the garden got ploughed the first time because they lost the garden and people moved on, got into something else. A lot of people fought so hard not to have it happen, and it happened anyway, and they were so down they decided never to do it again »³⁵.

Un traumatisme supplémentaire survient lorsque les jardins rasés ne laissent place à rien d'autre qu'un terrain vague, peu à peu rempli de déchets, identique à celui que les jardiniers avaient nettoyé et remplacé par des fleurs et des légumes. Ce retour au terrain vague est souvent perçu comme une insulte, un déni total de la valeur du travail effectué par les bénévoles. Jon Crow écrivait, dans une lettre adressée au New York Times en octobre 1997 :

« Comme cela nous avait été demandé, nous avons abandonné notre jardin au début du printemps, travaillant avec une météo souvent inclémente pour remplir notre part de l'accord qui visait à préserver au même endroit un espace plus petit mais permanent pour les Bears. Ce n'est qu'à la fin du mois de septembre que les travaux ont véritablement commencé. Vous pouvez imaginer comme c'était triste d'être traités comme des intrus indésirables sur le terrain que nous avons soigné pendant quinze ans »³⁶.

2. L'inscription dans le quartier et dans les réseaux

Durant les années 1970, la *community* avait une forte valeur politique. Si le terme *community garden* avait été utilisé auparavant, notamment durant la Deuxième guerre mondiale, il n'avait alors pour but que d'indiquer le partage d'un terrain entre plusieurs familles, mais les organisateurs des jardins professaient l'importance de conserver des espaces individuels bien délimités pour éviter les conflits. Chez les

³⁵ « Ils ont perdu beaucoup d'adhérents quand le jardin a été retourné la première fois parce qu'ils ont perdu le jardin et les gens sont passés à autre chose, ont trouvé une autre occupation. Beaucoup de gens se sont durement battus pour que ça n'arrive pas, et c'est arrivé quand même, et ils étaient tellement déprimés qu'ils ont décidé de ne plus jamais recommencer. » Entretien du 18 octobre 2006.

³⁶ Jon Crow, « A Disappearing Garden », *New York Times*, October 9, 1997.

jardiniers guérilleros, l'expression soulignait les racines du mouvement dans le militantisme local, et les avantages créés pour les résidents d'un quartier. Le mouvement s'inscrit dans celui de *community development*, un phénomène qui se produit, selon la définition de Laura Saldivar-Tanaka et Marianne E. Krasny, lorsque « les membres d'une communauté analysent leurs propres problèmes et agissent pour améliorer leurs conditions de vie économiques, sociales, culturelles ou environnementales, et ont le sentiment d'appartenir à la communauté dans son ensemble »³⁷.

La communauté dont les jardins collectifs urbains visent à améliorer la qualité de vie s'étend au-delà des jardiniers et des visiteurs, et c'est ce qui justifie leur existence face à des projets immobiliers. Tout promeneur longeant le jardin, tout résident ayant vue sur la parcelle fait partie de cette communauté. Il en est de même pour toute personne achetant sur le marché un légume produit par ces *community gardens*³⁸ ou consciente de la diversité des plantes cultivées et de l'apport écologique de ces habitats pour la faune et la flore. La communauté d'intérêts s'étend à toute personne engagée dans un projet d'agriculture urbaine ou dans une initiative locale visant l'amélioration de la qualité de vie d'un groupe, quel que soit son lieu de résidence.

Les institutions impliquées dans le développement des *community gardens* négligent généralement de définir la *community*. Même l'American Community Gardening Association, dans son guide sur les principes et pratiques de développement de la communauté grâce au jardinage, utilise le terme sans jamais en préciser le sens³⁹. Ce qui ressort des contextes dans lesquels le mot est employé sont les notions de localité et l'opposition entre *community* et organisations, gouvernementales ou non. Les membres de la *community* sont dans ce cas les résidents d'un espace commun ou

³⁷ Laura Saldivar-Tanaka and Marianne E. Krasny, « Culturing Community Development, Neighborhood Open Space, and Civic Agriculture: The Case of Latino Community Gardens in New York City », *Agriculture and Human Values*, vol. 21, 2004, p. 402.

³⁸ Il est vrai que ce phénomène est peu répandu ; Taqwa Community Farm et la East New York Farm sont les deux cas principaux de vente systématique de la production et puisque cette vente s'effectue sur place, les consommateurs sont uniquement des résidents du quartier. Ce pendant, il est indéniable que cette pratique attire sur la parcelle des personnes qui n'ont par ailleurs aucun intérêt pour le jardinage ou le rapport contemplatif à la nature.

³⁹ Karen Payne and Deborah Fryman, *Cultivating Community: Principles and Practices for Community Gardening as a Community-Building Tool*, American Community Gardening Association, 2001.

quartier, et des personnes dénuées de pouvoir institutionnel. On retrouve ce que Tocqueville appelait tout simplement des « associations qui se forment dans la vie civile, et dont l'objet n'a rien de politique. [...] Les Américains de tous les âges, de toutes les conditions, de tous les esprits, s'unissent sans cesse. [...] Partout où, à la tête d'une entreprise nouvelle, vous voyez en France le gouvernement et en Angleterre un grand seigneur, comptez que vous apercevrez aux États-Unis une association »⁴⁰. Le mouvement des *community gardens* tel qu'il a été mis en place dans les années 1970 représente bien une telle « entreprise nouvelle ».

Lorsque j'ai demandé à des jardiniers et des représentants d'institutions et d'associations impliquées dans le mouvement de *community gardening* de définir ce terme, j'ai reçu plusieurs réponses, souvent précédées d'une pause hésitante. Pour Joanne Morse, du Trust for Public Land, la communauté est définie à la fois par des intérêts communs et un espace partagé⁴¹. On peut noter que la référence spatiale reflète bien la mission de TPL, basée avant tout sur la protection de l'environnement par l'achat de terrains. La définition donnée par Cara Monaco, employée de Green Thumb, est elle aussi influencée par les missions de l'institution qu'elle représente : information, échange, et lien entre les jardins à l'échelle municipale. Mon interlocutrice insiste sur la dimension de la communauté comme réseau, c'est-à-dire l'importance des contacts entre les jardins, qu'ils soient formels ou informels, pour faciliter la circulation des idées, mais également la solidarité. Faisant écho à une remarque antérieure, elle précise également l'importance du caractère unique et original de chaque jardin. La référence à l'évolution au cours du temps indique également une bonne connaissance de l'histoire du mouvement, de son caractère dynamique, et des ajustements nécessaires au cours du temps :

*« [It] is something that evolves over time, resulting from similar intentions, interests and investments while preserving diversity and unique personalities, assets, qualities, in an area »*⁴².

⁴⁰ Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique, tome troisième*, Paris, Michel Lévy frères, 1868, pp. 175-176.

⁴¹ Entretien du 31 mai 2007.

⁴² Entretien du 1^{er} juin 2007 : « C'est quelque chose qui évolue au cours du temps, qui découle d'intentions, d'intérêts et d'investissements similaires tout en préservant la diversité et les personnalités, atouts et qualités uniques d'un lieu. »

Parmi les jardiniers eux-mêmes, il semble que la définition la mieux partagée soit celle de communauté d'intérêts. Au Clinton Community Garden, on me dit par exemple : « *And everybody that comes here shares that need for some little bit of nature* »⁴³. Ce genre de remarque semble faire abstraction de la diversité des motivations des personnes qui fréquentent, activement ou non, les jardins. Pour l'auteur de cette affirmation qui a grandi à la campagne, fréquenter Clinton est essentiellement un moyen de fuir le milieu urbain qui l'opprime, mais pour d'autres prédominent la production de nourriture, la recherche de contact social ou l'envie d'être impliqué dans la vie du quartier.

Le conflit avec le gouvernement de Rudy Giuliani a fait apparaître un aspect paradoxal de la définition de la *community*, qui parfois exclut les jardiniers eux-mêmes. En effet, la *community* est le faire-valoir de ces espaces verts développés indépendamment des circuits de décision habituels, c'est elle qui permet aux jardiniers de justifier leur activité face par exemple au déficit flagrant de logements à loyer modéré. Par conséquent, ils se retirent de l'équation : il est acquis pour tous qu'ils sont les principaux bénéficiaires des *community gardens*, et ce qu'ils doivent prouver est leur utilité pour autrui. Une femme qui cultive une parcelle à Clinton m'a ainsi déclaré :

« *I think it's been something that we've been dealing with since I got here, is a divide between gardeners and community people [...] There are people who just can't separate themselves from the garden, and take every visitor as a potential assailant* »⁴⁴.

Pour elle, les *community people* sont les visiteurs, qui à la fois, paradoxalement, justifient l'existence du jardin en le fréquentant, et sont pour lui une menace potentielle. Et pourtant, la définition stricte des *community gardens* est celle de parcelles cultivées par plusieurs personnes ; le fait qu'ils « servent » une population plus large n'entre pas en compte. Un bon exemple est donné par cette femme membre

⁴³ Entretien du 15 mars 2007 : « Et tous ceux qui viennent ici partagent ce besoin d'un petit peu de nature. »

⁴⁴ « Je crois que c'est quelque chose que nous connaissons depuis que je suis arrivée ici, cette séparation entre les jardiniers et les membres de la communauté. [...] Il y a des gens qui ne peuvent tout simplement pas se distinguer du jardin, et qui considèrent chaque visiteur comme un assaillant potentiel. » (Entretien du 3 juin 2007 avec la présidente du comité directeur).

de l'American Community Gardening Association, dont le jardin privé⁴⁵ qu'elle cultive seule lui permet de vendre des produits à trois marchés différents et une association de *Community Supported Agriculture*, et qui fait don de plants de tomates à plusieurs *community gardens* autour d'elle. Son travail de jardinière affecte donc la communauté, mais, comme le lui a fait remarquer une autre membre d'ACGA : « *You are not a community gardener if you are growing in your backyard. Community gardening is done by a community* »⁴⁶.



Photo 123 : La Isla vue du bout de la 163^{ème} rue, juillet 2007.



Photo 124 : Bainbridge, juin 2007.

Les *community gardens* sont souvent comparés à des oasis, décrits comme des espaces qui permettent de fuir la trop grande densité de New York, parfois étouffante et fatigante. Le plus grand compliment que l'on puisse leur faire est de souligner qu'ils sont en tous points différents de la ville qui les entoure. On évoque le calme, la

⁴⁵ Selon ses dires, le jardin doit être particulièrement impressionnant, avec soixante-quatre parcelles surélevées et deux serres. Cette femme ne précise malheureusement pas où il se trouve, ni quel genre de marchés elle fournit en fruits et légumes.

⁴⁶ Échange de messages sur la liste de diffusion de l'ACGA, 2 février 2010. « Vous n'êtes pas un *community gardener* si vous cultivez le terrain derrière chez vous. Le *community gardening* doit être effectué par une communauté. »

fraîcheur, la beauté de la flore. Une adhérente du Pacific Street Bear's Garden insiste sur le plaisir ressenti lorsque l'on entre dans le jardin :

« When you go inside, it's just a different experience from being outside, I always encourage people to come in. Standing outside that gate and looking in is so very different from walking through it. There's the water sound »⁴⁷.



Photo 125 : Au mois de juillet, la végétation du Pacific Street Bear's Garden déborde sur la rue.



Photo 126 : Pacific Street Bears Garden, février 2007 : le paysage offert par le jardin change du tout au tout selon les saisons.

Pour autant, les jardins ne sont pas coupés du monde urbain qui les entoure. Les Bears subissent les menaces du projet d'Atlantic Yards au même titre que les rues, les bâtiments et les commerces voisins. Inversement, les *community gardens* ont un impact sur le quartier. Physiquement, même vus de l'extérieur, ils offrent un paysage bien plus agréable qu'un terrain vague et, comparés aux immeubles qui les précédaient ou qui pourraient prendre leur place, ils rompent la succession de façades denses et minérales. Cet impact visuel n'est pas le même dans tous les cas, la plupart des jardins sont d'ailleurs glissés dans un interstice du bâti, à peine visibles tant qu'on ne passe pas devant (Photo 123). Mais s'ils se trouvent à une intersection, ils peuvent

⁴⁷ « Quand on entre, c'est tout simplement une expérience différente que lorsqu'on reste dehors, j'encourage toujours les gens à entrer. Se tenir derrière la clôture et regarder à l'intérieur n'a rien à voir avec ce qu'on ressent en traversant le jardin. On entend le bruit de l'eau. » (Entretien du 18 octobre 2007).

difficilement passer inaperçus. C'est le cas des Bears et de Bainbridge, tous deux repérables de loin (Photo 124, Photo 125, Photo 126). De plus, les *community gardens* sont régulièrement récompensés dans les concours d'embellissement des quartiers et contribuent à développer un sentiment de fierté de la part des résidents. D'après une enquête menée par Green Thumb par le biais des dossiers d'inscription déposés par chaque jardin tous les deux ans, la raison principalement invoquée pour la création d'un *community garden* est le facteur esthétique, l'impact sur le paysage du quartier⁴⁸.

Lorsque j'ai demandé aux jardiniers ce que leur travail apportait au quartier, la réponse qui revenait le plus souvent était la création d'îlots verts là où ils manquent cruellement :

« In this neighbourhood, this is it, as far as green space. This is it. There are playgrounds, but no parks »⁴⁹.

« One problem is this neighborhood has only recently opened up with more parks. That playground over there, two years ago, you wouldn't believe how bad that playground was. It was, I mean my kids play there every so often, but I used to cringe walking by it, cause I knew they would ask me if they could play there, but it was filthy, it was broken, it was a major pigeon hang out, so if you sat under a tree, you'd be covered... there was glass, there were people doing drugs, it was terrible. I mean, people still used it, but it was an awful place. [...] So I think the lack of nearby parks, probably the closest one is Central Park, which is a bit of a walk, it takes about half an hour to get there, whereas if you live within ten blocks you're here in a few minutes. So I think that's... and I think people walk by and they see... they don't see this in every park. They don't see this kind of variety and flowers. It would be very expensive to do it, and if you had to pay people to do it. Here it looks great because people are here all week-end »⁵⁰.

⁴⁸ Edie Stone et Erika Svendsen à la conférence de l'ACGA, 2007.

⁴⁹ « Dans ce quartier, c'est tout ce qu'il y a, en termes d'espaces verts. C'est tout. Il y a des terrains de jeux, mais pas de parcs. » (Entretien du 15 mars 2007 avec une membre de Clinton).

⁵⁰ « Un des problèmes est que ce quartier n'a ouvert de nouveaux parcs que récemment. Ce terrain de jeux là-bas, il y a deux ans, vous ne pouvez pas imaginer dans quel état il était. Je veux dire, mes enfants jouaient là-bas de temps en temps, mais je me crispais quand on passait devant, parce que je savais



Photo 127 : La *junk tower* en 2003.

Source : *Roadside America*, <http://www.roadsideamerica.com/tip/7533>.

Des échanges matériels se font entre l'intérieur et l'extérieur du jardin, notamment des plantes et de la terre. Une adhérente de Clinton me dit qu'elle ramène régulièrement de la terre du Maine où vit sa sœur, et qu'elle a également rapporté des plants de myrtilles de là-bas. Des objets de récupération passent de la rue à la parcelle, souvent dans un but utilitaire, par exemple planter des fleurs dans de vieilles bassines, mais également parfois dans un but décoratif ou artistique, comme en témoignait la célèbre *junk tower* du 6th Street and Avenue B Community Garden dans le Lower East

qu'ils me demanderaient s'ils pouvaient y jouer, mais c'était dégoûtant, tout était cassé, il y avait énormément de pigeons, alors si on s'asseyait sous un arbre on était couvert... il y avait du verre, il y avait des drogués, c'était horrible. Les gens l'utilisaient quand même, mais c'était un endroit atroce. Alors je pense que c'est une des raisons pour lesquelles beaucoup de gens venaient ici avec leurs enfants. [...] Alors je pense que le manque de parcs à proximité, le plus proche est probablement Central Park, ça fait une petite trotte, il faut à peu près une demi-heure pour y aller, alors que si on vit dans un rayon de dix blocs, on peut être ici en quelques minutes. Je pense que c'est ça... et je pense que les gens passent devant et voient... ils ne voient pas ça dans tous les parcs. Ils ne voient pas cette diversité et ces fleurs. Je veux dire que beaucoup de parcs ont des fleurs, mais pas à ce point parce que ça coûterait trop cher en entretien. Ce serait très onéreux de le faire, et s'il fallait payer des gens pour le faire. Ici c'est superbe parce que les gens sont là tout le week-end. » (Entretien du 3 juin 2007 avec la présidente de Clinton).

Side. Cette sculpture de plus de dix mètres de haut était constituée de jouets et autres objets ramassés dans les poubelles par son créateur, Eddie Boros ; elle a été détruite en septembre 2010 par le Parks Department, pour des raisons de sécurité⁵¹. Dans le jardin de Riker's Island, probablement le plus isolé physiquement, des arbres et des plantes ornementales sont installés dans la serre, puis transportés et replantés dans la ville par la New York Horticultural Society. D'autres jardins font don de leur production à des programmes de soupe populaire. Il existe donc un mouvement de va et vient par lequel les jardins et la ville se nourrissent mutuellement.

Malgré ces aspects positifs, les *community gardens* ne sont pas toujours parfaitement bien accueillis dans un quartier, et ils sont parfois victimes d'actes de vol et de vandalisme⁵². La comédie *Joe's Apartment*, aussi caricaturale soit-elle dans sa représentation des partisans des *community gardens*, illustre de manière assez poignante leurs efforts pour nettoyer un terrain vague dans le Lower East Side dévasté des années 1980 et la destruction immédiate du fruit de leur travail par les trafiquants de drogue et les sans abris du quartier⁵³. Les vols sont parfois perpétrés par des jardiniers eux-mêmes et ne peuvent donc tous être imputés à une hostilité à l'égard de ces entreprises. Quoi qu'il en soit, ils semblent être plus ou moins inévitables et de nombreux jardiniers s'en accommodent⁵⁴.

Mais d'autres formes de vandalisme sont rapportées, notamment l'utilisation du jardin comme dépotoir par les passants qui y lancent des déchets depuis la rue. Chez les Bears le problème est récurrent :

« One of our garden chores is to just walk around and pick up trash. People throw stuff over. This summer we were having a barbecue in the garden, and we heard this big smash. This guy, his car window had broken, and he took it and just threw it over the fence and into the garden,

⁵¹ *Roadside America*, <http://www.roadsideamerica.com/tip/7533>, consulté en septembre 2010.

⁵² Donna Cornachio, « A New Garden Pest: Pilferers in the Produce », *New York Times*, July 26, 1992, p. 428.

⁵³ John Payson, *Joe's Apartment*, États-Unis, 1996. L'ironie est que pour tourner ce film, les producteurs avaient prévu de détruire un *community garden* dont le contrat avec la ville n'avait pas été renouvelé mais qui avait encore quelques mois de sursis. Les jardiniers et résidents du quartier ont réussi à éviter cette destruction en manifestant déguisés en blattes, héroïnes animées de ce film. « Gardeners Squash Roach Movie Plan », *New York Times*, April 16, 1995, p. CY6.

⁵⁴ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening*, p. 181.

all this broken glass. A woman went out and yelled at him, he said 'I thought this was just a vacant lot'. Does this look like a vacant lot? People do stuff like that. Once someone threw a bottle while I was there, it came whizzing by me and into the pond. It was a baby bottle. They do that a lot with newspapers »⁵⁵.

Une solution volontiers proposée est d'attirer les auteurs du vandalisme vers le jardin, car « la meilleure protection disponible dans n'importe quel quartier est d'impliquer le quartier »⁵⁶. S'ils participent à l'entretien du lieu, ils établiront des liens avec les jardiniers et se sentiront concernés par l'état du jardin. Ils auront tendance à respecter l'espace et les personnes⁵⁷. Certains jardiniers pensent que les vols résultent d'un manque d'information sur ce qu'est une plante et sur le fait qu'elle ne survivra pas à l'arrachage⁵⁸. Fournir cette éducation est donc le meilleur moyen de mettre fin aux actes destructeurs. C'est une belle idée, qui reflète bien l'esprit de communauté, d'inclusion, de développement de liens sociaux. Cependant, il n'est pas toujours aisé d'identifier les auteurs du vandalisme, et les inviter à entrer dans le jardin présente un risque que ceux qui y ont investi du temps et de l'énergie ne sont pas toujours prêts à prendre. La peur du vol et du vandalisme a donc poussé la grande majorité des jardins à se munir de clôtures cadenassées⁵⁹. À Clinton, les mesures de protection sont allées en se multipliant : un cadenas dont seuls deux ou trois adhérents ont la clef a été rajouté la nuit, des plaques de plastique transparent ont été collées à la grille le long

⁵⁵ « Une de nos corvées dans le jardin est de faire le tour et de ramasser les ordures. Les gens balancent des choses par-dessus la clôture. Cet été on était en train de faire un barbecue, et on a entendu un gros bruit. Ce type, la fenêtre de sa voiture était cassée, et il l'a prise et l'a balancée par-dessus la clôture dans le jardin, tout ce verre brisé. Une femme est sortie et lui a hurlé dessus, il a dit 'Je croyais que c'était juste un terrain vague'. Est-ce que ça ressemble à un terrain vague ? Les gens font des trucs comme ça. Un jour quelqu'un a balancé une bouteille pendant que j'étais là, elle est passée en sifflant juste à côté de moi et est tombée dans la mare. C'était un biberon. Ils font beaucoup ça avec les journaux. » (Entretien du 18 octobre 2006).

⁵⁶ Email sur la liste de diffusion de l'ACGA, 15 octobre 2008.

⁵⁷ Email sur la liste de diffusion de l'ACGA, 8 mars 2008 et Olive Evans, « On City Lots, Tomato Plants Are Rising Out of the Ashes », *New York Times*, June 21, 1975, p. 22.

⁵⁸ Anne Raver, « As Queens Changes, The Gardens Remain », *New York Times*, June 5, 1997.

⁵⁹ Ironiquement, la première clôture installée à Bainbridge a été elle-même volée dans la nuit qui a suivi. Aujourd'hui, si un nouveau *community garden* voit le jour, la clôture est le premier élément mis en place.

des parcelles de l'est du jardin, pour empêcher les chiens – et occasionnellement les humains⁶⁰ – d'uriner depuis la rue.



Photo 128 : Vue de l'intérieur du Pacific Street Bear's Garden en pleine floraison, juillet 2008 : les jardiniers et les visiteurs sont isolés du milieu urbain alentour.



Photo 129 : Vue de l'intérieur de Bainbridge, août 2007 : seule la grille de métal sépare le jardin de la rue, et ne bloque ni la vue ni la communication entre les deux.

L'installation de la clôture de Clinton a ouvert un débat sur la nature paradoxale des *community gardens*, à la fois collectifs et privés. La question s'est faite plus pressante en 1986, au moment où le jardin était passé sous la juridiction du Parks and Recreation Department et attendait un vote – qui s'est avéré négatif – pour déterminer s'il serait inscrit au cadastre en tant que parc public. Si cela avait été le cas, le danger était que la présence de la clôture crée un précédent pour d'autres parcs publics, redéfinissant complètement leur rôle dans la ville⁶¹. La différence ici était bien sûr la nature bénévole du travail fourni, l'impossibilité de surveiller les lieux en

⁶⁰ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening: a Handbook for Gardening Without Boundaries*, New York, Bloomsbury, 2008, p. 182.

⁶¹ Contrairement à de nombreux parcs et jardins publics parisiens, ceux de New York ne sont pas clôturés et sont donc accessibles jour et nuit.

permanence, et une représentante du *borough* de Manhattan est allée jusqu'à suggérer que des gardes privés devraient être employés à cette fin⁶². Une telle pratique aurait bien évidemment transformé le rapport au *community garden*, lui faisant perdre de sa spécificité en tant qu'initiative locale et non-gouvernementale. Richard Reynolds explique à propos de ce genre de débat :

« Nous aidons à définir ce qu'est l'espace public aujourd'hui. Il est public seulement s'il est ouvert. On peut l'apprécier et se tenir à côté, mais on ne peut pas réellement en profiter s'il n'est pas ouvert. Certains *community gardens* ressemblent plus à des espaces privatisés [...] alors les gens passent devant et n'entrent pas. Les gens ont tendance à penser que tout est privé de nos jours »⁶³.

Il a donc fallu instaurer des heures d'ouverture hebdomadaires obligatoires et, dans le cas de Clinton, l'obligation de fournir les clefs de la grille principale :

*« We had had our share of prostitutes sleeping in the garden and crack vials and so on. The fence did help a bit but people would climb over, some would cut through it. But with that came the fact that, under the Parks Department, even though it was a community garden, the public had to be let in. Mallory wasn't happy with that. [...] We also got a grant, and we bought a really nice fence. And it was locked, we wanted to keep it locked. Parks said ok, but it has to be opened during daylight. And the keys have to be available to the public, that was the compromise »*⁶⁴.

Les clôtures elles-mêmes, contrairement aux palissades qui entourent les terrains vagues (Photo 130), ne bloquent pas la vue ni la communication entre le jardin et la rue. Ce sont les choix des jardiniers en matière de végétation qui, à la belle saison, définissent le degré de perméabilité des frontières. Clinton et les Bears ont tendance à s'isoler le plus possible en s'entourant de véritables murs végétaux (Photo 128). On a

⁶² « A Locked Park For West Side? Board to Decide », *New York Times*, Nov. 20, 1986, p. B20.

⁶³ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening*, p. 240.

⁶⁴ « Nous avons notre lot de prostituées qui dormaient dans le jardin, des fioles de crack etc. La clôture a un peu aidé, mais les gens l'escaladaient, certains y faisaient un trou. Mais avec ça il s'est avéré que, sous la juridiction du Service des Parcs, même s'il s'agissait d'un *community garden*, il fallait laisser entrer le public. Mallory en était assez mécontente. [...] On a aussi reçu une bourse, et on a acheté une clôture vraiment belle. Et elle était fermée à clef, on voulait la garder fermée. Le Service des Parcs a dit ok, mais elle doit rester ouverte pendant la journée. Et les clefs doivent être disponibles pour le public, c'était le compromis. » (Entretien du 13 mars 2007 avec une adhérente de Clinton).

vu que Bainbridge et La Isla, situés dans des quartiers beaucoup plus calmes où existe une tradition de surveillance sociale, la visibilité reste très grande (Photo 129). Cependant, chez les Bears la frontière n'est pas totalement hermétique :

« Here I like it when I'm working in the garden, people stop and talk to me through the fence, saying nice things. For all the bottles being thrown in there, there are people saying nice things, so that's nice »⁶⁵.



Photo 130 : Une palissade bloque la vue sur un terrain vague, Brooklyn, avril 2007.

Cette situation ambiguë de lieux qui ne sont ni publics ni privés, mais qui optent pour une protection qui en limite l'accès, pousse les jardins à faire connaître leur statut, à inviter la communauté à s'investir, mais également à créer des liens, à s'insérer dans des réseaux pour ne pas se replier sur eux-mêmes. Pour certains, ce repli serait néfaste car il alimenterait les critiques faites à l'égard de ces espaces comme étant le privilège d'une poignée d'égoïstes ; pour d'autres, le raisonnement est idéaliste : le repli serait contraire à l'esprit même de partage, de solidarité et d'apprentissage par le contact avec une population diverse. Malgré les heures d'ouverture au public obligatoires et les efforts d'information, le message social des

⁶⁵ « Ici j'aime bien, quand je travaille dans le jardin, les gens s'arrêtent et me parlent à travers la clôture, ils disent des choses gentilles. Pour chaque bouteille lancée dans le jardin, il y a des gens pour dire des choses agréables, c'est bien. » (Entretien du 18 octobre 2006).

community gardens reste peu connu et les passants ne comprennent pas forcément leur rôle ni leur statut, n'ont pas connaissance du fait qu'ils y ont accès ou peuvent venir y travailler malgré la présence de grilles et de cadenas⁶⁶ :

« *That's why we put up those signs, because people are always like "can we come in?", and I say "this is your garden too, it's owned by the Brooklyn-Queens Land Trust, we're volunteers and volunteer in the garden. It looks like there's this huge lock, but you can come by during open hours, and there are other times when you can come by" »*⁶⁷.

Mais les panneaux et les invitations orales ne sont pas toujours suffisants. Les heures d'ouverture sont parfois difficiles à maintenir à cause du nombre restreint de bénévoles, et elles ne sont généralement pas suffisantes pour donner aux visiteurs potentiels l'impression qu'ils sont devant des lieux accueillants, en comparaison avec un parc public⁶⁸. Attendre les moments où les grilles s'écartent ou appeler Green Thumb pour se renseigner peut sembler trop compliqué :

« *And finally, in 1996, I came to live at Atlantic Avenue between 4th and 3rd Avenues. On my way to Prospect Park, I passed by the Bears garden many times. A mystery triangle of green foliage enclosed by an iron fence. Most of the times I passed the garden was locked. I peered through the fence and the garden was quiet, with no one on sight. A handmade sign on the entrance over Flatbush, read something like: Bears garden, everyone welcome, for more info call 718 I thought, this is a great place to relax, to smoke a joint, may be to come play the guitar with friends. But I never called »*⁶⁹.

⁶⁶ Cette ignorance peut sembler surprenant au vu des campagnes médiatiques décrites dans cette thèse, mais en-dehors des périodes de crise, les *community gardens* font finalement peu parler d'eux auprès du grand public. Il est cependant possible que cela change avec l'implication déjà mentionnée de Michelle Obama à travers la création du potager de la Maison Blanche.

⁶⁷ « C'est pour ça qu'on affiche ces pancartes, parce que les gens demandent toujours "on peut entrer ?", et je dis "c'est aussi votre jardin, il appartient au Brooklyn-Queens Land Trust, on est bénévoles et on travaille bénévolement dans le jardin. On voit cet énorme cadenas, mais vous pouvez entrer pendant les heures d'ouverture, et il y a d'autres moments auxquels vous pouvez passer". » (Entretien du 18 octobre 2006 chez les Bears).

⁶⁸ Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, p. 376.

⁶⁹ « Enfin en 1996 je suis venu vivre sur Atlantic Avenue entre la 4^{ème} et la 3^{ème} avenues. En allant à Prospect Park, je suis passé devant le Bear's Garden de nombreuses fois. Un mystérieux triangle feuillu

Il n'est pas évident de faire connaître ces espaces aux personnes étrangères au mouvement, et donc de les intégrer à la *community*, mais une autre forme de communauté, beaucoup moins spatialisée, s'est cristallisée autour des jardins. Malgré l'hétérogénéité sociale, culturelle, professionnelle des personnes impliquées, l'intérêt partagé pour le jardinage urbain a permis de développer une forme de solidarité, surtout en période de crise. Dans l'introduction de l'ouvrage collectif consacré aux « passions ordinaires », Christian Bromberger explique :

« Dans la plupart des cas, la participation à une association est, on l'a dit, la preuve tangible d'un engagement fervent. Dans ce cadre, où la communauté d'intérêt l'emporte sur les différences de statut, se tempèrent les contraintes de l'ordre social quotidien, s'instaurent relations et paroles complices et le sentiment d'une chaleureuse cohésion perdue dans la vie ordinaire. Le groupe se reconnaît des héros, des leaders, locaux et nationaux, des chantres emblématiques [...] qui scellent et concrétisent ce sentiment d'appartenance »⁷⁰.

Le conflit entre le mouvement des *community gardens* et l'administration de Rudolph Giuliani a poussé les jardiniers à réagir collectivement. Auparavant, des jardins étaient détruits de manière isolée, ils ne savaient pas forcément comment se battre face à la ville ou à des propriétaires privés, en partie parce qu'ils reconnaissaient eux-mêmes leur statut intérimaire, surtout dans les cas où le jardin n'existait que depuis quelques saisons. En 1981, un *community garden* était installé sur un terrain près de Broadway sur lequel plusieurs propriétaires successifs avaient dû renoncer à leurs projets immobiliers pour des raisons financières. Lorsqu'un énième promoteur a enfin été prêt à construire et a donc annoncé la destruction imminente du jardin, ses fondateurs, pourtant déçus de voir leur projet remplacé par des appartements de luxe,

entouré d'une clôture de fer. La plupart du temps quand je passais le jardin était fermé à clef. Je regardais à travers la clôture et le jardin était calme, on ne voyait personne. Une pancarte faite à la main à l'entrée sur Flatbush disait quelque chose comme : Bear's Garden, tout le monde est bienvenu, pour plus d'information appeler le 718..... Je me disais, ce serait un endroit parfait pour me détendre, fumer un joint, peut-être pour venir jouer de la guitare avec des amis. Mais je n'ai jamais appelé. » (Message électronique du 1^{er} novembre 2006).

⁷⁰ Christian Bromberger, dir., *Passions ordinaires, du match de football au concours de dictée*, Paris, Hachette, 1998, p. 32.

ont simplement baissé les bras en disant, « Qu'est-ce qu'on y peut ? »⁷¹. C'est finalement face à la menace massive de la politique urbaine de Rudolph Giuliani que les jardiniers ont dû se rendre à l'évidence que leur mouvement lui-même, et pas seulement quelques jardins, risquait l'extinction s'ils ne passaient pas à l'action. Adam Honigman, figure phare de Clinton Community Garden et du mouvement en général, tenait ce propos souvent repris : « Le jardinage collectif, c'est 50 % de jardinage et 100 % de politique ». Sally McCabe, alors vice-présidente de l'ACGA, explique en 1997 :

« Ils ne deviennent pas forcément militants, mais les jardiniers ont en tout cas besoin de se faire entendre, ces temps-ci. Ils n'ont pas d'autre choix que de s'exprimer fermement, parce que le peu de terrain encore disponible est en train de disparaître »⁷².

Ceci est confirmé par les Bears :

*« I just thought, I want to garden, you know, but then you get pulled in... I mean, a lot of people are just there for gardening, but if you won't deal with the politics, at some point the garden will be compromised. You have to get involved into all those other little things. If everybody does a little, then you get a lot done »*⁷³.

Même durant cette période critique, le combat semblait inimaginable pour certains. Ils n'avaient pas les outils politiques et culturels pour comprendre les ramifications du problème et identifier les leviers de l'action, ou ils se trouvaient dans des situations précaires et craignaient les conséquences que pourrait avoir l'insoumission face aux décisions du gouvernement. Racontant la « mort de Little Puerto Rico », un jardin du Lower East Side aménagé en 1987 par les résidents *latinos* pour reprendre possession de leur quartier envahi par les trafiquants de drogue depuis

⁷¹ Carter B. Horsley, « High-Rise Complex Planned on 96th Street », *New York Times*, May 24, 1981, p. 29.

⁷² Citée par Elsa Brenner, « Against the Odds, Gardeners Battle to Keep Scarce Space », *New York Times*, June 8, 1997.

⁷³ « Je me suis juste dit, je veux jardiner, vous savez, mais on se fait entraîner... Je veux dire, beaucoup de gens viennent juste pour jardiner, mais si on ne s'occupe pas du politique, à un moment ou à un autre le jardin risque d'être compromis. Il faut s'impliquer dans toutes ces autres petites choses. Si chacun en fait un petit peu, alors on accomplit beaucoup de choses. » (Entretien du 18 octobre 2006).

les années 1970, Sarah Ferguson, militante et auteur d'une brève histoire des *community gardens* de New York, explique :

« Travaillant avec les jardiniers de Mendez [un autre jardin du quartier menacé de destruction] et des militants de la New York City Garden Preservation Coalition, nous avons organisé des rassemblements et des conférences de presse pour accuser la ville de discrimination culturelle. [...] Les gens de mon jardin nous accompagnaient à contrecœur. Contrairement aux « guerriers » de Chico Mendez, comme ils s'appelaient eux-mêmes – des poètes instruits et des militants férus de coups médiatiques – de nombreux jardiniers de Little Puerto Rico avaient peur de perdre leurs aides sociales ou de voir leur nationalité remise en question »⁷⁴.

Gordon S. Black explique que le choix d'une minorité de participer ou non au conflit est fonction du « rapport entre la valeur potentielle engendrée pour le groupe par le fait de gagner et le coût potentiel du fait de perdre »⁷⁵. C'est pourquoi, avant d'en arriver aux manifestations où l'on se costumait en fleurs et en papillons géants ou aux chaînes humaines protégeant les jardins menacés, il a été vital pour le mouvement de constituer des réseaux à l'échelle de la ville, afin de gagner en visibilité et en poids politiques. Green Thumb et les Green Guerillas existaient déjà à cette échelle. Des rencontres et des échanges de savoir ou de ressources se faisaient déjà. En 1995, lorsque le DOME Garden⁷⁶ sur la West 84th Street dans le Upper West Side de Manhattan a été rasé malgré une forte résistance, sa clôture a été récupérée par le Council on the Environment of New York City⁷⁷ et remplacée dans un jardin de Brooklyn nouvellement planté⁷⁸. Des visites de plusieurs jardins d'un quartier, incluant parfois des jardins privés, ont souvent été organisées, permettant la

⁷⁴ Sarah Ferguson, « The Death of Little Puerto Rico », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, p. 69.

⁷⁵ Gordon S. Black, « Conflict in the Community: A Theory of the Effects of Community Size », *The American Political Science Review*, vol. 68, n°3, Sep. 1974, p. 1249.

⁷⁶ Il tenait son nom du groupe qui le gérât, Development of Opportunities through Meaningful Education. Emily M. Bernstein, « DOME Garden Won't Go to School », *New York Times*, Oct. 10, 1993.

⁷⁷ Voir la description des institutions en première partie.

⁷⁸ Martin Stoltz, « A Garden Grows on McKibbin St., with Help from an Upper West Side Fence », *New York Times*, February 19, 1995, p. CY10.

mutualisation d'idées et d'expériences⁷⁹. Jon Crow, membre fondateur des Bears, reconnaît également l'utilité de ces visites, pour consolider les réseaux, les rendre plus personnels et moins institutionnels. Réticent sur le principe du Brooklyn-Queens Land Trust⁸⁰ qui réunit d'après lui des jardins trop différents les uns des autres, il privilégie les rapports tissés dans la proximité géographique :

« Last spring [Jon Crow] organized these 'Green with Envy' tours two different week-ends, two different loops. That was very fun, we did loops that were doable by bike or by walking. So we got to see other gardens, we went to a lot of other gardens that I'd never seen. People from all the different gardens came, and people from the land trust, or from other boroughs. And we ended it with a barbecue in a garden, started out with breakfast at another garden. It was just great. It helped have the sense of a community »⁸¹.

La communication par internet est un facteur clef pour la constitution de réseaux d'échange élargis :

« We used to just call people, but now we have a yahoo group, we're all connected by email. It does not just include people from the garden, it also includes people from BQLT, that owns us now, it includes different people in different gardening circles. They can post their events, ask for help for other gardens »⁸².

⁷⁹ Voir par exemple « Cultivated Brooklyn », *New York Times*, June 14, 1998, p. CY12, ou « A Walking Tour of Gardens, Some Saved from Auction », *New York Times*, May 30, 1999, p. CY12.

⁸⁰ Voir *supra*, p. 151.

⁸¹ « Au printemps dernier [Jon Crow] a organisé ces promenades 'Verts de jalousie', deux week-ends différents, deux boucles différentes. C'était vraiment sympa, on a choisi des boucles qui étaient faisables en vélo ou à pieds. Alors on a pu voir d'autres jardins, on est allés à des tas de jardins que je n'avais jamais vus. Des gens de tous les jardins sont venus, et des gens du trust, ou des autres *boroughs*. Et on a terminé par un barbecue dans un jardin, on avait commencé avec un petit déjeuner dans un autre jardin. C'était génial. Ça nous a aidés à développer le sentiment d'appartenir à une communauté. » (Entretien du 18 octobre 2006).

⁸² « Avant on se contentait de téléphoner aux gens, mais maintenant on a un groupe yahoo, on est tous connectés par email. Ça ne concerne pas seulement les gens du jardin, ça inclut aussi les gens de BQLT, à qui on appartient maintenant, ça inclut différentes personnes de différents groupes de jardinage. Ils peuvent afficher les événements qu'ils organisent, demander de l'aide pour d'autres jardins. » (*Ibid.*).



Photo 131 : Célébrations du solstice d'été organisées par Green Thumb dans le W 132nd Street Garden, à Harlem, 21 juin 2007. Don de plantes, concerts, vente de nourriture et d'artisanat local dans la rue, fermée à la circulation pour l'occasion.

Mais c'est surtout dans l'urgence des manifestations et dans l'enchaînement des poursuites judiciaires contre la vente des jardins, puis par le regroupement sous la tutelle de divers organismes que les jardiniers ont établi des liens, découvrant les bases communes de leurs projets qui étaient nés indépendamment les uns des autres. La communauté des jardiniers s'est construite en deux étapes, passant de l'échelle d'un jardin à celle de l'ensemble des *community gardens* de New York City. Quant à la communauté des personnes qui tirent les bénéfices de ces lieux urbains de nature, elle est passée des résidents du quartier à l'ensemble des New Yorkais. Depuis 1997, Green Thumb organise ainsi une célébration du solstice d'été dans un *community garden* de la ville. Tous y sont bienvenus, la rue est fermée à la circulation, des concerts et de la nourriture invitent à la convivialité, des plantes sont offertes aux participants, etc. (Photo 131). Jusqu'en 2006, l'événement était organisé au Clinton Community Garden, considéré comme une vitrine idéale du succès de ces jardins.

Ces réseaux d'entraide aux jardins menacés ont également été développés au niveau national. Une journaliste racontait en 1999 que les Green Guerillas avaient fait venir de Californie David Brower, figure de proue du mouvement environnementaliste, et des partisans de l'agriculture locale biologique – une

restaauratrice et un agriculteur – afin qu’ils expliquent devant les caméras, dans un jardin, la valeur des *community gardens*⁸³. Auparavant, grâce à sa campagne de collecte de fonds, le Clinton Community Garden avait reçu des dons et des lettres de soutien de tout le pays.

La crise qui menaçait les jardins a précipité la mise en place de tous ces réseaux, et aujourd’hui encore les jardins qui ont le plus besoin d’aide cultivent ces liens plus que les autres. Bainbridge et La Isla dépendent de l’appui matériel de diverses associations, alors que Clinton fonctionne de manière indépendante. Mais les Bears démontrent bien que le besoin n’est pas la seule raison de cultiver sa place dans les réseaux : il y a aussi l’expression de la solidarité, le désir de se rencontrer et d’apprendre. C’est pour cela que l’accord de 2002 entre la Ville et l’État de New York n’a pas mis fin à cette communauté par réseaux. En plus du solstice d’été, Green Thumb propose des ateliers et une journée d’inscription, tous les deux ans, durant laquelle des jardiniers de toute la ville peuvent se retrouver. Ces ateliers ont souvent lieu dans un jardin, visité pour l’occasion par des résidents d’autres quartiers. Les ateliers et les forums de la New York City Community Gardening Coalition ou des Green Guerillas permettent de se retrouver plusieurs fois par an⁸⁴.

Les *community gardens* composent un monde à multiples facettes, ils engagent une population diverse qui fait face à des problèmes variés ; les communautés d’intérêts dont ils peuvent faire partie sont donc nombreuses. Ils sont ancrés dans un quartier, ils sont donc impliqués dans sa vie et ils peuvent s’associer à d’autres organisations engagées dans la défense de la qualité de vie locale. Les Bears sont ainsi entrés dans la lutte contre le projet de Ratner à Atlantic Yards. La Isla joue à Highbridge un rôle important en faveur des enfants et des adolescents, adjoignant ses forces à Taqwa et au *community center*. Dans les années 1990, lorsque l’administration de Giuliani a essayé de retourner l’opinion publique contre les jardins en arguant qu’ils prenaient la place de logements à loyer modéré dont la ville manquait cruellement,

⁸³ Sue Halpern, « Garden-Variety Politics », *Mother Jones*, Sep/Oct. 1999 <http://motherjones.com/politics/1999/09/garden-variety-politics>, consulté en février 2010.

⁸⁴ Les membres de ces associations se réunissent tous les mois pour prendre des décisions de fonctionnement et discuter de problèmes éventuels, et chaque groupe organise de surcroît un événement annuel de plus grande envergure, généralement sur une journée entière, au cours duquel un plus grand nombre de jardiniers peut se retrouver.

surtout dans les quartiers les plus défavorisés, elle a en partie échoué, car elle n'a pas tenu ses promesses concernant la construction de tels logements. D'autre part, des groupes de défense du droit au logement se sont joints aux jardiniers pour protester contre l'arasement de ces espaces verts, affirmant que « ce ne sont pas les jardins qui font obstacle aux logements abordables – c'est Giuliani ». Pour les partisans des logements à loyer modéré, la politique de Giuliani relevait d'une volonté de gentrification de quartiers comme le Lower East Side, qui en aurait délogé les résidents les plus pauvres. Les deux groupes de militants partageaient le désir d'améliorer la qualité de vie dans leurs quartiers, et les logements sociaux et les jardins semblaient être une combinaison intéressante pour atteindre ce but⁸⁵. C'est ce que Gary Kreps et Dennis Wenger, dans leur théorie du conflit, appellent la « polarisation », une convergence entre partisans d'une même cause : « [...] au fur et à mesure que des relations sont nouées ou brisées en termes de forces d'opposition, la géographie sociale de la communauté est altérée »⁸⁶. Giuliani a donc « polarisé » contre sa politique urbaine deux groupes *a priori* en compétition pour l'usage des mêmes espaces, les partisans des logements et ceux des jardins.

Cette multiplicité d'intérêts et de services rendus par les *community gardens* permet leur inscription dans un grand nombre de réseaux, ce qui renforce leur enracinement dans la vie urbaine à toutes les échelles. Ce que cet enracinement multipolaire apporte à la ville sera le sujet du dernier chapitre.

3. Comment intégrer les jardins dans la ville?

Pour le juriste Robert Fox Elder, l'accord signé en 2002 entre la Ville et l'État de New York est avant tout un compromis politique entre le besoin d'espaces verts et celui de logements, visant à résoudre l'impasse entre les partisans de l'un et de l'autre⁸⁷. En revanche, cet arrangement ne résout pas le problème de la place que les

⁸⁵ Miriam Axel-Lute, « Divide and Conquer », *Shelter Force Magazine*, May/June 1998, n. p.

⁸⁶ Gary A. Kreps and Dennis E. Wenger, « Toward a Theory of Community Conflict: Factors Influencing the Initiation and Scope of Conflict », *The Sociological Quarterly*, vol. 14, n°2, Spring 1973, p. 168.

⁸⁷ Robert Fox Elder, « Protecting New York City's Community Gardens », p. 789.

community gardens peuvent tenir à long terme dans la ville, d'autant plus qu'il a privilégié les jardins des quartiers les plus gentrifiés : beaucoup de ceux des quartiers les plus pauvres se sont retrouvés sous la juridiction du Housing and Preservation Department, qui avait le droit de les détruire ou de les déplacer pour construire des logements à leur place⁸⁸. À quelques mois de la fin de cet accord⁸⁹, il faut de nouveau poser la question, pour New York et les autres villes. La question de l'accès à l'espace urbain disponible se pose de manière différente dans d'autres contextes nationaux. Au Canada par exemple, où la décadence urbaine, même dans les années 1970, a été bien moins intense qu'aux États-Unis, les terrains vagues étaient et sont toujours moins nombreux⁹⁰. Avant même la question de la compétition des usages pour ces espaces se pose celle de la disponibilité de terrains.

New York, ville pionnière en matière de *community gardens*, tient aujourd'hui encore une place prédominante dans le mouvement et est remarquable par la violence des rapports entre les jardins et la municipalité. Ce n'est pas le cas dans toutes les villes, dont certaines ont tiré les leçons directes d'une telle violence politique et émotionnelle et conçu des programmes de développement du jardinage urbain en accord direct avec le gouvernement. En 2000 déjà, avant que la crise new yorkaise ne soit résolue, une étude sur les espaces verts de quartier dans six villes américaines a été menée dans le but de formuler des recommandations pour Baltimore. Dans les discours recueillis auprès de jardiniers new yorkais inquiets pour leur avenir, les auteurs

⁸⁸ Cindy Rosenthal, « New York's Community Gardens: Follow-up », *The Drama Review*, vol. 47, n°1, Spring 2003, p. 8.

⁸⁹ Au mois de juillet 2010, les jardiniers, la municipalité et l'État étaient encore en train de négocier les termes d'un prochain accord.

⁹⁰ Diane Hall, « Community Gardens as an Urban Planning Issue », mémoire de Master, non publié, University of British Columbia, April 1996, p. 40. Sur les jardins canadiens, voir aussi par exemple Nathalie Bouvier-Daclon et Gilles Sénécal, « Les jardins communautaires de Montréal : un espace social ambigu », *Loisir et Société / Society and Leisure*, vol. 24, n°2, automne 2001, pp. 507-531 et les travaux de Stefan Reyburn, « Évaluation de la contribution de l'agriculture urbaine communautaire montréalaise à l'amélioration du cadre de vie », Doctorat en études urbaines, Institut National de la Recherche Scientifique, Université du Québec à Montréal, mars 2006 ; « Le cadre de vie et les jardins potagers communautaires à Montréal », *VertigO*, vol. 3, n°2, octobre 2002 ; avec Gilles Sénécal, « Le développement de l'agriculture urbaine communautaire à Montréal : de la formation d'un discours à l'émergence de nouvelles pratiques communautaires », *Environnement*, vol. 32, n°2, 2004, p. 51-65.

relevaient l'urgence d'établir des politiques urbaines pleinement intégratrices des *community gardens* avant que la pression foncière n'engendre une véritable crise⁹¹.



Photo 132 : À Boston, un *community garden* est intégré à un parc public qui contient également des espaces de repos et un terrain de tennis, août 2007.

À Paris, les terrains non bâtis sont rares, mais le fonctionnement de la Charte Main Verte permet l'insertion de jardins partagés dans les projets de parcs publics, par exemple le jardin d'Éole dans le 18^{ème} arrondissement. Le nombre de jardins partagés y est encore bien inférieur à celui de New York⁹², mais le programme est en extension, avec une dizaine de jardins créés tous les ans. À Boston aussi des jardins collectifs se glissent dans des parcs publics (Photo 132), et c'est dans cette ville que l'on trouve un des plus célèbres exemples de pérennité grâce à la conversion des usages. Fenway, une zone marécageuse, a d'abord fait partie du « collier d'émeraude » mis en place à partir de 1878 par Frederick Law Olmsted afin de relier les grands parcs publics de la ville et des alentours. En 1942, une partie de ce « collier » a été transformée en *victory gardens*, les derniers à être encore cultivés ; aujourd'hui, l'ensemble couvre presque

⁹¹ Parks & People Foundation, « Neighborhood Open Space Management: A Report on Greening Strategies in Baltimore and Six Other Cities », Spring 2002.

⁹² En 2010, on compte cinquante-six jardins partagés à Paris, contre les six-cent cinquante *community gardens* de New York.

trois hectares découpés en plus de cinq cents parcelles mesurant à peu près cinq mètres sur huit⁹³. Systématiquement séparées par des clôtures et cultivées individuellement, elles sont suffisamment grandes pour permettre à chacun d'avoir à la fois un potager et un espace de repos, ce qui n'est le cas d'aucun jardin new yorkais (Photo 133). L'ensemble fait donc penser plus aux jardins ouvriers européens qu'aux *community gardens*, et le statut historique du terrain semble devoir en garantir l'usage « vert » à long terme.

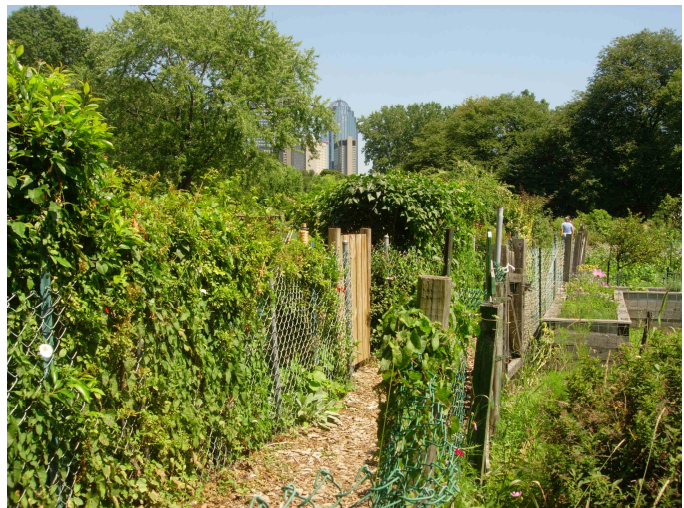


Photo 133 : Aux Fenway Victory Gardens de Boston, l'intérieur d'une parcelle individuelle (à gauche) et le sentier et les clôtures entre les parcelles (à droite), août 2007.

Mais New York, dont l'histoire politique tumultueuse des jardins a débouché sur des compromis fonctionnels entre les résidents et la municipalité, est peut-être plus à même de faire face à d'éventuelles crises futures, ne serait-ce qu'à la diminution des financements municipaux. L'achat de plusieurs dizaines de *community gardens* par des trusts privés en 1999 et l'accord signé en 2002 représentent une avancée certaine vers la pérennité de ces sites. Mais ils représentent également une institutionnalisation

⁹³ Fenway Victory Gardens, <http://www.fenwayvictorygardens.com/index.html>, et The Emerald Necklace Conservancy, <http://www.emeraldnecklace.org/>, consultés en décembre 2010.

grandissante de ce mouvement issu du militantisme local. Il a été souligné qu'Adam Purple refusait déjà, au début des années 1980, de laisser la ville lui dicter la manière d'utiliser l'espace. Si son Garden of Eden existait encore aujourd'hui, il serait effectivement soumis à bien des contraintes, en échange de la certitude de ne pas être détruit sans préavis et de l'accès à du matériel gratuit ou à de l'aide pour ses travaux. Il est ainsi fortement conseillé d'entretenir de bons rapports avec Green Thumb, même pour les parcelles qui appartiennent aux Trusts :

« Les groupes de jardiniers doivent s'inscrire tous les deux ans auprès de Green Thumb afin d'obtenir une licence. L'inscription et l'obtention d'une licence sont extrêmement importants parce qu'elles donnent le droit d'utiliser des terrains municipaux pour y jardiner. Les groupes qui ne sont pas inscrits peuvent être expulsés de leurs jardins. Seuls les jardins inscrits auront le droit aux services de Green Thumb durant les deux années à venir, y compris les ateliers, les dons de matériaux, de plantes, d'outils, de bois de construction et de terre »⁹⁴.

L'inscription ne peut se faire qu'en face à face, en envoyant un représentant assister aux sessions prévues à cet effet aux mois de janvier et février. Pour les jardins sous la juridiction de GT, la garantie de protection et de services pour les deux années à venir est assortie d'un certain nombre d'obligations. La première citée et la plus sévèrement contrôlée est celle déjà mentionnée de l'ouverture au public. Les passants doivent pouvoir entrer dans le jardin dès que s'y trouve un jardinier, et dix heures fixes d'ouverture hebdomadaire entre avril et octobre doivent être affichées sur la grille. Le jardin doit également être maintenu en bon état, ce qui inclut le bon entretien des plantes et des petits édifices, mais également la gestion des déchets et l'entretien des trottoirs adjacents, dont le déblaiement de la neige en hiver. GT demande à posséder une clef de chaque jardin afin de pouvoir aller vérifier l'adéquation aux règles. D'une manière générale, toute infraction entraîne l'impossibilité de s'inscrire auprès de Green Thumb, ce qui signifie un risque d'expulsion d programme⁹⁵. Il est par ailleurs spécifié que les jardins obtiennent une licence, et non plus un contrat de location. La licence

⁹⁴ *Green Thumb Registration 2007-2008*, p. 1.

⁹⁵ *Green Thumb Garden Resource Packet*, sans date.

donne la permission « d'utiliser, d'occuper et de posséder », mais pas le droit d'exclure qui que ce soit⁹⁶.

L'institutionnalisation du mouvement peut faire craindre une perte d'originalité et de liberté dans les projets de chaque groupe de jardiniers. Elle présuppose également une égalité de moyens en temps, savoir ou savoir-faire, qui n'est qu'une illusion. En 2009, un débat à l'échelle de la ville a eu lieu autour du projet de doubler le nombre d'heures d'ouverture hebdomadaires obligatoires, les faisant passer de dix à vingt ; l'issue a démontré l'importance de la New York Community Gardening Coalition comme porte-voix des jardiniers face à Green Thumb. Certains jardiniers reconnaissaient que leur statut de *community gardens* et le privilège qu'ils avaient de cultiver des terres appartenant à la Ville justifiaient cette charge nouvelle, ce don accru de temps pour la communauté, mais d'autres dénonçaient une demande excessive à l'égard de bénévoles. Et surtout, une telle requête ne semblait pas tenir compte du fait que certains jardins n'ont qu'une dizaine de membres adultes, alors que d'autres, comme Clinton, en ont plus de cent. Il ne leur semblait pas juste d'exiger le même investissement dans les différents cas. Tous soulignaient que si telle personne passait bien au moins vingt heures par semaine sur place, il était délicat de garantir au public des horaires fixes qui seraient quasiment impossibles à respecter. Le compromis suivant a été trouvé :

« Après plusieurs rencontres avec NYCGC, et après avoir écouté plusieurs jardiniers sur ce point, nous avons pris une décision à propos de l'augmentation du nombre d'heures d'ouverture obligatoires. Les jardiniers doivent s'engager, par écrit, à au moins dix heures fixes d'ouverture par semaine. Cependant, le jardin doit être ouvert pendant au moins vingt heures en tout. Les dix heures supplémentaires ne seront pas obligatoirement affichées, ce sera au groupe de décider. Les jardins doivent être ouverts lorsque quelqu'un se trouve à l'intérieur »⁹⁷.

Mais le principe des heures d'ouverture demeure presque impossible à faire appliquer aujourd'hui, faute de moyens alloués à Green Thumb. La Isla, par exemple,

⁹⁶ Parks Council, *Covered Ground: A Summary of Eight Contracts for New York City Parks and Public Spaces*, New York City, 1998, p. 20.

⁹⁷ *Green Thumb*, <http://www.greenthumbnyc.org/>, consulté en mars 2009.

respecte très peu les horaires affichés ; Highbridge n'étant absolument pas un quartier touristique, les chances d'une visite impromptue sont minimales et les résidents du quartier, s'ils ne possèdent pas eux-mêmes une clef, ont toujours le moyen de contacter quelqu'un qui la détienne. Il est donc non seulement difficile, mais peut-être même inutile d'obliger à une ouverture hebdomadaire régulière, si ce n'est pour contrer les critiques. Une adhérente du Pacific Street Bear's Garden souligne ce statut ambigu des *community gardens* face à la loi, dans la mesure où les rencontres qui s'y tiennent sont souvent ressenties par les participants comme de caractère privé et sont valorisées à ce titre :

« But BQLT has rules like, you can't drink in the garden. We have parties, we call them lush nights, but we say it's alcohol free, it's not like we're in the garden getting drunk, it's just that it's a place where we can do what we want. It's kind of like a gray area, like don't ask don't tell »⁹⁸.

Plusieurs jardins autorisent implicitement la consommation d'alcool, strictement interdite dans les lieux publics. De même, nous avons vu que l'apiculture est interdite depuis 1999, mais cela n'empêche pas bon nombre de jardiniers de la pratiquer.

Aujourd'hui à New York, plus de six cents jardins sont protégés par l'accord de 2002, mais celui-ci doit prendre fin au mois d'octobre 2010, rappelant que le combat pour la pérennité n'est pas fini. De plus, contrairement à Paris par exemple, il est quasiment impossible d'obtenir le droit de créer de nouveaux jardins, en-dehors du cas de figure où le propriétaire d'un terrain donne son autorisation. En 2007, les Green Guerillas étaient ainsi en train de mettre en place un projet sur un terrain trop étroit pour être constructible de manière rentable (Photo 134)⁹⁹.

⁹⁸ « Mais BQLT a des règles dans le jardin, comme ne pas boire d'alcool. On organise des fêtes, on les appelle les *lush nights* [il y a ici un jeu de mots sur « lush », qui signifie aussi bien luxuriant qu'alcoolique], mais on dit qu'il n'y a pas d'alcool, ce n'est pas comme si on se saoulait dans le jardin, c'est juste que c'est un lieu où on peut faire ce que l'on veut. C'est un peu une zone d'ombre, si on ne nous demande rien on ne dira rien. » (Entretien du 18 octobre 2006, chez les Bears).

⁹⁹ Forum annuel des Green Guerillas, 13 mars 2007.

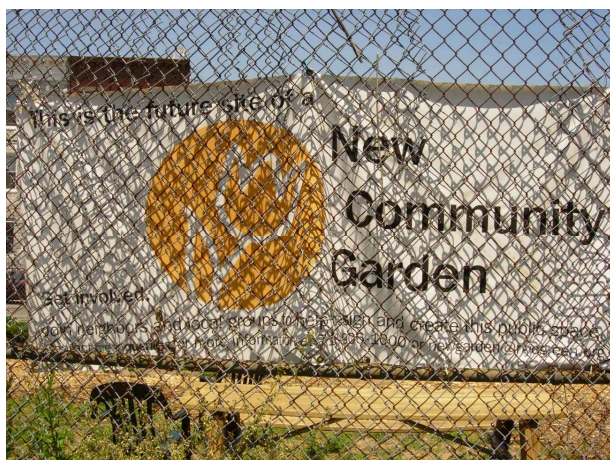


Photo 134 : Nouveau *community garden*, mis en place par les Green Guerillas sur un terrain non constructible à Brooklyn, juillet 2007.

La question se pose donc, pour l'avenir, de savoir si les *community gardens* sont voués à s'immiscer dans les interstices, les délaissés urbains, ces espaces dont personne ne veut au moins pour un temps, ou s'ils peuvent devenir une part entière des plans urbains¹⁰⁰. Le Plan NYC2030¹⁰¹ développé par le maire Michael Bloomberg pour une ville plus verte, laisse espérer une évolution vers le deuxième scénario. Le but de ces mesures est de remédier à la vétusté des infrastructures tout en prenant en compte l'augmentation de la population ; le plan d'urbanisme vise à rendre les logements et les transports en commun plus sûrs et accessibles à tous et à dépolluer l'eau et le sol de la ville. L'une des propositions principales est que chaque New Yorkais ait accès à un espace vert ou récréatif à moins de dix minutes de marche de chez lui. La proposition ne mentionne pas spécifiquement les *community gardens*, mais ils répondent bien à la demande d'espaces verts de proximité. Joanne Morse, du Trust for Public Land, souligne en outre que la ville ne pourrait réaliser un tel

¹⁰⁰ Les deux idées ne sont d'ailleurs pas nécessairement incompatibles. En juin 2010, le Conseil d'architecture, d'urbanisme et de l'environnement (CAUE) d'Île de France a proposé une formation sur les manières de « rendre aux publics » ces délaissés urbains de proximité et de « faire de l'expérimentation un projet durable ». Les *community gardens* rentrent bien dans ce type de problématique. Voir le site du CAUE, <http://caue75.archi.fr/formation/formation-des-elus-parisiens/programme-2010/seminaire-3-delaisses-urbains-creation-et-convivialite.html>, consulté en juillet 2010.

¹⁰¹ Plan NYC2030, <http://www.nyc.gov/html/planyc2030/html/home/home.shtml>.

programme de création et d'entretien ultérieur. Les coûts en termes de salaires seraient faramineux, et le travail bénévole demeure indispensable¹⁰². Ceci est d'ailleurs confirmé par une annonce récente de réduction du budget de la ville pour les parcs, due à la crise financière actuelle¹⁰³.

Si Thomas Bender a raison d'affirmer que New York est constamment en train de se construire et ne sera jamais terminée¹⁰⁴, on peut espérer que l'évolution se fasse dans le sens d'une place donnée aux *community gardens* et aux autres espaces verts de quartier dans l'aménagement urbain. La ville-cyborg de Matthew Gandy se dessinerait ainsi en intégrant l'organique dans le système du bâti urbain. Elle pourrait mener à ces « formes plus progressistes de la société urbaine » nées de la « reconsidération radicale de la relation entre nature et culture »¹⁰⁵.

¹⁰² Entretien du 31 mai 2007.

¹⁰³ John Del Signore, « NY Parks Face Closure Due to Severe Budget Cuts », *Gothamist*, Feb. 17, 2010, http://gothamist.com/2010/02/17/ny_parks_face_closures_due_to_sever.php et *New Yorkers for Parks*, http://www.ny4p.org/index.php?option=com_content&task=view&id=28&Itemid=51.

¹⁰⁴ Thomas Bender, *The Unfinished City: New York and the Metropolitan Idea*, New York, The New Press, 2002.

¹⁰⁵ Matthew Gandy, *Concrete and Clay: Reworking Nature in New York City*, Cambridge, MIT Press, 2002, p. 5.

Chapitre 3

Think globally, act locally, les community gardens sont-ils un modèle de développement durable ?

« Nous voulons sauver le monde, et nous voulons nous sauver nous-mêmes. C'est la même chose. Les problèmes qui nous font face sont énormes et présents à tous les niveaux : personnel, social, planétaire. Je vous en épargnerai la liste. Mon but est de suggérer que ce sont tous les symptômes d'un même problème, et de proposer une solution.

Le problème : trouver une manière de vivre sur terre qui promeuve notre santé et notre bonheur, soit favorable au développement de notre potentiel inné et en même temps démocratique – c'est-à-dire accessible à tous – qui n'utilise pas plus que la part qui nous revient, et soit en harmonie avec l'évident mouvement de la biosphère vers plus de diversité, de complexité, et de stabilité »¹.

¹ Joe Hollis, « Paradise Gardening », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, p. 158.

Pour Joe Hollis, fondateur du Mountain Gardens en Caroline du Nord², la solution à ce problème formulé en termes de « développement durable » est le jardinage. Même si les *community gardens* ne sauvent pas le monde, ils jouent un rôle économique, social et environnemental³ non négligeable dans des milieux urbains parfois difficiles. Ils ont d'ailleurs été créés en réponse à la diminution radicale des services sociaux depuis la crise financière des années 1970⁴. En tant qu'espaces *verts*, ces lieux remplissent le même rôle que des parcs publics, par exemple en ce qui concerne la régulation de la température et du bruit, deux fléaux new yorkais. On peut avancer l'hypothèse qu'ils sont des lieux de biodiversité et de diversité culturelle. Plusieurs études ont également démontré l'impact positif de la présence de verdure, même simplement visuelle, sur le stress ou sur la convalescence des malades. Une étude menée en Suède conclut par exemple que plus une personne passe de temps dans des espaces verts, moins elle est stressée, et plus ces lieux sont proches du domicile, plus grands sont leurs bienfaits⁵. En tant qu'institutions de quartier et initiatives de militantisme local, les *community gardens* jouent un rôle social important, ajusté sur les besoins locaux et donc plus pertinent que ce que peuvent proposer des programmes fédéraux ou même municipaux. Par la production de nourriture ou l'insertion professionnelle de personnes en difficulté, ils participent aussi de la vie économique de la ville. Si l'article du journal satirique *The Onion* sur la revitalisation immédiate d'un quartier dans lequel a été planté un carré de pelouse d'un mètre carré est une exagération manifeste des bienfaits de la présence de verdure en ville⁶, il semble bien, *a priori*, que les *community gardens* intègrent les trois fameux piliers du développement durable : social, économique et environnemental.

² Mountain Gardens est un jardin botanique spécialisé dans la culture de plantes natives des Appalaches et de plantes médicinales orientales, <http://www.mountaingardensherbs.com/>.

³ « Report of the World Commission on Environment and Development: Our Common Future », 1987, disponible en ligne <http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm>. Il s'agit des trois socles du développement durable, défini en 1987 par le rapport Brundtland comme « un développement qui satisfait les besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire leurs propres besoins ».

⁴ Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, p. 379.

⁵ Patrick Grahn and Ulrika A. Stigsdotter, « Landscape Planning and Stress », *Urban Forestry & Urban Greening*, vol. 2, 2003, p. 16.

⁶ « 3'-By-4' Plot of Green Space Rejuvenates Neighborhood », *The Onion*, February 10, 2008, <http://www.theonion.com/articles/3by4-plot-of-green-space-rejuvenates-neighborhood.2383/>.

Ce chapitre final vise à analyser la manière dont ces trois registres se combinent dans les *community gardens* de New York.

1. Le rôle social et économique

Haja Worley, présidente de la Coalition for the Preservation of Gardens, formée à la fin des années 1990, expliquait : « Avant, nous nous considérions simplement comme des jardiniers. Aujourd'hui, nous nous considérons comme les protecteurs de la communauté »⁷. Dans une étude menée à Sacramento sur les usages et perceptions d'un parc public et d'un *community garden* situés dans le même quartier, Mark Francis notait que les bienfaits attribués au premier ont trait au bon entretien et à la présence d'une aire de jeux, alors que dans le second, ce sont les relations humaines qui sont mises en avant⁸. Bien qu'elle ne se fasse pas toujours sans difficultés, on l'a vu, la création de lien social demeure un attrait majeur du jardinage collectif.

Le jardinage peut être pratiqué par des personnes de tous âges, de toutes origines nationales ou culturelles, de toutes catégories socio-économiques. Si les *community gardens*, individuellement, ne sont pas tous des modèles de diversité, les réseaux, dont nous avons vu l'importance, le sont incontestablement. Des jardiniers de Bedford-Stuyvesant se retrouvent avec des jardiniers du Bronx, de Harlem ou du Lower East Side pour discuter, partager des idées et des savoir-faire, militer. Des détenus, des handicapés, des jeunes en difficulté, des enfants des écoles et des retraités partagent la même activité. Les *community gardens* fournissent des occasions de réunir des composantes si diverses de la population de la ville autour d'un même intérêt. Par les réseaux il est possible de dialoguer avec le reste du pays, voire le reste du monde ; si les conditions climatiques ou politiques diffèrent, les débats autour du meilleur moyen de lutter contre la pollution ou des techniques de résolution des conflits au sein du groupe sont les mêmes partout. Ces jardins sont

⁷ Citée par Miriam Axel-Lute, « Divide and Conquer », *Shelter Force Magazine*, May/June 1998, n. p.

⁸ Mark Francis, « Some Different Meanings Attached to a Public Park and Community Gardens », *Landscape Journal*, vol. 6, n°2, 1987, p. 106.

donc un véritable outil pour intégrer les différences, négocier et créer de l'unité sociale.

Le mouvement des *community gardens* s'est constitué à New York durant une période de trouble social et économique, pour pallier les manques en espaces verts mais également comme alternative à la transformation des terrains non construits en dépotoirs et en territoires réservés à des activités déviantes, voire criminelles. Nettoyer ces terrains, en faire des havres de verdure, mais également y proposer des activités pour les adolescents du quartier ou simplement renforcer la fierté des résidents par l'embellissement de leur environnement, sont présentés comme autant de moyens de lutter contre la criminalité urbaine. Pour Susan F. Bennett, les organisations de quartier, quelle que soit leur nature, participent à la réduction des violences par une surveillance accrue dans le quartier, la construction de paysages agréables et la réorganisation physique du quartier. Les programmes de tutorat pour les personnes désocialisées, les activités récréatives et les opportunités d'emploi vont dans le même sens⁹. Un rapport du Trust for Public Land affirme que les espaces verts urbains d'une manière générale remplissent ce rôle en offrant aux adolescents et jeunes adultes une alternative à la rue comme lieu de sociabilité¹⁰. C'est la fonction sociale particulière des jardins d'insertion ou du jardin de Riker's Island, par exemple. Mais elle est aussi attribuée à certains *community gardens* situés dans des quartiers difficiles¹¹. Zonia affirme, on l'a vu, que La Isla canalise beaucoup d'adolescents jardiniers qui évitent ainsi de traîner dans la rue et de s'exposer à l'influence des gangs encore nombreux dans le quartier. Le fondateur de Taqwa confirme le fait pour son propre jardin, tout comme les employés du Highbridge Community Center, le centre social du quartier.

⁹ Susan F. Bennett, « Community Organizations and Crime », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 539, May 1995, p. 73.

¹⁰ Paul M. Shere, *Why America Needs More City Parks and Open Space*, San Francisco, The Trust for Public Land, 2003, p.21.

¹¹ Laura Saldivar-Tanaka and Marianne E. Krasny, « Culturing Community Development, Neighborhood Open Space, and Civic Agriculture: The Case of Latino Community Gardens in New York City », *Agriculture and Human Values*, vol. 21, 2004, pp. 399-412 ; Karen Schmelzkopf, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, p. 373.

Des chercheurs ont développé la théorie de l'efficacité collective selon laquelle, contrairement au postulat de la théorie de la « fenêtre brisée » exposée plus haut, la criminalité n'est pas la conséquence de signes visibles de désordre ; les deux phénomènes ont pour causes communes la pauvreté et le manque d'efficacité collective. Felton Earls insiste sur le fait que le principal facteur à même d'influer sur le taux de criminalité dans un quartier est la volonté des résidents de travailler pour le bien commun, et surtout pour celui des enfants¹². Les *community gardens* sont l'une des expressions de cette volonté à travailler ensemble au bénéfice du groupe et pour l'éducation de tous sur l'environnement et les règles de comportement en société, notamment des enfants et des adolescents :

« Nous avons beaucoup d'enfants ici qui sinon seraient dans la rue. Nous essayons de les occuper. Nous avons des règles, comme ne pas s'insulter ou ne pas jeter de cailloux. S'ils enfreignent ces règles, ils doivent partir et ne peuvent pas revenir ce jour-là. Ce n'est pas grand-chose, mais beaucoup de ces enfants ne reçoivent aucune discipline ni aucune aide à la maison, et nous voulons qu'ils puissent venir ici. Il y a un vaste réseau officieux de travailleurs sociaux improvisés dans ce jardin »¹³.

Une étude menée à Houston tempère cependant cet enthousiasme et souligne que rien n'indique de véritable différence de taux de criminalité entre des quartiers avec et sans *community gardens*. Mais si les jardins ne semblent jouer aucun rôle sur le nombre de crimes eux-mêmes, les résidents les associent néanmoins à une amélioration de la qualité de vie et disent se sentir plus en sécurité lorsque ces espaces verts, perçus comme un signe de revitalisation urbaine, sont développés sur

¹² Lawrence Serewicz, «Broken Windows Theory & Collective Efficacy: What is the Relationship Between Cause and Effect?», *PINpoint*, March 2009, disponible en ligne sur <http://www.cipfanetworks.net/fileupload/upload/Lawrence1982009511645.pdf>, consulté en février 2010 ; Dan Hurley, « Scientist at Work: Felton Earls; On Crime as Science (a Neighbor at a time) », *New York Times*, January 6, 2004.

¹³ Lin Wefel, membre du Green Oasis Community Garden dans le Lower East Side depuis quinze ans, citée par Sue Halpern, « Garden-Variety Politics », *Mother Jones*, Sep/Oct. 1999 <http://motherjones.com/politics/1999/09/garden-variety-politics>, consulté en février 2010.

leurs lieux de résidence¹⁴. L'étude ne portait que sur onze jardins et dans une seule ville, une faiblesse qui a été soulignée¹⁵ ; il semble de plus difficile d'évaluer l'effet des jardins sur la criminalité car d'autres facteurs de revitalisation, économiques par exemple, peuvent entrer en jeu.

Il est indéniable que de nombreux jardins favorisent la cohésion sociale dans le quartier en impliquant les enfants – malgré l'existence de tensions telles que celles évoquées à propos de Clinton – que ce soient ou non ceux des jardiniers. Dans un courrier adressé au comité directeur de Clinton, une femme exprime son opinion : « *A community garden that discourages discovery by children is no community garden* »¹⁶. Pour Kevin Cox Matteson, cet aspect éducatif des jardins permet de lutter contre « l'extinction de l'expérience écologique », c'est-à-dire du rapport direct aux phénomènes naturels¹⁷. Une femme qui jardine depuis quinze ans à Clinton m'explique sa fierté d'avoir transmis à sa fille le goût du travail de la terre et par extension pour le *guerilla gardening* :

« *She learned, I mean, she was exposed to gardening here, and she always wanted to help, she wanted to have her own plot but they wouldn't let her 'cause you have to get on the waiting list, plus she wasn't old enough. Now she's old enough. She's very much into it. She used to go around the city with her little bag of dirt and some seeds and plant things into abandoned cracks and crannies. I was talking to her the other day and she had a huge bag of dirt that she was taking home on the train. I feel good about that. I passed that on to her. She's a city kid but she really loves plants* »¹⁸.

¹⁴ « Crime Rate not Impacted by Community Gardens », disponible en ligne sur *RedOrbit*, http://www.redorbit.com/news/science/1749097/crime_rate_not_impacted_by_community_gardens/index.html?source=r_science, consulté en février 2010.

¹⁵ Échanges de messages sur la liste de diffusion de l'ACGA, entre le 8 septembre 2009 et le 14 janvier 2010.

¹⁶ Lettre adressée au comité directeur de Clinton, mai 1999 : « Un *community garden* qui décourage la découverte par les enfants n'est en rien un *community garden*. ».

¹⁷ Kevin Cox Matteson, « Diversity and Conservation in Urban Gardens: Theoretical and Applied Implications », PhD thesis, Fordham University, August 2007, p. 4.

¹⁸ « Elle a appris, je veux dire qu'elle a été exposée au jardin ici, et elle voulait toujours aider, elle voulait avoir sa propre parcelle mais on ne l'a pas laissée faire parce qu'il faut passer par la liste d'attente, et en plus elle était trop jeune. Maintenant elle est assez grande. Elle aime vraiment beaucoup ça. Avant elle se promenait dans la ville avec son petit sac de terre et des graines et elle



Photo 135 : Children's Garden à Clinton le jour de la fête des mères, mai 2007 : les enfants sèment les « Trois Sœurs ».



Photo 136 : Les enfants posent avec une Amérindienne en costume traditionnel, puis la regardent effectuer la danse rituelle avant de planter les « Trois Sœurs », mai 2007.

plantait des choses dans les fissures et les recoins abandonnés. Je l'ai appelée l'autre jour et elle avait un énorme sac de terre qu'elle ramenait chez elle en métro. Ça me fait plaisir. C'est une fille de la ville, mais elle adore les plantes. » (Entretien du 15 mars 2007)

L'avantage du jardin par rapport à d'autres activités est la rapidité à laquelle les résultats peuvent être visibles. C'est un avantage au moment de l'occupation des lieux, et pour les enfants, c'est un bon outil pédagogique : ils voient dès les premiers jours que les graines qu'ils ont mises en terre donnent des pousses qui prennent de l'ampleur et emplissent le paysage au fur et à mesure que les semaines passent et, le cas échéant, deviennent comestibles. Lorsque les enfants ont semé les « Trois Sœurs » à Clinton (Photo 135) après avoir écouté la légende et observé la danse rituelle (Photo 136), ils ont pu voir, au long de l'été, pousser le maïs, les courges et les haricots entrelacés (Photo 137).



Photo 137 : Les « Trois Sœurs » plantées par les enfants, aux mois de juin et juillet 2007.

Enfin, tout simplement, dans un contexte de gentrification qui selon certains théoriciens menace les espaces publics, les *community gardens* sont, aujourd'hui encore des lieux de rencontre et d'échange alternatifs, des espaces de convivialité et de brassage culturel. Dans les années 1970, les parcs municipaux étaient impraticables parce que trop mal entretenus, mais aujourd'hui, comme le souligne l'anthropologue Setha M. Low, certains espaces verts trop propres, trop policés,

destinés à satisfaire les attentes des classes moyennes blanches et des touristes, ne sont pas forcément accueillants du point de vue des New Yorkais pauvres et de couleur¹⁹. L'enquête menée par Laura Saldivar-Tanaka et Marianne E. Krasny sur les jardins à *casitas* de New York leur a fait conclure à la prééminence du rôle de développement de la communauté par rapport à celui de production de nourriture ou d'espace vert. Elles soulignent que si ce rôle est certainement joué par les autres *community gardens*, il est d'autant plus fondamental dans les quartiers pauvres, où les espaces et occasions de rencontre sont plus rares que dans les quartiers gentrifiés²⁰.

L'impact économique du jardinage collectif a surtout été étudié dans les pays en voie de développement, peut-être parce que les besoins sont plus pressants et que le gain économique est un but plus explicite de cette pratique²¹. Cependant, ce rôle n'est pas absent dans les grandes villes occidentales. Les *community gardens* contribuent à la réhabilitation de leur quartier. Ils attirent les investissements, participent à l'augmentation du prix du foncier, permettent à la ville de faire l'économie des services qu'ils rendent et du rôle de régulation sociale qu'ils jouent. Mais ces services – verdissement, création de lien social, éducation – sont difficilement quantifiables. En revanche, la production de nourriture, lorsqu'elle n'est pas trop restreinte, a un impact économique plus clair pour les jardiniers. Elle permet de diminuer leurs dépenses alimentaires, voire d'obtenir des revenus financiers par la vente de leurs légumes et de leurs fruits. C'était le but avoué des *Relief gardens* ou des *Victory gardens*²², et a souvent servi d'argument dans des projets humanitaires de

¹⁹ Sewell Chan, « Is Gentrification Transforming the City's Public Spaces ? », *New York Times*, August 14, 2007.

²⁰ Laura Saldivar-Tanaka and Marianne E. Krasny, « Culturing Community Development, Neighborhood Open Space, and Civic Agriculture: The Case of Latino Community Gardens in New York City », *Agriculture and Human Values*, vol. 21, 2004, p. 411.

²¹ Voir par exemple Aniela Batschari, « Community Initiatives for Sustainable Development », *Agenda*, n°52, 2002, pp. 68-72, et Catherine Cross, « Women and Land in the Rural Crisis », *Agenda*, n°42, 1999, pp. 12-27, sur les femmes et le jardinage dans le milieu rural en Afrique du Sud ; Reuther, Sue and Neil Dewar, « Competition for the Use of Public Open Space in Low-Income Urban Areas : The Economic Potential of Urban Gardening in Khayelitsha, Cape Town », *Development Southern Africa*, vol. 23, n°1, 2006, pp. 97-122.

²² Mary Jean Bowman and C. Arnold Anderson, « Nutrition Education Programs », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 225, Jan. 1943, pp. 150-157.

développement économique dans des régions rurales pauvres du monde avant les débuts de la vague actuelle de jardinage urbain aux États-Unis²³.

Cet apport économique est réel pour certains *community gardens* aujourd'hui. C'est le cas de Taqwa et de la East New York Farm, qui produisent dans le but de vendre leurs fruits et légumes. La municipalité elle-même fait des efforts pour amener de la nourriture fraîche dans les *food deserts*²⁴, et les *community gardens* pourraient s'intégrer dans de telles campagnes. Au-delà de l'aspect économique, la consommation locale de fruits et de légumes a un effet sanitaire, par exemple en permettant de lutter contre l'obésité infantile par le changement des habitudes alimentaires²⁵. Elle permet par l'éducation d'encourager la diversification du régime local ; un projet humanitaire au Salvador a ainsi inclus un *community garden* non seulement pour proposer une activité aux enfants, mais également pour pousser à la production, et ainsi à la consommation, de légumes en complément du régime traditionnel composé de haricots et de galettes de maïs²⁶.

Depuis le début de l'année 2010, Farming Concrete, un projet financé par le Open Space Institute qui estime que 80 % des *community gardens* produisent de la nourriture, s'est donné pour but de récolter des données cette production alimentaire en poids et en termes de valeur monétaire. Le but des chercheurs, étudiants et bénévoles dont le travail de longue haleine ne fait que commencer est de produire des cartes précises sur l'ensemble de la ville de New York (Figure 33). Pour cela, ils ont l'intention d'aller eux-mêmes mesurer les parcelles et recenser leurs cultures, mais ils ont également fourni des balances pour que les jardiniers recueillent des données sur leur production tout au long

²³ Robert G. Mead, Jr., « The Hispanic World », *Hispania*, vol. 46, n°2, May 1963, p. 407-435.

²⁴ Tracie McMillan, « Farmer Delivers to the Bronx: High Health, Low Fat and Cost », *City Limits*, October 23, 2006, et « More Markets, Better Health ? », *City Limits*, April 6, 2007. En Californie, des chercheurs intéressés par la production alimentaire locale ont développé des projets de *community gardens* dont le but serait l'auto-suffisance économique, mais ceux-ci emploient des professionnels formés pour rentabiliser de telles entreprises, ce qui n'est pas le cas des jardins new yorkais. Gail Whiting Feenstra, Sharyl McGrew and David Campbell, *Entrepreneurial Community Garden: Growing Food, Skills, Jobs and Communities*, Oakland, University of California Agriculture and Natural Resources Publication, 1999.

²⁵ Lauren E. Baker, « Tending Cultural Landscapes and Food Citizenship in Toronto's Community Gardens », *Geographical Review*, vol. 94, n°3, July 2004, pp. 305-325 ; Charles Ogoye-Ndegwa, Domnic Abudho and Jens Aagaard-Hansen, « 'New Learnings in Old Organisations': Children's Participation in a School-Based Nutrition Project in Western Kenya », *Development in Practice*, vol. 12, n°3/4, Aug. 2002, pp. 449-460.

²⁶ Robert Gs. Mead, Jr., « The Hispanic World », p. 415 ; le même genre de problématique est présenté dans le cadre brésilien par Susana Bouquet, « Peace Corps Volunteers in the São Francisco Valley », *Luso-Brazilian Review*, vol. 4, n°2, Winter 1967, pp. 79-93.

de la saison. Quantifier l'apport en nourriture des community gardens devrait permettre à la fois de fournir des arguments de leur légitimité et de les replacer dans le système de production alimentaire de la ville, éventuellement en faisant le lien entre des surplus et des carences²⁷.

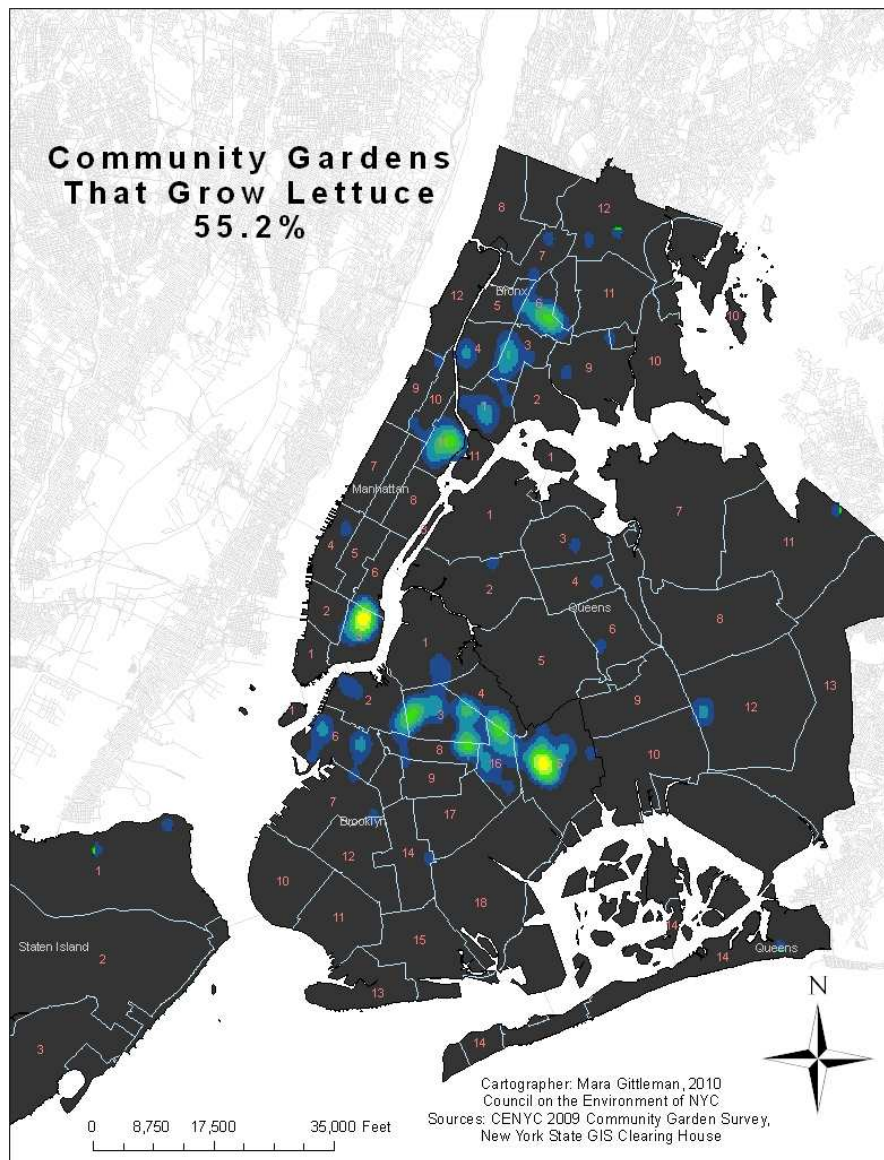


Figure 33 : Répartition géographique des *community gardens* produisant de la laitue.

Source : Farming Concrete, http://farmingconcrete.com/wp-content/uploads/2010/04/NYC_Gardens_Lettuce_Raster.jpg

²⁷ Farming Concrete, <http://farmingconcrete.com/>, consulté en juillet 2010.

La question de la production de nourriture est tout aussi importante globalement que localement, comme en témoignent les cas d'insécurité alimentaire disséminée dans le pays, voire dans le monde, à cause du système de distribution actuel. Sans aller jusqu'aux rêves d'autosuffisance de Bill Weinberg²⁸, en cas de crise sanitaire ou agricole le jardinage urbain est considéré comme l'alternative la plus sûre :

« Si des pans entiers du commerce mondial de nourriture venaient à s'effondrer, ce sont des centaines de milliers de *community gardens* et des réseaux de jardiniers prêts à partager leur récolte, et non pas des entrepôts remplis de provisions d'urgence, qui pourraient faire la différence entre une crise et une catastrophe. Après tout, les défis systémiques nécessitent des réponses systémiques »²⁹.

Daniel Gade donne l'exemple du Vermont, où les potagers privés et les *community gardens* se sont développés à partir de 1972 dans le but de retrouver un contact avec la nature mais aussi dans un désir d'autosuffisance exacerbé par la crise pétrolière de 1973³⁰. La production locale de nourriture devait permettre de s'affranchir des aléas du transport des aliments. Dans un contexte différent, mais une problématique similaire, l'agriculture urbaine a été développée à La Havane en raison de l'embargo économique américain³¹.

2. Le rôle environnemental

Les problèmes strictement écologiques n'apparaissent pas en tête des préoccupations dans les discours sur les projets de jardinage urbain. Green Thumb soutient les efforts de jardinage biologique et ne distribue pas de pesticides, mais le

²⁸ Voir *supra*, p. 55.

²⁹ Chip Ward, « The Department of Homegrown Security », *Mother Jones*, Feb. 2009, <http://motherjones.com/politics/2009/02/departement-homegrown-security>, consulté en février 2010.

³⁰ Daniel W. Gade, « Weeds in Vermont as Tokens of Socioeconomic Change », *Geographical Review*, vol. 81, n°2, April 1991, p. 162-163.

³¹ Scott G. Chaplowe, « Havana's Popular Gardens: Sustainable Prospects for Urban Agriculture », *The Environmentalist*, n°18, 1998, pp. 47-57.

choix d'utiliser ceux-ci ou non demeure celui de chaque jardin³². Les conseils prodigués sur le site de l'ACGA pour commencer un *community garden* font la part belle aux relations humaines. Le « bio » et le compostage ont certes les faveurs de l'association, mais le lien n'est pas fait avec la biodiversité. Même les Green Guerillas, dont le nom souligne bien l'engagement pour le verdissement de la ville, mettent l'accent sur leur rôle social. Steve Frillman, directeur des GG en 1998, expliquait :

« Nous ne voulons pas nous concentrer sur la nourriture, les fleurs ou la diminution de la pollution [...]. Si les jardins font tout ça, ce qui nous semble le plus important est qu'ils stabilisent le quartier ; ce sont des points d'attache »³³.

Cependant, certains jardiniers arguent qu'il n'est pas nécessaire de formaliser les principes de la culture biologique, puisque les personnes impliquées dans des *community gardens* doivent être *a priori* conscientes de leur impact sur leur environnement, et tout écart de conduite dans ce domaine serait forcément rejeté par le groupe :

*« I'm not aware of any formal guidelines, but I think it's pretty much understood that we are a chemical-free garden. I can't imagine coming in with a big bucket of pesticides, it would be... I think it would just seem entirely inappropriate, without anybody having to say so... I don't know, but it seems almost unthinkable that we would have an issue with that. [...] It's not agribusiness, people tend to be interested in quality of life and... social harmony, and what I would categorize as positive community values as sort of a precondition for wanting to join the garden. So it's easy to assume that anybody who is there shares that set of values, so there's no real reason to question. The default position is to assume that anybody who shows up is gonna be on your side on questions like this »*³⁴.

³² Entretien avec Cara Monaco, de Green Thumb, le 1^{er} juin 2007.

³³ Cité par Miriam Axel-Lute, « Divide and Conquer ».

³⁴ « Je n'ai pas connaissance de recommandations formelles, mais je pense que c'est sous-entendu pour tout le monde qu'il s'agit d'un jardin sans produits chimiques. Je ne peux pas imaginer venir avec un

Une des préoccupations environnementales qui revient le plus souvent dans les discours des jardiniers est la contamination des sols et de l'air, qui a nécessairement un impact sur la qualité des produits cultivés. La plupart des *community gardens* ont été plantés sur d'anciens sites bâtis, parfois des sites industriels qui ont laissé leurs traces dans le sol, notamment par la présence de plomb³⁵ ; celui-ci remonte dans les plantes par la racine et affecte la santé des personnes qui les consomment³⁶. Ainsi, la quasi-totalité des jardins utilisent, au moins pour la culture des plantes comestibles, ces boîtes remplies de terre importée que les jardiniers vont chercher hors de la ville³⁷ ou que Green Thumb leur fournit. De plus, dans une ville aussi dense que New York, avec autant de problèmes de circulation, il est difficile d'imaginer que la pollution de l'air dans l'ensemble de la ville n'affecte pas les jardins. Comme le montre la position du Pacific Street Bear's Garden dans la bataille contre Ratner, les jardins ne sont pas coupés du monde urbain qui les entoure :

« There have been soil samples taken. I don't have any interest in growing things to eat, we're right on an intersection, I'm not interested in eating that. When I buy vegetables, I buy from the farmer's market from upstate or New Jersey. But I like cutting flowers to bring home, I don't have to eat those things. People do grow and eat and they don't care. But I know they did... when they said the garden was ready to be given back, it was actually compacted soil, and they had to fight to have that turned

gros seau de pesticides, ce serait... Je pense que ça paraîtrait totalement inapproprié, sans que quiconque ait besoin de le dire... Je ne sais pas, mais ça semble impensable qu'on puisse avoir un problème là-dessus. [...] Ce n'est pas de l'agrobusiness, les gens sont plutôt intéressés par la qualité de vie et... l'harmonie sociale, et ce que j'appellerais des valeurs communautaires positives, c'est un peu un pré-requis pour avoir envie d'être dans le jardin. Alors c'est facile d'imaginer que tous ceux qui sont ici partagent ces valeurs, alors il n'y a pas vraiment besoin de s'interroger là-dessus. La position par défaut est de supposer que tous ceux qui sont là seront d'accord avec vous sur le sujet. » Entretien du 7 novembre 2006 chez les Bears.

³⁵ À Montréal en 2008, plusieurs jardins urbains ont été fermés par la ville à cause de la contamination du sol. La municipalité annonçait alors pouvoir les décontaminer d'ici 2010. Christopher DeWolf, « More Community Gardens to Be Closed », *Spacing Montreal*, April 1st, 2008.

³⁶ Mary E. Finster, Kimberly A. Gray and Helen J. Binns, « Lead Levels of Edibles Grown in Contaminated Residential Soils: A Field Survey », *Science of the Total Environment*, n°320, 2004, pp. 245-257.

³⁷ Lettre adressée au comité directeur de Clinton par une femme qui expliquait qu'elle n'avait pas commencé à travailler sa parcelle début mai car elle attendait de pouvoir aller chercher de la terre non contaminée par le plomb dont elle craignait la présence, mai 1999.

up and have topsoil brought in, and we do compost, it's really nice. I don't think the soil is that bad »³⁸.

« A long time ago, we tested the soil and found that there was a lot of lead in it. But it was just samples, it was not every single garden plot³⁹. It was even on television, our garden, it was very exciting, [...] but then it was sort of bad news. But the one thing that we discussed at the time, not necessarily as a huge group, was the fact that the more organic material you add to the soil, the less chance there is for the lead to come up through the plant. It's probably something that we should do again, because I think lead comes also from the air »⁴⁰.

Le compostage des déchets organiques, pratiqué par 65,6 % des jardins qui ont répondu à l'enquête de Farming Concrete, est abondamment discuté au sein de l'ACGA, chez les Green Guerillas ou au NYCCGC ; on compare les techniques, ou on pose des questions plus précises comme celle de l'exploitation de la chaleur générée par le processus⁴¹. Le compostage permet de réduire la production de déchets, qui est un problème de taille à New York, et il fournit de l'engrais naturel. L'usage de produits chimiques s'en trouve réduit. Comme l'explique Sarah Ferguson, fabriquer un bon compost est vital pour réussir la métamorphose du terrain vague en

³⁸ « Des échantillons de terre ont été pris. Ça ne m'intéresse pas du tout de faire pousser des choses pour les manger, on est en plein sur un carrefour, ça ne m'intéresse pas de manger ça. Quand j'achète des légumes, je les achète au marché à des agriculteurs du nord de l'État ou du New Jersey. Mais j'aime couper des fleurs pour les ramener chez moi, je n'ai pas besoin de manger ça. D'autres personnes mangent ce qu'elles font pousser et ça leur est égal. Mais je sais qu'ils ont... quand ils ont dit que le jardin était prêt à être récupéré, la terre était en fait compacte, et ils ont dû se battre pour qu'elle soit retournée et pour faire venir une couche de terre arable, et on fait du compost, c'est vraiment bien. Je ne pense pas que la terre soit de si mauvaise qualité. » (Entretien du 18 octobre 2006, chez les Bears).

³⁹ Finster et al. conseillent en effet de tester toutes les zones du jardin, car les niveaux de plomb peuvent varier grandement d'un endroit à l'autre, « Lead Levels of Edibles Grown in Contaminated Residential Soils », p.255.

⁴⁰ « Il y a longtemps, on a fait tester le sol et on a trouvé qu'il y avait beaucoup de plomb. Mais c'était juste des échantillons, on n'a pas testé toutes les parcelles. C'est même passé à la télé, c'était très excitant, mais c'était plutôt une mauvaise nouvelle. Mais ce dont on a discuté à l'époque, pas forcément avec un grand groupe, c'était que plus on ajoute de matière organique à la terre, moins il y a de risques que le plomb remonte dans les plantes. C'est probablement quelque chose qu'on devrait refaire, parce que je crois que le plomb provient aussi de l'air. » (Entretien du 3 juin 2007 avec la présidente de Clinton).

⁴¹ Message du 14 février 2010 sur la liste de diffusion de l'ACGA.

jardin. C'était un des grands accomplissements des Green Guerillas que de « créer une terre fertile avec rien de plus que des gravats tamisés et du compost »⁴².

Certains *community gardens* – vingt des répondants à l'enquête de Farming Concrete – invitent les résidents du quartier à apporter leurs propres déchets (Photo 138), et proposent parfois du compost en échange. Un des « frères » du Pacific Street Bear's Garden effectue cet échange, déchets organiques contre compost, au marché en plein air du quartier. Le seul problème est la difficulté à trouver des volontaires pour le retourner régulièrement ou à faire respecter les techniques de base du compost, par exemple équilibrer les déchets « verts » (épluchures de légumes, herbe fraîchement coupée) des déchets « bruns » (feuilles et branches mortes), bannir les plantes envahissantes. Les Bears et les jardiniers de Clinton dépensent beaucoup de temps et d'énergie à expliquer ces règles aux usagers (Photo 139). Le compost est un excellent exemple d'application de la devise écologique concernant le traitement des ordures : « *reduce, reuse, recycle* » (réduire, réutiliser, recycler) : il permet de diminuer le volume d'ordures ménagères et de les transformer en une matière fertile qui participe à son tour à la culture de légumes ou de plantes ornementales. D'une manière générale, les *community gardens*, par choix ou par nécessité économique, appliquent cette même devise par la tradition de récupération de plantes et de matériaux.



Photo 138 : Les bacs à compost accessibles à tous dans la première partie du CCG, février 2007.

⁴² Sarah Ferguson, « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, p. 84.



Photo 139 : Instructions pour l'usage approprié des bacs à compost aux Bears : le premier est réservé aux déchets du jardin, sans morceaux de bois, épines ou herbe ; le second est utilisé pour stocker le compost presque prêt à l'emploi. Juillet 2008.

L'eau est également un aspect vital des jardins. Si le Brooklyn-Queens Land Trust a installé des arrivées directes dans toutes ses parcelles, d'autres ne sont pas si chanceuses. Certains jardiniers se connectent aux bornes à incendie sur le trottoir, mais cela n'est pas toujours possible et les bornes elles-mêmes sont souvent défectueuses. De plus, en cas de sécheresse, l'accès aux bornes comme aux arrivées directes est limité. Matthew Gandy offre une analyse à plus long terme, soulignant que le système de gestion de l'eau à New York a subi, au même titre que les *community gardens*, les aléas financiers de la municipalité. La crise fiscale des années 1970 a entraîné une baisse radicale des investissements, et donc une détérioration des infrastructures de gestion de l'eau ; la multiplication des fuites dans les canalisations mal entretenues contrecarre les efforts de préservation de l'eau. Dans les années 1990, Rudolph Giuliani, toujours dans l'idée de réduire l'endettement de la ville, se proposait de vendre l'ensemble du système à une entité privée, ce qui ne s'est finalement pas fait. Mais la mauvaise gestion publique de la qualité de l'eau a provoqué une hausse dans la consommation d'eau minérale ; ceci a engendré à la fois des problèmes de pollution liés aux bouteilles en plastique utilisées, et un fossé

grandissant entre ceux qui ont les moyens économiques de boire de l'eau en bouteille et les autres⁴³.



Photo 140 : Hollenback Garden, Brooklyn.

Source : CENYC, <http://www.cenyc.org/osg-rwh-hollenback>, consulté en décembre 2009.

En réponse à la sécheresse de 2001, le Council on the Environment of New York City (CENYYC) a développé la récupération des eaux de pluie⁴⁴ ; il est parfois difficile d'obtenir le droit de collecter sur le toit des immeubles⁴⁵, mais les Green Guerillas ou le CENYC aident à l'installation de systèmes dans les jardins (Photo 140). Cette pratique représente aussi un avantage environnemental à plus long terme : même si Bernard de Gouvello et Jean-Claude Deutsch concluent que son impact est moins probant que le simple fait de diminuer la consommation⁴⁶, sa contribution à la conservation de cette ressource vitale est loin d'être nulle, et les *community gardens* offrent un lieu privilégié pour la mise en place de cette technique, hautement symbolique des efforts de gestion respectueuse des ressources naturelles raréfiées.

⁴³ Matthew Gandy, « The Making of a Regulatory Crisis: Restructuring New York City's Water Supply », *Transactions of the Institute of British Geographers*, New Series, vol. 22, n°3, 1997, pp. 338-358.

⁴⁴ CENYC, <http://www.cenyc.org/openspace/rainwater>, consulté en septembre 2009.

⁴⁵ Discussion au cours du forum de la New York City Community Gardens Coalition, au Brooklyn Botanical Garden, 16 juin 2007.

⁴⁶ Bernard De Gouvello et Jean-Claude Deutsch, « La récupération de l'eau de pluie en ville : vers une modification de la gestion urbaine de l'eau ? », *Flux*, vol. 2-3, n°76/77, 2009, pp. 14-25.

Certains *community gardens* produisent de l'énergie grâce à des panneaux solaires, parfois suffisamment pour leur propre usage et même pour en revendre aux compagnies d'électricité, créant une nouvelle source de revenus. Le New York Restoration Project, dans un de ses projets de rénovation de jardin, s'est allié à la chaîne de supermarchés Target pour intégrer un système de recueil des eaux de pluie, mais également des technologies d'énergie solaire et éolienne afin de rendre l'espace aussi peu coûteux en énergie que possible⁴⁷.

Le rôle environnemental des *community gardens* réside aussi dans leur nombre et leur répartition sur le territoire. En comparaison des espaces verts municipaux, ils représentent une surface quasiment négligeable⁴⁸, mais cela ne les empêche sans doute pas de participer à l'entretien de la biodiversité en ville. Nous avons vu que de la liberté laissée à chacun de cultiver ce que bon lui semble dans sa parcelle résulte une grande variété d'espèces⁴⁹. Toutes ces parcelles sont autant d'habitats : les oiseaux migrateurs peuvent s'y arrêter en chemin, les papillons et les abeilles y trouvent des milieux propices à la reproduction et à la nutrition. Ils pourraient donc jouer un rôle important dans la connectivité entre taches d'habitats dans le milieu urbain hétérogène, où la circulation de la faune et de la flore n'est pas aisée⁵⁰.

⁴⁷ Allen Marshall, « Press Release: NYRP & Target Open East Harlem Community Garden », October 1, 2008, disponible en ligne, <http://susty.com/press-release-nyrp-target-open-east-harlem-community-garden/>, consulté en décembre 2009.

⁴⁸ Malheureusement, aucun recensement général n'a été effectué, par la municipalité ou les diverses associations concernant la surface totale occupée par les *community gardens* de la ville. Efrat Eizenberg a effectué une estimation pour ses recherches : ils représenteraient environ 90 acres (Farming Concrete en compte 93), soit 36,5 hectares, alors que Central Park seul en couvre 341. « From the Ground Up: Community Gardens in New York City and the Politics of Spatial Transformation », PhD thesis, City University of New York, 2008, p. 41.

⁴⁹ Dave Kendal, Nicholas S.G. Williams and Kathryn J.H. Williams, « Harnessing Diversity in Gardens through Individual Decision Makers », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 25, n°4, Jan. 2010, pp. 201-202. Pour les auteurs, la gestion individuelle des jardins urbains, aussi bien privés que collectifs, engendre une grande diversité biologique due à la diversité des pratiques, des goûts, des moyens des jardiniers.

⁵⁰ La connectivité est mesurée par la capacité de chaque espèce à se rendre d'habitat en habitat, en fonction de la distance qui les sépare et de la vitesse de déplacement des individus de tache en tache. Les *community gardens*, par leur proximité géographique, pourraient faciliter ces déplacements et donc les chances de survie des animaux qui y nichent, s'y reproduisent ou s'y nourrissent. Voir Françoise Burel et Jacques Baudry, *Écologie du paysage : concepts, méthodes et applications*, Paris, Technique & Documentation, 1999.

Dans la mesure où ils ont été mis en place de manière spontanée et plus ou moins autonome pour répondre à des besoins locaux urgents bien plus qu'à des questions globales à long terme, il n'existe pas de plan d'ensemble permettant de placer ces espaces stratégiquement d'un point de vue écologique⁵¹. Même dans des villes comme Paris, où les jardins partagés ne peuvent s'établir sans un partenariat avec la Ville et les mairies d'arrondissement, le choix des emplacements est très largement tributaire des parcelles disponibles, qui sont peu nombreuses et sont généralement d'anciens sites industriels, donc très pollués.



Photo 141 : Un résident de Manhattan cultive du maïs au pied d'un arbre, juin 2007.

À New York, les *community gardens* ne sont d'ailleurs pas les seuls à multiplier, par touches de petite superficie, la présence de nature en ville. La municipalité plante des arbres le long des rues, mais ce sont les résidents qui en

⁵¹ Encore faudrait-il que les chercheurs apportent la démonstration d'un rôle joué dans les dynamiques de populations animales et végétales de la ville. À ma connaissance, la seule recherche naturaliste effectuée dans ces lieux est la thèse de doctorat de Kevin Cox Matteson sur les papillons, et il ne semble pas avoir prêté d'attention particulière à l'effet de connectivité assuré par les jardins : « Diversity and Conservation in Urban Gardens: Theoretical and Applied Implications », PhD thesis, Fordham University, August 2007.

soignent les pieds. L'association Million Trees New York prodigue des conseils à cet effet et a institué depuis 2009 le Stewardship Corps, qui permet de former les citoyens bénévoles qui entretiennent les pieds d'arbre et d'officialiser leur effort. Pour cela, il suffit de s'inscrire en ligne et d'assister aux ateliers ; il n'existe pas de véritable contrat entre la municipalité et ces personnes⁵². Le Parks and Recreation Department lui-même fournit des fiches sur l'entretien des arbres et sur les plantes qui peuvent s'accommoder des racines⁵³. Il s'agit le plus souvent de fleurs, mais quelques exemples sortent de l'ordinaire, comme par exemple ce maïs cultivé en plein cœur de Manhattan (Photo 141).

Les *community gardens* sont donc en phase avec l'utopie du développement durable, même si les associations et les jardiniers eux-mêmes ne s'emparent étrangement pas de cette bannière. Chaque jardin développe son propre projet, met l'accent sur tel ou tel aspect social, culturel, économique ou écologique ; c'est donc bien leur multiplicité et les rapports qu'ils entretiennent entre eux qui permet d'émettre l'hypothèse qu'ils ont un impact à l'échelle de la ville. Par ailleurs, leur inscription dans un grand nombre de réseaux incluant des projets non jardiniers, mais qui partagent une même vision de la ville vivable renforce leur propre durabilité et leur capacité à changer les manières de vivre la ville contemporaine.

3.Travailler ensemble pour vivre la ville autrement

Une des caractéristiques des jardins par rapport aux autres institutions de quartier est leur fonctionnement saisonnier, tout au moins dans les régions tempérées du globe. Cela va de paire avec des changements constants, un travail sur le paysage à chaque saison, un émerveillement sans cesse renouvelé (Photo 142, Photo 143) :

« It's pretty quiet from the end of November. In the spring, when you go in there, things are coming up, it's really nice. You'll see in a few

⁵² *Trees New York*, <http://www.treesny.org/home.html>, consulté en février 2010.

⁵³ *New York City Department of Parks & Recreation*, « Caring for Street Trees and Green Streets », http://www.nycgovparks.org/sub_your_park/trees_greenstreets/tree_care_tips/planting.html, consulté en février 2010.

months, you can't walk the path, the peach tree is full of peaches. It changes so much, and then you come back in the fall and it calms down again »⁵⁴.



Photo 142 : Le Pacific Street Bear's Garden en février 2007.



Photo 143 : La même vue en août 2007.

Mais il existe un revers à cette médaille : à New York, les hivers froids et enneigés rendent les lieux impraticables. Rien n'y pousse (Photo 144), le paysage est désolé et il est impensable d'aller s'asseoir sur un banc pour lire ou déjeuner (Photo 145). Certaines personnes, enthousiastes au printemps, se désintéressent en hiver. Que les *community gardens* ne puissent plus jouer leur rôle d'espace vert ou récréatif à cet période est un sort commun à tous les espaces extérieurs de la ville ; mais ils ne peuvent plus non plus servir de lieu de rassemblement, de sociabilité, de convivialité. C'est alors que leur inscription dans les réseaux, les relations tissées avec d'autres institutions de quartier, s'avèrent utiles. Par exemple, il arrive aux Bears de se réunir à la bibliothèque locale. Clinton stocke ses archives dans le bâtiment adjacent, une structure chargée d'héberger des sans abris ou des personnes récemment sorties de prison ou d'institutions psychiatriques. Les Greenies visitent des musées et la plupart des membres de Bainbridge se retrouvent à l'église.

⁵⁴ « C'est très calme à partir de la fin du mois de novembre. Au printemps, quand on entre, ça commence à pousser, c'est vraiment agréable. Vous verrez dans quelques mois, on ne peut plus marcher sur le chemin, le pêcher est plein de pêches. Ça change tellement, et puis on revient en automne et les choses se calment de nouveau. » (Entretien du 18 octobre 2006, chez les Bears).



Photo 144 : Clinton sous la neige, mars 2007.

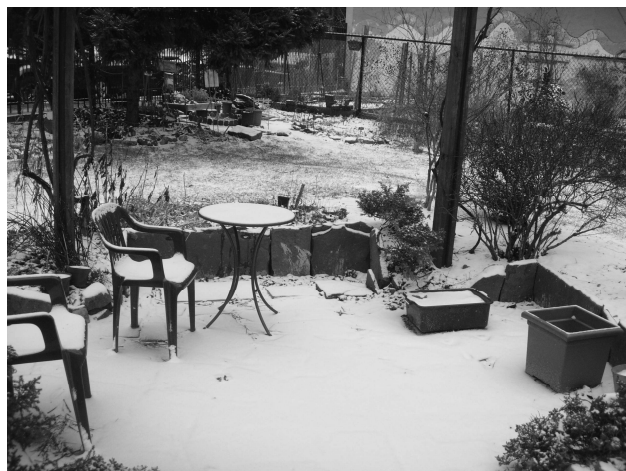


Photo 145 : Les sièges sont inutilisables.

Si elle participe à la pérennité des *community gardens*, l'institutionnalisation grandissante du mouvement fait également craindre à certains la disparition de l'élan contestataire qui les a vu naître. Il est difficile de négocier avec les municipalités pour le droit à l'occupation des espaces et de développer en même temps un discours politique sur leur réappropriation. Cependant, le *guerilla gardening* existe toujours⁵⁵ et peut tenir ce rôle, en parallèle au système des jardins protégés et plus stables. Le but de ces attaques végétales pratiquées en Europe comme aux États-Unis est d'investir des « terres orphelines »⁵⁶ en milieu urbain. Les guérilleros parisiens (Photo 147) ont repris l'idée de bombe à graines de Liz Christy, mais ils pratiquent aussi par exemple le « tag vert » (Photo 146). Ils expliquent ainsi leur mission :

« Selon nous la guérilla gardening consiste bien plus qu'à refleurir les coins délaissés de nos villes. La guérilla gardening a aussi pour but de faire passer un message. Un message appelant les gens à réinvestir leur quartier, se retrouver entre voisins pour entretenir leurs plantes d'interstices et faire rêver les passants qui redécouvrent le potentiel des espaces urbanisés, gris et sans vie... »⁵⁷.

⁵⁵ *Guerilla Gardening*, <http://www.guerillagardening.org>, consulté en février 2010.

⁵⁶ *Ibid.*

⁵⁷ *Guerilla Gardening Paris*, <http://guerilla-gardening-paris.blogspot.com/2009/06/bienvenue.html>, consulté en février 2010.



Photo 146 : Un « tag vert » effectué par les guérilleros parisiens dans le 11^{ème} arrondissement.

Source : Guerilla Gardening Paris, <http://guerilla-gardening-paris.blogspot.com/>, consulté en février 2010.



Photo 147 : Les mêmes guérilleros investissent un sélaissé urbain.

Source : *Ibid.*



Photo 148 : Les outils du jardinier guérillero : la chaussure semeuse de graines et la grenade.

Source : Guerrilla Gardening, <http://guerrillagardening.org/>, consulté en février 2010/.



Cette réappropriation des espaces urbains délaissés, qui avait déjà inspiré Gordon Matta-Clark⁵⁸, est aujourd'hui encore une composante de projets artistiques. Sylvie Fraser a par exemple créé des « jardins tatoués » à Montréal (Photo 149), dans des espaces désaffectés, afin d'exprimer « la notion de territorialité et d'identification psychologique et sociale reliées à l'inscription dans la matière »⁵⁹. Les arts vivants se sont également penchés sur la question : les manifestations pour la sauvegarde des jardins en 1999 se sont vite transformées en défilés festifs mettant en scène le combat entre les promoteurs immobiliers et la faune et la flore. En 2002, quelques mois avant la signature de l'accord entre la Ville et l'État de New York, une performance théâtrale et musicale célébrait les espaces verts de New York dans le but explicite d'attirer l'attention sur le sort des *community gardens*, et dans l'espoir d'influencer ainsi la politique municipale à leur égard⁶⁰. Un artiste du nom de Bill Talen a créé en 1997, sous le pseudonyme de Reverend Billy, la Church of Stop Shopping et délivre des sermons contre la société de consommation. L'un d'eux était consacré à rendre hommage au Jardín de la Esperanza après le passage des bulldozers⁶¹. En juillet 2010, alors que la fin de l'accord approchait, une manifestation à vélo (Photo 150) a été modelée sur la célèbre chevauchée nocturne de Paul Revere en 1775, pour faire connaître les mouvements de l'armée britannique aux révolutionnaires américains. Plusieurs vélos étaient munis de têtes de chevaux en carton, et les cris de « The Bulldozers are coming ! » faisaient écho au « The British are coming ! » de Revere⁶².

⁵⁸ Voir *supra*, p. 98.

⁵⁹ *Art mûr*, <http://www.artmur.com/francais/expositions/passees2005.htm>, consulté en février 2010.

⁶⁰ Cindy Rosenthal, « The Common Green / Common Ground Performance Project: The Personal, the Political, the Gardens, and NYU », *The Drama Review*, vol. 46, n°3, Fall 2002, pp. 132-164.

⁶¹ Jill Lane, « Reverend Billy: Preaching, Protest, and Postindustrial Flanerie », *The Drama Review*, vol. 46, n°1, Spring 2002, p. 63.

⁶² Colin Moynihan, « 'The Bulldozers are Coming': Garden Crusaders Hop on their Bikes », *New York Times*, Aug. 1, 2010.



Photo 149 : Les jardins tatoués de Sylvie Fraser, rue Sainte-Catherine, Montréal, juillet 2005.



**Photo 150 : La manifestation inspirée de la chevauchée de Paul Revere, 29 juillet 2010.
Source : Album Flickr de Times Up !**

Les actions artistiques et militantes ne sont d'ailleurs pas les seules à chercher à se réappropriar la ville tout en la rendant plus agréable à vivre et plus respectueuse de l'environnement ; d'autres groupes qui visent le même but par d'autres moyens. Les « anti-voitures » qui défendent le vélo, ont le même goût pour les opérations illicites. Des « vélorutionnaires » parisiens ont ainsi bloqué la circulation sur la Place de l'Étoile ou ralenti plusieurs grandes artères par des « courses de lenteur »⁶³. Des concepts de jardins ambulants dans des caddies ou montés sur des vélos ont vu le jour en Angleterre (Photo 154). Le collectif international Reclaim the Streets organise également des actions urbaines pour la réappropriation des voies de circulation par les

⁶³ Vélorution, <http://www.velorution.org/articles/>, consulté en février 2010.

piétons et les véhicules non motorisés, en organisant des fêtes au milieu de la rue ou en s'associant à des manifestations pour d'autres causes⁶⁴.



Photo 151 : Un Park(ing) créé par le collectif REBAR, San Francisco.

Source : Rebar, <http://www.rebargroup.org/projects/parking/PARK%28ing%29/index.html>, consulté en février 2010.



Photo 152 : Park(ing) Day à New York en 2009.

Source : Park(ing) Day, <http://parkingday.org/frequently-asked-questions/>.

Il arrive que ces deux combats, celui des anti-voitures et celui des *guerilla gardeneners*, soient menés de front. À San Francisco, le collectif d'artistes Rebar proteste depuis 2005 contre le fait que plus de 70 % de l'espace public du centre ville soit consacré aux véhicules privés, et qu'il soit si difficile de trouver des lieux où se reposer, discuter, ne rien faire. Sous le nom de Park(ing), ils mènent des actions d'occupation de places de parking par des mini parcs éphémères avec pelouse, bancs, arbres (Photo 151). Ils paient le tarif en vigueur pour se « garer » pendant deux heures, puis démontent leur parc. Il n'est donc pas question ici de pérennité, mais de remettre en question l'allocation qui est faite de l'espace urbain⁶⁵. L'idée a d'ailleurs fait des émules et a donné naissance à la journée internationale du Park(ing), durant laquelle des places de stationnement sont investies par des espaces verts éphémères

⁶⁴ *Reclaim the Streets*, <http://www.urban75.com/Action/reclaim2.html>, consulté en février 2010.

⁶⁵ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening: a Handbook for Gardening Without Boundaries*, New York, Bloomsbury, 2008, pp. 91-92 et Rebar, <http://www.rebargroup.org/projects/parking/#>, consulté en février 2010.

dans des villes du monde entier, y compris Paris et New York (Photo 152)⁶⁶. À Toronto, un projet de même inspiration mais de plus longue durée a été développé par le collectif Streets Are for People ! qui organise notamment des piques-niques en pleine rue ou des manifestations à vélo⁶⁷. Le Community Vehicular Reclamation Project est une carcasse de voiture transformée en jardin assorti d'une pelouse sur le capot où l'on peut s'asseoir ; elle est garée sur une place de parking, également payée au tarif en vigueur (Photo 153)⁶⁸.



Photo 153 : Community Vehicular Reclamation Project, Toronto.

Source: Streets Are for People!, <http://www.streetsareforpeople.org/actions/cvrp.html>, consulté en février 2010.

Les Freegans (Photo 155, Photo 156), présents à New York comme à Melbourne, recherchent un mode de vie aussi détaché des échanges monétaires que possible et militent pour la diminution des gâchis alimentaires. Ils se nourrissent, se vêtent, parfois se logent en pratiquant le *dumpster diving*, c'est-à-dire la plongée dans les poubelles de la ville, notamment celles des supermarchés, où des tonnes de

⁶⁶ En 2009, le Park(ing) Day a été suivi dans cent-quarante villes de vingt-et-un pays différents : Park(ing)Day, <http://parkingday.org/>, consulté en septembre 2010.

⁶⁷ Streets Are for People!, <http://www.streetsareforpeople.org/blog/>, consulté en février 2010.

⁶⁸ Richard Reynolds, *On Guerilla Gardening*, p. 92.

nourriture comestible sont jetées chaque jour⁶⁹. Ils participent au mouvement de développement durable urbain radical, qui vise à l'accès et au contrôle des ressources urbaines par les résidents, notamment les moins fortunés. Cela inclut la production de nourriture, le traitement des déchets, la recherche d'autonomie énergétique, le recueil des eaux de pluie⁷⁰.



Photo 154 : Le potager mobile, planté dans un caddie monté sur un vélo tout terrain.
Source : Guerrilla Gardening, <http://guerrillagardening.org/>, consulté en février 2010.



Photo 155 : Des Freegans fouillent une benne à ordures derrière un supermarché de Melbourne, mai 2006.
Source : *The Age*, <http://www.theage.com.au/articles/2006/05/18/1147545456066.html>, consulté en février 2010.



Photo 156 : Des Freegans new yorkais partagent un repas constitué par leur « récolte », juin 2007.
Source : *New York Times*, <http://www.nytimes.com/2007/06/21/garden/21freegan.html>, consulté en février 2010.

⁶⁹ Voir par exemple Steven Kurutz, « Not Buying It », *New York Times*, June 21, 2007 et *Freegan Info*, http://freegan.info/?page_id=2, consulté en février 2010.

⁷⁰ *Radical Urban Sustainability*, <http://radicalsustainability.org/rust/toolbox>, consulté en février 2010.

Ces diverses actions sont présentes dans la vie quotidienne des citoyens au même titre que la présence de *community gardens*. Elles ont une forte valeur éducative et cherchent à provoquer une prise de conscience des problèmes d'environnement. Phil Macnaghten part du constat que « si les discours sur le développement durable reçoivent aujourd'hui un soutien largement répandu de la part des acteurs institutionnels, cela entraîne rarement de grands changements dans le comportement environnemental ». Pour lui, les discours sur une « nature globale en danger » que doit protéger une « communauté globale » ne suscitent guère l'intérêt des citoyens, et donc pas d'actions individuelles. Pour gagner le soutien public, il faudrait donner aux problèmes environnementaux une dimension plus humaine, notamment en les présentant par le biais de contacts physiques quotidiens avec la nature⁷¹. C'est la stratégie développée par le laboratoire d'ornithologie de Cornell University en invitant les citoyens à compter les oiseaux dans leur quartier. En France, un programme similaire existe pour les papillons⁷². Françoise Dubost et Bernadette Lizet soulignent aussi le rôle des expériences locales dans le développement durable de la ville :

« Il apparaît plus clairement aujourd'hui que la préservation des ressources et du patrimoine naturels est inséparable à la fois de l'impératif d'équité sociale et de la nécessité de partager les savoirs. [...] À cette condition, le développement durable incite au civisme, à la concertation et au militantisme associatif, au refus des rigidités technocratiques. Si le résultat est plutôt négatif aux échelles mondiale et nationale, au plus près du terrain des initiatives ont été prises, des expériences ont été menées, des réseaux d'acteurs se sont mis en place »⁷³.

Des jardins installés « au plus près du terrain », dans les interstices urbains, à faible distance des lieux de résidence ou de travail des citoyens, que ceux-ci peuvent participer à entretenir, embellir, protéger, semblent être un des moyens de créer ce

⁷¹ Phil Macnaghten, « Embodying the Environment in Everyday Life Practices », *The Sociological Review*, vol. 51, n°1, 2003, pp. 63-84.

⁷² Noé Conservation, <http://www.noeconservation.org/>, consulté en février 2010.

⁷³ Françoise Dubost et Bernadette Lizet, « La nature dans la cité », in Françoise Dubost et Bernadette Lizet, dir., *Bienfaisante nature*, Paris, Seuil, 2003, p. 16.

contact physique quotidien. Ils sont de plus potentiellement, comme nous l'avons vu, des lieux éducatifs et des laboratoires pour la mise en place d'innovations écologiques. Ils jouent donc un rôle important dans la prise de conscience des enjeux contemporains.

Conclusion

Dans son rêve de Jardin planétaire dont résulterait « une gouvernance centrée sur *l'Homme symbiotique* : celui par lequel l'équilibre est maintenu tandis que se maintient sur la planète une capacité des systèmes biotiques à poursuivre les mécanismes de l'évolution », Gilles Clément envisage la nécessité de créer une multitude de « Jardins de résistance » :

« Par jardin de résistance il faut entendre l'ensemble des espaces publics et privés où l'art de jardiner – qu'il s'agisse de jardins vivriers ou de jardins d'agrément, de parcs urbains ou d'espaces d'accompagnement de la ville, de territoires appartenant au tissu de la cité ou à celui de la campagne – se développe selon des critères d'équilibre entre la nature et l'homme sans asservissement aux tyrannies du marché mais avec le souci de préserver tous les mécanismes vitaux, toutes les diversités – biologiques ou culturelles – dans le plus grand respect des supports de vie (eau, sols, air) et dans le plus grand souci de préserver *le bien commun et l'humanité tributaire de ce bien commun*. [...] À travers les jardins de résistance se définit un art de vivre qui ne concerne pas seulement la question du jardin mais, d'une façon globale, le rapport de l'homme à son environnement social et biologique où, selon les critères issus du Jardin en Mouvement, *l'économie de vie* consiste à faire "le plus possible avec et le moins possible contre les énergies en place" »¹.

Pour les premiers créateurs de *community gardens* à New York, il s'agissait bien dès le départ de s'affranchir des « tyrannies du marché ». À la recherche de cet équilibre entre l'homme et la nature et de cette économie de ressources et d'énergies, les jardiniers manifestent petit à petit un véritable désir de maîtriser l'impact environnemental de leurs pratiques, voire de contrecarrer celui de la ville alentour.

¹ Gilles Clément, *Les jardins de résistance*, disponible en ligne sur Gilles Clément, <http://www.gillesclement.com/cat-jardinresistance-tit-Les-Jardins-de-resistance>.

Ces projets d'occupation de l'espace urbain sont un moyen d'expression particulièrement efficace pour les citoyens les moins bien dotés en argent comme en pouvoir. Ils sont en effet relativement faciles et peu onéreux à mettre en place, grâce à la culture de la récupération et de la débrouillardise. Ils sont « les produits imaginatifs d'une anti-économie, construite par des personnes inventives qui coopèrent librement. Elles n'attendent pas de changement institutionnel par le haut mais s'attèlent à bâtir un monde nouveau dans la coquille de l'ancien »². Ils offrent une activité praticable par un large éventail de la population. Dans le meilleur des cas, elle permet de passer outre les différences sociales, économiques ou culturelles, à la recherche d'un bien commun, tout en permettant à ces différences de s'exprimer³. Mais ils impriment surtout une marque visible sur l'environnement immédiat, en rupture avec le bâti alentour. Ainsi les responsables peuvent-ils apprécier le fruit de leur travail en quelques mois, et également le rendre public. C'est paradoxalement leur nature interstitielle, leur inscription horizontale dans le vertical environnant, qui provoque cette rupture qui attire le regard du passant et participe de « l'ambiance architecturale »⁴. Il n'est pas besoin de passer la grille d'un *community garden* pour être conscient de son existence et de son impact, même si son fonctionnement reste mystérieux pour beaucoup de New Yorkais. Il s'agit donc d'une belle démonstration de prise de pouvoir par l'appropriation du territoire. Tous ces projets n'ont pas été le fait de militants comme les Green Guerillas, certains répondaient à une nécessité économique ou culturelle et non à une motivation politique. Mais peu importe qu'un jardin ait été planté ou non avec une intention de désobéissance civile, il n'en est pas moins un acte de défiance à l'égard de l'ordre établi, un moyen d'expression pour les plus démunis, ceux qui ont rarement la possibilité d'influer directement sur leur propre cadre de vie. Ces initiatives représentent à la fois une nouvelle manière de vivre la ville – plus active, plus riche – et une nouvelle manière de considérer la place de la nature dans l'environnement urbain.

² Chris Carlsson, *Nowtopia*, Oakland, AK Press, 2008, p. 4.

³ Françoise Dubost, *Les jardins ordinaires*, Paris, L'Harmattan, 1997, p. 158.

⁴ Gérard Hégon et Henry Torgue, « Ambiances architecturales et urbaines : de l'environnement urbain à la ville sensible », in Olivier Coutard et Jean-Pierre Lévy, dir., *Écologies urbaines*, Paris, Economica, 2010, pp. 185-197.

Gilles Clément souligne l'importance du jeu d'échelles, entre le fonctionnement local du jardin qui lui assure une certaine indépendance, et les échanges globaux, indispensables pour créer le Jardin planétaire :

« L'économie émergente des jardins de résistance intègre [...] deux dynamiques opposées :
- l'une associée aux échanges distants induisant la *dépendance*
- l'autre associée aux échanges locaux permettant l'*autosuffisance* »⁵.

Ce va-et-vient entre les échelles est indispensable au vu du plus grand défi auquel font face les *community gardens* de New York, à savoir la recherche de la pérennité dans le tissu urbain. Les étudier dans une double perspective, civilisationniste et ethnographique, a permis d'examiner les origines du mouvement, son enracinement dans une culture sociale, politique et urbaine, mais également d'entrer dans les détails de la vie et des perceptions de ces espaces. L'approche de terrain dans quatre jardins dispersés dans la ville, qui ont connu des histoires différentes et sont fréquentés par des populations différentes, permet de mesurer l'ampleur de la variété des attentes et perceptions à l'égard des *community gardens*. Alors que le Clinton Community Garden, dont la pérennité est assurée, doit s'adapter à une popularité grandissante qui menace l'intégrité des lieux et la tranquillité de ses membres, Bainbridge doit pallier le faible nombre de personnes impliquées en faisant appel aux bonnes volontés des associations de promotion du jardinage urbain. Une gestion trop globale du mouvement représente un danger d'uniformisation de projets nés spontanément de besoins locaux. C'est leur unicité qui leur permet de répondre au mieux à ces besoins, en fonction des moyens humains et matériels disponibles. Pour Gilles Clément, « l'*atomisation* du système joue en faveur de la résistance car, ainsi, il se rend difficilement saisissable »⁶. Ceci est vrai des actes de *guerilla gardening*, comme l'a aussi souligné Richard Reynolds. Mais lorsque le stade du « difficilement saisissable » est dépassé, lorsque les jardins deviennent une présence forte qui cherche à perdurer, l'atomisation est au contraire un handicap. Installé dans des

⁵ Gilles Clément, *Les jardins de résistance*.

⁶ *Ibid.*

interstices d'espace et de temps, chaque jardin individuellement peut difficilement justifier son existence face au poids d'un projet urbain global, aux fluctuations du marché foncier, aux changements politiques. C'est en se présentant comme un réseau, en unissant leurs ressources et en obtenant le soutien d'autres organismes et associations, que les *community gardens* ont pu plaider leur cause avec un tel succès. De plus, malgré toutes les vertus qu'on leur prête, vertus vérifiées ou non, les jardins ne sont pas la panacée. Ils ne peuvent à eux seuls nourrir une ville, ni purifier son air ou éradiquer le crime, ne serait-ce que parce que seule une faible proportion de la population y est impliquée. Leur mise en réseau permet déjà de renforcer leur incidence sur la ville et sur les manières de la penser en rendant le mouvement plus visible, et en forçant à débattre des questions que soulève son existence. Mais en se plaçant au sein d'autres réseaux de lutte contre la pauvreté ou la pollution, d'embellissement des quartiers, de promotion de la diversité culturelle et biologique, de contestation politique, ils renforcent d'autant plus leur légitimité⁷. Les défenseurs des *community gardens* ne sont donc pas opposés par principe à une prise en compte globale de leur présence dans la ville, mais la difficulté est d'établir une protection générale pour des lieux gérés individuellement :

« Dans le cadre d'une politique valorisant les principes de l'économie émergente issue des jardins de résistance et, plus généralement de la notion de Jardin planétaire, il deviendrait nécessaire de fédérer le système sans le dévoyer de ses objectifs par un carcan législatif mais en lui fournissant les moyens de la coordination »⁸.

Ce conflit entre un idéal de départ contestataire et libertaire – en partie fantasmé, comme en témoigne l'attitude de Mallory Abramson ou celle des jardiniers portoricains qui se plaçaient sciemment en-dehors de la régularisation et de ses contraintes d'ouverture et de diversité – et une nécessité de contrôle des comportements se retrouve à l'intérieur même des jardins. De nombreux jardiniers expriment encore ce désir d'œuvrer pour l'ensemble du quartier, d'ouvrir leurs portes à ceux qui ne participent pas à l'entretien des lieux. Mais cette envie est souvent

⁷ Pour des exemples d'utopie locale quotidienne, voir Chris Carlsson, *Nowtopia*.

⁸ Gilles Clément, *Les jardins de résistance*.

confrontée à une réalité plus difficile à gérer : celle de visiteurs parfois peu respectueux des lieux et du travail fourni par les bénévoles, ou des compromis nécessaires pour faire exister un groupe hétérogène aux attentes diverses. Ironiquement, le succès de ces entreprises pousse parfois à reproduire les politiques de normalisation des comportements tant décriées par les opposants à la vision urbaine de Rudolph Giuliani. Pour protéger le fruit de leur travail et pour répondre aux exigences de la municipalité et des trusts privés, les jardiniers en viennent, bon gré mal gré, à policer leur espace. Bien que cela semble indispensable dans certains cas – éviter les vols ou les dommages physiques occasionnés au jardin – le risque est de limiter la créativité qui en fait des lieux riches et originaux, et de dégrader les relations au sein du groupe et avec les visiteurs. L'équilibre entre liberté et régulation est donc tout aussi délicat dans chaque jardin que pour le mouvement lui-même au sein de la ville. Et dans les deux cas cet équilibre est contingent à la conjoncture du moment. Ainsi, dans un jardin qui peine à trouver des membres actifs, il n'est pas nécessaire d'imposer des critères stricts pour l'obtention d'une parcelle ; au contraire, les nouveaux venus doivent être encouragés pour assurer le bon entretien du terrain et satisfaire aux exigences de Green Thumb. En revanche, si ce même espace se trouvait pris d'assaut par des jardiniers potentiels, le contrôle des modalités de leur participation au projet deviendrait incontournable. De même, tant que les délais urbains n'intéressaient pas les investisseurs, les *community gardens* étaient les bienvenus, avec des conditions minimales. Ceci a bien changé avec la relance économique, qui a révélé la fragilité de ces projets au regard de l'aménagement à l'échelle de la métropole. Aujourd'hui les nouvelles règles, qui font suite à celles édictées par l'accord de 2002, assurent que les jardins seront protégés tant qu'ils respecteront les critères de « *good standing* » (bon état). Nous avons vu à quel point cette notion est ambiguë lorsqu'il s'agit de juger de l'entretien d'une parcelle, et elle ne l'est pas moins lorsque le statut de tout un jardin est dans la balance. Les jardiniers se retrouvent donc en position de devoir réclamer des éclaircissements sur ces critères dont dépendent leur avenir⁹, renonçant ainsi implicitement à leur nature politique contestataire.

⁹ Échange de messages sur la liste de diffusion de la New York City Community Gardens Coalition, 7

Il est cependant primordial, et Green Thumb le reconnaît, de préserver le caractère unique et local des jardins. En effet, ils répondent à des besoins précis, à un moment et dans un lieu donnés ; ces besoins ne sont pas les mêmes partout et ne peuvent donc être résolus de manière uniforme. Les moyens ne sont pas non plus les mêmes : tous les jardiniers sont bénévoles, mais ils ne disposent pas des mêmes ressources en temps, argent ou savoir-faire. Les groupes diffèrent également par leur taille et leur hétérogénéité ce qui, nous l'avons vu, influence fortement l'organisation générale, et chacun évolue au cours des années, au rythme des mouvements de population. L'institutionnalisation risque donc non seulement de limiter la créativité, de gommer les originalités, mais également de figer chaque entreprise dans le temps. Or, puisque ces espaces sont entretenus par des bénévoles motivés par un projet qui leur tient à cœur, le danger est une perte de cette motivation, qui pourrait entraîner ce que l'institutionnalisation essaie justement d'éviter, à savoir l'abandon progressif de ces lieux.

Si les concepts de biodiversité ou de développement durable sont encore peu présents dans les discours, les jardiniers manifestent généralement une volonté d'éviter l'usage de produits chimiques, mais aussi d'assainir le sol dont ils ont hérité. Certains cherchent même à attirer des espèces animales ou à réintroduire des plantes endémiques ; nous avons vu que la pratique du compost est répandue et que celle du recueil des eaux de pluie se généralise. Il s'agit donc potentiellement de laboratoires pour de nouvelles relations entre ville et nature, à une époque où les chercheurs, les urbanistes et les gouvernements sont en quête de solutions aux dérèglements environnementaux sur l'ensemble de la planète et placent la ville au centre de la problématique. La municipalité aurait bien tort d'ignorer l'apport des *community gardens* en la matière. Si chaque effort individuel peut sembler insignifiant face à l'urbanité écrasante de New York, c'est encore une fois dans les réseaux à l'échelle de la métropole que réside la puissance de ces jardins. Ils trouvent leur force politique et sociale dans la mise en commun de ressources et le combat solidaire, au-delà des différences géographiques, économiques ou ethniques, mais leur puissance sur le plan environnemental réside dans la mosaïque qu'ils forment et qui s'insère dans le

système des espaces verts publics et des « tiers paysages » non investis. Il est reconnu que les concepts d'écologie du paysage – taches d'habitat, corridors, connectivité – peuvent être appliqués à l'aménagement urbain de manière bénéfique¹⁰ ; les *community gardens* devraient pouvoir être intégrés à de telles politiques d'aménagement. Ils pourraient ainsi ajouter les services écosystémiques à la liste des bénéfices qu'ils apportent à la communauté urbaine, celle de leur quartier comme celle de l'ensemble de la métropole, et qui justifient leur existence indépendamment des fluctuations du marché de l'immobilier. L'histoire a montré que le jardinage collectif était une solution privilégiée en cas de crise économique et sociale, car facile à mettre en place mais également à démanteler. Or, on peut aujourd'hui les considérer comme un élément de réponse à la crise environnementale.

Bien que leur sort soit loin d'être réglé, les *community gardens* de New York représentent une utilisation exemplaire des moyens de pression et de combat dans une lutte inégale du point de vue des ressources et du pouvoir. Les personnes impliquées, souvent passionnées par leur activité, ont su jouer de leur image pour s'attirer la sympathie du public et contrecarrer ainsi l'écrasant pouvoir gouvernemental. Mais le rôle joué par des individus fortement médiatiques n'est pas à négliger. La chanteuse Bette Midler a prêté son nom tout autant que sa fortune pour sauver des dizaines de jardins d'une destruction certaine. Elle a également collaboré en 2007 avec le rappeur 50 Cent pour réaménager un *community garden* dans le quartier du Queens où celui-ci a grandi¹¹. Plus récemment, c'est Michelle Obama qui a fait sensation parmi les jardiniers urbains en ouvrant un potager à la Maison Blanche dès son arrivée et en applaudissant aux initiatives de jardinage collectif en ville¹². Ce geste politique et médiatique mettait nettement l'accent sur la production alimentaire et la lutte contre l'obésité, un bénéfice des *community gardens* qui est de plus en plus mis en avant. Dans les années 1970 il s'agissait surtout de produire de la nourriture pour des raisons

¹⁰ Wenche E. Dramstad, James D. Olson and Richard T. T. Forman, *Landscape Ecology Principles in Landscape Architecture and Land-Use Planning*, Washington, Island Press, 1996.

¹¹ *New York Restoration Project*,

http://www.nyrp.org/Parks_and_Gardens/Community_Gardens/Queens/Curtis_50_Cent_Jackson, consulté en août 2010.

¹² Marian Burros, « Obamas Plant Vegetable Garden at White House », *New York Times*, 19 mars 2009, et vidéo enregistrée par Michelle Obama pour être diffusée au congrès de l'American Community Gardening Association en 2010.

économiques et culturelles – le désir de travailler la terre pour les immigrés ruraux, mais également d’avoir accès à des espèces exotiques difficilement accessibles dans les commerces locaux. Les questions sanitaires sont aujourd’hui de plus en plus prégnantes.

Pour poursuivre cette étude sur une échelle plus vaste, il serait utile et intéressant de développer des études comparatives de programmes de jardinage collectif urbain dans différentes villes et différents pays. Les rapports entre les *community gardens* de New York et la municipalité sont l’héritage de leur histoire, des conflits passés, de la culture politique des résidents, de l’aménagement de la ville, des relations très particulières de celle-ci avec l’État. Les quelques éléments de comparaison entre New York et Paris exposés dans cette thèse donnent une idée du processus d’hybridation en jeu. En effet, les jardins français ont été en partie inspirés par le modèle américain, notamment par le biais d’échanges financés par la Fondation de France. Mais ils s’inscrivent également dans une histoire nationale : ils sont les descendants des jardins ouvriers, une tradition inconnue aux États-Unis. Ils sont également beaucoup moins ancrés dans la contestation politique et les cas d’occupation illégale de l’espace, comme celui du Jardin Solidaire, sont rares. Toute tentative de pérennisation dans une ville ou dans une autre, doit prendre en compte ces éléments particuliers, mais également rechercher des arguments plus universels ; c’est ce que peut permettre un nouveau changement d’échelle, en passant de la métropole au continent ou à la planète. Cela permettrait également d’étudier la manière dont un tel « particularisme militant »¹³ peut se répandre dans un pays et au-delà. Pour Chris Carlsson, cela ouvre des perspectives qui peuvent pousser à l’optimisme, puisque « le nouveau système de production globale participe bien sûr à l’extension de la société de marché, mais il accélère aussi inévitablement l’extension de l’opposition sociale, le partage d’expérimentations et d’alternatives. Nous vivons un moment de l’histoire au moins aussi exaltant que décourageant »¹⁴.

¹³ Raymond Williams, cité par David Harvey, « Militant Particularism and Global Ambition: The Conceptual Politics of Place, Space, and Environment in the Work of Raymond Williams », *Social Text*, n°42, Spring 1995, pp. 6-98.

¹⁴ Chris Carlsson, *Nowtopia*, p. 7.

Liste des acronymes

ACGA : American Community Gardening Association

BBG : Brooklyn Botanical Garden

BCGC : Brooklyn Community Gardeners' Coalition

BQLT : Brooklyn Queens Land Trust

CBGC : Central Brooklyn Garden Coalition

CCG : Clinton Community Garden

GT : Green Thumb

GG : Green Guerillas

HPD : Housing and Preservation Department

MTEC : Magnolia Tree Earth Center

NYCCGC : New York City Community Gardens Coalition

NYCCPG : New York City Coalition for the Preservation of Gardens

NYCP : New York City Partnership

TPL : Trust for Public Land

Annexes

Annexe 1 : Règlements du Clinton Community Garden

Règlement pour les keyholders

KEYHOLDER AGREEMENT

WELCOME TO THE CLINTON COMMUNITY GARDEN!!! The garden was created in 1977 by Hell's Kitchen residents who cleaned out the debris of a 28 year old vacant lot and transformed it to a beautiful garden oasis. The garden is managed and governed by an elected body of gardeners called the Steering Committee, under license from the New York City Parks Department. The garden is open from dawn to dusk all year.

GENERAL GARDEN RULES

The following rules and guidelines are listed to help us protect the garden and to enjoy it in a quiet, considerate manner. Everyone's cooperation is expected in order to have access to the garden.

To protect the trees, shrubs, plants and the plant beds:

1. The care of each front garden bed and rear garden plot is assigned to specific individuals and only those individuals may enter or alter the area assigned to them.
2. Picking or destruction of plants or flowers is not permitted.
3. Climbing on trees or shrubs is not permitted.
4. The water supply is only to be used by gardeners caring for their assigned areas.
5. Only individual plot gardeners and their guests are allowed into the rear garden.
6. Herbs may be harvested carefully from the community herb section.

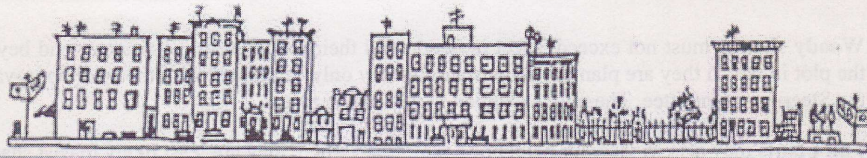
To ensure a calm and contemplative atmosphere and preserve the garden environment:

7. Only persons with a garden key plus their guests are allowed in the front garden.
8. All gates are to be left securely locked behind you; you are responsible for anyone you allow to enter.
9. Children must be supervised at all times.
10. Dogs and cats are not permitted.
11. Ball playing, rough games and running are not permitted.
12. Littering and urinating are not permitted.
13. Except through headphones, amplified sound is not permitted.
14. Strollers, rollerblades and bicycles are not allowed on the lawn. A bicycle rack is available on the outside sidewalk.
15. Gatherings of 10 or more people must have prior permission from the Steering Committee.
16. The garden is NOT a playground. If you are seeking a park or playground, we recommend the following nearby sites: Hell's Kitchen Park (10th Avenue between 47th & 48th Sts.), Ramon Aponte Playground (47th St. between 8th & 9th Aves.), and May Matthews Playground (46th St. between 8th & 9th Aves.).

FRONT GARDEN KEYS

To obtain a key to the garden, one must complete a KEYHOLDER AGREEMENT form and return it to any Steering Committee member or bring it to the monthly Steering Committee meeting (held the first Tuesday of each month, 6:30pm, at Fountain House, 425 West 47th Street, or as posted). Keys are made available to the public for the price of making the key (currently \$2.50). KEYS ARE NOT TO BE DUPLICATED; TO DO SO DAMAGES THE LOCK EVERYONE MUST REQUEST THEIR OWN KEY AND SIGN THIS AGREEMENT.

Règlement du back garden



Clinton Community Garden, Inc.

P.O. Box 214, New York, NY 10108-0214

www.clintoncommunitygarden.org

RULES & POLICIES OF THE REAR GARDEN

(As of March 2002)

These rules and policies of the Rear Garden have evolved over the last 21 years in order to provide a congenial gardening environment for all plot holders. It's important to keep in mind that no one "owns" their plot. Each of us has been given an opportunity to garden a small parcel of City of New York parkland. As Mallory Abramson, a revered founder said, "If you find you haven't the time to devote to gardening, be a sport – give up the plot."

Elected members of the Steering Committee have adopted these rules; new ones may be adopted as required. Flagrant disregard of this community's wishes will result in the loss of your plot. For safety, fairness and the enjoyment of gardening, the following rules will be enforced:

Rear Garden Rules

1. **Do not take or pick anything from another gardener's plot.** You may not take so much as a bug off a leaf in anyone else's plot without their permission. Thieves are not tolerated and will be banished from the garden.
2. **You must maintain your plot.** You are expected to actively garden and maintain your plot in an acceptable manner. All garden plots must be worked by May 1.

Warning Notices and Plot Reassignment. A first warning will be mailed to any gardener whose plot looks untended. The gardener is given 10 days to remedy the situation. A second warning is sent if, after the 10 days has past, the plot still shows no sign of active gardening or the stated problem still exists. Another 10 days is given to cure the complaint. If the plot is *still* not gardened – after two warnings and 20 days – it will be reassigned to the next person on the Wait List. A Plot Committee member will mail notice of reassignment and attempt to phone the past gardener at least three times on three separate days.

"...an acceptable manner" means that you are actively gardening – digging, sowing, planting, weeding, pruning, watering, harvesting, etc. – once a week at the very least during the growing season. If you are ill or on short vacation, ask another rear garden plot holder to water and tend your plot or contact the Steering Committee to assign a volunteer to "garden sit" during your brief absence. **Non-rear garden plot holders (individuals who are not assigned to a rear garden plot) are not allowed to maintain your plot in your absence.**

3. **Trees and tall shrubs are not allowed in rear garden plots.** Trees are NOT permitted in individual garden plots. Root systems can be extensive. Even dwarf species have roots that can spread underground to a neighbor's plot, leaching the soil of nutrients and moisture. Leaves, of course, block the sunlight.

Woody shrubs must not exceed 3 feet in height and their root system must not extend beyond the plot in which they are planted. Woody shrubs may only be planted with the prior approval of the Steering Committee. The only exception to this rule is roses.

Tall plants may also shade your neighbor's plot. Plant where they are least likely to cast shade.

4. **Standing towers and walls are not allowed.** "Highrise" structures, walls, or any construction or assemblage of materials that encloses a plot or intrudes on another's is not permitted. Only one side of a garden plot can have vertical trellis-like, open, airy structures for supporting climbing vegetables, vines or flowers. Poles, stakes, cages and other supports that are used for plants are allowed.
5. **You must weed the walkway that borders your plot.** You are responsible for taking care of (halfway out into) the brick path bordering your plot. It must be smooth to walk on and kept free of debris and weeds. Low-growing ground covers, such as moss and creeping thyme, are encouraged. Using sand between bricks will keep weeds at bay. Plot borders must not extend into the Center Garden's dividing paths. These paths cannot be eliminated and must be kept clear. Pots, boxes, containers, etc., must not be placed on any walkway (a means of extending your plot). Plants cannot extend onto the walkway. Be considerate of all who walk past. Prune, tie back or transplant errant plants – especially if they are thorny.
6. **You must replace all tools and hoses.** All tools must be cleaned and returned to their proper place in the shed. Tools may not be removed from the garden. Hoses must be neatly rewound after use and placed on their retainer. Please take special care not to damage someone else's plants when pulling a hose to your plot. If you're the last one to use the hose, shut off the spigot and let the water drain out. Never water another's plot unless you have been asked to.
7. **We encourage you to compost, but only that which will decompose. You may compost:** coffee grounds (non-flavored), tea bags, rinsed egg shells, clean clam shells, deadheaded blooms, thinned sprouts, dead plants, leaves, chopped vegetables, finely chopped citrus and fruit peels. **Do not compost:** plastic bags, metal, rubber, etc., large branches or any branches with thorns, non-vegetable matter (meat, fish, dairy), kitty litter, pet feces, grease, plants with disease or pests, rocks or anything that isn't organic.
8. **We encourage you to volunteer in the garden** – to donate some time to the maintenance of the Garden and to make sure the Front Garden rules are obeyed. The Garden is an all-volunteer effort and maintenance needs to be done daily. It's unfair that all the work falls to only a handful of people. You are encouraged to volunteer at least 3 hours a month.
9. **You may sublet.** Obligations have you away for the summer? Plots may be sublet every 7 years with Committee approval. The sublet will be assigned by the Steering Committee from the Wait List.
10. **You may bring guests.** Visitors are welcome in the Rear Garden but must be accompanied by a Garden member. Closely supervise children 12 years old and younger so that they do not wander. Children of either gardeners or visitors are not allowed in the tool shed nor, of course, in any other gardeners' plot. Running is never permitted and all Front Garden rules (as stated in the Key Agreement and posted in the bulletin boards) also apply in the Rear Garden.

By signing your Plot Renewal Form each year you agree to abide by the above rules and regulations. Failure to follow them may result in garden privileges being revoked and/or garden plots being reassigned.

Enjoy the Garden!

Règlement pour les bénévoles du *front garden*

Policy on Front Garden Volunteer Beds Draft 8/5/97

I. Goals and Definitions

The primary goal of the front, public area of the Clinton Community Garden (CCG) is to provide a peaceful aesthetically pleasing environment for the community members to enjoy. Pursuant to this goal, the garden steering committee will utilize the skills and knowledge of dedicated garden members to maintain this area on a volunteer basis. Designated areas, called "volunteer beds", are assigned to volunteers who have individual responsibility for maintaining the bed in a healthy, attractive condition.

II. Volunteer Selection Process

The process for selection of front bed volunteers is as follows:

- A sign will be posted prominently advising CCG members of the potential for the opportunity to maintain a volunteer bed, with clear instructions on how to make their interest known to the Volunteer Committee.
- The Volunteer Committee, consisting of the Volunteer Coordinator, the Landscape and Design Subcommittee and the departing gardener (if appropriate) is responsible for assigning volunteer beds, subject to veto by a majority vote of the Steering Committee.
- The Steering Committee will be informed of the Committee's decision at the meeting immediately following the assignment of the bed to the new gardener.
- All volunteers will sign an agreement, fashioned after the existing plotholder's agreement, stating that they will abide by the terms outlined below.

III. Criteria for Volunteer Selection

New volunteers must show:

- an enthusiasm for "public" gardening, a respect for and appreciation of plants and their needs, and reasonable evidence of gardening skills, either by maintaining a healthy, pleasing back garden plot, or by other means;
- dedication to the CCG by general volunteerism and interest, including a willingness to help maintain other parts of the garden such as picking up trash, weeding paths, sweeping, etc.;
- a recognition that to garden in the public area is a privilege which carries a responsibility to the community as a whole.

**Annexe 2 : Grille d'évaluation de l'impact du projet de Ratner
sur les espèces végétales et animales au Pacific Street
Brooklyn Bear's Garden**

FLORA

Plant	Effect of reduced daytime sun	Effect of increased neon lights/decreased night darkness	Effect of increased wind	Effect of noise/vibration
Mock orange tree				
Peach tree				
Magnolia				
Plum				
Red maple				
Elderberry				
Birch				
Crepe myrtle				
Dogwood				
Kryptomeria				
Japanese Cedar				
Horse Chestnut				
Rose of Sharon				
Lilacs				
Iris				
Hydrangea				
Day lilies				
Trumpet vines				
Chinese Wisteria				
Honeysuckle				
Scarlet runner beans				
Sunflowers				
Echinacea				
Columbine				
Nasturtiums				
Roses—red,				

Plant	Effect of reduced daytime sun	Effect of increased neon lights/decreased night darkness	Effect of increased wind	Effect of noise/vibration
white, and yellow				
Marigolds				
Petunias—purple, pink, and blue				
Violets				
Hollyhocks				
Pansies				
Cardinal flowers				
Daffodils				
Tulips				
Hyacinth				
Morning glories				
Mulleins				
Veronica				
Physostegia (obedient plant)				
Cornflowers				
Zinnias				
Tithonia				
Dianthus				
Sedum				
Creeping geranium				
Monarda (bee balm)				
Impatiens				
Cosmos (sulfureus and bipinnatus)				
Verbena				
Bonariensis				
Rudbeckia				
Water lilies				

Plant	Effect of reduced daytime sun	Effect of increased neon lights/decreased night darkness	Effect of increased wind	Effect of noise/vibration
Astilbe				
Four o'clocks				
Morning primrose				
Liriope				
Muscari				
Nigella				
Coleus				
Strobilanthes (persian shield)				
Ferns				
Colocasia (elephant's ear)				
Hosta				
Ivy				
Ribbon grass				
Tomatillos				
Lemon cucumbers				
Regular cucumbers				
Edamame				
Spinach				
Fava beans				
Tomatoes				
<i>lemon drop</i>				
<i>green zebra</i>				
<i>tangerine</i>				
<i>cherry</i>				
Pumpkins				
Radishes				
Carrots				
Beets				
Garlic				
Dill				
Green and red				

Plant	Effect of reduced daytime sun	Effect of increased neon lights/decreased night darkness	Effect of increased wind	Effect of noise/vibration
peppers				
Mesclun				
Spinach				
Turnips				
Bush beans				
Lettuce				
Swiss chard				
Arugula				
Corn				
Fennel				
Potatoes				
Eggplant				
Cucumbers				
Okra				
Squash				
Collards				
Strawberries				
Raspberries				
Peas				
Sage				
Lemon balm				
Peppermint				
Spearmint				
Parsley				
Cilantro				
Castor bean				
Lavender				
Rosemary				
Oregano				
Thyme				
Basil				
Sunflowers				
Cotinus (purple smoke tree)				
Siberian pea tree				

FAUNA

Resident	Effect of reduced daytime sun	Effect of increased neon lights/decreased night darkness	Effect of increased wind	Effects of noise/vibration
Bats				
Rats				
Mice				
Hawks				
Catbirds				
Sparrows				
Starlings				
Hummingbirds				
Squirrels				
Gold fish				
Koi				
Bullfrog				
Honeybees				
Bumblebees				
Dragonflies				
Fireflies				
Butterflies				
<i>Monarchs</i>				
<i>Black Swallowtails</i>				
<i>Zebra Swallowtails</i>				
<i>Painted Ladies</i>				
<i>Red Admirals</i>				
<i>Cabbage butterflies</i>				
Moths				
Red worms				
Green worms				
Earthworms				
AND				
People				

Annexe 3 : Accord signé en 2002 entre la Ville et l'État de New York

MEMORANDUM OF AGREEMENT

On this date, September 17, 2002, the State of New York by Eliot Spitzer, Attorney General of the State of New York ("State"), and the City of New York by Michael A. Cardozo, Corporation Counsel of the City of New York ("City"), agree to establish the following protocol for the preservation and development of City-owned GreenThumb community gardens:

1.THE GREEN THUMB PROGRAM SHALL CONTINUE

The GreenThumb Program shall continue to be administered by the City to the extent that the United States Department of Housing and Urban Development ("HUD"), through its Community Development Block Grant program, continues to fund the City's program. Should HUD discontinue such funding, the City will continue its administration of the program to the extent that other funds are appropriated for that purpose. In the event that no funds are appropriated for the GreenThumb program and the City decides to terminate the program, the City shall provide written notice of such decision to the State, to each not-for-profit-land trust organization to which GreenThumb gardens were transferred pursuant to section 5 of this Agreement, and to each individual registered with the GreenThumb program as responsible for a GreenThumb garden under the jurisdiction of the City ("Gardener of Record"). To the extent possible, the City shall provide such notice at least sixty (60) days prior to such termination. The City's agreement to continue the GreenThumb program as provided herein does not constitute an obligation or agreement to accept into the GreenThumb program new parcels or gardens that are not part of the GreenThumb program as of the date of this Agreement, other than as provided in sections 6(B) and 8 below.

2. EXISTING GARDENS UNDER PARKS DEPARTMENT AND OTHER SPECIFIED CITY AGENCY JURISDICTIONS TO REMAIN IN GREENTHUMB PROGRAM; GARDENS OPERATED BY THE NEW YORK CITY DEPARTMENT OF EDUCATION

Approximately eighty six (86) existing GreenThumb gardens on two hundred twenty-five (225) lots are currently under the jurisdiction of the New York City Department of Parks and Recreation ("Parks"). These gardens are identified on the annexed exhibit as "Parks Open Space." Seven (7) existing GreenThumb gardens on seven (7) lots are currently under the jurisdiction of another non-developing City agency, including the New York City Department of Environmental Protection, New York City Department of Transportation and New York City Police Department. These gardens are identified on the annexed Exhibit as "Subject to Development/ No Development Currently Planned."

The aforementioned gardens shall remain in the GreenThumb program as community gardens or as open space, and will continue under the jurisdiction of the individual agencies mentioned above, until such time, if ever, that the City determines to sell or develop the garden lot, or until the garden no longer participates in the registration and licensing process administered by the GreenThumb Program Office. The City represents that it has no present intention of selling or developing any of these gardens, which are identified on the annexed Exhibit. However, in the event the City determines to sell or develop any of these garden lots, such sale or development shall be subject to the land use and garden review processes set forth in sections 4 and 6, as applicable.

No later than February 28, 2003, the City Parks Department, through its GreenThumb Program, will offer each GreenThumb garden identified above and not yet registered, an opportunity to register with the GreenThumb Program, and, once registered, to obtain a GreenThumb license. Alternate GreenThumb gardens as set forth in sections 6 and 8 below, and Development Gardens as set forth in section 6 below that are not planned for development or sale in the short term, will also be offered an opportunity to register with the GreenThumb program and, once registered, obtain a license. The terms of the licenses shall be determined by the City, but shall, at a minimum, include the following conditions: (a) a license term of not less than one year; (b) a provision stating that the City shall give not less than sixty (60) days written notice of cancellation of the license to the Gardener of Record; and (c) a provision stating that the City shall notify the Gardener of Record, pursuant to the requirements of Section 6 of this Agreement, of any proposal to develop the garden parcel.

Approximately one hundred (100) gardens existing on one hundred nine (109) lots are under the jurisdiction of the New York City Department of Education ("Department of Education"). These lots are periodically used as gardens by City schools and receive technical support from the GreenThumb Program Office. The Department of Education gardens are identified on the annexed Exhibit as "DOE Open Space." The City understands that the Department of Education does not currently intend to use these lots for other than school-related purposes. The Department of Education gardens shall continue to be eligible for technical support from the GreenThumb Program Office.

2.PARKLAND STATUS

The City is not designating any community garden as parkland, nor shall any provision of this Agreement affect the parkland status of any property. The GreenThumb gardens that have been previously mapped as parkland are identified on the annexed Exhibit as "Mapped Parkland." If a GreenThumb garden not listed as mapped parkland on the annexed Exhibit is subsequently discovered to have been mapped as parkland, that property shall be subject to the restrictions applicable to mapped parkland.

4. SEQRA AND LAND USE REVIEW TO BE COMPLIED WITH BY THE CITY

(A) SEQRA

Any planned project for the disposition and/or development of a site containing a Green Thumb garden will undergo such environmental review as is required by law, pursuant to the New York State Environmental Quality Review Act ("SEQRA"), Environmental Conservation Law §8-0101 et seq.

(B) Land Use and Disposition Review

In addition, any such project will undergo, as required by law, review pursuant to Section 197-c of the New York City Charter ("ULURP") and/or whichever of the following statutory procedures applies: Section 384(b)(4) of the New York City Charter, Article XI of the Private Housing Finance Law, Article 15 ("Urban Renewal Law") or Article 16 ("UDAAP") of the General Municipal Law, or any other law authorizing the disposition of City-owned land.

4.GREENTHUMB GARDENS TO BE OFFERED TO PARKS DEPARTMENT OR LAND TRUSTS FOR PRESERVATION

Approximately one hundred ninety-eight (198) existing GreenThumb community gardens on three hundred forty-eight (348) lots not proposed for sale or development, and all alternate gardens as set forth in sections 6 and 8, shall be offered either to (i) the Parks Department for preservation as community gardens or open space, or (ii) one or more not-for-profit land trust organizations, such offer to be conditioned on the agreement of the land trust to preserve such gardens as community gardens or open space. The existing gardens to be offered for preservation are identified on the annexed Exhibit as "Offer for Preservation." Each offer of sale to a not-for-profit land trust organization shall be for a nominal purchase price. All offers of sale of existing GreenThumb gardens to a not-for-profit land trust organization shall be made by the City within three years from the date this Agreement is fully executed, and are subject to approval through ULURP. Alternate gardens shall be offered for preservation within one year after they have registered with the GreenThumb Program Office or three years after execution of this Agreement, whichever is later. The City may, in its discretion, continue to provide GreenThumb support to any or all of these gardens subsequent to their transfer to a not-for-profit land trust organization. In the event that a development project abuts a garden lot planned for preservation that must be temporarily closed and disturbed during the period of construction, upon completion of such construction, reasonable efforts will be made to return each such affected garden lot to the condition that existed prior to the commencement of any construction work thereon.

6. GARDENS WHICH MAY BE SUBJECT TO DEVELOPMENT FOLLOWING THE GARDEN REVIEW PROCESS

(A) Garden Lots Subject To The Garden Review Process

Approximately one hundred ten (110) gardens existing on two hundred seventeen (217) lots may be subject to sale and/or development by the City following certain public review processes. These gardens are identified on the annexed Exhibit as “Subject to Development.” Except as otherwise noted in section 6(E), such garden lots that have not yet completed local land use review and obtained all necessary approvals shall undergo the following garden review process.

(B) Alternate Garden Sites

When a City agency or the New York City Economic Development Corporation (“Developing Agency”) proposes the development or disposition of City-owned land containing an existing GreenThumb garden lot, the Developing Agency shall notify the Gardener of Record. The Developing Agency will provide the Gardener of Record with a list of available City-owned vacant land, if any, within one-half mile of the existing GreenThumb garden (the “List”). The List will also identify the approximate size of each lot contained therein. If there is no available City-owned vacant land within one-half mile of the existing GreenThumb garden, the Developing Agency will so inform the Gardener of Record. The Gardener of Record may select a site from the List for use as an alternate GreenThumb garden site, and will inform the Developing Agency and the GreenThumb Program Office of its selection, in writing, within 45 calendar days after the Developing Agency mailed the List. The Gardener of Record’s failure to respond within 45 calendar days will be deemed to be a rejection of the offer. The Gardener of Record’s acceptance or rejection of an alternate garden site will be referenced in a Garden Review Statement (as hereinafter defined). The alternate garden will be offered “as is,” and the gardening group shall be responsible for performing all necessary work on the site. The gardening group may seek assistance from the GreenThumb Program Office in its relocation and gardening efforts at the alternate site; such assistance will be made available, contingent upon staff availability and resources. The City will offer the alternate GreenThumb garden an opportunity to register with the GreenThumb Program, and once registered, obtain a GreenThumb license, as described in Section 2.

(C) Garden Review Statement

The Developing Agency will prepare a written statement (“Garden Review Statement”) which will include the following: (i) a description of the proposed project; (ii) a description of the site and the existing GreenThumb garden located on such City-owned land; (iii) the List, if any; and (iv) a statement of whether the Gardener of Record has accepted any alternate garden sites from the List. A Garden Review Statement will also include the following, to the extent that such information exists and is contained within the GreenThumb Program files: (i) the address (including block and lot) of each affected garden lot; (ii) the date that the garden lot was first leased or licensed by the GreenThumb Program; (iii) the name, address, and telephone number of the Gardener of Record; (iv) a copy of the most recent GreenThumb registration form prepared and submitted to the GreenThumb Program by the Gardener of Record; (v) copies of at least two photographs of the existing

garden; and (vi) the two most recent GreenThumb site visit forms as prepared by a member of the GreenThumb Program staff.

(D) GreenThumb Garden Notice

The Developing Agency will provide a Garden Review Statement to the Community Board of the affected Community District and the Gardener of Record. Any (i) ULURP application proposing the disposition of City-owned land, (ii) request for approval from the City Council or Mayor to dispose of City-owned land pursuant to UDAAP, the Urban Renewal Law, or Article XI, or (iii) request for approval from a Borough Board to dispose of City-owned land pursuant to Section 384(b)(4) will be accompanied by a Garden Review Statement.

(E) Exemptions and Expedited Garden Review

(1) Because this Agreement already provides for their preservation, in whole or in part, or relocation to an alternate Site, the following gardens shall not undergo the Garden Review Process established by this section: Twelfth Street Community Garden (Brooklyn Block 1028, lot 7); Catano Garden (Manhattan Block 1638, lot 131); Oasis I Garden (Manhattan Block 1080, lot 25); Prophecy Garden Church of God (Brooklyn Block 4295, lots 54 and 69); and the gardens identified in section 8 of this Agreement.

(2) Because they are subject to development as part of proposed projects that have nearly completed the land use review process, the following four gardens shall be subject to an expedited Garden Review Process as set forth below: Beare Avenue Garden (Brooklyn Block 4277, lots 27 and 28); New Hope Garden (Manhattan Block 1821, lots 55, 56, and 57); Group 88 Garden (Manhattan Block 1925, lots 7, 8, 54, 55, and 56); and Garden Beautiful (Manhattan Block 2039, lots 8 and 10). For the projects involving these four gardens, the Developing Agency will prepare a Garden Review Statement within one hundred twenty (120) days after this Agreement is fully executed. Such Garden Review Statement shall be part of the submission made to the Office of the Mayor as part of the disposition approval process and shall be mailed to the Gardener of Record no less than twenty-one (21) days prior to any such disposition approval in order to allow for submission of comments by the Gardener of Record.

(3) The Garden Review Process set forth in this section shall cease to apply to the development or disposition of any City-owned GreenThumb garden when a Developing Agency reaches an agreement with the Gardener of Record, in writing, to preserve a portion or all of an affected GreenThumb garden as a community garden and/or as open space as part of the project, or agrees to relocate the garden to an alternate site.

7. GARDENS WHICH MAY BE DEVELOPED WITHOUT FURTHER REVIEW

Approximately twenty-eight (28) existing gardens on sixty-one (61) lots have completed review pursuant to SEQRA, and have received final approval under ULURP and/or Section 384(b)(4), Article XI, the Urban Renewal Law, UDAAP, or other law authorizing the disposition of City-owned land regarding a site containing a GreenThumb garden. These gardens are identified on the annexed Exhibit as

“Immediate Development.” These lots may be sold or developed by the City without any further review. Pending development, the City may in its discretion offer these gardens an opportunity to register with the GreenThumb program and, once registered, obtain a GreenThumb license.

8. ALTERNATE AND COMBINED SITES FOR CERTAIN BRONX GARDENS

The City shall provide an alternate Garden Site for the CS 134 Garden (Block 2972, lots 52 and 55), 1306 Senior Citizen Group Garden (Block 2971, lots 46, 47, and 48) and the Freeman Street Block Association Garden (Block 2968, lot 56) in the Bronx. The alternate Site shall be located behind Public School 134, 1330 Bristow Street in the Bronx. The City shall prepare the alternate Site by removing garbage and other refuse from the site. The parties shall jointly seek to either (i) secure funding by April 30, 2003 to fund additional measures necessary to make the above alternate Site suitable for use as a GreenThumb garden, or (ii) identify another suitable alternate site for use as a GreenThumb garden. The GreenThumb Program shall provide assistance in relocating the CS 134, 1306 Senior Citizen Group and Freeman Street Block Association to the alternate Site. The GreenThumb Program shall, if requested, provide assistance in relocating and combining the Cauldwell Avenue Garden (Block 2633, lot 7), Geneva McFadden Garden (Block 2615, lots 5 and 6), Union and Prospect Block Association Garden (Block 2681, lots 1 and 3) and Sunset Garden (Block 2681, lot 11) with the Jackson Forest Garden (Block 2651, lots 23 and 27) and the Debaron Sisters Civic Association Garden (Block 2633, lots 8 and 9), or another existing GreenThumb garden.

9. DEDESIGNATED GARDEN LOTS

A GreenThumb garden lot offered for preservation as set forth in section 5 and rejected for sale or transfer, or a GreenThumb garden lot planned for disposition or development as set forth in section 6 that is disapproved through the land use disposition review procedures set forth in section 4(B) may remain in the GreenThumb program subject to the following conditions: (1) the garden may apply to register with the GreenThumb program and, once registered, obtain a GreenThumb license (unless the garden is already registered and licensed); (2) a garden planned for disposition or development as set forth in section 6 may be eligible for development subject to the Developing Agency complying with the provisions set forth in section 4, the garden review procedure set forth in section 6, and the terms of any license issued to the garden; and (3) the City may, in its discretion, offer the garden to either a not-for-profit land trust organization or the Parks Department for preservation as a community garden or open space.

10. TERMINATION

A garden lot shall remain subject to this Agreement until any of the following occurs: (1) the lot is sold or transferred to a not-for-profit land trust organization or the Parks

Department, pursuant to section 5; (2) the lot is approved for disposition or development pursuant to sections 6 or 7; (3) the garden's Gardener of Record or, if no Gardener of Record, contact person is offered an opportunity to register and/or execute a license by the GreenThumb Program and refuses to do so for more than two years; or 4) eight (8) years have elapsed from the date the Agreement is fully executed by the Parties.

11. NOTICES

All notices to the parties required by this Agreement shall be delivered by hand or by first-class mail to:

For the State:

Peter Lehner, Esq.

Chief, Environmental Protection Bureau

New York State Department of Law

120 Broadway, 26th Floor

New York, New York 10271

For the City:

Susan Amron, Esq.

Deputy Chief, Environmental Law Division

New York City Law Department

100 Church Street

New York, New York 10007

12. ENFORCEMENT

This Agreement shall be enforceable by the State and the City in a court of competent jurisdiction. In addition, sections 1, 2, 5, 6, 8, and 9, and the future use of gardens as identified in the annexed Exhibit and subject to the provisions of this Agreement shall be enforceable by the Gardener of Record for the affected garden in a court of competent jurisdiction; provided, however, that the future use category to which a particular garden has been assigned on the annexed Exhibit shall not be subject to challenge.

13. AMENDMENTS

Any amendment to this Agreement shall be in writing and signed by the parties.

Dated: New York, New York

September 17, 2002

ELIOT SPITZER MICHAEL A. CARDOZO

Attorney General of the Corporation Counsel of the

State of New York City of New York

The Capitol 100 Church Street

Albany, NY 12224 New York, NY 10007

(518) 473 - 3105 (212) 788 - 0598

By: _____ By: _____

CHRISTOPHER A. AMATO CHRIS REO

Deputy Chief Associate Counsel

Environmental Protection Bureau Environmental Law Division

Annexe 4 : Licence signée entre Green Thumb et les community gardens

Parks GreenThumb Garden License

This License is issued by the City of New York ("City") / Department of Parks & Recreation ("Parks") to Mariss Berry Teanik ("Licensee") for the operation of a GreenThumb Garden located at Stuyvesant High School (address) on Block 3494 and Lot(s) 4 in the Borough of Brooklyn ("the Garden"). This License shall be administered by Parks through the GreenThumb Program Office ("GreenThumb"), which is currently located at 49 Chambers Street, Room 1020, New York, NY 10007.

1. Term

This License is issued to Licensee for a term (the "Term") of two years beginning 2007 and ending 2009 unless earlier terminated. The License may be renewed by the Commissioner of Parks ("Commissioner") at his discretion if Licensee successfully completes the obligations set forth in this License.

2. Notices and Contact Person

All correspondence, including notices of non-compliance, shall be sent to the person designated by Licensee as its "Contact Person." The current Contact Person for Licensee is José Maldonado, who has a mailing address of 1400 E. 4th Ave, # 513, NY 11212, and may be reached by telephone at the following numbers. Day: 718-342-2668, Evening: _____, Weekend: _____, Beeper/cell phone: _____. Licensee shall promptly notify Parks of any change in contact person, or of the address or telephone number(s) provided above. Notice to the Contact Person listed in Park's records shall be deemed notice to the Licensee.

3. No Lease

It is expressly understood that the City has title to the Site and that no land, building, space, or equipment is leased to the Licensee, but that during the term of this License, the Licensee shall be allowed the use of the Site only as herein provided.

4. Garden Accepted As Is

Licensee accepts the Garden "as is," in whatever condition it may be on the date this License is fully executed. Parks makes no representations or warranty of fitness for gardening purposes; it is the responsibility of Licensee to use best effort to make the Garden successful.

5. Obligations of Licensee/ Use of Premises

A. This License is specifically entered into for the purpose of Licensee's designing and installing a plant garden and thereafter maintaining such garden and all plants and structures contained therein (including, but not limited to, all fences, raised plant beds, planters, tables, benches, and other ornamental items) in a safe and orderly condition.

B. Within six months of the issuance of this license, or sooner if applicable, Licensee agrees to the following:

- (i) Licensee shall send a representative to the educational workshops offered by GreenThumb, and shall submit proof of such attendance to Parks.
- (ii) Licensee shall post a sign approved by GreenThumb at the Garden explaining that the Garden is part of GreenThumb and the City of New York/Parks & Recreation, indicating the name of the group, a contact name and number, and indicating the hours during which the Garden is open to the public.
- (iii) Licensee shall design and install a plant garden.
- (iv) Licensee shall nurture and develop the plants in the Garden, including watering, fertilizing, pruning, weeding, and harvesting as required.
- (v) Licensee shall open the Garden to the public, as required by Section 7.
- (vi) Licensee shall make gardening plots available to the public on a first come first serve basis, through the use of a waiting list to be posted at the Garden.

C. Upon execution of the License, the Licensee agrees to the following:

- (i) Licensee shall maintain the Garden in a safe condition and take care of all plants and structures contained therein, including all fences, raised beds, tables, benches, and other ornamental items.
- (ii) Licensee shall keep sidewalks, passageways, and curbs adjacent to and within the Garden clean and free from snow, ice, garbage, debris, and other obstructions.
- (iii) Licensee shall comply with all applicable laws, rules and regulations of the United States, New York State, and the City of New York and Parks, and with such other rules, regulations, orders, terms, and conditions as may be set or required by Parks to the extent that they relate to the gardening activities under this License or are otherwise applicable to the license.
- (iv) Licensee shall arrange for the provision of, and pay for, any utilities other than water, necessary for the performance of the activities described herein; provided however that Licensee shall neither cause nor permit the installation of any such utilities without the prior written approval of Parks.

D. Licensee shall notify Greenthumb of any administrative or operational matters constituting any loss, injury, damage or violation within the garden within three days of such occurrence by preparing and filing a Parks Department Incident Report. Licensee shall also within three days after receipt of notice of any loss, injury, damage or violation within the garden, and in addition to the notice provisions mandated herein, notify the Parks Department in writing at the following address:

New York City Department of Parks & Recreation
Attn: Counsel's Office
The Arsenal, Central Park
830 Fifth Avenue
New York, New York 10021
Tel: (212) 360-1313
Fax: (212) 360-1373

6. Restrictions on Licensee

Licensee agrees to the following restrictions on the use of the Garden:

A. No construction activities may take place without permission from GreenThumb and, where applicable, a valid Construction Permit from Parks and, where applicable, the New York City Department of Buildings.

B. No permanent structures or murals or other permanent works of art may be built in the Garden without permission from GreenThumb and, where applicable, the New York City Department of Buildings.

C. No automobiles, trucks, or other motorized vehicles may be stored or parked at any time in the Garden.

D. No persons shall be allowed to reside in the Garden. Animals, other than dogs, are allowed to reside in the Garden when in accordance with all applicable rules and regulations, including those promulgated by the New York City Department of Health. Dogs may never reside in the Garden.

E. No drugs or alcohol may be used, consumed, stored, sold, or distributed in the Garden.

F. No items may be sold in the Garden, except pursuant to a permit issued by the Revenue Division of Parks, or in conformance with Paragraph L below.

G. Licensee shall not create nor suffer to be created any nuisance or danger to public safety in or around the Garden. Licensee shall not cause nor permit the accumulation of garbage or debris in the Garden. Licensee shall not commit or cause any waste of or to the Garden.

H. Licensee shall not license the Garden or otherwise assign or encumber this agreement.

I. Licensee may not discriminate in any way against any person on grounds of race, creed, religion, color, sex, age, national origin, disability, marital status, or sexual orientation.

J. Licensee may not cause or permit gambling or any activities related to gambling in the Garden, or the use of the Garden for any illegal purpose.

K. Licensee shall not abandon the Garden.

L. Licensee shall neither cause nor permit the use of the Garden for any commercial purpose (including, but not limited to, the sale or advertisement of any goods or services); provided, however, that (i) Parks may allow the sale of agricultural produce at the Garden solely for the purposes of supporting the operation of the garden, and (ii) Licensee may allow the sale of other items pursuant to a permit issued by the Revenue Division of Parks.

M. Licensee shall not use or permit the storage of any illuminating oils, oil lamps, turpentine, benzene, naphtha, or similar substances or explosives of any kind or any substances or items prohibited in the standard policies of insurance companies in the State of New York.

7. Failure to Comply with Restrictions and Termination

Failure to comply with the restrictions listed in Paragraph 6 constitutes a breach of this License, and a warning notice will be issued to Licensee. Parks shall allow Licensee ten days to rectify the breach. Failure to remedy this breach constitutes grounds for termination of this License. Notwithstanding the above, the Commissioner may terminate this License without advance notice for any of the following reasons: 1) Use of the Garden for any illegal purpose, including, but not limited to use of drugs, alcohol, gambling, other illegal activity, or conspiracy to commit same; 2) Creation of danger to the neighborhood, whether through inadequate sanitation, including accumulation of garbage, existence of a fire hazard, or any other condition which may cause harm to the Garden or other persons or property in its vicinity; 3) the City ceases to be the fee owner of the Garden.

This License is terminable at will by the Commissioner in his discretion at any time, upon sixty days written notice, and Licensee shall have no recourse of any nature whatsoever. The City shall have no liability of any nature whatsoever by reason of such termination.

8. Access

A. Licensee agrees to open the Garden to the public for a minimum of ten daylight hours per week from the first day of May through and including the thirty-first day of October. Hours of public access shall be posted outside the Garden along with the name and telephone number of the Licensee's contact person and/or the GreenThumb Outreach Coordinator. Public access hours are to be determined by the Licensee, and may not be changed more than once per year. Parks may conduct spot checks to see that the required public access is maintained, and if the Garden is not open at the designated time, may terminate this License.

B. The Commissioner, his representatives, the City Police and Fire Departments, and other City agency representatives shall have access to the Site at all times for any purpose.

C. The Garden may be temporarily closed to Licensee and disturbed during the period of construction of any development project approved by the City that abuts the Garden. Prior to entering the Garden to perform work, the agency in charge of the construction project will provide no less than 14 days written notice to the Garden through its contact person. Upon completion of any such construction, all practicable efforts will be made to return the Garden to the condition that existed prior to the commencement of any construction work thereon, including the replacement of vegetation.

9. Return of GreenThumb Property and Surrender of the Garden

Upon termination of this License, Licensee shall surrender the Garden to Parks in a condition satisfactory to Parks. Licensee shall also return all tools and other unused items provided by GreenThumb to the GreenThumb warehouse within thirty days of receipt of a notice of termination. Licensee shall be responsible for any costs incurred by Parks in cleaning up the Garden or in removing any items that Licensee failed to remove as required by this section of the License. Parks retains the right to keep for its own use any items left in the Garden after this License expires or is terminated.

10. Indemnification

Licensee shall forever defend, indemnify, and hold harmless the City, its agents, representatives, and employees from and against any and all 1) claims for damages by reason of injury to persons or damage to property, including property of the City, arising from work or activities of any nature performed by or on behalf of Licensee, whether pursuant to this License or otherwise, and 2) liens and encumbrances which may be placed, filed, or recorded against the Garden as a result of work or other activities of any nature performed by or on behalf of Licensee, whether pursuant to this License or otherwise and, when, as, and if any such lien or encumbrance is placed, filed, or recorded against the Garden, to immediately remove, satisfy, or otherwise discharge the same.

11. Risk Upon Licensee

The expenditures for gardening activities to be undertaken at the Garden are to be made solely and exclusively at the risk and sole cost and expense of Licensee, and no part thereof is, or shall be, reimbursable by Licensor for any reason whatsoever. The gardening activities to be performed pursuant to this License were not and are not directed by Parks or GreenThumb, and Parks and GreenThumb assume no obligation or responsibility nor shall have any liability, for any expenditure made hereunder.

12. Merger and Use

A. This License is the only agreement between Licensee and Parks with respect to the Garden, and all prior oral or written agreements or understandings between Licensee and Park with respect to the Garden are hereby expressly revoked. In consideration of this agreement, Licensee hereby surrenders any other right or interest in the Garden (including, but not limited to possessory interest) which Licensee has or may have had.

B. This License does not, and shall not be deemed to, indicate any intention to dedicate the Garden for park use or any other use.

13. Conflict of Interest

Licensee warrants that no officer, agent, employee, or representative of the City of New York has received any payment or other consideration for the making of this License and that no officer, agent, employee, or representative of Parks (including GreenThumb) has any interest, directly or indirectly, in this License.

14. Choice of Law, Consent to Jurisdiction, and Venue

This License shall be deemed to be executed in the City of New York, State of New York, regardless of the domicile of Licensee and shall be governed by and construed in a accordance with the laws of the State of New York. Any and all claims asserted by or against the City arising under this license or related thereto shall be heard and determined either in the federal courts of the United States located in the City of New York or in the courts of the State of New York located in the City of New York.

15. Waiver of Trial by Jury

Licensee expressly waives all rights to trial by jury in any summary proceeding hereafter instituted by City against Licensee or any counterclaim or cause of action directly or indirectly arising out of the terms, covenants or conditions of this License or the use and occupation of the Site or any matter whatsoever in any way connected with this License, including but not limited to, the relationship between the City or Licensee. The provision relating to waiver of jury trial shall survive the expiration or termination of this License or any renewals thereof.

16. Investigations

A. Cooperation

The parties to this License shall cooperate fully and faithfully with any investigation, audit or inquiry conducted by a State of New York ("State") or City governmental agency or authority that is empowered directly or by designation to compel the attendance of witnesses and to examine witnesses under oath or conducted by the Inspector General of a governmental agency that is a party in interest to the transaction, submitted bid, submitted proposal, contract, lease, permit, or license that is the subject of the investigation, audit or inquiry.

B. Refusal to Testify

(i) If any person who has been advised that his or her statement and any information from such statement will not be used against him or her in any subsequent criminal proceeding refuses to testify before a grand jury or other governmental agency or authority empowered directly or by designation to compel the attendance of witnesses and to examine witnesses under oath concerning the award of or performance under any transaction, agreement, lease, permit, contract or license entered into with the City, the State or any political subdivision or public authority thereof, or the Port Authority of New York and New Jersey, or any local development corporation with the City, or any public benefit corporation organized under the laws of the State of New York, or;

(ii) If any person refuses to testify for a reason other than the assertion of his or her privilege against self-incrimination in an investigation, audit or inquiry conducted by a City or State governmental agency or authority empowered directly or by designation to compel the attendance of witnesses and to take testimony under oath, or by the Inspector General of the governmental agency that is a party in interest and is seeking testimony concerning the award of or performance under any transaction, agreement, lease, permit, contract or license entered into with the City, the State or any political subdivision thereof or any local development corporation within the City, then;

C. Hearings and Adjournments

(i) The Commissioner or agency head whose agency is a party in interest to the transaction, submitted bid, submitted proposal, contract, lease, permit or license shall convene a hearing, upon not less than five days written notice to the parties involved to determine if any penalties should attach for the failure of a person to testify.

(ii) If any non-governmental party to the hearing requests an adjournment, the Commissioner or agency head who convened the hearing may, upon granting the adjournment, suspend any contract, lease, permit or license pending the final determination pursuant to paragraph (e) below without the City incurring any penalty or damages for delay or otherwise.

D. Penalties:

The penalties which may attach after a final determination by the Commissioner or agency head may include but shall not exceed:

(i) The disqualification for a period not to exceed five years from the date of an adverse determination for any person or entity of which such person was a member at the time

the testimony was sought from submitting bids for, transacting business with or entering into or obtaining any contract, lease, permit or license with or from the City; and/or;

(ii) The cancellation or termination of any and all such existing City contracts, leases, permits or licenses that the refusal to testify concerns and that have not been assigned as permitted under this License, nor the proceeds of which pledged, to an unaffiliated and unrelated institutional lender for fair value prior to the issuance of the notice scheduling the hearing, without the City incurring any penalty or damages on account of such cancellation or termination; monies

lawfully due for goods delivered, work done, rentals, or fees accrued prior to the cancellation or termination shall be paid by the City.

E. Factors:

The Commissioner or agency head shall consider and address in reaching his or her determination and in assessing an appropriate penalty the factors in paragraphs (i) and (ii) below. He or she may also consider, if relevant and appropriate, the criteria established in paragraphs (iii) and (iv) below in addition to any other information which may be relevant and appropriate:

(i) The party's good faith endeavors or lack thereof to cooperate fully and faithfully with any governmental investigation or audit including, but not limited to, the discipline, discharge or disassociation of any person failing to testify, the production of accurate and complete books and records and the forthcoming testimony of all other members, agents, assignees or fiduciaries whose testimony is sought.

(ii) The relationship of the person who refused to testify to any entity that is a party to the hearing, including, but not limited to, whether the person whose testimony is sought has an ownership interest in the entity and/or the degree of authority and responsibility the person has within the entity.

(iii) The nexus of the testimony sought to subject entity and its contracts, leases, permits or licenses with the City.

(iv) The effect a penalty may have on an unaffiliated and unrelated party or entity that has a significant interest in an entity subject to penalties under (d) above, provided that the party or entity has given actual notice to the Commissioner or agency head upon the acquisition of the interest, or at the hearing called for in (c)(i) above gives notice and proves that such interest was previously acquired. Under either circumstance the party or entity must present evidence at the hearing demonstrating the potential adverse impact a penalty will have on such person or entity.

F. Definitions:

(i) The term "license" or "permit" as used herein shall be defined as a license, permit, franchise, or concession not granted as a matter of right.

(ii) The term "person" as used herein shall be defined as a natural person doing business alone or associated with another person or entity as a partner, director, officer, principal or employee.

(iii) The term "entity" as used herein shall be defined as any firm, partnership, corporation, association or person that receives monies, benefits, licenses, leases or permits from or through the City or otherwise transacts business with the City.

(iv) The term "member" as used herein shall be defined as any person associated with another person or entity as a partner, director, officer, principal, or employee.

G. In addition to and notwithstanding any other provision of this License, the Commissioner or agency head may in his or her sole discretion terminate this License upon not less than three days written notice in the event Licensee fails to promptly report in writing to the Commissioner of Investigation of the City of New York any solicitation of money, goods, requests for future employment or other benefit or thing of value, by or on behalf of any employee of the City or other person, firm, corporation or entity for any purpose which may be related to the procurement or obtaining of this License by the Licensee, or affecting the performance of this license.

17. Modification

This License may not be modified or extended except in writing and when signed by both Licensee and Parks.

18. No Waiver of Rights

No waiver by Commissioner of any default on the part of Licensee in performance of any of the terms and conditions herein shall be construed to be a waiver of any other or subsequent default in the performance of any of the said terms and conditions.

19. No Assignment

Licensee shall not sell, assign, mortgage or otherwise transfer, or sublicense any interest or right provided for herein, nor shall this License be transferred by operation of law, it being the purpose and spirit of this agreement to grant this License and privilege solely to the Licensee named herein.

20. Employees

All experts, consultants, volunteers or employees of Licensee who are employed by or volunteer their services to Licensee to perform work under this License are neither employees of the City nor under contract to the City and Licensee alone is responsible for their work, direction, compensation and personal conduct while engaged under this License. Nothing in this License shall impose any liability or duty on the City for acts, omissions, liabilities or obligations of Licensee or any person, firm, company, agency, association, corporation or organization engaged by Licensee as expert, consultant, independent contractor, specialist, trainee, employee, servant, or agent or for taxes of any nature including but not limited to unemployment insurance, workers' compensation, disability benefits and social security.

21. No Claim Against Officers, Agents, or Employees

No claim whatsoever shall be made by Licensee against any officer, agent or employee of the City for, or on account of, anything done or omitted in connection with this agreement.

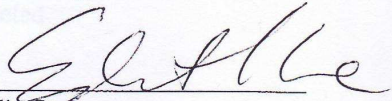
22. All Legal Provisions Deemed Included

It is the intent and understanding of the parties to this License that each and every provision of law required to be inserted in the License shall be and is inserted herein. Furthermore, it is hereby stipulated that every such provision is to be deemed to be inserted herein, and if, through mistake or otherwise, any such provision is not inserted, or is not inserted in correct form, then this License shall forthwith upon the application of either party be amended by such insertion so as to comply strictly with the law and without prejudice to the rights of either party hereunder.

23. Severability

If any provision(s) of this License is held unenforceable for any reason, each and all other provision(s) shall nevertheless remain in full force and effect.

IN WITNESS WHEREOF, the parties hereto have cause this to be signed and sealed.



Edie Stone

Greenthumb Director

Date: 5/9/07

Marcus Garvey Tenant Assoc.

Licensee (group or garden name)

By: X Doe Muedanado

Contact person

Date: 5/9/07

Approved as to Form by Standard Type of Class
For Use Until January 16, 2008:

/s/

Steven Stein Cushman
Acting Corporation Counsel

Annexe 5 : Article satirique de The Onion sur les *community gardens*

17 avril 2009

Making Your Block Greener

Community Gardens are getting more popular in urban areas. Residents take a vacant lot, spend a weekend cleaning up and planting, and create a little garden oasis where people can grow flowers and vegetables. Here are some pointers on how to get started:



Bibliographie

Sources primaires

Organes de presse

Am New York, New York.

The Buffalo News, Buffalo, NY.

Chelsea Clinton News, New York.

City Limits, New York.

City Living New York, New York.

Clinton Community News, New York.

The Garden Magazine.

Gotham Gazette, New York.

Newsday, Long Island, NY.

New York Amsterdam News, New York.

New York Daily News, New York.

North Shore News, Vancouver.

The Journal News, Westchester County, NY.

The Los Angeles Times, Los Angeles.

The New York Post, New York.

The New York Sun, New York.

The New York Times, New York.

The New York Times Magazine, New York.

The Onion, New York.

The Village Voice, New York.

The Washington Post, Washington.

Toronto News, Toronto.

Watertown Daily Times, Watertown, NY.

The Wisdoms Child New York Guide, New York.

Guides

Neighborhood Open Space Coalition, *New York City Community Gardens Neighborhood Directory*, 2000.

Berner, Nancy et Susan Lowry, *Garden Guide: New York City*, New York City, The Little Bookroom, 2002.

The WPA Guide to New York City: The Federal Writers Project Guide to 1930s New York [1939], New York, The New Press, 1992.

Manifestes et discours

Bases de la politique positive : manifeste de l'école sociétaire fondée par Fourier, Paris, librairie Phalanstérienne, 1847.

Giuliani, Rudy, « Gardens are Great, but Not at the Expense of New Housing », Archives of the Mayor's Weekly Column, n.d, *Archives of 107th Mayor Rudolph W. Giuliani*, <http://www.nyc.gov/html/records/rwg/home.html>, consulté le 26 janvier 2010.

Godin, Jean-Baptiste-André, *Solutions sociales*, Paris, A. Le Chevalier, 1871.

Honigman, Adam, témoignage présenté devant le comité des parcs et jardins du conseil municipal de New York, 19 novembre 2002, non publié.

Brochures, publications d'institutions

American Community Gardening Association, *The Community Gardener*, publication trimestrielle.

American Community Gardening Association, *Community Greening Review*, publication annuelle.

Community Service Society, *Mapping Poverty in New York City: Pinpointing the Impact of Poverty, Community by Community*, 2009.

Department of Education, *School Gardens for Public Schools of New York City*, New York, Division of Duplicate and Intermediate Schools, 1917.

Just Food, « How Can You Reduce NYC's Climate 'Foodprint' ? », n.d., <http://justfood.org/>.

Just Food, « Improving Access to Healthy Food », n.d., <http://justfood.org/>.

NYC is my Neighborhood, rapport annuel de Citizens for New York.

Mack, Warren B., Helen M. Eliason et al., *Victory Gardens: Handbook of the Victory Garden Committee, War Services, Pennsylvania State Council of Defense*, The Ellen H. Richards Institute, Philadelphia, 1944.

Mairie de Paris, Actes du forum « Quatre jours pour les jardins partagés », 16,17,18,19 juin 2005, Paris.

Payne Karen and Deborah Fryman, *Cultivating Community: Principles and Practices for Community Gardening as a Community-Building Tool*, American Community Gardening Association, 2001.

« Report of the World Commission on Environment and Development: Our Common Future », 1987, disponible en ligne <http://www.un-documents.net/wced-ocf.htm>.

« The Roots of Sustainable Gardens: For Permanent GreenThumb Gardens on Parks & Recreation Property », November 17, 1997, non publié.

Trust for Public Land, *Land & People Magazine*, publication annuelle.

U.S. Environmental Protection Agency, « The Guardian: Origins of the EPA », *EPA Historical Publication*, 1, Spring 1992.

Documents législatifs

City of New York, *New York City Charter, as Amended through July 2004*, 2004.

Council of the City of New York, « A Local Law to Amend the Administrative Code of the City of New York, in Relation to the Establishment and Maintenance of Greenthumb Community Gardens », proposed on March 26, 2008.

New York City Environmental Justice Alliance, et al., Plaintiffs, - against - Rudolph W. Giuliani, Mayor of the City of New York, et al., Defendants, June 4, 1999.

New York State Senate, « An Act to Dedicate Community Gardens as Parkland in the City of New York », April 16, 1997.

New York State Senate, « An act to Dedicate Community Gardens as Parkland in the State of New York », January 7, 2009.

Spitzer, Eliot, Attorney General of the State of New York, and Michael A. Cardozo, Corporation Counsel of the City of New York, « Memorandum of Agreement », September 17, 2002

State of New York and City of New York, « Memorandum of Agreement », September 17, 2002.

Enquêtes et études

American Community Gardening, *National Community Gardening Survey: 1996*, June 1998.

City of New York, Parks & Recreations Planning Division, *Clinton Community Garden: Surveys of Perception and Usage*, February 1990.

Englander, Diane, *New York's Community Gardens: A Resource at Risk*, rapport pour le Trust for Public Land, 2001.

Mayor's Office of Operations, *NYC Feedback: Citywide Customer Survey*, Dec. 2008.

Nemore, Carole, « Rooted in Community: the Community Gardens of New York », a report for the New York State Senate, 1997.

New York Open Space Task Force, *Innovations in Open Space Provision and Management*, New York City, 1987.

Parks & People Foundation, « Neighborhood Open Space Management: A Report on Greening Strategies in Baltimore and Six Other Cities », Spring 2002.

Parks Council, *Covered Ground: A Summary of Eight Contracts for New York City Parks and Public Spaces*, New York City, 1998.

Sherer, Paul M., *Why America Needs More City Parks and Open Space*, San Francisco, The Trust for Public Land, 2003

Sites web

Abbey gardens, www.abbeygardens.org

American Community Gardening Association, <http://www.communitygarden.org/>

American Memory from the Library of Congress,
<http://memory.loc.gov/ammem/index.html>

Angelic Organics, <http://www.angelicorganics.com/>

Archiculture, <http://www.aroots.org/notebook/article106.html>

Atlantic Yards Report, <http://atlanticyardsreport.blogspot.com/>

Aubert Olivier, <http://www.aubertolivier.org>

The Big Apple, <http://www.barrypopik.com/>

Brooklyn Bears Community Gardens, <http://brooklynbears.wordpress.com>

Brooklyn Botanical Garden, <http://www.bbg.org/>

Brooklyn Queens Land Trust, <http://www.neighborhoodlink.com/org/bqlt/>

City Farmers, <http://www.cityfarmers.org/NYcomgardens.html>

The Cleveland Memory Project, <http://www.clevelandmemory.org/>

Clinton Community Garden, <http://www.clintoncommunitygarden.org/>

Comité du quartier du Coteau, <http://cdq-coteaux-cachan.over-blog.com>

Council on the Environment of New York City, <http://www.cenyc.org/>

Culpeper Community Garden, <http://www.culpeper.org.uk/>
Eagleton Insitute of Politics, <http://www.eagleton.rutgers.edu>
Earth Celebrations, <http://www.earthcelebrations.com/>
East New York Farms, <http://www.eastnewyorkfarms.org>
Electart, <http://www.eclectart.com/newgarden.html>
La Familia Verde, <http://www.lafamiliaverde.com/>
Farming Concrete, <http://farmingconcrete.com/>,
Freegan Info, <http://freegan.info/>
Garden Mosaics, <http://www.gardenmosaics.cornell.edu>
Gilles Clément, <http://www.gillesclement.com/>
Gotham Gazette, <http://www.gothamgazette.com>
Green Guerillas, <http://www.greenguerillas.org/>
Green Museum, <http://www.greenmuseum.org/>
GreenPal Project, <http://greenpal.org/>
Green Thumb, <http://www.greenthumbnyc.org/>
Guerilla Gardening, <http://www.guerillagardening.org>
Guerilla Gardening Paris, <http://guerilla-gardening-paris.blogspot.com/>
Hell's Kitchen Neighborhood Association, <http://hknanyc.org>
Highbridge Community Life Center, <http://www.highbridgelife.org/>
Jardinons ensemble, <http://www.jardinons-ensemble.org/>
Just Food, <http://www.justfood.org/jf/>
Liz Christie Community Garden, <http://www.lizchristygarden.org/>
Looking North, <http://www.lookingnorth.com/>

Milestones in the Development of Social Work and Social Welfare, http://www.socialworkers.org/profession/centennial/milestones_2.html

Millennium Ecosystem Assessment, <http://www.millenniumassessment.org/>

Million Trees NYC, <http://www.milliontreesnyc.org/html/home/home.shtml/>

Neighborhood Open Space Coalition, <http://www.treebranch.com>

More Gardens! Coalition, <http://www.moregardens.org>

The Municipal Art Society of New York, <http://www.mas.org>

National Audubon Society, <http://www.audubon.org/>

Natural News, <http://www.naturalnews.com/>

New York City Environmental Justice Alliance, <http://www.nyceja.org>

New York City Oasis, <http://www.oasisnyc.net>

New York City Parks and Recreation Department, http://www.nycgovparks.org/sub_about/parks_history/gardens/gardens.html

New York City Community Gardens Coalition, <http://www.nyccgc.org>

New York Restoration Project, <http://www.nyrp.org>

New York State Department of Environmental Conservation, <http://www.dec.ny.gov>

Official New York City Website, <http://www.nyc.gov/html>

Olympus Garden Club, <http://www.olympusgardenclub.org/>

Onearth, <http://www.onearth.org>

Les origines de l'arbre de mai, <http://racines.traditions.free.fr/these/index.htm>

Philadelphia Horticultural Society, <http://www.pennsylvaniahorticulturalsociety.org/phlgreen/index.html>

Plant a Piece, <http://threemiles.typepad.com/plantthepiece/>

Prospect Park Alliance, <http://www.prospectpark.org>

Shelter Force Online: The Journal of Affordable Housing and Community Building,
<http://www.shelterforce.org>

Smithsonian Magazine, <http://www.smithsonianmag.com/>

Time's Up! <http://times-up.org>

Treehugger, <http://www.treehugger.com>

Trees New York, <http://www.treesny.org/home.html>

Trust for Public Land, <http://www.tpl.org/>

United States Environmental Protection Agency, <http://www.epa.gov/>

U.S. Department of Housing and Urban Development, <http://www.hud.gov>
Vélorution, <http://www.velorution.org/articles/>

Entretiens

Jardiniers

Kate, 18 octobre 2006.

Alvaro, 1^{er} novembre 2006.

Chris, 7 novembre 2006.

Jane, 2 et 3 février 2007.

Marghretta, 13 mars 2007.

Ann, 15 mars 2007.

Lisa, 30 mars et 13 juillet 2007.

Nancy et J.D., 21 avril 2007.

Eve, 21 avril 2007.

Annie et Abbey, 21 avril 2007.

Mary, 3 mai et 16 août 2007.

Hilda, 8 mai 2007.

Donna, 13 mai 2007.

Zonia, 14 mai et 5 août 2007.

Anne et Tom, 3 juin 2007.

Jenny et Josh, 6 juin 2007.

Nobue, 9 juin 2007.

Gretchen, 9 juin 2007.

Johanna, 9 juin 2007.

Lynn, 14 juillet 2007.

Tom, 17 juillet 2007.

Sophie, 4 août 2007.

Christopher et Tyrone, 5 août 2007.

Dot, 14 août 2007.

Cora, 16 août 2007.

Institutions

Brooklyn-Queens Land Trust : Jessica Katz, 11 novembre 2006.

Green Thumb : Cara Monaco, 1^{er} juin 2007.

Trust for Public Land : Joanne Morse, 31 mai 2007.

New York Horticultural Society, programme de la prison de Riker's Island : James Jiler, 27 août 2007.

Sources secondaires

Ouvrages spécialisés sur le jardinage collectif et l'agriculture urbaine

Ouvrages publiés

Alaimo, Katherine, Elizabeth Packnett, et al., « Fruit and Vegetable Intake among Urban Community Gardeners », *Journal of Nutrition Education and Behavior*, vol. 40, n°2, March/April 2008, pp. 94-101.

Alaimo, Katherine, Thomas M. Reischl and Julie Ober Allen, « Community Gardening, Neighborhood Meetings, and Social Capital », *Journal of Community Psychology*, vol. 38, n°4, 2010, pp. 497-514.

Armstrong, Donna, « A Survey of Community Gardens in Upstate New York: Implications for Health Promotion and Community Development », *Health and Place*, vol. 6, n°4, 2000, pp. 319-327.

Baker, Lauren E., « Tending Cultural Landscapes and Food Citizenship in Toronto's Community Gardens », *Geographical Review*, vol. 94, n°3, July 2004, pp. 305-325.

Barthel, Stephan, Folke Carl and Colding Johan, « Social-Ecological Memory in Urban Gardens – Retaining the Capacity for Management of Ecosystem Services », *Global Environmental Change*, 2010, article sous presse.

Batschari, Aniela, « Community Initiatives for Sustainable Development », *Agenda*, n°52, 2002, pp. 68-72.

Baudelet, Laurence, « Les jardins partagés : un nouvel espace public ? », *Urbanisme*, n°343, juillet/août 2005, pp. 42-43.

Baudelet, Laurence, Frédérique Basset et Alice Le Roy, *Jardins partagés: utopie, écologie, conseils pratiques*, Mens, Terre Vivante, 2008.

Been, Vicki and Ioan Voicu, *The Effect of Community Gardens on Neighboring Property Values*, New York University School of Law, 2006. Disponible en ligne : http://lsr.nellco.org/cgi/viewcontent.cgi?article=1049&context=nyu_lewp.

Blomley, Nicholas, « Un-real Estate: Proprietary Space and Public Gardening », *Antipode*, vol. 36, n°4, 2004, pp. 614-641.

Boulianne, Manon, *Agriculture urbaine, rapports sociaux et citoyenneté : le cas du jardinage biologique communautaire au Québec et au Mexique*, octobre 1999, rapport de recherche disponible en ligne sur <http://www.cityfarmer.org/manon.html#manon>, consulté en juin 2009.

Boulianne, Manon, « L'agriculture urbaine au sein des jardins collectifs québécois : Empowerment des femmes ou 'domestication de l'espace public' ? », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 25, n°1, 2001, pp. 63-80.

Bouvier-Daclon, Nathalie et Gilles Sénécal, « Les jardins communautaires de Montréal : un espace social ambigu », *Loisir et Société / Society and Leisure*, vol. 24, n°2, automne 2001, pp. 507-531.

Bowman, Mary Jean and C. Arnold Anderson, « Nutrition Education Programs », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 225, Jan. 1943, pp. 150-157.

Brooks, Steve, « Green Guerillas: New York City's Community Gardens », *Ecotipping Points*, <http://www.ecotippingpoints.org/ETP-Stories/indepth/newyorkgarden.html>, consulté en juin 2009.

Brown, Bill, « Radical Gardening in NYC », *Earth First!*, June 30, 1998, vol. 18, n°5, p. 11.

Brown, Kate H. and Andrew L. Jameston, « Public Health Implications of Urban Agriculture », *Journal of Public Health Policy*, vol. 21, n°1, 2000, pp. 20-39.

Chaplowe, Scott G., « Havana's Popular Gardens: Sustainable Prospects for Urban Agriculture », *The Environmentalist*, n°18, 1998, pp. 47-57.

Cosgrove, Sean, « Community Gardening in Major Canadian Cities », communication présentée à la conférence internationale *Urban Agriculture Policy in Southern Africa*, Pretoria, Afrique du Sud, 3-5 mars 1998.

Domene, Elena and David Saurí, « Urbanization and Class-produced Natures: Vegetable Gardens in the Barcelona Metropolitan Region », *Geoforum*, vol. 38, 2007, pp. 287-298.

Doolittle, William E., « Gardens Are Us, We Are Nature: Transcending Antiquity and Modernity », *Geographical Review*, vol. 94, n°3, July 2004, pp. 391-404.

Duchemin, E., F. Wegmuller and A.-M. Legault, « Urban Agriculture: Multi-Dimensional Tools for Social Development in Poor Neighborhoods », *Field Actions Science Reports*, vol. 1, n°1, 2008, disponible en ligne sur <http://factsreports.revues.org/index113.html>, consulté en octobre 2009.

- Dubost, Françoise, *Les jardins ordinaires*, Paris, L'Harmattan, 1997.
- Dubost, Françoise, « Les Français et leurs jardins », *Encyclopædia Universalis*, Paris, Universalis, 2008, pp. 79-85.
- Elder, Robert Fox, « Protecting New York City's Community Gardens », *N.Y.U. Environmental Law Journal*, vol. 13, n°3, 2005, pp. 769-791.
- Feenstra, Gail Whiting, Sharyl McGrew and David Campbell, *Entrepreneurial Community Garden: Growing Food, Skills, Jobs and Communities*, Oakland, University of California Agriculture and Natural Resources Publication, 1999.
- Ferguson, Sarah, « The Death of Little Puerto Rico », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, pp. 60-79.
- Ferguson, Sarah, « A Brief History of Grassroots Greening on the Lower East Side », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, pp. 80-90.
- Flanigan, Shawn and Roli Varma, « Promoting Community Gardening to Low-Income Urban Participants in the Women, Infants and Children Programme (WIC) in New Mexico », *Community, Work and Family*, vol. 9, n°1, 2006, pp. 69-74.
- Fleury, André et Pierre Donadieu, « De l'agriculture péri-urbaine à l'agriculture urbaine », *Le courrier de l'environnement*, n°31, août 1997.
- Fleury, André, « Community Supported Agriculture: French Approaches », *UAmagazine*, July 2007, pp. 19-21.
- Fortier, Agnès, « Les vertus du jardinage d'insertion », in Françoise Dubost et Bernadette Lizet, dir., *Bienfaisante nature*, Paris, Seuil, 2003, p. 85-102.
- Francis, Mark, « Community Design », *Journal of Architectural Education*, vol. 37, n°1, Autumn 1983, pp. 14-19.
- Francis, Mark, « Some Different Meanings Attached to a Public Park and Community Gardens », *Landscape Journal*, vol. 6, n°2, 1987, pp. 101-112.
- Francis, Mark, « [The Urban Garden as Public Space](#) », *Places*, vol. 6, n°1, 1989, pp. 52-59.
- Gade, Daniel W., « Weeds in Vermont as Tokens of Socioeconomic Change », *Geographical Review*, vol. 81, n°2, April 1991, pp. 153-169.
- Gerrard, Michael B., « Update on Environmental Justice Cases », *New Jersey Law Journal*, vol. 161, n°1, Aug. 2000, pp. 29-36.

Gerrard, Michael B., « Reflections on Environmental Justice (US and New York) », *Albany Law Review*, vol. 65, n°2, Winter 2001, pp. 357-363.

Gibbons, Boyd, « Do We Treat Our Soil Like Dirt? », *National Geographic*, vol. 166, n°3, septembre 1984.

Glover, Troy D., « Social Capital in the Lived Experiences of Community Gardeners », *Leisure Sciences*, vol. 26, n°2, 2004, 143-162.

Glover, Troy D., Diana C. Parry and Kimberly J. Shinew, 2005. « Building Relationships, Accessing Resources: Mobilizing Social Capital in Community Garden Contexts », *Journal of Leisure Research*, vol. 37, n°4, 2005, 450-474.

Gough, Paul, « Planting Peace: The Greater London Council and the Community Gardens of Central London », *International Journal of Heritage Studies*, vol. 13, n°1, 2007, pp. 22-40.

Graham, Heather, Deborah Lane Beall, et al. « Use of School Gardens in Academic Instruction », *Journal of Nutrition Education and Behavior*, vol. 37, n°3, May/June 2005, pp. 147-151.

Graham, Heather and Sheri Zidenberg-Cherr, « California Teachers Perceive School Gardens as an Effective Nutritional Tool to Promote Healthful Eating Habits », *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 105, n°11, Nov. 2005, pp. 1797-1800.

Greindl, Delphine et Virginie Lanouguère-Bruneau, « Jardins d'île, jardins de ville au vanuatu », *Études rurales*, n°175, mars 2005, pp. 129-148.

Guyon, Frédérick, « Les jardins familiaux aujourd'hui : des espaces socialement modulés », *Espaces et sociétés*, vol. 3, n°134, 2008, pp. 131-147.

Hanna, Autmun K. and Pikai Oh, « Rethinking Urban Poverty: A Look at Community Gardens », *Bulletin of Science, Techonoly & Society*, vol. 20, n°3, June 2000, pp. 207-216.

Hansen, Laura and Steve Zeitlin, « With Greenspace for All », *New York Folklore Society Newsletter*, Fall/Winter 1998.

Hersh, Robert, « Taking Root: Land Tenure and Community Gardens in Providence, Rhode Island », *Center for Public Environmental Oversight*, July 2010, <http://www.cpeo.org/pubs/TakingRoot.pdf>.

Hollis, Joe, « Paradise Gardening », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, pp. 158-166.

- Hynes, Patricia, *A Patch of Eden: America's Inner-City Gardeners*, White River Junction, Chelsea Green Publishing Company, 1996.
- Irvine, Seana, Lorraine Johnson and Kim Peters, « Community Gardens and Sustainable Land Use Planning: A Case Study of the Alex Wilson Community Garden », *Local Environment*, vol. 4, n°1, 1999, pp. 33-46.
- Isaacs, Lindsay, « Urban Farms Transform City's Landscape », *The American City & County*, vol. 118, n°1, Jan. 2003, pp. 42-43.
- Jamison, Michael S., « The Joys of Gardening: Collectivist and Bureaucratic Cultures in Conflict », *The Sociological Quarterly*, vol. 26, n°4, 1985, pp. 473-490.
- Jetpack, Jessi and Aresh Javadi, « Danger, Life, Death and Hope: Defending Harlem's Community Gardens », *Earth First!*, vol. 27, n°2, Jan/Feb. 2007, pp. 16-17.
- Jiler, James, *Doing Time in the Garden: Life Lessons through Prison Horticulture*, Oakland, New Village Press, 2006.
- Kingsley, Jonathan Y. and Mardie Townsend (2006). « 'Dig In' to Social Capital: Community Gardens as Mechanisms for Growing Urban Connectedness », *Urban Policy and Research*, vol. 24, n°4, 2006, pp. 525-537.
- Kirby, Ellen and Elizabeth Peters, eds., *Community Gardening*, New York, Brooklyn Botanic Garden, 2008.
- Kohlstedt, Sally Gregory, « 'A Better Crop of Boys and Girls': The School Gardening Movement, 1890-1920 », *History of Education Quarterly*, vol. 48, n°1, Feb. 2008, pp. 58-93.
- Krasny, Marianne E. and Keith G. Tidball, « Community Gardens as Contexts for Science, Stewardship, and Civic Action Learning », *Cities and the Environment*, vol. 2, n°1, 2009, 18 pp., <http://escholarship.bc.edu/cate/vol2/iss1/8/>.
- Lawson, Laura J., *City Bountiful: A Century of Community Gardening in America*, Berkeley, University of California Press, 2005.
- Linares, Olga F., « Cultivating Biological and Cultural Diversity: Urban Farming in Casamance, Senegal », *Africa: Journal of the International African Institute*, vol. 66, n°1, 1996, pp. 104-121.
- Linn, Karl, « Reclaiming the Sacred Commons », *New Village*, n°1, 1999, pp. 42-49.
- Macias, Thomas, « Working Toward a Just, Equitable, and Local Food System: The Social Impact of Community-Based Agriculture », *Social Science Quarterly*, vol. 89, n°3, 2008, pp. 1086-1101.

Madsen, Karen, « Green Havens: Urban Community Gardens Fight to Save Their Space », *E: the Environmental Magazine*, vol. 13, n°5, Sep/Oct. 2002, p.16.

Maxey, Alva B., « The Block Club Movement in Chicago », *The Phylon Quarterly*, vol. 18, n°2, 2nd Quarter 1957, pp. 124-131.

McCormack, Lacey Arneson, Melissa Nelson, et al., « Review of the Nutritional Implications of Farmers' Markets and Community Gardens: A Call for Evaluation and Research Efforts », *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 110, n°3, March 2010, pp. 399-408.

Mead, Robert G., Jr., « The Hispanic World », *Hispania*, vol. 46, n°2, May 1963, p. 407-435.

Miller, Char, « In the Sweat of Our Brow: Citizenship in American Domestic Practice during WWII – Victory Gardens », *The Journal of American Culture*, vol. 26, n°3, Sept. 2003, pp. 395-409.

Moed, Andrea, « A Land Grab in the 'Garden District' », *Metropolis Visible City*, Aug./Sep. 1998.

Mubvami, Takawira and Shingirayi Mushamba, « Integration of Agriculture in Urban Land Use Planning », in van Veenhuizen, René, ed., *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*, Ottawa, Cairo, RUAF Foundation, 2006, pp. 53-86.

Nail, Sylvie et Anne Raulin, « Le "vert" dans la pomme : les enjeux des jardins à New York », in Antoine Capet, Philippe Romanski et Aïssatou Sy-Wonyu, éd., *États de New York*, Rouen, Presses de l'Université de Rouen, 2000, pp. 43-59.

Nettle, Claire, *Growing Community: Starting and Nurturing Community Gardens*, Adelaide, Department of Health, Government of South Australia, 2009.

Ortar, Nathalie, « Les multiples usages de la datcha des jardins collectifs », *Anthropologie et Sociétés*, vol. 29, n°2, 2005, pp. 169-185.

Pack, Charles Lathrop, « Urban and Suburban Food Production », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 74, Nov. 1917, pp. 203-206.

Pack, Charles Lathrop, *The War Garden Victorious*, Philadelphia, Press of J.B. Lippincott Company, 1919.

Paquette, Julie, « Expérience spatiale et bien-être urbain : le cas des jardins communautaires montréalais », *Ethnologies*, vol. 24, n°1, 2002, pp. 45-74.

Parry, Diana C., Troy D. Glover and Kimberly J. Shinew, « 'Mary, Mary Quite Contrary, How Does Your Garden Grow ?': Examining Gender Roles and Relations in Community Gardens », *Leisure Studies*, vol. 24, n°2, 2005, pp. 177-192.

Pasquali, Michela, *Loisaida: NYC Community Gardens*, Milano, a+mbookstore edizioni, 2006.

Person, Jeremy, « Successful Leadership Techniques in Community Gardens », Seminar on Planning, Spring 2002, non publié.

Pothukuchi, Kameshwari and Jerome L. Kaufmann, « The Food System: A Stranger to the Planning Field », *Journal of the American Planning Association*, vol. 66, n°2, Spring 2000, pp. 113-124.

Rees, William E., « Why Urban Agriculture? », notes pour une présentation au forum *Cities Feeding People: A Growth Industry*, Vancouver, BC, 20 mai 1997.

Reuther, Sue and Neil Dewar, « Competition for the Use of Public Open Space in Low-Income Urban Areas: The Economic Potential of Urban Gardening in Khayelitsha, Cape Town », *Development Southern Africa*, vol. 23, n°1, 2006, pp. 97-122.

Reyburn, Stefan « Le cadre de vie et les jardins potagers communautaires à Montréal », *VertigO*, vol. 3, n°2, octobre 2002.

Reyburn, Stefan et Gilles Sénécal, « Le développement de l'agriculture urbaine communautaire à Montréal : de la formation d'un discours à l'émergence de nouvelles pratiques communautaires », *Environnement*, vol. 32, n°2, 2004, p. 51-65.

Reynolds, Richard, *On Guerilla Gardening: a Handbook for Gardening Without Boundaries*, New York, Bloomsbury, 2008.

Rosenthal, Cindy, « The Common Green / Common Ground Performance Project: The Personal, the Political, the Gardens, and NYU », *The Drama Review*, vol. 46, n°3, Fall 2002, pp. 132-164.

Rosenthal, Cindy, « New York's Community Gardens: Follow-up », *The Drama Review*, vol. 47, n°1, Spring 2003, pp. 8-9.

Ruff, Allan, « Holland and the Ecological Landscape », *Garden History*, vol. 30, n°2, Winter 2002, pp. 239-251.

Saldivar-Tanaka, Laura and Marianne E. Krasny, « Culturing Community Development, Neighborhood Open Space, and Civic Agriculture: The Case of Latino Community Gardens in New York City », *Agriculture and Human Values*, vol. 21, 2004, pp. 399-412.

- Schmelzkopf, Karen, « Urban Community Gardens as Contested Space », *Geographical Review*, vol. 85, n°3, July 1995, pp. 364-381.
- Schmelzkopf, Karen, « Incommensurability, Land Use, and the Right to Space: Community Gardens in New York City », *Urban Geography*, vol. 23, n°4, 2002, pp.323-343.
- Schukoske, Jane E., « Community Development through Gardening: State and Local Policies Transforming Urban Open Space », *Legislation and Policy*, vol. 3, n°351, 2000, pp.351-392.
- Sciorra, Joseph and Martha Cooper, « "I feel Like I'm in My Country": Puerto Rican Casitas in New York City », *The Drama Review*, vol. 34, n°4, Winter 1990, pp. 156-168.
- Smit, Jac and Martin Bailkey, « Urban Agriculture and the Building of Communities », in van Veenhuizen, René, ed., *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*, Ottawa, Cairo, RUAF Foundation, 2006, pp. 145-171.
- Smith, Christopher M. and Hilda E. Kurtz, « Community Gardens and Politics of Scale in New York City », *The Geographical Review*, vol. 93, 2003, pp. 193-212.
- Smith, Richard M., Kevin J. Gaston, et al, « Urban Domestic Gardens: Relationships between Landcover Composition, Housing and Landscape », *Landscape Ecology*, n°20, 2005, pp. 235-253.
- St-Armand, Nérée, « Jardins communautaires et mobilisation sociale à Cornwall – Entrevue and Marc Bisson », *Reflets : revue d'intervention sociale et communautaire*, vol. 6, n°2, 2000, pp. 203-216.
- Staehli, Lynn A., Don Mitchell and Christina Gibson, « Conflicting Rights to the City in New York's Community Gardens », *GeoJournal*, n°58, 2002, pp.197-205.
- Stephens, J. M., M. L. Kelt and Nancy Seely, « The Jacksonville Urban Garden Program », *Proceedings of the Florida State Horticultural Society*, n°93, 1980, pp. 67-69.
- Stone, Edie, « The Benefits of Community-Managed Open Space: Community Gardening in New York City », in Campbell, Lindsay and Anne Wiesen, eds., *Restorative Commons: Creating Health and Well-Being Through Urban Landscapes*, U.S. Department of Agriculture, Forest Service, Newton Square, 2009, pp. 122-137.
- Teig, Ellen, Joy Amulya et al., « Collective Efficacy in Denver, Colorado: Strengthening Neighborhoods and Health through Community Gardens », *Health and Place*, vol. 15, 2009, pp. 1115-1122.

Tidball, Keith G. and Marianne E. Krasny, « From Risk to Resilience: A Role for Community Greening and Civic Ecology in Cities », in Wals, Arjen, ed., *Social Learning Towards a more Sustainable World*, Wageningen Academic Publishers, Wageningen, 2007, pp. 149-164.

van Veenhuizen, René, ed., *Cities Farming for the Future: Urban Agriculture for Green and Productive Cities*, Ottawa, Cairo, RUAF Foundation, 2006.

Waldenberg, Suzanne, « Barrio Gardens: The Arrangement of a Woman's Space », *Western Folklore*, vol. 59, n°3/4, Summer/Autumn 2000, pp. 232-245.

Ward, Carol, Bonnie Ballif-Spanvill et al., « Weeding Out Failed Practices: A Case Study of Community Gardens in Rural Mali », *Human Ecology*, vol. 32, n°4, Aug. 2004, pp. 509-521.

Weinberg, Bill, « ¡ Viva Loisaida Libre ! », in Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999, pp. 38-56.

Wilson, Peter Lamborn and Bill Weinberg, eds., *Avant Gardening*, New York, Autonomedia, 1999.

Winterbottom, Daniel, « Casitas: Gardens of Reclamation », disponible en ligne sur <http://www.cityfarmer.org/casitas.html>.

Thèses et mémoires non publiés

Bailkey, Martin, « A Study of the Contexts within Which Urban Vacant Land is Accessed for Community Open Space », PhD thesis, University of Wisconsin-Madison, 2003.

Chu, Jacqueline, « Social and Environmental Restoration through Therapeutic Community Gardens », mémoire de Master, San Jose State University, August 2008.

Eizenberg, Efrat, « From the Ground Up: Community Gardens in New York City and the Politics of Spatial Transformation », PhD thesis, City University of New York, 2008.

Foncham, Samuel Awah, « Attitudes Toward and Interest in Community Gardening in Two Low-Income Neighborhoods », PhD thesis, Texas Tech University, 1998.

Franco, Michael, « Community Gardens: Shifting Identity, Shifting Meaning, Shifting Context », mémoire de Master, State University of New York, 2004.

Gelsi, Emanuele John, « Gardening in the Street: Sociality, Production and Consumption in Northey Street City Farm », mémoire de Master, University of Queensland, 1999.

Hall, Diane, « Community Gardens as an Urban Planning Issue », mémoire de Master, University of British Columbia, April 1996.

Kirkby, Robert John, « Private Gardens in Public Spaces – Community Gardening: The Struggle to Empower Individuals and Build Community », mémoire de Master, Michigan State University, 2003.

Knigge, LaDona G., « Emerging Public Spaces in Marginalized Urban Places: The Political Economy of Community Gardens in Buffalo », NY, PhD Thesis, University at Buffalo, State University of New York, July 2006.

Lee, Sinang H., « Community Gardening Benefits as Perceived among American-Born and Immigrant Gardeners in San Jose, California », projet de fin d'année, University of California, Berkeley, 2002.

Matteson, Kevin Cox, « Diversity and Conservation in Urban Gardens: Theoretical and Applied Implications », PhD thesis, Fordham University, August 2007.

Nowak, Michelle, « Urban Agriculture on the Rooftop », Senior Honors Thesis, Cornell University, May 2004.

O'Reilly, Janet Ann, « Community Gardeners: Planting the Seeds of a Sustainable Future », mémoire de Master, Wilfrid Laurier University, 1999.

Oxley, Benjamin J., « The Economic Rationale Behind Community Garden Bylaws », May 5, 2003, devoir de fin d'année en Property Theory.

Reyburn, Stefan, « Évaluation de la contribution de l'agriculture urbaine communautaire montréalaise à l'amélioration du cadre de vie », Doctorat en études urbaines, Institut National de la Recherche Scientifique, Université du Québec à Montréal, mars 2006.

Sciarra, Rebecca A., « Narratives of a 'Lived' Urban Space: An Investigation of Community Gardens in the City of Ottawa », mémoire de Master, Carleton University, 2007.

Warner, Valerie Dawn, « Finding Common Ground: Community Garden as Connector Between Culture, Nature, and the Individual », mémoire de Master, University of Texas at Arlington, 2006.

Warman, Dena Sacha, « Community Gardens: A Tool for Community Building », projet de fin d'année, University of Waterloo, 1999.

Westphal, Lynn M., « Growing Power?: Social Benefits of Urban Greening Projects », PhD thesis, University of Illinois at Chicago, 1999.

Ouvrages généraux sur New York, la sociologie urbaine et la nature en ville

Abu-Lughod, Janet L., *New York, Chicago, Los Angeles: America's Global Cities*, Minneapolis, University of Minnesota Press, 1999.

Adams, Robert L., Jr, « Black Gotham: African Americans in New York City, 1900-2000 », *Identities: Global Studies in Culture and Power*, n°12, 2005, pp. 363-384.

Agyeman, Julian and Tom Evans, « Toward Just Sustainability in Urban Communities: Building Equity Rights with Sustainable Solutions », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 590, Nov. 2003, pp. 35-53.

Alcaly, Roger E. and David Mermelstein, *The Fiscal Crisis of American Cities: Essays on the Political Economy of Urban America With Special Reference to New York*, New York, Vintage Books, 1976.

Amin, Ash, Doreen Massey and Nigel Thrift, *Cities for the Many not the Few*, Bristol, The Policy Press, 2000.

Andersson, E., S. Barthel and K. Ahrné, « Measuring Social-Ecological Dynamics behind the Generation of Ecosystem Services », *Ecological Applications*, vol. 17, n°5, July 2007, pp. 1267-1278.

Angotti, Tom, « Race, Place and Waste: Community Planning in New York City », *New Village*, n°1, 1999, pp. 5-9.

Arensberg, Conrad M., « The Community as Object and as Sample », *American Anthropologist*, New Series, vol. 63, n°2, part 1, avril 1961, pp. 241-264.

Audet, René, « L'horizon interdisciplinaire de la sociologie de l'environnement sur le terrain de l'agriculture alternative », *VertigO*, vol. 18, n°2, Oct. 2008, pp. 1-10.

Becker, Howard S., *Outsiders: Studies in the Sociology of Deviance*, New York, The Free Press, 1963.

Bender, Thomas, *Community and Social Change in America*, New Brunswick, Rutgers University Press, 1978.

Bender, Thomas, *The Unfinished City: New York and the Metropolitan Idea*, New York, The New Press, 2002.

Bennett, Susan F., « Community Organizations and Crime », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 539, May 1995, pp. 72-84.

Benoit, Pierre, « Incendies dans le South Bronx : l'argent du feu », *New York Haute Tension*, Paris, Autrement, 1982.

Benrahal, Zineb et Céline Matuszak, « Lire ou relire Habermas : lectures croisées du modèle de l'espace public habermassien », *Études de communication*, n°32, 2009, pp. 2-12.

Berman, John S., *Central Park*, New York, Barnes & Noble Publishing, Inc., 2003.

Black, Gordon S., « Conflict in the Community: A Theory of the Effects of Community Size », *The American Political Science Review*, vol. 68, n°3, Sep. 1974, pp. 1245-1261.

Blanc, Nathalie, « De l'écologie dans la ville », *Ethnologie Française*, vol. XXXIV, n°4, 2004, pp. 601-607.

Blondel, Jacques, « De l'utopie écologiste au développement durable », *Études*, Tome 399, nov. 2003, pp. 327-337.

Bonsignore, Regina, « The Diversity of Green Spaces », *Design Center for American Urban Landscape Design Brief*, n°2, Aug. 2003.

Bouquet, Susana, « Peace Corps Volunteers in the São Francisco Valley », *Luso-Brazilian Review*, vol. 4, n°2, Winter 1967, pp. 79-93.

Bourdin, Alain, « Gentrification : un "concept" à déconstruire », *Espaces et sociétés*, n°132, 2008, pp. 23-37.

Boyes-Watson, Carolyn « Community is Not a Place but a Relationship: Lessons for Organizational Development », *Public Organization Review: A Global Journal*, vol. 5, 2005, pp. 359-374.

Brockington, Dan, « Myths of Skeptical Environmentalism », *Environmental Science & Policy*, n°6, 2003, pp. 543-546.

Bromberger, Christian, dir., *Passions ordinaires, du match de football au concours de dictée*, Paris, Hachette, 1998.

Burel, Françoise et Jacques Baudry, *Écologie du paysage : concepts, méthodes et applications*, Paris, Technique & Documentation, 1999.

Busquet, Grégory, « Lefebvre, l'IS et la revue *Utopie* », *Urbanisme*, n°336, mai-juin 2004, pp. 55-58.

Calenge, Christian, « De la nature de la ville », *Les Annales de la recherche urbaine*, n°74, mars 1997, pp. 12-19.

Campbell, Lindsay and Anne Wiesen, eds., *Restorative commons: creating health and well-being through urban landscapes*, U.S. Department of Agriculture, Forest Service, Newton Square, 2009.

Cannato, Vincent J., *The Ungovernable City: John Lindsay and his Struggle to Save New York*, New York, Basic Books, 2002.

Capra, Fritjof, « Ecology and Community », Center for Ecoliteracy, n.d.

Carlsson, Chris, *Nowtopia*, Oakland, AK Press, 2008.

Caro, Robert A., *The Power Broker: Robert Moses and the Fall of New York*, New York, Vintage Books Edition, 1975.

Carson, Rachel, *Silent Spring*, Boston, Houghton Mifflin, 1962.

Chandhoke, Neera, « On the Social Organization of Urban Space: Subversions and Appropriations », *Social Scientist*, vol. 21, n°5/6, May-June 1993, pp.63-73.

Chapoulie, Jean-Michel, *La tradition sociologique de Chicago : 1892-1961*, Paris, Seuil, 2001.

Choay, Françoise, « Le règne de l'urbain et la mort de la ville », in J. Dethier et A. Guiheux, dir., *La ville, art et architecture en Europe 1870-1993*, Paris, Editions du Centre G. Pompidou, 1994, p. 26-35.

Choay, Françoise, *Pour une anthropologie de l'espace*, Paris, Seuil, 2006.

Chong, Dennis, « Tolerance and Social Adjustment to New Norms and Practices », *Political Behavior*, vol. 16, n°1, March 1994, pp. 21-53.

Chouquer, Gérard, « Nature, environnement et paysage au Carrefour des théories », *Études rurales*, n°157-158, 2001, pp. 235-251.

Clark, Brett, « Ebenezer Howard and the Marriage of Town and Country », *Organization & Environment*, vol. 16, n°1, March 2003, pp. 87-97.

Claude, Viviane et Danièle Voldman, « Éditorial », *Espaces et Sociétés*, n°130, 2007, pp. 9-11.

Clauser, John A., « Human Place: The Dialectic of the Global and the Local », *Leonardo*, vol. 15, n°2, Spring 1982, pp. 137-139.

Clément, Gilles, *Manifeste du Tiers Paysage*, 2004, disponible en ligne sur http://www.gillesclement.com/fichiers/tierspaypublications_92045_manifeste_du_tiers_paysage.pdf.

Clément, Gilles, *La sagesse du jardinier*, Paris, L'œil Neuf Editions, 2006.

Clerval, Anne et Antoine Fleury, « Politiques urbaines et gentrification, une analyse critique à partir du cas de Paris », *L'espace politique*, n°9, 2009, disponible en ligne sur <http://espacepolitique.revues.org/index1314.html#tocto2n5>.

Coulter, Philip B., « Comparative Community Politics and Public Policy: Problems in Theory and Research », *Polity*, vol. 3, n°1, Autumn 1970, pp. 22-43.

Coutard, Olivier et Jean-Pierre Lévy, dir., *Écologies urbaines*, Paris, Economica, 2010.

Couturier, Renaud, « La nature revient au galop », *Aéroports de Paris Magazine*, n°13, Sept. 2006, pp.28-34.

Cox, Kevin R., « Locality and Community in the Politics of Local Economic Development », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 78, n°2, June 1988, pp. 307-325.

Creagh, Ronald, *Laboratoires de l'utopie : les communautés libertaires aux États-Unis*, Paris, Payot, 1983.

Cronon, William, ed., *Uncommon Ground: Rethinking the Human Place in Nature*, New York, London, Norton and Company, 1996.

Cross, Catherine, « Women and Land in the Rural Crisis », *Agenda*, n°42, 1999, pp. 12-27.

Crossley, Nick, *Making Sense of Social Movements*, Buckingham, Philadelphia, Open University Press, 2002.

Dagg, Joachim, L., « The Skeptical Environmentalist and the Lomborg Affair », *Environmental Science & Policy*, n°6, 2003, pp. 389-391.

Dávila, Arlene, « Empowered Culture? New York City's Empowerment Zone and the Selling of El Barrio », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 594, July 2004, pp. 49-64.

- Davis, Mike, *City of Quartz: Excavating the Future in Los Angeles*, New York, Vintage Books, 1992.
- Davis, Mike, « How Eden Lost Its Garden », *Perspecta: Settlement Patterns*, vol. 30, 1999, pp. 64-75.
- Davis, Mike, *Magical Urbanism: Latinos Reinvent the U.S. City*, London, New York, Verso, 2001.
- Davis, Mike, *Dead Cities*, New York, The New Press, 2002.
- De Gouvello, Bernard et Jean-Claude Deutsch, « La récupération de l'eau de pluie en ville : vers une modification de la gestion urbaine de l'eau ? », *Flux*, vol. 2-3, n°76/77, 2009, pp. 14-25.
- Delano, Sterling F., *Brook Farm: The Dark Side of Utopia*, Cambridge, Harvard University Press, 2004.
- Delcourt, Xavier et Michèle Decoust, « La ville phénix », *New York Haute Tension*, Paris, Autrement, 1982.
- Deming, Alison H. and Lauret E. Savoy, eds., *The Colors of Nature*, Minneapolis, Milkweed Editions, 2002.
- De Ridder, K., V. Adamec, et al., « An Integrated Methodology to Assess the Benefits of Urban Green Space », *Science of the Total Environment*, n°334-335, 2004, pp. 489-497.
- Dixon, Terrell F., ed., *City Wilds: Essays and Stories about Urban Nature*, Athens, London, University of Georgia Press, 2002.
- Doyle, Michael William, « Staging the Revolution: Guerrilla Theater as a Countercultural Practice. 1965-68 », in Peter Braunstein and Michael William Doyle, eds, *Imagine Nation: The American Counterculture of the 1960s and '70s*, New York, Routledge, 2002, pp. 71-98.
- Dramstad, Wenche E., James D. Olson and Richard T. T. Forman, *Landscape Ecology Principles in Landscape Architecture and Land-Use Planning*, Washington, Island Press, 1996.
- Dubost, Françoise et Bernadette Lizet, dir., *Bienfaisante nature*, Paris, Seuil, 2003.
- Dubost, Françoise et Bernadette Lizet, « La nature dans la cité », in Dubost, Françoise et Bernadette Lizet, dir., *Bienfaisante nature*, Paris, Seuil, 2003, pp. 5-18.

Eblen, Ruth A. and William Eblen, *The Encyclopedia of the Environment*, Boston, Houghton Mifflin Company, 1994.

English, T. J., *The Westies*. New York, N.Y., St. Martin Griffin, 2006.

Epstein, Brielle, « NYC Communities Fight Waste Facilities », *Earth First !*, vol. 19, n°6, July 31, 1999, p. 15.

Evans, David, Mindy Thompson, et al., « Awareness of Environmental Risks and Protective Actions among Minority Women in Northern Manhattan », *Environmental Health Perspectives*, vol. 110, supplement 2: Community, Research, and Environmental Justice, April 2002, pp. 271-275.

Eyles, John, « Objectifying the Subjective: The Measurement of Environmental Quality », *Social Indicators Research*, n°22, 1990, pp. 139-153.

Faber, Daniel, ed., *The Struggle for Ecological Democracy: Environmental Justice Movements in the United States*, New York, London, Guilford Press, 1998.

Finster, Mary E., Kimberly A. Gray and Helen J. Binns, « Lead Levels of Edibles Grown in Contaminated Residential Soils: A Field Survey », *Science of the Total Environment*, n°320, 2004, pp. 245-257.

Fischer, Claude S., « The Study of Urban Community and Personality », *Annual Review of Sociology*, vol. 1, 1975, pp. 67-89.

Fitzpatrick, Joseph P., « The Importance of 'Community' in the Process of Immigrant Assimilation », *International Migration Review*, vol. 1, n°1, Autumn 1966, pp. 5-16.

Flanagan, Richard M., « Lyndon Johnson, Community Action, and Management of the Administration », *Presidential Studies Quarterly*, vol. 31, n°4, Dec. 2001, pp. 585-608.

Florgård, Clas, « Remaining Original Natural Vegetation in Towns and Cities – Introduction », *Urban Forestry & Urban Greening*, vol. 3, 2004, pp. 1-2.

Foley, Donald L., *Neighbors or Urbanites?*, Rochester, University of Rochester Press, 1952.

Forsyth, Ann, « People and Urban Green Areas: Perception and Use », *Design Center for American Urban Landscape Design Brief*, n°4, June 2003.

Fox-Piven, Frances and Richard A. Cloward, *Regulating the Poor: The Functions of Public Welfare*, New York, Vintage Books, 1971.

Francis, Mark, « Control as a Dimension of Public Space Quality », in Irwin Altman and Ervin H. Zube, eds., *Public Places and Spaces*, New York, London, Plenum Press, 1989, pp. 147-172.

Francis, Mark, « [The Making of Democratic Streets](#) », in A. Vernez Moudon, éd., *Public Streets For Public Use*, New York, Columbia University Press, 1991, pp. 23 - 39.

Francis, Mark, *Urban Open Space: Designing for User Needs*, Washington, Covelo, London, Island Press, 2003.

Francis, Mark, « [Urban Parks as Community Places](#) », in J. Jin, ed., *G5 International Urban Design Symposium*, Chuncheon, South Korea, 2006, pp. 87-96.

Freestone, Robert and David Nichols, « The Rise and Fall of the Internal Reserve », *Landscape Research*, vol. 29, n°3, July 2004, pp. 293-309.

Frileux, Pauline, « À l'abri de la haie dans le « bocage » pavillonnaire », *Ethnologie française*, 2010, sous presse.

Gandy, Matthew, « The Making of a Regulatory Crisis: Restructuring New York City's Water Supply », *Transactions of the Institute of British Geographers*, New Series, vol. 22, n°3, 1997, pp. 338-358.

Gandy, Matthew, *Concrete and Clay: Reworking Nature in New York City*, Cambridge, MIT Press, 2002.

Garreau, Joel, *Edge City: Life on the New Frontier*, New York, Doubleday, 1991.

Gobster, Paul H., « Visions of Nature: Conflict and Compatibility in Urban Park Restoration », *Landscape and Urban Planning*, n°56, 2001, pp. 35-51.

Goddard, Mark A., Tim G. Benton and Andrew J. Dougill, « Scaling up from Gardens: Biodiversity Conservation in Urban Environments », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 25, n°2, 2009, pp. 90-98.

Goddard, Mark A., Tim G. Benton and Andrew J. Dougill, « Beyond the Garden Fence: Landscape Ecology of Cities », *Trends in Ecology and Evolution*, sous presse.

Goldenberg, Sheldon and Valerie A. Haines, « Social Networks and Institutional Completeness: From Territory to Ties », *Canadian Journal of Sociology / Cahiers canadiens de sociologie*, vol. 17, n°3, Summer 1992, pp. 301-3012.

Gottdiener, M., « A Marx for Our Time: Henri Lefebvre and the Production of Space », *Sociological Theory*, vol. 11, n°1, March 1993, pp. 129-134.

Gottehrer, Barry, « Urban Conditions: New York City », *Annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol. 371: Social Goals and Indicators for American Society, vol. 1, May 1967, pp. 141-158.

Grafmeyer, Yves et Isaac Joseph, dir., *L'école de Chicago : naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Aubier, 1984.

Grahn, Patrick and Ulrika A. Stigsdotter, « Landscape Planning and Stress », *Urban Forestry & Urban Greening*, vol. 2, 2003, pp. 1-18.

Greer, Scott, « Urbanism Reconsidered: A Comparative Study of Local Areas in a Metropolis », *American Sociological Review*, vol. 21, n°1, Feb. 1956, pp.19-25.

Grove, Morgan, Mary L. Cadenasso et al., « Data and Methods Comparing Social Structure and Vegetation Structure of Urban Neighborhoods in Baltimore, Maryland », *Society & Natural Resources*, vol. 19, n°2, Feb. 2006, pp. 117-136.

Gunderson, Lance H., « Ecological Resilience – In Theory and in Practice », *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 31, 2000, pp. 425-439.

Habermas, Jürgen, *L'espace public*, Paris, Payot, 1992.

Haines-Young, Roy and Marion Potschin, « The links between biodiversity, ecosystem services and human well-being », in D. Raffaelli and C. Frid, eds., *Ecosystem Ecology: A New Synthesis*, Cambridge University Press, Cambridge, sous presse.

Hamman, Philippe, dir., *Penser le développement durable urbain : regards croisés*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 11-44.

Hannerz, Ulf, *Explorer la ville*, Paris, Editions de Minuit, 1983.

Harvey, David, « Militant Particularism and Global Ambition: The Conceptual Politics of Place, Space, and Environment in the Work of Raymond Williams », *Social Text*, n°42, Spring 1995, pp. 6-98.

Harvey, David, *Spaces of Hope*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 2000.

Hassanein, Neva, « Practicing Food Democracy: a Pragmatic Politics of Transformation », *Journal of Rural Studies*, n°19, 2003, pp. 77-86.

Hautenne, Bruno, « Contribution à une sociologie de l'association », *Pensée plurielle*, n°7, 2004, pp. 11-16.

Hayes-Conroy, Jessica, « Hope for Community? Anarchism, Exclusion, and the Non-Human Realm », *Political Geography*, vol. 27, 2008, pp. 29-34.

Healy, Stephen, « Public Participation as the Performance of Nature », *Sociological Review*, 2003, pp. 94-108.

Hégon, Gérard et Henry Torgue, « Ambiances architecturales et urbaines : de l'environnement urbain à la ville sensible », in Olivier Coutard et Jean-Pierre Lévy, dir., *Écologies urbaines*, Paris, Economica, 2010, pp. 185-197.

Heller, Chaia, « Notes on an Ecology of Everyday Life », *Social Anarchism*, n°31, Dec. 2001, pp.19-22.

Heynen, Nikolas C., « The Scalar Production of Injustice within the Urban Forest », *Antipode*, 2003, pp. 980-998.

Hiêu, Dinh Trong, « Sciences sociales et biodiversité : articulations entre le global et le local au Vietnam », *Revue internationale des sciences sociales*, n°178, avril 2003, pp. 639-643.

Hoffman, Abbie, *Steal This Book (1971)*, New York, Avalon, 1996.

Horowitz, Irving Louis, « Consensus, Conflict and Cooperation: A Sociological Inventory », *Social Forces*, vol. 41, n°2, Dec. 1962, pp. 177-188.

Howard, Ebenezer, *Garden Cities of Tomorrow*, London, S. Sonnenschein & Co., 1902.

Hunter, Albert « The Loss of Community: An Empirical Test Through Replication », *American Sociological Review*, vol. 40, n°5, octobre 1975, pp. 537-552.

Hutchinson, Peter, « Rêves et projets », *Les carnets du paysage*, n°15, automne 2007/hiver 2008, pp. 59-75, traduit par Xavier Carrière.

Isserman, Maurice et Michael Kazin, *America Divided: The Civil War of the 1960s*, New York, Oxford University Press, 2004.

Jacobs, Jane, *The Death and Life of Great American Cities*, New York, Vintage Books Edition, 1961.

Jayaraman, Sarumathi and Immanuel Ness, éd., *The New Urban Immigrant Workforce: Innovative models for Labor Organizing*, New York, M. E. Sharpe, 2005.

Jenkins, Henry, « Tales of Manhattan: Mapping the Urban Imagination Through Hollywood Film », in Vale, Lawrence J. and Sam Bass Warner, eds, *Imaging the City: Continuing Struggles and New Directions*, Center for Urban Policy Research,

Rutgers University, 2001.

Jonnes, Jill, *South Bronx Rising: The Rise, Fall, and resurrection of an American City*, New York City, Fordham University Press, 2002.

Kalaora, Bernard, « L'usage des espaces naturels : une utopie concrète des urbains », in Marcel, Odile, éd., *Le défi du paysage : un projet pour l'agriculture*, Seyssel, Champ Vallon, 2004, pp. 230-248.

Kasarda, John D. et Morris Janowitz, « Community Attachment in Mass Society », *American Sociological Review*, vol. 39, n°3, juin 1974.

Katz, Cindy, Neil Smith and Mike Davis, « L.A. Intifada: Interview with Mike Davis », *Social Text*, n°33, 1992, pp. 19-33.

Kaufman, Harold F., « Toward an Interactional Conception of Community », *Social Forces*, vol. 38, No. 1. Oct., 1959, pp. 8-17.

Keil, Roger and Gene Desfor, « Making Local Environmental Policy in Los Angeles », *Cities*, vol. 13, n°5, pp. 303-313.

Kendal, Dave, Nicholas S.G. Williams and Kathryn J.H. Williams, « Harnessing Diversity in Gardens through Individual Decision Makers », *Trends in Ecology and Evolution*, vol. 25, n°4, Jan. 2010, pp. 201-202.

Kessner, Thomas, « Fiorello H. LaGuardia and the Challenge of Democratic Planning », in David Ward et Olivier Zunz, éd., *The Landscape of modernity: New York City, 1900-1940*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1992.

Kimber, Clarissa, « Gardens and Dwelling: People in Vernacular Gardens », *Geographical Review*, vol. 94, n°3, July 2004, pp. 263-283.

Kincaid, Shannon, « Democratic Ideals and the Urban Experience », *Philosophy & Geography*, vol. 6, n°2, Aug. 2003, pp.145-152.

Kline, Jeffrey D., « Public Demand for Preserving Local Open Space », *Society & Natural Resources*, n°19, 2006, pp.645-659.

Kliskey, A. D., « Recreation Terrain Suitability mapping: A Spatially Explicit Methodology for Determining Recreational Potential for Resource Use Assessment », *Landscape and Urban Planning*, n°733, 2000, pp. 1-11.

Klyza, Christopher McGrory, Jonathan Isham and Andrew Savage, « Local Environmental Groups and the Creation of Social Capital: Evidence from Vermont », *Society & Natural Resources*, vol. 19, n°10, Oct. 2006, pp. 905-919.

Knox, Paul L., « The Retless Urban Landscape: Economic and Sociocultural Change and the Transformation of Metropolitan Washington, DC », *Annals of the Association of American Geographers*, vol. 81, n°2, June 1991, pp. 181-209.

Koh, Lian Pin and Navjot S. Sodhi, « Importance of Reserves, Fragments, and Parks for Butterfly Conservation in a Tropical Urban Landscape », *Ecological Applications*, vol. 14, n°6, Dec. 2004, pp. 1695-1708.

Koolhaas, Rem, *Delirious New York: A Retroactive Manifesto for Manhattan*, New York, The Monacelli Press, 1994.

Kreps, Gary A. and Dennis E. Wenger, « Toward a Theory of Community Conflict: Factors Influencing the Initiation and Scope of Conflict », *The Sociological Quarterly*, vol. 14, n°2, Spring 1973, pp. 158-174.

Kuo, Frances E., « Environment and Crime in the Inner City: Does Vegetation Reduce Crime ? », *Environment and Behavior*, vol. 33, n°3, May 2001, pp. 343-367.

Kurtz, Hilda E., « Scale Frames and Counter-Scale Frames: Constructing the Problem of Environmental Injustice », *Political Geography*, n°22, 2003, pp. 887-916.

Lamb, Kara L., « The Problem of Defining Nature First: A Philosophical Critique of Environmental Ethics », *The Social Science Journal*, vol. 33, n°4, pp. 475-486.

Lamberton, Ken, *Wilderness and Razor Wire: A Naturalist's Observations from Prison*, San Francisco, Mercury House, 2000.

Lane, Jill, « Reverend Billy: Preaching, Protest, and Postindustrial Flanerie », *The Drama Review*, vol. 46, n°1, Spring 2002, pp. 60-84.

Lant, Christopher L., J. B. Ruhl and Steven E. Kraft, « The Tragedy of Ecosystem Services », *BioScience*, vol. 58, n°10, Nov. 2008, pp. 969-974.

Lausson, Adeline, « Patricia Johanson : les sept manuscrits de 1969 », *Les carnets du paysage*, n°15, automne 2007/hiver 2008, pp. 76-93.

Lefebvre, Henri, *Le droit à la ville*, Paris, Anthropos, 1968.

Lefebvre, Henri, *La production de l'espace*, Paris, Anthropos, 2000.

LeGates, Richard T. and Frederic Stout, eds., *The City Reader*, London, Routledge, 2003.

Le Goix, Renaud, *Atlas : New York*, Paris, Autrement, 2009.

Lepp, Andrew and Stephen Holland, « A Comparison of Attitudes Toward State-Led Conservation and Community-Based Conservation in the Village of Bigodi, Uganda », *Society & Natural Resources*, vol. 19, n°7, Aug. 2006, pp. 609-623.

Lewis, Michael, ed., *American Wilderness: A New History*, Oxford, Oxford University Press, 2007.

Lizet, Bernadette, « Naturalistes, herbes folles et terrains vagues », *Ethnologie française*, juillet-septembre 1989, pp. 254-272.

Lizet, Bernadette, « Villes naturalisées », in Gaëlle Aggeri, dir., *Inventer les villes-nature de demain : gestion différenciée, gestion durable des espaces verts*, Dijon, Educagri, 2010, pp. 190-192.

Lockwood, Charles, *Manhattan Moves Uptown: An Illustrated History*, New York, Barnes and Noble Books, 1995.

Loiseau, Jacques-Marie, François Terrasson, et al., *Le paysage urbain*, Paris, Sang de la terre, 1993.

Luloff, A. E. and K. P. Wilkinson, « Is Community Alive and Well in the Inner City ? », *American Sociological Review*, vol. 42, n°5, octobre 1977, pp. 827-828.

Lynch, Kevin, « A New Look at Civic Design », *Journal of Architectural Education*, vol. 10, n°1, Spring 1955, pp. 31-33.

Lynch, Kevin, *L'image de la Cité*, Paris, Dunod, 1999.

Macnaghten, Phil, « Embodying the Environment in Everyday Life Practices », *The Sociological Review*, vol. 51, n°1, 2003, pp. 63-84.

Marx, Leo, *The Machine in the Garden: Technology and the Pastoral Ideal in America*, Oxford, Oxford University Press, 2000.

Mathieu, Nicole, « Des représentations et pratiques de la nature aux cultures de la nature chez les citadins : question générale et étude de cas », *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, 2000, pp. 162-174.

Mathieu, Nicole et Yves Guermond, dir., *La ville durable, du politique au scientifique*, Paris, Cemagref Editions, 2005.

Matthews, Anne, *Wild Nights: Nature Returns to the City*, New York, North Point Press, 2001.

Maumi, Catherine, *Usonia ou le mythe de la ville-nature américaine*, Paris, Editions de la Villette, 2008.

Maurizi, Rob and Tamar Friedner, « The Effect of City Living on Urban Wildlife », *ASCI*, n°122, May 2005, 1997, n.p.

McCann, Eugene J., « Race, Protest, and Public Space: Contextualizing Lefebvre in the U.S. City », *Antipode*, vol. 31, n°2, 1999, pp. 163-184.

McCullum, Christine, Ellen Desjardin et al., « Evidence-Based Strategies to Build Community Food Security », *Journal of the American Dietetic Association*, vol. 105, n°2, Feb. 2005, pp. 278-283.

Melville, Keith, *Communes in the Counter Culture: Origins, Theories, Styles of Life*, New York, William Morrow and Company, 1972.

Meredyth, Denise, Scott Ewing and Julian Thomas, « Neighborhood Renewal and Government by Community: The Atherton Gardens Network », *International Journal of Cultural Policy*, vol. 10, n°1, 2004, pp.85-101.

Merrifield, Andrew, « Place and Space: A Lefebvrian Reconciliation », *Transactions of the Institute of British Geographers*, New Series, vol. 18, n°4, 1993, pp. 516-531.

Miller, Ethan, « Solidarity Economics: Strategies for Building New Economies from the Bottom-up and Inside-out », *Grassroots Economic Organizing*, Feb. 2004.

Miller, Timothy, *Utopia in Twentieth-Century America, Volume I: 1900-1960*, Syracuse, Syracuse University Press, 1998.

Miller, Timothy, *The 60s Communes: Hippies and Beyond*, Syracuse, Syracuse University Press, 1999.

Mitchell, Don, « The End of Public Space? People's Park, Definitions of the Public, and Democracy », *Annals of the Association of American Geographers*, 85(1), March 1995, pp. 108-133.

Mitchell, Don, « The Annihilation of Space by Law: The Roots and Implications of Anti-Homeless Laws in the United States », *Antipode*, vol. 29, n°3, 1997, pp. 303-335.

Mitchell, Don, *The Right to the City: Social Justice and the Fight for Public Space*, New York, London, The Guilford Press, 2003.

Mitchell, Joseph, *Up in the Old Hotel and Other Stories*, New York, Vintage Books, 1993.

Mollenkopf, John and Ken Emerson, eds., *Rethinking the Urban Agenda: Reinvigorating the Liberal Tradition in New York City and Urban America*, New York, The Century Foundation Press, 2001.

Moody, Kim, *From Welfare State to Real Estate: Regime Change in New York City, 1974 to the Present*, New York, London, The New Press, 2007.

Moore, Gerry, Steward Agela, et al, « An Overview of the New York Metropolitan Flora Project », *Urban Habitats*, vol. 1, n°1, 2002, pp. 17-24.

Moranco, Aurelia Bengochea, « A Hedonic Valuation of Urban Green Areas », *Landscape and Urban Planning*, n°66, 2003, pp. 35-41.

Morand, Paul, *New York*, Paris, Flammarion, 1988.

Moret, Frédéric, « De New Harmony aux cités-jardins », *Urbanisme*, n°336, mai-juin 2004, pp. 41-45.

Morrison, Roy, « Building an Ecological Civilization », *Social Anarchism*, n°41, 2007, pp. 22-37.

Nail, Sylvie, « L'idée de nature en milieu urbain », in Monica Charlot, *Nouvelles valeurs dans l'Angleterre d'aujourd'hui*, Paris, Presses Sorbonne Nouvelle, 2003, pp. 55-87.

Nash, Roderick, *Wilderness and the American Mind*, New Haven, London, Yale University Press, 1967.

Nelson, Gaylord, « Earth Day '70: What It Meant », *EPA Journal*, avril 1980, disponible en ligne sur <http://www.epa.gov/history/topics/earthday/02.htm> .

Neuwirth, Gertrud, « A Weberian Outline of a Theory of Community: Its Application to the 'Dark Ghetto' », *The British Journal of Sociology*, vol. 20, n°2, June 1969, pp. 148-163.

Newman, Kathe and Elvin K. Wyly, « The Right to Stay Put, Revisited: Gentrification and Resistance to Displacement in New York City », *Urban Studies*, vol. 43, n°1, Jan. 2006, pp. 23-57.

Nicolas-Le Strat, Pascal, « Multiplicité interstitielle », *Multitudes*, n°31, 2008, pp. 115-121.

Nilsson, Kjell, « Forests, Trees and Human Health and Wellbeing », *Urban Forestry & Urban Greening*, n°5, 2006, p. 109.

Nordhoff, Charles, *The Communistic Societies of the United States ; from Personal Visit and Observation [1875]*, New York, Hillary House Publishers, 1961.

Ogoye-Ndegwa, Charles, Domnic Abudho and Jens Aagaard-Hansen, « 'New Learnings in Old Organisations': Children's Participation in a School-Based

Nutrition Project in Western Kenya », *Development in Practice*, vol. 12, n°3/4, Aug. 2002, pp. 449-460.

Olsson, Per, Carl Folke and Fikret Berkes, « Adaptative Comanagement for Building Resilience in Social-Ecological Systems », *Environmental Management*, vol. 34, n°1, pp. 75-90.

Packie, Susan, « Shadow Cities: A Billion Squatters, a New Urban World », *Social Anarchism*, n°41, 2007, pp. 74-76.

Page, Christina G., « Predicting the Social Impacts of Restoration in an Urban Park », *Yale School of Forestry and Environmental Studies Bulletin*, n°100, 1997, pp. 76-101.

Pahl, Ray, « Are All Communities Communities in the Mind ? », *The Sociological Review*, 2005, pp.621-640.

Painter, Joe, « Spaces of Citizenship: An Introduction », *Political Geography*, vol. 14, n°2, 1995, pp. 107-120.

Paquot, Thierry, dir., *Le quotidien urbain : essais sur le temps des villes*, Paris, La Découverte, 2001.

Paquot, Thierry, « Utopie(s) », *Urbanisme*, n-336, mai-juin 2004.

Paquot, Thierry, « Redécouvrir Henri Lefebvre », *Rue Descartes*, vol. 1, n°63, 2009, pp. 8-16.

Park, Robert Ezra « La communauté urbaine, un modèle spatial et un ordre moral », in Yves Grafmeyer et Isaac Joseph, *L'Ecole de Chicago, naissance de l'écologie urbaine*, Paris, Editions Aubier, 1984, pp. 197-211.

Pickett, Stewart T. A., M. L. Cadenasso, *et al.*, « Urban Ecological Systems: Linking Terrestrial Ecological, Physical, and Socioeconomic Components of Metropolitan Areas », *Annual Review of Ecology and Systematics*, vol. 32, 2001, pp. 127-157.

Platt, Rutherford H., « Holly Whyte: Visionary for a Humane Metropolis », *Land Lines*, Jan. 2003, pp. 1-3.

Platt, Rutherford H., « [Toward More Ecological Cities: Adapting to the 21st Century Metropolis](#) », *Environment*, vol. 46, n°5, June 2004, pp. 11-27.

Posner, Ellen, ed., *Properties: The Future of New York, an International Perspective*, Spring 2006.

Pouzoulet, Catherine, « Les classes moyennes et les effets pervers du conservatisme fiscal », *Revue française d'études américaines*, n°47, février 1991, pp. 75-82.

Pouzoulet, Catherine, « Le cinéma de Spike Lee : images d'une ville mosaïque », *Revue française d'études américaines*, n°57, juillet 1993, pp. 265-274.

Pouzoulet, Catherine, « Représenter les minorités par le découpage électoral. L'exemple de la nouvelle charte de New York », *Revue française de science politique*, vol. 43, n°4, 1993, pp. 613-634.

Pouzoulet, Catherine, « Pouvoir formel et pouvoir informel à l'échelon local : le cas de New York », *Revue française d'études américaines*, n°63, fév. 1995, pp. 92-106.

Pouzoulet, Catherine, *New York, New York: Espace, pouvoir, citoyenneté dans une ville-monde*, Paris, Belin, 2000.

Pouzoulet, Catherine, « Visions de New York : de la destruction du World Trade Center à la recherche d'une nouvelle urbanité », *Hérodote*, n°109, 2003, pp. 97-114.

Pouzoulet, Catherine, « La question du logement social à New York : de l'utopie à la ghettoïsation », *Transatlantica*, n°1, 2006, <http://transatlantica.revues.org/222>.

Pouzoulet, Catherine, « Zonage et mixité urbaine : la question de la requalification des zones industrielles à travers les exemples new-yorkais du Far West Side à Manhattan et des Atlantic Yards à Brooklyn », *Hérodote*, n°122, 2006, pp. 92-106.

Pouzoulet, Catherine, « De l'incidence de la 'financiarisation' sur les rapports sociaux. Le cas des transports collectifs à New York », *Revue française d'études américaines*, n°111, janv. 2007, pp. 112-129.

Putnam, Robert D., « Tuning in, Tuning out: The Strange Disappearance of Social Capital in America », *PS: Political Science and Politics*, vol. 28, n°4, Dec. 1995, pp. 664-683.

Putnam, Robert D. « Bowling Alone: America's Declining Social Capital », in Richard T. LeGates et Frederic Stout, *The City Reader*, New York, Routledge, 2003, pp. 105-113.

Qadeer, M. A., « The Nature of Urban Land », *American Journal of Economics and Sociology*, vol. 40, n°2, April 1981, pp. 165-182.

Quellier, Florent, « Le jardin fruitier-potager, lieu d'élection de la sécurité alimentaire à l'époque moderne », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, vol. 51, n°3, juillet-septembre 2004, pp. 66-78.

Querrien, Anne, « L'exode habite au coin de la rue », *Multitudes*, n°31, 2008, pp. 91-99.

Raulin, Anne, « Manhattan comme une île », *Ethnologie française*, vol. 36, n°3, 2006, pp. 467-474.

Raulin, Anne, « Utopies locales et laboratoire social : l'exemple du 13^e arrondissement de Paris », *L'année sociologique*, vol. 58, n°1, 2008, pp. 47-70.

Reichl, Alexander. J., *Reconstructing Times Square*, Lawrence, Kansas, University Press of Kansas, 1999.

Reiss, Albert J. Jr., « Some Logical and Methodological Problems in Community Research », *Social Forces*, vol. 33, n°1, Oct. 1954, pp. 51-57.

Remy, Jean, « Compte-rendu thématique. La ville et la nature : de la mise à distance à l'imbrication », *Espaces et Sociétés*, n°118, mars 2004, pp. 251-266.

Rishbeth, Clare, « Ethno-Cultural Representation in the Urban Landscape », *Journal of Urban Design*, vol. 9, n°3, Oct. 2004, pp. 311-333.

Robic, Marie-Claire et Nicole Mathieu, « Géographie et durabilité : redéployer une expérience et mobiliser de nouveaux savoir-faire », in Marcel Jollivet, dir., *Le développement durable, de l'utopie au concept : de nouveaux chantiers pour la recherche*, Paris, Editions scientifiques et médicales Elsevier, 2001, pp. 167-190.

Roncayolo, Marcel, dir., *La ville aujourd'hui : mutations urbaines, décentralisation et crise du citoyen*, Paris, Seuil, 2001.

Rosenzweig, Roy and Elizabeth Blackmar, *The Park and The People: A History of Central Park*, Ithaca, Cornell University Press, 1998.

Rossi, Peter H., « Power and Community Structure », *Midwest Journal of Political Science*, vol. 4, n°4, Nov. 1960, pp.390-401.

Rudolf, Florence, « Les glissements de sens de l'écologie dans ses associations avec la ville : écologie urbaine, ville écologique et ville durable », in Philippe Hamman, dir., *Penser le développement durable urbain : regards croisés*, Paris, L'Harmattan, 2008, pp. 47-68.

Ruliffson, Jane A., Robert G. Haight, et al, « Metropolitan Natural Area Protection to Maximize Public Access and Species Representation », *Environmental Science & Policy*, n°6, 2003, pp. 291-299.

Sanders, James, *Celluloid Skyline: New York and the Movies*, New York, Alfred A. Knopf, 2001.

Sargant, William Lucas, *Robert Owen and His Social Philosophy*, London, Smith, Elder and Co, 1860.

Savage, Sean J., *JFK, LBJ and the Democratic Party*, New York, SUNY Press, 2004.

Schambre, William A., « Building Community Top-Down or Bottom-Up? Local Groups Are the Key to America's Civic Renewal », *The Brookings Review*, vol. 15, n°4, Fall 1997, pp. 20-22.

Scobey, D. M., *Empire City: The Making and Meaning of the New York City Landscape*, Philadelphia, Temple University Press, 2002.

Segal, Gillian Zoe, *New York Characters*, New York, W. W. Norton & Company, 2001.

Sénécal, Gilles, « Champs urbains et développement durable : les approches canadiennes de la ville écologique », *Natures, Sciences, Sociétés*, vol. 4, n°1, 1996, pp. 61-74.

Shaw, Randy, *The Activist's Handbook*, Berkeley, Los Angeles, University of California Press, 1996.

Serewicz, Lawrence, « Broken Windows Theory & Collective Efficacy: What is the Relationship Between Cause and Effect? », *PINpoint*, March 2009, disponible en ligne sur <http://www.cipfanetworks.net/fileupload/upload/Lawrence1982009511645.pdf>, consulté en février 2010.

Shukaitis, Steyphen, « An Ethnography of Nowhere: Notes Towards a Re-envisioning of Utopian Thinking », *Social Anarchism*, n°35, Jan. 2004, pp. 35-40.

Simay, Philippe, « Une autre ville pour une autre vie. Henri Lefebvre et les situationnistes », *Rue Descartes*, vol. 1, n°63, 2009, pp. 17-26.

Skocpol, Theda, *Diminished Democracy: From Membership to Management in American Civic Life*, Norman, University of Oklahoma Press, 2003.

Skocpol, Theda, « Voice and Inequality: The Transformation of American Civic Democracy », *Perspectives on Politics*, vol. 2, n°1, March 2004, pp.3-20.

Small, Mario Luis, « Culture, Cohort, and Social Organization Theory: Understanding Local Participation in a Latino Housing Project », *The American Journal of Sociology*, vol. 108, n°1, July 2002, pp. 1-54.

Smith, Neil and Phil O'Keefe, « Geography, Marx and the Concept of Nature », *Antipode*, vol. 12, n°2, 1980, pp. 30-39.

Smith, Neil, « Gentrification and Uneven Development », *Economic Geography*, vol. 58, n°2, April 1982, pp. 139-155.

- Smith, Neil, « Contours of a Spatialized Politics: Homeless Vehicles and the Production of Geographical Scale », *Social Text*, n°33, 1992, pp. 54-81.
- Smith, Neil, « Giuliani Time: The Revanchist 1990s », *Social Text*, n°57, Winter 1998, pp. 1-20.
- Smith, Neil, « Which New Urbanism ? The Revanchist '90s », *Perspecta: Settlement Patterns*, vol. 30, 1999, pp. 98-105.
- Smith, Neil, « Global Social Cleansing: Postliberal Revanchism and the Export of Zero Tolerance », *Social Justice*, vol. 28, n°3, Fall 2001, pp. 68-72.
- Smith, Neil, « Neo-Critical Geography, or, the Flat Pluralist World of Business Class », *Antipode*, vol. 37, n°5, 2005, pp. 887-899.
- Solecki, William D., « Biodiversity and the City: A Case Study of the New York Metropolitan Region », *Property Rights Foundation*, May 2001, <http://www.prffamerica.org/>.
- Staats, Henk, Arenda Kieviet and Terry Hartig, « Where to Recover from Attentional Fatigue: An Expectancy-Value Analysis of Environmental Preference », *Journal of Environmental Psychology*, n°23, 2003, pp. 147-157.
- Staeheli, Lynn A. and Albert Thompson, « Citizenship, Community and Struggles for Public Space », *Professional Geographer*, vol. 49, n°1, Feb. 1997, pp. 28-38.
- Stall, Susan and Randy Stoecker, « Community Organizing or Organizing Community? Gender and the Crafts of Empowerment », *Gender and Society*, vol. 12, n°6, Dec. 1998, pp.729-756.
- Stebbins, Robert A., « A Theory of the Jazz Community », *The Sociological Quarterly*, vol. 9, n°3, Summer 1968, pp. 318-331.
- Stone, Clarence N., « Systemic Power in Community Decision Making: A Restatement of Stratification Theory », *The American Political Science Review*, vol. 74, n°4, Dec. 1980, pp.978-990.
- Sutton, Robert P., *Modern American Communes: A Dictionary*, Wesport, Greenwood Press, 2005.
- Tanner, Ogden, *Urban Wilds*. New York, Little Brown & Co., 1975.
- Tannier, Cécile, « Formes de villes optimales, formes de villes durables. Réflexions à partir de l'étude de la ville fractale », *Espaces et sociétés*, vol. 3, n°138, 2009, pp. 153-171.

- Tarr, Joel A., « Urban History and Environmental History in the United States: Complementary and Overlapping Fields », in Christoph Bernhardt, ed., *Environmental Problems in European Cities of the 19th and 20th Century*, New York, Muenchen, Berlin, Waxmann, 2001, pp. 25-39.
- Taylor, Andrea Faber, Frances E. Kuo and William C. Sullivan, « Views of Nature and Self-Discipline: Evidence from Inner City Children », *Journal of Environmental Psychology*, n°22, 2002, pp. 49-63.
- Thomas, William and Florian Znaniecki, *The Polish Peasant in Europe and America: Monograph of an Immigrant Group*, Chicago, University of Chicago Press, 1920.
- Thoreau, Henry David, *Walden; or, Life in the Woods [1854]*, New York, Dover Publications, 1995.
- Tifft, Larry L., « The Coming Redefinitions of Crime: An Anarchist Perspective », *Social Problems*, vol. 26, n°4, April 1979, pp. 392-402.
- de Tocqueville, Alexis, *De la démocratie en Amérique 1835*, Paris, Michel Lévy frères, 1868.
- Tönnies, Ferdinand, *Communauté et société: catégories fondamentales de la sociologie pure (1935)*, Paris, Presses Universitaires de France, 1977.
- Tuan, Yi-Fu, *Espace et lieu : la perspective de l'expérience*, Gollion, Infolio, 2006.
- Townsend, Mardie, « Feel Blue? Touch Green! Participation in Forest/Woodland Management as a Treatment for Depression », *Urban Forestry & Urban Greening*, n°5, 2006, pp. 111-120.
- Turner, Frederick Jackson, *The Frontier in American History*, New York, Henry Holt and Company, 1920.
- Ulrich, Roger S., « View Through a Window May Influence Recovery from Surgery », *Science*, vol. 224, April 1984, pp. 420-421.
- Uzzell, David, Enric Pol and David Badenas, « Place Identification, Social Cohesion, and Environmental Sustainability », *Environment and Behavior*, vol. 34, n°1, Jan. 2002, pp. 26-53.
- Vaughn, Gerald F., « In Search of Standards for Preserving Open Space », *Public Administration Review*, vol. 24, n°4, Dec. 1964, pp. 254-258.

Vincent, Simon and Robert Marshall, « The Role of Local Planning Authorities in Urban Nature Conservation », *Planning Practice & Research*, vol. 6, n°3, Winter 1991, pp. 5-11.

Vitale, Alex S., *City of Disorder: How the Quality of Life Campaign Transformed New York Politics*, New York, New York University Press, 2008.

Ward, David and Olivier Zunz, eds., *The Landscape of Modernity: New York City, 1900-1940*, Baltimore, London, Johns Hopkins University Press, 1992.

Webber, Melvin, M., *L'urbain sans lieu ni bornes*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, 1996.

Weil, François, *Histoire de New York*, Paris, Fayard, 2005.

Werbner, Pnina, « The Translocation of Culture: 'Community Cohesion' and the Force of Multiculturalism in History », *The Sociological Review*, 2005, pp.745-768.

Whyte, William F., *Street Corner Society*, Chicago, University of Chicago Press, 1943.

Wilkinson, Paul F., « The Historical Roots of Urban Open Space Planning », *Leisure Studies*, vol. 7, 1988, pp. 125-143.

Wilson, James Q. and George Kelling, « Broken Windows: The Police and Neighborhood Safety », *The Atlantic*, March 1982, pp. 29-38.

Winter, Kate, Denise Scott Brown et al., « Public and Private Space », *Perspecta: Settlement Patterns*, vol. 30, 1999, pp. 92-97.

Wirth, Louis, « The Ghetto », *The American Journal of Sociology*, vol. 33, n°1, July 1927, pp. 57-71.

Wirth, Louis, « Urbanism as a Way of Life », *The American Journal of Sociology*, vol. 44, July 1938, pp. 3-24.

Wirth, Louis, « The Urban Society and Civilization », *The American Journal of Sociology*, vol. 45, n°5, March 1940, pp. 743-755.

Wolf-Powers, Laura, « Atlantic yards », *Urbanisme*, n°350, septembre-octobre 2006, pp. 46-47.

Wojtowicz, Robert, ed., *Sidewalk Critic: Lewis Mumford's Writings on New York*, New York, Princeton's Architectural Press, 2000.

Filmographie

Journaux télévisés

« Les locavores de la grosse pomme », *Global Mag, une semaine sur la terre*, diffusé le 6 février 2009 sur Arte, Production CAPA/ARTE 2009.

Documentaires

Aubert, Maeva, *Loisaida, Avenue C*, 2004.

Dampierre, Sylvaine, *Green Guerillas*, Les Productrices, 2002.

Kennedy, Scott Hamilton, *The Garden*, Kathadin Productions, 2008.

Isles, Alexandra, *Healing Gardens of New York: Planting Seeds, Changing Lives*, 2007.

Lallement, Anne-Marie, *Tours, détours, pourtours d'un jardin solidaire*, 2005.

Siegel, Taggart, *The Real Dirt on Farmer John*, The Collective Eye, 2005.

Fictions

Carpenter, John, *Escape From New York*, AVCO Embassy Pictures, 1981.

Curtiz, Michael, *Angels With Dirty Faces*, Warner Bros. Pictures, 1938.

De Niro, Robert, *A Bronx Tale*, Price Entertainment, 1993.

Emmerich, Roland, *The Day After Tomorrow*, Twentieth Century Fox Film Corporation, 2004.

Forman, Milos, *Hair*, CIP Kilmproduktion GmbH, 1979.

Gordon, Seth, « The Stakeout », *Parks and Recreation*, Season 2, Episode 2, Deedle-Dee Productions, 2009.

Lawrence, Francis, *I Am Legend*, Warner Bros. Pictures, 2007.

Lee, Spike, *Joe's Bed-Stuy Barbershop: We Cut Heads*, 40 Acres & a Mule Filmworks, 1983.

Lee, Spike, *Do the Right Thing*, United States, 40 Acres & a Mule Filmworks, 1989.

Payson, John, *Joe's Apartment*, Geffen Pictures, 1996.

Petrie, Daniel, *Fort Apache, the Bronx*, Producers Circle, 1981.

Platt, David, « Undercover », *Law & Order: Special Victims Unit*, Season 9, Episode 15, Wolf Films, 2008.

Scorsese, Martin, *Bringing Out The Dead*, De Fin-Cappa, 1999.

Stanzler, Wendy, « The Ick Factor », *Sex and the City*, Season 6, Episode 14, Darren Star Productions, 2004

Wang, Wayne, *Blue in the Face*, Miramax Films, 1995.

Wang, Wayne, *Smoke*, Miramax Films, 1995.

Weir, Peter, *Green Card*, Australian Film Finance Corporation, 1990.

Wise, Robert et Jerome Robbins, *West Side Story*, The Mirisch Corporation, 1961.

Table des figures

Figure 1: Carte des villes dans lesquelles sont cultivés des community gardens, aux États-Unis et au Canada.....	30
Figure 2 : Poster de la United States School Garden Army.	69
Figure 3 : Poster pour la Woman's Land Army of America, 1918.....	72
Figure 4 : Poster pour la Woman's Land Army, 1944.....	72
Figure 5 : Dessins de presse soutenant la campagne de War Gardens durant la Première guerre mondiale. Les citoyens restés aux États-Unis sont encouragés à cultiver la « terre tire-au-flanc » pour des raisons patriotiques.	73
Figure 6 : La division des parcelles dans les Victory gardens.	74
Figure 7 : Affiches du U.S. Department of Agriculture pour la promotion des programmes fédéraux de jardinage entre 1941 et 1943 (Hirshman, Louis et Bayer, Herbert).	76
Figure 8 : Carte des 59 community districts de New York City.....	102
Figure 9 : Recette des seed grenades, distribuée par les Green Guerillas.....	111
Figure 10 : Prospectus pour la lutte contre la destruction de community gardens.....	126
Figure 11 : Carte du statut des community gardens de la ville, suite à l'accord signé en 2002.	135
Figure 12 : Répartition géographique des community gardens de New York City en 2009.....	139
Figure 13 : Plan de New York avec les emplacements respectifs des quatre jardins.	160
Figure 14 : Revenu médian par foyer.	160
Figure 15 : L'iconographie développée durant la campagne de collecte de fonds, 1984.	171
Figure 16 : Plan du Clinton Community Garden.	172
Figure 17: Plan des alentours de Clinton Community Garden.	174
Figure 18 : Plan des parcelles du back garden, assorti à l'origine de la liste nominative des plotholders.	177
Figure 19 : Plan de la partie « parc » du jardin, avec délimitation de parcelles entretenues par différents jardiniers.....	178
Figure 20: Plan du quartier du Pacific Street Bear's Garden. Les deux autres community gardens représentés ici n'existent plus.....	194
Figure 21 : Plan du jardin dans sa première version. La légende et l'échelle manquent au document.	198
Figure 22 : Le projet de Ratner propose de fermer la 4 ^{ème} avenue au nord de Pacific Street, et de détourner le trafic automobile sur celle-ci, ce qui nuirait grandement à la tranquillité du jardin.....	203
Figure 23 : Plan actuel du Pacific Street Bear's Garden.....	204
Figure 24 : Emplacement des trois jardins.....	214
Figure 25: Plan du quartier du Central Bainbridge Street Community Garden.	218
Figure 26 : Plan de Central Bainbridge Street Community Garden.	222
Figure 27 : Le quartier autour de La Isla. Il y a plusieurs community gardens à proximité, mais pas d'espaces verts municipaux ni de terrains de jeu.	236
Figure 28 : Plan de La Isla.....	244
Figure 29 : Comparaison des caractéristiques des quatre jardins en 2007.	252
Figure 30 : Comparaison des statistiques de population et d'utilisation des terrains dans les community districts des quatre jardins et dans l'ensemble de la ville en 2000.	253
Figure 31 : Évolution de la répartition des jardins de la Vacant Lots Cultivation Association, à Philadelphie, entre 1899 et 1925.	312
Figure 32 : Répartition géographique des community gardens du programme Philadelphia Green aujourd'hui.	312
Figure 33 : Répartition géographique des community gardens produisant de la laitue.	361

Table des photographies

<i>Photo 1 : La « communauté verticale » de James Wines, exposition au Museum of Modern Art de New York, mai 2007.</i>	52
<i>Photo 2 : Première célébration de Earth Day à New York City, le 22 avril 1970, Peter Keegan. 27 Apr 1970. Getty Images.</i>	58
<i>Photo 3 : Fair Park Lagoon, 1981.</i>	59
<i>Photo 4 : Un étal de tomates produites non loin de New York City et vendues sur le marché de Union Square, assurant aux consommateurs la réduction de la distance entre eux et le producteur, septembre 2006.</i>	62
<i>Photo 5 : Jardin cultivé par des enfants à Cleveland, 1910.</i>	69
<i>Photo 6: Cet article du New York Times illustre l'engagement de l'ensemble de la société pour la production de nourriture le 29 avril 1917, quelques jours après l'entrée en guerre des États-Unis.</i>	75
<i>Photo 7: Victory garden créé dans l'interstice entre une allée et une clôture, février-mars 1943.</i>	78
<i>Photo 8: Un groupe de voisins se retrouve le dimanche matin pour travailler à leur Victory garden commun, mars 1943.</i>	78
<i>Photo 9 : Confrontation entre manifestants et policiers, mai 1969.</i>	82
<i>Photo 10 : Les autorités ferment l'accès au parc, 30 mai 1969.</i>	82
<i>Photo 11 : Les promesses non tenues. Immeuble du South Bronx devant lequel Jimmy Carter (en 1977) et Ronald Reagan (en 1980) ont fait campagne.</i>	95
<i>Photo 12: L'état de délabrement de Central Park dans les années 1970.</i>	97
<i>Photo 13: Manifestation du 15 avril 1967 contre la guerre au Vietnam.</i>	97
<i>Photo 14 : La ferme pour enfants du DeWitt Clinton Park, 1904.</i>	109
<i>Photo 15 : Liz Christy et une poignée de guérilleros déblaient un terrain vague à l'angle de Houston et Bowery, au sud de Manhattan, 1973.</i>	113
<i>Photo 16 : Liz Chrsity se repose dans le jardin</i>	113
<i>Photo 17 : Le Garden of Eden, par Carl Hultberg, 1984.</i>	115
<i>Photo 18 : Adam Purple ramasse du crottin de cheval pour fertiliser son jardin.</i>	115
<i>Photo 19 : Un ouvrier employé par le propriétaire du terrain essaie de déterrer les plantes du jardin de Jane Street, pendant que les jardiniers essaient de les protéger.</i>	120
<i>Photo 20 : Manifestation en réaction à la politique de Giuliani concernant les community gardens organisée en 1999 par Time's Up !, une association new yorkaise d'action environnementale créée en 1987, et More Gardens! Coalition, créée en 1998.</i>	130
<i>Photo 21 : Le coqui géant protège le Jardín de la Esperanza.</i>	132
<i>Photo 22 : Un bulldozer, protégé par une présence policière, détruit le Jardin de Esperanza sous les yeux des jardiniers, en février 2000.</i>	133
<i>Photo 23 : Terrain à Coney Island, recensé encore aujourd'hui comme le Boardwalk Garden sur http://www.oasis.net. Février 2007.</i>	138
<i>Photo 24 : United We Stand Garden, dans le Bronx.</i>	143
<i>Photo 25 : East New York Farm, Brooklyn, juillet 2007.</i>	144
<i>Photo 26 : Marché de la ferme dans la rue attenante, juillet 2007.</i>	144
<i>Photo 27 : T-shirt vendu par le Clinton Community Garden.</i>	163
<i>Photo 28 : Des résidents du quartier ont peint une fresque sur la façade d'un immeuble muré sur la 48^{ème} rue ouest.</i>	164
<i>Photo 29 : Times Square, après les travaux de rénovation, août 2008.</i>	167
<i>Photo 30 : Vue vers le nord-est du Clinton Community Garden</i>	169
<i>Photo 31 : Vue du coin sud-est du Back Garden</i>	169
<i>Photo 32 : Mallory Abramson peint le « Inch Worm » au fur et à mesure des contributions financières à la campagne, 1984.</i>	173
<i>Photo 33 : La fresque en février 2007, passablement dégradée et cachée par des plantes grimpantes à la belle saison.</i>	173
<i>Photo 34 : Le jardin vu d'un immeuble du côté nord de la 48^{ème} rue.</i>	175
<i>Photo 35 : Hell's Kitchen Park, le terrain de jeux nouvellement rénové au coin de la rue.</i>	176

Photo 36 : Des membres du back garden resèment la pelouse, avril 2007.	180
Photo 37 : Des visiteurs se reposent sur la pelouse du front garden, entre les zones ressemées le matin.	180
Photo 38 : Le back garden en juillet 2008.	181
Photo 39 : Résumé du règlement en anglais, espagnol et arabe, affiché à l'intérieur du jardin.	183
Photo 40 : Une parcelle organisée principalement autour de murets de pierre et d'herbes aromatiques et médicinales paraît abandonnée à certains jardiniers. Mai 2007.	185
Photo 41 : Deux membres de Clinton tiennent le stand du jardin au 9 th Avenue Food Festival, en 1999.	190
Photo 42 : Barbecue du 4 juillet, auquel tout le quartier est convié, 2007.	190
Photo 43 : Danse de l'arbre de mai, le jour de la fête des mères, 2007.	190
Photo 44 : Un hommage artistique est rendu à un membre éminent du jardin après son décès, en présence de sa famille, juin 2007.	191
Photo 45 : Un mariage est célébré sous la pergola en 1998.	191
Photo 46 : Rangée de brownstones, maisons typiques de cette partie de Brooklyn.	195
Photo 47 : Flatbush Avenue et le centre commercial avec une friche au premier plan.	196
Photo 48 : Ours de Noël, février 2007.	198
Photo 49 : Oursons comestibles, juillet 2007.	198
Photo 50 : Vue du parking avant l'installation du jardin, sans date.	198
Photo 51 : Le Brooklyn Bear's Carlton Avenue Community Garden, juin 2007.	200
Photo 52 : Le Brooklyn Bear's Rockwell Place Community Garden, juin 2007.	200
Photo 53 : Les rubans noués à la grille du jardin témoignent du soutien dont il bénéficie dans le quartier, 1997.	201
Photo 54 : Le jardin rasé à gauche, puis rendu aux jardiniers mais impraticable, 1998.	202
Photo 55 : Le jardin vu depuis Flatbush Avenue, mai 2007.	203
Photo 56 : La mare, en février 2006 et juillet 2007.	205
Photo 57 : Boîtes individuelles dont seulement certaines ont commencé à être cultivées, mai 2007.	206
Photo 58 : Partie commune ornementale le long de la grille, côté Pacific Street, juillet 2007.	206
Photo 59 : Célébrations en l'honneur d'Ellen Kirby, juillet 2007.	212
Photo 60 : Une bannière accrochée à la grille du jardin suggère à Ratner d'aller voir ailleurs.	216
Photo 61 : Le « mur des griefs », à l'extrémité du jardin, affiche les noms des associations mobilisées et leurs motivations pour attaquer Ratner en justice, avril 2007. Toutes les affiches ont été arrachées quelques jours après avoir été placardées.	216
Photo 62 : Le carrefour entre Bainbridge Street et Patchen Avenue.	219
Photo 63 : Ensemble d'immeubles à loyer modéré en face du jardin, vu à travers sa grille.	219
Photo 64 : Sur Patchen Avenue, juillet 2007.	220
Photo 65 : Le terrain en 1983, photographié par Green Thumb.	221
Photo 66 : En août 2008, les participants à une fête du jardin étaient invités à essayer de deviner la somme contenue dans le pot en plastique pour gagner un système d'« express cooking ».	227
Photo 67 : Ouverture officielle du jardin pour la saison, en juin 2007, avec une vingtaine de participants.	228
Photo 68 : Assiette de poulet frit, haricots verts et riz, servie gratuitement en juin 2007, à l'ouverture pour la saison.	228
Photo 69 : Friteuse électrique utilisée pour les sandwichs au poisson, 14 juillet 2007.	228
Photo 70 : Des membres bénévoles des Green Guerillas repeignent le belvédère en juillet 2007.	229
Photo 71 : Un enfant et sa mère viennent récolter des carottes dans le parterre de l'école, juillet 2007.	230
Photo 72 : Taqwa Community Farm, mai 2007.	235
Photo 73 : À la fin du match, tout le monde retourne vers la station de métro pour rejoindre Manhattan.	235
Photo 74 : Dans un square public, une fresque murale rend hommage à une jeune fille du quartier, décédée à 19 ans, probablement de causes violentes. Février 2007.	237
Photo 75 : Un « espace vert » à deux rues de La Isla, février 2007.	238
Photo 76 : Le terrain avant qu'il ne devienne un community garden, sans date.	239
Photo 77 : Le jardin en décembre 1988.	240
Photo 78 : Le jardin en 1990.	240

Photo 79 : Deux Greenies arrachent les mauvaises herbes, août 2007.....	241
Photo 80 : Les Greenies récoltent et partagent les pêches avec un voisin.	241
Photo 81 : La clôture le long de la 163 ^{ème} rue permet une visibilité complète d'un côté à l'autre, août 2008.	242
Photo 82 : Le Woodycrest community garden dans le Bronx, à deux rues de La Isla, tire son eau de la borne à incendie sur le trottoir, juillet 2007.....	245
Photo 83 : La rocaille en mai 2007 et en août 2008.....	245
Photo 84 : Les nouveaux bancs, août 2008.	246
Photo 85 : L'ancien abri à outils, février 2007.	247
Photo 86 : Le nouvel abri, sans drapeaux, août 2008.	247
Photo 87 : Le jardin en février 2007.....	247
Photo 88 : La même vue en août 2008.....	247
Photo 89 : En février 2007, des tas de briques et des sacs de sable encombrant le lieu de détente du back garden en attendant que le sentier soit refait. Il le sera cinq mois plus tard.	273
Photo 90 : À Clinton, un jardinier profite d'avoir accès à la clôture pour ajouter des bacs à fleurs à sa parcelle, février 2007.....	279
Photo 91 : À l'est du CCG, le mur de l'immeuble adjacent sert à faire grimper des rosiers, avril 2007.	279
Photo 92 : Ces deux parcelles voisines, l'une bordée de pierres et de briques, l'autre de tulipes artificielles, sont visiblement de tailles inégales, mars 2007.....	280
Photo 93 : Une parcelle bordée de tulipes en plastique, Clinton Community Garden, février 2007.	281
Photo 94 : Simple bordure de béton, juillet 2007.....	281
Photo 95 : Une haie miniature entoure une parcelle de terre nue, mai 2007.....	282
Photo 96 : Au mois de mars, ces flamands roses en plastique égaient une parcelle gelée au Clinton Community Garden.....	282
Photo 97 : Le traditionnel nain de jardin, février 2007.....	283
Photo 98 : Un épouvantail, mars 2007.....	283
Photo 99 : Un univers miniature, juillet 2007.	283
Photo 100 : Dans une parcelle voisine, juillet 2007.....	283
Photo 101 : Une parcelle entièrement consacrée aux plantes ornementales, Clinton, juin 2007.	284
Photo 102 : Une autre parcelle est occupée par un aquarium, juillet 2007.....	284
Photo 103 : Les « Trois Sœurs », juillet 2007.....	285
Photo 104 : La parcelle voisine, le même jour.	285
Photo 105 : Construction d'une nouvelle cabane à outils au Clinton Community Garden, 1998.....	286
Photo 106 : L'effort collectif est récompensé par une célébration collective.....	286
Photo 107 : Élagage en commun chez les Bears, février 2007.....	287
Photo 108 : Une jardinière a développé ses connaissances sur les mauvaises herbes et transmet son savoir à un groupe de jardiniers, CCG, juin 2007.	287
Photo 109 : La parcelle accessible aux handicapés, mars 2007.	288
Photo 110 : Panneaux accrochés à la clôture entre le front et le back gardens : « Pas d'enfants non accompagnés d'un adulte au-delà de cette porte » et « Ne pas claquer la porte », février 2007.....	291
Photo 111 : Une affiche ajoutée en 2008 précise qu'aucun visiteur ne peut entrer dans le back garden à moins d'être accompagné d'un jardinier, alors tenu pour responsable du comportement de ses invités, août 2008.....	291
Photo 112 : À la fonte des neiges, le front garden est inondé et la pelouse impraticable.	292
Photo 113 : Poubelle de Bedford-Stuyvesant, mai 2007.....	296
Photo 114 : Un rat fouille dans les sacs poubelles qui jonchent le trottoir.....	296
Photo 115 : Des poissons dans une mare au milieu d'une parcelle de Clinton, juin 2007.....	297
Photo 116 : Une tortue vit dans un aquarium de CCG, juillet 2007.	297
Photo 117 : La ruche désertée le long du mur ouest de Clinton, février 2007.....	299
Photo 118 : La récolte collective du miel sous la direction du maître apiculteur, 1994.	299
Photo 119 : Las Casitas, Bronx, juillet 2007. Le drapeau portoricain est très visible, même de l'extérieur.	304
Photo 120 : Les femmes cultivent les champs pendant que les hommes sont à la guerre, c. 1918.....	310
Photo 121 : Des hommes travaillent dans un relief garden de Cleveland durant la Grande dépression, 1932.	310

Photo 122 : Objets de récupération et déchets aux Surfside Gardens, Coney Island, février 2007.	316
Photo 123 : La Isla vue du bout de la 163 ^{ème} rue, juillet 2007.	326
Photo 124 : Bainbridge, juin 2007.	326
Photo 125 : Au mois de juillet, la végétation du Pacific Street Bear's Garden déborde sur la rue.	327
Photo 126 : Pacific Street Bears Garden, février 2007 : le paysage offert par le jardin change du tout au tout selon les saisons.....	327
Photo 127 : La junk tower en 2003.....	329
Photo 128 : Vue de l'intérieur du Pacific Street Bear's Garden en pleine floraison, juillet 2008 : les jardiniers et les visiteurs sont isolés du milieu urbain alentour.	332
Photo 129 : Vue de l'intérieur de Bainbridge, août 2007 : seule la grille de métal sépare le jardin de la rue, et ne bloque ni la vue ni la communication entre les deux.	332
Photo 130 : Une palissade bloque la vue sur un terrain vague, Brooklyn, avril 2007.....	334
Photo 131 : Célébrations du solstice d'été organisées par Green Thumb dans le W 132 nd Street Garden, à Harlem, 21 juin 2007. Don de plantes, concerts, vente de nourriture et d'artisanat local dans la rue, fermée à la circulation pour l'occasion.	340
Photo 132 : À Boston, un community garden est intégré à un parc public qui contient également des espaces de repos et un terrain de tennis, août 2007.	344
Photo 133 : Aux Fenway Victory Gardens de Boston, l'intérieur d'une parcelle individuelle (à gauche) et le sentier et les clôtures entre les parcelles (à droite), août 2007.	345
Photo 134 : Nouveau community garden, mis en place par les Green Guerillas sur un terrain non constructible à Brooklyn, juillet 2007.....	349
Photo 135 : Children's Garden à Clinton le jour de la fête des mères, mai 2007 : les enfants sèment les « Trois Sœurs ».	357
Photo 136 : Les enfants posent avec une Amérindienne en costume traditionnel, puis la regardent effectuer la danse rituelle avant de planter les « Trois Sœurs », mai 2007.	357
Photo 137 : Les « Trois Sœurs » plantées par les enfants, aux mois de juin et juillet 2007.	358
Photo 138 : Les bacs à compost accessibles à tous dans la première partie du CCG, février 2007.	366
Photo 139 : Instructions pour l'usage approprié des bacs à compost aux Bears : le premier est réservé aux déchets du jardin, sans morceaux de bois, épines ou herbe ; le second est utilisé pour stocker le compost presque prêt à l'emploi. Juillet 2008.	367
Photo 140 : Hollenback Garden, Brooklyn.	368
Photo 141 : Un résident de Manhattan cultive du maïs au pied d'un arbre, juin 2007.....	370
Photo 142 : Le Pacific Street Bear's Garden en février 2007.	372
Photo 143 : La même vue an août 2007.....	372
Photo 144 : Clinton sous la neige, mars 2007.....	373
Photo 145 : Les sièges sont inutilisables.	373
Photo 146 : Un « tag vert » effectué par les guérilleros parisiens dans le 11 ^{ème} arrondissement.	374
Photo 147 : Les mêmes guérilleros investissent un sélaissé urbain.....	374
Photo 148 : Les outils du jardinier guérillero : la chaussure semeuse de graines et la grenade.	374
Photo 149 : Les jardins tatoués de Sylvie Fraser, rue Sainte-Catherine, Montréal, juillet 2005.	376
Photo 150 : La manifestation inspirée de la chevauchée de Paul Revere, 29 juillet 2010.	376
Photo 151 : Un Park(ing) créé par le collectif REBAR, San Francisco.	377
Photo 152 : Park(ing) Day à New York en 2009.	377
Photo 153 : Community Vehicular Reclamation Project, Toronto.	378
Photo 154 : Le potager mobile, planté dans un caddie monté sur un vélo tout terrain.	379
Photo 155 : Des Freegans fouillent une benne à ordures derrière un supermarché de Melbourne, mai 2006.	379
Photo 156 : Des Freegans new yorkais partagent un repas constitué par leur « récolte », juin 2007.	379